ETAT ANNEXÉ

**Agriculture.**

*4e partie. — Personnel.*

Chap. 100. — Traitements du ministre et du personnel titulaire de l'administration centrale, en moins 2.843.000 F.

Chap. 101. — Administration centrale. — Emoluments du personnel des cadres complémentaires, en moins 435.000 F.

Chap. 102. — Administration centrale. — Emoluments du personnel contractuel, en moins 493.000 F

Chap. 104. — Administration centrale. — Allocations et indemnités diverses, 156.000 F.

Chap. 105. — Indemnités de résidence, en moins 500.000 F.

Chap. 110. — Inspection générale de l'agriculture. — Traitements, en moins 783.000 F.

Chap 112. — Inspection générale de l'agriculture. — Indemnités, en moins 28.000 F.

Chap. 113. — Directions départementales des services agricoles. — Traitements, en moins 3.441.000 F.

Chap. 117. — Institut national agronomique et écoles nationales d'agriculture. — Traitements, en moins 1.210.000 F.

Chap. 126. — Institut national de la recherche agronomique. — Traitements, en moins 2 millions de francs.

Chap. 128. — Institut national de la recherche agronomique. — Rémunération du personnel contractuel, en moins 2 millions de francs.

Chap. 140. — Ecoles nationales vétérinaires. — Traitements, en moins 115.000 F.

Chap. 145. — Services sanitaires vétérinaires. — Indemnités, en moins 11.000 F.

Chap. 148. — Laboratoires de recherches vétérinaires. — Rémunération du personnel contractuel, en moins 198.000 F.

Chap. 151. — Service de la répression des fraudes. — Traitements, en moins 192.000 F.

Chap. 153. — Service de la répression des fraudes. — Emoluments du personnel contractuel, en moins 302.000 F.

Chap. 156. — Service de la répression des fraudes. — Indemnités, en moins 54.000 F.

Chap. 159. — Service des haras. — Salaires, en moins 2.387.000 F.

Chap. 161. — Direction générale du génie rural et de l'hydraulique agricole. — Traitements, en moins 5.130.000 F.

Chap. 166. — Direction générale du génie rural et de l'hydraulique agricole. — Allocations et indemnités diverses, en moins 2 millions 985.000 F.

Chap. 167. — Direction générale des eaux et forêts. — Traitements, en moins 4 millions 53.000 F.

Chap. 168. — Direction générale des eaux et forêts. — Emoluments du personnel des cadres complémentaires, en moins 1.000 F.

Chap. 169. — Direction générale des eaux et forêts. — Rémunération du personnel contractuel, en moins 8.541.000 F.

Chap. 171. — Direction générale des eaux et forêts. — Salaires du personnel auxiliaire, en moins 3.342.000 F.

Chap. 173. — Direction générale des eaux et forêts. — Indemnités, en moins 350.000 F.

Chap. 174. — Contribution de l'Etat aux dépenses de personnel entraînées pour les conseils agricoles départementaux par les tâches de répartition, en plus 62.400.000 F.

*5e partie. — Matériel, fonctionnement des services et travaux d'entretien.*

Chap. 304. — Payement à l'Imprimerie nationale, en moins 2 millions de francs.

Chap. 305. — Indemnités pour frais de déplacements et de mission, en moins 31 millions de francs.

Chap. 309. — Matériel de l'inspection générale de l'agriculture, en moins 85.000 F.

Chap. 310. — Matériel des directions départementales des services agricoles, en plus 24.076.000 F.

Chap. 3102. — Dépenses d'équipement des directions départementales des services agricoles et des centres d'essais démonstratifs, en plus 75.650.000 F.

Chap. 311. — Etudes de questions intéressant la production agricole. — Indemnisation des personnes étrangères à l'administration, en moins 2.800.000 F.

Chap. 312. — Entretien des jardins d'essai et établissements existant dans les départements d'outre-mer, en moins 1.001.000 F.

Chap. 318. — Frais d'établissement d'enquêtes-statistiques, en moins 3 millions de francs.

Chap. 319. — Apprentissage agricole et horticole, en moins 3 millions de francs.

Chap. 321. — Matériel et dépenses administratives du service de la protection des végétaux, en moins 1.500.000 F.

Chap. 322. — Service de la protection des végétaux. — Fonctionnement et dépense exceptionnelle des cités par l'organisation de la lutte contre les grands fléaux des cultures, en moins 12 millions de francs.

Chap. 325. — Matériel du laboratoire de recherches vétérinaires, en plus 2.550.000 F.

Chap. 327. — Service de la répression des fraudes. — Frais d'analyse et de contrôle, en moins 2 millions de francs.

Chap. 328. — Service de la répression des fraudes. — Travaux d'entretien, en moins, 500.000 F.

Chap. 331. — Service des haras. — Nourriture des étalons nationaux, en moins, 12 millions de francs.

Chap. 336. — Matériel et frais généraux des services de l'hydraulique et du génie rural, en moins, 6.389.000 F.

Chap. 337. — Frais de fonctionnement du comité directeur du machinisme agricole et frais de répartition des matériaux pour les travaux d'habitat et d'équipement rural, en moins, 832.000 F.

Chap. 338. — Police et surveillance des eaux non domaniales, en moins, 300.000 F.

Chap. 339. — Matériel de la direction générale des eaux et forêts, en moins, 5 millions de francs.

Chap. 340. — Achat de matériel automobile, en moins, 4 millions de francs.

Chap. 341. — Entretien et fonctionnement du matériel automobile, en moins, 9.070.000 F.

Chap. 343. — Frais de fonctionnement des commissions consultatives départementales des baux ruraux et de l'assemblée des membres des tribunaux paritaires, en moins, 4 millions 800.000 F.

Chap. 344. — Frais d'établissement des cartes professionnelles d'exploitants agricoles étrangers, en moins, 5 millions de francs.

Chap. 346. — Etablissements d'enseignement agricole. — Travaux d'entretien, en moins, 5 millions de francs.

Chap. 348. — Services, écoles et laboratoires vétérinaires. — Travaux d'entretien, en plus. 5.560.000 F.

Chap. 350. — Dépenses d'études et de travaux d'hydraulique et du génie rural à la charge de l'Etat, en moins. 5.001.000 F.

Chap. 353. — Travaux d'entretien dans les forêts domaniales, les dunes et les parcs, en moins, 5 millions de francs.

Chap. 356. — Exploitations en régie. — Matériel, en moins, 3 millions de francs.

Chap. 361. — Frais d'impression des publications de la direction de la production agricole, en moins, 2 millions de francs.

Chap. 362. — Contribution de l'Etat aux dépenses de matériel et de fonctionnement entraînées pour les conseils agricoles départementaux par les tâches de répartition, en plus, 30 millions de francs.

*6e partie. — Charges sociales.*

Chap. 400. — Allocations familiales, en moins, 1 200.000 F.

Chap. 403. — Œuvres sociales, en moins, 1 million de francs.

Chap. 410. — Bourses, en moins, 4.001.000 F.

*7e partie. — Subventions.*

Chap. 500. — Subvention pour le fonctionnement de l'institut national de la recherche agronomique, en plus 4 millions de francs.

Chap. 5002. — Subvention à l'institut national de la recherche agronomique pour le remboursement d'annuités au fonds de modernisation et d'équipement, en plus 20 millions de francs.

Chap. 501. — Institut national de la recherche agronomique. — Subventions pour achat et renouvellement de matériel scientifique et agricole, en moins 5.001.000 F.

Chap. 504. — Subventions pour recherches intéressant l'agriculture, en moins 500.000 F.

Chap. 505. — Subventions de premier établissement à des centres d'insémination artificielle et formation technique d'inséminateurs, en moins 1 million de francs.

Chap. 506. — Propagande forestière, en moins 725.000 F.

Chap. 509. — Prophylaxie des maladies contagieuses des animaux. — Contrôle de la salubrité des viandes. — Amélioration de la recherche scientifique vétérinaire. — Indemnités pour abatage d'animaux, en moins 40 millions 1.000 F.

Chap. 510. — Primes à la reconstitution des oliveraies, en moins 7.300.000 F.

Chap. 511. — Primes aux cultures vivrières dans les départements d'outre-mer, en moins 3 millions de francs.

Chap. 513. — Aide directe ou indirecte à l'amélioration de la production agricole, en plus 45.340.000 F.

Chap. 514. — Encouragements divers aux meilleurs exploitants agricoles, en moins 5.500.000 F.

Chap. 515. — Concours général agricole, en moins 1.500.000 F.

Chap. 517. — Machinisme agricole. — Subventions, en moins 4 millions de francs.

Chap. 519. — Réserves naturelles. — Protection de la flore et de la faune, en moins 450.000 F.

Chap. 5192. — Subvention pour le développement des activités culturelles de la jeunesse rurale, en plus 30 millions de francs.

Chap. 522. — Subventions aux associations de migrations rurales pour l'organisation des migrations de familles d'agriculteurs, d'une région de France dans une autre, en moins 17.001.000 F.

Chap. 523. — Subvention à l'office national interprofessionnel des céréales pour règlement des primes d'encouragement à la culture du blé et du seigle (récolte de 1948), en moins 200.001.000 F.

Total, en moins 163.462.000 F.

# ANNEXE N° 351

(Session de 1949. — Séance du 13 avril 1949.)

RAPPORT fait au nom de la commission de la famille, de la population et de la santé publique sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à modifier **l'article 48** de l'**ordonnance** du **19 octobre 1945** en ce qui concerne l'attribution et le taux de remboursement des **bons** de **lait,** par M. Leccia, sénateur (1).

Mesdames, messieurs, la proposition de loi qui vous est soumise a un triple objet:

1° Etendre le bénéfice des bons de lait aux mères qui n'élèvent pas leurs enfants à domicile;

2° Unifier le taux de remboursement des bons de lait quelle que soit la qualité du lait employé;

3° Rembourser les laits médicamenteux suivant le régime applicable aux spécialités pharmaceutiques.

L'article 48 de l'ordonnance du 19 octobre 1945 limite le bénéfice de l'attribution des bons de lait aux mères qui remplissent les conditions suivantes:

*a*) Etre dans l'incapacité physique d'allaiter, soit par suite de contre-indication d'ordre médical, étant donné le danger que présenterait l'allaitement maternel pour l'enfant ou pour la mère, soit à la suite d'absence ou d'insuffisance de secrétion lactée ou de malformation du mamelon constituant un obstacle anatomo-physiologique à la lactation;

*b*) Elever elles-mêmes l'enfant, sauf en cas de force majeure, en l'espèce, séparation de l'enfant pour raison de santé.

Il est évident que le but du législateur était d'assurer la protection efficace du nourrisson en assurant son développement dans des conditions idéales parmi lesquelles figurent au premier rang l'allaitement maternel, d'une part, et l'élevage au foyer familial, d'autre part

Depuis quelques années, nous assistons en France à une recrudescence des naissances;

(1) Voir les nos: Assemblée nationale (1re législ.): 1917, 1918, 3127, 6283 et in-8° 1567; Conseil de la République: 118 (année 1949).

nous applaudissons à un pareil résultat et nous ne pouvons que nous en féliciter, mais, pour que le but poursuivi soit pleinement atteint, il est indispensable de conserver intact ce capital précieux et de diminuer la mortalité infantile qui atteint encore en France des taux relativement élevés que ne connaissent plus la plupart des pays étrangers: la Suisse, la Suède et les Etats-Unis, par exemple.

La meilleure protection du premier âge est donc représentée par la mère élevant elle-même son enfant, mais les conditions économiques actuelles obligent souvent la femme à travailler hors de son domicile et à se séparer de son enfant, que celui-ci soit mis dans une crèche, qu'il soit placé en nourrice ou bien confié aux grands-parents.

C'est pourquoi votre commission n'a pas cru devoir exiger que la mère élève elle-même son enfant pour bénéficier de l'attribution des bons de lait.

La deuxième partie de la proposition de loi a pour but d'uniformiser le taux de remboursement des bons de lait.

L'article 48 de l'ordonnance de 1945 prévoit un remboursement différent, selon qu'il s'agit de lait ordinaire ou de lait hygiénique. Il peut atteindre 30 p. 100 du montant de la prime d'allaitement pour le lait ordinaire et 60 p. 100 pour le lait dit « hygiénique ».

Ainsi, pour le département d'Indre-et-Loire, le taux des bons est ainsi fixé:

Pour le lait ordinaire: 4 bons de 500 F et 3 de 200 F;

Pour le lait hygiénique: 4 bons de 750 F et 3 de 300 F.

Mais il est bon d'abord de rappeler ce qu'on entend par lait hygiénique.

Il s'agit d'un lait fourni par des centres spéciaux désignés et agréés avec lesquels les caisses de sécurité sociale peuvent passer des contrats; ces laits ont subi des manipulations sous forme de coupage, de sucrage, de stérilisation, offrant ainsi, d'une part, une garantie qualitative dans le domaine de leur pouvoir nutritif et, d'autre part, une meilleure adaptation aux capacités digestives du jeune enfant que le lait de vache ordinaire et, surtout, ils sont privés de germes pathogènes particulièrement dangereux pour l'organisme fragile du jeune enfant.

Il est évident que le prix de revient d'un pareil lait est plus élevé que celui du lait ordinaire.

Nous devons donc, et avant tout, préconiser ce mode d'alimentation au lait hygiénique qui constitue un moyen de protection des plus efficaces pour le jeune enfant et aura pour résultat de diminuer morbidité et mortalité infantiles.

Il faut donc vaincre le seul obstacle qui pourrait empêcher l'usage intensif de ce lait, en maintenant le taux de remboursement plus élevé lorsqu'il s'agit de lait hygiénique. De la sorte, la famille n'aura pas une participation financière trop importante à subir lorsqu'on préconisera ce genre d'allaitement, par rapport à celle qu'elle supporterait en ayant recours au lait de vache ordinaire.

Si l'on uniformisait le taux de remboursement, la consommation du lait hygiénique entraînerait pour la famille des sacrifices beaucoup plus lourds et, par suite, il serait à craindre qu'elle ait recours de préférence au lait de vache ordinaire, surtout dans les milieux ouvriers qui ne seraient pas toujours en mesure de faire les frais d'une alimentation au lait hygiénique devenue trop onéreuse.

Avec le taux uniforme de remboursement, on aboutirait à cette situation paradoxale qu'on encouragerait les mères de famille à nourrir leurs enfants avec du lait de vache ordinaire, ceci parfois au détriment de la santé de leur enfant.

Aussi, votre commission vous propose-t-elle d'émettre un avis défavorable à la deuxième partie de la proposition de loi ayant pour but d'uniformiser le taux de remboursement des bons de lait.

Il est évident que toutes les agglomérations ne disposent pas d'installations et de centres distributeurs de lait hygiénique, mais le remède réside dans la politique du bon lait et dans le développement des « gouttes de lait ».

A ce propos, il est bon de faire ressortir l'action du « Fonds international de secours à l'enfance » dont le rôle essentiel est d'apporter à la France un concours financier important pour faciliter le développement des centres de lait hygiénique. Pour rendre ces centres viables, il faut orienter vers eux une clientèle importante et, pour cela, aider financièrement les familles qui feront usage des laits qui leur seront ainsi distribués.

La troisième partie de la proposition a pour but de faire rembourser les laits dits « médicamenteux » suivant le régime applicable aux produits pharmaceutiques.

Il est difficile d'assimiler les laits concentrés en pâte ou en poudre à des médicaments, car ce sont des aliments de base pour le jeune enfant et, dans ces conditions, il faudrait également considérer le pain de régime pour les diabétiques ou les albuminuriques comme des médicaments.

Un médicament est un produit dont l'utilisation est, en principe, passagère et dont l'administration est destinée à un malade; or, les laits concentrés couramment employés sont des produits alimentaires de digestion plus facile, il est vrai, et prescrits à des enfants, qui, quoique présentant une intolérance relative à d'autres laits, ne sont pas à proprement parler des malades.

Par contre, certains laits tout à fait spéciaux pourraient, à la rigueur, être considérés comme des laits médicamenteux: le lait calcique, le babeurre, car ce sont là vraiment des aliments d'exception prescrits de façon éphémère et à l'occasion d'un trouble pathologique très net et passager.

C'est pourquoi votre commission a estimé que le remboursement des laits médicamenteux suivant le régime applicable aux spécialités pharmaceutiques ne doit être autorisé que si la prescription médicale ne dépasse pas quelques semaines. Elle a fixé à deux mois la durée du bénéfice de ce remboursement.

Enfin, il a paru logique à votre commission d'admettre qu'en cas de décès de la mère, la personne qui s'occupera désormais de l'enfant ait droit à l'attribution des bons de lait au même titre que la maman de son vivant.

Dans ces conditions, votre commission vous propose de vouloir bien accepter la proposition de loi suivante:

### PROPOSITION DE LOI

*Article unique.* — Les deuxième et troisième alinéas de l'article 48 de l'ordonnance n° 45-2454 du 19 octobre 1945 sont ainsi modifiés:

« Lorsque, par suite d'une incapacité physique ou de maladie, la bénéficiaire est dans l'impossibilité constatée par le médecin d'allaiter son enfant, elle peut, si l'enfant reste à sa charge, recevoir, pour la durée et les quantités indiquées par le médecin, des bons de lait dont la valeur n'excède en aucun cas 60 p. 100 de la prime d'allaitement.

« Les laits médicamenteux spécialement ordonnés par le médecin sont remboursés aux mêmes titre et tarif que les spécialités pharmaceutiques, mais ce bénéfice n'est accordé que pour une durée maximum de deux mois, pendant la période où la mère bénéficie de la prime d'allaitement ou de l'attribution des bons de lait.

« En cas de décès de la mère, la personne qui a la charge de l'enfant a droit, dans les mêmes conditions, à l'attribution desdits bons. »

## ANNEXE N° 352

(Session de 1949. — Séance du 13 avril 1949.)

RAPPORT fait au nom de la commission des moyens de communication, des transports et du tourisme sur la proposition de résolution de M. Alex Roubert tendant à inviter le Gouvernement à prendre, conformément aux dispositions de l'article 2 du décret du 31 mars 1937, pris en application de la loi du 21 juin 1936, les mesures réglementaires propres à assurer l'**ouverture d'un service de change** dans les **établissements de finance**, de **crédit** et de **change** pour satisfaire aux besoins des **touristes étrangers**, par M. Denvers, sénateur (1).

### EXPOSE DES MOTIFS

Mesdames, messieurs, la commission des finances du Conseil de la République qui, avec votre commission des moyens de communication, des transports et du tourisme, a été appelée à se saisir de la proposition de résolution de M. Roubert, tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures réglementaires propres à assurer l'ouverture d'un service de change dans les établissements de finance, de crédit et de change pour satisfaire aux besoins des touristes étrangers, a été unanime à soutenir le point de vue de l'auteur et à demander, avec lui, que rien ne soit négligé, qu'aucune mesure utile ne soit écartée, pour faciliter le séjour en France des touristes étrangers.

En effet, c'est en nous efforçant d'être en toutes circonstances agréables aux visiteurs étrangers, qui ne doivent être gênés par aucune difficulté, ni aucun obstacle, que nous aiderons efficacement au développement du tourisme dans notre pays.

Comme l'indique l'exposé des motifs de la proposition de résolution, un très grand nombre de touristes étrangers arrivent en France pendant le week-end, soit pour y passer seulement 48 heures, soit pour y effectuer un plus long séjour.

Les guichets des établissements financiers étant précisément fermés le samedi, il en résulte pour nos hôtes une situation gênante qui leur fait quelquefois regretter d'être venus en France et les expose, trop souvent, à des spéculations particulièrement regrettables et préjudiciables, tant à ceux qui en ont été les victimes, qu'à notre économie nationale.

Les organisations syndicales des agences des établissements bancaires de crédit et de change, auxquels il ne peut être question d'enlever les avantages de la loi du 21 juin 1936 sur les 40 heures, sont favorables à l'objet même de cette proposition de résolution. Nous demandons au Gouvernement et plus particulièrement au ministre des travaux publics, des transports et du tourisme de s'entendre avec elles pour trouver le moyen propre à répondre au désir des touristes étrangers qui désirent pouvoir se procurer régulièrement les devises françaises dont ils ont besoin, quel que soit le jour de la semaine, dès leur entrée sur notre territoire.

Convaincus qu'il ne faut négliger aucun moyen de développer cette ressource très importante de notre économie nationale que représente le tourisme, nous avons alors le devoir d'insister auprès du ministère des travaux publics pour que toutes dispositions soient prises, au plus tôt, dans le sens de la proposition de résolution ci-après, dont nous vous demandons l'adoption.

### PROPOSITION DE RESOLUTION

Le Conseil de la République, souhaitant que les touristes étrangers trouvent en France toutes les facilités utiles à leur séjour, invite le Gouvernement à prendre par la voie réglementaire les dispositions nécessaires pour assurer l'ouverture d'un service de change dans les établissements financiers les jours de fermeture de ces établissements.

## ANNEXE N° 353

(Session de 1949. — Séance du 13 avril 1949.)

RAPPORT fait au nom de la commission de l'éducation nationale, des beaux-arts, des sports, de la jeunesse et des loisirs, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, tendant à accorder un contingent exceptionnel de croix de la **Légion d'honneur** à l'occasion du **centième anniversaire**

(1) Voir le n°: Conseil de la République, 80 (année 1949).

de la **Révolution de 1848** et du **tricentenaire** des **traités de Westphalie**, par M. Canivez, sénateur (1).

NOTA. — Ce document a été publié au *Journal officiel* du 14 avril 1949. (Compte rendu *in extenso* de la séance du Conseil de la République du 13 avril 1949, p. 1025, 3e colonne.)

## ANNEXE N° 354

(Session de 1949. — Séance du 13 avril 1949.)

AVIS présenté au nom de la commission de l'intérieur (administration générale, départementale et communale, Algérie) sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant **répartition** de l'**abattement global** opéré sur le **budget de l'intérieur** par la loi n° 48-1992 du 31 décembre 1948, par M. Léo Hamon, sénateur (2).

NOTA. — Ce document a été publié au *Journal officiel* du 14 avril 1949. (Compte rendu *in extenso* de la séance du Conseil de la République du 13 avril 1949, page 1006, 1re colonne).

## ANNEXE N° 355

(Session de 1949. — Séance du 13 avril 1949.)

AVIS présenté au nom de la commission de l'agriculture sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant création d'un **budget annexe des prestations familiales agricoles** et fixation de ce budget pour l'exercice 1949, par M. Saint-Cyr, sénateur (3).

Mesdames, messieurs, la commission de l'agriculture du Conseil de la République a examiné avec le plus grand soin le projet de loi portant création d'un budget annexe des allocations familiales agricoles et fixation de ce budget pour l'exercice 1949.

Elle ne saurait méconnaître l'intérêt de ce projet qui affecte au service des prestations familiales agricoles des ressources qui éviteront aux caisses départementales la crise grave de trésorerie qu'elles ont connues au cours de l'année 1948.

Elle regrette, cependant, que ce projet n'apporte qu'une solution fragmentaire et contestable dans certaines de ses dispositions au grand problème que constitue pour notre pays la préservation des agriculteurs contre les risques sociaux.

Votre commission m'a chargé de vous présenter, préalablement à l'examen du projet de loi, un certain nombre d'observations de nature à fixer sa position sur cette importante question à la solution de laquelle notre regretté collègue Le Goff a consacré une activité admirable.

Il est incontestable que, au cours des dernières années, de grands progrès ont été réalisés dans la voie de l'établissement de la parité entre salariés agricoles et salariés de l'industrie, au regard de la couverture des risques sociaux.

Mais, il existe un problème aigu du fait que le nombre des exploitants agricoles en France est de l'ordre de 2 millions et demi et que la grande majorité d'entre eux sont des travailleurs dont la condition n'est pas supérieure à celle des salariés.

Or, les exploitants et les membres de leur famille ne sont couverts contre les risques maladie et accidents du travail que par des dispositions facultatives auxquelles ils se soustraient généralement en considération de l'importance des charges qui en résulteraient pour eux.

Il ne saurait être question pour votre commission d'intégrer tous les exploitants agricoles dans un régime aussi complet et onéreux que le régime général mais il nous apparaît indispensable de prévoir dans le cadre de la mutualité agricole la couverture du risque grave maladie — accidents — invalidité.

En ce qui concerne les allocations familiales les prestations des salariés agricoles sont maintenant égales à celles que reçoivent les salariés de l'industrie sauf cependant en ce qui concerne l'indemnité compensatrice de la suppression de l'impôt sur les salaires.

Mais il existe une disparité très grave au regard des prestations familiales entre salariés et employeurs agricoles.

Ces derniers admettent difficilement, pour ne pas dire plus, que, versant des cotisations souvent très lourdes, ils reçoivent des prestations inférieures de près de moitié à celles de leurs salariés, et ils y voient là une injustice grave.

Il en résulte actuellement des difficultés sérieuses pour le recouvrement des cotisations et une cause supplémentaire à l'exode rural.

Autre sujet d'inquiétude: la caisse de vieillesse des professions agricoles prévue par la loi du 17 janvier 1948 est la seule qui reste en panne; d'ici quelques mois les agriculteurs âgés seront les seuls à être obligés de quémander auprès des commissions cantonales l'allocation aux économiquement faibles.

Une telle situation ne saurait se prolonger indéfiniment. Le Gouvernement est tenu par la loi du 17 août 1948 de soumettre au Parlement avant le 30 avril 1949 les textes portant statut général de la sécurité sociale agricole. Votre commission espère fermement que ces textes pourront être discutés par le Parlement avant la fin de sa session ordinaire.

L'agriculture a, cependant, à son actif, un élément favorable: c'est l'organisation magnifique de la mutualité agricole qui couvre toute l'étendue de notre pays et qui dispose de cadres remarquables par leur activité, leur compétence et leur dévouement.

Nous regrettons le retard apporté à l'établissement du statut définitif de la mutualité agricole tout en admettant avec le Gouvernement qu'il est logique de consulter à cet égard, les conseils d'administration qui seront élus, nous l'espérons, au cours des prochains mois.

Nous ne méconnaissons en rien la gravité de ce problème social agricole, ni la complexité que présente sa solution.

Si l'organisation est à pied d'œuvre, le financement se heurte à des difficultés considérables.

Mais nous sommes persuadés aussi que nous nous trouvons devant un impératif.

Si nous voulons que notre agriculture soit à même de réaliser « l'objectif 1952 » et de participer largement au redressement du pays, il est indispensable que soient résolus un certain nombre de problèmes sociaux et économiques au premier rang desquels se trouve celui qui nous préoccupe aujourd'hui.

Certains pourront être surpris, en dehors d'une Assemblée aussi avertie que la nôtre, que le budget des allocations familiales agricoles ne soit alimenté que pour une part relativement faible par les cotisations des exploitants.

Nous entendons affirmer, après beaucoup d'autres, qu'en toute équité l'ensemble de la nation doit participer au financement des allocations familiales agricoles pour un certain nombre de raisons essentielles:

1° L'exploitant n'a pas la possibilité d'intégrer dans ses prix de vente le montant de ses charges sociales: la conjoncture actuelle de baisse les alourdit encore;

2° L'agriculteur paye dans l'achat de biens de consommation, de vêtements, de machines, d'engrais, etc., une part importante des charges sociales du système général;

3° L'agriculture constitue un précieux réservoir d'hommes pour toutes les activités de la nation; il en résulte pour elle une situation démographique difficile caractérisée par une très forte proportion d'enfants et de vieillards — entraînant de lourdes charges sociales.

C'est dans le cadre de ces considérations que votre commission de l'agriculture a étudié le projet de loi qui est soumis à votre examen.

Si elle accepte de voir rassembler dans un budget annexe soumis au vote annuel du Parlement les recettes destinées au financement des allocations familiales agricoles, elle désire que soit préservée intégralement l'autonomie de la mutualité agricole et elle ne voit pas l'utilité de la création d'un organisme nouveau à caractère étatique pour la gestion de ce budget.

Elle souhaite que soit conservé le fonds national de solidarité agricole, géré par la caisse nationale de crédit agricole sous le contrôle permanent de la commission supérieure des allocations familiales agricoles.

C'est à cette dernière que serait confié la mission d'établir un projet de budget et de le soumettre au ministre de l'agriculture.

Votre commission vous proposera à cet effet un certain nombre d'amendements inspirés du projet adopté en juin 1948 par les commissions des finances et de l'agriculture de l'Assemblée nationale.

A l'article 4, elle demandera le rétablissement de la disposition limitant pour l'avenir les charges de la profession agricole; mais nous préférons que cette limitation soit établie d'après un pourcentage des prestations familiales, ce qui correspond, d'ailleurs aux règles suivies dans le passé et préserve intégralement l'autonomie des caisses et comités départementaux.

Nous vous proposerons un amendement tendant à limiter la participation des agriculteurs (cotisations plus imposition additionnelle à l'impôt foncier non bâti) à 20 p. 100 des prestations familiales plus l'intégralité des charges complémentaires, ce qui donnerait pour le budget 1949:

$$\frac{45.600.000.000}{5} + 3.690.000.000 = 12.810.000.000$$

au lieu de 12.322 millions, chiffre résultant de la disposition adoptée par l'Assemblée nationale.

Votre commission de l'agriculture vous proposera également la disjonction de l'article 15 estimant préférable le maintien du *statu quo* pour le recouvrement de la taxe sur les betteraves.

Enfin, la commission de l'agriculture est d'accord avec la commission des finances pour reprendre les dispositions relatives au recouvrement des cotisations.

Elle estime que l'abandon de ces dispositions compromettrait gravement le recouvrement et, par voie de conséquence, l'équilibre du budget annexe.

Elle vous proposera, cependant, de supprimer le premier alinéa de l'article 18 qui peut donner lieu à des interprétations abusives.

Telles sont les conclusions auxquelles a abouti votre commission de l'agriculture et auxquelles elle vous demande de réserver un accueil favorable, persuadée qu'elles sont à même de faciliter la solution d'un problème dont l'importance ne vous a pas échappé.

## ANNEXE N° 356

(Session de 1949. — Séance du 13 avril 1949.)

AVIS présenté au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, tendant à permettre aux **personnes originaires des territoires cédés à la France** par le traité de paix avec l'**Italie** du 10 février 1947 d'acquérir la **nationalité française** par déclaration, par M. Ernest Pezet, sénateur (1).

Mesdames, messieurs, le Conseil de la République est saisi d'un projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale le 17 février 1949, tendant à permettre aux personnes originaires des territoires cédés à la France par le traité de paix avec l'Italie du 10 février 1947, d'obtenir, par déclaration acquisitive, la nationalité française, nonobstant l'article 19 du traité. Voici le paragraphe de cet article

(1) Voir les nos: Assemblée nationale (1re législature), 4649, 4159, 5752 et in-8° 1588; Conseil de la République, 155 (année 1949).

(2) Voir les nos: Assemblée nationale (1re législ.): 6230, 6508 et in-8° 1720; Conseil de la République: 314 et 339 (année 1949).

(3) Voir les nos: Assemblée nationale (1re législ.): 6009, 6361, 6368 et in-8° 1564; Conseil de la République: 113, 228, 302, 310 (année 1949).

(1) Voir les nos: Assemblée nationale (1re législ.), 5698, 5942 et in-8° 1587; Conseil de la République, 156 et 314 (année 1949).

qui règle les questions de nationalité et de droits civils et politiques:

« Art. 19 (section II). — 1° Les ressortissants italiens qui étaient domiciliés à la date du 10 juin 1940 dans un territoire cédé par l'Italie à un autre Etat aux termes du présent traité, et leurs enfants nés après cette date, deviendront, sous réserve des dispositions du paragraphe suivant, ressortissants de l'Etat auquel le territoire est cédé et jouiront de la pleine capacité civile et politique, conformément à la législation que l'Etat successeur promulguera à cet effet dans les trois mois qui suivront l'entrée en vigueur du présent traité. L'acquisition de nationalité de l'Etat intéressé entrainera la perte de la nationalité italienne... »

Le Gouvernement français se propose de faciliter l'accession à la nationalité française à un certain nombre de sujets italiens qui, particulièrement méritants du point de vue français et ayant leurs origines familiales dans les territoires de Brigue et de Tende, n'y étaient pas domiciliés à la date limite fixée par le traité, savoir le 10 juin 1940, jour de la déclaration de guerre de l'Italie à la France. Ces personnes ne peuvent, de ce fait, bénéficier du paragraphe 1er de l'article 19 du traité.

Et pourtant, il est hautement convenable et moralement équitable d'éviter les lenteurs, ennuis et frais de l'acquisition de la nationalité par la procédure ordinaire à ces personnes, nées de parents dont l'exil volontaire attesta jadis l'attachement à la France, ou dévouées elles-mêmes, avant le 10 juin 1940, à la cause française et pour cela contraintes à s'exiler pour échapper aux sévices des autorités et milices fascistes.

A cet effet, on envisage de recourir à une procédure analogue à celle qui fut employée après la guerre 1914-1918, pour permettre de devenir français aux enfants des étrangers non ressortissants d'un Etat allemand qui avaient acquis l'indigénat alsacien-lorrain avant le 3 août 1914. Le Parlement leur conféra, par la loi du 5 juillet 1925, la faculté de souscrire une déclaration acquisitive de nationalité, conformément à la législation interne française.

Cette loi stipule, en son article 1er, que « tout descendant d'étranger non ressortissant d'un Etat allemand, ayant acquis l'indigénat alsacien-lorrain avant le 3 août 1914, et susceptible d'obtenir la nationalité française par application du paragraphe 2, n° 2, de l'annexe à la section V, partie III, du traité de Versailles, pourra, pourvu qu'il réside en territoire français, réclamer cette nationalité dans l'année de la promulgation de la présente loi et suivant les formes prévues par l'article 9 du code civil et les articles 4 et suivants du décret du 7 mars 1920 ».

En son article 2, la loi précise que « la réclamation, formulée par les intéressés devant les tribunaux cantonaux, dans le délai prévu par la disposition précitée du traité de Versailles, leur tient lieu de déclaration et, au cas d'enregistrement au ministère de la justice, la nationalité française est réputée acquise aux susnommés à dater du 11 novembre 1918, conformément à l'article 54 dudit traité. »

Exceptionnellement, les délais prescrits par les paragraphes 3 et 4 de l'article 9 du code civil étaient augmentés chacun d'un mois (art. 3).

Une telle loi était rendue nécessaire par des clauses du paragraphe 2, alinéa 2, de l'annexe du traité de Versailles dont voici le texte: « Dans l'année qui suivra la mise en vigueur du présent traité, pourront réclamer la nationalité française les personnes appartenant à l'une des catégories suivantes:

1° ...; 2° Tout étranger, non ressortissant d'un Etat allemand, qui a acquis l'indigénat alsacien-lorrain avant le 3 août 1914;

3° ...; 4° Tout Allemand né ou domicilié en Alsace-Lorraine qui a servi dans les rangs des armées alliées ou associées pendant la guerre actuelle, ainsi que ses descendants;

5° Toute personne née en Alsace-Lorraine avant le 10 mai 1871 de parents étrangers, ainsi que ses descendants; 6° ...

Ainsi fut tournée la difficulté qui résultait des clauses du traité de Versailles.

En proposant une procédure analogue à celle de 1925, le Gouvernement nous demande de répondre par un honneur et une faveur mérités à l'honneur et à la faveur que firent autrefois à la France des citoyens français et des familles françaises qui s'exilèrent de leur petite patrie natale pour rester fidèles à la grande patrie, au prix de sacrifices matériels et moraux certains et graves, pour eux et leurs familles.

On pourrait objecter qu'ils ne renoncèrent pas à la nationalité italienne: ils avaient pour cela des raisons sérieuses et défendables; elles ont été exposées en détail, dans des termes qui méritent notre acquiescement, par MM. les rapporteurs de l'Assemblée nationale et par les orateurs qui prirent part au débat suscité par l'examen du projet de loi en cause. Il nous paraît inutile de les exposer, à nouveau, dans ce rapport.

Nous avons pu, au cours d'une récente visite à notre consulat de Vintimille, connaître, entre bien d'autres, quelques cas typiques qui justifient le projet de loi soumis: celui d'un homme de qualité, un médecin, propagandiste du rattachement à la France qui ne se trouvait pas domicilié à Brigue — et pour cause! — le 10 juin 1940; ne pouvant donc bénéficier de l'article 19, il serait condamné à garder une nationalité étrangère qu'il avait dès longtemps, et à gros risques, répudiée, si le présent projet ne lui donnait pas le moyen de devenir Français *de jure*. On m'a cité des militants de l'appartenance française qui, demeurant dans un hameau non rattaché au territoire de Brigue, sont restés Italiens et résident en territoire italien, mais dont les parents domiciliés à Brigue sont, *de plano*, devenus Français aux termes de l'article 19 du traité; séparés de leurs parents, ils sont actuellement soumis à des vexations; le présent projet leur ferait acquérir la nationalité française et ils rejoindraient le reste de leur famille en territoire français, à condition qu'il soit précisé que le projet bénéficiera même à ceux qui résident encore en territoire étranger, donc aussi en territoire italien.

Cette allusion à des vexations nous amène à évoquer le cas de Brigasques et de Tendasques qui, nés dans les territoires recouvrés et même y domiciliés le 10 juin 1940, furent l'objet d'allicitations et pressions alternées de la part des autorités et de l'administration italiennes, pour les amener à renoncer à acquérir *de plano* la nationalité française; on leur fit croire que la France se désintéressait absolument de Brigue et de Tende; on leur promit des avantages, voire même des emplois; ils constatent aujourd'hui qu'ils ont été abusés et veulent recouvrer la nationalité française à laquelle on les avait astucieusement fait renoncer. Encore que leur cas ne relève pas de l'objet du présent projet, il conviendrait de le prendre en considération et de le régler dans un esprit compréhensif: c'est le vœu fervent des intéressés et de leurs familles devenues françaises; les dossiers par nous consultés en témoignent.

Il convient de ne pas perdre de vue que l'article 26 de la Constitution française donne le pas à la loi internationale, en l'espèce le traité de paix avec l'Italie, sur notre loi interne. On ne pouvait, dès lors, étendre l'attribution de la nationalité aux sujets italiens dont il s'agit en se fondant sur le traité de paix puisqu'il exige la domiciliation en Brigue et Tende à une date donnée et que la loi interne française est subordonnée au traité; une simple adhésion à notre loi offerte et acceptée n'aurait pas d'effet juridique; si nous la tenions, quant à nous, du point de vue français, pour suffisante, cela nous vaudrait, de la part du gouvernement italien, des représentations justifiées.

La nationalité française reçue en vertu de la loi interne ne serait donc pas pour autant acquise, puisque la volonté de l'*altera pars* — l'Italie — y ferait obstacle, en vertu même des stipulations de l'article 19 du traité, qui sont précises et exclusives. Il y faut un acte de volonté expresse des intéressés.

Si la procédure d'acquisition n'était pas substituée à l'extension pure et simple du bénéfice de l'adhésion, il faudrait peut-être s'attendre, aussi, à des observations du prince de Monaco: en effet, l'octroi *ipso facto* de la nationalité française à des personnes de nationalité italienne originaires de Brigue et de Tende, résidant à Monaco, accroîtrait le nombre des Français dans la principauté sans l'assentiment préalable du prince; l'Etat monégasque ne pourrait-il pas y voir une violation des conventions internationales passées entre la France et la principauté, à laquelle nous lie le traité du 17 juillet 1918; l'article 6 de ce traité précise que « des conventions particulières fixeront les dispositions concernant, notamment, ...le régime des étrangers principalement au point de vue de leur naturalisation... »

L'une de ces conventions est la déclaration relative aux questions de naturalisation et de réintégration signée à Paris le 16 juin 1947 par le Gouvernement de la République française et le gouvernement de S. A. S. le prince de Monaco. Le paragraphe 3 de cette déclaration précise que « le Gouvernement de la République française affirme son intention de ne réserver une suite favorable aux demandes de naturalisation française, présentées par des ressortissants monégasques que si le gouvernement princier ne formule aucune objection à leur accueil ».

Il était nécessaire, on le voit, de prévoir une institution juridique nouvelle qui évitât les difficultés susdites et facilitât aux personnes en cause l'acquisition de la nationalité française, tout en laissant, par prudence, à l'Etat français la faculté d'examiner les déclarations acquisitives cas par cas.

Ainsi s'explique et se justifie la référence au précédent de la loi du 5 juillet 1925 à propos du projet de loi qui vous est soumis.

De son point de vue propre, la commission des affaires étrangères n'y fait pas d'objection. Elle vous demande de l'approuver.

---

# ANNEXE N° 357

(Session de 1949. — Séance du 13 avril 1949.)

RAPPORT fait au nom de la commission de la France d'outre-mer sur la proposition de résolution de M. Durand-Reville tendant à inviter le Gouvernement à provoquer une **baisse des taux de frets maritimes** appliqués aux **produits exportés** par les **territoires africains** de l'Union française, plus particulièrement aux **bois coloniaux,** par M. Durand-Reville, sénateur (1).

Mesdames, messieurs, les compagnies de navigation françaises et étrangères, dont les lignes régulières desservent les territoires africains de l'Union française, sont groupées en pool à la West Africa Conference et appliquent des tarifs communs de fret aux produits qui sont exportés de ces territoires à destination de la France et des autres pays de l'Europe continentale.

Les tarifs appliqués au transport des bois, qui étaient déjà très élevés, ont encore été augmentés à compter du 1er janvier dernier, de près de 15 p. 100. Ils risquent, de ce fait, de porter un coup fatal au développement de la production forestière en Afrique équatoriale française, au Cameroun et à la Côte d'Ivoire.

Ces tarifs sont passés en effet pour expédition sur la métropole:

De 6.210 F à 7.140 F la tonne (134 shillings) et de 4.560 F à 5.500 F le m3 pour les bois bruts, rondins ou équarris;

De 3.570 à 4.110 F le m3 pour les bois débités;

De 3.040 à 3.500 F la tonne pour les traverses de chemin de fer;

De 3.500 à 4.030 F le m3 pour les piquets et merrains.

Pour les ports situés au delà de Dunkerque, Angleterre exceptée, destination pour laquelle les compagnies étrangères n'appliquent qu'un tarif de 130 shillings à l'okoumé du Gabon et aux bois divers du Cameroun et de la Côte d'Ivoire, ils sont plus élevés de 6 à 15 shillings.

Sauf pour un petit nombre d'essences privilégiées, dont on commence d'ailleurs à trouver le prix excessif, nos bois tropicaux sont, dans leur ensemble, devenus difficiles à placer à des cours rémunérateurs, tant dans la métropole qu'à l'étranger. Leur prix de revient n'a fait que monter sans cesse depuis la Libération; les salaires payés au personnel européen et plus encore au per-

(1) Voir le n°: Conseil de la République, 181 (année 1949).

sonnel indigène des exploitations, de même que les prix du matériel d'équipement des chantiers de coupe et des scieeries, ont presque doublé durant l'année 1948 et sont loin, encore actuellement, d'être stabilisés, alors que les cours des bois ont au contraire, pour la plupart, depuis six mois, subi un affaissement sensible et accusent en ce moment même, comme nombre de produits de grande consommation, une nouvelle tendance à la baisse sur tous les marchés du monde.

La hausse des frets intervenue au 1er janvier 1949 peut avoir ainsi des conséquences graves. Elle contribue, pour une large part, à faire maintenir, dans de nombreux cas, par les producteurs de bois, des prix de vente qui, s'ils deviennent de moins en moins rémunérateurs, n'en rebutent pas moins les acheteurs. Il y a risque, dans ces conditions, de voir se fermer complètement certains marchés, notamment étrangers, où la concurrence s'exerce déjà sévèrement.

Il est en tout cas indéniable que le développement de la production forestière des territoires africains de l'Union française est loin de prendre l'ampleur qui avait été prévue lors de l'élaboration du plan de production et il ne faut pas en chercher le motif ailleurs que dans le manque d'équilibre entre les prix de revient et les prix possibles de vente. Les entreprises nouvelles qui s'installent ralentissent pour la plupart l'exécution de leurs programmes, tandis que nombre des petits exploitants de bois divers, rendus circonspects par la situation actuelle du marché des bois, envisagent de fermer leurs chantiers de coupe à plus ou moins brève échéance.

Les nouveaux tarifs de fret constituent donc, incontestablement, une grave menace pour l'accroissement de la production forestière africaine.

Il n'est d'ailleurs que de faire un rapprochement de ces tarifs avec les prix de revient en C. I. F. port européen pour juger combien peut être lourde leur incidence sur ces prix.

Pour l'okoumé — qualité loyale et marchande — et les essences très appréciées, transportées en brut, le fret — 134 shillings — compte pour près de 33,5 p. 100.

Pour les qualités secondes des mêmes bois et pour les autres essences, dont la valeur en F. O. B. est très inférieure à celle des essences précédentes, le fret compte pour 40, 45, 50 , 60 p. 100 et même davantage dans certains cas.

Ceci pour les expéditions faites sur la France. Pour celles qui sont faites sur les ports du Nord de l'Europe continentale, l'incidence est plus forte encore. C'est nettement excessif.

Il convient d'ajouter que les frets appliqués, par les compagnies de navigation anglaises et belges, pour les bois similaires en provenance de la Côte d'Or, de la Nigéria, du Cabinda et du Conge belge sont très sensiblement moins élevés que ceux qui sont appliqués par le pool pour le transport des bois tropicaux français, ce qui handicape très sérieusement le placement de ceux-ci en Europe du Nord, et restreint d'autant le chiffre des devises qui pourraient être rapatriées de ce chef. Il en est de même du placement à l'étranger des fabrications métropolitaines, placages et contreplaqués, par exemple, qui sont issues des mêmes bois.

Les compagnies maritimes belges ne sont pas inscrites à la W.A.C.; elles appliquent des taux de fret très bas (110 shillings) pour les importations faites directement de Boma et de Cabinda sur Anvers, d'où les bois reçus sont répartis tant en Belgique même que dans les pays voisins, Hollande et Allemagne notamment.

Les compagnies anglaises, bien qu'inscrites à la W. A. C., appliquent, s'il s'agit de bois chargés en Nigéria ou en Gold Coast à destination de la Grande-Bretagne, un tarif qui est également de 110 shillings.

Ainsi, Belgique et Royaume Uni peuvent recevoir, pour leur propres besoins ou pour être réexportés sur d'autres pays européens, des bois similaires — sauf okoumé — à ceux de nos territoires forestiers africains et pour lesquels il est payé 110 shillings de fret, alors que les bois tropicaux français doivent payer 134 shillings pour venir en France, 130 ou 140 shillings pour aller en Angleterre, 140, 145 shillings, voire même 150 shillings pour atteindre Anvers et les autres ports étrangers de la mer du Nord.

Cette différence, 20 à 30 shillings, soit de 1.060 à 1.590 F, pour l'Angleterre; 30 shillings au minimum, soit 1.590 F, pour Anvers, est assez importante pour rendre pratiquement impossible, sur ces deux grands marchés et sur les places auxquelles ils sont reliés, l'écoulement de tous nos bois africains qui peuvent être concurrencés par les bois anglais et les bois belges.

Sans doute serait-il difficile d'obtenir de nos compagnies de navigation qu'elles abaissent, sans compensation, les tarifs en vigueur. Car ces compagnies ont des charges sensiblement plus lourdes que les compagnies étrangères concurrentes. Il leur faut pouvoir vivre et amortir leurs navires et l'on doit reconnaître que les conditions d'exploitation de ceux-ci sont bien plus onéreuses que pour les compagnies étrangères qui desservent également la côte africaine.

Les multiples escales que doivent toucher les navires français entre Dakar et Pointe-Noire, leur insuffisance et souvent leur manque total d'outillage, rendent, au surplus, particulièrement lente la rotation des moyens de transport de ces entreprises.

Mais, si l'on ne peut envisager de réduire les ressources des compagnies françaises, du moins peut-on envisager un réaménagement de l'ensemble de leurs tarifs.

Il n'est que d'examiner ceux-ci, en effet, et de comparer les tarifs appliqués au bois à ceux que supportent les principaux autres produits africains; de rapprocher, d'autre part, l'incidence des uns et des autres sur les prix de revient C. I. F. ports français, pour se rendre compte combien l'inégalité de traitement est frappante:

*Tableau comparatif des tarifs de fret appliqués aux principaux produits exportés sur la métropole par l'A. E. F., le Cameroun et la Côte d'Ivoire. Incidence de ces tarifs sur le prix de revient C. I. F. port français de ces produits (assurance maritime non comprise). Prix en francs métropolitains.*

| DESIGNATION | UNITES | PRIX MOYEN fob colonie. | PRIX DU FRET | | PRIX de revient *cif* des produits porte français en chiffres ronds. | INCIDENCE du prix du fret sur le prix de revient *cif*. | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | Côte d'Ivoire Cameroun | A. E. F. | | | |
| | | | | | | 0/0 | |
| Café ..... | tonne | De 130 à 165.000 et même 205.000 pour les Arabica. | 4.860 | 5.040 | De 135 à 170.000 | De 2,9 à 3,6 | Les bananes et fruits divers n'ont pas été retenus comme éléments de comparaison parce que exigeant des conditions de transport spéciales. |
| Cacao en fèves..... | » | De 130 à 140.000 | 4.080 | 4.300 | De 134 à 145.000 | De 2,9 à 3,1 | |
| Amandes de palme. | » | De 34 à 50.000 | 3.800 | 4.020 | De 38 à 54.000 | De 7,2 à 10 | |
| Huile de palme logée ..... | » | De 75 à 90.000 | 4.410 | 4.630 | De 80 à 95.000 | De 4,7 à 5,6 | |
| Coton, fibres..... | » | De 120 à 180.000 | 2.210 | 2.350 | De 128 à 188.000 | De 4,5 à 6,2 | |
| Bois en grumes: | | | Le m³ soit à la tonne un maximum de: | | | | |
| | | | 7.840 | 8.225 | | | |
| Okoumé, qualité L. M. et beaux bois de tranchage | » | 14.200 | Prix unique 7.140 | | 21.340 | 33,5 | Les bois lourds — densité supérieure à 0,785 — peuvent être transportés sur la France au m³ au lieu de l'être à la tonne. Le tarif appliqué 5.500 est plus avantageux pour les importateurs. |
| Okoumé 2e qualité, bois d'ébénisterie et bois divers de qualité ..... | » | De 8 à 10.000 | 7.140 | » | De 15 à 17.000 | De 41,6 à 44,2 | |
| Bois communs de menuiserie et déroulés ..... | » | De 4.500 à 7.000 | 7.140 | | De 11.600 à 14.000 | De 50,5 à 61 | |
| Bois débités..... | m³ | De 6.000 à 10.000 | 4.110 | | De 10.100 à 14.000 | De 29 à 39,6 | |
| Bois déroulés sous emballage ..... | » | 6.000 environ | 4.110 | | 10.100 environ | 40,6 | |
| Traverses de chemins de fer..... | tonne | De 7.500 à 8.500 | 3.500 | | De 11.000 à 12.000 | De 29 à 32 | |

Il n'est pas question, dans l'esprit de votre commission, de demander que les taux de fret soient fixés *ad valorem*. Les produits alimentaires, le coton, sont, pour la France, plus indispensables que les bois et toute augmentation sensible de leurs prix de revient serait mal accueillie des consommateurs, surtout dans une période où l'on s'efforce de réduire le coût de la vie et de provoquer par là un retour de confiance dans notre monnaie.

Il est cependant difficile de soutenir que le coton ne puisse payer plus de 2.350 F par mètre cube, soit environ 8.000 F la tonne, alors que, produit très encombrant, sa valeur marchande est au surplus de dix à vingt fois supérieure à celle des bois; plus difficile encore de prétendre que le café, qui vaut au départ de 130 à 165 F métropolitains le kilo, donc 130 à 165.000 F la tonne, et qui est vendu près de trois fois plus au consommateur français, ne puisse supporter un fret de plus de 5.000 F la tonne (5 F par kilo); que nombre d'autres produits, soit cacao, huile et

amandes de palme, valant en F O B toujours, de 75 à 140.000 F la tonne, ne puissent être transportés à plus de 4.000/4.600 F, alors que les bois, dont la valeur, au départ, est infiniment moindre, doivent payer plus de 7.000 F la tonne. L'incidence du coût du fret sur le prix de revient C I F varie, pour les bois, a-t-on dit, de 33,5 à 61 p. 100, quand elle n'est que de 2,9 à 10 p. 100 au maximum pour les divers autres produits énumérés ci-dessus.

C'est pourquoi votre commission de la France d'outre-mer vous demande d'adopter la proposition de résolution suivante:

PROPOSITION DE RESOLUTION

Le Conseil de la République, en présence des taux de fret appliqués par les compagnies françaises de navigation aux bois exportés par les territoires africains de l'Union française, bois dont certains deviennent de placement difficile dans la métropole et pratiquement impossible à l'étranger, où ils sont concurrencés par des bois similaires d'autres provenances, transportés à meilleur compte, invite le Gouvernement à provoquer un abaissement de ces taux de fret.

# ANNEXE N° 358

(Session de 1949. — Séance du 13 avril 1949.)

RAPPORT fait au nom de la commission de la France d'outre-mer sur la proposition de résolution de MM. Durand-Réville, Grassard et Robert Aubé, tendant à inviter le Gouvernement à rendre dans les moindres délais la **liberté de vente à l'or produit par les départements et territoires d'outre-mer de** l'Union française, par M. Durand-Réville, sénateur (1).

Mesdames, messieurs, la proposition de résolution présentée par MM. Durand-Réville, Grassard et Robert Aubé donne dans un exposé des motifs étoffé les raisons pertinentes qui ont convaincu votre commission de la France d'outre-mer de vous demander d'adopter cette résolution.

Cet exposé des motifs démontre que seule la liberté, désormais, peut assurer aux exploitants le prix de vente équipable de leur production et promouvoir l'exploitation rationnelle des gisements et l'augmentation sensible de la production par le traitement des sables aurifères à basse teneur.

La production contrôlée de l'or dans les différents territoires d'outre-mer a été la suivante (en kilogrammes):

| DÉSIGNATION | 1938 | 1939 | 1940 | 1941 | 1942 | 1943 | 1944 | 1945 | 1946 | 1947 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| A. O. F. | 3.954 | 4.534 | 3.930 | 125 | 124 | 161 | 194 | 216 | 218 | 173 |
| A. E. F. | 1.240 | 1.793 | 2.476 | 2.983 | 2.943 | 2.786 | 2.580 | 2.366 | 2.285 | 2.183 |
| Cameroun | 483 | 537 | 544 | 711 | 717 | 678 | 635 | 507 | 371 | 358 |
| Madagascar | 421 | 352 | 360 | 342 | 276 | 286 | 292 | 200 | 121 | 100 |
| Guyane-Inini | 1.320 | 1.229 | 1.185 | 1.120 | 847 | 641 | 579 | 642 | 615 | 464 |
| Indochine | 320 | 120 | 135 | 72 | 11 | 2 | » | » | » | » |
| Total général | 7.738 | 8.565 | 8.630 | 5.353 | 4.918 | 4.554 | 4.280 | 3.610 | 3.550 | 3.278 |

Ces chiffres sont suffisamment éloquents par eux-mêmes. Les exploitants aurifères de la France d'outre-mer se répartissent en quatre groupes d'importance très inégale: Afrique équatoriale française, Cameroun, Afrique occidentale française, Guyane et Madagascar.

Parmi ces quatre groupes, celui de l'Afrique équatoriale française est de beaucoup le plus important puisqu'il représente environ les trois quarts de la production de la France d'outre-mer. C'est aussi le plus intéressant, parce que c'est dans cette région que les perspectives d'avenir sont les plus belles.

En Afrique équatoriale française, 47 sociétés ou entreprise individuelles exploitent des gisements alluvionnaires, et les travaux de prospection poussés activement accroissent leurs possibilités de cet ordre. Mais ces travaux de prospection ont aussi pour but la découverte de filons aurifères qui existent toujours à l'amont des gisements alluvionnaires, ces derniers provenant, en effet, de la désagrégation partielle des filons d'origine.

Sans entrer dans le détail de ces prospections, on peut affirmer aujourd'hui qu'en plusieurs points de l'Afrique équatoriale française des filons ont été reconnus qui possèdent des teneurs largement exploitables et qui laissent soupçonner des richesses aurifères considérables.

Mais l'exploitation filonienne est un tout autre problème que l'exploitation alluvionnaire. Celle-ci, qui se fait à ciel ouvert, n'est qu'un problème de terrassement et de lavage, relativement facile à résoudre soit par des procédés manuels, soit grâce à des dragues ou à des pelles mécaniques.

Pour tracer le programme d'exploitation d'un filon, il ne suffit pas d'en découvrir les affleurements, il faut préalablement le reconnaître et en supputer la valeur. Pour y parvenir, il y a lieu de creuser des puits de distance en distance dans la roche dure et recouper le filon à différents étages. Ceci suppose déjà un matériel coûteux de perforatrices et l'emploi d'un personnel spécialisé dans les mines. Ce travail de découverte engage des capitaux importants dont la rémunération ne peut être trouvée que si le filon reconnu est exploitable, ce qu'il est impossible de savoir à l'avance.

C'est seulement quand cette reconnaissance est terminée et que l'on a pu cuber la quantité d'or contenue dans le filon que l'on peut passer ensuite à l'exploitation proprement dite, qui comprend, d'une part, un travail de mine et d'abattement de la roche aurifère avec le matériel approprié et, d'autre part, l'édification d'une usine de traitement avec un matériel complexe et onéreux.

C'est l'une des premières raisons invoquées par les auteurs à l'appui de leur proposition de résolution, que de démontrer que faute de payer le métal précieux à sa juste valeur, le développement de sa production filonienne demeure interdit.

Votre commission pense que les richesses latentes en or des territoires de l'Union française et particulièrement de l'Afrique équatoriale française sont telles qu'il importe au contraire de favoriser la naissance d'une industrie extractive filonienne qui peut contribuer largement dans les années à venir au redressement de la situation monétaire de l'Union française tout entière. Une seconde raison de l'adoption de cette résolution réside dans le fait que même en matière d'exploitation alluvionnaire, les chercheurs sont, à l'heure actuelle, contraints de n'exploiter que les parties les plus riches de leurs alluvions, abandonnant — et abandonnant à tout jamais, cela est démontré — les alluvions les moins riches, dont la teneur en or est au total, cependant certainement beaucoup plus importante que les quantités d'or fin contenues dans les parties riches à l'exploitation desquelles ils sont contraints de se cantonner. Il y a là encore une perte sensible du potentiel de production d'or de l'Union française.

Autre argument qui n'est pas sans valeur: la production alluvionnaire et particulièrement la production artisanale dans les territoires de l'Union française, reste certainement beaucoup plus importante qu'elle n'apparaît dans les statistiques pour cette bonne raison que le petit exploitant trouve en dehors du marché officiel et singulièrement au delà des frontières des territoires de la France d'outre-mer une rémunération de sa production d'or fin très supérieure à celle dont il serait obligé de se contenter s'il passait par les voies normales qui lui sont imposées.

Le cours actuel imposé interdit, cependant, toute perspective de développement de l'industrie extractive aurifère de nos territoires d'outre-mer. Comme le font très justement ressortir les auteurs de la proposition, alors que depuis la promulgation de la loi du 2 février 1948 le commerce de l'or est libre dans la métropole et en Algérie, il se trouve que l'or produit dans les territoires d'outre-mer et qui devrait, en principe, être intégralement livré à la caisse centrale de la France d'outre-mer, est soumis à un régime d'exception, quelque assurance qui ait été donnée en sens contraire par le Gouvernement, à la tribune, lors des délibérations parlementaires sur la loi du 2 février 1948, qui lui vaut d'être payé beaucoup moins cher qu'il ne l'est sur les marchés libres de France et de l'étranger.

Les chiffres suivants qui font ressortir les prix auxquels l'or produit par les exploitations aurifères africaines est officiellement acheté depuis 1939 sont très symptomatiques à cet égard:

1939, 41.000 francs le kg.
Décembre 1945, 77.500 francs C. F. A. le kg.
1er juin 1947, 118.500 francs C. F. A. le kg.
26 janvier 1948, 139.500 francs C. F. A. le kg.
Avril 1948, 202.000 francs C. F. A. le kg.
Octobre 1948, 176.000 francs C. F. A. le kg.
Janvier 1949, 285.000 francs C. F. A. le kg.

C'est dans ces conditions, que si dans la métropole l'or se négocie au marché libre sur la base de 800.000 francs métropolitains le kg, il ne peut être vendu par les producteurs d'or des territoires d'outre-mer qu'à une moyenne de 285.000 francs C. F. A., soit 570.000 francs métropolitains. Il apparaît assez scandaleux à votre commission de penser que les détenteurs illégitimes d'or sont aujourd'hui autorisés à le céder au marché libre à un prix largement supérieur à celui qui est imposé à ses producteurs réguliers dans les territoires d'outre-mer.

Sans doute, les conditions actuelles de vente de cet or sont-elles sensiblement meilleures déjà que celles qui étaient imposées, il y a quelques mois encore. Le système selon lequel les producteurs sont autorisés à négocier la moitié de leurs productions sur le marché libre et l'autre sur le marché étranger constitue une amélioration fort intéressante de leur sort, d'autant plus que les devises résultant des ventes à l'étranger doivent être rapatriées dans le territoire producteur. Mais, les auteurs de la proposition de résolution font très justement ressortir que, malgré ce progrès, le prix offert aux exploitants reste très en retard par rapport à l'augmentation de leur prix de revient. Seule serait de nature à leur donner satisfaction, à développer et à rationaliser la production aurifère des territoires d'outre-mer, la pleine liberté de vente de cette production aurifère sur le marché libre métropolitain

En procédant de la sorte, l'or produit dans les territoires de l'Union française, dont il appartiendrait à l'administration de prendre le contrôle à sa charge, serait vendu 400 F C.F.A. environ le gramme, ce qui par rapport au prix d'avant guerre équivaudrait à un indice d'augmentation de 10 alors que cet indice n'est que de 4 avec le système actuel. Si l'on considère que l'indice général des prix en Afrique équatoriale française, principal territoire producteur, était environ de 10 égale-

(1) Voir le n°: Conseil de la République, 175 (année 1949).

ment en décembre 1948, l'indice du prix de revient minier étant même tout proche de 11, on admettra que cette augmentation ne fait encore que rapprocher le cours de l'or du coefficient général d'accroissement de l'indice économique.

Il ne nous paraît pas utile d'insister plus avant sur la validité des motifs énoncés par les auteurs de la résolution pour la défendre, motifs que la commission fait entièrement siens.

Ajoutons cependant que l'on n'est pas peu frappé de constater que dans le projet de loi portant fixation du budget général de l'exercice 1949 (dépenses ordinaires des services civils) — Industrie et commerce — au chapitre 508, figure une subvention à la production de l'or dans le territoire métropolitain dont le total s'élève à 477 millions. Cette subvention, en 1948, s'élevait déjà à 420 millions. Cette production métropolitaine s'élève au total à 1.300 kg et bénéficie déjà de la possibilité de s'écouler au marché libre. On voit quelle prime considérable est donnée aux producteurs métropolitains sur des cours qui, jusqu'à présent, ont été refusés aux producteurs des territoires d'outre-mer.

Votre commission de la France d'outre-mer estime qu'il n'y a pas lieu de faire de discrimination entre des industriels de même nature dans le cadre de l'Union française selon le lieu de leur activité et elle ajoute ce motif nouveau à ceux invoqués par les auteurs de la proposition pour inviter le Conseil de la République à adopter la résolution soumise à son approbation.

PROPOSITION DE RESOLUTION

Le Conseil de la République invite le Gouvernement à rendre dans les moindres délais la liberté de vente à l'or produit par les départements et territoires d'outre-mer de l'Union française.

# ANNEXE N° 359

(Session de 1949. — Séance du 13 avril 1949.)

PROPOSITION DE LOI adoptée par l'Assemblée nationale tendant à créer des **promotions hors concours** dans la **Légion d'honneur** au profit des **combattants décorés** de la Légion d'honneur ou de la médaille militaire pour **faits de guerre** dans la période qui va du mois d'**août 1914** à la **promotion Fayolle** incluse, transmise par M. le président de l'Assemblée nationale à M. le président du Conseil de la République (1). — (Renvoyée à la commission de la défense nationale.)

Paris, le 13 avril 1949.

Monsieur le président,

Dans sa séance du 6 avril 1949, l'Assemblée nationale a adopté une proposition de loi tendant à créer des promotions hors concours dans la Légion d'honneur au profit des combattants décorés de la Légion d'honneur ou de la médaille militaire pour faits de guerre dans la période qui va du mois d'août 1914 à la promulgation Fayolle incluse.

Conformément aux dispositions de l'article 20 de la Constitution, j'ai l'honneur de vous adresser une expédition authentique de cette proposition de loi, dont je vous prie de vouloir bien saisir, pour avis, le Conseil de la République.

Je vous prie de vouloir bien m'accuser réception de cet envoi.

Agréez, monsieur le président, l'assurance de ma haute considération.

*Le président de l'Assemblée nationale,*
Signé: EDOUARD HERRIOT.

L'Assemblée nationale a adopté la proposition de loi dont la teneur suit:

PROPOSITION DE LOI

*Article unique.* — Des contingents de croix de la Légion d'honneur sont mis à la disposition des département militaires pour récompenser les anciens combattants rayés des cadres, décorés pour mérites acquis au cours de la guerre 1914-1918.

En principe, ces dérogations seront réservées, par priorité, aux anciens militaires titulaires d'un grade dans la Légion d'honneur, obtenu du début d'août 1914 à la fin des hostilités, ou décorés de la médaille militaire durant la même période.

Ces contingents, accordés pour trois années, comprennent annuellement, à dater de la promulgation de la présente loi:

Trois croix de commandeur;
Cent croix d'officier;
Deux cents croix de chevalier.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 6 avril 1949.

*Le président,*
Signé: EDOUARD HERRIOT.

(1) Voir les nos: Assemblée nationale (1re législ.): 5438, 5456 et in-8° 1715.

# ANNEXE N° 360

(Session de 1949. — Séance du 13 avril 1949.)

PROPOSITION DE LOI adoptée par l'Assemblée nationale tendant à abroger la loi n° 47-1702 du 4 septembre 1947 portant **domiciliation obligatoire** des **lettres de change et des billets à ordre,** transmise par M. le président de l'Assemblée nationale à M. le président du Conseil de la République (1). — (Renvoyée à la commission de la justice et de législation civile, criminelle et commerciale.)

Paris, le 13 avril 1949.

Monsieur le président,

Dans sa séance du 6 avril 1949, l'Assemblée nationale a adopté une proposition de loi tendant à abroger la loi n° 47-1702 du 4 septembre 1947 portant domiciliation obligatoire des lettres de change et des billets à ordre.

Conformément aux dispositions de l'article 20 de la Constitution, j'ai l'honneur de vous adresser une expédition authentique de cette proposition de loi, dont je vous prie de vouloir bien saisir, pour avis, le Conseil de la République.

Je vous prie de vouloir bien m'accuser réception de cet envoi.

Agréez, monsieur le président, l'assurance de ma haute considération.

*Le président de l'Assemblée nationale,*
Signé: EDOUARD HERRIOT.

L'Assemblée nationale a adopté la proposition de loi dont la teneur suit:

PROPOSITION DE LOI

*Article unique.* — La loi n° 47-1702 du 4 septembre 1947 portant domiciliation obligatoire des effets de commerce et des billets à ordre est abrogée.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 6 avril 1949.

*Le président,*
Signé: EDOUARD HERRIOT

(1) Voir les nos: Assemblée nationale (1re législ.): 3528, 5180, 4176, 5771 et in-8° 1717.

# ANNEXE N° 361

(Session de 1949. — Séance du 13 avril 1949.)

RAPPORT fait au nom de la commission des finances sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant répartition de l'**abattement global** opéré sur le **budget de l'agriculture** par la loi n° 48-1992 du 31 décembre 1948 (projets de loi portant ouverture et annulation de crédits et répartition des abattements globaux opérés sur le budget général et les budgets annexes (dépenses ordinaires civiles) pour l'exercice 1949), par M. de Montalembert, sénateur, rapporteur spécial (1).

Mesdames, messieurs, le total des crédits ouverts aux différents chapitres du budget ordinaire de l'agriculture par la loi n° 48-1992 du 31 décembre 1948 s'élève à 13.759.624.000 F.

Pour respecter les dispositions de la loi des maxima, le même texte prévoyait que ces dotations devaient subir un abattement global de 450.163.000 F en ramenant l'ensemble à 13.309.461.000 F.

Le projet de loi, que j'ai l'honneur de soumettre à vos délibérations a essentiellement pour objet de répartir entre les différents chapitres du budget de l'agriculture l'abattement global susvisé.

Mais deux lettres rectificatives transmises par le Gouvernement ont modifié l'économie de ce texte dans les conditions suivantes:

A. — A l'article 1er des crédits supplémentaires s'élevant au total de 334.400.000 F ont été demandés pour le fonctionnement des conseils agricoles départementaux (104.400.000 F), la vulgarisation du plan de production agricole (200.000.000 F) et le développement des activités culturelles de la jeunesse rurale (30.000.000 F), ce qui ramenait l'abattement à:

450.163.000 — 334.400.000 F = 115.763.000 F.

La commission des finances de l'Assemblée nationale avait envisagé d'ajouter une réduction supplémentaire de 42.305.000 F qui, après discussion en séance publique, a finalement été arrêtée à 47.699.000 F.

Votre commission des finances vous propose certains aménagements qui ont pour conséquence de revenir sur cette diminution à concurrence de 2.458.000 F.

De ce fait, l'abattement global opéré sur le budget de l'agriculture se trouve fixé à 161.004.000 F.

B. — A l'article 2, une dotation nouvelle de 3.750 millions de francs est prévue pour la couverture du déficit résultant de l'importation de produits destinés à l'alimentation du bétail. Cette dotation figurait antérieurement au budget du ravitaillement, où elle était prévue d'ailleurs pour une somme supérieure (4.500 millions, puis après abattement, 3.850 millions). Elle a fait l'objet de la part de l'Assemblée nationale d'une réduction indicative de 1.000 F pour s'élever contre le fait que certaines livraisons de produits destinés à l'alimentation du bétail ont subi, par manque de soin, des avaries qui les ont rendu impropres à leur destination normale.

Le peu de temps dont dispose votre rapporteur ne lui permet pas de vous présenter un exposé d'ensemble; il espère que les circonstances lui laisseront la possibilité, lors de la discussion du prochain budget, de remplir comme il le juge convenable le mandat qui lui est confié par la commission des finances. Il se bornera donc à vous indiquer, en dehors du détail des modifications qui vous sont proposées, et qui sont consignées dans l'état ci-après, que la commission des finances aurait désiré voir compenser les crédits supplémentaires demandés par le Gouvernement, non par des prévisions de nouvelles recettes, dont il est difficile de se dissimuler le caractère précaire, mais par des économies effectives

Sous le bénéfice de ces remarques, elle vous propose de donner votre accord au projet de loi présenté:

PROJET DE LOI

Art. 1er. — L'abattement global de 450 millions 163.000 F opéré sur les crédits ouverts au ministre de l'agriculture, au titre du budget de l'agriculture, par la loi n° 48-1992 du 31 décembre 1948 portant fixation du budget général de l'exercice 1949 (dépenses ordinaires civiles) en vue de limiter le total des dépenses ordinaires civiles au chiffre de 750 milliards de francs, prévu par la loi n° 48-1973 du 31 décembre 1948 portant fixation pour l'exercice 1949 des maxima des dépenses publiques, est ramené à 161.004.000 F et réparti par chapitre conformément à l'état annexé à la présente loi.

1) Voir les nos: Assemblée nationale (1re législ.): 6266, 6511 et in-8° 1739; Conseil de la République: 350 (année 1949).

Art. 2. — Il est ouvert au ministre de l'agriculture, en addition aux crédits alloués par la loi n° 48-1992 du 31 décembre 1948 portant fixation du budget général de l'exercice 1949 (dépenses ordinaires civiles), un crédit de 3.749.999.000 F applicable au chapitre 6012 (nouveau) du budget de l'agriculture « Couverture du déficit résultant de l'importation de produits destinés à l'alimentation du bétail ».

Art. 3. — L'article 20 de la loi n° 48-1516 du 26 septembre 1948 fixant l'évaluation des voies et moyens du budget général pour l'exercice 1948 et relative à diverses dispositions d'ordre financier est abrogé.

ETAT LÉGISLATIF

**Agriculture.**

*4e partie. — Personnel.*

Chap. 100. — Traitements du ministre et du personnel titulaire de l'administration centrale, annulations, 2.843.000 F.

Chap. 101. — Administration centrale. — Emoluments du personnel des cadres complémentaires, annulations, 435.000 F.

Chap. 102. — Administration centrale. — Emoluments du personnel contractuel, annulations, 493.000 F.

Chap. 104. — Administration centrale. — Allocations et indemnités diverses, annulations, 156.000 F.

Chap. 105. — Indemnités de résidence, annulations, 500.000 F.

Chap. 110. — Inspection générale de l'agriculture. — Traitements, annulations, 783.000 francs.

Chap. 112. — Inspection générale de l'agriculture. — Indemnités, annulations, 28.000 F.

Chap. 113. — Directions départementales des services agricoles. — Traitements, annulations, 3.441.000 F.

Chap. 117. — Institut national agronomique et écoles nationales d'agriculture. — Traitements, annulations, 1.210.000 F.

Chap. 126. — Institut national de la recherche agronomique. — Traitements, annulations, 2 millions de francs.

Chap. 128. — Institut national de la recherche agronomique. — Rémunération du personnel contractuel, annulations, 2 millions de francs.

Chap. 140. — Ecoles nationales vétérinaires. — Traitements, annulations, 145.000 F.

Chap. 145. — Services sanitaires vétérinaires. — Indemnités, annulations, 11.000 F.

Chap. 148. — Laboratoire de recherches vétérinaires. — Rémunération du personnel contractuel, néant.

Chap. 151. — Service de la répression des fraudes. — Traitements, annulations, 192.000 francs.

Chap. 153. — Service de la répression des fraudes. — Emoluments du personnel contractuel, annulations, 302.000 F.

Chap. 156. — Service de la répression des fraudes. — Indemnités, annulations, 54.000 F.

Chap. 159. — Service des haras. — Salaires, annulations, 2.387.000 F.

Chap. 161. — Direction générale du génie rural et de l'hydraulique agricole. — Traitements, annulations, 5.130.000 F

Chap. 166. — Direction générale du génie rural et de l'hydraulique agricole. — Allocations et indemnités diverses, annulations 2 millions 985.000 F.

Chap. 167. — Direction générale des eaux et forêts. — Traitements, annulations 4 millions 53.000 F.

Chap. 168. — Direction générale des eaux et forêts. — Emoluments du personnel des cadres complémentaires, annulations 1.000 F.

Chap. 169. — Direction générale des eaux et forêts. — Rémunération du personnel contractuel, annulations, 8.541.000 F.

Chap. 171. — Direction générale des eaux et forêts. — Salaires du personnel auxiliaire, annulations 3.342.000 F.

Chap. 173. — Direction générale des eaux et forêts. — Indemnités, annulations 350.000 F.

Chap. 174. — Contribution de l'Etat aux dépenses de personnel entraînées pour les conseils agricoles départementaux par les tâches de répartition, ouvertures 62.400.000 F.

*5e partie. — Matériel, fonctionnement des services et travaux d'entretien.*

Chap. 304. — Payements à l'Imprimerie nationale, annulations 2 millions de francs.

Chap. 305. — Indemnités pour frais de déplacements et de mission, annulations 29 millions 740.000 F.

Chap. 309. — Matériel de l'inspection générale de l'agriculture, annulations 85.000 F.

Chap. 310. — Matériel des directions départementales des services agricoles, ouvertures 24.076.000 F.

Chap. 3102 (nouveau). — Dépenses d'équipement des directions départementales des services agricoles et des centres d'essais démonstratifs, ouvertures 75.650.000 F.

Chap. 311. — Etudes de questions intéressant la production agricole. — Indemnisation des personnes étrangères à l'administration, annulations 2.800.000 F.

Chap. 312. — Entretien des jardins d'essais et établissements existant dans les départements d'outre-mer, annulations 1.001.000 F.

Chap. 318. — Frais d'établissement d'enquêtes-statistiques, néant.

Chap. 319. — Apprentissage agricole et horticole, annulations 3 millions de francs.

Chap. 321. — Matériel et dépenses administratives du service de la protection des végétaux, annulations 1.500.000 F.

Chap. 322. — Service de la protection des végétaux. — Fonctionnement et dépense exceptionnelle des cités par l'organisation de la lutte contre les grands fléaux des cultures, annulations 12 millions de francs.

Chap. 325. — Matériel du laboratoire de recherches vétérinaire, ouvertures 2.550.000 F.

Chap. 327. — Service de la répression des fraudes. — Frais d'analyse et de contrôle, annulations 2 millions.

Chap. 328. — Service de la répression des fraudes. — Travaux d'entretien, annulations 500.000 F.

Chap. 334. — Service des haras. — Nourriture des étalons nationaux, annulations 12 millions de francs.

Chap. 336. — Matériel et frais généraux des services de l'hydraulique et du génie rural, annulation 6.389.000 F.

Chap. 337. — Frais de fonctionnement du comité directeur du machinisme agricole et frais de répartition des matériaux pour les travaux d'habitat et d'équipement rural, annulations 832.000 F.

Chap. 338. — Police et surveillance des eaux non domaniales, annulations 300.000 F.

Chap. 339. — Matériel de la direction générale des eaux et forêts, annulations 5 millions de francs.

Chap. 340. — Achat de matériel automobile, annulations 4 millions de francs.

Chap. 341. — Entretien et fonctionnement du matériel automobile, annulations, 9.070.000 francs.

Chap. 343. — Frais de fonctionnement des commissions consultatives départementales des baux ruraux et de l'assemblée des membres des tribunaux paritaires, annulations, 4.800.000 F.

Chap. 348. — Frais d'établissement des cartes professionnelles d'exploitants agricoles étrangers, annulations, 3 millions de francs.

Chap. 346. — Etablissements d'enseignement agricole. — Travaux d'entretien, annulations, 5 millions de francs.

Chap. 348. — Services, écoles et laboratoires vétérinaires. — Travaux d'entretien, ouvertures, 5.560.000 F.

Chap. 350. — Dépenses d'études et de travaux d'hydraulique et de génie rural à la charge de l'Etat, annulations, 5.001.000 F.

Chap. 353. — Travaux d'entretien dans les forêts domaniales, les dunes et les parcs, annulations, 5 millions de francs.

Chap. 356. — Exploitations en régie. — Matériel, annulations, 3 millions de francs.

Chap. 361. — Frais d'impression des publications de la direction de la production agricole, annulations, 2 millions de francs.

Chap. 362. — Contribution de l'Etat aux dépenses de matériel et de fonctionnement entraînées pour les conseils agricoles départementaux par les tâches de répartition, ouvertures, 25 millions de francs.

*6e partie. — Charges sociales.*

Chap. 400. — Allocations familiales, annulations, 1.200.000 F.

Chap. 403. — Œuvres sociales, annulations, 1 million de francs.

Chap. 410. — Bourses, annulations, 4.001.000 francs.

*7e partie. — Subventions.*

Chap. 500. — Subvention pour le fonctionnement de l'institut national de la recherche agronomique, ouvertures 4 millions de francs.

Chap. 5002 (nouveau). — Subvention à l'institut national de la recherche agronomique pour le remboursement d'annuités au fonds de modernisation et d'équipement, ouvertures, 20 millions de francs.

Chap. 501. — Institut national de la recherche agronomique. — Subventions pour achat et renouvellement de matériel scientifique et agricole, annulations 5.001.000 F.

Chap. 504. — Subventions pour recherches intéressant l'agriculture, annulations, 500.000 francs.

Chap. 505. — Subventions de premier établissement à des centres d'insémination artificielle et formation technique d'inséminateurs, annulations 1 million de francs.

Chap. 506. — Propagande forestière, annulations 725.000 F.

Chap. 507. — Frais d'organisation et de fonctionnement de la vulgarisation et de l'information éducative, néant

Chap. 509. — Prophylaxie des maladies contagieuses des animaux. — Contrôle de la salubrité des viandes. — Amélioration de la recherche scientifique vétérinaire. — Indemnités pour abatage d'animaux, annulations 40.001.000 F.

Chap. 510. — Primes à la reconstitution des oliveraies, annulations 7.300.000 F.

Chap. 511 — Primes aux cultures vivrières dans les départements d'outre-mer, annulations 3 millions de francs.

Chap. 513. — Aide directe ou indirecte à l'amélioration de la production agricole, ouvertures 45.340.000 F.

Chap 514. — Encouragements divers aux meilleurs exploitants agricoles, annulations 5.500.000 F.

Chap. 515. — Concours général agricole, annulations 1.500.000 F.

Chap. 517. — Machinisme agricole. — Subventions, annulations 4 millions de francs.

Chap. 519. — Réserves naturelles. — Protection de la flore et de la faune, annulations 450.000 F.

Chap. 5192 (nouveau). — Subvention pour le développement des activités culturelles de la jeunesse rurale, ouvertures 30 millions de francs.

Chap. 522 — Subventions aux associations de migrations rurales pour l'organisation des migrations de familles d'agriculteurs, d'une région de France dans une autre, annulations 17.001.000 F.

Chap. 523 — Subvention à l'office national interprofessionnel des céréales pour règlement des primes d'encouragement à la culture du blé et du seigle (récolte de 1948), annulations 200.001.000 F.

Totaux pour l'agriculture: annulations, 455.580.000 F; ouvertures, 294.576.000 F.

# ANNEXE N° 362

(Session de 1949. — Séance du 13 avril 1949.)

RAPPORT fait au nom de la commission des finances sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant **annulation de crédits** en application de l'article 2 de la loi n° 48-1921 du 21 décembre 1948 et **ouverture de crédits** au titre du **budget annexe de la caisse nationale d'épargne** pour **l'exercice 1949** (projets de loi portant ouverture et annulation de crédits et répartition des abattements globaux opérés sur le budget général et les budgets annexes (dépen-

ses ordinaires civiles) pour l'exercice 1949), par M. Sclafer, sénateur, rapporteur spécial (1).

Mesdames, messieurs, avant de procéder à l'analyse du budget annexe de la caisse nationale d'épargne qui continue à se présenter sous le jour le plus favorable, je voudrais d'abord attirer votre attention sur plusieurs mesures nouvelles et qui s'y trouvent traduites.

Le rapporteur de la commission des finances devant l'Assemblée nationale a déjà fait remarquer que l'intérêt servi aux déposants est désormais uniformément fixé à 2,25 pour 100, la pénalisation appliquée, pendant quelques années, aux comptes non stables n'étant pas rentable pour l'administration.

Par ailleurs, M. Rigal a indiqué que la C. N. E. avait souscrit pour 37 milliards à l'emprunt 5 p. 100, qui vient d'être émis. Ce qui laisse présager, à partir de 1950 (année d'échéance du premier coupon d'intérêts), un versement au budget général d'un montant très sensiblement accru.

Je crois nécessaire d'attirer également l'attention sur une innovation de l'administration: la création des « comptes globaux ». Il existe environ 1.295.000 comptes dont l'avoir ne dépasse pas 100 F et dont la dernière opération remonte à quinze ans et plus. Les frais annuels de calcul des intérêts dus à ces déposants étant une lourde charge pour le budget de la C. N. E., eu égard au faible capital en dépôt, il a été décidé de grouper ces comptes inactifs dans des « comptes globaux » (un par série de livrets et par année de prescription trentenaire). Les intérêts sont désormais calculés, chaque année, pour les « comptes globaux » seulement. Cette mesure a permis de réaliser, au budget de 1949, une économie de 1.559.000 F sur les frais de rémunération des travaux de l'inventaire annuel et de supprimer 120.000 heures d'utilisation d'auxiliaires.

Après ces quelques considérations d'ordre général sur le budget que j'ai l'honneur de rapporter, j'ajouterai une analyse sommaire du projet qui nous est actuellement soumis.

Voté globalement en décembre 1948, il se présentait comme suit:

Recettes, 6.504.684.000 F; dépenses, 6 milliards 363.819.000 F, d'où il ressortait un excédent de recettes de 140.865.000 F à verser au budget général.

Les recettes sont principalement constituées par les revenus des valeurs appartenant à la C. N. E., 6.425 millions de francs et les intérêts des fonds déposés à la caisse des dépôts et consignations, 60 millions de francs.

Les dépenses sont en augmentation de 1.678.466.000 F par rapport à 1948.

La cause principale de cette augmentation est la charge des intérêts dus aux déposants, 1.127.382.000 F consécutive à l'accroissement du montant des dépôts.

Pour le surplus, soit 551.084.000 F il s'agit de la reconduction en année pleine de mesures intervenues en 1948 pour une partie de l'exercice seulement ou de l'aménagement des dotations, 228.758.000 F et pour 322 millions 326.000 F de mesures nouvelles propres au budget de 1949.

L'examen de celles-ci permet de constater qu'elles sont, pour les principales, obligatoires. On peut citer:

Pour les dépenses de personnel:

La réalisation d'une deuxième tranche du reclassement des fonctionnaires, 74 millions de francs.

L'ajustement aux besoins réels des indemnités dues au personnel, 15.572.000 F.

Pour les dépenses de matériel et de fonctionnement des services:

La conséquence de la hausse du prix unitaire des opérations de caisse nationale d'épargne effectuées par les services des postes, télégraphes et téléphones, 197 millions de francs.

Les dépenses d'entretien des immeubles appartenant à la C. N. E., 1.600 000 F.

Les dépenses d'entretien des machines comptables, 2.480.000 F.

(1) Voir les nos: Assemblée nationale (1re législ.): 6697, 6708 et in-8° 1721; Conseil de la République: 321 (année 1949).

Un complément de 11 millions de francs pour régler les allocations dues au budget des postes, télégraphes et téléphones de l'Algérie et à l'office tunisien.

En ce qui concerne les autres mesures nouvelles, il s'agit presque exclusivement de diminutions de dépenses.

Les modifications d'effectifs qui se traduisent par une économie de 312.000 F concernent:

La création de 59 emplois titulaires largement compensée par la suppression de 79 unités auxiliaires;

Des transformations d'emplois au nombre de 68

Au titre des dépenses de matériel et de fonctionnement des services, une économie de 1.159.000 F est réalisée sur les frais des travaux de l'inventaire annuel par la création des « comptes globaux ».

Telles sont les caractéristiques du budget autorisé par la loi n° 48-1992 du 31 décembre 1948.

Quelles sont les modifications apportées à ce budget par application de l'article 2 de la loi n° 48-1921 du 21 décembre 1948 relatif aux économies budgétaires ?

Le projet de loi qui a été présenté à l'Assemblée nationale en exécution de ce texte prévoyait une diminution de dépenses de 11.430.000 F, résultant principalement de la suppression de 120.000 heures d'utilisation d'auxiliaires

Mais il contenait par ailleurs la transformation de treize emplois (contrôleurs et chefs de centres), mesures analogues à celles présentées dans le cadre du budget annexe des postes, télégraphes et téléphones et se justifiant principalement par une réorganisation de cadres consécutive au reclassement des fonctionnaires.

Ces modifications d'effectifs entraînant une dépense de 338.000 F, l'économie nette du projet du Gouvernement ressortait à 11 millions 92.000 F.

L'Assemblée nationale a adopté ces propositions; mais elle a jugé possible d'augmenter l'économie de 8.690.000 F, en portant de 120.000 à 220.000 le nombre d'heures d'utilisation d'auxiliaires qu'il était proposé de supprimer.

En définitive, le projet qui nous est soumis se traduit par une réduction de 19.782.000 F.

Le budget, tel qu'il a été voté en décembre dernier, était déjà des plus modérés et un effort certain de compression de dépenses est réalisé dans le projet qui nous est actuellement soumis.

Je ne crois pas qu'il y ait lieu de proposer une modification quelconque à ce projet, qui aura pour effet de porter de 140 à 160 millions l'excédent de recettes à verser au budget général.

PROJET DE LOI

Art. 1er. — Sur les crédits ouverts au secrétaire d'Etat à la présidence du conseil (caisse nationale d'épargne), au titre du budget annexe de la caisse nationale d'épargne pour l'exercice 1949 par la loi n° 48-1992 du 31 décembre 1948 et par des textes spéciaux, une somme de 20.120.000 F est définitivement annulée conformément à l'état A annexé à la présente loi.

Art. 2. — Il est ouvert au secrétaire d'Etat à la présidence du conseil (caisse nationale d'épargne) au titre du budget annexe de la caisse nationale d'épargne, pour l'exercice 1949, en addition aux crédits alloués par la loi n° 48-1992 du 31 décembre 1948 et par des textes spéciaux, des crédits s'élevant à la somme totale de 20.120.000 F conformément à l'état B annexé à la présente loi.

**Etat A.** — *Tableau par service et par chapitre des crédits annulés.*

**Caisse nationale d'épargne.**

1re SECTION. — DÉPENSES ORDINAIRES

*Personnel.*

Chap. 104. — Services extérieurs. — Rémunération d'auxiliaires temporaires, 13.127.000 francs.

Chap. 108. — Services extérieurs. — Indemnités diverses, 1 million de francs.

Chap. 112. — Rajustement de la rémunération des fonctionnaires de la caisse nationale d'épargne, 1.100.000 F.

Chap. 113. — Reclassement de la fonction publique, 2.291.000 F.

Chap. 114. — Contributions à la constitution de pensions de retraites du personnel, 2 millions 236.000 F.

*Charges sociales.*

Chap. 400. — Allocations familiales, 366.000 francs.

Totaux pour l'état A, 20.120.000 F.

**Etat B.** — *Tableau par service et par chapitre des crédits accordés.*

**Caisse nationale d'épargne.**

1re SECTION. — DÉPENSES ORDINAIRES

*Personnel.*

Chap. 101. — Services extérieurs. — Exécution. — Traitements et salaires, 338.000 F.

*Dépenses diverses.*

Chap. 609. — Versement au budget général de l'excédent des recettes sur les dépenses, 19.782.000 F.

Totaux pour l'état B, 20.120.000 F.

# ANNEXE N° 363

(Session de 1949. — Séance du 13 avril 1949.)

RAPPORT fait au nom de la commission de la défense nationale sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant création de **contingents de croix de la Légion d'honneur** et de **médailles militaires** en faveur des **personnels militaires n'appartenant pas à l'armée active,** par M. Voyant, sénateur (1).

NOTA. — Ce document a été publié au *Journal officiel* du 14 avril 1949. (Compte rendu *in extenso* de la séance du Conseil de la République du 13 avril 1949, page 1024, 3e colonne.)

# ANNEXE N° 364

(Session de 1949. — Séance du 13 avril 1949.)

PROJET DE LOI adopté par l'Assemblée nationale tendant à majorer les **pensions** des **anciens combattants** et **victimes de la guerre,** transmis par M. le président de l'Assemblée nationale à M. le président du Conseil de la République (2). — (Renvoyé à la commission des finances.)

Paris, le 13 avril 1949.

Monsieur le président,

Dans sa séance du 12 avril 1949, l'Assemblée nationale a adopté un projet de loi tendant à majorer les pensions des anciens combattants et victimes de la guerre.

Conformément aux dispositions de l'article 20 de la Constitution, j'ai l'honneur de vous adresser une expédition authentique de ce projet de loi, dont je vous prie de vouloir bien saisir, pour avis, le Conseil de la République.

Je vous prie de vouloir bien m'accuser réception de cet envoi.

Agréez, monsieur le président, l'assurance de ma haute considération.

*Le président de l'Assemblée nationale,*
Signé: EDOUARD HERRIOT.

(1) Voir les nos: Assemblée nationale (1re législ.), 6627, 6920 et in-8° 1726; Conseil de la République, 337 (année 1949).

(2) Voir les nos: Assemblée nationale (1re législ.): 6327, 7034 et in-8° 1710.

L'Assemblée nationale a adopté le projet de loi dont la teneur suit:

PROJET DE LOI

Art. 1er. — A compter du 1er janvier 1949, le montant des pensions de guerre, des majorations pour enfants, des allocations spéciales aux grands mutilés, aux grands invalides, des indemnités de soins aux tuberculeux, des pensions de veuves, des pensions d'ascendants, visées aux articles 9, 16, 19, 31 à 34, 38, 41, 50 à 52, 72 à 74 du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre annexé au décret n° 47-2084 du 20 octobre 1947 est porté à 115 p. 100 des taux en vigueur au 31 août 1948.

Les allocations spéciales instituées par l'article 42 de la loi n° 48-1992 du 31 décembre 1948 portant fixation du budget général de l'exercice 1949 sont majorées dans les mêmes conditions à compter de la date d'effet de ladite loi.

Des décrets contresignés par le ministre des anciens combattants et le ministre des finances et des affaires économiques régleront les modalités d'application de ces dispositions.

Art. 2. — Le montant de l'indemnité de cherté de vie prévue à l'article 2 du décret n° 49-13 du 9 janvier 1949 est compris dans la majoration prévue à l'article 1er ci-dessus et cesse d'être versé à compter du 1er janvier 1949.

Art. 3. — Par dérogation aux dispositions de l'article premier de la loi n° 48-1973 du 31 décembre 1948, il est ouvert aux ministres, en addition aux crédits accordés par la loi n° 48-1992 du 31 décembre 1948 et par des textes spéciaux des crédits s'élevant à la somme totale de 3.600 millions de francs répartis par service et par chapitre ainsi qu'il suit:

**Anciens combattants.**

Chap. 002. — Allocations provisoires d'attente (loi du 31 mars 1919 et lois subséquentes), 270 millions de francs.

Chap. 003. — Allocations spéciales supplémentaires aux grands invalides et allocations du grand mutilé de guerre, 1.656 millions de francs.

Chap. 004. — Indemnités temporaires aux tuberculeux pensionnés à 100 p. 100 non hospitalisés, 504 millions de francs.

**Finances.**

Chap. 081. — Pensions d'invalidité, 1 milliard 170 millions de francs.

Total, 3.600 millions de francs.

Art. 4. — Sur les crédits ouverts au ministre des finances par la loi n° 48-1992 du 31 décembre 1948 et par des textes spéciaux, une somme de 2 milliards de francs est définitivement annulée au titre du chapitre 189 « couverture des mesures diverses en faveur des personnels de l'Etat » du budget des finances pour l'exercice 1949.

Art. 5. — Sur les crédits ouverts aux ministres par la loi n° 48-1992 du 31 décembre 1948 et par des textes spéciaux pour l'exercice 1949, une somme de 600 millions de francs est définitivement annulée selon la répartition suivante :

**Finances et affaires économiques.**

I. — *Finances.*

Chap. 629. — Conséquence de l'alignement monétaire du 18 octobre 1948, 350 millions de francs.

**Industrie et commerce.**

Chap. 508. — Subvention à la production de l'or, 250 millions de francs.

Total, 600 millions de francs.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 12 avril 1949.

*Le président,*
Signé: EDOUARD HERRIOT.

# ANNEXE N° 365

(Session de 1949. — Séance du 13 avril 1949.)

RAPPORT fait au nom de la commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à permettre aux **salariés membres** d'un **conseil général** ou d'un **conseil municipal** de **participer aux délibérations** de ce conseil et des commissions qui en dépendent, par M. de Raincourt, sénateur (1).

Mesdames, messieurs, la proposition de loi, votée par l'Assemblée nationale dans sa séance du 17 février 1949, avait deux objectifs:

1° Décider qu'un employeur ne pouvait prendre prétexte, pour rompre un contrat de travail, du fait que son salarié, conseiller général ou conseiller municipal, désirait participer, même pendant des heures normales de travail, aux délibérations de l'assemblée dont il est membre;

2° Indiquer que les heures perdues pourront être récupérées.

Mais le libellé de la proposition, telle qu'elle nous a été transmise, nous a paru mériter quelques précisions.

D'abord, nous avons pensé qu'il était préférable de réserver à un article spécial le soin de régler les modalités de récupération et de payement des heures de travail perdues. Le principe de récupération doit, certes, être posé, mais il ne saurait être question, tant dans l'intérêt des employeurs que dans celui des salariés intéressés, d'en faire une obligation. Quant au taux de payement des heures de travail qui seront récupérées, il paraît normal que ce soit celui des heures perdues.

Ensuite, votre commission a adopté un amendement tendant à étendre le bénéfice de ces dispositions aux salariés membres d'un conseil d'administration d'un organisme de sécurité sociale ou d'allocations familiales.

En adoptant un texte semblable, nous n'avons pas entendu créer un précédent: il serait fâcheux qu'il fut étendu à d'autres catégories de travailleurs. Mais les conseillers généraux et les conseillers municipaux sont des élus du suffrage universel; aucune entrave ne doit être apportée à leur tâche. Les membres des conseils d'administration des organismes de sécurité sociale sont, eux aussi, des élus, des élus de travailleurs; leur gestion doit pouvoir être attentive et suivie, au profit de la collectivité nationale tout entière.

C'est donc à l'unanimité que votre commission vous demande d'adopter, sous un nouveau titre, la proposition de loi suivante:

PROPOSITION DE LOI

TENDANT A PERMETTRE AUX SALARIÉS MEMBRES D'UN CONSEIL GÉNÉRAL, D'UN CONSEIL MUNICIPAL OU D'UN CONSEIL D'ADMINISTRATION D'UN ORGANISME DE SÉCURITÉ SOCIALE, DE PARTICIPER AUX DÉLIBÉRATIONS DE CE CONSEIL ET DES COMMISSIONS QUI EN DÉPENDENT

Art. 1er. — L'article 60 de la loi du 5 avril 1884 est complété comme suit:

« Les employeurs sont tenus de laisser aux salariés de leur entreprise, membres d'un conseil municipal, le temps nécessaire pour participer aux séances plénières de ce conseil ou des commissions qui en dépendent. »

Art. 2. — L'article 19 de la loi du 10 août 1871 est complété comme suit:

« Les employeurs sont tenus de laisser aux salariés de leur entreprise, membres d'un conseil général, le temps nécessaire pour participer aux séances plénières de ce conseil ou des commissions qui en dépendent. »

Art. 2 *bis* (nouveau). — L'article 5 de l'ordonnance du 4 octobre 1945 portant organisation de la sécurité sociale est ainsi complété:

« Les employeurs sont tenus de laisser aux salariés de leur entreprise, membres d'un conseil d'administration d'un organisme de sécurité sociale, le temps nécessaire pour participer aux séances plénières de ce conseil ou des commissions qui en dépendent. »

(1) Voir les nos: Assemblée nationale (1re législ.), 4879, 5363, 5921 et in-8° 1568; Conseil de la République, 119 (année 1949).

Art. 2 *ter* (nouveau). — Le temps passé par les salariés aux différentes séances des assemblées prévues aux articles ci-dessus et des commissions en dépendant ne leur sera pas payé comme temps de travail. La récupération des heures ainsi perdues pourra se faire, après accord entre l'employeur et l'employé. Leur rémunération se fera sur la base du taux qui aurait été normalement pratiqué.

Art. 3. — La suspension du travail prévue aux articles 1er, 2 et 2 *bis* ci-dessus ne peut être une cause de rupture par l'employeur du contrat de louage de services et ce à peine de dommages et intérêts au profit du salarié.

# ANNEXE N° 366

(Session de 1949. — Séance du 13 avril 1949.)

RAPPORT fait au nom de la commission de la reconstruction et des dommages de guerre sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, portant modification de l'article 53 de la loi n° 48-975 du 16 juin 1948, relative aux **sociétés coopératives de reconstruction** et aux **associations syndicales de reconstruction,** modifié par la loi n° 48-1983 du 31 décembre 1948, par M. Louis André, sénateur (1).

NOTA. — Ce document a été publié au *Journal officiel* du 15 avril 1949. (Compte rendu *in extenso* de la séance du Conseil de la République du 14 avril 1949, page 1088, 3e colonne).

# ANNEXE N° 367

(Session de 1949. — Séance du 13 avril 1949.)

AVIS présenté au nom de la commission de la défense nationale sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale portant **répartition des abattements globaux** opérés sur le **budget de la présidence du conseil** par la loi n° 48-1992 du 31 décembre 1948, par M. Alric, sénateur (2).

NOTA. — Ce document a été publié au *Journal officiel* du 14 avril 1949. (Compte rendu *in extenso* de la séance du Conseil de la République du 13 avril 1949, page 1038, 1re colonne.)

# ANNEXE N° 368

(Session de 1949. — Séance du 13 avril 1949.)

RAPPORT fait au nom de la commission de l'agriculture sur la proposition de résolution de MM. Naveau, Brettes, Champeix, Durieux, Ferrant, Pierre Marty et les membres du groupe socialiste, tendant à inviter le Gouvernement à rendre la **liberté au commerce des engrais** par la **suppression du contingentement** et des répartitions départementales tout en maintenant la taxation en ce qui concerne les **prix plafond,** par M. Durieux, sénateur (3).

Mesdames, messieurs, si l'on examine la proposition de résolution déposée par M. Naveau et les membres du groupe socialiste, on est amené à reconnaître qu'elle était particulièrement justifiée et pourrait être maintenue.

Au 24 février 1949, date du dépôt, il existait une mévente des engrais due au manque de trésorerie des cultivateurs, provoquée par la chute des prix de certains produits

(1) Voir les nos: Assemblée nationale (1re législ.), 6180, 6301 et in-8° 1649; Conseil de la République, 257 (année 1949).

(2) Voir les nos: Assemblée nationale (1re législ.): 6229, 6507 et in-8° 1734; Conseil de la République: 332 et 347 (année 1949).

(3) Voir le n°: Conseil de la République, 165 (année 1949).

et les charges sans cesse croissantes imposées à l'agriculture; les mauvaises récoltes en certains endroits et les retards dans les payements n'étaient pas étrangers à cette situation.

Il existait, de ce fait, des stocks importants chez certains distributeurs et fabricants pour les raisons parfaitement données dans l'exposé des motifs de M. Naveau.

A ces causes principales se sont ajoutées des causes secondaires telles que la crainte de constituer des stocks en face d'une possibilité de baisse et l'espoir de voir la situation financière s'améliorer.

Il était certain qu'à condition de veiller au maintien et même à l'augmentation de la production comme se propose de l'obtenir la commission d'agriculture du Conseil de la République — il était possible de prétendre au retour à la liberté du commerce des engrais.

Cela est si vrai que satisfaction partielle a été obtenue depuis la date du dépôt de cette proposition de résolution. Félicitons-nous en.

En effet, si les superphosphates et les engrais potassiques ont été mis en vente libre, les scories et engrais azotés sont encore soumis à la répartition.

Il faut reconnaître que, dans ces deux secteurs, la reprise des achats a été rapide et la production n'ayant pas été augmentée suffisamment, les services de répartition se sont trouvés à certains moments gênés et ont apporté la preuve que la liberté ne pouvait être rendue immédiatement sans certaines précautions.

Il convient néanmoins de la rechercher. L'examen de la situation de la production agricole et des plans établis nous oblige à admettre que nous allons encore vers une augmentation de la consommation, surtout si, comme nous l'espérons, nous réussissons à obtenir une baisse des prix de ces matières indispensables, baisse qui ramènera leur indice à un coefficient voisin de celui de l'ensemble des produits agricoles essentiels. Il conviendrait également que les taxes qui, dans certains cas, dépassent 18 p. 100 soient réduites au minimum, par exemple à 5 p. 100, taux de la taxe appliquée au charbon.

Si ces résultats que nous recherchons sont obtenus, la consommation augmentera très sensiblement. La liberté, surtout pour les engrais azotés, ne pourra être rendue sans danger que si des mesures sont prises pour augmenter notablement la production.

C'est pour ces raisons que votre commission de l'agriculture, compte tenu des éléments nouveaux qu'elle possède et de l'évolution de la situation, vous propose de modifier ainsi qu'il suit la proposition de résolution:

PROPOSITION DE RESOLUTION

Le Conseil de la République invite le Gouvernement à prendre d'urgence toutes dispositions pour ramener le prix des engrais à un niveau correspondant à celui des prix agricoles et à favoriser l'augmentation de la production de telle manière qu'il soit possible d'accorder rapidement la liberté complète tout en maintenant la taxation en ce qui concerne les prix plafond.

## ANNEXE N° 369

(Session de 1949. — Séance du 13 avril 1949.)

RAPPORT fait au nom de la commission de l'agriculture sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à accorder aux **jeunes travailleurs** des **professions agricoles** et forestières des **congés payés** d'une durée identique à ceux des autres professions, par M. Durieux, sénateur (1).

Mesdames, messieurs, la commission de l'agriculture du Conseil de la République pourrait parfaitement reprendre à son compte les excellentes raisons énumérées dans le rapport que M. Gros a fait au nom de la commission de l'agriculture de l'Assemblée nationale.

Avec le souci de justice entre les différentes catégories de salariés, le désir du maintien de jeunes à la terre, il y a des raisons suffisantes pour que nous soyons favorables à cette proposition de loi.

Elle nous en donne une autre, c'est que certains départements ont déjà admis une augmentation de la durée des congés aux jeunes travailleurs.

Votre commission demande toutefois que la répartition des congés au cours de l'année soit faite suivant les mêmes règles que celles qui répartissent les congés des ouvriers de plus de 21 ans. L'octroi de congés supplémentaires aux jeunes n'est pas une nouveauté puisque l'on trouve dans un arrêté (art. 8) du préfet du Pas-de-Calais portant fixation des conditions de travail et des salaires des ouvriers agricoles — paru en date du 30 juillet 1947 — pris sur avis de la commission paritaire, « après une année de présence dans la même exploitation, l'ouvrier ayant moins de 18 ans au 31 mai aura droit à 12 jours de congé payés supplémentaires ».

L'exemple de ce département n'est certainement pas le seul et c'est la raison pour laquelle la commission de l'agriculture vous demande d'adopter la proposition de loi qui vous est soumise.

PROPOSITION DE LOI

Art. 1er. — L'alinéa 2 de l'article 54 G et l'alinéa 2 de l'article 54 I du livre II du code du travail sont applicables aux professions agricoles et forestières.

Art. 2. — Un règlement d'administration publique, pris dans le mois qui suivra la promulgation de la présente loi, en déterminera les conditions d'application.

(1) Voir les nos: Assemblée nationale (1re législ.): 3886, 5086, 6381 et in-8° 1594; Conseil de la République: 194 (année 1949).

## ANNEXE N° 370

(Session de 1949. — Séance du 13 avril 1949.)

AVIS présenté au nom de la commission de l'éducation nationale, des beaux-arts, des sports, de la jeunesse et des loisirs sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant **répartition** de **l'abattement global** opéré sur le **budget de l'éducation nationale** par la loi n° 48-1992 du 31 décembre 1948, par M. Lassagne, sénateur (1).

NOTA. — Ce document a été publié au *Journal officiel* du 14 avril 1949. (Compte rendu *in extenso* de la séance du Conseil de la République du 13 avril 1949, page 1051, 3e colonne.)

## ANNEXE N° 371

(Session de 1949. — Séance du 14 avril 1949.)

PROPOSITION DE LOI, adoptée par l'Assemblée nationale après déclaration d'urgence, mettant gratuitement à la disposition de l'œuvre de la **transfusion sanguine d'urgence** les installations et l'équipement du **centre militaire d'étude et de fabrication de la pénicilline** et prévoyant l'expropriation de l'immeuble sis 4 et 6, rue Alexandre-Cabanel, à Paris, transmise par M. le président de l'Assemblée nationale à M. le président du Conseil de la République (1). — (Renvoyée à la commission de la famille, de la population et de la santé publique.)

Paris, le 14 avril 1949.

Monsieur le président,

Dans sa séance du 14 avril 1949, l'Assemblée nationale a adopté, après déclaration d'urgence, une proposition de loi mettant gratuitement à la disposition de l'œuvre de la transfusion sanguine d'urgence les installations et l'équipement du centre militaire d'étude et de fabrication de la pénicilline et prévoyant l'expropriation de l'immeuble sis 4 et 6, rue Alexandre-Cabanel, à Paris.

Conformément aux dispositions de l'article 20 de la Constitution, j'ai l'honneur de vous adresser une expédition authentique de cette proposition de loi, dont je vous prie de vouloir bien saisir, pour avis, le Conseil de la République.

Je vous prie de vouloir bien m'accuser réception de cet envoi.

Agréez, monsieur le président, l'assurance de ma haute considération.

*Le président de l'Assemblée nationale,*
Signé: EDOUARD HERRIOT.

L'Assemblée nationale a adopté la proposition de loi dont la teneur suit:

PROPOSITION DE LOI

Art. 1er. — Les installations et l'équipement du centre militaire d'étude et de fabrication de la pénicilline sont mis gratuitement à la disposition de l'œuvre de la transfusion sanguine d'urgence. Ces biens feront retour à l'Etat sans charges ni conditions lorsque cette œuvre cessera son activité.

Art. 2. — L'acquisition de l'immeuble sis 4 et 6, rue Alexandre-Cabanel, à Paris (15e), est déclarée d'utilité publique.

L'expropriation sera poursuivie par les soins de l'œuvre de la transfusion sanguine d'urgence dans les formes prévues par le décret du 8 août 1935 relatif à l'expropriation pour cause d'utilité publique, complété par le décret du 30 octobre 1935.

Art. 3. — Un décret contresigné par les ministres de la défense nationale et de la santé publique et de la population fixera, le cas échéant, les modalités d'application de la présente loi.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 14 avril 1949.

*Le président,*
Signé: EDOUARD HERRIOT.

(1) Voir les nos: Assemblée nationale (1re législ.): 6260, 6513 et in-8° 1744; Conseil de la République: 303 et 340 (année 1949).

## ANNEXE N° 372

(Session de 1949. — Séance du 14 avril 1949.)

RAPPORT fait au nom de la commission des finances sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, tendant à majorer les **pensions** des **anciens combattants** et **victimes de la guerre,** par M. Chapalain, sénateur (2).

NOTA. — Ce document a été publié au *Journal officiel* du 15 avril 1949. (Compte rendu *in extenso* de la séance du Conseil de la République du 14 avril 1949, page 1092, 1re colonne.)

## ANNEXE N° 373

(Session de 1949. — Séance du 14 avril 1949.)

AVIS présenté au nom de la commission des pensions (pensions civiles et militaires et victimes de la guerre et de l'oppression) sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée

(1) Voir les nos: Assemblée nationale (1re législ.): 6720, 6397, 6599, 6807, 6905 et in-8° 1747.

(2) Voir les nos: Assemblée nationale (1re législ.): 6327, 7034 et in-8° 1710; Conseil de la République: 361 (année 1949).

nationale, tendant à majorer les **pensions** des **anciens combattants** et **victimes de la guerre,** par M. Giauque, sénateur (1).

NOTA. — Ce document a été publié au *Journal officiel* du 15 avril 1949. (Compte rendu *in extenso* de la séance du Conseil de la République du 14 avril 1949, page 1092, 1re colonne.)

## ANNEXE N° 374

(Session de 1949. — Séance du 14 avril 1949.)

RAPPORT fait au nom de la commission des finances sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, tendant à modifier la loi du 31 juillet 1879, relative à l'**exécution** de la **fabrication des monnaies** par voie de **régie administrative** sous l'autorité du ministre des finances, par M. Jean-Marie Grenier, sénateur (2).

NOTA. — Ce document a été publié au *Journal officiel* du 15 avril 1949. (Compte rendu *in extenso* de la séance du Conseil de la République du 14 avril 1949, page 1091, 2e colonne.)

## ANNEXE N° 375

(Session de 1949. — Séance du 14 avril 1949.)

RAPPORT fait au nom de la commission de la défense nationale sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à créer des **promotions hors concours** dans la **Légion d'honneur** au profit des **combattants décorés** de la Légion d'honneur ou de la médaille militaire pour **faits de guerre** dans la période qui va du mois d'**août 1914** à la **promotion Fayolle** incluse, par M. Jean de Gouyon, sénateur (3).

NOTA. — Ce document a été publié au *Journal officiel* du 15 avril 1949. (Compte rendu *in extenso* de la séance du Conseil de la République du 14 avril 1949, page 1092, 3e colonne.)

## ANNEXE N° 376

(Session de 1949. — Séance du 14 avril 1949.)

PROJET DE LOI, adopté par l'Assemblée nationale, portant **annulation de crédits** en application de l'article 2 de la loi n° 48-1921 du 21 décembre 1948 et **ouverture de crédits** au titre du **budget annexe** des **postes, télégraphes et téléphones** pour l'**exercice 1949,** transmis par M. le président de l'Assemblée nationale à M. le président du Conseil de la République (4). — (Renvoyé à la commission des finances.)

Paris, le 14 avril 1949.

Monsieur le président,

Dans sa séance du 14 avril 1949, l'Assemblée nationale a adopté un projet de loi portant annulation de crédits en application de l'article 2 de la loi n° 48-1921 du 21 décembre 1948 et ouverture de crédits au titre du budget annexe des postes, télégraphes et téléphones pour l'exercice 1949.

Conformément aux dispositions de l'article 20 de la Constitution, j'ai l'honneur de vous adresser une expédition authentique de ce projet de loi, dont je vous prie de vouloir bien saisir, pour avis, le Conseil de la République.

Je vous prie de vouloir bien m'accuser réception de cet envoi.

Agréez, monsieur le président, l'assurance de ma haute considération.

*Le président de l'Assemblée nationale,*
Signé: EDOUARD HERRIOT.

L'Assemblée nationale a adopté le projet de loi dont la teneur suit:

### PROJET DE LOI

Art. 1er. — Sur les crédits ouverts au secrétaire d'Etat à la présidence du conseil (postes, télégraphes et téléphones), au titre du budget annexe des postes, télégraphes et téléphones pour l'exercice 1949, par la loi n° 48-1992 du 31 décembre 1948 et par des textes spéciaux, une somme de 900.947.000 F est définitivement annulée conformément à l'état A annexé à la présente loi.

Art. 2. — Il est ouvert au secrétaire d'Etat à la présidence du conseil (postes, télégraphes et téléphones) au titre du budget annexe des postes, télégraphes et téléphones pour l'exercice 1949, en addition aux crédits alloués par la loi n° 48-1992 du 31 décembre 1948 et par des textes spéciaux, des crédits s'élevant à la somme totale de 900.947.000 F conformément à l'état B annexé à la présente loi.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 14 avril 1949.

*Le président,*
Signé: EDOUARD HERRIOT.

**Etat A.** — *Tableau, par service et par chapitre, des crédits annulés.*

**Postes, télégraphes et téléphones.**

1re SECTION. — DÉPENSES ORDINAIRES

*Personnel.*

Chap. 100. — Traitements du secrétaire d'Etat et du personnel titulaire de l'administration centrale, 1.634.000 F.
Chap. 103. — Centre national d'études des télécommunications, 659.000 F.
Chap. 104. — Services d'enseignement, 1.859.000 F.
Chap. 105. — Services spéciaux, 3.060.000 F.
Chap. 110. — Services d'acheminement des correspondances, 635.000 F.
Chap. 111. — Services techniques spécialisés, 3.783.000 F.
Chap. 112. — Lignes, installations électriques et transports, 6.332.000 F.
Chap. 113. — Service des locaux, 2.881.000 F.
Chap. 115. — Supplément familial de traitement, 550.000 F.
Chap. 116. — Indemnités de résidence, 3.650.000 F.
Chap. 121. — Centre national d'études des télécommunications, 1000 F..
Chap. 122. — Services extérieurs. — Rétribution du personnel auxiliaire et contractuel, 168.001.000 F.
Chap. 123. — Frais de remplacement, 200 millions de francs.
Chap. 124. — Rajustement de la rémunération des fonctionnaires des postes, télégraphes et téléphones, 29.900.000 F.
Chap. 1242. — Reclassement de la fonction publique, 16.681.000 F.
Chap. 125. — Contributions à la constitution des pensions de retraite du personnel, 42 millions 920.000 F.
Total pour le personnel, 482.546.000 F.

*Matériel, fonctionnement des services et travaux d'entretien.*

Chap. 301. — Indemnités de difficultés administratives dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, 40 millions de francs.
Chap. 304. — Travaux d'impression, 50 millions de francs.
Chap. 306. — Matériel postal, 20 millions de francs.
Chap. 307. — Matériel électrique, 100 millions de francs.
Chap. 308. — Dépenses de fonctionnement du centre national d'études des télécommunications, 20 millions de francs.
Chap. 309. — Rattachement des abonnés au téléphone et travaux d'extension s'y rapportant, 1.000 F.
Chap. 310. — Transport des correspondances, du matériel et du personnel, 100 millions de francs.
Chap. 312. — Achat de matériel automobile, 10 millions de francs.
Chap. 313. — Entretien et fonctionnement du matériel automobile, 55 millions de francs.
Chap. 315. — Services extérieurs. — Entretien et aménagement des locaux, 5 millions de francs.
Total pour le matériel, fonctionnement des services et travaux d'entretien, 400 millions 1.000 F.

*Charges sociales.*

Chap. 400. — Allocations familiales du personnel titulaire, 1.600.000 F.
Chap. 401. — Allocations familiales des personnels auxiliaire et contractuel, 16.800.000 F.
Total pour les charges sociales, 18.400.000 francs.

RÉCAPITULATION

Personnel, 482.546.000 F.
Matériel, fonctionnement des services et travaux d'entretien, 400.001.000 F.
Charges sociales, 18.400.000 F.
Total pour l'état A, 900.947.000 F.

**Etat B.** — *Tableau, par service et par chapitre, des crédits accordés.*

**Postes, télégraphes et téléphones.**

1re SECTION. — DÉPENSES ORDINAIRES

*Personnel.*

Chap. 106. — Service des directions, 1 million 754.000 F.
Chap. 107. — Service intérieur des bureaux, 64.122.000 F.
Chap. 109. — Service de la distribution, 2.375.000 F.
Chap. 117. — Indemnités éventuelles et spéciales, 422.999.000 F.

*Dépenses diverses.*

Chap. 612. — Financement des travaux d'établissement, 375.905.000 F.
Chap. 614. — Remboursement des avances reçues du Trésor en couverture des déficits d'exploitation, 33.792.000 F.
Total pour l'état B, 900.947.000 F.

## ANNEXE N° 377

(Session de 1949. — Séance du 14 avril 1949.)

RAPPORT fait au nom de la commission des finances sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant **annulation de crédits** en application de l'article 2 de la loi n° 48-1921 du 21 décembre 1948 et **ouverture** de **crédits** au titre du **budget annexe** des **postes, télégraphes et téléphones** pour l'**exercice 1949** (projets de loi portant ouverture et annulation de crédits et répartition des abattements globaux opérés sur le budget général et les budgets annexes (dépenses ordinaires civiles) pour l'exercice 1949), par M. Sclafer, sénateur, rapporteur spécial (1).

Mesdames, messieurs, l'article 2 de la loi n° 48-1921 du 21 décembre 1948 dispose en son alinéa 1er:

« Afin de réaliser les économies imposées par la limitation du montant des dépenses ordinaires des services civils, le Parlement sera saisi... pour chaque budget annexe, d'un projet de loi portant annulation de crédits et transferts de crédits de chapitre à chapitre, à l'intérieur du budget de chaque département ministériel, au titre du budget de 1949, dans la limite du plafond des dépenses prévu à l'article 1er ci-dessus. »

(1) Voir les nos: Assemblée nationale (1re législ.): 6327, 7034 et in-8° 1740; Conseil de la République: 364 et 372 (année 1949).
(2) Voir les nos: Assemblée nationale (1re législ.): 6135, 6323 et in-8° 1579; Conseil de la République: 154 (année 1949).
(3) Voir les nos: Assemblée nationale (1re législ.): 5438, 5456 et in-8° 1715; Conseil de la République: 359 (année 1948).
(4) Voir les nos: Assemblée nationale (1re législ.), 6698, 6712, 6954 et in-8° 1750.

(1) Voir les nos: Assemblée nationale (1re législ.), 6698, 6712, 6954 et in-8° 1750; Conseil de la République, 376 (année 1949).

C'est dans le cadre de ces dispositions qu'a été établi par le Gouvernement et discuté par l'Assemblée nationale le projet actuellement soumis à l'examen du Conseil de la République.

Ce projet aurait dû, selon nous, être l'occasion d'un examen approfondi du budget des postes, télégraphes et téléphones, mais les circonstances dans lesquelles votre commission a eu à se prononcer n'ont pas permis à votre rapporteur de se pencher comme il l'aurait voulu sur le fonctionnement de cette grande administration, dont les dépenses et les recettes dépassent aujourd'hui les 100 milliards.

Il croit cependant devoir vous apporter quelques vues d'ensemble et quelques considérations sur un nombre limité de questions importantes, se réservant de procéder à l'occasion du prochain budget à une étude plus fouillée si, comme il l'espère et le souhaite, les circonstances se présentent plus favorablement.

## I. — Vue d'ensemble sur le budget de 1949

Le budget des postes, télégraphes et téléphones a été constitué en budget annexe en 1932 et se divise en deux sections: l'une qui comprend les recettes et les crédits destinés à couvrir les dépenses ordinaires, l'autre où ne figurent que des crédits d'équipement et de reconstruction.

Ces derniers ont fait l'objet d'un projet voté antérieurement ; ils ne sont donc pas en cause ici, où il ne sera question que de la première section c'est-à-dire des recettes et des dépenses d'exploitation.

Le budget que vous avez voté en décembre dernier avait l'aspect général que voici:

En recettes, 112,2 milliards.
En dépenses, 104,1 milliards.

Il dégageait donc un excédent de recettes de l'ordre de 8,1 milliards.

Une première question se posait donc : comment utiliser cet excédent ?

On pourrait être tenté de critiquer le Gouvernement d'avoir affecté cette somme au financement de travaux d'équipement.

Il convient en effet de rappeler que, à la clôture de l'exercice 1948, le budget des postes, télégraphes et téléphones était redevable au Trésor de l'importante somme de 30 milliards (presque 30 p. 100 du total des dépenses de 1949) reçue antérieurement, en cinq fois, pour la couverture des déficits des exercices 1944 à 1948.

Si l'on avait appliqué à la lettre la loi du 30 juin 1923, base du statut financier des postes, télégraphes et téléphones, il eût fallu utiliser les 8 milliards dégagés ci-dessus au remboursement partiel de cette dette.

Doit-on blâmer le Gouvernement d'en avoir fait un autre usage ? C'est l'importante question du financement des investissements par l'impôt qui est ainsi posée. On peut en tout cas affirmer que les travaux d'équipement des postes, télégraphes et téléphones qui seront financés par l'excédent des recettes d'exploitation apporteront de nouvelles facilités au commerce et à l'industrie, et participeront au relèvement économique de la nation en même temps qu'au redressement financier des postes, télégraphes et téléphones, obérés par une dette assez importante à l'égard du Trésor.

Une autre question, non moins importante et qui a été soulevée à l'Assemblée nationale, est celle-ci: était-il opportun de dégager, par la voie d'une augmentation de tarif, un excédent aussi important.

Votre rapporteur a tenu à s'informer exactement sur ce problème

Sans le relèvement des tarifs intervenu en janvier 1949, le budget des postes, télégraphes et téléphones eût été une sixième fois déficitaire, d'environ 13 milliards, ce qui eût porté à 43 milliards la dette des postes, télégraphes et téléphones envers le Trésor dont les possibilités se seraient d'ailleurs trouvées diminuées d'autant: le souci de redresser les finances publiques excluait donc toute idée de maintenir un déficit permanent du budget des postes, télégraphes et téléphones.

Sans doute, le Gouvernement aurait-il pu se borner à demander aux usagers la couverture exacte de ce déficit (13 milliards) au lieu de leur imposer une charge supplémentaire de 8 milliards; ainsi la taxe de lettre aurait sans doute pu être maintenue à un taux intermédiaire entre 10 F (taux de septembre 1948) et 15 F (taux actuel). Mais alors que serait-il advenu, en l'état présent des difficultés de financement en général, des programmes d'équipement des postes, télégraphes et téléphones ?

En somme, il y avait à choisir entre diverses solutions, entre divers inconvénients; on semble avoir opté pour ce qui contribuait le mieux au « redémarrage » économique souhaité par le Parlement et le pays.

Enfin, des craintes se sont manifestées quant aux conséquences sur le trafic de ces relèvements de taxes vraiment massifs; sur ce point, sans apporter les apaisements totaux que l'on souhaiterait sans doute, votre rapporteur peut vous dire que la chute de trafic constatée depuis janvier était attendue car il est peu d'exemple, quand tout se passe selon les normes habituelles, qu'un accroissement des taxes ne produise pas une baisse d'activité. Mais les recettes du premier trimestre semblent indiquer nettement que cette baisse n'est pas aussi marquée que l'avaient craint l'administration des postes, télégraphes et téléphones et le Gouvernement lorsqu'ils ont établi leurs évaluations de recettes, et, de plus, on paraît se trouver dans une conjoncture économique momentanément peu favorable et qui ajoute ses effets à ceux des majorations de taxes.

En tout état de cause, il est trop tôt pour se rendre compte si les estimations budgétaires seront confirmées ou infirmées, mais il n'est pas douteux que dans la double éventualité où les indices des prix continueraient de baisser et où les pertes de recettes s'accentueraient, il conviendrait, à notre avis, de « reconsidérer » la question.

Toujours à propos des recettes, on nous a signalé certains abus en matière d'utilisation de la voie télégraphique et de la voie téléphonique par les services publics, de même que de très importants retards dans le payement, aux postes, télégraphes et téléphones, des redevances télégraphiques et téléphoniques.

Sans vouloir nier la nécessité, pour les administrations publiques, de se servir dans certains cas de ces moyens modernes de correspondre, nous appelons l'attention du Conseil sur l'intérêt qu'il y aurait à pourchasser les abus.

Les administrations des finances et des postes, télégraphes et téléphones se sont préoccupées de ce problème: nous suivrons la question de très près lors du prochain budget.

Telles sont les quelques observations qu'il nous a paru intéressant de vous soumettre en nous excusant d'avoir à peine effleuré d'aussi importantes questions.

Les crédits votés en décembre, nous le rappelons, se montent à 104 milliards de francs.

C'est là un chiffre impressionnant, si on le compare à celui de 1948, qui n'était que de 60 milliards. Mais il ne faudrait pas s'abuser sur son importance relative.

En effet, par rapport à 1938, il n'atteint que le coefficient 19 tandis que les prix industriels dépassent 20.

On voit par là combien la gestion de l'entreprise des postes, télégraphes et téléphones se révèle économe et prudente et votre rapporteur se demande s'il ne faut pas y voir une justification nouvelle des tarifs qui, eux, étaient en décembre 1948 à peine au niveau 16,5.

Quoi qu'il en soit, on observera que ce total de 104 milliards se décompose en quatre grands postes:

La dette (viagère et publique) 2,3 milliards (2,2 p. 100 environ).

Le personnel, 78,5 milliards (75,3 p. 100 environ).

Le matériel (loyer, entretien, transports, etc.), 19,2 milliards (18,6 p. 100 environ).

Les charges sociales, 4 milliards (3,9 p. 100 environ).

Ce budget est donc caractérisé par une dette infime et des dépenses de personnel prépondérantes.

### *La dette.*

La dette est consécutive aux capitaux empruntés pour le financement de l'équipement et aux avances du Trésor en couverture des déficits de 1944 à 1948.

Les capitaux ont été empruntés de 1929 à 1943 à des taux de 3,50, 4 et 4,50 p. 100, d'où le faible poids des charges qui en résultent. C'est le service des télécommunications qui est le grand bénéficiaire.

### *Le personnel*

Dans l'administration des postes, télégraphes et téléphones, les questions de personnel occupent une place considérable.

La structure générale du personnel est actuellement en voie de profonde transformation, non seulement comme conséquence du reclassement de la fonction publique, mais aussi comme suite à l'évolution même des services.

Quelques questions particulières nécessitent une explication.

Réforme de structure. — Le projet actuellement soumis à vos délibérations comporte l'amorce d'une réforme de structure sur laquelle quelques explications vous seront données à l'occasion de l'examen même des ouvertures et annulations de crédits proposées.

Je me bornerai ici à rappeler que le Conseil de la République, dans sa séance du 26 août 1947, avait admis une proposition de résolution que votre rapporteur a relevée à la page 1912 du *Journal officiel* et dont voici le texte: « Le Conseil de la République invite le Gouvernement et en particulier le ministre des postes, télégraphes et téléphones à procéder à une réforme de structure de l'administration des postes, télégraphes et téléphones afin de donner à ce service public sa pleine efficacité et un meilleur rendement. »

Péréquation des pensions. — On comprend l'impatience que peuvent avoir les fonctionnaires retraités et notamment ceux des postes, télégraphes et téléphones dont la pension est calculée sur des bases anciennes et qui aspirent à voir se réaliser très rapidement la péréquation de leur pension.

Cette question a également préoccupé votre rapporteur et il a pu savoir que les nouveaux calculs de pensions, en ce qui concerne l'administration des postes, télégraphes et téléphones, nécessiteront environ dix-huit mois.

Le travail porte sur environ 100.000 dossiers et le service chargé de cette opération s'attache, dans toute la mesure du possible, à « péréquer » en commençant par les plus anciens retraités.

Corps des traducteurs. — Au budget de 1947, le Parlement a accepté, comme étant favorable à une meilleure exécution du service, la création d'un corps de traducteurs qui se composait d'un traducteur principal, de deux traducteurs et de deux traducteurs adjoints.

Lors du reclassement de la fonction publique, il semble s'être produit une omission en ce sens qu'aucune échelle n'a été fixée pour le traducteur principal: cette omission en peu près inopérante la réforme adoptée par le Parlement et que votre commission considère, pour sa part, comme particulièrement désirable.

Nous émettons le vœu qu'elle soit, aussi rapidement que possible, réparée, de manière à pouvoir constituer enfin un corps de traducteurs digne de l'administration des postes, télégraphes et téléphones.

Heures d'ouverture des bureaux. — Le Conseil de la République se rappelle certainement qu'en vertu de l'article 10 de la loi du 7 janvier 1948, l'administration des postes, télégraphes et téléphones avait été amenée à proposer au Parlement — qui les a d'ailleurs adoptées — des mesures d'économies, parmi lesquelles la réduction des heures d'ouverture des bureaux de poste.

Cette mesure a entraîné une diminution de dépenses de l'ordre de 80 millions de francs et la suppression de 600 unités auxiliaires.

Votre commission a estimé que le problème se présente actuellement d'une façon un peu différente et, par une réduction indicative de 1.000 F, demande à l'administration des postes, télégraphes et téléphones de reconsidérer la question.

### *Le matériel.*

Les dépenses de matériel sont de l'ordre de 19 milliards. Si on les compare à celles de l'exercice 1938 on constate qu'elles sont à peine au coefficient 17, alors que le cours des matières premières et le cours des prix

industriels accusent un coefficient supérieur à 20.

Par rapport à 1948, l'accroissement des dépenses de matériel atteint environ 80 p. 100. Mais il est dû, dans sa majeure partie, à la hausse des prix.

Nous avons, en effet, relevé dans le budget très peu de mesures nouvelles. C'est dire l'esprit d'économie qui règne au sein de l'administration des postes, télégraphes et téléphones en cette matière.

Si l'on voulait examiner cette partie du budget d'une manière approfondie, sans doute trouverait-on matière à d'assez larges commentaires. Pour cette année, nous nous bornerons à dire quelques mots du problème du transport du courrier aérien.

Nous avons été quelque peu surpris de l'opinion émise en particulier à la tribune de l'Assemblée nationale, selon laquelle il conviendrait de rétablir les surtaxes aériennes dans les relations où elles ont été supprimées.

Il est certain que l'on recueillerait ainsi des recettes non négligeables.

Mais votre rapporteur ne saurait oublier que, par ailleurs — et le projet de résolution déposé par notre collègue, M. Durand-Réville, en est un exemple — on réclame, au contraire, la suppression des surtaxes aériennes, en particulier dans les relations avec les territoires de l'Union française.

A titre d'information, nous indiquerons que le budget de 1949 comporte, au titre du transport des correspondances par voie aérienne, les crédits ci-après:

Courrier non surtaxé dans le régime intérieur, 450 millions.

Courrier non surtaxé en Europe, 118 millions.

Courrier non surtaxé dans les relations France-Union française, 585 millions.

Courrier surtaxé (toutes relations), 1.114 millions.

Voici à propos de chacun de ces crédits quelques explications.

Courrier non surtaxé dans le régime intérieur. — Le crédit demandé pour 1949 est supérieur de 100 millions au crédit ouvert pour 1948. Mais il s'agit là uniquement d'une conséquence de la hausse des prix.

Courrier non surtaxé en Europe. — Le budget de 1948 avait ouvert un crédit de 10 millions qui n'avait qu'un caractère indicatif.

Le congrès de l'Union postale universelle de 1947, dont les dispositions sont entrées en vigueur le 1er juillet 1948, a admis le principe du transport sans surtaxe du courrier de première catégorie dans les relations européennes et dans un rayon de 2.000 kilomètres.

Conformément aux décisions dudit congrès, l'office postal britannique a décidé de mettre cette mesure en application le 1er juillet 1948.

Le transport sans surtaxe du courrier de 1re catégorie dans les relations européennes est déjà effectué depuis longtemps par la Suède, la Norvège, le Danemark, les Pays-Bas, la Belgique et la Suisse.

La France qui, avant guerre, avait été l'un des premiers pays à adopter ce mode de transport, ne saurait différer plus longtemps sa mise en vigueur.

Par ailleurs, toute mesure contraire aurait pour effet, sur le plan économique, de placer les commerçants et industriels français dans une situation d'infériorité vis-à-vis de ceux des autres pays.

Tels sont les motifs que l'administration a donnés comme justification de l'augmentation de ces crédits.

Courrier non surtaxé dans les relations France-Union française. — Ici nous nous trouvons en présence d'une augmentation très importante des crédits — environ 500 millions — que l'administration justifie de la manière suivante:

Les progrès incessants de la technique aéronautique moderne permettent de considérer actuellement l'avion comme un moyen normal de locomotion et de transport: passagers, marchandises de luxe, fret postal. Dans l'histoire de la poste, la régularité et la sécurité doivent se compléter par la rapidité. Aussi l'intérêt de l'avion pour les transports postaux n'a-t-il pas tardé à se manifester et à prendre une ampleur considérable.

Cependant, dans ce domaine, on se heurte à un lourd handicap: les tarifs de transport élevés qui nécessitent la perception de surtaxes également élevées.

Le transport du courrier par avion est assuré sans surtaxe, depuis 1937, entre Paris et le midi de la France. En 1945, le même service a été étendu aux relations entre la France et l'Afrique du Nord.

Ne convient-il pas d'aller plus loin dans ce domaine et d'en étendre le bénéfice à l'ensemble de l'Union française ?

Les relations maritimes sont encore lentes et, au siècle du progrès et de la vitesse, on s'accommode mal de délais de transmissions de plusieurs semaines, voire de plusieurs mois. Aussi, même au prix d'un sacrifice, la plupart des familles préfèrent-elles la voie aérienne pour correspondre avec leurs membres éloignés. Si l'on veut donner au titre même de l'Union française son plein sens, il faut considérer, là aussi, l'avion comme un moyen normal de transport et acheminer par cette voie, sans perception de surtaxe, le courrier de première catégorie.

Votre rapporteur tient, pour sa part, à souligner la portée morale de la mesure qui, sans doute, contribuera puissamment à resserrer les liens de toutes natures entre les ressortissants de l'Union française.

Courrier surtaxé (toutes relations). — Là aussi, les crédits demandés pour 1949 sont en augmentation considérable (290 millions environ) par rapport à ceux de l'année dernière.

Cette augmentation est justifiée:

Par la progression constante du trafic postal aérien;

Par le rétablissement des relations aériennes avec l'Autriche, l'Espagne et les possessions espagnoles;

Par l'intégration, dans le budget métropolitain, des dépenses résultant du transport des correspondances-avion originaires des départements d'outre-mer.

*Charges sociales.*

Les charges sociales se composent, en réalité, de deux parties: d'une part, les allocations familiales dont le service nécessite un crédit d'environ 3,8 milliards de francs et, d'autre part, les œuvres sociales proprement dites dont le budget est de l'ordre de 205 millions de francs seulement.

Dans le budget social des P.T.T., votre rapporteur a pu noter:

L'ouverture de foyers de jeunes (1.360.000 F);

L'ouverture d'une maison de repos et de cure pour les jeunes agents des P.T.T. (3.000.000 F);

L'acquisition d'un domaine appartenant actuellement au ministère des armées et situé à Lurcy-Lévy (6.700.000 F).

Tels sont, sommairement résumés, les éléments qui entrent dans le budget de dépenses de l'exercice 1949 que vous avez voté au mois de décembre 1948.

## II. — Collectif d'aménagement

Votre rapporteur est maintenant conduit à examiner quelles sont les modifications proposées tant par le Gouvernement que par l'Assemblée nationale aux crédits dont il vient de vous donner, en raccourci, la décomposition générale.

Le crédit de base, rappelons le, est de 104 milliards.

Les modifications qui, en vertu de l'article 2 de la loi n° 48-1921 du 21 décembre 1948, ont été proposées par le Gouvernement sont les suivantes:

Suppression de 500 unités auxiliaires et 720.000 heures d'utilisation (équivalent à 300 unités), en moins 175 millions de francs.

Suppression complémentaire de 840.000 heures de remplacement (350 unités à service complet), en moins 75 millions de francs.

Suppression de 78 emplois d'agent des installations intérieurs, en moins 20 millions de francs.

Disjonction de 17 créations d'emplois divers du service des transports qui avaient été autorisées par la loi du 31 décembre 1948 portant fixation du budget des services civils, en moins 5 millions de francs.

Réduction de crédits correspondant à des disponibilités sur certains chapitres de matériels, en moins 155 millions de francs.

Suppression, par mesure générale, à partir du 1er septembre 1949, de l'indemnité de difficultés administratives en Alsace et en Lorraine, en moins 40 millions de francs.

A propos de cette suppression, nous croyons savoir qu'une certaine émotion s'est manifestée dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle; mais il est évident que l'administration des P.T.T. est absolument étrangère à la mesure: celle-ci relève uniquement du ministère des finances. Nous croyons aussi savoir que le maintien de cette indemnité est envisagé, mais nous ne saurions donner cette information que sous toutes réserves; la question est en tout cas d'ordre gouvernemental.

Votre rapporteur constate que, au total, les économies proposées par le Gouvernement s'élèvent à 470 millions de francs.

C'est un effort auquel il se plaît à rendre hommage si l'on considère que, malgré une augmentation moyenne de trafic de 30 p. 100 de 1938 à 1948, les effectifs n'ont été accrus que d'environ 20 p. 100 en moyenne.

Cependant, le projet en discussion ne comporte pas seulement des économies; il contient aussi des couvertures qui correspondent, d'une part, à l'amorce de la réforme de structure (à laquelle le présent rapport a déjà fait allusion plus haut) et, d'autre part, à la satisfaction de certaines revendications du personnel facteur formulées à la suite des améliorations de situation reçues par les douaniers.

Ces deux mesures nécessitent ensemble l'ouverture de 274.575.000 F.

Leur détail est le suivant:

*a*) Réorganisation du cadre supérieur des services d'exécution; *b*) réorganisation des services administratifs extérieurs; *c*) constitution d'un cadre « B » dans les services des installations électriques; *d*) surclassement de 37 recettes postales et centres postaux ou électriques, 112.200.000 F.

*e*) Relèvement à 24 F du taux de l'indemnité de responsabilité allouée aux facteurs, 160 millions de francs.

*f*) Transformation de 250 facteurs en 250 facteurs-chefs, 2.375.000 F.

Ce total de dépenses de 274.575.000 F se trouve largement gagé, comme le veut l'article 16 de la loi dite « des maxima », par les économies réalisées, soit par le Gouvernement, soit par l'Assemblée nationale.

Comme on le voit la structure de ce projet paraît assez complexe, mais il est facile de le ramasser dans les quelques chiffres que voici et qui ont été arrondis:

1° Autorisations de dépenses nouvelles proposées par le Gouvernement et admises par l'Assemblée nationale. + 675 millions de francs;

2° Economies:

*a*) Proposées par le Gouvernement, en moins 587 millions de francs.

*b*) Proposées par l'Assemblée nationale, en moins: 498 millions de francs.

Soit en moins, 1.085 millions de francs.

Annulation nette de crédits, en moins: 410 millions de francs.

## III. — Examen par votre commission

Chap. 100. — Réduction indicative de 1.000 F pour engager le Gouvernement à fixer des indices de traitement correspondant à l'emploi de traducteur principal autorisé par le budget de 1947.

Chap. 106. — Suppression d'un abattement indicatif, 1.000 F.

L'Assemblée nationale a voté une réduction indicative de 1.000 F pour inviter le Gouvernement à créer des emplois de directeur départemental adjoint.

Sans attacher à sa décision la signification d'un refus de principe, votre commission des finances vous propose de ne pas vous associer à ce vœu tant que des explications n'auront pas été fournies par le ministère des postes, télégraphes et téléphones sur l'utilité de ce nouveau cadre.

Chap. 107. — Réduction indicative de 1.000 F (heures d'ouverture des bureaux).

Chap. 612. — Les trois modifications que vous propose votre commission des finances se soldent, au total, par un abattement de 1.000 F.

Le total des crédits devant demeurer inchangé, il y a lieu d'augmenter d'un montant l'un des deux chapitres d'équilibre des « dépenses diverses ».

Le crédit figurant au chapitre 612 pourrait en conséquence, être relevé de 1.000 F.

Sous réserve de ces modifications, votre commission des finances vous propose d'adopter le projet de loi que nous a transmis l'Assemblée nationale.

PROJET DE LOI

Art. 1er. — Sur les crédits ouverts au secrétaire d'Etat à la présidence du conseil (postes, télégraphes et téléphones), au titre du budget annexe des postes, télégraphes et téléphones pour l'exercice 1949, par la loi n° 48-1992 du 31 décembre 1948, et par des textes spéciaux, une somme de 900.948.000 F est définitivement annulée conformément à l'état A annexé à la présente loi.

Art. 2. — Il est ouvert au secrétaire d'état à la présidence du conseil (postes, télégraphes et téléphones) au titre du budget annexe des postes, télégraphes et téléphones, pour l'exercice 1949, en addition aux crédits alloués par la loi n° 48-1992 du 31 décembre 1948 et par des textes spéciaux, des crédits s'élevant à la somme totale de 900.948.000 F conformément à l'état B annexé à la présente loi.

**Postes, télégraphes et téléphones.**

1re SECTION. — DÉPENSES ORDINAIRES

*Personnel.*

Chap. 100. — Traitements du secrétaire d'Etat et du personnel titulaire de l'administration centrale, 1.635.000 F.
Chap. 103. — Centre national d'études des télécommunications (service général), 659.000 francs.
Chap. 104. — Services d'enseignement, 1.859.000 F.
Chap. 105. — Services spéciaux, 3.060.000 F.
Chap. 110. — Services d'acheminement des correspondances, 635.000 F.
Chap. 111. — Services techniques spécialisés, 3.783.000 F.
Chap. 112. — Lignes, installations électriques et transports, 6.332.000 F.
Chap. 113. — Service des locaux, 2.881.000 F.
Chap. 115. — Supplément familial de traitement, 550.000 F.
Chap. 116. — Indemnité de résidence, 3 millions 650.000 F.
Chap. 121. — Centre national d'études des télécommunications. — Rétribution du personnel auxiliaire et contractuel, 1.000 F.
Chap. 122. — Services extérieurs. — Rétribution du personnel auxiliaire et contractuel, 168.001.000 F.
Chap. 123. — Frais de remplacement, 200 millions de francs.
Chap. 124. — Rajustement de la rémunération des fonctionnaires des postes, télégraphes et téléphones, 29.900.000 F.
Chap. 1242. — Reclassement de la fonction publique, 16.681.000 F.
Chap. 125. — Contribution à la constitution des pensions de retraite du personnel, 42 millions 920.000 F.
Totaux pour le personnel, 482.547.000 F.

*Matériel, fonctionnement des services et travaux d'entretien.*

Chap. 301. — Indemnités de difficultés administratives dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, 40 millions de francs.
Chap. 304. — Travaux d'impression, 50 millions de francs.
Chap. 306. — Matériel postal, 20 millions de francs.
Chap. 307. — Matériel électrique, 100 millions de francs.
Chap. 308. — Dépenses de fonctionnement du centre national d'études des télécommunications, 20 millions de francs.
Chap. 309. — Rattachement des abonnés au téléphone et travaux d'extension s'y rapportant, 1.000 F.
Chap. 310. — Transport des correspondances, du matériel et du personnel, 100 millions de francs.
Chap. 312. — Achat de matériel automobile, 40 millions de francs.
Chap. 313. — Entretien et fonctionnement du matériel automobile, 55 millions de francs.
Chap. 315. — Services extérieurs. — Entretien et aménagement des locaux, 5 millions de francs.
Totaux pour le matériel, fonctionnement des services et travaux d'entretien, 400.001.000 F.

*Charges sociales.*

Chap. 400. — Allocations familiales du personnel titulaire, 1.600.000 F.
Chap. 401. — Allocations familiales des personnels auxiliaire et contractuel, 16.800.000 F.
Totaux pour les charges sociales, 18 millions 400.000 F.

RÉCAPITULATION

Personnel, 482.547.000 F.
Matériel, fonctionnement des services et travaux d'entretien, 400.001.000 F.
Charges sociales, 18.400.000 F.
Totaux pour l'état A, 900.948.000 F.

**Etat B.** — *Tableau, par service et par chapitre, des crédits accordés.*

**Postes, télégraphes et téléphones.**

1re SECTION. — DÉPENSES ORDINAIRES

*Personnel.*

Chap. 106. — Service des directions, 1 million 755.000 F.
Chap. 107. — Service intérieur des bureaux, 64.121.000 F.
Chap. 109. — Service de la distribution, 2.375.000 F.
Chap. 117. — Indemnités éventuelles et spéciales, 422.999.000 F.

*Dépenses diverses.*

Chap. 612. — Financement de travaux d'établissement, 375.906.000 F.
Chap. 614. — Remboursement des avances reçues du Trésor en couverture des déficits d'exploitation, 33.792.000 F.
Totaux pour l'état B, 900.948.000 F.

# ANNEXE N° 378

(Session de 1949. — Séance du 14 avril 1949.)

PROJET DE LOI adopté par l'Assemblée nationale portant **extension** de la **législation des assurances sociales** aux **écrivains non salariés**, transmis par M. le président de l'Assemblée nationale à M. le président du Conseil de la République (1). — (Renvoyé à la commission du travail et de la sécurité sociale.)

Paris, le 14 avril 1949.

Monsieur le président,

Dans sa séance du 14 avril 1949, l'Assemblée nationale a adopté un projet de loi portant extension de la législation des assurances sociales aux écrivains non salariés.

Conformément aux dispositions de l'article 20 de la Constitution, j'ai l'honneur de vous adresser une expédition authentique de ce projet de loi, dont je vous prie de vouloir bien saisir, pour avis, le Conseil de la République.

Je vous prie de vouloir bien m'accuser réception de cet envoi.

Agréez, monsieur le président, l'assurance de ma haute considération.

*Le président de l'Assemblée nationale,*
signé: EDOUARD HERRIOT.

L'Assemblée nationale a adopté le projet de loi dont la teneur suit:

PROJET DE LOI

*Article unique.* — Il est ajouté à l'ordonnance n° 45-2454 du 19 octobre 1945 fixant le régime des assurances sociales applicable aux assurés des professions non agricoles, un article 3 *bis* ainsi conçu:

« *Art.* 3 bis. — Bénéficient également des dispositions de la présente ordonnance les écrivains non salariés consacrant à leur profession leur principale activité.

« Le règlement général d'administration publique détermine à qui incombe les obligations de l'employeur. »

Délibéré en séance publique, à Paris, le 14 avril 1949.

*Le président,*
signé: EDOUARD HERRIOT.

(1) Voir les nos: Assemblée nationale (1re législ.): 5002, 6179, 6643 et in-8° 1746.

# ANNEXE N° 379

(Session de 1949. — Séance du 14 avril 1949.)

PROPOSITION DE LOI adoptée par l'Assemblée nationale portant ouverture de **crédits** pour la participation de l'Etat aux dépenses de **réfection** du **réseau routier de l'Algérie**, transmise par M. le président de l'Assemblée nationale à M. le président du Conseil de la République (1). — (Renvoyée à la commission de l'intérieur [administration générale, départementale et communale, Algérie].)

Paris, le 14 avril 1949.

Monsieur le président,

Dans sa séance du 14 avril 1949, l'Assemblée nationale a adopté une proposition de loi portant ouverture de crédits pour la participation de l'Etat aux dépenses de réfection du réseau routier de l'Algérie.

Conformément aux dispositions de l'article 20 de la Constitution, j'ai l'honneur de vous adresser une expédition authentique de cette proposition de loi, dont je vous prie de vouloir bien saisir, pour avis, le Conseil de la République.

Je vous prie de vouloir bien m'accuser réception de cet envoi.

Agréez, monsieur le président, l'assurance de ma haute considération.

*Le président de l'Assemblée nationale,*

L'Assemblée nationale a adopté la proposition de loi dont la teneur suit:

PROPOSITION DE LOI

Art. 1er. — Il est ouvert au ministre de l'intérieur, au titre du budget de reconstruction et d'équipement pour l'exercice 1949, en addition aux crédits alloués par la loi n° 48-1991 du 31 décembre 1948 portant fixation du budget général de l'exercice 1949 (dépenses civiles de reconstruction et d'équipement), une autorisation d'engagement et un crédit de payement s'élevant respectivement à 1.600 millions de francs et 400 millions de francs, au titre de l'équipement, chapitre 903: Plan d'équipement national — Tranche de démarrage — Subventions aux départements et aux communes pour travaux de remise en état de viabilité et travaux d'équipement urgents du réseau routier départemental, vicinal et rural.

Art. 2. — Les crédits ouverts à l'article précédent représentent la part de l'Etat dans les dépenses de réfection du réseau routier de l'Algérie.

Ils seront répartis entre les trois départements dans les proportions suivantes:
Département de Constantine, 50 p. 100;
Département d'Alger, 25 p. 100;
Département d'Oran, 25 p. 100.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 14 avril 1949.

*Le président,*
Signé: EDOUARD HERRIOT.

# ANNEXE N° 380

(Session de 1949. — Séance du 14 avril 1949.)

RAPPORT fait au nom de la commission de la famille, de la population et de la santé publique sur la proposition de loi, adoptée

(1) Voir les nos: Assemblée nationale (1re législ.), 6319, 6933 et in-8° 1745.

par l'Assemblée nationale, après déclaration d'urgence, mettant gratuitement à la disposition de l'Œuvre de la **transfusion sanguine d'urgence** les installations et l'équipement du **Centre militaire d'étude et de fabrication de la pénicilline** et prévoyant l'expropriation de l'immeuble sis 4 et 6, rue Alexandre-Cabanel, à Paris, par M. Bernard Lafay, sénateur (1).

NOTA. — Ce document a été publié au *Journal officiel* du 15 avril 1949. (Compte rendu *in extenso* de la séance du Conseil de la République du 14 avril 1949, page 1095, 3e colonne.)

## ANNEXE N° 381

(Session de 1949. — Séance du 14 avril 1949.)

PROJET DE LOI adopté par l'Assemblée nationale, après déclaration d'urgence, prorogeant les **délais** prévus par la **loi** n° 49-331 du **12 mars 1949**, transmis par M. le président de l'Assemblée nationale à M. le président du Conseil de la République (2). — (Renvoyé à la commission des finances.)

Paris, le 14 avril 1949.

Monsieur le président,

Dans sa séance du 14 avril 1949, l'Assemblée nationale a adopté, après déclaration d'urgence, un projet de loi prorogeant les délais prévus par la loi n° 49-331 du 12 mars 1949.

Conformément aux dispositions de l'article 20 de la Constitution, j'ai l'honneur de vous adresser une expédition authentique de cette proposition de loi, dont je vous prie de vouloir bien saisir, pour avis, le Conseil de la République.

Je vous prie de vouloir bien m'accuser réception de cet envoi.

Agréez, monsieur le président, l'assurance de ma haute considération.

*Le président de l'Assemblée nationale,*
Signé: EDOUARD HERRIOT.

L'Assemblée nationale a adopté la proposition de loi dont la teneur suit:

PROJET DE LOI

Art. 1er. — Le délai de trois mois prévu à l'article 1er de la loi n° 49-331 du 12 mars 1949 pour le vote par le Parlement des projets de loi tendant à la réalisation des économies imposées par la limitation du montant total des dépenses ordinaires des services civils est porté à quatre mois.

Art. 2. — Le montant du blocage prévu par l'article 2 de la loi n° 49-331 du 12 mars 1949 pour les crédits applicables aux dépenses budgétaires est ramené de 60 à 30 p. 100.

Art. 3. — La limite du 30 avril 1949 prévue par l'article 3 de la loi n° 49-331 du 12 mars 1949 est reportée au 31 mai 1949.

Art. 4. — Les dispositions prévues aux articles 1er, 2 et 3 de la présente loi sont applicables aux budgets sur lesquels les abattements globaux opérés en application de la loi n° 48-1992 du 31 décembre 1948 n'auront pas été répartis par le Parlement avant le 15 avril 1949.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 14 avril 1949.

*Le président,*
Signé: EDOUARD HERRIOT.

## ANNEXE N° 382

(Session de 1949. — Séance du 14 avril 1949.)

RAPPORT fait au nom de la commission des pensions (pensions civiles et militaires et victimes de la guerre et de l'oppression) sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, modifiant l'**article 124** du **code des pensions militaires** d'invalidité et des victimes de la guerre, relatif aux anciens militaires internés pour **aliénation mentale**, par Mme Marie-Hélène Cardot, sénateur (1).

Mesdames, messieurs, le projet de loi qui vous est soumis a pour objet une mesure de simple humanité, rendue nécessaire par le fait que les dispositions du décret du 20 janvier 1940, intégrées au code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre, établissent une forclusion des droits à la revision d'une pension pour aggravation de maladie. Il s'agit en effet de régler la situation des anciens militaires qui, réformés et pensionnés pour troubles psychiques, ont été frappés d'aliénation mentale à la suite de ces troubles, mais après la période de cinq ans fixée par l'article 29 du code des pensions, autrement dit après avoir été mis dans l'impossibilité de formuler une demande de revision de leur pension, motivée par une aggravation de leur maladie.

L'aggravation de l'état de ces victimes de guerre ne peut donc, dans l'état actuel de la législation, être prise en considération en vue de porter le taux d'invalidité des intéressés à 100 p. 100 comme pour les aliénés pensionnés à ce titre ou les réformés frappés tardivement d'aliénation, mais à la suite de blessures.

Il existe donc ici une situation parfaitement injuste et l'application stricte des textes entraîne le fait que la pension de ces aliénés peut être insuffisante pour permettre de verser à leur femme, à leurs enfants ou à leurs ascendants les pensions qu'on verse aux ayants droit des aliénés pensionnés comme tels.

Le but du projet de loi qui nous est soumis est par conséquent de tourner la difficulté créée par la législation en vigueur et, sans permettre la revision de la pension des internés dont l'aliénation est la conséquence de troubles psychiques ayant ouvert droit à pension, de mettre cependant à la charge de l'Etat la partie des versements effectués au titre de pension de veuve, d'orphelin ou d'ascendant, qui ne serait pas couverte par la pension d'invalidité de l'intéressé.

Votre commission des pensions ne saurait évidemment qu'approuver ce texte, favorable aux internés dont l'aliénation a été constatée après forclusion de leurs droits à revision de pension; mais elle regrette qu'il ne s'incorpore pas dans une disposition d'ensemble revenant aux règles fixées par la loi du 31 mars 1919 et la loi du 9 janvier 1926, qui ont été modifiées dans leur essence par le décret du 20 janvier 1940 pris par le gouvernement dit « de l'Etat français ».

Néanmoins, cette réserve formulée, votre commission des pensions, unanime, vous propose l'adoption du projet de loi ci-dessous:

PROJET DE LOI

*Article unique.* — L'article 124 du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre, annexé au décret du 20 octobre 1947, est complété par l'alinéa suivant:

« Lorsque les arrérages de la pension allouée à l'interné dont l'aliénation est la conséquence des troubles psychiques ayant ouvert droit à pension se trouvent insuffisants pour permettre à l'administrateur des biens de l'aliéné ou à son tuteur d'effectuer ledit versement, le complément est à la charge de l'Etat. »

## ANNEXE N° 383

(Session de 1949. — Séance du 14 avril 1949.)

RAPPORT fait au nom de la commission des finances sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, après déclaration d'urgence, prorogeant les délais prévus par la **loi** n° 49-331 du **12 mars 1949**, par M. Jean Berthoin, sénateur, rapporteur général (1).

NOTA. — Ce document a été publié au *Journal officiel* du 15 avril 1949. (Compte rendu *in extenso* de la séance du Conseil de la République du 14 avril 1949, page 1100, 2e colonne.)

## ANNEXE N° 384

(Session de 1949. — Séance du 14 avril 1949.)

PROPOSITION DE LOI adoptée par l'Assemblée nationale tendant à faire bénéficier les **fonctionnaires originaires de l'Afrique du Nord** ou des **territoires d'outre-mer**, exerçant dans la métropole, des mêmes avantages en matière de **congé** et de **délais de route** que les fonctionnaires métropolitains exerçant en Afrique du Nord ou dans les territoires d'outre-mer, transmise par M. le président de l'Assemblée nationale à M. le président du Conseil de la République (2). — (Renvoyée à la commission de l'intérieur [administration générale, départementale et communale, Algérie].)

Paris, le 14 avril 1949.

Monsieur le président,

Dans sa séance du 8 avril 1949, l'Assemblée nationale a adopté une proposition de loi tendant à faire bénéficier les fonctionnaires originaires de l'Afrique du Nord ou des territoires d'outre-mer, exerçant dans la métropole, des mêmes avantages en matière de congé et de délais de route que les fonctionnaires métropolitains exerçant en Afrique du Nord ou dans les territoires d'outre-mer.

Conformément aux dispositions de l'article 20 de la Constitution, j'ai l'honneur de vous adresser une expédition authentique de cette proposition de loi, dont je vous prie de vouloir bien saisir, pour avis, le Conseil de la République.

Je vous prie de vouloir bien m'accuser réception de cet envoi.

Agréez, monsieur le président, l'assurance de ma haute considération.

*Le président de l'Assemblée nationale,*
Signé: EDOUARD HERRIOT.

L'Assemblée nationale a adopté la proposition de loi dont la teneur suit:

PROPOSITION DE LOI

*Article unique.* — Les fonctionnaires originaires de l'Afrique du Nord ou des territoires d'outre-mer, exerçant dans la métropole, peuvent cumuler leur congé dans les mêmes conditions que les fonctionnaires métropolitains exerçant dans ces territoires.

Ils bénéficient des mêmes délais de route que les fonctionnaires susvisés.

Délibéré en séance, à Paris, le 8 avril 1949.

*Le président,*
Signé: EDOUARD HERRIOT.

## ANNEXE N° 385

(Session de 1949. — Séance du 14 avril 1949.)

PROJET DE LOI adopté par l'Assemblée nationale tendant à rendre **obligatoire** pour certaines catégories de la population la **vaccination** par le vaccin antituberculeux **B. C. G.**, transmis par M. le président de l'Assemblée nationale à M. le président du

(1) Voir les nos: Assemblée nationale (1re législ.), 6720, 6397, 6599, 6807, 6905 et in-8° 1747; Conseil de la République, 371 (année 1949).

(2) Voir les nos: Assemblée nationale (1re législ.), 7093 et in-8° 1753.

(1) Voir les nos: Assemblée nationale (1re législ.), 5592, 5989, 6267 et in-8° 1571; Conseil de la République, 147 (année 1949).

(1) Voir les nos: Assemblée nationale (1re législ.): 7093 et in-8° 1753; Conseil de la République: 381 (année 1949).

(2) Voir les nos: Assemblée nationale (1re législ.): 5143, 5191, 6683 et in-8° 1729.

Conseil de la République (1). — (Renvoyé à la commission de la famille, de la population et de la santé publique.)

Paris, le 14 avril 1949

Monsieur le président,

Dans sa séance du 8 avril 1949, l'Assemblée nationale a adopté un projet de loi tendant à rendre obligatoire pour certaines catégories de la population la vaccination par le vaccin antituberculeux B. C. G.

Conformément aux dispositions de l'article 20 de la Constitution, j'ai l'honneur de vous adresser une expédition authentique de ce projet de loi, dont je vous prie de vouloir bien saisir, pour avis, le Conseil de la République.

Je vous prie de vouloir bien m'accuser réception de cet envoi.

Agréez, monsieur le président, l'assurance de ma haute considération.

*Le président de l'Assemblée nationale.*
Signé: EDOUARD HERRIOT.

L'Assemblée nationale a adopté le projet de loi dont la teneur suit:

PROJET DE LOI

Art. 1er. — Sont soumis à la vaccination obligatoire par le vaccin antituberculeux B. C. G., sauf contre-indications médicales reconnues dans les conditions fixées par le règlement d'administration publique prévu à l'article 7, les personnes comprises dans les catégories de la population ci-après:

1° Les enfants du premier âge et du deuxième âge qui sont placés en maisons maternelles, crèches, pouponnières ou en nourrice;

2° Les enfants vivant dans un foyer où vit également un tuberculeux recevant, à ce titre, des prestations des collectivités publiques ou des organismes de sécurité sociale;

3° Les enfants d'âge scolaire fréquentant les établissements d'enseignement et d'éducation de tous ordres, visés par l'ordonnance n° 45-2407 du 18 octobre 1945;

4° Les étudiants se préparant au certificat de physique-chimie-biologie, les étudiants en médecine et en art dentaire, les élèves des écoles d'infirmiers, d'infirmières, d'assistants, d'assistantes sociales ou de sages-femmes;

5° Les personnels des établissements hospitaliers publics et privés;

6° Les personnels des administrations publiques;

7° Les militaires des armées de terre, de mer et de l'air;

8° Les personnels des entreprises industrielles et commerciales et, particulièrement, les personnes travaillant dans un milieu insalubre ou qui manipulent des denrées alimentaires.

Art. 2. — Les personnes visées à l'article 1er ne seront soumises à la vaccination que si elles présentent des réactions cutanées négatives à la tuberculine. Toutefois, les enfants du premier âge pourront être vaccinés sans que cette condition soit remplie.

Les personnes âgées de plus de trente ans ne sont pas soumises à la vaccination obligatoire.

Art. 3. — Des centres de vaccination seront organisés par le ministre de la santé publique et de la population.

La vaccination dispensée dans ces centres est gratuite.

Les assujettis à la présente loi conservent la faculté de se faire vacciner à leurs frais en dehors des centres prévus par le premier alinéa du présent article.

Art. 4. — Les dépenses relatives à la vaccination de la population civile seront obligatoirement inscrites au budget de chaque département. Elles feront l'objet d'une répartition entre l'Etat, les départements et les communes dans les conditions fixées par le décret du 30 novembre 1935 prévoyant l'unification et la simplification des barèmes en vigueur pour l'application des lois d'assistance.

Art. 5. — Quiconque refusera de se soumettre ou de soumettre ceux dont il a la garde ou la tutelle aux prescriptions de la loi, quiconque en entravera l'exécution sera passible d'une amende de 300 F à 600 F et, en cas de récidive, d'une amende de 600 F à 1.200 F et d'un emprisonnement de cinq jours au plus ou de l'une de ces deux peines seulement.

Des décrets pris sur le rapport du ministre de la santé publique et de la population et du ministre de l'éducation nationale détermineront les sanctions disciplinaires applicables aux élèves de l'enseignement supérieur, aux étudiants, aux élèves des établissements d'enseignement et d'éducation de tous ordres, qui ne se conformeraient pas aux prescriptions de la présente loi.

Art. 6. — Des décrets pris sur le rapport du ministre de la santé publique et de la population et des ministres intéressés, détermineront les modalités d'application de la présente loi aux catégories de population énumérées à l'article 1er.

Art. 7. — Un règlement d'administration publique, pris sur le rapport du ministre de la santé publique et de la population, après avis de l'académie de médecine et du conseil permanent d'hygiène sociale (commission de la tuberculose), déterminera les modalités d'application de la présente loi, notamment en ce qui concerne la technique de la vaccination par le vaccin antituberculeux B. C. G., ses contre-indications éventuelles, le contrôle des réactions tuberculiniques avant ou après la vaccination et le contrôle de ces vaccinations lorsqu'elles sont effectuées en dehors des centres prévus à l'article 3.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 8 avril 1949.

*Le président,*
Signé: EDOUARD HERRIOT.

(1) Voir les nos: Assemblée nationale (1re législ.), 3084, 6028, 5629, 6916 et in-8° 1727; Conseil de la République, II-118 (année 1948).

# ANNEXE N° 386

(Session de 1949. — Séance du 14 avril 1949.)

PROPOSITION DE LOI adoptée par l'Assemblée nationale tendant à abroger l'article 8 de la loi n° 47-1732 du 5 septembre 1947 fixant le **régime général** des **élections municipales,** transmise par M. le président de l'Assemblée nationale à M. le président du Conseil de la République (1). — (Renvoyée à la commission du suffrage universel, du contrôle constitutionnel, du règlement et des pétitions.)

Paris, le 14 avril 1949.

Monsieur le président,

Dans sa séance du 8 avril 1949, l'Assemblée nationale a adopté une proposition de loi tendant à abroger l'article 8 de la loi n° 47-1732 du 5 septembre 1947 fixant le régime général des élections municipales.

Conformément aux dispositions de l'article 20 de la Constitution, j'ai l'honneur de vous adresser une expédition authentique de cette proposition de loi, dont je vous prie de vouloir bien saisir, pour avis, le Conseil de la République.

Je vous prie de vouloir bien m'accuser réception de cet envoi.

Agréez, monsieur le président, l'assurance de ma haute considération.

*Le président de l'Assemblée nationale,*
Signé: EDOUARD HERRIOT.

L'Assemblée nationale a adopté la proposition de loi dont la teneur suit:

PROPOSITION DE LOI

*Article unique.* — L'article 8 de la loi n° 47-1732 du 5 septembre 1947, fixant le régime général des élections municipales, est abrogé.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 8 avril 1949.

*Le président,*
Signé: EDOUARD HERRIOT.

(1) Voir les nos: Assemblée nationale (1re législ.): 2688, 3117, 6389 et in-8° 1731.

# ANNEXE N° 387

(Session de 1949. — Séance du 17 mai 1949.)

PROPOSITION DE RESOLUTION tendant à inviter le Gouvernement à prendre des dispositions pour faire bénéficier de l'**allocation de chômage** certains **artisans** non compris parmi les bénéficiaires de secours accordés aux chômeurs salariés, présentée par M. Berlaud, sénateur. — (Renvoyée à la commission du travail et de la sécurité sociale.)

EXPOSE DES MOTIFS

Mesdames, messieurs, l'attention de nombreuses municipalités a été appelée sur la situation critique de certains artisans touchés par le chômage.

Ces modestes travailleurs qui pour la plupart contribuent à maintenir le bon renom de l'industrie spécifiquement française, travaillent seuls ou avec des membres de leur famille. Plus que tous autres, en raison du cadre restreint de leurs activités, il leur est difficile de se constituer des réserves suffisantes pour parer aux difficultés résultant d'un ralentissement des affaires ou d'une crise particulière à certaines fabrications, notamment de luxe et demi-luxe. Par ailleurs, ils ne peuvent prétendre à une aide quelconque des collectivités, car ils ne rentrent pas dans ces catégories de travailleurs admis à bénéficier des secours accordés aux autres chômeurs. Ils ne peuvent en effet fournir de certificats de travail puisque étant leurs propres employeurs. Ils ne peuvent non plus s'inscrire au service de la main-d'œuvre pour trouver un emploi ou une place, car il leur serait impossible ensuite de reprendre leur métier d'artisans lorsque les circonstances deviendraient pour eux plus favorables.

De nombreuses enquêtes faites dans les localités les plus diverses il résulte cependant qu'ils ne sont pas plus heureux que les salariés sans travail et que leur droit à la vie pour eux et leur famille est aussi intangible que pour des salariés ordinaires privés momentanément d'emploi.

Il apparaît donc que, méritant d'être aidés tout aussi efficacement que tous les autres travailleurs qui contribuent normalement à la vie économique du pays, et parce qu'ils sont également assujettis comme eux à des charges peut-être plus lourdes, il serait nécessaire de les admettre eux et leur famille au bénéfice des allocations de chômage, dans le plus bref délai.

En conséquence, nous vous demandons d'adopter la proposition de résoluton suivante qui, transmise au Gouvernement, doit avoir pour effet de provoquer des mesures que les circonstances actuelles rendent urgentes et nécessaires:

PROPOSITION DE RESOLUTION

Le Conseil de la République demande au Gouvernement de prendre l'initiative de mesures en faveur des artisans momentanément sans travail en les admettant, eux et leur famille, dans les mêmes conditions que les travailleurs salariés au bénéfice des allocations de chômage, sous réserve qu'ils justifient de l'impossibilité où ils se trouvent de travailler, soit par manque de clientèle, soit parce qu'il leur est impossible de se procurer les matières premières nécessaires à leur activité.

# ANNEXE N° 388

(Session de 1949. — Séance du 17 mai 1949.)

AVIS présenté au nom de la commission de l'intérieur (administration générale, départementale et communale, Algérie) sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée

nationale, tendant à créer les **conditions budgétaires** d'une **saine réforme administrative**, par M. François Dumas, sénateur (1).

Mesdames, messieurs, votre commission des finances a étudié et rapporté, sur le fond, la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à créer les conditions budgétaires d'une saine réforme administrative. Votre commission de l'intérieur a demandé à en être saisie pour avis, car, même dans l'éventualité de la création d'une commission spéciale de la réforme administrative, elle est actuellement la seule des commissions du Conseil de la République qui puisse examiner indistinctement tout ce qui touche à la réforme administrative.

Après en avoir délibéré, elle doit, cependant, faire remarquer que le titre de la proposition qui nous est soumise paraît impropre car elle traite surtout du contrôle budgétaire et l'on ne voit qu'une influence indirecte des nouvelles conditions budgétaires préconisées sur une saine réforme administrative.

Votre commission de l'intérieur aurait pu adopter la solution paresseuse consistant à déclarer que la réforme administrative n'étant pas expressément en cause, elle se dispensait de formuler un avis. Elle ne s'est pas arrêtée à cette solution, considérant que des mesures à la fois administratives, budgétaires et, par dessus tout, législatives s'imposent, en ce sens qu'il y a lieu de repenser les conditions du contrôle parlementaire des budgets.

Les textes successifs qui ont institué et organisé ce contrôle ont été adoptés, on s'en rend compte, pour des budgets beaucoup plus limités, tant dans leur volume que dans leur structure, que les budgets d'aujourd'hui. Il s'y ajoute encore les budgets de nombreux services annexes ou nationalisés, en sorte que les méthodes en usage ne permettent plus au Parlement, comme chacun peut le constater, d'exercer un contrôle complet sur l'ensemble des budgets.

Le moment paraît venu d'envisager un reclassement des textes en une loi organique fortement charpentée, réorganisant le contrôle parlementaire des budgets si l'on veut que la proposition présentée par MM. Lecourt, Yves Fagon et Philippe Farine, députés, et qui est à la base du vote émis par l'Assemblée nationale, puisse être utilement mise en application.

Votre commission de l'intérieur attire tout spécialement votre attention sur cette suggestion, qui est la partie la moins immédiate mais la plus importante de l'avis qu'elle désire émettre.

Elle signale qu'on ne semble pas, actuellement prendre le chemin d'une réforme pertinente des méthodes du contrôle budgétaire. En effet, les lois qui le réglementent sont très dispersées. En adoptant le texte qui nous est soumis, on risque d'augmenter un peu plus cette dispersion.

Quoi qu'on fasse, d'ailleurs, le contrôle qui nous préoccupe à juste titre sera limité dans les faits, car la masse de papier qu'un parlementaire peut dépouiller et examiner avec attention est tout de même limitée.

Ceci étant, j'en arrive à la dernière observation de votre commission de l'intérieur; celle-ci aurait pu s'associer aux conclusions de votre commission des finances proposant la disjonction des articles 2 à 5 de la proposition de loi adoptée par l'Assemblée nationale. Mais, pour imparfait que soit le texte, votre commission de l'intérieur vous propose d'adopter l'article 1er retenu par la commission des finances, et de rétablir les articles 3 *bis*, 4 et 4 *bis* disjoints par cette dernière, mais en complétant ou modifiant les deux derniers, car elle considère que ces textes sont de nature, en attendant le vote et la promulgation d'un texte nouveau adapté aux circonstances budgétaires actuelles, à améliorer le contrôle parlementaire des budgets. Ces trois articles, au surplus, s'insèrent dans l'exposé des motifs de M. Lecourt et ses collègues, visant l'inutilité « d'entreprendre des réformes administratives si, en même temps, chaque loi nouvelle crée pour les services un surcroît de tâches et de formalités, ou nécessite un supplément de personnel ».

En résumé, votre commission de l'intérieur, à la majorité, émet un avis favorable au vote de l'article proposé par la commission des finances et présente trois amendements, en vue:

1° Du rétablissement de l'article 3 *bis;*
2° Du vote d'un article 4 modifié;
3° Du vote d'un article 4 *bis* modifié.

(1) Voir les nos: Assemblée nationale (1re législ.): 6059, 6335 et in-8° 1562; Conseil de la République: 116 et 345 (année 1949).

## ANNEXE N° 389

(Session de 1949. — Séance du 17 mai 1949.)

AVIS présenté au nom de la commission des finances sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, modifiant l'**article 124 du code des pensions militaires** d'invalidité et des victimes de la guerre, relatif aux anciens militaires internés pour **aliénation mentale,** par M. André Diethelm, sénateur (1).

Mesdames, messieurs, au cours de sa séance du 14 avril 1949, votre commission des finances a examiné, pour avis, le projet de loi n° 5592, modifiant l'article 124 du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre, relatif aux anciens militaires internés pour aliénation mentale.

Ce projet a pour objet de permettre aux femmes des pensionnés de guerre internés pour aliénation mentale de percevoir l'intégralité des arrérages à laquelle la loi leur donne droit.

De son adoption résultera moins, à proprement parler, une dépense nouvelle à la charge de l'Etat que la régularisation d'une disposition bienveillante, déjà prise par l'administration du ministère des anciens combattants et victimes de la guerre.

Le texte qui vous est soumis ne comporte donc aucune répercussion financière.

Aussi votre commission des finances donne-t-elle un avis favorable à son adpotion.

(1) Voir les nos: Assemblée nationale (1re législ.), 5592, 5989, 6267 et in-8° 1571; Conseil de la République, 147 et 382 (année 1949).

## ANNEXE N° 390

(Session de 1949. — Séance du 19 mai 1949.)

AVIS présenté au nom de la commission des finances sur la proposition de résolution de M. Marcel Grimal et des membres du groupe du mouvement républicain populaire, tendant à inviter le Gouvernement à accorder des **facilités de transport** aux **enfants** des **familles nombreuses,** par M. Albert Lamarque, sénateur (2).

Mesdames, messieurs, cette proposition de résolution s'inscrit dans un certain nombre de projets et propositions de loi analogues tendant à favoriser les familles nombreuses.

Elle vise deux catégories d'enfants:

1° Ceux qui, ayant atteint l'âge de 18 ans et soumis au régime de la sécurité sociale, continuent leurs études;

2° Ceux qui, frappés d'une maladie incurable ou d'une infirmité, sont dans l'impossibilité permanente de se livrer à un travail salarié.

La commission des moyens de communication, des transports et du tourisme, par l'organe de notre honorable collègue, M. Berlaud, sénateur, avait dépouillé, avant d'émettre un avis favorable, le texte de M. Grimal et des cosignataires, de deux dispositions qui le surchargeaient de répercussions dangereuses.

Pour les étudiants, elle avait limité le bénéfice de la mesure des tarifs réduits, au seul parcours pouvant être utilisé par les intéressés, de leur résidence au lieu de leurs études.

Pour les incurables et infirmes, elle avait admis que cette mesure ne pouvait aller au delà de l'âge normal de la majorité.

Au surplus, elle a admis que l'avantage, pour les deux cas, ne pouvait s'étendre à la famille des intéressés.

Procédant d'un point de vue technique, la commission des moyens de communications, des transports et du tourisme avait ainsi apporté au texte original des modifications et précisions judicieuses.

Elle n'avait pas manqué, d'ailleurs, d'envisager les répercussions financières, laissant sur ce point à la commission des finances le soin de statuer particulièrement.

Quelles sont ces répercussions financières?

Il convient de ne pas oublier qu'en vertu de l'article 18 de la convention du 31 août 1937 chaque fois qu'il est imposé par le ministre des travaux publics un abaissement des tarifs à la Société nationale des chemins de fer français, le Gouvernement doit demander au Parlement le vote d'un crédit destiné à couvrir la perte des recettes ainsi provoquée.

En l'espèce, cette perte de recettes est évaluée à 200 millions par la commission des transports, à 675 millions par les services des finances. Quoi qu'il en soit de cet écart, c'est une lourde charge supplémentaire qu'il faut mettre au compte de l'Etat qui, déjà, a eu à verser à la Société nationale des chemins de fer français, au titre du budget de 1949, 8.120 millions de francs pour la compensation et la couverture des tarifs réduits des diverses catégories bénéficiaires.

En premier lieu, la commission des finances s'est demandé si de telles mesures étaient opportunes au moment où le Gouvernement est obligé de prévoir un gros effort pour couvrir le déficit de la Société nationale des chemins de fer français. Celle-ci, au surplus, signale que l'extension, toujours plus considérable, des tarifs de faveur complique la délivrance et le contrôle des billets.

Compte tenu de ce qu'après avoir accordé le bénéfice des tarifs préférentiels aux enfants incurables ou infirmes des familles nombreuses, il deviendrait difficile de ne pas l'accorder aux autres enfants frappés du même mal et que la porte serait ainsi ouverte à une extension considérable, la commission des finances a rejeté cette première partie de la proposition.

Pour la seconde partie, relative aux jeunes gens qui poursuivent leurs études, la commission des finances s'est partagée. Certains commissaires ont fait valoir qu'aucune distinction ne pourrait être faite en l'espèce, entre des étudiants appartenant à des familles aisées, qu'il n'y a pas lieu de secourir, et les étudiants appartenant à des familles humbles, dignes de sollicitude. Mais pour ceux-ci, l'aide peut intervenir, comme cela se pratique assez couramment par le moyen de bourses d'études et de subsides alloués par les collectivités ou organismes locaux.

D'une façon générale, la commission des finances a voulu mettre en garde contre des abus qui tendent par rapprochements et paliers successifs à octroyer le bénéfice des tarifs réduits à des catégories toujours plus nombreuses d'usagers. En ce moment-ci, du reste, sont en suspens plusieurs autres demandes de tarifs de faveur qui représentent, avec celle-ci, plus d'un milliard de charges nouvelles que l'Etat aurait à compenser pour la perte de recettes enregistrée de ce fait par la Société nationale des chemins de fer français.

La commission des finances tient à rappeler, au surplus, que les allocations familiales, les pensions et indemnités aux victimes de la guerre, les bourses d'études ou d'apprentissage, l'élargissement de la sécurité sociale représentent un ensemble de mesures dont le rôle est justement de venir directement en aide aux familles nombreuses et aux victimes de l'adversité.

Pour ces motifs, la commission des finances, comme il est indiqué ci-dessus, a rejeté, à la presque unanimité, la première partie de la proposition, celle relative aux infirmes et incurables, et à une très faible majorité, la seconde partie, celle relative aux étudiants.

(2) Voir les nos: Conseil de la République, 3 et 61 (année 1949).

# ANNEXE N° 391

(Session de 1949. — Séance du 19 mai 1949.)

PROPOSITION DE LOI sur l'**apprentissage** dans les métiers d'**artisanat,** présentée par M. Debré, sénateur, et transmise au bureau de l'Assemblée nationale conformément à l'article 14 de la Constitution.

EXPOSE DES MOTIFS

Mesdames, messieurs, les Parlements de la Troisième République, à partir des années 1922, ont adopté en faveur de l'artisanat une législation importante: fiscalité, crédits, apprentissage, chambre de métiers. Il n'est guère de législation qui, en un domaine ou un autre, n'ait marqué l'intérêt des pouvoirs publics en faveur des métiers d'artisanat et en faveur de cette catégorie particulière de travailleurs que constituent les artisans. Sans doute peut on reprocher à cette législation de n'avoir pas cherché à faire une distinction suffisante entre les métiers toujours susceptibles de développement à l'époque moderne et ceux qui, quels que soient les regrets que l'on puisse exprimer, appartiennent au passé. Toutefois, il n'est pas douteux que la plupart des mesures qui ont été prises ont représenté un effort intéressant et dont certaines conséquences ont été heureuses.

Cette législation a été, sinon déformée, en tout cas transformée dans son application par le régime de Vichy qui a tenté de faire, en matière d'artisanat, une expérience corporative. La volonté d'aller à l'encontre d'un processus économique qui condamne dans certains domaines les petites entreprises, a marqué à la fois les dispositions législatives prises à cette époque et l'ensemble d'une action administrative qui n'est plus aujourd'hui qu'un souvenir.

Depuis la Libération, le Parlement n'a voté aucune proposition importante relative aux artisans.

Le problème est en effet complexe. La catégorie sociale que représentent à la fois les maîtres artisans et, d'une manière plus générale, les exploitants à caractère artisanal, est une catégorie intéressante. Elle a éprouvé de sérieuses difficultés du fait, notamment, que la répartition des matières premières a souvent réduit son activité. D'autre part, le sentiment que les transformations de la technique malgré les chances que l'électricité donne à certains métiers, continuent à favoriser le développement des grandes entreprises, fait hésiter le législateur.

A n'en pas douter, il serait utile que le Gouvernement et particulièrement l'administration compétente qui est celle de l'industrie et du commerce, prît l'initiative d'une enquête impartiale portant à la fois sur l'état des métiers d'artisanat et sur l'utilité économique que le maintien et le développement de certains d'entre eux présentent pour l'économie nationale. Il serait indispensable que cette enquête fût menée impartialement, sans visées politiques, sans conceptions sociales *a priori*, de telle façon que le Parlement, qui sera saisi, à n'en pas douter, dans les années à venir, d'un très grand nombre de propositions en ce domaine, puisse connaître quels sont vraiment les métiers pour lesquels il peut être bon d'envisager, à l'instar des Parlements de la Troisième République, des dispositions fiscales ou tout autres, susceptibles de constituer un « nouveau » statut de l'artisanat.

A défaut de cette enquête, on est conduit seulement à quelques conjectures. Les artisans ruraux sont, sans un seul doute, des éléments utiles dans la vie économique de la nation, à condition qu'une grande part de leur activité s'oriente vers le machinisme agricole et les possibilités de fabrication ou de réparation qu'il comporte. Il n'est pas non plus douteux que la situation particulière, d'une part, des activités économiques françaises, notamment les activités artistiques ou les activités de luxe, donnent dans certaines régions à certains métiers d'artisanat, d'art et de luxe, des chances importantes. A ces deux catégories s'ajoutent très certainement, et en grand nombre, des métiers traditionnellement orientés vers le façonnage des produits, qu'il s'agisse de produits mécaniques, de produits textiles et de bien d'autres encore.

En même temps, il faut se rendre compte que d'autres métiers, notamment en matière de réparation d'objets, sont condamnés par l'évolution historique. Ce ne serait pas une œuvre utile que de chercher à les soutenir contre vents et marées. On aboutirait par de telles dispositions à nuire à l'économie nationale sans réelle utilité pour les artisans, car il n'est pas de mesure rétrograde qui, finalement, ne nuise à celui qu'elle croit servir. Maintenir un médiocre niveau de vie est tout ce qu'on peut faire et ce n'est vraiment pas un idéal.

Le premier objet de la présente proposition est d'attirer l'attention du Gouvernement sur la nécessité de prendre position, de définir sa politique avec clarté et largeur de vue. Il est des tâches qui sont impossibles au Parlement et que, seul, le pouvoir exécutif est en mesure d'assurer.

En prévoyant des dispositions intéressantes en matière d'apprentissage, les articles qui suivent, plus que des règles précises, veulent indiquer une direction. L'artisanat a besoin d'un statut, mais la valeur sociale de ce statut dépendra d'abord d'une connaissance sérieuse du métier que les artisans peuvent exercer à la fois pour leur bénéfice et pour le bénéfice de l'économie nationale. Au surplus, le besoin dans presque toutes les branches de l'activité industrielle d'une main-d'œuvre spécialisée mérite qu'on examine avec attention les métiers d'artisanat qui peuvent préparer de futurs spécialistes d'industrie.

C'est pour toutes ces raisons que nous vous demandons de vouloir bien adopter la proposition de loi suivante:

PROPOSITION DE LOI

Art. 1er. — Les artisans qui forment des apprentis dans les conditions fixées ci dessous bénéficieront des dispositions spéciales ordonnées par la présente loi.

Est considéré comme artisan, l'artisan-maître répondant à la définition donnée par la loi du 26 juillet 1925 sur les chambres des métiers et régulièrement inscrit au registre des métiers.

L'apprenti qu'il a pris la responsabilité de former doit être lié avec lui par contrat défini par le code du travail, livre Ier.

L'apprenti ne doit pas être âgé de moins de quinze ans, ni de plus de vingt ans. Tous les six mois l'apprenti doit passer devant une commission constituée par la chambre des métiers et présidée par un représentant de l'enseignement technique.

Art. 2. — Les artisans formant un ou plusieurs apprentis dans les conditions prévues à l'article précédent, indépendamment des dispositions de l'article 23 du code général des impôts directs qui reste en vigueur, bénéficient des dispositions suivantes:

*a*) La fraction des bénéfices imposables à la taxe proportionnelle supportant un taux réduit de moitié est porté à 300.000 F et à 350.000 F lorsqu'un artisan forme plus d'un apprenti;

*b*) Ils sont exonérés de la taxe à la production;

*c*) Ils sont exonérés de la taxe d'apprentissage.

Art. 3. — Une décision du préfet, prise après avis de la chambre des métiers, peut rayer un artisan du bénéfice des dispositions prévues à l'article précédent lorsqu'il résultera des conclusions de la commission prévue à l'article 1er que la formation donnée par l'artisan à ses apprentis est insuffisante.

Art. 4. — Les chambres de métiers peuvent organiser des cours et travaux pratiques pour les apprentis.

Lorsque dans le ressort d'une chambre de métiers plus du quart des artisans électeurs forment des apprentis aux conditions prévues aux articles précédents, la chambre des métiers a droit d'être remboursée par l'Etat des sommes dépensées par elle pour l'organisation des cours et travaux pratiques destinés aux apprentis.

Art. 5. — Le ministre de l'industrie et du commerce établira, par département, la liste des métiers dans lesquels il est d'intérêt national d'encourager la formation des apprentis, que le développement de ces métiers soit nécessaire à l'économie nationale ou que l'apprentissage auprès d'artisans-maîtres soit utile pour certaines spécialisations de la main-d'œuvre industrielle.

# ANNEXE N° 392

(Session de 1949. — Séance du 19 mai 1949.)

RAPPORT fait au nom de la commission de la justice et de législation civile, criminelle et commerciale sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, tendant à modifier l'ordonnance n° 45-1484 du 30 juin 1945 relative à la **constatation,** la **poursuite** et la **répression** des **infractions à la législation économique,** par M. Bardon-Damarzid, sénateur (1).

Mesdames, messieurs, le texte qui vous est soumis est d'origine gouvernementale.

C'est le 20 avril 1948 que le Gouvernement a déposé un projet de loi modifiant l'ordonnance du 30 juin 1945 relative à la constatation, la poursuite et la répression des infractions à la législation économique.

Il estimait que le retour au droit commun permettrait des économies budgétaires et assurerait une plus grande justice.

La commisison de la justice et de législation et la commission des affaires économiques de l'Assemblée nationale ont émis un avis favorable; le texte proposé par le Gouvernement a été adopté sans modification par la première Assemblée.

Sur le principe de la suppression des chambres économiques, votre commission donne son complet accord.

L'histoire est là pour nous montrer que l'établissement de juridictions d'exception a toujours constitué un recul du droit et de la justice; un pays qui multiplie les juridictions d'exception est en pleine régression juridique, et même politique et sociale.

Du point de vue particulier des chambres correctionnelles économiques, on a constaté l'ensemble des effets provoqués par les juridictions d'exception:

*a*) Incohérence de la répression caractérisée par une tendance générale à l'indulgence, sauf parfois des accès de sévérité;

*b*) Manque d'empressement des juges occasionnels à venir siéger.

La suppression des chambres économiques est une mesure heureuse, et rares sont les professionnels du droit qui verseront un pleur sur leur mémoire.

L'examen des divers articles ne donne lieu à aucune observation particulière.

Le dispositif se borne à supprimer les chambres correctionnelles économiques et réglemente les conséquences de cette suppression.

C'est dans ces conditions que nous vous demandons de bien vouloir donner un avis favorable au texte transmis par l'Assemblée nationale et dont la teneur suit:

PROJET DE LOI

Art. 1er. — Les articles 34, 35, 36 et 37 de l'ordonnance n° 45-1484 du 30 juin 1945 relative à la constatation, la poursuite et la répression des infractions à la législation économique sont abrogés.

Art. 2. — L'article 38 de ladite ordonnance est remplacé par les dispositions suivantes:

« *Art.* 38. — La procédure devant le tribunal correctionnel est suivie conformément au droit commun.

« Le tribunal, sauf les cas prévus par la loi du 20 mai 1863, est saisi par voie de citation donnée aux prévenus dans les trois mois au plus tard de la clôture du procès-verbal ou de l'information ».

Art. 3. — Le second alinéa de l'article 61 de l'ordonnance n° 45-1484 du 30 juin 1945 est abrogé.

(1) Voir les nos : Assemblée nationale (1re législ.): 3921, 6305, 6710 et in-8° 1676; Conseil de la République: 260 (année 1949).

Art. 4. — L'article 64 de ladite ordonnance est remplacé par les dispositions suivantes:

« *Art.* 64. — Les dispositions de la présente ordonnance sont applicables dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle. Toutefois, les attributions conférées au juge de paix par l'article 18 seront exercées dans ces départements par le tribunal cantonal ».

Art. 5. — Les affaires pendantes devant les chambres correctionnelles économiques sont déférées d'office, et dans le même état de la procédure, aux chambres correctionnelles ordinaires des tribunaux civils. Les prévenus et témoins déjà cités devant les chambres correctionnelles économiques comparaîtront aux mêmes jours et heures et dans les mêmes locaux devant la chambre correctionnelle ordinaire.

# ANNEXE N° 393

(Session de 1949. — Séance du 19 mai 1949.)

PROJET DE LOI adopté par l'Assemblée nationale, après déclaration d'urgence, relatif au **transfert au Panthéon** du corps du **père de Victor Schoelcher,** transmis par M. le président de l'Assemblée nationale à M. le président du Conseil de la République (1). — (Renvoyé à la commission de l'éducation nationale, des beaux arts, des sports, de la jeunesse et des loisirs.)

Paris, le 19 mai 1949.

Monsieur le président,

Dans sa séance du 19 mai 1949, l'Assemblée nationale a adopté, après déclaration d'urgence, un projet de loi relatif au transfert au Panthéon du corps du père de Victor Schoelcher.

Conformément aux dispositions de l'article 20 de la Constitution, j'ai l'honneur de vous adresser une expédition authentique de ce projet de loi, dont je vous prie de vouloir bien saisir, pour avis, le Conseil de la République.

Je vous prie de vouloir bien m'accuser réception de cet envoi.

Agréez, monsieur le président, l'assurance de ma haute considération.

*Le président de l'Assemblée nationale,*
Signé: EDOUARD HERRIOT.

L'Assemblée nationale a adopté le projet de loi dont la teneur suit:

PROJET DE LOI

*Article unique.* — Le corps de Marc Schoelcher sera inhumé au Panthéon en même temps que celui de Victor Schoelcher, son fils.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 19 mai 1949.

*Le président,*
Signé: EDOUARD HERRIOT.

# ANNEXE N° 394

(Session de 1949. — Séance du 19 mai 1949.)

RAPPORT fait au nom de la commission de l'éducation nationale, des beau-arts, des sports, de la jeunesse et des loisirs sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, après déclaration d'urgence, relatif au **transfert au Panthéon** du corps du **père de Victor Schoelcher,** par M. Héline, sénateur (2).

NOTA. — Ce document a été publié au *Journal officiel* du 20 mai 1949. (Compte rendu *in extenso* de la séance du Conseil de la République du 19 mai 1949, page 1176, 3e colonne.)

(1) Voir les nos : Assemblée nationale (1re législ.) : 7157 et in-8° 1783.

(2) Voir les nos : Assemblée nationale (1re législ.) : 7157 et in-8° 1783; Conseil de la République : 393 (année 1949).

# ANNEXE N° 395

(Session de 1949. — Séance du 19 mai 1949.)

RAPPORT fait au nom de la commission de l'intérieur (administration générale, départementale et communale, Algérie) sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, modifiant l'**article 48** de l'**ordonnance** du 23 novembre 1944 relative à l'**organisation** de la **justice musulmane** en **Algérie,** par M. Sisbane Chérif, sénateur (1).

Mesdames, messieurs, l'article 48 de l'ordonnance du 23 novembre 1944, relative à l'organisation de la justice musulmane en Algérie, fait une obligation à la partie qui a obtenu de la chambre de revision musulmane de la cour d'appel d'Alger, l'annulation d'une décision, de saisir la juridiction de renvoi dans les deux mois du prononcé de l'arrêt d'annulation, faute de quoi l'arrêt est réputé non avenu entre parties.

Or, cette ordonnance ne prévoit pas que l'arrêt d'annulation doit être porté à la connaissance de l'intéressé.

Si bien qu'en l'état de la législation, ce dernier peut encourir la sanction qui lui fait perdre le bénéfice de l'arrêt, alors qu'il ne l'a même pas connu.

Le projet de loi qui nous est soumis a pour objet de combler cette lacune.

Il fait l'obligation au greffier de la cour d'appel d'Alger de notifier l'arrêt d'annulation à la partie qui l'a obtenu.

Si, malgré cette notification, l'intéressé ne saisit pas, dans le délai, la juridiction de renvoi, il aura alors, par sa négligence, mérité la sanction prévue.

Nous donnons donc notre accord au texte proposé.

Cependant, votre commission est d'avis de le compléter sur deux points, savoir:

1° L'arrêt devrait être notifié, non seulement à la partie qui l'aura obtenu, mais aussi à la partie adverse.

Ainsi, aucune des parties n'aura à adresser — ainsi que le relate l'exposé des motifs — de fréquentes demandes de renseignements au greffier pour être renseignée sur le sort de la procédure d'annulation;

2° Le texte devrait faire l'obligation au greffier de la cour d'Alger d'adresser les récépissés des notifications au greffier du tribunal de renvoi, afin que ce tribunal soit mis en mesure de vérifier s'il a été saisi dans le délai de deux mois imparti par la loi.

Votre commission de l'intérieur vous propose, en conséquence, d'adopter le projet de loi dans la rédaction suivante:

PROJET DE LOI

*Article unique.* — L'article 48 de l'ordonnance du 23 novembre 1944, relative à l'organisation de la justice musulmane en Algérie, est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes:

« Le greffier de la cour d'appel d'Alger notifie le dispositif de l'arrêt dans le mois à chacune des parties.

« L'avertissement à la partie adverse porte copie du dispositif de l'arrêt.

« Les notifications sont faites dans les formes prévues au décret du 17 avril 1889. Les récépissés de ces notifications sont ensuite adressés par le greffier de la cour d'appel d'Alger au greffier du tribunal de renvoi pour être joints à la procédure.

« La partie qui a obtenu l'annulation est tenue, dans les deux mois de la notification, de saisir la juridiction de renvoi dans les formes prévues par ledit décret.

« Lorsque ce dernier délai et les formes prescrites ne sont pas observés, l'arrêt d'annulation est réputé non avenu entre parties. »

(1) Voir les nos : Assemblée nationale (1re législ.) : 5418, 6371 et in-8° 1619; Conseil de la République : 220 (année 1949).

# ANNEXE N° 396

(Session de 1949. — Séance du 19 mai 1949.)

PROPOSITION DE RESOLUTION tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures utiles en vue d'instituer d'urgence un **insigne national** réservé aux **voitures des médecins,** aux **ambulances** et aux **pharmacies** et comportant trois variantes correspondant à chacune de ces utilisations, présentée par M. Bernard Lafay, sénateur. — (Renvoyée à la commission de la famille, de la population et de la santé publique.)

EXPOSE DES MOTIFS

Mesdames, messieurs, vous n'avez pas été sans remarquer de temps à autre une voiture ornée d'une croix rouge, fixée tantôt sur le pare-brise, tantôt sur la glace arrière. C'est la voiture d'un médecin...

Depuis de nombreuses années — et déjà bien avant guerre — les membres du corps médical ont ainsi pris l'habitude de signaler à l'attention générale leur présence — ou plus exactement celle de leur voiture — par le port d'un insigne distinctif. Parmi ces derniers, la croix rouge sur fond blanc, qui — dans l'esprit du public — est intimement associée à l'idée des secours et des soins médicaux, était et est encore la plus employée. De même, les ambulances ont également été signalées à l'attention générale par un emblème, généralement aussi la croix rouge sur fond blanc.

Le fait d'attirer l'attention sur les voitures des médecins et les ambulances présente un indiscutable intérêt social, sur lequel il n'est pas besoin d'insister longuement.

Dans les campagnes, où la distance empêche souvent de consulter l'homme de l'art aussi rapidement qu'il serait nécessaire, le passage et l'arrêt du médecin dans un village permettent aux malades qui attendent « l'occasion » de consulter, l'occasion de l'arrêter et d'obtenir des soins sans plus attendre. Il est ainsi fréquent que le médecin, appelé par un cas urgent dans un village éloigné, soit invité à voir du même coup deux ou trois autres malades — simplement parce que l'on a vu sa voiture stationnée sur la place. Sur la route, l'insigne distinctif permet de faire signe au médecin et de l'arrêter, en cas d'accident par exemple.

Dans les villes, le port d'un insigne distinctif présente également quelques avantages pour le médecin automobiliste, comme pour l'ambulance. Il permet souvent à la voiture de franchir plus rapidement un barrage, ou d'éviter d'être coupé dans une file, car les services d'ordre — avec beaucoup d'opportunité — savent que le médecin et l'ambulance ne doivent pas être retardés dans leur mission.

Un autre cas est celui des pharmacies Il ne fait également aucun doute que celles-ci doivent être largement signalées à l'attention du public, tant en raison de leur participation à la lutte contre la maladie, qu'en raison du rôle de « poste de secours d'urgence » qu'elles jouent constamment en cas d'accident sur la voie publique. Or, c'est un fait que nombre de pharmacies avaient également pris pour emblème la croix rouge sur fond blanc.

Depuis un certain temps déjà l'usage de l'insigne « croix rouge sur fond blanc » par les médecins, les ambulances et les pharmacies, avait donné lieu à certaines difficultés. On sait en effet qu'en vertu de la convention de Genève, ratifiée par le Gouvernement français, cet insigne est celui de la Croix-Rouge internationale et que le seul organisme autorisé à l'arborer, en France, est la Croix-Rouge française. Médecins, ambulances et pharmacies se trouvaient ainsi arborer un insigne qui était légalement réservé à un organisme dont ils ne dépendent pas.

L'utilisation de cet insigne ayant tendance à s'étendre, la Croix-Rouge française avait demandé à plusieurs reprises que l'usage en fût interdit à d'autres personnes qu'à elle-même. Cette réclamation vient d'être appuyée tout dernièrement par une démarche du gouvernement helvétique. On sait, en effet, que l'em-

blème de la Croix-Rouge n'est autre que le drapeau helvétique inversé dans ses couleurs (croix blanche sur fond rouge), et que l'usage n'en a pu être fait que grâce à une autorisation spéciale accordée par le gouvernement helvétique à la Croix-Rouge internationale. Ce gouvernement se trouve donc être, en quelque sorte, le garant moral de l'insigne de la Croix-Rouge.

L'initiative du gouvernement suisse, appuyant les réclamations — d'ailleurs légitimes — de la Croix-Rouge française, va apporter une gêne indiscutable au fonctionnement des services médicaux et pharmaceutiques. Il existe bien d'autres insignes établis par les groupements professionnels: mais ceux-ci n'ont pas le caractère « officiel » que semblait conférer la Croix-Rouge, et le public les connaît mal. De plus, la multiplicité des réalisations de ces insignes risque de conduire à de fâcheuses erreurs.

Il n'est pas dans notre intention de discuter la légitimité des réclamations introduites par la Croix-Rouge française et le gouvernement suisse, respectivement propriétaire et garant de l'emblème « Croix Rouge », non plus que les mesures prises par le Gouvernement français pour faire droit à ces réclamations.

Par contre, nous pensons que le meilleur moyen d'éviter les difficultés pratiques qui vont naître de cette situation consiste à remplacer aussitôt que possible la Croix-Rouge sur fond blanc par un autre insigne, auquel une consécration officielle conférera l'autorité nécessaire.

C'est pourquoi nous vous proposons d'inviter le Gouvernement à instituer, par toutes voies qui lui paraîtront utiles, un insigne national réservé aux voitures des médecins, aux ambulances et aux pharmacies. Il est évident que cet insigne devra comporter trois modalités différentes, correspondant respectivement à chacune de ces trois utilisations.

Par suite, nous vous demandons de vouloir bien adopter la proposition de résolution suivante:

PROPOSITION DE RESOLUTION

Le Conseil de la République invite le Gouvernement à prendre toutes mesures utiles pour instituer, d'urgence, un insigne national réservé aux voitures des médecins, aux ambulances et aux pharmacies.

Cet insigne comportera trois variantes correspondant respectivement à chacune de ces trois utilisations.

Le modèle de cet insigne et de ses variantes sera fixé après consultation des organismes professionnels intéressés.

## ANNEXE N° 397

(Session de 1949. — Séance du 19 mai 1949.)

AVIS présenté au nom de la commission de l'intérieur (administration générale, départementale et communale, Algérie) sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à permettre aux **salariés membres** d'un **conseil général** ou d'un **conseil municipal** de **participer aux délibérations** de ce conseil et des commissions qui en dépendent, par M. Schwartz, sénateur (1).

NOTA. — Ce document a été publié au *Journal officiel* du 20 mai 1949. (Compte rendu *in extenso* de la séance du Conseil de la République du 19 mai 1949, page 1182, 2e colonne).

## ANNEXE N° 398

(Session de 1949. — Séance du 19 mai 1949.)

AVIS présenté au nom de la commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à modifier **l'article 48** de **l'ordonnance du 19 octobre 1945** en ce qui concerne l'attribution et le taux de remboursement des **bons de lait**, par M. Mathieu, sénateur (1).

NOTA. — Ce document a été publié au *Journal officiel* du 20 mai 1949. (Compte rendu *in extenso* de la séance du Conseil de la République du 19 mai 1949, page 1187, 2e colonne).

(1) Voir les nos: Assemblée nationale (1re législ.), 4879, 5363, 5921 et in-8° 1568; Conseil de la République, 119 et 365 (année 1949).

## ANNEXE N° 399

(Session de 1949. — Séance du 24 mai 1949.)

PROJET DE LOI, adopté par l'Assemblée nationale, portant **répartition** de l'**abattement global** opéré sur le **budget des anciens combattants** et victimes de guerre par la loi n° 48-1992 du 31 décembre 1948, transmis par M. le président de l'Assemblée nationale à M. le président du Conseil de la République (2). — (Renvoyé à la commission des finances.)

Paris, le 19 mai 1949.

Monsieur le président,

Dans sa séance du 19 mai 1949, l'Assemblée nationale a adopté un projet de loi portant répartition de l'abattement global opéré sur le budget des anciens combattants et victimes de guerre par la loi n° 48-1992 du 31 décembre 1948.

Conformément aux dispositions de l'article 20 de la Constitution, j'ai l'honneur de vous adresser une expédition authentique de ce projet de loi, dont je vous prie de vouloir bien saisir, pour avis, le Conseil de la République.

Je vous prie de vouloir bien m'accuser réception de cet envoi.

Agréez, monsieur le président, l'assurance de ma haute considération.

*Le président de l'Assemblée nationale,*
Signé: EDOUARD HERRIOT.

L'Assemblée nationale a adopté le projet de loi dont la teneur suit:

PROJET DE LOI

*Article unique.* — L'abattement global de 352.860.000 F opéré sur les crédits ouverts au budget des anciens combattants et victimes de guerre par la loi n° 48-1992 du 31 décembre 1948 portant fixation du budget général de l'exercice 1949 (dépenses ordinaires civiles) en vue de limiter le total des dépenses ordinaires civiles au chiffre de 750 milliards de francs prévu par la loi n° 48-1973 du 31 décembre 1948 portant fixation pour l'exercice 1949 des maxima des dépenses publiques, est porté à 352 millions 871.000 F et réparti par chapitre conformément à l'état annexé à la présente loi.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 19 mai 1949.

*Le président,*
Signé: EDOUARD HERRIOT.

ETAT LEGISLATIF

**Anciens combattants et victimes de guerre.**

TITRE Ier. — DÉPENSES ORDINAIRES

*2e partie. — Dette viagère.*

Chap. 001. — Retraite du combattant, en moins, 1.000 F.

Chap. 002. — Allocations provisoires d'attente (loi du 31 mars 1919 et lois subséquentes), en moins, 1.000 F.

Chap. 003. — Allocations spéciales supplémentaires aux grands invalides et allocations du grand mutilé de guerre, en moins, 1.000 F.

Chap. 004. — Indemnité temporaire aux tuberculeux pensionnés à 100 p. 100 non hospitalisés, en moins, 1.000 F.

*4e partie. — Personnel.*

Chap. 100. — Traitements du ministre et du personnel titulaire de l'administration centrale, en moins, 1.000 F.

Chap. 109. — Traitement des personnels titulaires des directions départementales, en plus, 362.000 F.

Chap. 110. — Rémunération du personnel temporaire et des agents contractuels des services extérieurs, en plus, 454.000 F.

Chap. 111. — Salaires du personnel auxiliaire des services extérieurs, en plus, 776.000 francs.

Chap. 117. — Indemnités de résidence, en moins, 13.065.000 F.

*5e partie. — Matériel, fonctionnement des services et travaux d'entretien.*

Chap. 304. — Dépenses diverses du service de l'état civil, des successions et des sépultures militaires, en moins, 9.592.000 F.

Chap. 306. — Administration centrale. — Frais de déplacements et de missions du personnel. — Indemnités aux médecins civils. — Revision des pensions, en moins, 1.000 F.

Chap. 311. — Soins médicaux gratuits et frais d'application de la loi du 31 mars 1919 et des lois subséquentes, en moins, 100.001.000 F.

Chap. 312. — Aménagement et entretien des cimetières français en Tunisie, en moins, 1 million de francs.

Chap. 315. — Remboursements à la Société nationale des chemins de fer français, en moins, 37.748.000 F.

Chap. 320. — Transferts des corps. — Matériel et dépenses diverses, en mois, 110.819.000 francs.

*6e partie. — Charges sociales.*

Chap. 400. — Allocations familiales, en moins, 7 millions de francs.

*7e partie. — Subventions.*

Chap. 500. — Office national des anciens combattants et victimes de guerre, en moins, 75.202.000 F.

Total, en moins, 352.871.000 F.

(1) Voir les nos: Assemblée nationale (1re législ.), 1918, 1917, 3427, 6283 et in-8° 1567; Conseil de la République, 118 et 351 (année 1949).

(2) Voir les nos: Assemblée nationale (1re législ.), 6225, 6522, 7055 et in-8° 1787.

## ANNEXE N° 400

(Session de 1949. — Séance du 21 mai 1949.)

PROJET DE LOI adopté par l'Assemblée nationale autorisant la **cession** à l'office national industriel de l'azote de l'**usine sulfurique de Borde-Longue**, dépendant de la poudrerie nationale à Toulouse, transmis par M. le président de l'Assemblée nationale à M. le président du Conseil de la République (1). — (Renvoyé à la commission des finances.)

Paris, le 21 mai 1949.

Monsieur le président,

Dans sa séance du 17 mai 1949, l'Assemblée nationale a adopté un projet de loi autorisant la cession à l'office national industriel de l'azote de l'usine sulfurique de Borde-Longue, dépendant de la poudrerie nationale à Toulouse.

Conformément aux dispositions de l'article 20 de la Constitution, j'ai l'honneur de vous adresser une expédition authentique de ce projet de loi, dont je vous prie de vouloir bien saisir, pour avis, le Conseil de la République.

Je vous prie de vouloir bien m'accuser réception de cet envoi.

Agréez, monsieur le président, l'assurance de ma haute considération.

*Le président de l'Assemblée nationale,*
Signé: EDOUARD HERRIOT.

L'Assemblée nationale a adopté le projet de loi dont la teneur suit:

PROJET DE LOI

*Article unique.* — Est autorisée la cession à l'office national industriel de l'azote de l'usine d'acide sulfurique de Borde-Longue,

(1) Voir les nos: Assemblée nationale (1re législ.): 2269, 7013 et in-8° 1777.

dépendant de la poudrerie nationale à Toulouse.

Cette cession aura lieu moyennant le prix de 15.500.000 F. Elle sera constatée par un acte administratif établi dans les formes ordinaires.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 17 mai 1949.

*Le président,*
Signé: EDOUARD HERRIOT.

## ANNEXE N° 401

(Session de 1949. — Séance du 21 mai 1949.)

PROPOSITION DE LOI adoptée par l'Assemblée nationale tendant à modifier l'article 20 de la loi validée du 11 septembre 1941 relative à l'**exercice de la pharmacie**, en vue d'autoriser sous certaines conditions, le **cumul** de la profession de **pharmacien**, avec celle de **médecin, vétérinaire, dentiste** ou de **sage-femme**, transmise par M. le président de l'Assemblée nationale à M. le président du Conseil de la République (1). — (Renvoyée à la commission de la famille, de la population et de la santé publique.)

Paris, le 21 mai 1949.

Monsieur le président,

Dans sa séance du 17 mai 1949, l'Assemblée nationale a adopté une proposition de loi tendant à modifier l'article 20 de la loi validée du 11 septembre 1941 relative à l'exercice de la pharmacie, en vue d'autoriser, sous certaines conditions, le cumul de la profession de pharmacien, avec celle de médecin, vétérinaire, dentiste ou de sage-femme.

Conformément aux dispositions de l'article 20 de la Constitution, j'ai l'honneur de vous adresser une expédition authentique de cette proposition de loi, dont je vous prie de vouloir bien saisir, pour avis, le Conseil de la République.

Je vous prie de vouloir bien m'accuser réception de cet envoi.

Agréez, monsieur le président, l'assurance de ma haute considération.

*Le président de l'Assemblée nationale,*
Signé: EDOUARD HERRIOT.

L'Assemblée nationale a adopté la proposition de loi dont la teneur suit:

PROPOSITION DE LOI

*Article unique.* — Le premier alinéa de l'article 20 de la loi validée du 11 septembre 1941, modifié par la loi du 21 mars 1948, est de nouveau modifié ainsi qu'il suit:

« L'exploitation d'une officine est incompatible avec l'exercice d'une autre profession, notamment avec celle de médecin, sage-femme, dentiste, même si l'intéressé est pourvu des diplômes correspondants. Toutefois, les médecins diplômés avant le 1er janvier 1948, les vétérinaires et les dentistes diplômés avant le 1er janvier 1946, les sages-femmes, diplômées avant le 1er janvier 1944 sont admis à exercer leur art, concurremment avec la pharmacie, s'ils ont obtenu le diplôme de pharmacien avant le 1er janvier 1946. »

Délibéré en séance publique, à Paris, le 17 mai 1949.

*Le président,*
Signé: EDOUARD HERRIOT.

## ANNEXE N° 402

(Session de 1949. — Séance du 24 mai 1949.)

PROJET DE LOI, adopté par l'Assemblée nationale, modifiant les **articles 9, 16** et **50** du **code d'instruction criminelle** relatifs aux **officiers de police judiciaire**, transmis par M. le président de l'Assemblée nationale à M. le président du Conseil de la République (1). — (Renvoyé à la commission de la justice et de législation civile, criminelle et commerciale.)

Paris, le 21 mai 1949.

Monsieur le président.

Dans sa séance du 17 mai 1949, l'Assemblée nationale a adopté un projet de loi modifiant les articles 9, 16 et 50 du code d'instruction criminelle relatifs aux officiers de police judiciaire.

Conformément aux dispositions de l'article 20 de la Constitution, j'ai l'honneur de vous adresser une expédition authentique de ce projet de loi, dont je vous prie de vouloir bien saisir, pour avis, le Conseil de la République.

Je vous prie de vouloir bien m'accuser réception de cet envoi.

Agréez, monsieur le président, l'assurance de ma haute considération.

*Le président de l'Assemblée nationale.*
Signé: EDOUARD HERRIOT.

L'Assemblée nationale a adopté le projet de loi dont la teneur suit:

PROJET DE LOI

Art. 1er. — L'article 9, 4°, du code d'instruction criminelle, est modifié comme suit:

« 4° Les officiers et gradés de gendarmerie, ainsi que les gendarmes comptant au moins trois ans de service dans la gendarmerie et nominativement désignés par arrêté du ministre de la défense nationale et du garde des sceaux, ministre de la justice. »

Art. 2. — Dans les alinéas 4 et 5 de l'article 16 du code d'instruction criminelle, les mots: « commandant de la gendarmerie » sont remplacés par les mots: « commandant de la brigade de gendarmerie ».

Art. 3. — L'article 50 du code d'instruction criminelle est modifié comme suit:

« Les maires, les adjoints au maire, les commissaires de police, les gradés de gendarmerie, les gendarmes désignés conformément à l'article 9, paragraphe 4°, et les secrétaires ou inspecteurs de police désignés conformément à l'article 9, paragraphe 7°, du présent code, recevront également les dénonciations et feront les actes énoncés à l'article précédent en se conformant aux mêmes règles. »

Délibéré en séance publique, à Paris, le 17 mai 1949.

*Le président,*
Signé: EDOUARD HERRIOT.

## ANNEXE N° 403

(Session de 1949. — Séance du 24 mai 1949.)

PROJET DE LOI adopté par l'Assemblée nationale, après déclaration d'urgence, modifiant le **statut** de la **Cochinchine** dans l'Union française, transmis par M. le président de l'Assemblée nationale à M. le président du Conseil de la République (2). — (Renvoyé à la commission de la France d'outre-mer.)

Paris, le 21 mai 1949.

Monsieur le président,

Dans sa séance du 21 mai 1949, l'Assemblée nationale a adopté, après déclaration d'urgence, un projet de loi modifiant le statut de la Cochinchine dans l'Union française.

Conformément aux dispositions de l'article 20 de la Constitution, j'ai l'honneur de vous adresser une expédition authentique de ce projet de loi, dont je vous prie de vouloir bien saisir, pour avis, le Conseil de la République.

Je vous prie de vouloir bien m'accuser réception de cet envoi.

Agréez, monsieur le président, l'assurance de ma haute considération.

*Le président de l'Assemblée nationale,*
Signé: EDOUARD HERRIOT.

L'Assemblée nationale a adopté le projet de loi dont la teneur suit:

PROJET DE LOI

Art. 1er. — Dans le cadre fixé à l'article 60 de la Constitution de la République française et après avis émis, dans sa séance du 23 avril 1949, par l'Assemblée territoriale de Cochinchine, le statut de la Cochinchine est modifié dans les conditions prévues à l'article ci-après.

Art. 2. — Le Territoire de la Cochinchine est rattaché à l'Etat associé du Viet-Nam suivant les termes de la déclaration commune du 5 juin 1948 et de la déclaration du Gouvernement français du 19 août 1948.

La Cochinchine cesse en conséquence d'avoir le statut de territoire d'outre-mer.

Art. 3 (nouveau). — En cas de changement du statut du Viet-Nam, le statut de la Cochinchine fera l'objet d'une nouvelle délibération des Assemblées prévues à l'article 75 de la Constitution (Titre VIII: « de l'Union française »).

Délibéré en séance publique, à Paris, le 21 mai 1949.

*Le président,*
Signé: EDOUARD HERRIOT.

## ANNEXE N° 404

(Session de 1949. — Séance du 24 mai 1949.)

RAPPORT fait au nom de la commission des finances sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant **répartition** de l'**abattement global** opéré sur le **budget** des **anciens combattants** et **victimes de guerre** par la loi n° 48-1992 du 31 décembre 1948 (projets de loi portant ouverture et annulation de crédits et répartition des abattements globaux opérés sur le budget général et les budgets annexes (dépenses ordinaires civiles) pour l'exercice 1949), par M. Chapalain, sénateur, rapporteur spécial (1).

Mesdames, messieurs, le budget des anciens combattants et victimes de guerre, fixé par la loi n° 48-1992 du 31 décembre 1948 à 34 milliards 766.237.000 F, est frappé d'un abattement global de 352.860.000 F en application du même texte.

Le projet de loi n° 6225, portant répartition de cet abattement global, est celui que j'ai l'honneur de rapporter devant vous.

Par une première lettre rectificative, des crédits s'élevant à 1.848.000 F avaient été demandés, en vue du rétablissement d'une direction interdépartementale qui avait été supprimée. Une deuxième lettre rectificative a ramené ce crédit à 1.592.000 F. Mais, pour satisfaire aux prescriptions de l'article 16 de la loi des maxima, ce supplément de dépenses sera couvert par un abattement supplémentaire (chap. 304).

C'est donc, en définitive, à 34.413.377.000 F que le budget des anciens combattants et victimes de guerre était arrêté pour 1949.

Votre commission des finances s'est réunie pour l'examen de ce projet de loi et elle a retenu les observations suivantes:

En premier lieu, elle fait remarquer que la présentation des budgets devrait, chaque année, être faite suivant les mêmes dispositifs, facilitant, à la fois, leur vérification et leur contrôle. En 1949, on a procédé, pour le budget des anciens combattants à des transferts de chapitres rendant difficile tout rapprochement utile avec les budgets précédents. C'est, dit-on, l'application de circulaires du ministère des finances, mais il serait bon que cette application soit faite dans la clarté.

(1) Voir les nos: Assemblée nationale (1re législ.): 5244, 6907 et in-8° 1779.

(1) Voir les nos: Assemblée nationale (1re législ.), 2591, 6877 et in-8° 1781.

(2) Voir les nos: Assemblée nationale (1re législ.), 7158, 7223 et in-8° 1807.

(1) Voir les nos: Assemblée nationale (1re législ.): 6225, 6522, 7055 et in-8° 1787; Conseil de la République: 399 (année 1949).

Au surplus, il apparaît de plus en plus nécessaire de modifier les méthodes de travail de l'Assemblée. Il est, en effet, paradoxal que la commission des finances et votre conseil ne soient appelés à discuter des budgets que par une voie oblique, au moment du dépôt de la loi sur les abattements. C'est une singulière méthode de rétablir les finances d'un pays et il n'est pas étonnant qu'en quelques semaines des surprises désagréables se manifestent dans l'exécution du budget.

Malgré les promesses qui ont été faites à ceux qu'il est convenu d'appeler « les créanciers privilégiés de la nation », tout le monde est d'accord pour reconnaître que les différentes allocations qui leur sont attribuées sont insuffisantes. On invoque la situation financière, mais il est des dettes sacrées qui doivent être acquittées et il importe de rechercher les moyens financiers de le faire. Nous ne ferons ainsi que satisfaire à notre devoir le plus élémentaire envers les serviteurs de notre pays ou leurs ayants cause.

Il suffit d'ailleurs, pour s'en convaincre, que nous regardions ce qui se passe dans les pays voisins: en Belgique, aux Pays-Bas, en Angleterre, des conditions de vie réservées aux victimes de guerre sont nettement supérieures à celles qui existent chez nous. Aux Etats-Unis, la même situation est assurée à la famille qu'avant la disparition de la victime. Nous sommes loin de connaître de telles libéralités. Les quelques milliards indispensables se retrouveraient, si on voulait bien exercer des contraintes contre les profiteurs de la guerre et de l'occupation.

Enfin, nous ne pouvons passer sous silence deux questions importantes posées aux Assemblées:

1° La majoration de la retraite du combattant;

2° Le versement du pécule aux prisonniers.

Des promesses formelles ont été faites par les différents gouvernements. Il convient même de souligner avec quelle modération ces revendications sont présentées. C'est que ces combattants ont conscience des difficultés financières du pays et ils savent que toute mesure, qui nécessite l'engagement de gros crédits, se retournerait, en définitive, contre eux, par un avilissement plus accentué de notre monnaie.

Le Gouvernement qui s'en expliquera, j'en suis persuadé, tout à l'heure, devra cependant envisager de faire face à ces engagements, ne serait-ce que par étape.

### 1° *Dette viagère.*

L'examen détaillé des différents chapitres a conduit votre commission des finances à faire une réduction indicative de 1.000 F sur les quatre premiers, constituant l'ensemble de la dette viagère. Cette réduction a pour but de marquer votre désir de voir le Gouvernement examiner, à nouveau, la situation des différentes catégories de victimes de guerre, d'anciens combattants et de prisonniers, en vue de revaloriser, pour les uns, les allocations et pensions qui leur sont versées et, pour les autres, d'attribuer un pécule, justifié par de longues années d'absence et de souffrances.

### 2° *Organisation administrative.*

Le ministère des anciens combattants et victimes de guerre se compose:

1° D'une administration centrale;

2° D'un service extérieur annexe;

3° De services extérieurs.

L'examen de l'organisation administrative, dans la mesure où cela a été possible, a permis de constater la mise en application des différentes lois comportant la réduction des effectifs.

Les supressions d'emplois résultant de l'application des dispositions de l'article 41 de la loi du 23 décembre 1946 ont été strictement observées. En ce qui concerne les suppressions imposées par le décret du 9 octobre 1947 (commission de la guillotine), des difficultés ont surgi entre le département des finances, chargé de traduire rapidement dans le projet de la loi n° 3027 les économies en résultant, et le ministère des anciens combattants, en raison de l'imprécision même du texte en cause qui prévoyait la suppression:

A compter du 31 décembre 1947, de 11 agents supérieurs et assimilés (titulaires, temporaires);

A compter du 1er juillet 1948, de 12 agents supérieurs et assimilés (titulaires, temporaires).

Afin de ne pas léser des intérêts légitimes, d'une part, et d'éviter des recours possibles devant le Conseil d'Etat, d'autre part, il convenait tout d'abord d'établir l'équivalence de certains emplois par rapport à d'autres et, par ailleurs, d'inviter les commissions paritaires ou de licenciement à se prononcer sur les suppressions.

En résumé, pour 26 suppressions demandées, il en a été proposé 27, le rétablissement de l'un des postes d'agent supérieur étant compensé par la disparition de deux postes de commis.

Par ailleurs, les suppressions résultant des dispositions de l'article 10 de la loi du 7 janvier 1948 ont été observées à une exception près, laquelle concerne la suppression d'un poste d'agent supérieur au lieu de celle d'un poste d'administrateur adjoint, primitivement prévue.

Votre commission a néanmoins estimé devoir retenir les observations suivantes:

Au chapitre 124 (nouveau). — Au personnel de contrôle chargé du transfert des corps, nous relevons, pour le personnel de France, 73 contrôleurs et 41 pour l'Allemagne et l'Autriche. Or, des renseignements obtenus auprès des services techniques, 13.000 corps ont été restitués. Il en reste environ 60.000 à transférer, dont 27.000 réclamés par les familles. En Autriche, les opérations sont pratiquement terminées. Je sais que le désir du Gouvernement est d'aller vite pour ces opérations. Tel est aussi le désir le plus cher des familles. Cependant, la demande de création des emplois ci-dessous:

1 inspecteur général;
1 inspecteur;
2 chefs de zone;
10 contrôleurs départementaux;
20 contrôleurs adjoints,

dont le coût, compte tenu des frais de mission, est de l'ordre de 12 à 15 millions, ne donne pas l'assurance que ce but sera atteint.

Votre commission n'a pas pensé que le travail sera accéléré par la présence de ces contrôleurs. Elle a pensé qu'il faudrait surtout des fossoyeurs. En tout cas, on ne s'explique pas cette création d'un inspecteur général, si ce n'est pour reprendre un haut fonctionnaire libéré au commissariat général aux affaires allemandes et autrichiennes.

La commission des finances a été d'avis de marquer son hostilité à cette mesure en votant une réduction de crédit de 3 millions.

Au chapitre « Entretien des cimetières », elle se fait l'écho que ceux-ci nécessiteraient une réorganisation dans certains secteurs et elle envisagerait que deux commissaires, d'accord avec le ministère, soient chargés de mission en vue d'établir un rapport à ce sujet.

Au chapitre 301. — A l'article 3, nous enregistrons un crédit de 2 millions de francs pour le renouvellement du cabinet du ministre. Il s'agit de remplacer, paraît-il, le mobilier national que les services compétents veulent récupérer.

Votre commission vous propose une réduction indicative de 1.000 F pour qu'il ne soit pas procédé au déplacement de ce mobilier afin d'éviter une dépense supplémentaire.

Au chapitre 304. — De nouveaux crédits sont demandés, s'élevant à 8.600.000 F pour la création de cimetières allemands. Il ne s'agit là que d'achat de terrain. D'autres crédits seront exigés pour l'installation de ces cimetières.

Votre commission désirerait savoir si les autorités allemandes ont été interrogées sur la décision qu'elles comptent prendre en ce qui concerne le rapatriement de ces corps. Si on doit les transférer, il semblerait parfaitement inutile d'engager ces dépenses.

Aussi votre commission vous propose la suppression de ces crédits pour provoquer les explications du Gouvernement.

Au chapitre 305. — (Matériel, ancien 306). — Figure, pour la Seine, un reliquat de 10 véhicules provenant de l'ancien chapitre 710 (véhicules servant à la distribution des vêtements et mobiliers aux sinistrés) qui ne paraissent pas présenter une nécessité absolue pour le fonctionnement normal des services. Il n'est pas souhaitable que ces 10 véhicules circulent à travers toute la France, pour livrer quelques vêtements ou mobiliers aux quelques sinistrés qui n'ont malheureusement pas encore rejoint leur résidence.

Un crédit de 500.000 F est supprimé sur ce chapitre.

Au chapitre 313. — Un crédit nouveau de 5.500.000 F est sollicité pour compléter l'installation en France continentale de 19 services interdépartementaux (décret n° 48-162 du 28 janvier 1948). Or, au budget de 1948, nous enregistrons une réduction de 10 millions, d'où cette observation que les crédits de 1948 permettent la mise en place de la réorganisation.

Cette observation nous amène, tout naturellement, à examiner la réorganisation des services extérieurs prévue par le décret susvisé.

Cette réorganisation avait pour but de décentraliser et d'accélérer l'instruction des milliers de dossiers en instance.

Or, pratiquement, cette régionalisation n'est qu'une complication de plus et ne résout pas le problème de l'accélération de l'examen des dossiers.

Il semble que la décentralisation sur le plan départemental était la meilleure solution parce qu'on disposait sur place de personnel qualifié. Au fur et à mesure que l'activité des départements se serait trouvée réduite, on aurait pu procéder à des suppressions de certains centres en les rattachant à un centre régional, sans création, ni transformation d'emplois. On a préféré créer ce qu'on pourrait qualifier des superpréfets des pensions.

Enfin, la compétence territoriale des délégués principaux, telle qu'elle a été fixée par l'arrêté du 22 avril 1948, modifié par les arrêtés du 9 juillet 1948 et du 7 décembre 1948, présente de grandes inégalités et ne correspond pas toujours à des possibilités de communications rapides et fréquentes.

C'est ainsi qu'au lieu de décongestionner l'agglomération parisienne, qui comprend quelque 5 millions d'habitants et 5 départements rattachés, on a supprimé le centre du Mans existant depuis 30 ans et fonctionnant à la satisfaction de tous, pour créer un autre centre, dont l'existence n'avait pas été jugée indispensable jusqu'ici.

On vient, par une lettre rectificative, en demander le rétablissement. Mais on conserve le nouveau centre, d'où des dépenses supplémentaires d'installation et de fonctionnement.

On ne peut que déplorer cette méthode qui conduit à supprimer un service interdépartemental après huit mois d'existence, soit au moment où, après le temps nécessité par sa mise en route, il allait commencer sans doute à rendre, aux victimes de guerre de la circonscription, les services espérés de la décentralisation.

Sur le plan financier, il est superflu de souligner les dépenses stériles que ces décisions ont entraînées.

Votre commission demande une réduction de 1.000 F pour obtenir des renseignements sur l'organisation définitive des services extérieurs.

Enfin, votre commission a souligné, une fois de plus, la lenteur désespérante de la liquidation des dossiers de pension. Des milliers de demandes sont en souffrance. On en obtiendrait la liquidation par une meilleure utilisation du personnel compétent.

Sous le bénéfice de ces observations et de ces diminutions de crédits, votre commission vous prie de vouloir bien adopter le budget des anciens combattants et victimes de guerre tel qu'il résulte des propositions qui vous sont faites.

### PROJET DE LOI

*Article unique.* — L'abattement global des 352.860.000 F opéré sur les crédits ouverts au budget des anciens combattants et victimes de guerre par la loi n° 48-1992 du 31 décembre 1948 portant fixation du budget général de

l'exercice 1949 (dépenses ordinaires civiles) en vue de limiter le total des dépenses ordinaires civiles au chiffre de 750 milliards de francs prévu par la loi n° 48-1973 du 31 décembre 1948 portant fixation pour l'exercice 1949 des maxima des dépenses publiques, est porté à 361.977.000 F et réparti par chapitre conformément à l'état annexé à la présente loi.

ETAT LEGISLATIF

**Anciens combattants et victimes de la guerre.**

TITRE Ier. — DÉPENSES ORDINAIRES

*2e partie. — Dette viagère.*

Chap. 001. — Retraite du combattant, annulations, 2.000 F.

Chap. 002. — Allocations provisoires d'attente (loi du 31 mars 1919 et lois subséquentes), annulations, 2.000 F.

Chap. 003. — Allocations spéciales supplémentaires aux grands invalides et allocations du grand mutilé de guerre, annulations, 2.000 francs.

Chap. 004. — Indemnité temporaire aux tuberculeux pensionnés à 100 p. 100 non hospitalisés, annulations, 2.000 F.

*4e partie. — Personnel.*

Chap. 100. — Traitements du ministre et du personnel titulaire de l'administration centrale, annulations, 1.000 F.

Chap. 109. — Traitements des personnels titulaires des services extérieurs, ouvertures 362.000 F.

Chap. 110. — Rémunération du personnel temporaire et des agents contractuels des services extérieurs, ouvertures, 454.000 F.

Chap. 111. — Salaires du personnel auxiliaire des services extérieurs, ouvertures, 776.000 F.

Chap. 117. — Indemnités de résidence, annulations, 13.065.000 F.

Chap. 124. — Transfert des corps. — Personnel de contrôle, annulations, 3 millions de francs.

*5e partie. — Matériel, fonctionnement des services et travaux d'entretien.*

Chap. 301. — Matériel et dépenses diverses de l'administration centrale, annulations, 1.000 francs.

Chap. 304. — Dépenses diverses du service de l'état civil, des successions et des sépultures militaires, annulations, 18.192.000 F.

Chap. 305. — Entretien et fonctionnement du matériel automobile, annulations, 500.000 F.

Chap. 306. — Administration centrale. — Frais de déplacements et de missions du personnel. — Indemnités aux médecins civils. — Revision des pensions, annulations, 1.000 F.

Chap. 311. — Soins médicaux gratuits et frais d'application de la loi du 31 mars 1919 et des lois subséquentes, annulations, 100 millions 1.000 F.

Chap. 312. — Aménagement et entretien des cimetières militaires français en Tunisie, annulations, 1 million de francs.

Chap. 313. — Travaux d'entretien, annulations, 1.000 F.

Chap. 315. — Remboursement à la Société nationale des chemins de fer français, annulations, 37.748.000 F.

Chap. 320. — Transfert des corps. — Matériel et dépenses diverses, annulations, 110 millions 849.000 F.

*6e partie. — Charges sociales.*

Chap. 400. — Allocations familiales, annulations, 7 millions de francs.

*7e partie. — Subventions.*

Chap. 500. — Office national des anciens combattants et victimes de guerre, annulations, 75.202.000 F.

Total pour les anciens combattants et victimes de la guerre: annulations, 366 millions 569.000 F; ouvertures, 1.592.000 F.

# ANNEXE N° 405

(Session de 1949. — Séance du 24 mai 1949.)

PROPOSITION DE LOI déposée au Conseil de la République, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à modifier les **articles 8** et **47** de la loi du 8 avril 1946 portant **nationalisation** de **l'électricité** et du **gaz,** transmise par M. le président de l'Assemblée nationale à M. le président du Conseil de la République (1). — (Renvoyée à la commission de la production industrielle.)

Paris, le 23 mai 1949.

Monsieur le président,

Dans sa séance du 20 mai 1949, l'Assemblée nationale a adopté une proposition de loi tendant à modifier les articles 8 et 47 de la loi du 8 avril 1946 portant nationalisation de l'électricité et du gaz.

Conformément aux dispositions de l'article 20 de la Constitution, j'ai l'honneur de vous adresser une expédition authentique de cette proposition de loi, dont je vous prie de vouloir bien saisir, pour avis, le Conseil de la République.

Je vous prie de vouloir bien m'accuser réception de cet envoi.

Agréez, monsieur le président, l'assurance de ma haute considération.

*Le président de l'Assemblée nationale,*
Signé: EDOUARD HERRIOT.

L'Assemblée nationale a adopté la proposition de loi dont la teneur suit:

PROPOSITION DE LOI

Art. 1er. — La deuxième phrase du deuxième alinéa de l'article 8 de la loi du 8 avril 1946, portant nationalisation de l'électricité et du gaz est rédigée comme suit:

« Mais l'électricité et le gaz produit par ces installations peuvent, en cas de nécessité, être réquisitionnés au profit du service public, pour la partie de la production non consommée dans l'entreprise pour les besoins de son industrie et supérieure au contingent nécessaire au fonctionnement de cette entreprise. »

Art. 2. — Le paragraphe 1° du troisième alinéa de l'article 8 de la loi du 8 avril 1946 est modifié comme suit:

« 1° La production et le transport du gaz naturel jusqu'au compteur d'entrée de l'usine de distribution; le transport de gaz naturel ne pouvant être assuré que par une entreprise nationale ou par un établissement public dans lequel l'Etat détiendra la majorité.

« Les dispositions de l'article 35 ci-après s'appliqueront aux ouvrages de transport de gaz naturel. »

Le troisième alinéa est en outre complété par les deux paragraphes suivants:

« 4° Les installations de production d'électricité construites ou à construire par des entreprises pour les besoins de leur exploitation, à condition qu'elles fonctionnent comme accessoire de la fabrication principale par récupération d'énergie résiduaire notamment par l'utilisation subsidiaire, avec des turbines à contre-pression et à sous-tirage de la vapeur produite pour les besoins de fabrication ou par utilisation subsidiaire de la chaleur des fumées sortant des appareils de fabrication.

« Le surplus éventuel de courant non consommé par lesdites entreprises sera rétrocédé à l'Electricité de France (service national ou établissements publics). En cas de désaccord sur le prix, celui-ci sera fixé par le ministre chargé de l'électricité dans le délai d'un mois après réception de la demande formulée par l'une ou l'autre des parties.

« 5° Les aménagements de production d'énergie de tout établissement, entreprise ou de tout particulier, lorsque la capacité de production annuelle de ces aménagements n'excède pas douze millions de kilowattsheures, comptés en hydraulicité moyenne pour les aménagements hydrauliques et estimés forfaitairement à trois mille cinq cents heures d'utilisation de la puissance maximum des machines tournantes susceptibles de marcher simultanément pour les aménagements thermiques. »

(1) Voir les nos: Conseil de la République, 386 (année 1948); Assemblée nationale (1re législ.), 4223, 6874 et in-8° n° 1788.

Art. 3. — Le quatrième alinéa de l'article 8 de la loi du 8 avril 1946 est abrogé et remplacé par le suivant:

« L'aménagement et l'exploitation de nouvelles installations de production d'électricité par des entreprises désirant l'utiliser pour leur propre fabrication et dans la mesure où elles ne sont pas exclues de la nationalisation en vertu des paragraphes 4 et 5 de l'alinéa précédent feront l'objet de conventions entre l'Electricité de France et lesdites entreprises. »

Art. 4. — Le cinquième alinéa de l'article 8 de la loi du 8 avril 1946 est abrogé et remplacé par le suivant:

« Les entreprises de production de gaz et d'électricité qui n'auraient pas été nationalisées parce qu'elles entraient dans les exceptions prévues au deuxième alinéa et aux paragraphes 2, 3 et 5 du troisième alinéa précédent, sont nationalisées par décret pris sur le rapport des ministres chargés de l'électricité et des finances, si le volume annuel de leur production vient à dépasser 7 millions de mètres cubes ou 15 millions de kilowattsheures pendant deux années consécutives, sauf s'il s'agit d'entreprises visées au paragraphe 4 du troisième alinéa du présent article. »

Art. 5. — Le troisième alinéa de l'article 47 de la loi du 8 avril 1946 est complété par la phrase suivante:

« Il ne s'appliquera ni au personnel des services visés au dernier alinéa de l'article 8, ni au personnel des centrales autonomes visées au 4° du troisième alinéa de l'article 8 de la présente loi. »

Délibéré en séance publique, à Paris, le 20 mai 1949.

*Le président,*
Signé: EDOUARD HERRIOT.

# ANNEXE N° 406

(Session de 1949. — Séance du 24 mai 1949.)

PROJET DE LOI adopté par l'Assemblée nationale, après déclaration d'urgence, tendant à proroger dans les départements de la Guyane française, de la Martinique, de la Guadeloupe et de la Réunion, la **date de clôture** de l'**exercice 1948,** la **date limite** de **vote** pour l'**exercice 1948** des **impositions directes** par les **assemblées locales,** ainsi que la **date limite de clôture** de la **session budgétaire** des **conseils généraux** pour l'**exercice 1949,** transmis par M. le président de l'Assemblée nationale à M. le président du Conseil de la République (1). — [Renvoyé à la commission de l'intérieur (administration générale, départementale et communale, Algérie).]

Paris, le 24 mai 1949.

Monsieur le président,

Dans sa séance du 23 mai 1949, l'Assemblée nationale a adopté, après déclaration d'urgence, un projet de loi tendant à proroger dans les départements de la Guyane française, de la Martinique, de la Guadeloupe et de la Réunion, la date de clôture de l'exercice 1948, la date limite de vote pour l'exercice 1948 des impositions directes par les assemblées locales, ainsi que la date limite de clôture de la session budgétaire des conseils généraux pour l'exercice 1949.

Conformément aux dispositions de l'article 20 de la Constitution, j'ai l'honneur de vous adresser une expédition authentique de ce projet de loi, dont je vous prie de vouloir bien saisir, pour avis, le Conseil de la République.

Je vous prie de vouloir bien m'accuser réception de cet envoi.

Agréez, monsieur le président, l'assurance de ma haute considération.

*Le président de l'Assemblée nationale,*
Signé: EDOUARD HERRIOT.

L'Assemblée nationale a adopté le projet de loi dont la teneur suit:

PROJET DE LOI

Art. 1er. — Dans les départements de la Guadeloupe, de la Guyane française, de la Martinique et de la Réunion, la date de clô-

(1) Voir les nos: Assemblée nationale (1re législ.), 7073, 7227 et in-8° 1808.

ture de l'exercice 1948 est reportée au 30 juin 1949, en ce qui concerne l'exécution tant des budgets départementaux que des budgets communaux.

Art. 2. — La date limite de vote des impositions directes par les assemblées locales des départements visés à l'article 1er, est fixée pour l'exercice 1948 au 30 juin 1949.

Art. 3. — La date limite de clôture de la session budgétaire des conseils généraux pour l'exercice 1949 est reportée dans les départements précités au 30 juin 1949.

Art. 4. — A titre exceptionnel et en attendant la mise en recouvrement des impôts directs, ces mêmes départements et leurs communes continueront de bénéficier des avances de l'Etat remboursables sur le produit de ces impositions, dans les conditions prévues à l'article 3 du décret n° 48-621 du 30 mars 1948. Ces avances devront être régularisées ultérieurement dès l'approbation des budgets de l'exercice 1948 pris pour base d'exécution.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 23 mai 1949.

*Le président,*
Signé: EDOUARD HERRIOT.

# ANNEXE N° 407

(Session de 1949. — Séance du 24 mai 1949.)

RAPPORT fait au nom de la commission de l'intérieur (administration générale, départementale et communale, Algérie) sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, après déclaration d'urgence, tendant à proroger dans les départements de la Guyane française, de la Martinique, de la Guadeloupe et de la Réunion, la **date de clôture** de l'**exercice 1948**, la **date limite de vote** pour l'**exercice 1948** des **impositions directes** par les **assemblées locales**, ainsi que la **date limite de clôture** de la **session budgétaire** des **conseils généraux** pour l'**exercice 1949**, par M. Cornu, sénateur (1).

NOTA. — Ce document a été publié au *Journal officiel* du 26 mai 1949. (Compte rendu *in extenso* de la séance du Conseil de la République du 25 mai 1949, page 1252, 1re colonne.)

# ANNEXE N° 408

(Session de 1949. — Séance du 24 mai 1949.)

PROPOSITION DE RESOLUTION tendant à inviter le Gouvernement à donner une **portée** réelle au **transfert** au **Panthéon** des cendres de **Victor Schoelcher** et **Félix Eboué**, en libérant les **victimes** de la **répression colonialiste** et en arrêtant la **guerre** au **Viet-Nam**, présentée par MM. Marrane, Léon David, Chaintron, Franceschi, Biaka-Boda et les membres du groupe communiste et apparentés, sénateurs. — Renvoyée à la commission de la France d'outre-mer.)

EXPOSE DES MOTIFS

Mesdames, messieurs, notre Assemblée s'est associée au geste symbolique que constitue le transfert au Panthéon des cendres de Schoelcher, qui abolit l'esclavage en 1848, et celles de Félix Eboué, qui est entré en guerre contre l'impérialisme fasciste hitlérien et les vichystes à son service.

Mais les gestes symboliques ne suffisent pas!

On ne peut célébrer le centenaire de la suppression de l'esclavage et rétablir le travail forcé en Afrique noire, à Madagascar, etc., ni continuer la répression dans tous les pays d'outre-mer, ni poursuivre au Viet-Nam une guerre qui vise à maintenir ce pays sous le régime colonialiste-esclavagiste.

Pour ne prendre que l'exemple de Madagascar, d'après l'administration elle-même au moins 80.000 Malgaches ont été tués, dont beaucoup d'anciens combattants.

Des centaines ont été condamnés au bagne.

Plus de cinquante intellectuels et travailleurs malgaches condamnés à mort attendent leur exécution depuis plusieurs mois dans les cachots.

Or, le point de départ de l'insurrection malgache a été la résistance au travail forcé, c'est-à-dire à l'esclavage à peine déguisé, que les colonialistes voulaient imposer à nouveau au peuple malgache.

Les soldats malgaches qui, de 1939 à 1945, avaient combattu pour abattre le hideux fascisme, constataient qu'aucune des promesses faites n'était tenue et aucune des aspirations du peuple malgache satisfaite.

Le transfert des cendres de Schoelcher au Panthéon ne peut avoir de signification pour les peuples d'outre-mer que s'il s'accompagne de l'arrêt immédiat des exécutions à Madagascar et de la libération de tous les emprisonnés.

Le transfert des cendres d'Eboué ne sera un hommage sincère que s'il s'accompagne de l'égalité des droits de tous les anciens combattants africains, malgaches, algériens, marocains, etc., avec les anciens combattants français.

C'est pourquoi nous vous demandons d'adopter la proposition de résolution suivante:

PROPOSITION DE RESOLUTION

Le Conseil de la République, s'associant à l'hommage rendu à la mémoire de Victor Schoelcher et Félix Eboué,

Invite le Gouvernement à donner à ce geste une portée réelle, et pour cela,

A libérer sans délai tous ceux qui sont emprisonnés pour leur lutte contre le colonialisme esclavagiste dans les pays d'outre-mer, notamment à Madagascar, au Maroc, en Afrique noire et en Algérie,

A abolir toutes discriminations raciales à l'égard des populations d'outre-mer, en matière de droits sociaux et économiques, notamment en ce qui concerne les anciens combattants, les ouvriers, les fonctionnaires et les paysans,

A mettre fin immédiatement à la guerre du Viet-Nam et à engager des négociations avec le gouvernement du président Ho Chi Minh.

# ANNEXE N° 409

(Session de 1949. — Séance du 24 mai 1949.)

RAPPORT fait au nom de la commission de la France d'outre-mer sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale après déclaration d'urgence, modifiant le **statut** de la **Cochinchine** dans l'Union française, par M. Marc Rucart, sénateur (1).

NOTA. — Ce document a été publié au *Journal officiel* du 26 mai 1949. (Compte rendu *in extenso* de la séance du Conseil de la République du 25 mai 1949, page 1252, 2e colonne.)

# ANNEXE N° 410

(Session de 1949. — Séance du 24 mai 1949.)

AVIS présenté au nom de la commission des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, tendant à modifier l'ordonnance n° 45-1484 du 30 juin 1945 relative à la **constatation**, la **poursuite** et la **répression** des **infractions à la législation économique**, par M. Beauvais, sénateur (2).

NOTA. — Ce document a été publié au *Journal officiel* du 25 mai 1949. (Compte rendu *in extenso* de la séance du Conseil de la République du 24 mai 1949, page 1222, 2e colonne.)

# ANNEXE N° 411

(Session de 1949. — Séance du 24 mai 1949.)

AVIS présenté au nom de la commission des pensions (pensions civiles et militaires et victimes de la guerre et de l'oppression) sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant **répartition** de l'**abattement global** opéré sur le **budget des anciens combattants** et victimes de la guerre par la loi n° 48-1992 du 31 décembre 1948, par M. Radius, sénateur (1).

NOTA. — Ce document a été publié au *Journal officiel* du 25 mai 1949. (Compte rendu *in extenso* de la séance du Conseil de la République du 24 mai 1949, page 1225, 3e colonne.)

# ANNEXE N° 412

(Session de 1949. — Séance du 24 mai 1949.)

PROPOSITION DE RESOLUTION tendant à inviter le Gouvernement à déposer d'urgence un projet de loi **abrogeant** les **dispositions** de l'**ordonnance** du **30 juin 1945**, accordant un **pouvoir juridictionnel** au **directeur départemental** du **contrôle** et des **enquêtes économiques**, présentée par MM. Bardon-Damarzid, Charles Brune, Breton, Giacomoni, Reynouard, Beauvais, Emilien Lieutaud, les membres du groupe du rassemblement des gauches républicaines et de la gauche démocratique et apparentés, et les membres du groupe d'action démocratique et républicaine, sénateurs. — (Renvoyée à la commission de la justice et de législation civile, criminelle et commerciale.)

EXPOSE DES MOTIFS

Mesdames, messieurs, l'ordonnance du 30 juin 1945 organise dans certains de ses articles, 22, 23 et 24 en particulier, le pouvoir juridictionnel du directeur départemental du contrôle et des enquêtes économiques.

Celui-ci peut prononcer des amendes et des confiscations à concurrence d'un million pour un même délinquant et une même infraction. Au-dessous du chiffre fixé par le directeur général du contrôle économique dans la limite de 100.000 F, il n'a même pas à prendre l'avis de la commission contentieuse départementale. Il peut ordonner l'insertion et l'affichage de sa décision.

Ce pouvoir juridictionnel est exorbitant du droit commun. Il est contraire aux principes traditionnels du droit pénal français et à celui de la séparation des pouvoirs. Un fonctionnaire, chargé de la surveillance des infractions à la législation économique, ne peut avoir pour tâche de juger les délinquants. Les droits de la défense sont violés d'une façon permanente.

Au cours du débat institué sur le projet de loi relatif à la suppression des chambres correctionnelles économiques, la commission de législation du Conseil de la République et celle des affaires économiques ont manifesté leur opposition aux juridictions d'exception en général et en particulier à cette véritable juridiction pénale constituée par le directeur départemental du contrôle et des enquêtes économiques. M. le garde des sceaux s'est montré favorable à cette suppression. Il importe que ces vœux ne restent pas lettre morte.

La bonne administration de la justice exige impérieusement le retour aux juridictions du droit commun et aux règles traditionnelles de la procédure générale.

C'est pourquoi nous vous demandons d'adopter la proposition de résolution suivante:

PROPOSITION DE RESOLUTION

Le Conseil de la République invite le Gouvernement à déposer d'urgence un projet de loi abrogeant les dispositions de l'ordonnance du 30 juin 1945, accordant un pouvoir juridictionnel au directeur départemental du contrôle et des enquêtes économiques.

(1) Voir les nos: Assemblée nationale (1re législ.), 7073, 7227 et in-8° 1808; Conseil de la République, 406 (année 1949).

(1) Voir les nos: Assemblée nationale (1re législ.), 7158, 7223 et in-8° 1807; Conseil de la République, 403 (année 1949).

(2) Voir les nos: Assemblée nationale (1re législ.), 3921, 6305, 6710 et in-8° 1676; Conseil de la République, 260 et 392 (année 1949).

(1) Voir les nos: Assemblée nationale (1re législ.), 6225, 6522, 7055 et in-8° 1787; Conseil de la République, 399 et 404 (année 1949).

# ANNEXE N° 413

(Session de 1949. — Séance du 25 mai 1949.)

PROJET DE LOI adopté par l'Assemblée nationale, après déclaration d'urgence, autorisant le Gouvernement à organiser par décret un **referendum** dans la ville libre de **Chandernagor** et à engager les **dépenses** afférentes aux **frais** de **déplacement** et de **séjour** des **observateurs neutres** appelés à assister à cette consultation, transmis par M. le président de l'Assemblée nationale à M. le président du Conseil de la République (1). — (Renvoyé à la commission de la France d'outre-mer.)

Paris, le 25 mai 1949.

Monsieur le président,

Dans sa séance du 25 mai 1949, l'Assemblée nationale a adopté, après déclaration d'urgence, un projet de loi autorisant le Gouvernement à organiser par décret un referendum dans la ville libre de Chandernagor et à engager les dépenses afférentes aux frais de déplacement et de séjour des observateurs neutres appelés à assister à cette consultation.

Conformément aux dispositions de l'article 20 de la Constitution, j'ai l'honneur de vous adresser une expédition authentique de ce projet de loi, dont je vous prie de vouloir bien saisir, pour avis, le Conseil de la République.

Je vous prie de vouloir bien m'accuser réception de cet envoi.

Agréez, monsieur le président, l'assurance de ma haute considération.

*Le président de l'Assemblée nationale,*
Signé: EDOUARD HERRIOT.

L'Assemblée nationale a adopté le projet de loi dont la teneur suit:

PROJET DE LOI

Art. 1er. — Le Gouvernement est autorisé à organiser par décret du président du conseil des ministres, conformément à sa déclaration du 8 juin 1948 devant l'Assemblée nationale, un referendum dans la ville libre de Chandernagor.

Art. 2. — Les dépenses afférentes au déplacement des observateurs neutres et à leur séjour dans la ville libre de Chandernagor seront imputées au chapitre 315 du budget des affaires étrangères (I. — Services des affaires étrangères) pour l'exercice 1949: « Missions. — Participation aux conférences internationales ».

Délibéré en séance publique, à Paris, le 25 mai 1949.

*Le président,*
Signé: EDOUARD HERRIOT.

# ANNEXE N° 414

(Session de 1949. — Séance du 25 mai 1949.)

RAPPORT fait au nom de la commission du travail et de la sécurité sociale sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, modifiant l'**article 25** du **livre Ier** du **code du travail,** par M. Menu, sénateur (2).

Mesdames, messieurs, l'article 25 du livre premier du code du travail est ainsi rédigé: « en matière de louage de service, si un patron, un employé ou un ouvrier est appelé sous les drapeaux comme réserviste ou territorial pour une période obligatoire d'instruction militaire, le contrat de travail ne peut être rompu à cause de ce fait. »

Ce texte apparaît, maintenant, comme très restrictif et ne couvre pas certains besoins actuels.

C'est ainsi que fut déposé un projet de loi qui tendait à combler cette lacune en étendant le bénéfice de l'article 25 d'une part, aux jeunes gens soumis aux obligations du service prémilitaire, d'autre part, aux rappelés dans les conditions prévues par l'article 40 de la loi du 31 mars 1928 (réservistes convoqués pour le maintien de l'ordre public).

L'Assemblée nationale a quelque peu modifié le texte gouvernemental:

1° Comme le prévoyait le projet de loi n° 4389, elle a admis que le bénéfice de l'article 25 soit accordé à « tous ceux qui se trouvent rappelés sous les drapeaux à un titre quelconque ».

Votre commission du travail a accepté ce principe mais, par un souci de clarté et de simplification, elle a quelque peu amendé le texte, sans toutefois toucher à son esprit:

Texte voté par l'Assemblée nationale:

Art. 1er. — L'article 25 du livre 1er du code du travail est remplacé par les dispositions suivantes:

« *Art.* 25. — En matière de louage de services, si un patron, un employé, un ouvrier ou un apprenti se trouve astreint aux obligations imposées par le service préparatoire ou se trouve rappelé sous les drapeaux à un titre quelconque, le contrat de travail ou d'apprentissage ne peut être rompu de ce fait... »

Texte proposé par votre commission:

Art. 1er. — L'article 25 du livre Ier du code du travail est modifié ainsi qu'il suit:

« *Art.* 25. — En matière de louage de services, si un employeur, un salarié ou un apprenti se trouve astreint aux obligations imposées par le service préparatoire, ou se trouve rappelé sous les drapeaux à un titre quelconque, le contrat de travail ou d'apprentissage ne peut être rompu de ce fait ».

2° L'Assemblée nationale s'est efforcée, dans la mesure du possible, d'atténuer les effets de la suspension du contrat de travail pour tout Français soumis à des obligations militaires, y compris les appelés qui accomplissent leur service militaire légal.

Le texte, rapporté par M. Amiot au nom de la commission et qui a été adopté par l'Assemblée nationale, part d'un sentiment louable et très généreux; il nous est apparu, toutefois, comme n'étant pas suffisamment affirmatif et risquant de ce fait de rester sans effet.

Votre commission du travail et de la sécurité sociale, après de longs échanges de vues et même quelques controverses amicales, a faite sienne la volonté de l'Assemblée nationale de faire participer les jeunes recrues aux prérogatives admises en faveur des travailleurs astreints aux obligations du service préparatoire ou rappelés sous les drapeaux à un titre quelconque.

Considérant, toutefois, les difficultés que pourraient susciter l'application d'un texte trop rigide, surtout dans les petites entreprises à caractère familial et artisanal, elle soumet à vos délibérations un texte nouveau par lequel elle aimerait garantir au maximum les intérêts des jeunes travailleurs sans toutefois vouloir lier ceux-ci d'une façon absolue à leur entreprise ni engager les employeurs dans des difficultés techniques insurmontables:

Texte voté par l'Assemblée nationale:

« Tout militaire libéré du service militaire légal et réemployé dans le délai d'un mois suivant sa libération dans l'établissement où il travaillait au moment de son départ pour l'armée, bénéficiera de tous les avantages qu'il avait acquis au moment de son départ.

« Un droit de priorité à l'embauchage, valable durant une année à dater de sa libération, est réservé à tout travailleur qui n'aura pu être réemployé à l'expiration de la durée légale de son service militaire dans l'établissement où il travaillait au moment de son départ ».

Texte proposé par votre commission:

Art. 2. — Il est ajouté au Livre Ier du code du travail un article 25 *a* ainsi conçu:

« *Art.* 25 *a.* — Lorsqu'il connaît la date de sa libération de son service militaire légal, et au plus tard dans le mois suivant celle-ci, le travailleur qui désire reprendre l'emploi occupé par lui au moment où il a été appelé sous les drapeaux doit avertir son ancien employeur.

« Le travailleur qui a manifesté son intention de reprendre son emploi comme il est dit à l'alinéa précédent, sera réintégré dans l'entreprise, à moins que l'emploi occupé par lui, ou un emploi ressortissant de la même catégorie professionnelle que le sien, ait été supprimé, ou se trouve occupé depuis plus de six mois par un même travailleur.

« Lorsqu'elle est possible, la réintégration dans l'entreprise devra avoir lieu dans le mois suivant la réception de la lettre dans laquelle le travailleur a fait connaître son intention de reprendre son emploi. Le travailleur réintégré bénéficiera de tous les avantages qu'il avait acquis au moment de son départ.

« Un droit de priorité à l'embauchage, valable durant un année à dater de sa libération, est réservé à tout travailleur qui n'aura pu être réemployé à l'expiration de la durée légale de son service militaire dans l'établissement où il travaillait au moment de son départ. »

Ce texte ne nous paraît pas pouvoir léser en quoi que ce soit la marche normale de nos entreprises, mais il ne faut pas non plus que les obligations du service militaire préparatoire ou légal, ainsi que le rappel éventuel sous les drapeaux, soient obligatoirement un handicap et un risque grave dans la vie du travailleur.

En ce domaine, comme en bien d'autres, la solidarité nationale doit être effective et la justice considérée comme le premier des bienfaits.

C'est pourquoi votre commission du travail et de la sécurité sociale vous propose d'adopter, sous un titre complété, le texte suivant:

PROJET DE LOI

MODIFIANT L'ARTICLE 25 DU LIVRE Ier DU CODE DU TRAVAIL ET INSÉRANT DANS LEDIT CODE UN ARTICLE 25 *a* NOUVEAU

Art. 1er. — L'article 25 du livre Ier du code du travail est modifié ainsi qu'il suit:

« *Art.* 25. — En matière de louage de services, si un employeur, un salarié ou un apprenti se trouve astreint aux obligations imposées par le service préparatoire ou se trouve rappelé sous les drapeaux à un titre quelconque, le contrat de travail ou d'apprentissage ne peut être rompu de ce fait. »

Art. 2. — Il est ajouté au livre Ier du code du travail un article 25 *a* ainsi conçu:

« *Art.* 25 a. — Lorsqu'il connaît la date de sa libération du service militaire légal et, au plus tard, dans le mois suivant celle-ci, le travailleur qui désire reprendre l'emploi occupé par lui au moment où il a été appelé sous les drapeaux doit en avertir son ancien employeur.

« Le travailleur qui a manifesté son intention de reprendre son emploi comme il est dit à l'alinéa précédent, sera réintégré dans l'entreprise à moins que l'emploi occupé par lui, ou un emploi ressortissant de la même catégorie professionnelle que le sien, ait été supprimé, ou se trouve occupé depuis plus de six mois par un même travailleur.

« Lorsqu'elle est possible, la réintégration dans l'entreprise devra avoir lieu dans le mois suivant la réception de la lettre dans laquelle le travailleur a fait connaître son intention de reprendre son emploi Le travailleur réintégré bénéficiera de tous les avantages qu'il avait acquis au moment de son départ.

« Un droit de priorité à l'embauchage, valable durant une année à dater de sa libération, est réservé à tout travailleur qui n'aura pu être réemployé à l'expiration de la durée légale de son service militaire dans l'établissement où il travaillait au moment de son départ. »

(1) Voir les nos: Assemblée nationale (1re législ.): 7161, 7270 et in-8° 1813.
(2) Voir les nos: Assemblée nationale (1re législ.): 4389, 6475 et in-8° 1611; Conseil de la République: 192 (année 1949).

Art. 3. — L'intitulé du paragraphe 2 de la section première du chapitre 2 du titre II du livre Ier du code du travail, est modifié comme suit:

« Règles particulières aux personnes soumises à des obligations militaires ou prémilitaires. »

# ANNEXE N° 415

(Session de 1949. — Séance du 25 mai 1949.)

PROJET DE LOI adopté par l'Assemblée nationale étendant aux départements de la **Guadeloupe,** de la **Guyane** française, de la **Martinique** et de la **Réunion,** les dispositions de la **sécurité sociale** applicables à la prévention et à la réparation des **accidents du travail** et des **maladies professionnelles,** transmis par M. le président de l'Assemblée nationale à M. le président du Conseil de la République (1). — (Renvoyé à la commission du travail et de la sécurité sociale.)

Paris, le 25 mai 1949.

Monsieur le président,

Dans sa séance du 20 mai 1949, l'Assemblée nationale a adopté un projet de loi étendant aux départements de la Guadeloupe, de la Guyane française, de la Martinique et de la Réunion, les dispositions de la sécurité sociale applicables à la prévention et à la réparation des accidents du travail et des maladies professionnelles.

Conformément aux dispositions de l'article 20 de la Constitution, j'ai l'honneur de vous adresser une expédition authentique de ce projet de loi, dont je vous prie de vouloir bien saisir, pour avis, le Conseil de la République.

Je vous prie de vouloir bien m'accuser réception de cet envoi.

Agréez, monsieur le président, l'assurance de ma haute considération.

*Le président de l'Assemblée nationale*
Signé: EDOUARD HERRIOT.

L'Assemblée nationale a adopté le projet de loi dont la teneur suit:

PROJET DE LOI

Art. 1er. — Sont applicables dans les départements de la Guadeloupe, de la Guyane française, de la Martinique et de la Réunion:

1° A toutes les professions, y compris les professions agricoles:

*a*) La loi n° 46-2426 du 30 octobre 1946 sur la prévention et la réparation des accidents du travail et des maladies professionnelles;

*b*) La législation relative au rajustement des rentes allouées aux victimes d'accidents du travail ou à leurs ayants droit;

2° Aux opérations d'assurances contre les accidents du travail et les maladies professionnelles, dans les mêmes professions:

*a*) L'ordonnance n° 45-2635 du 2 novembre 1945 fixant certaines dispositions transitoires et modalités d'application de l'ordonnance du 4 octobre 1945 portant organisation de la sécurité sociale;

*b*) La loi n° 47-1214 du 3 juillet 1947 accordant des indemnités aux agents et courtiers d'assurances par suite du transfert de la gestion du risque accidents du travail aux organismes de sécurité sociale.

Art. 2. — A titre transitoire, par dérogation aux dispositions des articles 34 et 36, alinéa 2, de la loi du 30 octobre 1946 et jusqu'à l'entrée en vigueur des textes relatifs à la fixation des tarifs de l'assurance-maladie, les tarifs des honoraires et frais accessoires dus par la caisse générale de sécurité sociale aux praticiens et aux auxiliaires médicaux à l'occasion des soins de toute nature, le tarif des médicaments, des frais d'analyses, d'examens de laboratoires et fournitures pharmaceutiques autres que les médicaments, concernant les bénéficiaires de la présente loi sont fixés, dans chaque département, par arrêté du préfet, après avis d'une commission spéciale comprenant des représentants des praticiens, des pharmaciens, des organismes de sécurité sociale, ainsi que l'inspecteur du travail, le chef du service de l'agriculture et le directeur départemental de la santé ou leur représentant.

Art. 3. — A titre transitoire, par dérogation aux dispositions de l'article 36, alinéas 1er et 3, de la loi du 30 octobre 1946 et jusqu'à l'entrée en application des dispositions légales relatives à l'agrément des établissements privés de soins de toute nature, la caisse générale de sécurité sociale peut couvrir les frais de traitement, d'hospitalisation et, le cas échéant, de transport de la victime dans un de ces établissements.

Les tarifs des honoraires et frais accessoires dus aux praticiens et aux auxiliaires médicaux pour soins donnés dans les établissements privés sont fixés dans les conditions prévues à l'article 2 ci-dessus.

La caisse générale de sécurité sociale n'est tenue au payement des frais d'hospitalisation de la victime dans un établissement privé que dans la limite du tarif le plus bas des malades payants dans l'établissement hospitalier public de même nature le plus proche, sauf le cas d'urgence et sauf circonstances exceptionnelles.

Art. 4. — Dans chacun des départements de la Guadeloupe, de la Guyane française, de la Martinique et de la Réunion, il est créé, pour l'application de l'article 15, alinéa 2, de la loi n° 46-2242 du 16 octobre 1946 portant rajustement des rentes et allocations attribuées aux victimes d'accidents du travail ou à leurs ayants droit, une section du fonds de majoration des rentes prévu à l'article 10 de la loi validée du 3 avril 1942.

Art. 5. — Le service local de l'enregistrement est chargé de la liquidation des majorations, allocations et bonifications. Le trésorier payeur général est chargé du payement desdites majorations, allocations et bonifications, ainsi que du règlement des frais d'appareillage.

Art. 6. — Les majorations, allocations et bonifications accordées par application de l'article 15, alinéa 2, de la loi du 16 octobre 1946 ont effet à compter du 1er septembre 1946.

Le délai de forclusion prévu à l'article 12 de la loi du 16 octobre 1946 courra, dans chacun des départements susvisés, à partir de la promulgation de la présente loi.

Art. 7. — Le salaire annuel servant de base à la liquidation des majorations et allocations et le montant annuel de la bonification ajoutée à la majoration ou à l'allocation dans le cas où l'accident a occasionné une incapacité totale de travail obligeant la victime à avoir recours à l'assistance d'une tierce personne pour effectuer les actes ordinaires de la vie sont ceux en vigueur dans la métropole.

Art. 8. — Un décret rendu sur le rapport du ministre du travail et de la sécurité sociale, du ministre de l'agriculture et du ministre des finances et des affaires économiques, fixera les modalités d'application et la date d'entrée en vigueur de la présente loi.

Art. 9. — Toutes dispositions contraires à celles de la présente loi sont abrogées. Toutefois, les accidents du travail survenus avant l'entrée en vigueur de la présente loi demeureront régis, soit par les dispositions des décrets du 19 juillet 1925 portant règlement d'administration publique pour la détermination des conditions d'application à la Martinique, à la Guadeloupe, à la Réunion et à la Guyane française de la loi du 9 avril 1898 et des lois subséquentes sur la responsabilité des accidents du travail, soit par les dispositions des décrets du 23 mai 1927 portant règlement d'administration publique pour la détermination des conditions d'application aux mêmes territoires de la loi du 15 décembre 1922 étendant aux exploitations agricoles la législation des accidents du travail.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 20 mai 1949.

*Le président,*
Signé: EDOUARD HERRIOT.

(1) Voir les nos: Assemblée nationale (Ire législ.), 5347, 3816, 6967 et in-8° 1792.

# ANNEXE N° 416

(Session de 1949. — Séance du 25 mai 1949.)

PROJET DE LOI, adopté par l'Assemblée nationale, relatif à l'introduction de la **législation sanitaire vétérinaire** dans les départements du **Haut-Rhin,** du **Bas-Rhin** et de la **Moselle,** transmis par M. le président de l'Assemblée nationale à M. le président du Conseil de la République (1). — (Renvoyé à la commission de l'agriculture.)

Paris, le 25 mai 1949.

Monsieur le président,

Dans sa séance du 20 mai 1949, l'Assemblée nationale a adopté un projet de loi relatif à l'introduction de la législation sanitaire vétérinaire dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle.

Conformément aux dispositions de l'article 20 de la Constitution, j'ai l'honneur de vous adresser une expédition authentique de ce projet de loi, dont je vous prie de vouloir bien saisir, pour avis, le Conseil de la République.

Je vous prie de vouloir bien m'accuser réception de cet envoi.

Agréez, monsieur le président, l'assurance de ma haute considération.

*Le président de l'Assemblée nationale,*
Signé: EDOUARD HERRIOT.

L'Assemblée nationale a adopté le projet de loi dont la teneur suit:

PROJET DE LOI

Art. 1er. — Est validé l'acte dit loi du 2 février 1942 relatif à l'équarrissage des animaux.

Art. 2. — Les lois des 21 juillet 1881 et 21 juin 1898 relatives à la police sanitaire des animaux, le décret du 3 mai 1923 concernant l'organisation des services vétérinaires départementaux, le décret du 29 novembre 1939 relatif à la prophylaxie des maladies contagieuses des animaux, la loi du 2 février 1942, validée par l'article 1er ci-dessus, relative à l'équarrissage des animaux, ainsi que les textes qui les ont modifiés et complétés, les règlements pris pour leur application, notamment le règlement d'administration publique du 6 octobre 1904 et, d'une manière générale, les textes législatifs et réglementaires relatifs à la police sanitaire des animaux, à la prophylaxie des maladies des animaux et à la désinfection du matériel ayant servi au transport des animaux sont applicables dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle.

Le contrôle de la salubrité des viandes reste, dans ces départements, soumis aux règles qui y sont actuellement applicables.

Art. 3. — Sont abrogées toutes les dispositions de la législation locale en vigueur dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle qui seraient contraires à celles des textes visés à l'alinéa premier de l'article 2 de la présente loi et notamment les textes suivants:

1° Loi locale du 7 avril 1869, relative aux mesures de protection contre la peste bovine, modifiée par la loi locale du 25 février 1876 et textes pris pour son application;

2° Loi locale du 26 juin 1909 concernant les maladies contagieuses des animaux et textes pris pour son application;

3° Loi locale du 25 février 1876 concernant la désinfection du matériel des chemins de fer ayant servi à des transports d'animaux et textes pris pour son application;

4° Décision du conseil fédéral du 21 novembre 1917 portant règlement sur la transmission des bacilles morbides, maintenue par décret du 25 août 1922;

5° Loi locale du 17 juin 1911 relative à la destruction des cadavres dont l'utilisation n'est pas autorisée et textes pris pour son application.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 20 mai 1949.

*Le président,*
Signé: EDOUARD HERRIOT.

(1) Voir les nos: Assemblée nationale (Ire législ.), 2581, 2783 et in-8° 1793.

## ANNEXE N° 417

(Session de 1949. — Séance du 25 mai 1949.)

PROJET DE LOI adopté par l'Assemblée nationale relatif au **déclassement de l'ancienne enceinte fortifiée de Strasbourg,** transmis par M. le président de l'Assemblée nationale à M. le président du Conseil de la République (1). — (Renvoyé à la commission de la défense nationale.)

Paris, le 25 mai 1949.

Monsieur le président,

Dans sa séance du 20 mai 1949, l'Assemblée nationale a adopté un projet de loi relatif au déclassement de l'ancienne enceinte fortifiée de Strasbourg.

Conformément aux dispositions de l'article 20 de la Constitution, j'ai l'honneur de vous adresser une expédition authentique de ce projet de loi, dont je vous prie de vouloir bien saisir, pour avis, le Conseil de la République.

Je vous prie de vouloir bien m'accuser réception de cet envoi.

Agréez, monsieur le président l'assurance de ma haute considération.

*Le président de l'Assemblée nationale,*
Signé: EDOUARD HERRIOT.

L'Assemblée nationale a adopté le projet de loi dont la teneur suit:

PROJET DE LOI

*Article unique.* — Les dispositions de la loi du 22 juillet 1922, relative au déclassement de l'ancienne enceinte fortifiée de la ville de Strasbourg, sont prorogées de quinze ans, à compter du 22 juillet 1947.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 20 mai 1949.

*Le président,*
Signé: EDOUARD HERRIOT.

## ANNEXE N° 418

(Session de 1949. — Séance du 25 mai 1949.)

PROJET DE LOI adopté par l'Assemblée nationale tendant à interdire l'emploi des **gaz toxiques** dans la **désinsectisation,** la **dératisation** ou la **désinfection des locaux,** transmis par M. le président de l'Assemblée nationale à M. le président du Conseil de la République (2). — (Renvoyé à la commission de la famille, de la population et de la santé publique.)

Paris, le 25 mai 1949.

Monsieur le président,

Dans sa séance du 20 mai 1949, l'Assemblée nationale a adopté un projet de loi tendant à interdire l'emploi des gaz toxiques dans la désinsectisation, la dératisation ou la désinfection des locaux.

Conformément aux dispositions de l'article 20 de la Constitution, j'ai l'honneur de vous adresser une expédition authentique de ce projet de loi, dont je vous prie de vouloir bien saisir, pour avis, le Conseil de la République.

Je vous prie de vouloir bien m'accuser réception de cet envoi.

Agréez, monsieur le président, l'assurance de ma haute considération.

*Le président de l'Assemblée nationale,*
Signé: EDOUARD HERRIOT.

L'Assemblée nationale a adopté le projet de loi dont la teneur suit:

PROJET DE LOI

Art. 1er. — L'emploi des gaz toxiques figurant sur une liste de prohibition fixée par arrêté du ministre de la santé publique et de la population pris sur avis du conseil supérieur d'hygiène publique, dans la destruction des insectes et des rats dans les locaux à usage d'habitation ou autre ou dans la désinfection desdits locaux, est interdit.

Art. 2. — Toute infraction aux dispositions de l'article précédent sera punie d'une amende de 2.000 F à 12.000 F et pourra l'être, en outre, de l'emprisonnement pendant dix jours au plus.

En cas de récidive, dans le délai de cinq ans, la peine sera d'un emprisonnement de onze jours à trois mois et d'une amende de 20.000 F à 200.000 F.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 20 mai 1949.

*Le président,*
Signé: EDOUARD HERRIOT.

(1) Voir les nos: Assemblée nationale (1re législ.): 3547, 7070 et in-8° 1797.

(2) Voir les nos: Assemblée nationale (1re législ.), 5635, 6951 et in-8° 1798.

## ANNEXE N° 419

(Session de 1949. — Séance du 25 mai 1949.)

PROPOSITION DE LOI déposée au Conseil de la République, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à permettre la pratique de la **greffe de la cornée** grâce à l'aide de **donneurs d'yeux, volontaires,** transmise par M. le président de l'Assemblée nationale à M. le président du Conseil de la République (1). — (Renvoyée à la commission de la famille, de la population et de la santé publique.)

Paris, le 25 mai 1949.

Monsieur le président,

Dans sa séance du 19 mai 1949, l'Assemblée nationale a adopté une proposition de loi tendant à permettre la pratique de la greffe de la cornée à l'aide de donneurs d'yeux volontaires.

Conformément aux dispositions de l'article 20 de la Constitution, j'ai l'honneur de vous adresser une expédition authentique de cette proposition de loi, dont je vous prie de vouloir bien saisir, pour avis, le Conseil de la République.

Je vous prie de vouloir bien m'accuser réception de cet envoi.

Agréez, monsieur le président, l'assurance de ma haute considération.

*Le président de l'Assemblée nationale,*
Signé: EDOUARD HERRIOT.

L'Assemblée nationale a adopté le projet de loi dont la teneur suit:

PROPOSITION DE LOI

*Article unique.* — Les prélèvements anatomiques effectués sur l'homme en vue de la pratique de la kératoplastie (greffe de la cornée), peuvent être effectués sans délai et sur les lieux mêmes du décès chaque fois que le *de cujus* a, par disposition testamentaire, légué ses yeux à un établissement public ou à une œuvre privée pratiquant ou facilitant la pratique de cette opération.

Dans ce cas, la réalité du décès devra avoir été préalablement constatée par deux médecins qui devront employer tous procédés reconnus valables par le ministre de la santé publique et de la population. Ils devront signer un procès-verbal de constat de décès relatant notamment la date et l'heure du décès, ainsi que les procédés utilisés pour s'assurer de sa réalité.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 20 mai 1949.

*Le président,*
Signé: EDOUARD HERRIOT.

## ANNEXE N° 420

(Session de 1949. — Séance du 25 mai 1949.)

PROPOSITION DE LOI adoptée par l'Assemblée nationale tendant à modifier l'article 18 de l'ordonnance du 21 avril 1945 portant deuxième application de l'ordonnance du 12 novembre 1943 sur la **nullité des actes de spoliation accomplis par l'ennemi** ou sous son contrôle et édictant la **restitution aux victimes** de ces actes de ceux de leurs biens qui ont fait l'objet d'actes de disposition, transmise par M. le président de l'Assemblée nationale à M. le président du Conseil de la République (1). — (Renvoyée à la commission de la justice et de législation civile, criminelle et commerciale.)

Paris, le 25 mai 1949.

Monsieur le président,

Dans sa séance du 19 mai 1949, l'Assemblée nationale a adopté une proposition de loi tendant à modifier l'article 18 de l'ordonnance du 21 avril 1945 portant deuxième application de l'ordonnance du 12 novembre 1943 sur la nullité des actes de spoliation accomplis par l'ennemi ou sous son contrôle et édictant la restitution aux victimes de ces actes de ceux de leurs biens qui ont fait l'objet d'actes de disposition.

Conformément aux dispositions de l'article 20 de la Constitution, j'ai l'honneur de vous adresser une expédition authentique de cette proposition de loi, dont je vous prie de vouloir bien saisir, pour avis, le Conseil de la République.

Je vous prie de vouloir bien m'accuser réception de cet envoi.

Agréez, monsieur le président, l'assurance de ma haute considération.

*Le président de l'Assemblée nationale,*
Signé: EDOUARD HERRIOT.

L'Assemblée nationale a adopté la proposition de loi dont la teneur suit:

PROPOSITION DE LOI

*Article unique.* — L'alinéa premier de l'article 18 de l'ordonnance du 21 avril 1945 est complété ainsi qu'il suit:

« ...Toutefois, le juge, même lorsque la décision est l'objet d'une voie de recours, peut accorder des délais en application de l'article 1244 du code civil. »

Délibéré en séance publique, à Paris, le 19 mai 1949.

*Le président,*
Signé: EDOUARD HERRIOT.

(1) Voir les nos: Conseil de la République, 735 (année 1948); Assemblée nationale (1re législ.), 5076, 6915 et in-8° 1781.

## ANNEXE N° 421

(Session de 1949. — Séance du 25 mai 1949.)

PROPOSITION DE LOI adoptée par l'Assemblée nationale tendant à compléter l'**article 1675** du **code civil** en ce qui concerne la **rescision** pour **lésion** des **promesses de vente,** transmise par M. le président de l'Assemblée nationale à M. le président du Conseil de la République (2). — (Renvoyée à la commission de la justice et de législation civile, criminelle et commerciale.)

Paris, le 25 mai 1949.

Monsieur le président,

Dans sa séance du 20 mai 1949, l'Assemblée nationale a adopté une proposition de loi tendant à compléter l'article 1675 du code civil en ce qui concerne la rescision pour lésion des promesses de vente.

Conformément aux dispositions de l'article 20 de la Constitution, j'ai l'honneur de vous adresser une expédition authentique de cette proposition de loi, dont je vous prie de vouloir bien saisir, pour avis, le Conseil de la République.

Je vous prie de vouloir bien m'accuser réception de cet envoi.

Agréez, monsieur le président, l'assurance de ma haute considération.

*Le président de l'Assemblée nationale.*
Signé: EDOUARD HERRIOT.

(1) Voir les nos: Assemblée nationale (1re législ.), 6721, 6961 et in-8° no 1785.

(2) Voir les nos: Assemblée nationale (1re législ.), 225, 3628 et in-8° 1789.

L'Assemblée nationale a adopté la proposition de loi dont la teneur suit:

PROPOSITION DE LOI

*Article unique.* — Il est ajouté à l'article 1675 du code civil, un second alinéa ainsi conçu:

« En cas de promesse de vente unilatérale, la lésion s'apprécie au jour de la réalisation. »

Délibéré en séance publique, à Paris, le 20 mai 1949.

*Le président,*

Signé: EDOUARD HERRIOT.

# ANNEXE N° 422

(Session de 1949. — Séance du 25 mai 1949.)

PROPOSITION DE LOI adoptée par l'Assemblée nationale relative à la **publicité des protêts,** transmise par M. le président de l'Assemblée nationale à M. le président du Conseil de la République (1). — (Renvoyée à la commission de la justice et de législation civile, criminelle et commerciale.)

Paris, le 25 mai 1949.

Monsieur le président,

Dans sa séance du 20 mai 1949, l'Assemblée nationale a adopté une proposition de loi relative à la publicité des protêts.

Conformément aux dispositions de l'article 20 de la Constitution, j'ai l'honneur de vous adresser une expédition authentique de cette proposition de loi, dont je vous prie de vouloir bien saisir, pour avis, le Conseil de la République.

Je vous prie de vouloir bien m'accuser réception de cet envoi.

Agréez, monsieur le président, l'assurance de ma haute considération.

*Le président de l'Assemblée nationale.*

Signé: EDOUARD HERRIOT.

L'Assemblée nationale a adopté la proposition de loi dont la teneur suit:

PROPOSITION DE LOI

Art. 1er. — L'article 162 du code de commerce est complété comme suit:

« Sous les mêmes sanctions, ils sont également tenus de remettre contre récépissé au greffier du tribunal de commerce ou tribunal civil statuant commercialement du domicile du débiteur, ou de lui adresser, par lettre recommandée avec accusé de réception, une copie exacte des protêts, faute de payement des traites acceptées et des billets à ordre; cette formalité doit être accomplie dans la quinzaine de l'acte. »

Art. 2. — L'article 57 du décret du 30 octobre 1935 unifiant le droit en matière de chèques est complété comme suit:

« Sous les mêmes sanctions, ils sont également tenus de remettre contre récépissé au greffier du tribunal de commerce ou du tribunal civil statuant commercialement du domicile du débiteur, ou de lui adresser, par lettre recommandée avec accusé de réception, une copie exacte des protêts; cette formalité doit être accomplie dans la quinzaine de l'acte. »

Art. 3. — Le greffier du tribunal de commerce, ou du tribunal civil statuant commercialement, tiendra régulièrement à jour, d'après les dénonciation qui lui seront faites par les notaires et huissiers, un état des protêts, faute de payement des lettres de change acceptées, des billets à ordre et des chèques.

Cet état sera établi par ordre alphabétique des noms des débiteurs et suivant les modalités qui seront fixées par un règlement d'administration publique.

Il énoncera:

1° La date du protêt;

2° Les nom, prénoms, profession et domicile de celui au profit de qui l'effet ou le chèque a été créé, ou le tireur de la lettre de change;

3° Les nom, prénoms ou raison sociale, profession et domicile du souscripteur du billet à ordre ou du tiré, pour le chèque, ou de l'accepteur de la lettre de change;

4° La date de l'échéance s'il y a lieu;

5° Le montant de l'effet;

6° L'analyse de la réponse donnée au protêt.

Art. 4. — Après l'expiration du délai d'un mois à compter du jour du protêt et pendant un an à compter de la même date, les greffiers des tribunaux de commerce ou des tribunaux civils statuant commercialement seront tenus de donner connaissance à tout requérant desdits états; le requérant pourra, à ses frais, en prendre communication et s'en faire délivrer des extraits ou copies.

Art. 5. — Sur dépôt contre récépissé par le débiteur de l'effet et du protêt ou d'une quittance constatant le payement du chèque, le greffier du tribunal de commerce ou du tribunal civil statuant commercialement effectuera, aux frais du débiteur, sur l'état dressé en application de l'article 3 ci-dessus la radiation de l'avis de protêt.

Les pièces déposées pourront être retirées pendant l'année qui suivra l'expiration du délai d'un an visé à l'article 4 ci-dessus, après quoi le greffier en sera déchargé.

Art. 6. — Tout journal ou écrit périodique ayant porté des protêts à la connaissance du public sera tenu d'insérer sans frais les avis rectificatifs faisant mention des payements effectués.

Art. 7. — Un règlement d'administration publique déterminera le montant des rémunérations dues aux notaires ou huissiers ayant dressé les protêts et aux greffiers des tribunaux de commerce ou des tribunaux civils statuant commercialement, pour les différentes formalités dont ils sont chargés en application de la présente loi.

Art. 8. — La présente loi est applicable à l'Algérie.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 20 mai 1949.

*Le président,*

Signé: EDOUARD HERRIOT.

# ANNEXE N° 423

(Session de 1949. — Séance du 25 mai 1949.)

PROPOSITION DE LOI adoptée par l'Assemblée nationale tendant à majorer les **indemnités** dues au titre des législations sur les **accidents du travail,** transmise par M. le président de l'Assemblée nationale à M. le président du Conseil de la République (1). — (Renvoyée à la commission du travail et de la sécurité sociale.)

Paris, le 25 mai 1949.

Monsieur le président,

Dans sa séance du 20 mai 1949, l'Assemblée nationale a adopté une proposition de loi tendant à majorer les indemnités dues au titre des législations sur les accidents du travail.

Conformément aux dispositions de l'article 20 de la Constitution, j'ai l'honneur de vous adresser une expédition authentique de cette proposition de loi, dont je vous prie de vouloir bien saisir, pour avis, le Conseil de la République.

Je vous prie de vouloir bien m'accuser réception de cet envoi.

Agréez, monsieur le président, l'assurance de ma haute considération.

*Le président de l'Assemblée nationale,*

Signé: EDOUARD HERRIOT.

L'Assemblée nationale a adopté la proposition de loi dont la teneur suit;

PROPOSITION DE LOI

TITRE Ier. — **Dispositions relatives à la réparation des accidents du travail et des maladies professionnelles.**

CHAPITRE Ier. — INDEMNITÉS JOURNALIÈRES ET RENTES

SECTION I. — *Professions non agricoles.*

Art. 1er. — Le premier alinéa de l'article 46 de la loi n° 46-2426 du 30 octobre 1946 sur la prévention et la réparation des accidents du travail et des maladies professionnelles est de nouveau modifié comme suit:

« L'indemnité journalière est égale à la moitié du salaire journalier déterminé suivant les modalités fixées par le règlement d'administration publique. Ce salaire journalier n'entre en compte que dans la limite d'un maximum égal à 1/100 du maximum de rémunération annuelle retenu pour l'assiette des cotisations de sécurité sociale en vertu de l'article 31 de l'ordonnance n° 45-2250 du 4 octobre 1945 modifiée. »

Art. 2. — Le premier alinéa de l'article 49 de la loi n° 46-2426 du 30 octobre 1946 est à nouveau modifié comme suit:

« Le salaire annuel visé à l'article précédent n'entre intégralement en compte pour le calcul de la rente que s'il ne dépasse pas 350.000 F. S'il est supérieur à ce chiffre, la partie comprise entre 350.000 et 1.460.000 F est comptée pour un tiers. Il n'est pas tenu compte de la fraction excédant 1.460.000 F. Si le salaire est inférieur à 180.000 F, la rente due aux ayants droit de la victime d'un accident mortel ou à la victime d'un accident ayant occasionné une réduction de capacité au moins égale à 10 p. 100 est calculée sur la base d'un salaire annuel de 180.000 F, compte tenu des dispositions du quatrième alinéa de l'article 50 ci-après. »

Art. 3. — Le deuxième alinéa de l'article 50 de la loi n° 46-2426 du 30 octobre 1946 est de nouveau modifié comme suit:

« Dans le cas où l'incapacité permanente est totale et oblige la victime, pour effectuer les actes ordinaires de la vie, à avoir recours à l'assistance d'une tierce personne, le montant de la rente calculé comme il est dit à l'alinéa précédent, est majoré de 40 p. 100. En aucun cas, cette majoration ne peut être inférieure à 120.000 F. »

Art. 4. — Le quatrième alinéa de l'article 50 de la loi n° 46-2426 du 30 octobre 1946 est de nouveau modifié comme suit:

« Lorsque, par suite d'un ou plusieurs accidents du travail antérieurs, la réduction totale subie par la capacité professionnelle initiale est au moins égale à 10 p. 100, le total de la nouvelle rente et des rentes allouées en réparation des accidents antérieurs ne peut être inférieur à la rente calculée sur la base du taux de la réduction totale et du salaire annuel minimum de 180.000 F. Lors de l'enquête prévue à l'article 26, ... ».

(Le reste sans changement.)

SECTION II. — *Professions agricoles.*

Art. 5. — L'alinéa 1er de l'article 8 de la loi du 15 décembre 1922 étendant aux exploitations agricoles la législation sur les accidents du travail, modifié par la loi n° 48-1398 du 7 septembre 1948, est de nouveau modifié comme suit:

« L'indemnité journalière est égale à la moitié du salaire. Ce salaire journalier n'entre en compte que dans la limite d'un maximum égal à 1/100e du maximum de rémunération annuelle retenu pour l'assiette des cotisations de sécurité sociale en vertu de l'article 31 de l'ordonnance n° 45-2250 du 4 octobre 1945 modifiée, portant organisation de la sécurité sociale. »

Art. 6. — L'article 2 de la loi validée du 16 mars 1943 portant modification de la législation sur les accidents du travail en agriculture, modifiée par la loi n° 48-1398 du 7 septembre 1948, est de nouveau modifié comme suit:

« *Art.* 2. — Le salaire ou le gain annuel des bénéficiaires désignés à l'article 1er n'entre intégralement en compte pour le calcul de la rente que s'il ne dépasse pas 350.000 F.

(1) Voir les nos: Assemblée nationale (1re législ.), 4509, 6308 et in-8° 1790.

(1) Voir les nos: Assemblée nationale (1re législ.), 3559, 3771, 3772, 3773, 5786, 5898, 6006, 6999, 7201 et in-8° n° 1791.

« S'il est supérieur à ce chiffre, la partie comprise entre 350.000 et 1.460.000 F est comptée pour un tiers. Il n'est pas tenu compte de la fraction excédant 1.460.000 F.

« Si le salaire est inférieur à 180.000 F, la rente due aux ayants droit de la victime d'un accident mortel ou à la victime d'un accident ayant occasionné une réduction de capacité au moins égale à 10 p. 100 est calculée sur la base d'un salaire annuel de 180.000 F sans préjudice des dispositions des articles 8 et 9 de la loi du 15 décembre 1922 modifiée. Pour les bénéficiaires de l'assurance facultative, le gain déclaré ne peut pas être inférieur à 180.000 F.

« La rente est calculée en application des règles prévues aux articles 50 et 53 de la loi n° 46-2426 du 30 octobre 1946.

« Dans le cas ou l'incapacité permanente est totale et oblige la victime, pour effectuer les actes ordinaires de la vie, à avoir recours à l'assistance d'une tierce personne, le montant de la rente, calculé comme il est dit à l'alinéa précédent, est majoré de 40 p. 100. En aucun cas, cette majoration ne peut être inférieure à 120.000 F. »

### Chapitre II. — Majorations de rentes et allocations

#### Section I. — *Professions non agricoles.*

Art. 7. — Les rentes allouées aux victimes d'accidents du travail survenus dans les professions autres que les professions agricoles ou à leurs ayants droit sont majorées dans les conditions ci-après:

Le droit à majoration est ouvert si la rente allouée est inférieure à celle que le titulaire aurait obtenue sur la base d'un salaire annuel de 180.000 F, en appliquant les règles de calcul de rente prévues aux chapitres 2 et 3 du titre V de la loi n° 46-2426 du 30 octobre 1946.

La majoration est égale à la différence entre la rente ainsi calculée et la rente réellement allouée.

Toutefois, aucune majoration n'est due à la victime d'un accident d'où résulte une incapacité de travail inférieure à 10 p. 100.

Art. 8. — Le montant de l'allocation accordée aux bénéficiaires de l'article 6 de la loi validée du 3 avril 1942 et de l'article 5 de l'ordonnance n° 45-2679 du 2 novembre 1945 est calculé sur la base du salaire annuel et par application des règles visées au deuxième alinéa de l'article précédent.

Art. 9. — Le montant annuel de la bonification ajoutée à la majoration ou à l'allocation dans le cas où l'accident a occasionné une incapacité totale de travail obligeant la victime à avoir recours à l'assistance d'une tierce personne pour effectuer les actes ordinaires de la vie, est fixé à 120.000 F.

#### Section II. — *Professions agricoles.*

Art. 10. — Les rentes allouées aux victimes d'accidents du travail survenus dans les professions agricoles ou à leurs ayants droit sont majorées dans les conditions ci-après:

Le droit à majoration est ouvert si la rente allouée est inférieure à celle que le titulaire aurait obtenue sur la base d'un salaire annuel de 180.000 F, en appliquant les règles de calcul des rentes prévues aux articles 50 et 53 de la loi n° 46-2126 du 30 octobre 1946.

La majoration est égale à la différence entre la rente ainsi calculée et la rente réellement allouée.

Toutefois, aucune majoration n'est due à la victime d'un accident d'où il résulte une incapacité de travail inférieure à 10 p. 100.

Sont également exclus du droit à majoration les bénéficiaires de l'assurance facultative dont la rente a été liquidée sur un gain déclaré qui, à la date de l'accident, était inférieur de plus de 20 p. 100 au salaire moyen fixé par un arrêté préfectoral pris en application de la loi du 15 décembre 1922 modifiée pour le journalier agricole, à capacité physique normale, le moins rémunéré dans le département.

Art. 11. — Le montant annuel de l'allocation accordée aux bénéficiaires de l'article 4 de la loi validée du 16 mars 1943 et de l'article 5 de l'ordonnance n° 45-2679 du 2 novembre 1945 est calculé sur la base du salaire annuel et par application des règles visées au deuxième alinéa de l'article précédent.

Art. 12. — Le montant annuel de la bonification ajoutée à la majoration ou à l'allocation dans le cas où l'accident a occasionné une incapacité totale de travail obligeant la victime à avoir recours à l'assistance d'une tierce personne pour effectuer les actes ordinaires de la vie, est fixé à 120.000 F.

### Titre II. — Dispositions relatives à l'assurance invalidité.

Art. 13. — Le paragraphe 3 de l'article 56 de l'ordonnance n° 45-2454 du 19 octobre 1945 fixant le régime des assurances sociales applicables aux assurés des professions non agricoles est de nouveau modifié comme suit:

« § 3. — Pour les invalides du troisième groupe, elle est égale au montant prévu au paragraphe 2, majoré de 40 p. 100, sans que cette majoration puisse être inférieure à 120.000 F. »

Art. 14. — L'alinéa ajouté par l'article 11 de la loi n° 48-1398 du 7 septembre 1948 à l'article 6, paragraphe 2, de l'ordonnance n° 45-752 du 19 avril 1945 est modifié comme suit:

« Les pensions des invalides qui, étant absolument incapables d'exercer une profession, sont en outre dans l'obligation d'avoir recours à l'assistance d'une tierce personne pour effectuer les actes ordinaires de la vie sont majorées de 40 p. 100 sans que cette majoration puisse être inférieure à 120.000 F. »

### Titre III. — Dispositions communes et dispositions diverses.

Art. 15. — A partir de l'entrée en vigueur des dispositions des articles 5 et 6, nonobstant toute clause contraire des contrats, les organismes d'assurances sont tenus de servir les prestations prévues auxdits articles.

Un décret rendu sur le rapport du ministre des finances et du ministre de l'agriculture déterminera, le cas échéant, les nouvelles primes et cotisations corrélatives à toute modification apportée au calcul de ces prestations.

Art. 15 *bis* (nouveau). — En cas d'insuffisance des ressources du fonds agricole de majoration des rentes, des avances sans intérêts lui seront consenties par le Trésor. Ces avances seront l'objet de remboursements partiels à mesure que le fonds pourra faire face à ses charges au moyen de ses ressources propres. Elles devront être intégralement remboursées avant le 1er janvier 1953.

Art. 16. — Les dispositions des articles 2, 3, 4 et 6 sont applicables à la réparation des accidents du travail survenus et des maladies professionnelles constatées à une date postérieure au 31 août 1948.

Les dispositions du chapitre 2 du titre 1er sont applicables aux victimes d'accidents du travail survenus et de maladies professionnelles constatées avant le 1er septembre 1948 ou à leurs ayants droit.

Les dispositions des articles 13 et 14 ont effet à compter du 1er septembre 1948.

Art. 17. — L'ordonnance n° 45-2454 du 19 octobre 1945, fixant le régime des assurances sociales applicable aux assurés des professions non agricoles, est complétée par un article 80 *bis* ainsi conçu:

« *Art.* 80 bis. — L'assuré titulaire d'une rente allouée en vertu de la législation sur les accidents du travail, qui ne peut justifier des conditions requises par les articles 79 et 80 ci-dessus et qui ne peut reprendre son travail en raison de sa blessure, a droit et ouvre droit, sans participation aux frais, aux prestations en nature des assurances maladie et maternité, à condition toutefois que la rente corresponde à une incapacité de travail au moins égale à 66 2/3 p. 100 et que l'accident soit survenu postérieurement au 31 décembre 1946. »

Art. 18. — § 1er — Le bénéfice des dispositions des articles 7, deuxième alinéa, 8, 9 ou des articles 10, deuxième alinéa, 11 et 12 de la présente loi est accordée de plein droit:

1° Aux victimes ou aux ayants droit de victimes d'accidents du travail régis par la loi n° 46-2426 du 30 octobre 1946;

2° Aux victimes ou aux ayants droit de victimes d'accidents du travail régis par le livre III du code local des assurances sociales du 19 juillet 1911;

3° Aux victimes ou aux ayants droit de victimes d'accidents du travail régis par la loi du 9 avril 1898 et les lois subséquentes qui l'ont complétée et modifiée, notamment celles qui l'ont étendue à l'agriculture, si, à la date de la publication de la présente loi, ils bénéficient des dispositions législatives antérieures ayant même objet ou si, remplissant les conditions pour en bénéficier, ils avaient, à la même date, adressé une demande à cet effet au directeur général de la caisse des dépôts et consignations.

§ 2 — Dans les autres cas, les intéressés doivent adresser une demande au directeur général de la caisse des dépôts et consignations.

Si cette demande est antérieure au 1er septembre 1950, ils bénéficient:

Des articles 7 et 11 de la loi n° 46-2242 du 16 octobre 1946, avec effet du 1er septembre 1946;

Des articles 7, 8 et 9 de la loi n° 48-49 du 12 janvier 1948 ou des articles 6, 7 et 8 de la loi n° 48-1398 du 7 septembre 1948, avec effet du 1er septembre 1947;

Des articles 7, 8 et 9 ou des articles 10, 11 et 12 de la présente loi, avec effet du 1er septembre 1948.

§ 3. — Les demandes présentées après le 31 août 1950 n'auront d'effet qu'à compter de la première échéance trimestrielle de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse qui suivra la présentation de la demande.

Toutefois, elles auront effet de la date d'entrée en jouissance de la rente principale si elles sont présentées dans le délai de six mois à compter de la date de la décision qui a fixé le montant de ladite rente.

Art. 18 *bis* (nouveau). — Le bénéfice des dispositions des articles 5, deuxième alinéa, et 6, alinéas 2 à 6, est accordé aux assurés des professions agricoles et forestières visées au livre III, 2e partie, du code local des assurances sociales en vigueur dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle. La liquidation et la charge de l'ensemble des prestations dues aux travailleurs salariés de ces professions, pour les accidents survenus à dater de la promulgation de la présente loi, sont assumées par l'organisme d'assurance accidents dont ils relèvent.

Art. 19. — Sont abrogées les dispositions contraires à la présente loi et notamment:

*a*) L'article 12 de la loi n° 46-2212 du 16 octobre 1946;

*b*) L'article 10 de la loi n° 48-49 du 12 janvier 1948;

*c*) L'article 9 de la loi n° 48-1398 du 7 septembre 1948.

Délibéré en séance publique à Paris, le 20 mai 1949.

*Le président,*
Signé: Edouard Herriot.

---

# ANNEXE N° 424

(Session de 1949. — Séance du 25 mai 1949.)

PROPOSITION DE LOI, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à **abroger l'article 3 de l'ordonnance** n° 45-179 du **5 février 1945** mettant en vigueur la **procédure du référé** dans les départements du **Bas-Rhin**, du **Haut-Rhin** et de la **Moselle**, transmise par M. le président de l'Assemblée nationale à M. le président du Conseil de la République (1). — (Renvoyée à la commission de la justice et de législation civile, criminelle et commerciale.)

Paris, le 25 mai 1949.

Monsieur le président,

Dans sa séance du 20 mai 1949, l'Assemblée nationale a adopté une proposition de loi tendant à abroger l'article 3 de l'ordonnance

(1) Voir les nos: Assemblée nationale (1re législ.): 5623, 6892 et in-8° 1799.

n° 45-179 du 5 février 1945 mettant en vigueur la procédure du référé dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle.

Conformément aux dispositions de l'article 20 de la Constitution, j'ai l'honneur de vous adresser une expédition authentique de cette proposition de loi, dont je vous prie de vouloir bien saisir, pour avis, le Conseil de la République.

Je vous prie de vouloir bien m'accuser réception de cet envoi.

Agréez, monsieur le président, l'assurance de ma haute considération.

*Le président de l'Assemblée nationale,*
Signé: EDOUARD HERRIOT.

L'Assemblée nationale a adopté la proposition de loi dont la teneur suit:

PROPOSITION DE LOI

*Article unique.* — L'article 3 de l'ordonnance n° 45-179 du 5 février 1945 est abrogé.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 20 mai 1949.

*Le président,*
Signé: EDOUARD HERRIOT.

# ANNEXE N° 425

(Session de 1949. — Séance du 25 mai 1949.)

PROPOSITION DE LOI, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à compléter la loi du 29 décembre 1934 facilitant l'**acquisition de véhicules** ou **tracteurs automobiles,** transmise par M. le président de l'Assemblée nationale à M. le président du Conseil de la République (1). — (Renvoyée à la commission de la justice et de législation civile, criminelle et commerciale.)

Paris, le 25 mai 1949.

Monsieur le président,

Dans sa séance du 20 mai 1949, l'Assemblée nationale a adopté une proposition de loi tendant à compléter la loi du 29 décembre 1934 facilitant l'acquisition de véhicules ou tracteurs automobiles.

Conformément aux dispositions de l'article 20 de la Constitution, j'ai l'honneur de vous adresser une expédition authentique de cette proposition de loi, dont je vous prie de vouloir bien saisir, pour avis, le Conseil de la République.

Je vous prie de vouloir bien m'accuser réception de cet envoi.

Agréez, monsieur le président, l'assurance de ma haute considération.

*Le président de l'Assemblée nationale,*
Signé: EDOUARD HERRIOT.

L'Assemblée nationale a adopté la proposition de loi dont la teneur suit:

PROPOSITION DE LOI

*Article unique.* — Il est inséré entre l'article 3 et l'article 4 de la loi du 29 décembre 1934 un article 3 *bis* ainsi conçu:

« Les dispositions de la présente loi sont applicables à la vente à crédit des remorques assujetties à la déclaration de mise en circulation et à l'immatriculation, ainsi qu'à la vente à crédit desdits véhicules, tracteurs ou remorques d'occasion. »

Délibéré en séance publique, à Paris, le 20 mai 1949.

*Le président,*
Signé: EDOUARD HERRIOT.

(1) Voir les n°s: Assemblée nationale (1re législ.): 4929, 6969 et in-8° 1801.

# ANNEXE N° 426

(Session de 1949. — Séance du 25 mai 1949.)

PROPOSITION DE LOI, adoptée par l'Assemblée nationale, réglementant la profession des **courtiers en vins** dits **« courtiers de campagne »,** transmise par M. le président de l'Assemblée nationale à M. le président du Conseil de la République (1). — Renvoyée à la commission du ravitaillement et des boissons.)

Paris, le 25 mai 1949.

Monsieur le président,

Dans sa séance du 20 mai 1949, l'Assemblée nationale a adopté une proposition de loi réglementant la profession de courtiers en vins dits « courtiers de campagne ».

Conformément aux dispositions de l'article 20 de la Constitution, j'ai l'honneur de vous adresser une expédition authentique de cette proposition de loi, dont je vous prie de vouloir bien saisir, pour avis, le Conseil de la République.

Je vous prie de vouloir bien m'accuser réception de cet envoi.

Agréez, monsieur le président, l'assurance de ma haute considération.

*Le président de l'Assemblée nationale,*
Signé: EDOUARD HERRIOT.

L'Assemblée nationale a adopté la proposition de loi dont la teneur suit:

PROPOSITION DE LOI

Art. 1er. — Sont considérés comme courtiers en vins et spiritueux, dits « de campagne », les courtiers qui, dans les régions de production, et moyennant une rémunération fixe de courtage, mettent en rapport les producteurs ou vendeurs de vins, spiritueux et dérivés, avec les négociants acheteurs.

Art. 2. — Pourront seuls exercer cette profession les courtiers en vins et spiritueux remplissant les conditions suivantes:

1° Jouir de leurs droits civils et n'avoir encouru aucune condamnation pour vol, abus de confiance, escroquerie, infraction commerciale grave aux lois en vigueur ou délits assimilés; être Français ou, pour les personnes d'origine étrangère, être naturalisé Français depuis cinq années au moins, ou avoir exercé la profession avant le 1er septembre 1939;

2° Justifier de leur moralité par un certificat de bonne vie et mœurs;

3° N'exercer aucune activité jugée incompatible par la commission prévue à l'article 3;

4° Ne faire aucun achat ou vente de vin à leur compte, sauf l'achat pour leurs besoins familiaux ou la vente de vins provenant de leur propriété; ne pas être titulaire d'une licence de marchand de vins en gros ou en détail;

5° Etre titulaire d'une carte d'identité professionnelle établie et délivrée par l'autorité préfectorale sur le modèle de la carte instituée par la loi du 8 octobre 1919, modifiée par la loi du 2 août 1927 sur les voyageurs de commerce;

6° Lors de l'enlèvement des vins, spiritueux ou dérivés achetés, les titres de soumissions et titres de mouvement remis dans les recettes buralistes devront obligatoirement porter les noms, adresses et numéros des cartes professionnelles des courtiers qui ont réalisé l'accord.

Art. 3. — Cette carte sera délivrée par l'autorité préfectorale du domicile de l'impétrant après avis d'une commission de six membres.

Cette commission, présidée par le préfet, sera composée de deux membres du ou des syndicats des négociants en vins et commissionnaires, de deux membres du ou des syndicats des courtiers en vins, de deux membres des associations viticoles les plus représentatives, désignés tous les deux ans par leurs organismes respectifs.

Le renouvellement de la carte se fera tous les ans dans les mêmes conditions.

Tout refus de carte ou de renouvellement pourra faire l'objet d'un recours devant les juridictions compétentes.

Art. 4. — Le taux de courtage sera fixé, suivant les usages locaux, par les syndicats intéressés et, en cas de désaccord, une commission arbitrale sera obligatoirement désignée par les parties en cause.

Le courtage sera dû à dater du moment où acheteurs et vendeurs seront d'accord.

Les courtages dus seront considérés comme créances privilégiées.

Art. 5. — Tout acte de courtage, dans les conditions fixées par l'article premier de la présente loi déterminant la profession de courtier en vins, spiritueux et dérivés, accompli par une personne ne satisfaisant pas aux conditions et dispositions de la présente loi et toutes violations desdites dispositions seront punis d'une amende de 2.000 à 5.000 F et, dans tous les cas, à la confiscation du courtage, sans préjudice du retrait de la carte professionnelle, qui pourra être demandé par les syndicats intéressés, et de tous autres recours.

Art. 6. — Une liste des courtiers agréés sera établie, tenue à jour et publiée annuellement.

Art. 7. — Les courtiers en vins, spiritueux et dérivés en exercice auront six mois, à dater de la promulgation de la présente loi, pour se conformer à ses dispositions.

Art. 8. — La présente loi est applicable à l'Algérie.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 20 mai 1949.

*Le président,*
Signé: EDOUARD HERRIOT.

(1) Voir les n°s: Assemblée nationale (1re législ.), 2082, 4147 et in-8° 1806.

# ANNEXE N° 427

(Session de 1949. — Séance du 25 mai 1949.)

RAPPORT fait au nom de la commission de la France d'outre-mer sur la proposition de résolution de M. Durand-Réville tendant à inviter le Gouvernement à supprimer et à faire supprimer toute **surtaxe postale aérienne** dans le transport du **courrier** de toute nature à l'intérieur de l'**Union française,** par M. Durand-Réville, sénateur (1).

Mesdames, messieurs, la commission de la France d'outre-mer du Conseil de la République ne saurait se déjuger, puisque aussi bien elle avait déjà donné un rapport unanimement favorable à la proposition de résolution qu'au cours de la précédente législature, l'un de ses membres avait déposé sous le n° 585, pour inviter le Gouvernement à supprimer la taxe postale aérienne dans le transport du courrier à l'intérieur de l'Union française.

On se souvient, qu'à cette époque, le Gouvernement, comme c'était son droit, sans doute ému par les arguments développés par la commission de la France d'outre-mer du Conseil de la République et par l'auteur de la proposition de résolution, avait préféré écarter ce débat de l'ordre du jour de notre Assemblée.

Le Gouvernement, cependant, décidait au début de janvier dernier de supprimer la surtaxe postale aérienne sur les correspondances en pesant pas plus de 20 grammes, destinées non seulement à l'Afrique du Nord, mais à tous les territoires et départements français d'outre-mer.

La commission ne peut que se réjouir de ce premier succès, mais elle est bien amenée aujourd'hui à constater que la satisfaction qui lui est donnée n'est que partielle. En effet, pour la lettre pesant plus de 20 grammes, pour les imprimés, pour les journaux périodiques, l'administration prolonge une discrimination fort sensible, puisque le tarif en varie dans certains cas du simple au double entre les différents territoires et départements de l'Union française.

Il faut ajouter que si pour les lettres pesant moins de 20 grammes la surtaxe postale a été supprimée par l'administration des P. T. T., conformément à notre vœu, dans le sens métropole-territoires et départements d'outre-

(1) Voir le n°: Conseil de la République, 248 (année 1949).

mer, les offices postaux d'outre-mer, par contre, organismes en principe autonomes mais sur lesquels le Gouvernement ne peut manquer d'avoir une certaine influence, n'ont pas fait bénéficier le courrier de même nature envoyé depuis les territoires qu'ils régissent vers la métropole, d'une bienveillance analogue. Bien mieux, en Indochine les tarifs postaux ordinaires étaient récemment doublés, cependant qu'à l'encontre de ce qui se passait à la métropole en compensation de cette aggravation de taxe... la surtaxe postale aérienne était maintenue! Et c'est ainsi que la lettre de 10 grammes, dont l'affranchissement par avion coûte 45 francs de Paris à Saïgon revient de Saïgon à Paris entre les mêmes correspondants à 61 francs.

Il ne semble pas nécessaire de développer ici à nouveau l'argumentation déjà très étoffée de l'auteur de la proposition de résolution, sauf à marquer, si l'on veut, que l'Union française dispose aujourd'hui d'un merveilleux instrument pour diffuser rapidement dans l'immense corps qu'elle constitue, les idées qui s'élaborent dans son cerveau et pour ramener de ses extrémités les plus éloignées les aspirations et les désirs qui s'y font jour. Cet instrument, c'est l'avion et seul, l'avion est susceptible de permettre à la pensée française d'être diffusée dans des conditions utiles dans tous les territoires d'outre-mer de l'Union française.

On sait, d'autre part, qu'en raison de l'état de choses actuel, les publications françaises politiques, économiques et littéraires sont rares dans nos territoires lointains. De même et pour les mêmes raisons, on ne trouve que difficilement dans la métropole les journaux locaux qui sont, cependant, pleins de renseignements utiles sur la vie des territoires d'outre-mer.

Cet état de choses est dû au prix trop élevé de la surtaxe postale aérienne, laquelle demeure, nous l'avons rappelé tout à l'heure, en ce qui concerne les journaux et périodiques.

Il est possible, prétendront certains de faire parvenir des publications dans les deux sens à moindres frais par voie maritime, mais cet argument est sans valeur car, au XXe siècle, on ne se donne plus la peine de lire des nouvelles qui datent de plusieurs semaines. La cascade des événements est bien trop précipitée pour qu'il soit utile et intéressant de se livrer à de semblables retours en arrière.

On peut encore ajouter que si les journaux français manquent partout dans les territoires d'outre-mer de l'Union française, dans certains d'entre-eux, par contre, des publications aussi récentes que peu coûteuses (gratuites le plus souvent) sont abondamment répandues, apportant dans ces territoires l'écho et la publicité d'idéologies nettement étrangères et toujours défavorables au libre développement des populations autochtones dans le cadre de notre Union française.

C'est une raison de plus, semble-t-il à votre commission pour ouvrir le plus libre accès des territoires d'outre-mer à notre presse française et pour supprimer la surtaxe aérienne qui élève les prix des journaux métropolitains à un niveau souvent prohibitif. Des mesures analogues doivent être prises pour les correspondances privées. L'argumentation et les exemples développés par l'auteur de la proposition de résolution dans son exposé des motifs sont amplement suffisants pour justifier cette prétention. Il est injuste de pénaliser les citoyens qui entretiennent des relations d'affaires ou d'amitié, ainsi que les membres d'une famille dispersée, d'une taxe dont le montant croît avec la distance qui les sépare.

Votre commission au cours de l'examen auquel elle a procédé d'une question à laquelle elle attache une grande importance, s'est réjouie de constater que sa préoccupation trouvait dans l'opinion publique la plus avertie un écho particulièrement favorable. C'est ainsi que la chambre de commerce de Paris a adopté dans sa séance générale du 11 mai le vœu que la proposition de résolution soumise à votre approbation soit adoptée et prise en considération par le Gouvernement.

Sans doute, la lettre de moins de 20 grammes au départ de France n'est-elle plus surtaxée. Mais, dans le sens inverse, elle l'est toujours et lourdement. C'est une pénalisation à laquelle les citoyens français d'outre-mer sont sensibles. Les relations seraient plus étroites et plus fréquentes entre tous les citoyens de cette communauté que constitue l'Union française, si les frais de correspondance aérienne étaient abaissés.

L'ensemble de ces préoccupations s'ajoutant, une fois encore, à celles invoquées par l'auteur de la proposition, incite votre commission de la France d'outre-mer à vous demander d'adopter unanimement la proposition de résolution suivante:

PROPOSITION DE RESOLUTION

Le Conseil de la République invite le Gouvernement à supprimer ou à faire supprimer toutes surtaxes postales aériennes dans le transport du courrier de toute nature à l'intérieur de l'Union française.

## ANNEXE N° 428

(Session de 1949. — Séance du 25 mai 1949.)

RAPPORT fait au nom de la commission de la France d'outre-mer sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, après déclaration d'urgence, autorisant le Gouvernement à organiser par décret un **referendum** dans la ville libre de **Chandernagor** et à engager les **dépenses** afférentes aux **frais de déplacement** et de **séjour** des **observateurs neutres** appelés à assister à cette consultation, par M. Marius Moutet, Sénateur (1).

NOTA. — Ce document a été publié au *Journal officiel* du 26 mai 1949. (Compte rendu *in extenso* de la séance du Conseil de la République du 25 mai 1949, page 1279, 3e colonne.)

## ANNEXE N° 429

(Session de 1949. — Séance du 25 mai 1949.)

PROJET DE LOI adopté par l'Assemblée nationale relatif au **régime** de **vente** de **l'essence**, transmis par M. le président de l'Assemblée nationale à M. le président du Conseil de la République (2). — (Renvoyé à la commission des finances.)

Paris, le 25 mai 1949.

Monsieur le président,

Dans sa séance du 25 mai 1949, l'Assemblée nationale a adopté un projet de loi relatif au régime de vente de l'essence.

Conformément aux dispositions de l'article 20 de la Constitution, j'ai l'honneur de vous adresser une expédition authentique de ce projet de loi, dont je vous prie de vouloir bien saisir, pour avis, le Conseil de la République.

Je vous prie de vouloir bien m'accuser réception de cet envoi.

Agréer, monsieur le président, l'assurance de ma haute considération.

*Le président de l'Assemblée nationale,*
signé: EDOUARD HERRIOT.

L'Assemblée nationale a adopté le projet de loi dont la teneur suit:

PROJET DE LOI

*Article unique.* — Il est institué du 1er juin au 31 décembre 1949, à côté du secteur prioritaire, dont le contingent mensuel ne saurait être inférieur à 175 millions de litres, un secteur de vente libre pour les essences de pétrole (n° 334 A du tarif des douanes), où les usagers pourront s'approvisionner sans limitation de quantité sur justification du payement d'une redevance dont le taux, qui ne pourra excéder 20 F par litre, et les modalités de recouvrement seront fixés par décret.

Le produit de cette redevance sera versé au budget général.

Ces dispositions ne sont applicables ni en Algérie ni dans les départements français d'outre-mer.

Le contingent des carburants attribué à titre prioritaire et employé pour les usages agricoles ne sera en aucun cas diminué.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 25 mai 1949.

*Le président,*
signé: EDOUARD HERRIOT.

## ANNEXE N° 430

(Session de 1949. — Séance du 31 mai 1949.)

RAPPORT fait au nom de la commission de la justice et de législation civile, criminelle et commerciale sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif à la **prorogation des sociétés arrivées à leur terme statutaire** qui, par suite de faits de guerre, n'ont pu procéder à cette prorogation, par M. Beauvais, sénateur (1).

Mesdames, messieurs, au lendemain des événements de guerre qui ont pesé lourdement sur les destinées du pays, il vous apparaîtra équitable de limiter leurs effets malheureux dans le domaine de la vie des sociétés pour lesquelles la dispersion forcée des personnes, les entraves de toutes natures à leurs déplacements, ont entraîné des conséquences souvent fort dommageables.

C'est ainsi qu'en application de leurs dispositions statutaires, de nombreuses sociétés ont vu leur terme atteint, sans qu'il eût été possible de procéder à leur prorogation, faute de pouvoir seulement réunir une majorité simple.

Aujourd'hui, pour remédier à cet état de choses, il importerait de réunir l'unanimité des sociétaires.

Or, il s'agit là, dans la plupart des cas, d'une impossibilité insurmontable par suite de disparitions ou de décès, qui ont déterminé des indivisions fâcheuses et des successions vacantes. Or la dissolution serait une mesure dont l'iniquité apparaît choquante puisqu'elle léserait les sociétaires toujours en place, en les privant, sans raison, du fruit de leur persévérance dans l'effort social.

Déjà, après la guerre 1914-1918, le Parlement avait adopté des mesures législatives exceptionnelles pour pallier les effets d'une situation analogue. C'est ainsi que les 16 juillet 1919, 17 juin 1920 et 24 mars 1921 le Parlement a permis aux sociétés dont le siège se trouvait dans les régions envahies et qui étaient arrivées à leur terme statutaire au cours de la guerre, de proroger leur durée avec effet rétroactif au jour de ce terme, dans les conditions où la prorogation aurait pu valablement être décidée avant la date de leur expiration. Les mêmes mesures trouvent aujourd'hui leur objet justifié, puisqu'elles visent les sociétés quelle qu'en soit leur forme (c'est du moins le but auquel tendent les modifications apportées par votre commission de la justice, au texte originaire voté par l'Assemblée nationale) et dont le siège ou l'exploitation est situé sur le territoire de l'Union française, étant entendu que ce terme doit être interprété ainsi qu'en a disposé l'article 60 de la loi constitutionnelle du 27 octobre 1946.

Sans doute, puisqu'il s'agit de mesures supplétives d'un texte d'une portée exceptionnelle, trouverez-vous sage de limiter dans le temps la faculté d'en faire usage.

C'est là l'objet de l'article 2 du projet qui est soumis à votre approbation.

En effet, la décision relative à la prorogation visée devra intervenir dans les six mois qui suivront la promulgation de la loi ou, au plus tard, dans les six mois qui suivront la cessation des hostilités pour les parties de l'Union française actuellement en état de guerre.

(1) Voir les nos: Assemblée nationale (1re législ.): 7161, 7270 et in-8° 1813; Conseil de la République: 413 (année 1949).

(2) Voir les nos: Assemblée nationale (1re législ.): 7220, 7245, 7269 et in-8° 1815.

(1) Voir les nos: Assemblée nationale (1re législ.), 4231, 4076, 6306 et in-8° 1620; Conseil de la République, 221 (année 1949).

Enfin, aucune atteinte aux droits acquis ou aux dispositions initiales prévues dans le développement des sociétés n'est à craindre, puisqu'aussi bien les mesures de prorogation devront être prises conformément aux prescriptions statutaires.

Bien entendu, l'application du texte que vous aurez voté, et les effets de cette prorogation légale ne pourront, en aucun cas, préjudicier aux créanciers qui auraient traité directement avec les sociétaires s'étant engagés personnellement à leur endroit, ou auraient traité sans exciper de l'existence du statut social fixant, par exemple, une responsabilité limitée.

C'est dans ces conditions et pour les raisons qui viennent d'être exposées que votre commission de la justice vous demande de bien vouloir adopter, en son principe, le texte voté par l'Assemblée nationale.

Elle vous suggère cependant d'y apporter des modifications.

En effet, le texte de l'Assemblée, si l'on s'en réfère à son article 3, vise uniquement les sociétés par actions, puisqu'il prescrit « ...la délibération des assemblées générales... ».

Cette restriction importante à la portée de la loi doit trouver un correctif d'élargissement par la suppression dudit article, pour le paragraphe premier, à raison du motif qui vient d'être déduit, et quant à l'alinéa 2 de ce même article 3, parce que ses dispositions semblent superflues comme étant impliquées dans celles de l'article 1er qui prévoit la rétroactivité de la prorogation de la société et, par suite, des actes sociaux accomplis conformément aux statuts.

Ce texte modifié, dont la teneur suit, vous apparaîtra plus équitable, puisque étendant ses effets à l'ensemble des sociétés, quelle que soit leur forme statutaire:

PROJET DE LOI

Art. 1er. — Les sociétés dont le siège social ou l'exploitation est situé sur le territoire de l'Union française qui, arrivées à leur terme statutaire, n'ont pu procéder à leur prorogation par suite de faits de guerre, de l'occupation ou d'un séquestre prononcé en vertu de lois de l'autorité de fait se disant gouvernement de l'Etat français peuvent proroger leur durée avec effet rétroactif au jour de ce terme, dans les conditions où ladite prorogation aurait pu être valablement décidée avant la date de leur expiration.

Art. 2. — La décision relative à la prorogation visée à l'article précédant devra intervenir au plus tard dans les six mois qui suivront la promulgation de la présente loi ou au plus tard dans les six mois qui suivront la cessation des hostilités pour les parties de l'Union française actuellement en état de guerre.

# ANNEXE N° 431

(Session de 1949. — Séance du 31 mai 1949.)

PROPOSITION DE LOI portant **organisation** de la **radiodiffusion** et de la **télévision** françaises, présentée par M. Jacques Debû-Bridel, sénateur, et transmise au bureau de l'Assemblée nationale, conformément à l'article 11 de la Constitution.

EXPOSE DES MOTIFS

Mesdames, messieurs, à la lumière des dernières discussions budgétaires, il est apparu que le régime actuel de la radiodiffusion nationale présentait de graves et nombreuses lacunes.

L'élaboration d'un nouveau statut portant organisation de la radiodiffusion et de la télévision françaises s'impose donc.

Il apparaît conforme aux principes démocratiques que les usagers soient admis à contrôler, par l'intermédiaire de leurs représentants qualifiés, l'emploi des taxes et redevances auxquelles ils sont assujettis. A cet effet, il paraît nécessaire de revenir au régime du décret de 1934, instituant le conseil national ed la radiodiffusion.

La fédération nationale de radiodiffusion et de télévision françaises a élaboré, en accord avec les représentants qualifiés des associations régionales, un projet de statuts qui, tout en sauvegardant les droits essentiels de l'Etat, assure le contrôle des usagers sur le fonctionnement de la radiodiffusion.

Persuadé en l'occurence de traduire le désir presque unanime des intéressés, nous avons retenu les grandes lignes de cette étude pour en saisir le Parlement.

Nous estimons cependant qu'il est inopportun d'alourdir le texte réglementaire de la radiodiffusion nationale et avons de ce fait écarté toutes les dispositions accessoires, notamment celles ayant trait à la « Maison de la radio ».

Enfin, si le contrôle de la présidence du conseil doit s'exercer sur quelques émissions d'ordre politique, nous pensons qu'il serait opportun de rattacher la radiodiffusion nationale provisoirement au ministère de l'éducation nationale, jusqu'au jour de la création du ministère des arts et des lettres, dont la nécessité se fait chaque jour de plus en plus sentir.

En conséquence, et conformément à l'article 11 de la Constitution, j'ai l'honneur de vous soumettre la proposition de loi suivante:

PROPOSITION DE LOI

Art. 1er. — La radiodiffusion et la télévision françaises sont constituées en service public doté de l'autonomie financière; ce service est rattaché en principe au ministère de l'éducation nationale; il est organisé conformément aux dispositions ci-après:

Art. 2. — La radiodiffusion et la télévision françaises sont dirigées par un conseil national composé comme il est dit à l'article 4; elles sont administrées par un directeur général nommé par décret rendu en conseil des ministres.

Ce directeur général est assisté des chefs de service ci-après énumérés:

1° Un chef de service des émissions parlées et des reportages documentaires;
2° Un chef de service du journal parlé et des reportages d'informations;
3° Un chef de service des émissions lyriques et symphoniques;
4° Un chef de service des émissions dramatiques;
5° Un chef de service des émissions de variétés;
6° Un chef de service de la télévision;
7° Un chef des services administratifs;
8° Un chef des services techniques;
9° Un chef des services financiers;
10° Un chef des services publicitaires.

Le directeur général et les chefs de service qui l'assistent ne sont pas nécessairement des fonctionnaires.

Les chefs des services administratifs, des services techniques et des services financiers, ainsi que les personnes relevant de leur autorité, sont nommés par le ministre ou l'administration et régis conformément au statut général de la fonction publique.

Art. 3. — Le conseil national est chargé des décisions concernant le programme d'ensemble des genres d'émission, des relais et des horaires.

Et sous le contrôle du Parlement:

Le budget, les traitements et salaires;

L'équipement du réseau et le programme des réalisations;

Les accords à conclure avec les radiodiffusions étrangères;

Les projets de taxes et redevances radiophoniques.

Il donne des avis dans tous les autres domaines.

Les chefs de service autres que ceux énumérés dans le dernier paragraphe de l'article 2 sont nommés par le conseil national sur les propositions du directeur général.

Le conseil national nomme les commissions de travail qu'il juge nécessaires et obligatoirement une commission chargée du contrôle financier de tous les services. Cette commission doit fournir au conseil national un rapport trimestriel sur la gestion financière du directeur et sur les engagements de dépenses envisagées par les différents services.

Le conseil national se réunit au moins une fois par mois. Il doit présenter au Parlement, à la fin de chaque année, un rapport sur les réalisations et les projets de la radiodiffusion nationale, ainsi que le compte d'exploitation de la radiodiffusion nationale.

Art. 4. — Le conseil national est constitué de la manière suivante:

Le directeur général;
Trois représentants de l'Assemblée nationale;
Trois représentants du Conseil de la République;
Un représentant de l'Union française;
Un représentant du Conseil économique;
Un représentant de l'Université de Paris;
Un représentant de l'académie des beaux-arts;
Un représentant de l'académie des sciences;
Un représentant de la société des gens de lettres;
Un représentant de la société des auteurs dramatiques;
Un représentant de la société des auteurs et compositeurs de musique;
Un représentant de la société des orateurs et conférenciers;
Un représentant de l'association des journalistes de la radio;
Un représentant des sociétés artistiques subventionnées;
Un représentant des théâtres subventionnés;
Un représentant des services du tourisme;
Un représentant des associations familiales;
Un représentant du personnel technique;
Un représentant des personnels administratif et financier;
Un représentant de la fédération du spectacle;
Un représentant des constructeurs d'appareils de T. S. F. et de télévision;
Un nombre égal de représentants des auditeurs, soit 125 sur la base actuelle.

Les chefs de service assistent au conseil avec voix consultative.

Un décret d'application en règlera le fonctionnement.

Art. 5. — Les représentants des auditeurs sont désignés par le conseil d'administration d'une fédération nationale des associations d'usagers agréée par décret pris en conseil des ministres; cet organisme devra être déclaré d'utilité publique; pourront y adhérer toutes les associations qui rempliront les conditions prévues par les statuts de cette fédération.

Art. 6. — Le conseil national est présidé de droit par un représentant du président du conseil des ministres.

Art. 7. — La voix du président est prépondérante en cas de partage des voix à égalité. Le directeur général remplit de droit les fonctions de vice-président du conseil national.

Art. 8. — Le produit des taxes radiophoniques, quel que soit le mode de perception, est porté au compte spécial de la radiodiffusion, qui sera soumis au contrôle permanent du ministre des finances et à la juridiction de la cour des comptes. La radiodiffusion nationale pourra, dans le cadre de son activité, réaliser des recettes à caractère industriel et commercial.

Art. 9. — Le nombre des membres des comités consultatifs placés auprès des stations régionales est fixé à douze, dont le tiers au moins sera composé de représentants d'auditeurs de la région, proposé par la fédération après consultation des auditeurs.

Art. 10. — Les stations françaises existantes ou à créer et situées dans les territoires de l'Union française seront administrées conformément aux prescriptions d'un décret qui sera contresigné par les ministres des finances, de l'intérieur et de l'Union française.

Art. 11. — Un règlement organique d'administration publique et des décrets simples fixeront dans un délai maximum de trois mois les modalités d'application de la présente loi, notamment en ce qui concerne le statut des personnels administratifs et techniques de la radiodiffusion française.

## ANNEXE N° 432

Session de 1949. — Séance du 31 mai 1949.)

RAPPORT fait au nom de la commission des finances sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif au **régime** de **vente** de l'**essence,** par M. Jean Berthoin, sénateur rapporteur général (1).

NOTA. — Ce document a été publié au *Journal officiel* du 1er juin 1949. (Compte rendu *in extenso* de la séance du Conseil de la République du 31 mai 1949, page 1203, 2e colonne.)

## ANNEXE N° 433

(Session de 1949. — Séance du 31 mai 1949.)

PROPOSITION DE LOI adoptée par l'Assemblée nationale, après déclaration d'urgence, tendant à instituer une carte nationale dite **« carte sociale des économiquement faibles »,** transmise par M. le président de l'Assemblée nationale à M. le président du Conseil de la République (2). — (Renvoyée à la commission de la famille, de la population et de la santé publique.)

Paris, le 31 mai 1949.

Monsieur le président,

Dans sa séance du 31 mai 1949, l'Assemblée nationale a adopté, après déclaration d'urgence, une proposition de loi tendant à instituer une carte nationale dite « carte sociale des économiquement faibles ».

Conformément aux dispositions de l'article 20 de la Constitution, j'ai l'honneur de vous adresser une expédition authentique de cette proposition de loi, dont je vous prie de vouloir bien saisir, pour avis, le Conseil de la République.

Je vous prie de vouloir bien m'accuser réception de cet envoi.

Agréez, monsieur le président, l'assurance de ma haute considération.

*Le président de l'Assemblée nationale,*
Signé: EDOUARD HERRIOT.

L'Assemblée nationale a adopté la proposition de loi dont la teneur suit:

PROPOSITION DE LOI

Art. 1er. — Il est attribué une carte nationale dite « carte sociale des économiquement faibles » aux personnes seules dont le total des ressources n'excède pas 75.000 F par an et aux ménages dont le total des ressources n'excède pas 100.000 F par an.

Art. 2. — La carte sociale des économiquement faibles sera exigée toutes les fois que son détenteur invoquera le bénéfice des droits et avantages qui y sont attachés.

Art. 3. — Un décret qui devra être promulgué dans les deux mois de la promulgation de la présente loi déterminera les conditions d'application des articles 1er et 2.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 31 mai 1949.

*Le président,*
Signé: EDOUARD HERRIOT.

## ANNEXE N° 434

(Session de 1949. — Séance du 31 mai 1949.)

AVIS présenté au nom de la commission des finances sur la proposition de résolution de MM. Pujol, Canivez, Paul-Emile Descomps, Magoumier, Mamadou M'Bodje, Louis Lafforgue et des membres du groupe socialiste, tendant à inviter le Gouvernement à déposer devant le Parlement un projet de loi mettant à la charge de l'Etat les **dépenses d'entretien et de fonctionnement** des **établissements publics du second degré** actuellement existants et les **dépenses de construction** des nouveaux établissements, dépenses qui sont jusqu'à présent supportées par les communes, par M. Jacques Debu-Bridel, sénateur (1).

NOTA. — Ce document a été publié au *Journal officiel* du 1er juin 1949. (Compte rendu *in extenso* de la séance du Conseil de la République du 31 mai 1949, page 1300, 2e colonne).

## ANNEXE N° 435

(Session de 1949. — Séance du 31 mai 1949.)

RAPPORT SUPPLEMENTAIRE fait au nom de la commission des finances sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif au **régime** de **vente** de l'**essence,** par M. Jean Berthoin, sénateur, rapporteur général (2).

NOTA. — Ce document a été publié au *Journal officiel* du 1er juin 1949. (Compte rendu *in extenso* de la séance du Conseil de la République du 31 mai 1949, page 1306, 1re colonne.)

## ANNEXE N° 436

(Session de 1949. — Séance du 31 mai 1949.)

Avis présenté au nom de la commission de la production industrielle sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif au **régime de vente de l'essence,** par M. René Depreux, sénateur (3).

NOTA. — Ce document a été publié au *Journal officiel* du 1er juin 1949. (Compte rendu *in extenso* de la séance du Conseil de la République du 31 mai 1949, page 1306, 2e colonne).

## ANNEXE N° 437

(Session de 1949. — Séance du 2 juin 1949.)

RAPPORT fait au nom de la commission de la justice et de législation civile, criminelle et commerciale sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à **abroger l'article 3 de l'ordonnance** n° 45-179 **du 5 février 1945** mettant en vigueur la **procédure du référé** dans les départements du **Bas-Rhin,** du **Haut-Rhin** et de la **Moselle,** par M. Kalb, sénateur (4).

Mesdames, messieurs, le texte qui vous est soumis a fait l'objet d'une proposition de loi présentée par M. René Kuehn, député du Haut-Rhin. Dans l'exposé des motifs, l'auteur rappelait que la procédure du référé avait été mise en vigueur dans les trois départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle par l'ordonnance du 5 février 1945.

Si l'expérience du référé généralisé depuis 1945 a donné d'excellents résultats, il n'en est pas de même de l'application de l'article 3 de l'ordonnance du 5 février 1945, du fait même du maintien en vigueur du code de procédure civile locale.

Cet article 3 prévoit, en effet « que les différents actes de la procédure de référé sont régis par les dispositions du code de procédure civile ». Or, il est pratiquement impossible de faire appliquer simultanément, dans un même ressort, deux codes de procédure d'essence et d'inspiration différentes.

L'application de l'article 3 de l'ordonnance du 5 février 1945 a jeté un trouble profond dans la matière et aboutit à une véritable anarchie. La conséquence pratique qui en résulte est la nullité de presque toutes les procédures de référé introduites depuis 1945 selon les règles de la procédure civile locale. Cette anarchie est singulièrement illustrée par deux arrêts de la cour de cassation. L'un, rendu par la chambre sociale, le 16 mars 1948, précise que l'article 3 de l'ordonnance du 5 février 1945 a, pour le référé, introduit la généralité des règles de procédure du code de procédure civile. L'autre, rendu par la chambre civile, le 6 juillet 1948, donne une portée toute différente à l'application de l'ordonnance du 5 février 1945 et maintient les règles de la procédure locale.

Il est nécessaire de sortir rapidement de cette situation en vue d'éviter que, dorénavant, dans le ressort de la cour de Colmar, on soit amené à appliquer à un même dossier deux sortes de procédures.

Le comité de l'association régionale des avocats, comprenant dans son sein les bâtonniers de tous les barreaux d'Alsace et de Moselle, a souligné avec beaucoup de pertinence, dans une motion adoptée à l'unanimité, que, pour échapper aux difficultés actuelles qui compromettent gravement les intérêts des justiciables et le prestige de la justice française, il n'est pas d'autre moyen que le retour aux règles de la loi du 1er juin 1924, jusqu'à ce que l'unification législative en matière de procédure ait pu être réalisée.

L'abrogation de l'article 3 de l'ordonnance du 5 février 1945 ne va nullement à l'encontre de l'unification législative souhaitée par l'ensemble des juristes d'Alsace et de Moselle. Il s'agit simplement d'une mesure temporaire rendue inévitable en attendant que soient réalisées les réformes indispensables du code de procédure civile.

Il doit être possible, dans un avenir proche, de puiser dans ce qu'il y a de bon, de généreux et de grand, aussi bien dans les lois nationales que dans celles dites locales, pour arriver, d'une part, à doter l'Alsace et la Moselle de ce complément indispensable à leurs aspirations et, d'autre part, à faire bénéficier l'ensemble des Français des expériences d'une législation locale plus moderne. C'est de cette façon qu'on arrivera à une heureuse harmonisation des textes et à une unification législative indispensable.

Votre commission de la justice et de législation civile, criminelle et commerciale vous demande de bien vouloir donner un avis favorable au texte transmis par l'Assemblée nationale et dont la teneur suit:

PROPOSITION DE LOI

*Article unique.* — L'article 3 de l'ordonnance n° 45-179 du 5 février 1945 est abrogé.

## ANNEXE N° 438

(Session de 1949. — Séance du 2 juin 1949.)

RAPPORT fait au nom de la commission de la famille, de la population et de la santé publique sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, après déclaration d'urgence, tendant à instituer une carte nationale dite **carte sociale des économiquement faibles,** par M. Réveillaud, sénateur (1).

NOTA. — Ce document a été publié au *Journal officiel* du 3 juin 1949 (compte rendu *in extenso* de la séance du Conseil de la République du 2 juin 1949, page 1335, 2e colonne).

(1) Voir les nos Assemblée nationale (1re législ.): 7220, 7245, 7269 et in-8° 1815; Conseil de la République: 429 (année 1949).

(2) Voir les nos: Assemblée nationale (1re législ.): 5858, 6776 et in-8° 1817.

(1) Voir les nos: Conseil de la République: 49 et 223 (année 1949).

(2) Voir les nos : Assemblée nationale (1re législ.): 7220, 7245, 7269 et in-8° 1815; Conseil de la République: 429 et 432 (année 1949).

(3) Voir les nos: Assemblée nationale (1re législ.): 7220, 7245, 7269 et in-8° 1615; Conseil de la République: 429, 432 et 435 (année 1949).

(4) Voir les nos: Assemblée nationale (1re législ.), 5623, 6892 et in-8° 1799; Conseil de la République, 424 (année 1949).

(1) Voir les nos: Assemblée nationale (1re législ.): 5858, 6776 et in-8° 1817; Conseil de la République: 433 (année 1949).

# ANNEXE N° 439

(Session de 1949. — Séance du 2 juin 1949.)

PROPOSITION DE RESOLUTION tendant à inviter le Gouvernement à **attribuer** aux **villes de Fort-Lamy, Brazzaville, Bangui** et **Douala,** la **croix de la Légion d'honneur,** en raison de leur action face à la défaite et à l'armistice de juin 1940, présentée par MM. Durand-Reville, Robert Aubé, Bechir Sow, Coupigny, Julien Gautier, Grassard et Mme Jane Vialle, sénateurs. — (Renvoyée à la commission de la France d'outre-mer.)

EXPOSE DES MOTIFS

Mesdames, messieurs, il y a déjà neuf ans, la France subissait la plus effroyable défaite de son histoire. Pendant quatre ans, le drapeau à croix gammée allait déshonorer les monuments de Paris. Le 18 juin 1940, dans un appel prophétique, le général de Gaulle conviait tous les Français à continuer la lutte pour échapper à la servitude: « Le dernier mot est-il dit ? L'espérance doit-elle disparaître ? La défaite est-elle définitive ? Non. La France a un vaste Empire derrière elle. Cette guerre n'est pas limitée au territoire malheureux de notre pays. Cette guerre n'est pas tranchée par la bataille de France. »

Ce langage allait trouver une singulière résonance dans notre Afrique noire, et plus particulièrement en Afrique équatoriale française et au Cameroun. La décision prise à Bordeaux par le « vainqueur de Verdun » ne pouvait être comprise par nos territoires d'outre-mer qui n'avaient pas, pour la plupart, trouvé encore l'occasion d'être engagés dans la bataille.

Folle témérité, dira-t-on alors, en parlant de ces Français éloignés de la métropole, qui ne veulent accepter d'être condamnés à mettre bas les armes, sans avoir combattu.

De toutes les colonies affluèrent alors vers Bordeaux des télégrammes d'émouvante protestation. L'utilisation des réserves de l'Afrique du Nord, où avaient été mobilisés 400.000 hommes, n'avait pu avoir lieu. Mais, c'était vers l'Afrique, comme ce fut vers l'Angleterre, que se dirigeaient avec leurs unités et leur matériel, tous ceux qui avaient pu trouver un embarquement. Mais déjà d'Afrique du Nord, venaient de la part des chefs de ces territoires, des appels à la soumission et à l'obéissance au gouvernement de Vichy.

Qu'allait faire l'Afrique équatoriale française ? Son gouverneur général, Pierre Boisson, grand mutilé de la guerre 1914-1918, affirme d'abord sa résolution de continuer la lutte aux côtés des Alliés. « Si la patrie ne peut plus se battre, l'heure est venue pour l'Empire de rendre à la patrie un peu de ce qu'elle a fait pour lui et de continuer la lutte. » Mais, huit jours plus tard, le même gouverneur général, qui venait d'être nommé haut commissaire de l'Afrique noire, faisait à son tour sa soumission à Vichy!

Pourtant, si certains hommes n'ont pas alors discerné avec exactitude les véritables voies de l'honneur et de l'intérêt national et ont pu se laisser abuser sur le sens de leur devoir envers le maréchal Pétain, il faut aujourd'hui en comprendre les motifs. La France était battue et la nécessité d'une discipline s'avérait plus indispensable que jamais. Fallait-il donc, pour continuer à se battre aux côtés des Alliés, rejeter toute autorité émanant de la métropole; fallait-il accepter le morcellement de la patrie ? Nos colons, nos fonctionnaires coloniaux, malgré l'éloignement de la capitale, sont hommes de conscience et de devoir. C'est leur honneur que de faire aimer et respecter le drapeau français. Où était donc le vrai devoir ? Comme le soulignait alors fort habilement le gouvernement de Vichy, la dissidence des territoires d'outre-mer ne risquait-elle pas de marquer en même temps le début de la désintégration de notre Empire ?

Grâce à quelques Français de la métropole, à quelques autochtones nourris de notre culture, de leur propre initiative, sans pression extérieure d'aucune sorte, l'Afrique équatoriale et le Cameroun allaient les premiers rejeter les formules de désespoir que leur offrait le gouvernement fixé en zone dite libre.

Plusieurs centaines de Français, perdus au cœur de l'Afrique, qui ne couraient aucun risque, sinon de perdre leur liberté présente, leur situation, et peut-être leur vie, voulant faire quelque chose pour remédier au malheur de la patrie: voilà ce que pouvait, à l'origine, représenter la résistance en Afrique équatoriale française. Mais, au Tchad, il y avait un Français, originaire des Antilles, qui avait reçu en France toute son éducation et toute son instruction. Le gouverneur Félix Eboué, que la Patrie reconnaissante fait aujourd'hui reposer au Panthéon, à côté de nos plus hautes gloires nationales, avec une grande lucidité, sait adopter immédiatement et sans réserve le parti de la résistance. Quinze jours après l'armistice, il télégraphiait au général de Gaulle qu'il se plaçait sous son autorité. Le 23 août 1940, René Pleven arrivait à Fort-Lamy, mandaté par le président du comité français, et accompagné du commandant Colonna d'Ornano qui devait bientôt après tomber glorieusement au champ d'honneur de Mourzouck. Le 26 août 1940, à Fort-Lamy, le colonel Marchand lisait la proclamation suivante, qui indiquait le rattachement de ce territoire à la France libre: « Le Tchad est devenu français grâce à l'abnégation, au courage, à la volonté, au travail d'une phalange de soldats, d'administrateurs et de colons dont l'esprit d'abnégation est devenu, dans toute l'Afrique française, le symbole de l'énergie française.

« Gardienne des marches de l'Afrique françaises, avant-poste d'une armée qui a dû déposer ses armes, avant même d'avoir combattu, les garnisons du Tchad se sont soumises avec douleur, mais dans la plus stricte discipline, à un armistice qui fut conclu sans que soit consulté l'empire français.

« Au cours des deux derniers mois, les Français d'Afrique ont constaté que l'armistice ne se borne pas à forcer la France à abandonner la lutte, mais que, sous la contrainte évidente de l'ennemi, le gouvernement métropolitain est obligé d'accumuler les mesures d'hostilité envers la Grande-Bretagne et d'imposer à l'Afrique française une politique d'isolement économique, qui mène les populations indigènes, aussi bien que les Européens, à la ruine. Le gouverneur du Tchad et le commandant militaire du territoire, convaincus que la restauration de la grandeur et de l'indépendance française exigent que la France d'outre-mer continue à se battre aux côtés de la Grande-Bretagne, décident de proclamer l'union du territoire et de ses troupes qui la protègent aux forces françaises libres du général de Gaulle, d'organiser immédiatement une coopération économique étroite avec les colonies britanniques voisines et de faire appel aux autres parties de l'Afrique française également menacées, pour qu'elles imitent l'exemple du Tchad ».

Qui tient le Tchad tient toute l'Afrique, avait jadis déclaré le général Mangin. Après le ralliement du Tchad, qui est sans doute un des plus émouvants par son caractère spontané et par le désintéressement qu'il traduisait, d'autres terres équatoriales n'allaient pas tarder à demander à servir la France, sous la bannière à croix de Lorraine.

Au Cameroun, l'affaire ne fut pas aussi aisée. Sans doute, ce territoire était animé de la volonté de ne pas suivre Vichy, il existait des hommes énergiques, résolus à prendre des risques quand le moment serait venu. Il avait été décidé qu'avec l'aide des patriotes de Douala, un petit groupe de Français libres s'emparerait de nuit du commandement de la garnison et des administrations, et, après s'être solidement installé dans cette première base, agirait ensuite sur Yaoundé, capitale administrative.

Nos populations autochtones, qui avaient connu avant la guerre le joug allemand, ne pouvaient oublier du jour au lendemain ce que cela pouvait signifier pour elles. Notre glorieuse armée d'Afrique, qui a versé si généreusement son sang pour réduire l'esclavage sur des territoires brûlés par toutes sortes de lèpres, ne pouvait accepter de voir aussi facilement son œuvre anéantie. Les Camerounais savaient trop bien ce que voulait dire le racisme allemand: aussi gardaient-ils confiance en la France, fût-elle écrasée un moment, qu'ils souhaitaient ardemment voir relevée. Déjà, se répandait le bruit qu'un ancien gouverneur allemand du Cameroun était installé à Fernando-Po et qu'il n'attendait que les ordres de ses supérieurs pour débarquer à Douala. Vichy avait délégué peu auparavant, au Cameroun, l'amiral Platon, qui n'avait pas réussi à convaincre la population, celle-ci ne voulant, à aucun prix retomber sous le joug allemand. Le sous-marin le *Beveziers*, puis le *Sidi-Ferruch*, avaient ensuite été envoyés sur les lieux, dans l'espoir de ruiner toute velléité de résistance.

Dix-neuf hommes, dont deux pères blancs, allaient sur deux pirogues, par une nuit sombre du mois d'août, partir pour tenter le ralliement de ce territoire. Voyage tragi-comique, qui manqua de peu de fort mal se terminer à la suite d'un coup de vent et de tornades de pluie, qui faillirent faire chavirer les pirogues engagées sur le Wouri. Parmi ce groupe d'hommes, se trouvait le commandant Leclerc, qu'accompagnait le capitaine de Boislambert.

A peine débarqués, les dirigeants de la résistance de Douala, réunis dans une maison amie, se mettaient à la disposition du commandant Leclerc. Parmi eux, se trouvait le capitaine Dio, une des plus belles figures des forces françaises combattantes, qui devait faire la jonction avec Yaoundé, tandis que le commandant Leclerc prenait possession des services administratifs.

Quelques heures plus tard, dans la nuit du 26 au 27 août, le Cameroun était rallié à la France libre.

Depuis le 18 août, le colonel de Larminat, qui s'était évadé de Damas, où il avait été incarcéré en raison de ses sentiments hostiles au gouvernement de l'armistice, se trouvait à Léopoldville. Le général Husson avait remplacé Pierre Boisson en qualité de gouverneur général de l'Afrique équatoriale française. Craignant la contagion du Congo belge, resté fidèle aux alliés, cet officier général avait rompu toutes les relations avec ce territoire. Répondant à cette attitude, le colonel de Larminat lança de Léopoldville, au nom du comité africain de la France libre, le message suivant:

« Le Tchad, sous la conduite du gouverneur Eboué et du commandant Colona d'Ornano, s'est rallié hier soir au mouvement du général de Gaulle. Il vous montre la route de l'honneur et de la liberté. Le groupe des colonies de l'Afrique équatoriale française ne peut pas se diviser, dans les temps tragiques où nous vivons. Tout entier, il suivra l'impulsion qui lui vient du Tchad ».

Le général Husson, inquiet des conséquences de cet appel, fait immédiatement prendre des dispositions devant permettre de procéder à l'arrestation des Français résistants. Cette mesure, loin de brider tout élan, ne fait que galvaniser les énergies. Le médecin général Sicé et le commandant Delange, avec un groupe de civils et militaires Français, décident alors de s'emparer des postes de commande. Le 28 août, entraînés par le commandant Delange et par le capitaine Rougé — qui devait, lui aussi, tomber glorieusement en Syrie peu après —, une poignée d'officiers et de sous-officiers s'emparaient de la personne du général Husson et, suivis d'enthousiasme par la majorité de la population militaire et civile, libéraient Brazzaville de la servitude de Vichy, et remettaient la capitale de l'Afrique équatoriale française entre les mains de l'envoyé de la France libre, le colonel de Larminat. Le lendemain, commentant de Londres l'histoire de ces trois glorieuses journées, le général de Gaulle déclarait:

« Le 26 août, le territoire du Tchad s'est rallié aux forces françaises libres, sous l'impulsion de son gouverneur et de son commandant militaire. Le 27 août, le Cameroun, dans un immense mouvement de foi, d'ordre et de discipline, s'est spontanément placé sous la direction de mes représentants. Ceux-ci assurent directement l'administration du mandat français et le commandement des troupes.

« Hier, 28 août, à Brazzaville, capitale de l'Afrique équatoriale, mon représentant, acclamé par toute la population, et obéi par toutes les troupes, a pris en main les pouvoirs civils et militaires.

« Ainsi, menacé par les convoitises de l'ennemi allemand et italien, et placé par l'abominable armistice dans une situation économique sans issue, tout l'ensemble des colonies

de notre Afrique équatoriale française est rentré dans la guerre. Cette vaste et vaillante partie des terres françaises a décidé de se défendre et sera défendue. »

Bangui avait précédé les autres villes d'Afrique équatoriale française par une tentative de soulèvement pour mettre les autorités en demeure de continuer la lutte contre l'Allemand; cette tentative avait échoué. C'est dire avec quel enthousiasme la ville de Banghi suivit le ralliement des autres territoires de la fédération, en laissant rentrer à Vichy, les quelques hésitants dont, pourtant, c'était le métier de faire la guerre.

Le ralliement de Banghi fut consommé rapidement et il nous faut citer, à côté d'Eboué et Colonna d'Ornano au Tchad, de Rougé à Brazzaville, de Leclerc à Douala, la grande figure du commandant Decoux à Banghi.

Tous ces grands Français ont péri au service de la patrie.

Ce ralliement à la cause de la France libre de ces territoires n'eût été qu'une magnifique et légendaire aventure s'il n'avait dû avoir des conséquences politiques et militaires incalculables.

Les populations autochtones, qui s'étaient placées dans le passé sous la protection de notre drapeau, savaient maintenant que la France n'abandonnait pas sa mission civilisatrice. Le Cameroun n'avait plus dès lors à redouter le retour des Allemands. Les uns et les autres devaient par la suite, du Tchad à Brazzaville, prouver d'une émouvante façon leur fidélité.

Par le ralliement du Tchad, plus de 20.000 avions de chasse britanniques, à destination de l'Egypte et du Proche-Orient, purent dorénavant, grâce à la plaque tournante de Fort-Lamy, éviter d'être transportés démontés par mer, en empruntant la vieille route du Cap, la seule qui fût encore libre. Quittant les aérodromes britanniques, ils allaient, quelques heures plus tard, pouvoir être engagés contre les armées du maréchal Rommel.

Par ses bois, ses métaux, ses produits alimentaires, l'Afrique équatoriale française allait apporter une contribution précieuse aux forces alliées.

Ce sont nos militaires et nos civils français, administrateurs et commerçants du Tchad, de l'Oubangui, du Congo, du Cameroun, et plus tard du Gabon, commandés par le général Leclerc, qui ont constitué en majeure partie les cadres de la glorieuse 2e D. B., qui s'est illustrée à Tunis, à Paris, dans la poche de l'Atlantique, à Strasbourg et en Allemagne, Afrique équatoriale française et Cameroun fournirent ainsi aux forces françaises libres seize bataillons de marche, qui participèrent à toutes les campagnes de 1940 à 1945.

C'est par la dissidence de ces territoires que le grand mouvement de libération de la France combattante a pu trouver un corps et une âme. La France aurait-elle déjà oublié ce qu'elle doit à ces territoires, qu'on appelait naguère les Cendrillons de nos colonies? La conquête du Fezzan, celle de l'Erythrée, Bir-Hakeim, Koufra, ne font-ils déjà plus vibrer nos cœurs de Français? Fort-Lamy a connu Eboué et Marchand. Douala a été la base de départ de l'action d'un Leclerc, Brazzaville, par sa jeune station de radiodiffusion, a été la voix de la conscience des Français.

D'autres cités, d'autres territoires, d'autres départements français, ont acquis des titres magnifiques à la reconnaissance française. Grâce à Fort-Lamy, Brazzaville, Bangui et Douala, une grande page de notre histoire nationale a pu être écrite. Ces quatre cités, qui conservent pieusement le souvenir des trois glorieuses journées des 26, 27 et 28 août 1940, qui ont marqué l'espérance de la renaissance de la France par la reconquête de la Mère-Patrie, à partir de ses territoires d'outre-mer, ont droit, elles aussi, à notre reconnaissance et à notre légitime fierté.

C'est pourquoi nous vous demandons d'adopter la proposition de résolution suivante:

### PROPOSITION DE RESOLUTION

Le Conseil de la République invite le Gouvernement à déposer un projet de loi attribuant la Croix de la Légion d'honneur aux villes de Fort-Lamy, Brazzaville, Bangui et Douala.

# ANNEXE N° 440

(Session de 1949. — Séance du 2 juin 1949.)

PROPOSITION DE RESOLUTION tendant à demander au Gouvernement de saisir le **Conseil de l'Europe,** avant la première réunion de l'assemblée consultative, de divers projets de nature à prouver rapidement l'**utilité** de la **nouvelle organisation politique européenne,** présentée par M. Debré, sénateur. — (Renvoyée à la commission des affaires étrangères.)

### EXPOSE DES MOTIFS

Mesdames, messieurs, le Parlement devra prochainement ratifier le statut du conseil de l'Europe signé à Londres le 5 mai 1949. Ce conseil de l'Europe, constitué par un comité des ministres et une assemblée consultative, est le premier essai d'une organisation politique de l'Europe occidentale.

Cet essai doit réussir! Aucune autre organisation européenne, qu'elle soit militaire, économique ou sociale, ne sera en mesure d'accomplir sa tâche d'une manière durable si elle ne peut s'appuyer sur une autorité politique qui la dirige et la contrôle. Les grands problèmes intéressant les nations d'Europe occidentale, qu'il s'agisse du maintien de leur influence ou de leurs droits sur les territoires extérieurs, de la mise en commun de leurs ressources et de leurs marchés, de la solution pacifique de la renaissance allemande, où de tout autre, ne peuvent être abordés sérieusement sans une autorité politique dont l'action cohérente et constante soit soutenue par l'opinion publique.

Or, ce conseil de l'Europe n'est encore qu'un modeste organisme. La souveraineté des nations membres du conseil est entièrement sauvegardée. Le comité des ministres est un organisme intergouvernemental plutôt qu'international. L'assemblée n'est pas seulement consultative: son rôle est limité à la fois par son mode de composition et par l'énumération précise de ses tâches. Il n'était sans doute pas possible qu'il en fût autrement. Mais il faut bien voir qu'essayer de construire une organisation européenne sur des bases aussi fragiles tient du paradoxe.

Nous ne sommes pas au XIXe siècle et les peuples exigent beaucoup plus que la proclamation des libertés politiques. Ils sont moins sensibles aux déclarations solennelles, au fonctionnement régulier du régime parlementaire, qu'à leurs besoins immédiats. Il est à craindre qu'un conseil de l'Europe qui ne prouve pas assez rapidement la valeur de l'organisation nouvelle perde rapidement l'estime des foules, et par là toutes chances d'avoir une autorité. Or la seule expérience récente des discussions d'ordre économique entre nations européennes suffit déjà à montrer que cette autorité est nécessaire pour le plus léger progrès.

Ne nous berçons pas d'illusions. L'idée d'Europe est sympathique parce que, dans les difficultés présentes, toute hypothèse paraît une chance et tout symbole un espoir. Mais les nationalismes sont aujourd'hui aussi forts que par le passé. Intérêts, tempéraments, méthodes de pensée, tout en Europe, et même en Europe occidentale, reste divisé. Le conseil de l'Europe doit prouver rapidement son utilité, sinon, avec l'assentiment des peuples, la division du continent s'accentuera et chaque nation d'un cœur léger retournera vers son destin.

Cet effort, qui doit être l'effort de demain, n'est pas impossible à condition qu'un gouvernement, plus audacieux que d'autres, en prenne l'initiative. Il semble bien que cette audace doive appartenir au Gouvernement français, qui, premier partenaire en Europe continentale, se trouve une fois de plus en face d'une Allemagne qui se redresse et doit, au premier chef, se préoccuper d'éviter toute possibilité d'un nouveau conflit. En même temps, c'est à la France de montrer le chemin qui est celui de la liberté.

Ni les plans militaires, ni les plans économiques de production ou de répartition ne peuvent toucher le cœur des foules. Et les foules n'ont pas tort. Elles sentent inconsciemment la faiblesse de plans qui n'ont de valeur que dans la mesure où chaque gouvernement accepte chaque jour d'y conformer sa conduite.

Le problème consiste donc à conférer au conseil de l'Europe des responsabilités qui soient de sa compétence et qui lui permettent en même temps de donner la mesure de son pouvoir. Voilà qui ne paraît pas impossible, même en respectant le principe de la souveraineté de chaque nation. On peut envisager une délégation, qui aurait un caractère provisoire: le conseil de l'Europe agirait comme délégué de l'ensemble des nations pour une certaine mission, ou pour plusieurs missions.

L'objet de la présente proposition est de soumettre au Gouvernement quelques suggestions qui permettraient de mener à bonne fin de très utiles travaux européens. Ces suggestions ont été présentées à la commission des réalisations sociales du comité exécutif du mouvement européen où elles ont rencontré un accueil favorable.

#### I. — *D'un projet de commissariat européen à la reconstruction et à la construction.*

L'Europe traverse une profonde crise sociale. Aucune des nations d'Europe occidentale n'y échappe. S'attaquer à cette crise est une tâche très complexe, et qui met en cause trop de problèmes pour que le conseil de l'Europe puisse avoir l'ambition de le faire. Mais il est un aspect de cette crise sociale qui peut donner lieu à des réalisations à la fois utiles et sensationnelles. Je veux parler de la crise du logement.

Elle est le problème n° 1 de la plupart des pays d'Europe. Manque de logements, taudis et logements insalubres: le mal était déjà répandu avant la deuxième guerre mondiale. Depuis les destructions qu'elle a entraînées, petites et grandes nations se trouvent en face de difficultés à peu près insolubles de reconstruction. En même temps, hommes et femmes, devant les progrès de la technique et du confort, deviennent à juste titre plus exigeants.

Chaque nation, isolément, est incapable d'aboutir à une solution satisfaisante de cette crise. Il faut vingt ans de paix pour effacer les destructions, il en faut le double pour supprimer les mauvais logements: effort considérable, presque impossible pour la plupart des nations! S'il arrivait que certaines d'entre elles aient les moyens d'en venir à bout, le retard des nations voisines doit les inquiéter car l'inégalité des conditions sociales selon les divers pays d'Europe est une cause de divisions entre les peuples, et de troubles.

Pourquoi ne pas affirmer que cette tâche de reconstruction et de construction est désormais une responsabilité solidaire des nations unies d'Europe? Ce serait, semble-t-il, obéir à la nature même des choses et aussi à l'évolution historique.

Je suggère au Gouvernement de la République de franchir ce pas et de proposer l'institution d'une autorité européenne disposant, par délégation de tous les gouvernements, du pouvoir d'accomplir cette tâche, au bénéfice commun de tous.

Cette autorité disposerait d'un budget alimenté par certaines recettes affectées provenant de chaque état. Elle disposerait des moyens matériels nécessaires: contrôle des industries indispensables au bâtiment, états-majors d'architectes, main-d'œuvre mise gratuitement à sa disposition par un service civil européen. Est-il besoin de développer davantage? L'esprit découvre tout de suite les chances qui seraient données à l'idée européenne. Une œuvre considérable peut, si un petit nombre d'hommes savent y consacrer leurs énergies, être réalisée en quelques années. Un travail que les nations isolément peuvent malaisément accomplir, un effort, des obligations que les nations isolément peuvent malaisément imposer, une autorité internationale réussit à le faire. Elle touche ainsi l'opinion populaire et elle la touche dans sa partie la plus sensible, à la misère du siècle. En même temps cette autorité suscite un enthousiasme de bon aloi grâce à ce travail en commun d'une jeunesse déçue par les conditions de vie et de pensée d'un vieux continent, et qui retrouve, par un appel grandiose, ce goût de l'idéal et du sacrifice que son instinct réclame.

Les difficultés d'une pareille entreprise sont certaines. Mais aucun obstacle n'est décisif à qui souhaite et veut le succès. Construire en cinq ou six ans un à deux millions de maisons et de logements, renouveler cet effort pendant une seconde période: on imagine aisément ce que ferait aussitôt pour réussir un dictateur tout puissant, soucieux de sa popularité, mais désireux aussi de laisser sa marque à un siècle et à un continent. L'union des démocraties doit accomplir, avec plus d'éclat encore, cette œuvre exceptionnelle. Ce n'est pas seulement l'intérêt des hommes et des peuples qui doit les décider, c'est aussi leur intérêt en tant que régime politique. Les démocraties doivent agir, réussir, forcer le destin. C'est à un tel effort qu'on reconnaîtra leur vitalité et qu'elles demeureront l'espoir des humbles et des opprimés. Que les nations européennes créent ensemble et sans tarder, trois ou quatre types de « maisons européennes », dont la construction, avec quelques variantes, suivant la latitude, marquerait du Nord au Sud et de l'Est à l'Ouest le style d'un idéal! Les sacrifices qui seront demandés seront faibles à côté de ceux qu'exige une politique d'armements. Et pour la victoire, en définitive, ils compteront davantage.

II. — *D'un projet de commissariat européen à la population.*

La pénurie de logements est une souffrance très générale en Europe. Il est une autre souffrance moins générale, mais très profonde : je veux parler de l'ensemble des hommes et des femmes qui ont dû quitter leur pays, leur métier et leur famille. Un grand nombre est soumis à ce statut particulier qui les qualifie de « personnes déplacées » par une sorte de pudeur; d'autres sont simplement des réfugiés ou des sans abri. La situation de ces hommes et de ces femmes est une des conséquences les plus dramatiques de la guerre. Elle est aussi la suite d'une tyrannie inhumaine qui s'exerce dans certaines parties du monde et qui contraint à l'exil tant d'hommes de cœur.

Un effort important a été accompli par quelques nations et aussi par l'Organisation des Nations Unies. Mais en ce domaine rien n'est fait tant que tout n'est pas fait. N'oublions donc pas qu'il existe dans les camps d'Allemagne plus d'un million de « personnes déplacées » officiellement recensées. Le nombre des réfugiés et des « errants » est plus important encore. Nul homme ne peut être insensible à cette misère, nulle nation ne peut l'ignorer sans danger pour son avenir. Or dans la situation présente aucune solution ne sera donnée à ce problème sans un effort international et en particulier européen, venant relayer aussi bien l'effort isolé de quelques nations que l'effort de l'Organisation des Nations Unies.

Il est en Europe d'autres problèmes de population. Les mouvements de migration sont nombreux entre les pays, les uns surpeuplés, les autres insuffisamment habités. D'où des transferts de travailleurs qui sont plus ou moins bien organisés, et souvent dans des conditions peu humaines. Dans son ensemble le continent européen dans sa partie occidentale, est peut-être trop peuplé et les nombreux exilés accentuent chaque année ce surpeuplement. Des Européens doivent donc émigrer et ce désir d'évasion n'est pas toujours à condamner, car il est une marque de vitalité. Mais où diriger ces émigrés? Pourquoi les abandonner à des terres étrangères à l'Europe? Les nations européennes disposent, hors d'Europe, mais sous leur contrôle, de territoires qui pourraient être ouverts à la meilleure colonisation. Il suffirait d'un appui financier, d'une politique sanitaire, d'un effort industriel et commercial. Et on trouverait là une des meilleures solutions au tragique problème des réfugiés.

Cet aperçu schématique permet de se rendre compte que les problèmes ne manquent pas et que seule une autorité internationale est en mesure d'intervenir utilement. Il serait donc très souhaitable d'instituer un commissariat européen à la population. Au début sa tâche sera limitée et il se bornera, par délégation de tous les gouvernements, à tenter d'apporter aux souffrances qui viennent d'être soulignées des solutions qui sont simples et ne soulèvent aucune objection technique qui ne soit réfutable. Ensuite, en étendant son action, ce commissariat à la population développera une grande œuvre de solidarité, dont tous les hommes voient aujourd'hui la nécessité et que seul, un effort combiné de plusieurs nations également intéressées au salut de leur civilisation, rendra possible.

III. — *D'un projet de commission européenne de la modernisation agricole.*

L'agriculture n'a pas la première place dans les discussions des experts internationaux sur l'organisation économique de l'Europe. Cependant elle pose de graves problèmes aux nations d'Europe.

L'agriculture française et celle des pays voisins ont subi du fait de la guerre et de l'occupation ennemie des bouleversements qui sont comparables à ceux qui furent infligés à la production industrielle. On observe partout un vieillissement et une décadence qui doivent inquiéter. Ailleurs, il est vrai (en Angleterre, par exemple) la guerre a apporté un rajeunissement et un développement, mais il s'agit d'une exception par rapport au sort commun des nations de l'Europe occidentale. D'autre part, l'agriculture du vieux continent, sent et va sentir d'une manière toujours plus aiguë, la concurrence de l'agriculture extraordinairement modernisée des continents neufs. Ses conditions de production et de marchés sont moins favorables par suite des profonds bouleversements scientifiques et techniques que le temps présent apporte à toutes les branches de l'agriculture.

A ces premières réflexions il est bon d'en ajouter d'autres. Le cultivateur et le travailleur que l'unification économique de l'Europe occidentale préoccupe le plus. Le nationalisme économique des peuples européens a souvent comme origine un protectionnisme agricole. Ce n'est pas là un phénomène surprenant car nombreuses sont les nations qui se soucient à juste titre de tirer de leur sol le maximum de leur nourriture. Mais les conséquences de ce protectionnisme sont fâcheuses (c'est le moins qu'on puisse dire) pour l'économie européenne et pour le niveau de vie des travailleurs. Il faut un très grand effort de modernisation et d'adaptation pour diminuer ce protectionnisme et de tenter de le supprimer.

Alors que la reconstruction et les mouvements de population exigent une action immédiate et qu'il est difficile d'envisager en ces matières une réflexion qui ne se traduise immédiatement en réalisations, le problème de l'agriculture est plus complexe. Il est sans doute sage de l'aborder par l'étude d'un problème particulier, celui de sa modernisation. Cette modernisation est nécessaire aujourd'hui aussi bien pour les moyens de production que pour l'organisation des marchés et des débouchés. Elle se pose à peu près d'une manière analogue dans les principaux pays d'Europe et seule une association européenne permettra d'aboutir, car l'effort à faire ne peut être spécial à une nation.

Il n'est pas proposé de créer tout de suite un commissariat: une commission d'études peut être une première étape. Son travail sera poursuivi en toute indépendance et sans délai. Au vu de ses résultats, le conseil de l'Europe pourra décider comment il devra agir.

IV. — *D'un projet de commission européenne de l'instruction publique.*

Lorsqu'un pouvoir tyrannique s'installe à la tête d'un Etat, il se préoccupe très vite d'imposer à la jeunesse un moule uniforme d'éducation. Cette méthode est heureusement incompatible avec l'idéal et les méthodes de la démocratie. Mais la leçon ne doit pas être entièrement perdue. Si l'on veut progressivement atténuer les oppositions intellectuelles qui séparent les différentes nations européennes, il est indispensable, dès maintenant, de se préoccuper de la formation de la jeunesse. Il n'est pas d'entreprise plus difficile. Il n'en est pas qui exige plus de prudence. Mais il n'en est pas de plus nécessaire, car c'est dans l'esprit des jeunes que naissent les idées qui inspireront la politique de demain.

La présente proposition suggère deux essais, l'un et l'autre limités, mais tous deux, semble-t-il, justifiés et parfaitement conformes à l'idéal de liberté qui doit animer la politique européenne.

Le premier de ces essais intéresse l'enseignement supérieur. Les universités des nations européennes ont subi, depuis un siècle, une sérieuse déformation. Elles se sont souvent orientées vers des enseignements pratiques, utiles aux jeunes gens qui se destinent à certaines activités professionnelles; c'est là une évolution naturelle et dont on peut seulement regretter l'ampleur. Il est une autre transformation entièrement condamnable: le nationalisme est entré dans l'Université. Même les disciplines scientifiques, même les diplômes correspondant à des matières qui n'ont rien de national, sont maintenant, et presque sans exception, enfermés dans les frontières d'un Etat. Où est-il, le bel universalisme de la Renaissance? Ce serait un triomphe pour l'Europe nouvelle, un triomphe pour la liberté si nous savions en retrouver le chemin.

Il ne serait pas difficile d'établir un programme européen d'enseignement pour les disciplines fondamentales: sciences, médecine, lettres, droit, et aussi disciplines techniques ou de sciences appliquées. Ce programme serait une base. Chaque nation pourrait, si elle le souhaite, le compléter à sa guise. Seules peut-être certaines universités ou certaines facultés, au début, le prendraient à leur compte. Mais un grand pas serait fait. Le diplôme, consécration nécessaire de toutes les études, aurait une valeur européenne. Echanges de professeurs, échanges d'étudiants, échanges d'idées, tout serait facilité au grand profit de l'unité occidentale et de la liberté. Sans doute il ne s'agit que de l'enseignement supérieur... Mais les universités, en démocratie, sont ouvertes à tous et les étudiants qui y sont formés exercent, en de nombreux domaines, une action très importante. Il est enfin à remarquer que le prestige des études supérieures et des travaux scientifiques du vieux continent en serait grandement renforcé, car la pensée des hommes souffre des cloisonnements, autant que le commerce des marchandises. Ce n'est qu'en augmentant la valeur de sa propre culture que l'Europe la défendra contre l'excès des influences extérieures.

Un second effort peut et doit être tenté: il est plus difficile que le premier, mais donnera les meilleurs résultats. Dans tous les pays d'Europe la formation des instituteurs et celle des professeurs de lycée ou établissements similaires pose des problèmes analogues. Ce sont, dans l'ensemble, les mêmes matières que l'on enseigne aux enfants et aux adolescents du vieux continent. Qui ne voit les conséquences fécondes d'une formation commune de tous les maîtres qui, dans chaque pays, auront, en calcul, en latin, en histoire, en physique, à enseigner sur les bancs des écoles communales ou des lycées de grandes villes, les générations nouvelles de chaque nation? Il n'est pas besoin d'en dire davantage: l'imagination soisit aussitôt les espérances qui sont attachées à une semblable réalisation. Elle n'est pas possible dès demain. Mais un travail plus modeste donnerait déjà d'excellents résultats: programme commun de formation intellectuelle, mélange de méthodes pédagogiques, échanges multipliés d'instituteurs et de professeurs. En quelques années, des transformations d'une portée considérable peuvent être accomplies.

Les deux exemples qui viennent d'être cités ne sont que le début d'une œuvre aux développements multiples. On peut rêver d'échanges d'écoliers et d'étudiants par milliers; à la rédaction de manuels « européens » qui serviraient de base à un enseignement que compléteraient, dans chaque nation, des manuels particuliers; à la création d'une ou de deux « universités européennes »...

Un commissariat européen à l'instruction publique aurait devant lui la plus belle, la plus utile et en même temps la plus grandiose des missions. Sans doute est-il trop tôt pour l'instituer. Aussi, un peu à contre-cœur, est-il simplement suggéré au Gouvernement français de proposer la création d'une commission européenne de l'instruction publique. Mais cette commission, qui pourra accomplir déjà une excellente besogne, aura comme principale mission de « préparer le terrain » pour un homme d'action.

Un philosophe espagnol, Ortega y Gasset, écrivait voici plus de vingt ans: « Être Français, Anglais, Norvégien, Espagnol, c'est aujourd'hui être provincial. »

Cette réflexion est juste et doit être méditée. Seulement l'Europe ne se fera pas d'elle-même. Elle est divisée depuis trop longtemps. Chaque nation a pris, en tous domaines, une position trop indépendante pour abandonner aisément son isolement. L'Europe est une exigence de la raison que la nature et les passions peuvent contrecarrer.

Ceux qui croient à la valeur de ce noyau occidental des nations européennes et à l'avenir de leur civilisation, ne doivent pas se payer de mots. L'Europe ne se fera qu'avec l'acceptation des opinions publiques et cette acceptation ne sera donnée qu'après un constant effort et la vision claire des avantages de l'association. Il ne faut donc ni tarder à entreprendre, ni mesurer son audace.

« L'époque des chevaliers est passée. Celle des sophistes, des économistes et des calculateurs lui succède, et la gloire de l'Europe est éteinte à jamais ». Ainsi s'exprimait Burke en 1790. Le ton mélancolique de ses propos demeure actuel. On ne serait peut-être pas compris si l'on affirmait, en ce milieu du vingtième siècle, que la gloire de l'Europe ne reviendra qu'avec le retour des chevaliers! Mais on ne devrait pas être contredit, si, s'exprimant un peu différemment, on osait dire que l'Europe ne reviendra à la gloire qu'en reprenant une exacte conception de la valeur des choses humaines, c'est-à-dire en se préoccupant avant tout de justice sociale et de liberté. Sophistes, économistes et calculateurs ignorent que rien de grand ou de durable ne se construit sur l'inégalité, la souffrance, la misère. La politique moderne, qui veut l'Europe, doit être un chevalier. Montrer que le premier travail de l'Europe est de porter remède aux maux devant lesquels les nations sont impuissantes; montrer que lorsque des démocrates édifient l'Europe, ils cherchent d'abord une meilleure existence pour les hommes et les femmes qui y vivent: voilà la grandeur d'une nouvelle chevalerie qui se penche d'abord sur le sort du menu peuple, et qui sait, en même temps, que pour défendre une civilisation, il faut donner aux hommes, qui peuvent devenir des combattants, le sentiment que cette civilisation mérite les sacrifices que, d'avance, l'on accepte pour elle! Lorsque les peuples auront compris, c'est-à-dire lorsqu'ils auront vu, senti, apprécié l'œuvre sociale de l'Europe libérale, on sera surpris de voir avec quelle facilité, les gouvernements accepteront plans militaires et plans économiques ou financiers!

C'est à la France de se hâter. C'est à la France d'être audacieuse. L'Europe libérale, en effet, ne se fera que si la France en prend la direction spirituelle. Elle seule parmi les grandes nations y a un intérêt immédiat, vital. Elle seule peut rallier, par sa ténacité, les nations hésitantes.

Souhaitons que le Gouvernement français le comprenne, qu'il soit ferme dans ses propositions et persévérant dans leur réalisation.

En conséquence, nous vous demandons d'adopter la proposition de résolution suivante:

## PROPOSITION DE RESOLUTION

Le Conseil de la République demande au Gouvernement de saisir, dès la ratification du statut du conseil de l'Europe, le comité des ministres, aux fins de discussion et d'approbation par l'assemblée consultative, de divers projets de nature à prouver rapidement l'utilité de la nouvelle organisation politique européenne.

### I. — *Création d'un commissariat européen à la reconstruction et à la construction.*

1° Il sera institué, sous l'autorité du conseil de l'Europe, un commissariat européen à la reconstruction et à la construction.

Ce commissariat sera créé pour douze ans. Toutefois, il pourra être supprimé par décision du conseil de l'Europe à l'expiration de la première période de six ans;

2° La tâche du commissariat sera d'améliorer les conditions de logement et d'habitation des peuples des nations associées. A cette fin, il aura la charge d'assurer le relèvement des ruines et la reconstruction des maisons détruites, la suppression des taudis et la construction de logements nouveaux, enfin la modernisation progressive des logements urbains et ruraux;

3° Le commissariat établira, pour l'ensemble des nations membres, des plans et des projets de reconstruction et de construction. Son autorité se substituera à celle des gouvernements pour l'exécution de ces plans;

4° Les nations membres du conseil de l'Europe mettront à la disposition du commissariat les moyens nécessaires pour assurer sa tâche, notamment:

*a*) Les fonds, par affectation d'un impôt ou de plusieurs impôts.

*b*) Les matériaux, par le contrôle et la gestion de certaines fabrications, notamment celle des éléments de construction préfabriquée;

*c*) La main-d'œuvre, par l'institution dans toutes les nations membres d'un service obligatoire de six mois pour les jeunes gens âgés de vingt à vingt-cinq ans;

5° Le commissariat pourra emprunter, même par voie d'appel public à l'épargne;

6° Le commissariat disposera de fonctionnaires et d'architectes. Il aura autorité pour passer des marchés;

7° Le commissariat donnera un caractère nettement européen à son œuvre en créant un nombre limité de types de maisons ou d'immeubles, qui seront dits « maisons européennes »;

8° Le commissariat rendra compte de son activité deux fois par an au comité des ministres ou à une commission désignée par ce comité, une fois par an à l'assemblée consultative.

### II. — *Création d'un commissariat européen à la population.*

1° Il sera constitué, sous l'autorité du conseil de l'Europe, un commissariat européen à la population.

Ce commissariat sera créé pour six ans.

2° La tâche du commissariat sera d'améliorer les conditions d'existence des hommes et des femmes vivant sur le territoire des nations membres et se trouvant d'une manière permanente sans emploi valable.

A cette fin, il aura la charge:

*a*) D'organiser une politique commune des nations membres à l'égard des hommes et des femmes dits « personnes déplacées » ou se trouvant dans une situation analogue;

*b*) D'aménager ou d'organiser les mouvements de population à l'intérieur des nations membres;

*c*) D'assurer l'installation, sur les territoires des nations membres, soit en Europe, soit hors d'Europe, des hommes et des femmes à la recherche d'une implantation nouvelle;

*d*) D'établir l'unité de politique des nations membres à l'égard des organismes internationaux compétents en matière de population;

3° Le commissariat établira les programmes d'action nécessaires à la réalisation de ses fins. Il les soumettra pour avis aux gouvernements et sera chargé de leur exécution;

4° Les nations membres du Conseil de l'Europe mettront à la disposition du commissariat les moyens nécessaires pour assurer sa tâche, notamment les fonds;

5° Le commissariat pourra obtenir la concession de terrains pour l'installation d'émigrés ou de réfugiés. Les actes de concession pourront donner au commissariat pour une durée déterminée la responsabilité administrative des centres d'installation;

6° Le commissariat rendra compte de son activité deux fois par an au comité des ministres, ou à une commission désignée par le comité, une fois par an à l'assemblée consultative. Il pourra proposer tout projet d'extension de ses attributions, notamment en matière d'hygiène et de santé publique.

### III. — *Création d'une commission européenne de la modernisation agricole.*

1° Il sera institué, sous l'autorité du Conseil de l'Europe, une commission européenne de la modernisation agricole.

Cette commission sera créée pour deux ans.

Elle comprendra dix membres et un président, désignés par le comité des ministres. Le président et cinq membres au plus pourront être choisis parmi les membres de l'assemblée consultative;

2° La tâche de la commission sera de faire les études et d'établir les projets sur toutes les questions intéressant la modernisation de la production agricole des nations membres.

Elle étudiera en particulier:

*a*) L'organisation et le développement des moyens de production de l'agriculture, notamment la production des machines agricoles et des engrais;

*b*) L'organisation et le développement des débouchés de l'agriculture européenne, notamment l'organisation et le développement des industries alimentaires.

*c*) La création de stations européennes d'expérience et d'écoles européennes de formation pour agriculteurs;

*d*) Les possibilités de normalisation européenne de certains produits;

3° La commission disposera des plus larges pouvoirs d'enquête. Elle pourra désigner des rapporteurs pris hors de son sein.

Les travaux de la commission seront secrets. Elle pourra toutefois décider la publication totale ou partielle de certains rapports et de leurs travaux préparatoires;

4° A l'issue de ses travaux et au plus tard à l'expiration du délai de deux ans prévu ci-dessns, le président de la commission déposera des projets de résolutions devant le comité des ministres. Ces projets seront communiqués à l'assemblée consultative.

Le Conseil de l'Europe devra, alors, se prononcer sur ces projets et sur la création, pour l'exécution de ces projets, d'un commissariat européen à la modernisation agricole.

### IV. — *Création d'une commission européenne de l'instruction publique.*

1° Il sera institué, sous l'autorité du Conseil de l'Europe, une commission européenne de l'instruction publique.

Cette commission sera créée pour deux ans.

Elle comprendra dix membres et un président désignés par le comité des ministres. Le président et cinq de ses membres au plus pourront être choisis parmi les membres de l'assemblée consultative;

2° La première tâche de la commission sera d'établir un programme commun d'enseignement supérieur pour toutes les matières fondamentales des sciences, de la médecine, des lettres, du droit et des matières techniques ou de sciences appliquées pouvant faire l'objet d'enseignement supérieur.

Ce programme, dit « programme européen d'enseignement supérieur », servira de base à l'enseignement dans chaque nation des universités, facultés ou écoles compétentes. Le diplôme délivré par ces universités, facultés ou écoles aura une valeur européenne;

3° La commission devra également préparer un projet de formation commune des maîtres et professeurs des établissements scolaires pour enfants et adolescents.

Ce projet comprendra, d'une part, les programmes d'enseignement et d'éducation de ces maîtres et professeurs, d'autre part les modalités pratiques soit d'échanges entre nations, soit d'institutions européennes chargées d'assurer cette formation commune;

4° La commission établira un programme de manuels d'enseignement utilisables dans les écoles européennes des divers degrés;

5° La commission pourra étendre ses études à d'autres domaines de l'instruction publique. Le président de la commission en avisera le comité des ministres;

6° La commission disposrea des plus larges pouvoirs d'enquête. Elle pourra désigner des rapporteurs pris hors de son sein.

Les travaux de la commission seront secrets. Elle pourra toutefois décider la publication totale ou partielle de certains rapports et de leurs travaux préparatoires;

7° A l'issue de ses travaux et au plus tard à l'expiration du délai de deux ans prévu ci-dessus, le président de la commission déposera des projets de résolutions devant le comité des ministres. Ces projets seront communiqués à l'assemblée consultative.

Le Conseil de l'Europe devra alors se prononcer sur ces projets et sur la création, pour l'exécution de ces projets, d'un commissariat européen à l'instruction publique.

# ANNEXE N° 441

(Session de 1949. — Séance du 2 juin 1949.)

RAPPORT SUPPLEMENTAIRE fait au nom de la commission de la marine et des pêches sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à modifier l'article 3 du décret-loi du 17 juin 1938, relatif à l'**organisation** et à l'**unification** du **régime d'assurance des marins,** par M. Denvers, sénateur (1).

Mesdames, messieurs, depuis la distribution du premier rapport concernant la proposition de loi qui est soumise à vos délibérations, votre commission de la marine et des pêches a recueilli des informations nouvelles qui l'ont amenée à procéder à un deuxième examen de la question.

De plusieurs côtés, en effet, nous avons entendu des voix s'élever contre une mesure qui paraissait ne pas ménager suffisamment des intérêts dignes d'attention.

C'est ce qui a conduit M. Jaouen à déposer l'amendement qui, adopté par votre commission, fait l'objet du présent rapport supplémentaire.

Pour préciser la situation, il convient d'indiquer que la réglementation actuelle des assurances des marins, en ce qui concerne les bateaux d'une jauge inférieure à 50 tonneaux, prévoit que:

1° Les marins malades ou blessés sont pris en compte par la caisse générale de prévoyance des marins;

2° Les propriétaires, embarqués ou non, sont exonérés de toutes charges.

Si la proposition de l'Assemblée nationale avait force de loi, la situation serait la suivante:

1° La caisse générale de prévoyance ne prendrait plus à sa charge que les frais de maladie ou de blessure afférents aux marins embarqués sur des bateaux dont les propriétaires naviguent eux-mêmes;

2° Les propriétaires ne navigant pas supporteraient la charge des frais de maladie ou de blessure de leurs marins.

Il en résulterait un soulagement de la caisse générale de prévoyance et un accroissement des charges pesant sur les armateurs non navigants.

L'amendement de M. Jaouen, que nous avons inséré dans l'article unique de la proposition de loi sous forme d'un nouvel alinéa final, a pour but de réduire ces charges en n'obligeant les armateurs non navigants qu'au payement d'une partie des frais de maladie ou de blessure, sans que toutefois les marins voient diminuer leurs prestations.

Votre commission a estimé que la situation matérielle des armateurs non navigants, justifiait une semblable mesure. C'est pourquoi, elle vous invite à donner un avis favorable à la proposition de loi ainsi complétée:

## PROPOSITION DE LOI

*Article unique.* — Le dernier alinéa de l'article 3 du décret-loi du 17 juin 1938 est remplacé par les dispositions suivantes:

« Sous réserve des dispositions de l'article 65, le marin français propriétaire pour la totalité d'un bateau d'un tonnage inférieur à 50 tonneaux, armé à la pêche en première ou deuxième zone ou à la navigation côtière, est exonéré, dès le jour du débarquement, de toutes charges autres que le rapatriement à l'égard des marins blessés ou malades appartenant à l'équipage du bateau sur lequel il est lui-même embarqué.

« Les marins copropriétaires pour la totalité d'un ou plusieurs bateaux bénéficient de l'exonération prévue ci-dessus pour les propriétaires uniques, à condition d'être tous embarqués sur les bateaux leur appartenant.

« Le bénéfice de l'exonération est continué au marin propriétaire qui est dans l'obligation d'abandonner la navigation en raison d'une invalidité définitive ou temporaire donnant droit aux indemnités ou pensions servies sur la caisse générale de prévoyance, ou lorsqu'il est convoqué pour une période de service militaire.

« Il est également continué aux marins copropriétaires lorsque celui ou ceux d'entre eux qui ont abandonné la navigation se trouvent dans le cas prévu à l'alinéa précédent.

« Si le marin propriétaire ou copropriétaire vient à décéder, sa veuve ou ses orphelins continuent à bénéficier de l'exonération à laquelle il avait droit de son vivant. Toutefois, les orphelins cessent de bénéficier de cet avantage lorsque le plus jeune d'entre eux atteint l'âge limite prévu par l'article 13 du présent décret.

« Les propriétaires ou copropriétaires non embarqués ne possédant qu'un bateau de moins de 50 tonneaux ou plusieurs bateaux dont la jauge totale est inférieure à 50 tonneaux, armés à la pêche ou à la navigation côtière, sont exonérés des mêmes charges que les propriétaires embarqués, mais seulement dans la limite du montant des prestations servies par la caisse générale de prévoyance des marins en application des dispositions ci-dessus. Ils demeurent redevables, envers les marins blessés ou malades, de la différence entre ces prestations et celles des articles 79 à 86 du code du travail maritime ».

(1) Voir les n°s: Assemblée nationale (1re législature): 4919, 6024, 6330 et in-8° 1622; Conseil de la République: 222 et 283 (année 1949).

# ANNEXE N° 442

(Session de 1949. — Séance du 2 juin 1949.)

PROPOSITION DE RESOLUTION tendant à demander à l'Assemblée nationale de prendre l'initiative d'une proposition ayant pour objet de **reviser la Constitution** du 27 octobre 1946, afin d'améliorer le fonctionnement des institutions parlementaires, présentée par M. Debré, sénateur. — (Renvoyée à la commission du suffrage universel, du contrôle constitutionnel, du règlement et des pétitions.)

## EXPOSE DES MOTIFS

Mesdames, messieurs, six mois se sont écoulés depuis le renouvellement général du Conseil de la République. Le bilan de notre activité est mince.

Songeons aux problèmes urgents de notre temps, reportons-nous aussi aux désirs légitimes exprimés par la majorité des électeurs; puis observons les réalisations! Quelle tristesse!

Nul ne pourra contester que les élections aient marqué certaines espérances: allégement des charges fiscales qui pèsent fortement et souvent d'une manière si inégale, sur la nation; aménagement des charges « parafiscales » qui grèvent la production; réforme de la gestion des finances publiques; établissement d'un budget équilibré; étude et réalisation d'une réforme administrative; réorganisation et limitation du « dirigisme »; amélioration de la valeur des lois!

Sans passion, regardons le temps écoulé.

Les charges fiscales ont été augmentées, les charges « parafiscales » également; la gestion des finances publiques demeure critiquable; l'équilibre du budget n'existe que dans les affirmations officielles; la réforme administrative est renvoyée à des temps meilleurs; le dirigisme économique est aussi incohérent; la qualité de la législation est aujourd'hui ce qu'elle était hier, c'est-à-dire médiocre.

J'accepte de penser qu'il existe normalement une certaine dissemblance entre ce qu'espère l'électeur et ce que peut faire un Parlement. Mais observons l'histoire des six mois écoulés d'un autre point de vue, par exemple celui du parlementaire, soucieux du bon fonctionnement des institutions républicaines. Nous n'avons pas davantage l'occasion de nous féliciter.

Le Parlement a une première charge: il contrôle les finances de l'Etat. A cet égard, nous paraissons comblés. En six mois nous avons voté deux fois le budget, sans compter un budget extraordinaire sous forme d'un programme d'investissements. Mais ce n'est qu'une apparence: la première discussion budgétaire a revêtu le caractère particulier d'une discussion de chiffres dont beaucoup n'étaient pas justifiés. La seconde, par la rapidité de son allure, a dépassé et dépasse encore les prévisions sportives les plus optimistes. Quant au budget extraordinaire, il a présenté une double caractéristique qu'il est utile de mettre en relief pour la modestie du Parlement: le programme d'investissements qui nous fut présenté était l'application d'un plan d'équipement totalement inconnu et autorisait des dépenses dont la plupart étaient engagées depuis de longs mois. Enfin, aux temps actuels, aucun budget ne reflète l'ensemble des finances publiques! Il y faudrait ajouter, pour les juger exactement, non seulement les comptes spéciaux du Trésor, mais les budgets annexes économiques ou sociaux; en cette matière, le contrôle du Parlement est à peu près inexistant.

La seconde charge du Parlement est de suivre la politique générale du Gouvernement, de la contrôler et de l'orienter. Il ne semble pas que le Conseil de la République, cependant deuxième chambre du Parlement, puisse en cette matière se féliciter. La plupart des graves problèmes ne sont traités que par incidence, à l'occasion d'une demande urgente de crédits, par exemple. Sans doute le Conseil de la République peut-il provoquer un débat comme ce fut le cas en ce qui concerne la politique étrangère. Mais le caractère académique de la discussion est tel qu'il semble que l'on vive hors du temps et des responsabilités.

Le Parlement, enfin, à la charge de faire les lois. Ce travail législatif est même sa plus haute fonction. Hélas! on ne sait même plus ce qu'est une loi! En septembre dernier le Gouvernement avait proposé et fait voter un projet dont l'ambition était d'établir une ligne de partage entre le domaine de la loi et celui du règlement. Heureuse initiative! Malheureusement initiative sans lendemain... Jamais la séparation de la loi et du règlement ne fut moins claire, moins logique qu'aux temps où nous vivons. Quand il faut augmenter le nombre des baudets dans les haras nationaux ou fixer le prix de l'essence, les deux assemblées doivent se prononcer solennellement, après étude dans les commissions et nomination de rapporteurs. Quand on établit les principes de la politique étrangère, du commerce extérieur, ceux de la fiscalité, c'est le Gouvernement qui décide et les parlementaires n'ont d'autre ressource que de chercher dans la presse les renseignements utiles à leur information.

Il arrive sans doute que le Gouvernement dépose des projets de loi sur des problèmes importants, mais s'il n'exige pas leur discussion, aucune priorité ne leur est reconnue. D'où le jeu suivant, qui ne grandit personne: sur un sujet important, réforme administrative, statut des entreprises publiques... le Gouvernement propose un projet, souhaitant en son for intérieur que le Parlement ne le discute pas. C'est ce qui se passe effectivement, le Gouvernement est satisfait et croit sa responsabilité dégagée, au même titre que le Parlement, qui est prêt à rejeter la faute sur le Gouvernement qui n'a demandé ni urgence, ni priorité. Ce procédé est un des meilleurs qui soit pour discréditer le régime parlementaire et l'Etat républicain.

Des lois sont cependant discutées et votées: questions urgentes qui ne peuvent attendre, petites questions que l'on peut laisser au Parlement le soin de discuter. Rendons-nous cet hommage: le Conseil de la République étudie et souvent discute sérieusement avant de donner son avis. Mais regardons les six mois qui viennent de s'écouler: non seulement ses suggestions n'ont pas été souvent retenues, mais il est arrivé qu'elles n'aient même pas l'honneur d'une discussion au sein de l'Assemblée nationale.

La génération à laquelle j'appartiens a pris conscience de la vie publique dans la dernière période de la IIIe République. Ce ne fut pas la plus brillante et tous les jeunes, alors, en ont souffert. Or si nous n'avons pas la Constitution de 1875, nous avons pire: les mauvaises traditions et les mauvaises mœurs nées de la déformation des lois de 1875. Aussi les institutions parlementaires tombent-elles en discrédit, en entraînant avec elles l'Etat républicain.

Nul ne saurait s'en réjouir.

Certains esprits, et parfois des meilleurs, sont même pris de doute quant à la valeur des institutions parlementaires. Ils pensent qu'en ce milieu du XXe siècle, il est nécessaire de trouver de nouvelles formules politiques pour résoudre les problèmes qui se posent à tout gouvernement.

Contrairement à ce que l'on pourrait penser, cette expérience que nous vivons depuis six mois permet de conclure de la manière la plus ferme aux éminentes qualités du régime parlementaire. Un parlement peut discuter, un parlement peut travailler, un parlement peut faire œuvre utile, un parlement peut même, sur de grands problèmes, prendre des positions nettes, un parlement, sur des tâches difficiles, peut exprimer une opinion et réaliser une œuvre, mais il faut une condition préalable: c'est qu'il soit en mesure de fonctionner.

Aujourd'hui, et en partie du fait de nos règles constitutionnelles, de la mauvaise qualité de certaines dispositions législatives, le Parlement ne fonctionne plus. Ce sont ces règles et ces dispositions qu'il convient de modifier pour sauvegarder un régime nécessaire à la liberté. C'est dire que la défense de nos institutions exige désormais moins de discours et davantage de réformes, dont certaines sont très profondes, et dont la plupart sont très urgentes.

Le présent projet n'a d'autre objectif que d'essayer de préciser ce qu'on pourrait appeler les réformes constitutionnelles minima pour assurer le bon fonctionnement du régime parlementaire. Elles doivent être complétées par des réformes législatives dont les plus urgentes, visant la réforme de l'Etat, font l'objet d'une proposition de loi déposée le même jour.

### I. — *Exercice du pouvoir parlementaire.*

Trois réformes paraissent indispensables:

*a*) Le Gouvernement a le devoir d'assurer des conditions normales au travail législatif. Il n'est pas de travail utile au Parlement s'il n'existe pas un programme établi par le Gouvernement responsable de la politique du pays. Les propositions émanant de l'initiative parlementaire, les interpellations et les questions orales, ne constituent pas la tâche constante des assemblées: ce sont des incidents de la vie parlementaire et ils doivent, en quelque sorte, se greffer sur un travail fondamental qui est la discussion de projets de loi déposés par le Gouvernement selon un programme logique établi à l'avance, en se prolongeant suivant un horaire fixé, pendant une année et même davantage.

Pour exiger l'application de cette règle de bon sens et pour mettre les responsabilités où elles doivent être, il est indispensable de déclarer que tous les projets de loi déposés par le Gouvernement sont discutés par priorité et une priorité qui soit absolue. Un texte ne peut obliger un gouvernement à agir, mais un texte lui donnant le moyen de l'action évite la confusion et place les responsabilités où elles doivent être.

A l'occasion de cette modification, il importe d'abroger l'interdiction faite au Conseil de la République de statuer en première lecture sur les projets de lois déposés par le Gouvernement et sur les propositions émanant de l'initiative d'un ou plusieurs sénateurs. Cette interdiction est une cause de retard dans le travail législatif et ne peut raisonnablement être motivée.

*b*) Le contrôle budgétaire doit cesser d'être une parodie.

D'abord, et conformément à la tendance qui se fait jour depuis plusieurs mois, il faut cesser de considérer que le budget de l'Etat est simplement constitué par les dépenses inscrites aux chapitres des différents ministères. Comptes spéciaux du Trésor, comptes des entreprises publiques et subventionnées, programmes d'investissements doivent être soumis au contrôle du Parlement dans les mêmes conditions et sous les mêmes sanctions que le budget ordinaire.

Sans doute l'expérience a-t-elle montré qu'il est pratiquement impossible à l'administration de préparer, au Gouvernement de juger, au Parlement de discuter, l'ensemble des éléments budgétaires traditionnels et nouveaux, année par année. Il est donc proposé comme seconde mesure d'étendre le contrôle parlementaire sur une durée de trois ans. Chaque année un tiers des dépenses publiques sera soumis au contrôle détaillé et deux tiers discutés selon des principes analogues à ceux que le Gouvernement a instaurés dans la loi de décembre 1948 dite « des maxima ». Par roulement sur une durée de trois ans la totalité des dépenses de l'Etat sera sérieusement contrôlée.

*c*) Il est indispensable de modifier l'article 20 de la Constitution qui rend impossible un travail législatif cohérent. Cette manière de lier Conseil de la République et Assemblée nationale aboutit à une impasse au grand dame des lois.

Notre éminent et très respecté collègue M. Pernot, dans une proposition n° 329 qu'ont également signée MM. Boivin-Champeaux, Charles Brune, Peschaud et Ernest Pezet a établi d'une manière irréfutable les contradictions et les ridicules du système en vigueur. Il n'est rien à ajouter à l'exposé des motifs de sa proposition.

Toutefois, on peut estimer que les suggestions de M. Pernot ne seraient pas suffisantes, si elles étaient acceptées, pour remédier aux graves défauts qu'il signale lui-même. Sans doute le Conseil de la République n'a pas à mettre en jeu la responsabilité du Gouvernement et cette restriction de ses pouvoirs ne permet pas, en matière législative, de lui donner un rôle égal à celui de l'Assemblée nationale. Mais son avis doit être pris en considération. L'institution d'une commission mixte, avec une procédure simple, rapide, mais qui donne toute garantie à l'Assemblée nationale, est probablement la meilleure solution.

### II. — *Fonctionnement du régime parlementaire.*

Deux dispositions sont nécessaires: rendre au Gouvernement le droit de dissoudre l'Assemblée nationale et recommander une réforme électorale.

*a*) Les constituants d'octobre 1946, voulant tenir compte au moins en apparence, du referendum qui avait écarté le premier projet constitutionnel, ont prévu la possibilité de dissoudre l'Assemblée nationale. Mais quand on lit avec attention les dispositions édictées, il est aisé de se rendre compte que la dissolution est impossible. Le droit de dissolution, dans notre Constitution, est une « fausse fenêtre ». Les conditions qui doivent permettre de la prononcer sont draconiennes. Elles ne seront à peu près jamais réalisées, et peuvent toujours être évitées. Enfin il n'est pas pensable que la dissolution de l'Assemblée nationale entraîne une sorte de dissolution du Gouvernement, ce qui par les articles de la Constitution, est à peu près réalisé puisque le président du conseil et le ministre de l'intérieur disparaissent et que chaque « groupe » non représenté au Gouvernement envoie désormais l'un de ses membres y siéger!

On ne dira jamais assez que la dissolution est une des deux ou trois pièces maîtresses de tout régime parlementaire. Lorsque l'Assemblée élue au suffrage universel direct ne peut pas être dissoute, le régime parlementaire est faussé. Le Gouvernement, responsable des destinées de la nation, le peuple, titulaire de la souveraineté, sont réduits l'un à l'inaction et l'autre au silence. Souvenons-nous que des hommes politiques venant de tous les horizons rappelaient, vers les années 1930, qu'un des défauts de la IIIe République était cette mauvaise tradition qui avait enlevé au Gouvernement le droit de demander la dissolution de la Chambre des députés.

Revenons au bon sens politique. Permettons la dissolution de l'Assemblée nationale. Prenons, certes, des garanties. Pas de dissolution au lendemain d'élections nouvelles! Prévoyons qu'une commission de contrôle des libertés publiques aura mission d'éviter toute altération du libre jeu des règles fondamentales de la démocratie. Mais rendons au Gouvernement et au peuple un droit qui leur est également nécessaire!

*b*) Le régime électoral est aussi important que les mécanismes constitutionnels les plus solennels. C'est ainsi que l'on peut dire très justement que le véritable principe de la Constitution de 1946 est celui de la représentation proportionnelle, quoique la loi électorale ne fasse pas partie de la Constitution. Or la représentation proportionnelle, qui peut avoir une certaine valeur appliquée à des assemblées consultatives, quand elle régit les élections à un parlement, c'est-à-dire à des assemblées politiques, prépare le tombeau de la démocratie! Il est étonnant de voir à quel point nos constituants en 1946 ignoraient aussi bien l'expérience faite par de nombreux Etats que les travaux d'un grand nombre de maîtres français ou étrangers de la science politique. Il n'est pas de régime parlementaire viable dans une grande nation sans un scrutin majoritaire. Toute altération du scrutin classique tel que les premiers républicains, ceux de 1848 et ceux de 1871, l'avaient institué et pratiqué, provoque à la longue, et parfois rapidement, l'instabilité des gouvernements, la domination des partis, la désaffection du suffrage universel.

Il est grand temps de nous réformer. Il n'appartient peut-être pas au Conseil de la République de proposer le premier une loi électorale précise pour l'élection des députés, mais la représentation proportionnelle n'est pas seulement employée pour les élections à l'Assemblée nationale. Elle est prévue pour le Conseil de la République dans les départements les plus peuplés. Elle a également sa place dans la loi municipale. Sans entrer dans le détail de la législation électorale, il est possible et même nécessaire, dans l'intérêt de la République, de prendre position et de préciser par voie constitutionnelle, l'interdiction de recourir à la représentation proportionnelle pour les élections aux assemblées politiques.

### III et IV. — *Réorganisation des assemblées.*

La Constitution de 1946 a prévu quatre assemblées.

Sans doute, seul le Conseil de la République partage avec l'Assemblée nationale le droit de se dire parlement, mais l'Assemblée de l'Union française et le Conseil économique, sans le titre, sans les attributions, sans l'autorité, sont de véritables assemblées parlementaires. Quatre assemblées! Telle est la générosité de la nouvelle Constitution.

Disons tout haut ce que beaucoup pensent tout bas. C'est trop! Le bon sens est choqué de cet extraordinaire foisonnement. Au surplus, on connaît l'utilité de deux assemblées: éviter les inconvénients, les dangers même, de l'assemblée unique; en même temps donner à certaines collectivités, communes, villes, départements, territoires, la possibilité légitime de participer à la représentation nationale. L'utilité d'assemblées supplémentaires est moins nette.

L'Assemblée de l'Union française a pour raison et pour ambition d'assurer dans la métropole la représentation des départements, territoires et Etats d'outre-mer. C'est une idée à la fois noble et nécessaire. Mais on peut se demander si la réalisation est conforme à la valeur de l'idée.

S'agit-il d'une représentation consultative? Dans ce cas, pourquoi avoir prévu, en si grand nombre, des représentants de la métropole désignés en fait par les partis politiques? Pourquoi aussi avoir fondu la représentation de tous les territoires en un seul organisme? La sagesse aurait été d'envisager des conseils séparés par territoires ou groupes de territoires et sans représentation métropolitaine.

Peut-être a-t-on voulu une représentation parlementaire, c'est-à-dire politique? En ce cas, deux graves objections viennent à l'esprit. D'abord cette tentative fait double emploi avec la représentation au Parlement, et l'Assemblée paraît une « doublure » dont l'utilité n'est pas établie. D'autre part et surtout, on doit remarquer que l'organisation de l'Assemblée engage la représentation de l'Union franfrançaise dans une voie sans issue. Le pouvoir législatif, auquel participent les assemblées parlementaires, s'exerce de Paris sur les départements et les territoires d'outre-mer, mais il ne s'exerce ainsi qu'à titre tout à fait exceptionnel sur les Etats associés dont le pouvoir législatif, du fait de leur statut, est distinct du pouvoir français, en tout cas du pouvoir métropolitain. Le maintien d'une Assemblée composée à la fois des délégués élus par des départements d'outre-mer et par des Etats associés risque d'arrêter au départ toute représentation parlementaire valable des territoires qui demeurent étroitement rattachés à la métropole.

Une conclusion me paraît s'imposer: la représentation de l'Union française doit être entièrement revisée.

Les départements et territoires d'outre-mer qui dépendent du pouvoir législatif, métropolitain, auquel participe le Parlement, même lorsqu'il ne l'exerce pas en entier, doivent bénéficier d'une représentation complète au Parlement. Sans doute faudra-t-il tenir compte (comme on l'a déjà fait) du stade d'évolution historique de chaque territoire. Sans doute faudra-t-il tenir compte aussi du rôle joué par le Parlement dans la législation de chaque territoire. Mais, si les modalités peuvent varier et surtout évoluer, ce qui est important, c'est la règle. On pourrait envisager une organisation spéciale du Conseil de la République qui, par augmentation de ses membres et peut-être certaines transformations de structure, en ferait un sénat de France et d'outre-mer. Une étude plus détaillée sera nécessaire, mais, dès maintenant, il serait bon de fixer, en principe, que ces départements et territoires méritent une représentation réduite encore, peut-être, mais parlementaire, de préférence à une représentation plus importante au sein d'une Assemblée qui ne pourra jamais participer utilement au travail législatif.

Les Etats associés échappent normalement au pouvoir législatif du Parlement français. La seule question paraît bien être celle de la représentation parlementaire des Français qui résident en ces Etats. La réponse est d'ailleurs facile et a déjà été donnée: les Français doivent élire des délégués au Conseil de la République. Au demeurant, le Parlement n'a pas compétence, car un Etat associé dispose, selon les termes de l'accord passé avec le Gouvernement de la République, d'un pouvoir indépendant. La Constitution, à juste titre, a prévu un organe particulier, le Haut Conseil de l'Union française. Cette institution, qui a un caractère gouvernemental, paraît avoir seule compétence pour assurer entre la République et les Etats associés l'accord des intérêts et des politiques.

La présente proposition, pour les raisons qui viennent d'être exposées, suggère les nouveaux principes qui pourraient être adoptés pour la représentation de l'Union française.

Le Conseil national économique assure la représentation des intérêts économiques français. Il est indispensable, en effet, que les artisans de la richesse française soient consultés par les pouvoirs publics et soient, par conséquent, représentés auprès d'eux. Leur influence est utile, comme il est utile aux pouvoirs publics de connaître leurs besoins.

Cette idée juste ne doit pas être déformée. Certains esprits ont envisagé et envisagent encore la transformation de la seconde Chambre du Parlement en une Assemblée économique. Les constituants de 1946 ne sont pas allés jusque-là. Ils ont eu raison, car la représentation proportionnelle des intérêts comme la représentation proportionnelle des opinions est contraire à l'esprit et au mécanisme de la démocratie. Une Assemblée économique n'a pas vocation à participer au pouvoir législatif. Elle n'a pas davantage vocation pour diriger le pouvoir.

Toutefois, les constituants de 1946, s'ils n'ont pas réorganisé le Parlement sur cette base professionnelle, par le statut qu'ils ont donné au Conseil national économique, ont créé une confusion. Ils ont voulu assurer la représentation de toutes les « activités », débordant ainsi largement le domaine de la production et de l'économie. Ils ont également envisagé les catégories sociales au moins autant que les catégories de production. Ils ont ainsi abouti à une institution souvent utile quand elle délibère dans certaines de ses formations spécialisées, mais qui paraît avoir vocation d'accéder à de véritables délibérations politiques. Cette erreur est funeste et des exemples récents l'ont bien prouvé. Un problème de politique est traité en fonction des intérêts particuliers que cette Assemblée a mission de représenter et les problèmes économiques ou sociaux eux-mêmes ne sont étudiés trop souvent qu'avec un souci de compromis contraire à toute action valable.

Il est nécessaire de revenir au bon sens. Ce dont le Gouvernement et le Parlement ont besoin, c'est d'un excellent conseil de la production et du travail. Les grandes activités productrices de la nation y seraient représentées par les responsables de toutes catégories, dirigeants aussi bien qu'ouvriers, ingénieurs aussi bien que cultivateurs. L'organisation intérieure serait fondée sur la spécialisation des grandes branches de l'activité nationale ou d'outre-mer. Les délibérations seraient, à peu près sans exception, des délibérations par sections spécialisées.

Dans sa dernière partie, cette proposition applique les idées qui viennent d'être exposées.

Je terminerai par une observation importante.

Cette proposition de résolution, complétée par une autre proposition sur la réforme de l'Etat, est déposée sans esprit de manœuvre. C'est un des traits du vieillissement de notre système que le fait de poser au grand jour un grave problème est tout de suite considéré comme un signe de mauvais esprit, sinon d'impertinence et, chez les plus indulgents, d'arrière-pensées. Il semble que l'on fasse du silence et du conformisme le critère de la loyauté à la République. Quelle erreur! quelle imprudence! Le silence et le conformisme sont les premières étapes de la trahison. Et quand ce silence et ce conformisme supposent l'abandon de la doctrine politique à laquelle on croit et que l'on a défendue devant les électeurs, la trahison est accomplie!

Le régime parlementaire ne fonctionne plus en France. Or, le régime parlementaire peut fonctionner. L'Etat républicain est en train de mourir. Or, l'Etat républicain veut vivre.

Mais il faut avoir la volonté de sauver les institutions et l'Etat. La présente proposition comporte un grand nombre de défauts. Son auteur ne leur reconnaît qu'une véritable qualité, et ne met en elle qu'un espoir: elle ouvre, elle doit ouvrir un débat nécessaire et urgent.

En conséquence, nous vous demandons d'adopter la proposition de résolution suivante:

## PROPOSITION DE RESOLUTION

Le Conseil de la République demande à l'Assemblée nationale de prendre l'initiative d'une proposition ayant pour objet de décider la revision de la Constitution du 27 octobre 1946, afin d'améliorer le fonctionnement des institutions parlementaires.

Cette proposition pourrait comporter les dispositions suivantes:

### I. — *Exercice du pouvoir parlementaire.*

1° Le président du conseil des ministres peut déposer, à son choix, les projets de loi sur le bureau de l'Assemblée nationale ou sur le bureau du Conseil de la République, qui en délibère avant leur transmission à l'Assemblée nationale. Les propositions de loi déposées par les membres du Conseil de la République sont transmises à l'Assemblée nationale, après que le Conseil de la République en a délibéré.

Les projets de loi déposés par le président du conseil des ministres sont discutés par priorité, et au plus tard dans le mois qui suit leur dépôt sur le bureau de l'une ou l'autre assemblée. Le président du conseil des ministres peut s'opposer à toute délibération sur une proposition de loi émanant de l'initiative parlementaire tant que les projets de loi déposés par ses soins n'ont pas été discutés par l'assemblée qui en est saisie;

2° L'ensemble du budget de l'Etat est soumis au contrôle du Parlement.

Cet ensemble comprend le budget des dépenses civiles et militaires, les comptes spéciaux du Trésor, le budget de toute collectivité ou organisme bénéficiaire d'une subvention provenant des fonds publics dont le total dépasse 25 p. 100 de l'ensemble de son budget, ou dont le budget, pour plus de 25 p. 100, est alimenté par des taxes ou cotisations ayant le caractère d'une imposition obligatoire, enfin, quelles que soient sa dénomination et l'origine des fonds, le budget des dépenses extraordinaires.

Le budget des départements et communes n'est pas compris dans cette énumération.

Un tiers de cet ensemble est présenté chaque année d'une manière détaillée, article par article. Les dépenses non comprises dans ce tiers sont présentées globalement par ministère, compte spécial, chapitre du budget extraordinaire, établissement ou collectivité, étant entendu qu'en un cycle de trois ans la totalité des dépenses de l'Etat est examinée par le Parlement d'une manière détaillée, article par article;

3° Lorsque le Conseil de la République modifie le texte d'un projet ou d'une proposition de loi adopté par l'Assemblée nationale, ou lorsque l'Assemblée nationale n'adopte pas le projet ou la proposition discuté en première lecture par le Conseil de la République, une commission mixte est saisie du différend.

Cette commission mixte comprend douze membres: sept élus par l'Assemblée nationale, cinq par le Conseil de la République, chaque année, à l'une des deux premières séances et à la majorité absolue. L'Assemblée nationale et le Conseil de la République élisent un nombre de suppléants double du nombre des titulaires. La commission mixte élit son président qui a voix prépondérante en cas de partage. Elle ne peut valablement statuer à moins de huit présents.

La commission mixte saisie du différend établit un texte qui est soumis aux deux assemblées. Si l'une des deux assemblées l'adopte, il a force de loi et peut être promulgué. Si aucune des deux assemblées ne l'accepte sans modification, le texte adopté par l'Assemblée nationale à la suite de la discussion de la proposition établie par la commission mixte, a force de loi et peut être promulgué.

### II. — *Fonctionnement du régime parlementaire.*

4° Le Président de la République peut, par décret, prononcer la dissolution de l'Assemblée nationale. De nouvelles élections ont lieu dans les conditions prévues par la loi du 14 août 1884.

Il ne peut exercer ce droit au cours des dix-huit mois qui suivent le renouvellement de l'Assemblée.

Dès la publication du décret et jusqu'à réunion de la nouvelle Assemblée, une commission de douze membres élus au début de chaque année par le Conseil de la République à la majorité absolue de ses membres se réunit en permanence afin de veiller au respect des libertés publiques.

Elle dépose un rapport sur le bureau de la nouvelle Assemblée nationale dès la réunion de celle-ci.

5° Les élections aux deux assemblées composant le Parlement ont lieu au scrutin majoritaire, toute disposition relative à la représentation proportionnelle étant abrogée.

### III. — *Représentation des départements, territoires et Etats de l'Union française.*

6° Une loi organique dite loi sur la représentation parlementaire des départements et territoires de l'Union française fixera pour chacun d'eux les modalités de cette représentation, notamment au Conseil de la République, dont le nombre des membres pourra être augmenté.

Une loi organique particulière à chaque Etat associé fixera la représentation des Etats membres de l'Union au sein du haut conseil de l'Union française.

Les Français domiciliés dans les Etats associés seront représentés au Conseil de la République.

Dès la parution de la dernière des lois organiques prévues ci-dessus, l'Assemblée de l'Union française terminera ses travaux.

### IV. — *Représentation de la production et du travail.*

7° Le Conseil national économique est transformé en un Conseil de la production et du travail institué auprès du président du Gouvernement.

Le Conseil de la production et du travail a pour mission de délibérer et d'émettre un avis sur les projets ou propositions de loi ou de règlement intéressant la production et le travail, et qui lui sont renvoyés par le Gouvernement ou soumis par un de ses membres.

Le Conseil délibère normalement par section, chaque section correspondant aux grandes catégories de la production métropolitaine ou d'outre-mer.

Une loi organique fixe sa composition et son statut.

# ANNEXE N° 443

(Session de 1949. — Séance du 2 juin 1949.)

PROPOSITION DE RESOLUTION tendant à inviter le Gouvernement à promouvoir sans tarder la **réforme de l'Etat,** présentée par M. Debré, sénateur. — (Renvoyée à la commission du suffrage universel, du contrôle constitutionnel, du règlement et des pétitions.)

EXPOSE DES MOTIFS

Mesdames, messieurs, s'il est un sujet dont on parle sans cesse, c'est bien celui de la réforme de l'Etat. Mais on ne fait guère qu'en parler.

Les pouvoirs publics ont certes des excuses. La réforme est complexe: les problèmes posés par les administrations civiles et militaires ne sont pas les mêmes; la réforme des statuts de personnel a certains aspects, la réforme du statut des domaines et des matériels en a d'autres; il y a des différences sensibles entre la réforme de la justice et celles des nationalisations !

La réforme met en cause les fondements de l'Etat. On ne peut envisager de réforme administrative sans réorganisation départementale et communale, sans une revision des méthodes d'interventions de l'Etat dans la vie économique du pays.

Mais cette réforme est nécessaire. Notre organisation administrative est vieillie, inadaptée, couteuse, inefficace. Il est aussi important de reviser l'Etat administratif que de reviser ses institutions politiques. C'est pourquoi cette proposition de résolution doit être considérée comme complétant la proposition déposée le même jour et tendant à demander à l'Assemblée nationale de prendre l'initiative d'une revision de la Constitution aux fins d'améliorer le fonctionnement du régime parlementaire.

Il appartient au Parlement, dans l'inaction générale, de prendre ses responsabilités. Il est proposé ci-dessous de créer six grandes commissions, l'une pour les administrations civiles; la seconde pour les administrations militaires; la troisième, sous le nom de « commission fiscale », pour les administrations financières; la quatrième, sous le nom de « commission du dirigisme et de la liberté », pour les administrations économiques; la cinquième pour les entreprises industrielles publiques ou subventionnées; la sixième, non la moindre, pour la justice et la magistrature. Ces six commissions ont des caractères communs. Elles sont peu nombreuses; elles sont temporaires; leurs pouvoirs sont indépendants; leur tâche est bien précise. Enfin, elles relèvent directement du Parlement qui délibérera sans intermédiaire sur le résultat de leurs travaux et pourra prendre des décisions.

PROPOSITION DE RESOLUTION

Le Conseil de la République invite le Gouvernement:

1° A instituer une commission temporaire de réorganisation administrative.

Cette commission aurait pour tâche principale de préparer des projets relatifs:

*a*) A l'organisation départementale;

*b*) A l'organisation municipale;

*c*) A l'organisation des ministères et services expérieurs;

*d*) Au statut du service public et de la fonction publique;

*e*) Au statut des domaines, échats et matériels de l'Etat.

Elle aurait pour tâche secondaire d'établir des projets de réorganisation pour les principaux services publics. A défaut de projets, elle pourrait déposer un rapport sur chaque service au sujet duquel elle jugerait utile de présenter des observations;

2° A instituer une commission temporaire de réorganisation des administrations militaires.

Cette commission aurait pour tâche de préparer des projets relatifs:

*a*) A l'organisation des ministères militaires et de leurs services extérieurs;

*b*) Au statut du service public militaire et de la fonction publique militaire;

*c*) Au statut des domaines, achats et matériels militaires de l'Etat;

*d*) Au statut des arsenaux et établissements assimilés.

Elle rédigerait, en outre, un rapport sur l'ensemble des mesures complémentaires qui lui paraîtraient nécessaires pour améliorer le rendement des administrations militaires et diminuer leur coût;

3° A instituer une commission temporaire de rénovation fiscale.

Cette commission aurait pour tâche de préparer des projets relatifs:

*a*) A la refonte de l'ensemble des textes fiscaux;

*b*) A un statut nouveau des finances municipales et départementales;

*c*) A la réorganisation des administrations fiscales;

4° A instituer une commission temporaire du dirigisme et de la liberté.

Cette commission aurait pour tâche de définir le secteur de l'activité économique où la réglementation de la production de l'importation, de la répartition, de la consommation demeurerait totalement ou partiellement nécessaire, et préciserait les modalités de cette réglementation.

Elle définirait en même temps les secteurs où la liberté peut être rétablie et les modalités de dissolution des services administratifs ou professionnels qui n'auraient plus de raison d'être.

Elle procéderait enfin à un examen de l'ensemble des réglementations relatives à la production et au travail, aux fins de proposer l'abrogation de toutes celles qui, n'étant point motivées par la protection de la santé ou du niveau de vie des travailleurs ou des consommateurs, constituent des entraves nuisibles à la liberté de la production et du travail;

5° A instituer une commission temporaire de réforme des entreprises industrielles, publiques ou subventionnées.

Cette commission aurait pour tâche de dresser le tableau de l'ensemble des entreprises à caractère industriel et commercial qui sont dotées d'un statut administratif particulier ou qui bénéficient régulièrement d'une aide financière de l'Etat.

Elle indiquerait les réformes qu'il serait utile d'ordonner tant pour diminuer la participation financière de l'Etat que pour assurer le meilleur rendement possible de ces entreprises. Elle présumerait, en outre, pour chacune d'elles, les dispositions à prendre pour assurer, à titre permanent, la qualité de la direction et l'efficacité du contrôle;

6° A instituer une commission temporaire de réforme de la justice.

Cette commission aurait pour tâche de préparer des projets relatifs:

*a*) A l'organisation des cours et tribunaux;

*b*) Au statut de la magistrature;

*c*) Aux règles de procédure;

*d*) A l'exécution des jugements et au régime pénitentiaire;

7° A donner à ces six commissions un statut identique qui pourrait être défini comme suit:

Chacune des quatre commissions prévues aux paragraphes précédents comprendrait cinq membres. Un de ses membres serait député, un autre sénateur, tous deux étant désignés par l'Assemblée à laquelle ils appartiennent. Les trois autres membres seraient, pour les deux premières commissions, trois fonctionnaires, pour les commissions suivantes, un fonctionnaire et deux personnalités compétentes, pour la dernière, deux magistrats et une personnalité compétente, tous ces membres étant nommés par le président du conseil.

Chaque commission élirait son président. Toutefois, la première et la seconde commission, d'une part, la troisième et la quatrième commission, d'autre part, auraient le même président.

Chaque commission siégerait six mois. Elle disposerait de tout pouvoir d'enquête utile à l'exercice de sa mission. Elle disposerait de rapporteurs désignés par son président, après accord du président du conseil des ministres. Les séances des commissions ne seraient pas publiques.

Les projets et rapports établis par chaque commission seraient déposés par le président de chacune d'elles au plus tard dans le mois suivant l'expiration du délai de six mois, sur le bureau de l'Assemblée nationale et sur celui du Conseil de la République.

Le président du conseil des ministres devrait faire connaître son avis dans le mois suivant le dépôt de chaque rapport ou projet.

Les projets seraient discutés par chaque Assemblée selon un ordre du jour fixé entre les bureaux de des deux Assemblées. Ils seraient soumis à la délibération de chaque Assemblée sans examen préalable par une commission parlementaire, le président ou un des membres de chaque commission faisant office de rapporteur.

# ANNEXE N° 444

(Session de 1949. — Séance du 7 juin 1949.)

PROJET DE LOI adopté par l'Assemblée nationale relatif à diverses **dispositions d'ordre économique** et **financier,** transmis par M. le président de l'Assemblée nationale à M. le président du Conseil de la République (1). — (Renvoyé à la commission des finances.)

Paris, le 3 juin 1949.

Monsieur le président,

Dans sa séance du 3 juin 1949, l'Assemblée nationale a adopté, un projet de loi relatif à diverses dispositions d'ordre économique et financier.

Conformément aux dispositions de l'article 20 de la Constitution, j'ai l'honneur de vous adresser une expédition authentique de ce projet de loi, dont je vous prie de vouloir bien saisir, pour avis, le Conseil de la République.

Je vous prie de vouloir bien m'accuser réception de cet envoi.

Agréez, monsieur le président, l'assurance de ma haute considération.

*Le président de l'Assemblée nationale,*
Signé: EDOUARD HERRIOT.

L'Assemblée nationale a adopté le projet de loi dont la teneur suit:

PROJET DE LOI

TITRE Ier. — **Dispositions tendant à l'équilibre des finances publiques.**

CHAPITRE Ier. — CHARGES NOUVELLES ET OUVERTURE DE CRÉDITS CORRESPONDANTS

Art. 1er. — Il est ouvert aux ministres, sur l'exercice 1949, en addition aux crédits ouverts par la loi n° 48-1992 du 31 décembre 1948, portant fixation du budget général de l'exercice 1949 (dépenses ordinaires civiles) et par des textes spéciaux, des crédits s'élevant au total à 29 milliards de francs et répartis comme suit:

**Finances et affaires économiques.**

I. — *Finances.*

Chap. 189. — Couverture de mesures diverses en faveur des personnels de l'Etat, 7.500 millions de francs.

**Travaux publics, transports et tourisme.**

I. — *Travaux publics, transports et tourisme.*

Chap. 511. — Subvention exceptionnelle à la Société nationale des chemins de fer français pour la couverture du déficit d'exploitation de l'exercice 1949, 21.500 millions de francs.

Total égal, 29 milliards de francs.

CHAPITRE II. — ECONOMIES

Art. 2. — Des économies, pour un montant total de 16.700 millions de francs, seront opérées sur l'ensemble des dotations du budget général pour l'exercice 1949 (dépenses ordinaires civiles et dépenses civiles de reconstruction et d'équipement) et des budgets

(1) Voir les nos Assemblée nationale (1re législ.): 7220, 7245, 7269 et in-8° 1826.

annexes (dépenses civiles). Elles ne pourront porter sur les crédits prévus au projet de loi n° 6705 portant ouverture de crédits au titre du budget civil de reconstruction et d'équipement et destinés à subventionner les travaux d'électrification et d'équipement des communes rurales.

A cet effet, un total de crédits de 16.700 millions de francs est immédiatement bloqué et ne pourra faire l'objet d'aucun engagement de dépenses. Dans un délai de dix jours à compter de la publication de la présente loi, un décret pris sur le rapport du ministre des finances et des affaires économiques répartira la somme globale visée ci-dessus entre les chapitres intéressés des différents budgets.

Les économies effectivement réalisées dans le budget de chaque département ministériel sur la proposition du ministre intéressé ou du ministre des finances et des affaires économiques seront traduites, dans un délai de trois mois à compter de la publication de la présente loi, par décrets pris en conseil des ministres sur le rapport du ministre des finances et des affaires économiques.

Ces décrets pourront, le cas échéant, procéder à des ouvertures de crédits en corrélation avec les économies correspondantes lorsque des transferts de services ou de compétence entre plusieurs départements ministériels le rendront nécessaire.

Dans la mesure où les économies seraient réalisées sur des chapitres autres que ceux atteints par les dispositions visées au deuxième alinéa du présent article, les ministres reprendront, à due concurrence, la libre disposition de ces crédits, qui seront débloqués, en chaque cas, par arrêté du ministre des finances et des affaires économiques.

Les crédits bloqués qui n'auraient pu être libérés par la réalisation effective d'économies sur d'autres chapitres seront définitivement annulés avant l'expiration du délai de trois mois visé au troisième alinéa du présent article.

Des modifications d'ordre pourront être apportées dans la même forme aux évaluations de recettes du budget général ou des budgets annexes en vue de traduire les conséquences des réductions ainsi opérées.

Art. 3. — Des économies seront réalisées, à concurrence de 18.900 millions de francs, sur les crédits du budget général pour l'exercice 1949 (dépenses militaires), dans les conditions fixées par la loi portant ouverture desdits crédits.

Art. 4. — Les services et établissements militaires feront procéder, avant le 31 décembre 1949, pour un montant qui ne devra pas être inférieur à 10 milliards de francs, à l'aliénation des immeubles et des matériels qui ne seront pas indispensables.

La réalisation de ces aliénations sera suivie, sous l'autorité du ministre de la défense nationale, par un conseiller maître à la cour des comptes assisté d'un fonctionnaire du service des domaines. Ce magistrat adressera au président du conseil, au ministre des finances, au ministre de la défense nationale et aux sous-commissions de l'Assemblée nationale et du Conseil de la République chargées de suivre et de contrôler l'emploi des crédits militaires, au moins une fois chaque mois, un compte rendu détaillé des remises faites à l'administration des domaines, accompagné de l'estimation des biens remis et du montant des aliénations réalisées.

CHAPITRE III. — DISPOSITIONS RELATIVES A LA SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS ET AUX TRANSPORTS

Art. 5. — Il est bloqué, sur les autorisations de payement accordées à la Société nationale des chemins de fer français par l'article 12 de la loi n° 49-482 du 8 avril 1949, un montant de 15 milliards de francs réparti à raison de 5.400 millions de francs pour les dépenses d'établissement et de 9.600 millions de francs pour les dépenses de reconstitution. Ces blocages ne pourront porter sur des travaux en cours et dont l'achèvement contribuerait à réduire les frais de gestion de la Société nationale des chemins de fer français. La répartition de ces sommes entre les différentes lignes du paragraphe 4 de l'état C annexé à la loi du 8 avril 1949 sera effectuée par arrêté conjoint du ministre des finances et du ministre des travaux publics et des transports après avis de la commission des investissements.

Ces autorisations de payement feront l'objet de déblocage par décret en conseil des ministres, compte tenu du produit des aliénations d'éléments d'actif que la Société nationale des chemins de fer français proposera d'affecter à la couverture des travaux neufs et des économies de gestion réalisées.

Les autorisations de prêts accordées par l'article 1er de la loi précitée et les autorisations de versement accordées par l'article 3 de la loi n° 48-1973 du 31 décembre 1948 seront, en ce qui concerne la Société nationale des chemins de fer français, bloquées respectivement à concurrence de 7.320 millions de francs et 7.680 millions de francs. Le déblocage en sera réalisé par décrets pris en conseil des ministres.

Art. 5 *bis*. — Aussi longtemps que l'équilibre financier de la Société nationale des chemins de fer français exige une subvention budgétaire, la Société nationale des chemins de fer français n'est pas autorisée à prendre des participations financières ou à accroître ses participations dans des entreprises ayant un autre objet que le transport par chemins de fer et par route.

Art. 6. — Les transports par fer, par route, par navigation intérieure, par mer et par air devront être coordonnés et harmonisés de manière à assurer:

Les besoins des usagers;

La mise à la disposition de l'économie du pays, dans les conditions les plus avantageuses, de l'ensemble des moyens de transports dont elle peut avoir besoin, en quantité et en qualité;

L'utilisation du mode de transport qui, compte tenu de la valeur des services rendus aux usagers et des servitudes imposées par la condition de service public, entraîne pour la nation le coût de production réel minimum;

La coopération des modes de transports, lorsqu'un même service comporte l'utilisation successive de plusieurs d'entre eux.

Les mesures à prendre pour parvenir à ces fins devront toutefois tenir compte, le cas échéant, d'autres considérations d'intérêt national ou international.

La mise en œuvre des principes fixés par le présent article sera réalisée, sur le vu des propositions que le conseil supérieur des transports doit présenter en exécution de la loi du 3 septembre 1947, modifiée par celle du 14 janvier 1949, par décret pris en conseil des ministres sur le rapport du ministre des travaux publics, des transports et du tourisme, le conseil d'Etat entendu.

Ces décrets pourront comporter:

La fermeture partielle ou totale au trafic des voyageurs et des marchandises de certaines lignes de chemins de fer;

Leur déclassement immédiat ou différé;

La substitution, pour ces lignes, de services routiers aux services ferroviaires, cette substitution ne devant pas avoir pour effet de réduire systématiquement le trafic sur les lignes principales du chemin de fer;

La réglementation des conditions de sécurité et de transport des divers modes de transports pour les mettre en harmonie les uns avec les autres;

L'ouverture de voies nouvelles à écartement normal, par utilisation de matériel des lignes supprimées et de l'infrastructure de lignes à voie d'écartement réduit;

La réglementation des conditions de liaison, d'exploitation technique et commerciale des divers modes de transports en évitant, autant que possible, les double emplois et tenant compte de la nécessité pour chacun d'eux d'assurer un équilibre réel de son exploitation.

En cas de recours devant le conseil d'Etat, la procédure d'urgence sera obligatoire.

Art. 7. — Les dispositions financières de la convention du 31 août 1937 annexée au décret du même jour réorganisant le régime des chemins de fer français pourront faire l'objet, avant le 1er août 1949, d'avenants approuvés par décrets en conseil d'Etat, sur le rapport du ministre des travaux publics, des transports et du tourisme et du ministre des finances et des affaires économiques.

CHAPITRE IV. — DISPOSITIONS TENDANT A DÉGAGER DES RESSOURCES NOUVELLES

Art. 8. — . . . . . .
Art. 9. — . . . . . .
Art. 10. — . . . . . .
Art. 11. — . . . . . .

Art. 12. — Les entreprises industrielles ou commerciales sont autorisées à incorporer à leur capital la provision pour renouvellement des stocks constituée en conformité du décret du 30 janvier 1941.

Cette opération ne donne pas lieu à l'application de l'impôt sur les sociétés ou de l'impôt sur le revenu des personnes physiques, ni à l'application de la surtaxe progressive.

Le taux de la taxe additionnelle au droit d'apport perçu à cette occasion, en vertu de l'article 448 du code de l'enregistrement est fixé à 16 p. 100.

Lorsqu'elle ne donne pas lieu à la perception de la taxe additionnelle visée à l'alinéa précédent, l'incorporation au capital de la provision pour renouvellement des stocks est soumise à une taxe de 16 p. 100 établie comme en matière d'impôt sur les revenus et recouvrée conformément au titre IV du livre III du code général des impôts directs et à l'article 419 du décret n° 48-1986 du 9 décembre 1948.

Les taux fixés aux deux alinéas précédents seront réduits de moitié si l'incorporation est réalisée avant le 1er novembre 1949. Dans ce cas, le montant de la taxe devra être versé en totalité avant le 1er janvier 1950.

Art. 13. — Le taux de la taxe additionnelle au droit d'apport en société, perçue en vertu de l'article 448 du code de l'enregistrement, est réduit à 3 p. 100 en ce qui concerne les incorporations de réserve de réévaluation, à la condition que l'opération soit réalisée avant le 1er janvier 1950 et que le montant du droit soit versé en totalité lors de l'enregistrement de l'acte nonobstant toutes dispositions contraires.

Les dispositions du présent article sont étendues, sous les mêmes conditions, aux actes de fusion des sociétés visées par l'article 9 de la loi n° 48-978 du 16 juin 1948.

Art. 14. — L'article 23 du code des contributions indirectes est modifié et rédigé comme suit:

« *Art.* 23. — En dehors de l'allocation en franchise de dix litres d'alcool pur prévue à l'article 42 ci-après, les alcools supportent un droit de consommation dont le tarif est fixé par hectolitre d'alcool pur, à:

1° 16.600 F pour les quantités fabriquées par les producteurs récoltants et réservées à leur propre consommation;

2° 12.500 F pour les quantités utilisées à la préparation des vins mousseux et des vins doux naturels bénéficiant du régime fiscal des vins;

3° 5.600 F pour les produits de parfumerie et de toilette ainsi que pour les produits à base d'alcool ayant un caractère exclusivement médicamenteux et impropres à la consommation de bouche, figurant sur une liste établie par arrêté du ministre des finances;

4° 48.000 F pour les rhums;

5° 27.500 F pour les vins de liqueur d'origine française bénéficiant d'une appellation d'origine contrôlée ou réglementée et les crèmes de cassis;

6° 55.000 F pour tous les autres produits.

Les alcools libérés du droit de consommation...

(Le reste sans changement.)

. . . . . .
Art. 15. — . . . . . .
Art. 16. — . . . . . .

Art. 17. — Il est interdit aux débitants de boissons de détenir des alcools ayant le caractère de spiritueux rectifiés au sens de la réglementation en matière de fraudes commerciales, à l'exception des eaux-de-vie de fantaisie et des genièvres artificiels ou de fantaisie ne titrant pas plus de 40° et reçus en bouteilles capsulées et sous étiquette mentionnant les nom et adresse du fabricant ou du préparateur.

Les infractions sont punies, à la requête de l'administration des contributions indirectes, d'une amende de 5.000 à 50.000 F, de la confiscation des alcools saisis et du payement du quintuple droit de consommation afférent à ces alcools. En cas de récidive, la licence attachée à l'établissement est supprimée.

Art. 17 *bis*. — Entre le deuxième et le troisième alinéas de l'article 31 de la loi n° 48-24 du 6 janvier 1948 est inséré un alinéa nouveau ainsi conçu:

« Toutefois, sur l'avis du maire de la commune et sur la proposition du préfet, il pourra être délivré une licence de plein exercice, attachée au cercle et incessible, aux cercles privés régulièrement déclarés à la date du 1er janvier 1948 et comptant, à cette date, quinze années ininterrompues de fonctionnement, les années 1939 à 1945 n'étant pas prises en considération dans ce décompte. Ces cercles bénéficieront des dispositions du deuxième alinéa du présent article. »

Art. 18. — L'évaluation des voies et moyens applicables au budget général de l'exercice 1949 fixée par la loi n° 48-1974 du 31 décembre 1948 est majorée d'une somme de 44.600 millions de francs répartie comme suit:

I. — Produits recouvrables en France.

§ 1er. — Impôts et monopoles.

1° Produits des contributions directes: ligne n° 1. — Contributions directes, centimes d'Etat et taxes assimilés au contributions directes, 2.000 millions de francs.

2° Produits de l'enregistrement: ligne n° 15. — Recettes diverses, 6.500 millions de francs.

7° Produits des douanes: ligne n° 37. — Droits à l'importation, 11.200 millions de francs. Ligne n° 40. — Autres droits et recettes accessoires, 100 millions de francs.

8° Produits des contributions indirectes: ligne n° 51 *bis*. — Redevance sur les essences de pétrole en vente libre, 10.500 millions de francs.

10° Produits de la taxe sur les transactions: ligne n° 54. — Taxe sur les transactions, 300 millions de francs.

§ 3. — Produits et revenus du domaine de l'Etat.

Ligne n° 70. — Produits et revenus du domaine encaissés par les receveurs des domaines, 9.800 millions de francs.

§ 4. — Produits divers.

**Défense nationale.**

Ligne n° 13 *bis*. — Reversement au budget général des fonds provenant de la dissolution des corps de troupe et unités militaires assimilées, 3 milliards de francs.

**Finances et affaires économiques.**

I. — *Finances.*

Ligne n° 35. — Taxe spéciale sur les dépôts de devises et de valeurs mobilières étrangères et sur les conversions d'avoir à l'étranger, 1 milliard de francs.

II. — Produits recouvrables en Algérie.

§ 1er. — Produits et revenus du domaine de l'Etat.

Ligne n° 166. — Aliénation d'immeubles (provenant des services de la guerre, de la marine, des poudreries nationales et des manufactures de l'Etat), 200 millions de francs.

Total général, 44.600 millions de francs.

TITRE II. — **Dispositions relatives à l'activité économique.**

CHAPITRE Ier. — DISPOSITIONS TENDANT AU DÉVELOPPEMENT DU COMMERCE EXTÉRIEUR

Art. 19. — Jusqu'au 31 décembre 1949, le ministre des finances et des affaires économiques est autorisé à accorder la garantie de l'Etat à des opérations de commerce extérieur qui présentent un caractère essentiel pour l'économie nationale.

La garantie de l'Etat est accordée après avis d'une commission consultative des garanties et du crédit au commerce extérieur, dont la composition et le fonctionnement seront fixés par décret.

Art. 20. — La garantie de l'Etat peut être accordée en totalité ou en partie:

1° A la Compagnie française d'assurances pour le commerce extérieur, pour ses opérations d'assurances des risques politiques, monétaires, catastrophiques ainsi que des risques commerciaux extraordinaires;

2° Aux banques et établissements financiers en vue du financement de fabrications destinées principalement à l'exportation;

3° Aux exportateurs pour les opérations prévues à l'article 53 de la loi n° 48-1516 du 26 septembre 1948.

Art. 21. — La commission fixe les modalités de l'octroi de la garantie, notamment les sûretés et les contrôles qui lui sont attachés.

Art. 22. — En vue de l'application des dispositions ci-dessus, le Gouvernement est autorisé, nonobstant l'expiration du délai de six mois prévu par l'article 17 de la loi n° 45-015 du 2 décembre 1945, à modifier par décret en forme de règlement d'administration publique, le décret n° 46-1332 du 1er juin 1946.

Art. 23. — . . . . . .

Art. 24. — . . . . . .

Art. 25. — Les producteurs et les commerçants ayant pris la position de producteurs sont autorisés à recevoir, en franchise de la taxe à la production, dans la limite du montant des ventes à l'exportation réalisées au cours de l'année précédente et portant sur les objets passibles de ladite taxe, les marchandises qu'ils destinent à l'exportation.

Pour bénéficier de cette mesure, les intéressés doivent adresser à leurs fournisseurs une attestation certifiant que les produits commandés par eux sont destinés à être exportés, en l'état ou après transformation, et comportant l'engagement d'acquitter la taxe à la production, au cas où ces produits ne recevraient pas la destination ayant motivé la franchise, sans préjudice des pénalités visées à l'article 59 du code des taxes sur le chiffre d'affaires.

Art. 26. — L'article 39-10° du code des taxes sur le chiffre d'affaires est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes:

« Les opérations de façon portant sur des marchandises destinées à l'exportation dans la mesure où ces marchandises sont exportées directement par le façonnier. »

Art. 26 *bis*. — Lorsque les conseils municipaux en feront la demande au moment de l'établissement de leur budget et moyennant l'agrément des conseils généraux, les exploitants d'hôtels de tourisme saisonniers classés dans les conditions fixées par la loi du 4 avril 1942, les restaurants et établissements de spectacle ou de jeu, ne seront assujettis chaque année à la contribution des patentes que pour une période de six mois, à la condition toutefois que la durée d'exploitation saisonnière soit égale ou inférieure à six mois par an.

La taxe sur la valeur locative des locaux professionnels visés à l'article 330 du code des contributions directes, établie au nom de ces exploitants est, par similitude, calculée dans les mêmes conditions,

Art. 27. — . . . . . .

Art 28. — . . . . . .

Art. 29. — . . . . . .

CHAPITRE II. — DISPOSITIONS TENDANT A DÉVELOPPER LA PRODUCTIVITÉ DES ENTREPRISES

Art. 30. — . . . . . .

CHAPITRE III. — DISPOSITIONS TENDANT A FACILITER L'INVESTISSEMENT DES CAPITAUX

Art. 31. — Sauf en ce qui concerne le défaut de déclaration et nonobstant toute disposition contraire, l'action dont dispose l'administration pour l'assiette de l'impôt de solidarité nationale cessera de pouvoir être exercée à compter de la date de promulgation de la présente loi à moins qu'une réclamation interruptive de prescription n'ait été notifiée au contribuable antérieurement à cette date. Eu égard à cet impôt, il ne sera pas tenu compte des dispositions du paragraphe 4 de l'article 272 du décret n° 48-1986 du 9 décembre 1948 portant réforme fiscale.

Toutefois, l'alinéa qui précède n'est pas de nature à mettre obstacle à l'application de l'impôt de solidarité nationale après la date susvisée s'il a été sursis à cette application en vertu de dispositions légales ou en prévision d'accords internationaux tendant à la suppression des doubles taxations en matière d'impôt sur la fortune.

Art. 32. — Toutes procédures visant des infractions à la législation des prix portant sur des produits placés hors taxation ou des infractions à la législation du ravitaillement portant sur des produits placés hors rationnement qui font ou feront l'objet de poursuites judiciaires dans les conditions prévues aux articles 19 et suivants de l'ordonnance n° 45-1484 du 30 juin 1945 devront, à quelque stade qu'elles se trouvent et tant qu'il n'aura pas été statué au fond en première instance, être renvoyées au directeur du contrôle économique si le prévenu demande le bénéfice d'un règlement transactionnel. Après réalisation de la transaction, le magistrat ou le tribunal constate que l'action publique est éteinte. En cas d'échec, l'instance judiciaire reprend son cours.

Art. 33. — A compter du 1er juin 1949, le taux de la taxe spéciale instituée par l'article 1er de la loi du 2 février 1948 est fixée à 25 p. 100.

CHAPITRE IV. — DISPOSITIONS DIVERSES

Art. 34. — Les titres de l'emprunt dont l'émission a été autorisée par la loi n° 48-31 du 7 janvier 1948 pourront être admis en souscription aux emprunts émis par la caisse nationale de crédit agricole pour une valeur égale à leur valeur nominale et dans des limites et conditions qui seront fixées par arrêté du ministre des finances et du ministre de l'agriculture.

Art. 34 *bis* (nouveau). — L'article 3 de la loi n° 48-31 du 7 janvier 1948, modifié par l'article 5 de la loi n° 49-482 du 8 avril 1949 est complété par l'alinéa suivant qui prend place après l'article 2:

« Dans les conditions et limites qui seront fixées par un arrêté du ministre des finances et du ministre de l'agriculture, les titres de l'emprunt libératoire de prélèvement exceptionnel pourront également être admis pour une valeur au moins égale à leur valeur nominale en libération des emprunts d'un maximum de deux millions contractés par les collectivités locales de moins de 2.000 habitants au titre de financement des travaux d'équipement rural pour la part subventionnée par l'Etat en annuités. »

Art. 35 (nouveau). — L'article 3 de la loi n° 48-31 du 7 janvier 1948 modifié par l'article 5 de la loi n° 48-482 du 8 avril 1949 est complété par l'alinéa suivant qui prend place après l'alinéa 2.

Dans les conditions et limites qui seront fixées par un arrêté du ministre des finances et du ministre de l'agriculture les titres de l'emprunt libératoire pourront également être admis, pour une valeur au moins égale à leur valeur nominale, en libération des augmentations de capital auxquelles procéderont les collectivités privées au titre du financement des travaux d'équipement rural subventionnés par l'Etat en annuités.

Art. 36. — Les délais de six mois et de trois mois figurant respectivement aux articles 3 et 4 de la loi du 1er janvier 1949 portant ouverture de crédits au ministre de l'industrie et du commerce au titre du budget général pour l'exercice 1948 sont prolongés de trois mois, à l'exception du délai prescrit pour la réalisation des conditions imposées à l'alinéa *a* de l'article 3, qui reste maintenu.

Art. 37 (nouveau). — L'administration des domaines est autorisée à procéder à l'amiable ou par voie d'adjudication, et quelle qu'en soit la valeur, à la vente des constructions provisoires, individuelles ou collectives, édifiées pour le relogement de la population ou usage professionnel, commercial, industriel ou agricole qui lui seront remises à cet effet par les services intéressés; la cession sera faite par préférence aux sinistrés qui en feront la demande par imputation sur les indemnités qui leur sont dues.

Les modalités d'application du présent article seront fixées par un arrêté du ministre de la reconstruction et de l'urbanisme, du ministre des anciens combattants et victimes de la guerre et du ministre des finances et des affaires économiques.

Art. 38 (nouveau). — Le cinquième alinéa de l'article 8 de l'acte dit loi du 8 mars 1943 relatif aux sociétés par actions est modifié ainsi qu'il suit:

« Les aliénations d'actions effectuées en application de la prohibition édictée par le premier alinéa du présent article devront être réalisées avant le 1er juin 1950 ».

Délibéré en séance publique, à Paris, le 3 juin 1949.

*Le président,*

Signé: EDOUARD HERRIOT.

# ANNEXE N° 445

(Session de 1949. — Séance du 7 juin 1949.)

PROJET DE LOI adopté par l'Assemblée nationale autorisant le **ministère** de l'**éducation nationale** à participer aux **frais** d'organisation d'une **exposition de la Résistance,** transmis par M. le président de l'Assemblée nationale à M. le président du Conseil de la République (1). — (Renvoyé à la commission des finances.)

Paris, le 3 juin 1949.

Monsieur le président,

Dans sa séance du 3 juin 1949, l'Assemblée nationale a adopté un projet de loi autorisant le ministère de l'éducation nationale à participer aux frais d'organisation d'une exposition de la Résistance.

Conformément aux dispositions de l'article 20 de la Constitution, j'ai l'honneur de vous adresser une expédition authentique de ce projet de loi, dont je vous prie de vouloir bien saisir, pour avis, le Conseil de la République.

Je vous prie de vouloir bien m'accuser réception de cet envoi.

Agréez, monsieur le président, l'assurance de ma haute considération.

*Le président de l'Assemblée nationale,*
Signé: EDOUARD HERRIOT.

L'Assemblée nationale a adopté le projet de loi dont la teneur suit:

PROJET DE LOI

Art. 1er. — Il est ouvert au ministre de l'éducation nationale, en addition aux crédits accordés par la loi n° 48-1992 du 31 décembre 1948 et par des textes spéciaux, un crédit de 3 millions de francs applicable au chapitre 502: « Subventions au Centre national de la recherche scientifique pour le fonctionnement de la commission d'histoire de l'occupation et de la libération de la France » du budget de l'éducation nationale pour l'exercice 1949.

Art. 1er *bis.* — . . . . . .

Art. 2. — Sur les crédits ouverts au ministre de l'éducation nationale par la loi n° 48-1992 du 31 décembre 1948 et par des textes spéciaux, un crédit de 3 millions de francs est définitivement annulé au titre du chapitre 500 « Centre national de la recherche scientifique » du budget de l'éducation nationale pour l'exercice 1949.

Art. 3. — Les recettes à provenir des droits d'entrée à l'exposition de la Résistance seront versées au Centre national de la recherche scientifique en accroissement des dotations de cet établissement.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 3 juin 1949.

*Le président,*
Signé: EDOUARD HERRIOT.

# ANNEXE N° 446

(Session de 1949. — Séance du 7 juin 1949.)

PROPOSITION DE RESOLUTION tendant à inviter le Gouvernement à déposer d'urgence un projet de loi portant ouverture de **crédits** en vue de venir en **aide** aux **victimes** de la **grêle** qui s'est abattue sur le département de **Maine-et-Loire** le 4 mai 1949, présentée par MM. Chatenay, Rabouin et de Villoutreys, sénateurs. — (Renvoyée à la commission de l'intérieur (administration générale, départementale et communale, Algérie.)

EXPOSE DES MOTIFS

Mesdames, messieurs, le 4 mai dernier, une chute de grêle d'une extrême violence s'est abattue sur une partie de l'arrondissement de Cholet. Les communes comprises entre Saint-André-de-la-Marche et Saint-Florent-le-Vieil ont été ravagées; les récoltes sont détruites, les vignes ne donneront pas de vendange, les jardins sont saccagés. Les cultivateurs subissent de ce fait des pertes très élevées dont l'estimation en cours dépassera certainement une dizaine de millions. Une pépinière notamment dont tous les plants ont été détruits a été expertisée et le dommage s'élève à 2.900.000 F.

Notre proposition a pour but d'inviter le Gouvernement à venir en aide aux populations et aux agriculteurs sinistrés, comme cela s'est déjà produit dans des cas semblables.

En conséquence, nous vous demandons d'adopter la proposition de résolution suivante:

PROPOSITION DE RESOLUTION

Le Conseil de la République invite le Gouvernement à déposer, dans le moindre délai possible, un projet de loi portant ouverture de crédits en vue de venir en aide aux victimes du dernier ouragan de grêle qui a provoqué d'importants dégâts dans le Maine-et-Loire.

(1) Voir les nos: Assemblée nationale (1re législ.): 6795, 7232 et in-8° 1829.

# ANNEXE N° 447

(Session de 1949. — Séance du 7 juin 1949.)

AVIS au nom de la commission de la famille, de la population et de la santé publique sur la proposition de résolution de M. Marcel Grimal et des membres du groupe du mouvement républicain populaire, tendant à inviter le Gouvernement à accorder des **facilités de transport** aux **enfants** des **familles nombreuses,** par M. Le Basser, sénateur (1).

NOTA. — Ce document a été publié au *Journal officiel* du 8 juin 1949. (Compte rendu *in extenso* de la séance du Conseil de la République du 7 juin 1949, page 1354, 1re colonne.)

# ANNEXE N° 448

(Session de 1949. — Séance du 7 juin 1949.)

RAPPORT fait au nom de la commission de l'intérieur (administration générale, départementale et communale, Algérie) sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant extension à l'**Algérie** de la loi du 18 mars 1918, réglementant la **fabrication** et la **vente** des **sceaux, timbres** et **cachets officiels,** par M. Rogier, sénateur (2).

NOTA. — Ce document a été publié au *Journal officiel* du 10 juin 1949. (Compte rendu *in extenso* de la séance du Conseil de la République du 9 juin 1949, page 1372, 3e colonne.)

# ANNEXE N° 449

(Session de 1949. — Séance du 7 juin 1949.)

PROPOSITION DE RESOLUTION tendant à inviter le Gouvernement à modifier les modalités de **payement** des **dommages** dus aux **viticulteurs sinistrés** pour faits de guerre, présentée par MM. Edouard Barthe, Claparède, Mme Crémieux et M. Gaspard, sénateurs. — (Renvoyée à la commission de l'agriculture.)

EXPOSE DES MOTIFS

Mesdames, messieurs, les départements viticoles qui bordent la Méditerranée ont lourdement été affectés par l'occupation allemande. Pour mettre les côtes en état de défense, les autorités occupantes ont détruit de nombreux immeubles et saccagé des exploitations agricoles. Les propriétaires furent, sur divers points, chassés des localités, le vignoble détruit et, d'une façon générale, la culture rendue impossible. Le préjudice subi par ces populations laborieuses est considérable.

Les départements du Gard, de l'Hérault, de l'Aude et des Pyrénées-Orientales tirent leur principale richesse de la culture de la vigne. On peut écrire que, sur les bords de la mer et dans les propriétés proches du littoral, les populations sont obligées, en raison de la nature du sol et du climat, de s'adonner à la monoculture.

Les modifications apportées à la législation par les lois du 8 avril 1949 et du 1er janvier 1949 font une obligation aux victimes de ces destructions d'accepter des titres en payement des dommages subis. Un légitime mécontentement est ainsi créé. En fait, de nombreux propriétaires sinistrés doivent renoncer à la reconstitution de leurs vignobles et de leurs exploitations.

Le 2 mai dernier, après une réunion des délégués de toutes les communes sinistrées, le télégramme suivant a été adressé à MM. les ministres de la reconstruction, des finances et de l'agriculture:

« Fédération méridionale agriculteurs sinistrés de guerre vous indique viticulteurs véritablement stupéfaits votre récente loi 8 avril stipulant payement éléments exploitation agricole compris frais replantation en titres. Stop. Mesures provoquera arrêt reconstitution vignobles chômage ouvriers agricoles conflits nombreux avec fournisseurs agriculture. »

Le Gouvernement, lorsqu'il a proposé la modification de la loi n'a pas suffisamment réfléchi à la situation des sinistrés des régions à monoculture. Il faut établir, en effet, une grande différence entre les besoins des agriculteurs de régions à polyculture et ceux qui s'adonnent à la culture exclusive de la vigne.

Lorsqu'il s'agit d'une culture annuelle, l'exploitant réalise rapidement le produit de sa récolte. Il est en mesure de disposer de recettes immédiates. Il n'en est pas de même du viticulteur qui ne commence à retirer un profit de son exploitation qu'à partir de la quatrième année de la plantation de son vignoble et qui doit, pour cela, engager un capital très important destiné, en outre, à subvenir aux soins que cette exploitation nécessite pendant les quatre ou cinq premières années.

M. Palazy, président de la fédération des sociétés d'agriculteurs sinistrés de guerre, a très bien exposé cette situation au cours d'une réunion des victimes. Il déclarait entre autres choses:

« Il ne faut pas traiter le viticulteur sur le même pied que l'agriculteur.

« Les exploitations de viticulure sont des exploitations de monoculture. Avant de produire, la vigne, à partir de sa replantation, demande trois, quatre et même cinq ans de soins culturaux. Un viticulteur qui a replanté après le déminage dans l'Hérault en 1946 ne récoltera qu'en 1949 ou 1950 et toute la replantation n'a pu se faire en 1946 et 1947. Dans les grosses propriétés sinistrées, la replantation s'est effectuée entre 1947 et 1949. Il y a encore de nombreux sinistrés à financer pour des replantations en cours d'exécution au cours des années culturales 1948-1949 et 1949-1950. Le polyculteur, lui, a pu remettre ses terrains en culture dès 1945 et 1946. Il a donc pu payer les frais engagés depuis ces années grâce aux récoltes annuelles alors que le viticulteur n'a fait qu'avancer les frais de replantation et d'entretien pendant le même temps. Le payement par titres ne lui permettra pas d'attendre les récoltes rémunératrices. »

M. Palazy signale également que ces mêmes viticulteurs, dans le cas de replantations importantes, ont reconstitué le vignoble sinistré en tenant compte de la nécessité de produire mieux et à meilleur marché. Ils ont fait à la machine moderne une large place dans leurs exploitations. Comment pourront-ils payer un ensemble de matériels qui approche et dépasse dans certaines propriétés que

(1) Voir les nos Conseil de la République: 3, 61, 390 (année 1949).

(2) Voir les nos: Assemblée nationale (1re législ.): 5563, 6370 et in-8° 1618; Conseil de la République: 219 (année 1949).

l'éloignement de toute cave coopérative oblige à la vinification sur place, le montant de 2 millions minimum que représente le matériel moderne ?

Comment ces mêmes propriétaires pourront-ils assurer la construction de cuves par le report d'indemnités dues sur des foudres en application de l'article 31 de la loi du 28 octobre 1946 ? La reconstitution de 2.000 hectos de foudres-bois s'élève en 1949 à 3.600.000 F, leur reconstitution en cuves-ciment s'élève à 1.800.000 F. Et c'est là exemple bien réduit étant donné l'importance de certaines propriétés sinistrées du littoral. Les entreprises spécialisées dans la construction de cuves ne peuvent recevoir des titres pour payer leurs ouvriers.

Comment feront certains propriétaires sinistrés qui, touchés par des servitudes de remembrement, ont été autorisés à reporter leur droit à indemnité pour des cuves sur des parts de la cave coopérative ? Comment pourront faire ces propriétaires pour rembourser les emprunts espèces, qu'ils ont contractés pour s'assurer lesdites parts de la coopérative puisque les titres ne sont pas négociables ?

En terminant, M. Palazy me fait part de l'action entreprise par les associations et sa fédération auprès des pouvoirs publics par l'intermédiaire des représentants élus du département. Il lui apparaît qu'une interprétation très particulière a été donnée par le M. R. U. à l'article 9 *bis*. Pour lui, dans les travaux régulièrement effectués avant 1947 et les travaux régulièrement inscrits à l'ordre de priorité depuis 1947, entrent tous les travaux de reconstitution des exploitations viticoles qui étaient tous prioritaires en ce qui concerne matériel et cheptel et replantation et les remises en état des sols préliminaires à la replantation. Si l'article 9 *bis*, qui stipule que tous les éléments d'exploitation doivent être payés dans les conditions de l'article 10, est normalement appliqué, il ne doit s'appliquer qu'aux travaux irrégulièrement effectués avant 1947 et non compris dans la priorité après 1947. Il faut en déduire, en conséquence, que tous les travaux ou reconstitution de biens sinistrés régulièrement effectués sont payables en espèces au titre des travaux en cours, ce qui conduit à une revision de l'article 9 de la loi des maxima du 31 décembre 1948 et de l'article 7 de la loi du 8 avril 1949.

Un sérieux malaise est né des dispositions que le M. R. U. entend apipiquer aux viticulteurs sinistrés en application de l'article 9 *bis*. La reconstitution du vignoble, si bien démarrée dans l'Hérault, est sérieusement compromise par les dispositions de cet article. M. Palazy, « revenant sur l'injustice, l'erreur au point de vue de l'économie générale rappelant que chaque litre de vin produit est grevé au bénéfice de l'Etat de 15 F de droits, déclare qu'il veut encore espérer dans le bon sens et l'équité des pouvoirs publics ».

Les répercussions d'une mesure injuste se font sentir.

Il est signalé que les sinistrés qui ont d'importantes superficies à reconstituer ont dû licencier leur personnel du fait qu'ils ne peuvent placer les titre qui leur sont remis et qu'ils ne disposent pas de disponibilités en espèces.

Les sinistrés avaient repris courage à la suite des paroles prononcées au début de mars par le ministre de la reconstruction, assurant aux agriculteurs que, grâce au succès de l'emprunt, tous les travaux en cours allaient être réglés en espèces. Leur déception est grande à la pensée que cette déclaration n'a eu aucun lendemain.

Il y va de l'intérêt national que cette question soit de nouveau examinée par les pouvoirs publics et que, par des modalités jugées urgentes on puisse permettre aux sinistrés de poursuivre et mener à bien les travaux de reconstitution du vignoble détruit. Une mesure équitable peut être prise sans modifier la loi. Il suffirait de déclarer que le montant des indemnités de reconstitution, replantation et éléments d'exploitation de culture se fera en espèces pour les travaux réalisés, les travaux en cours d'exécution ou autorisés par les délégations départementales.

En conséquence, nous vous demandons d'adopter la proposition de résolution suivante:

PROPOSITION DE RESOLUTION

« Le Conseil de la République demande au Gouvernement, dans les régions à monoculture, lorsque le sinistré de guerre aura à reconstituer un vignoble qui ne peut donner de récolte au plus tôt que quatre ans après sa plantation, d'assurer en espèces le payement des indemnités de reconstitution, de replantation et éléments d'exploitation, réalisés, en cours d'exécution ou autorisés par les délégations départementales. »

# ANNEXE N° 450

(Session de 1949. — Séance du 9 juin 1949.)

PROPOSITION DE RESOLUTION tendant à inviter le Gouvernement à venir d'urgence en **aide** aux **populations** du département de l'**Allier** sinistrées par la grêle, présentée par MM Auberger et Southon, sénateurs. — [Renvoyée à la commission de l'intérieur [administration générale, départementale et communale, Algérie].)

EXPOSE DES MOTIFS

Mesdames, messieurs, le 28 mai dernier, un violent orage de grêle s'est abattu sur les régions des cantons de Chantelle, de Saint-Pourçain-sur-Sioule et Varennes-sur-Allier, provoquant des dégâts considérables dans quinze communes: Chareil-Cintrat, Bayet, Fleuriel, Saint-Pourçain-sur-Sioule, Deneuille, Etroussat, Fourilles, Taxat-Senat, Paray-sous-Briaille, Varennes-sur-Allier, Montoldre, Ussel-d'Allier, Chantelle, Montord, Trétau.

Malgré les efforts des postes de fusées paragrêles, cependant bien pourvus et bien organisés, des grêlons énormes hâchèrent littéralement pendant quarante-cinq minutes les récoltes de l'une des régions les plus riches du Bourbonnais.

Les cultures de céréales sont gravement atteintes, certaines sont totalement perdues; les sarments de vigne sont brisés: la récolte est anéantie pour l'année en cours et très compromise pour l'année 1950, car il sera difficile, sinon impossible de tailler. Enfin, les cultures de betteraves et de pommes de terre sont très endommagées.

Il est fort difficile, au lendemain de ce sinistre, d'établir le pourcentage des pertes et l'évaluation des dégâts.

Mais un examen sommaire fait sur place avec le concours de la direction départementale des services agricoles et en compagnie des maires des régions sinistrées, permet de constater que les superficies atteintes comprennent approximativement:

2.000 ha de blé; 150 ha de seigle; 1.100 ha d'orge; 700 ha d'avoine; 450 ha de vigne, et plusieurs milliers d'hectares de pommes de terre, betteraves, fourrages, etc.

A elle seule, la commune de Bayet compte 600 ha de vignes, céréales, fourages, plantes sarclées, sinistrés à 100 p. 100, 500 ha sinistrés à 50 p. 100 et 500 ha sinistrés entre 20 et 40 p. 100.

Dans la commune voisine de Chareil-Cintrat, qui est sinistrée à 100 p. 100 et dont l'emplacement des cultures ravagées devra être labouré pour recevoir un nouvel ensemencement, les pertes atteignent plus de 50 millions.

Après ce désastre sans précédent, les habitants de ces régions dont certains et en particulier les jeunes exploitants, sont complètement ruinés, se sont remis courageusement au travail, donnant ainsi un magnifique exemple de persévérance et d'attachement à la terre.

Déjà on effectue le traitement de la vigne et des plantes sarclées pour tenter de réparer ou d'atténuer les dégâts. Ailleurs, on laboure pour faire de nouveaux ensemencements.

C'est en considération de l'importance des dégâts causés par cette calamité naturelle et de l'état d'esprit des populations éprouvées que nous attirons l'attention du Conseil de la République sur la nécessité d'apporter une aide efficace aux sinistrés et que nous sollicitons l'adoption de notre proposition de résolution:

PROPOSITION DE RESOLUTION

Le Conseil de la République, ému par les conséquences de l'orage de grêle survenu dans le département de l'Allier le 28 mai 1949, invite le Gouvernement:

A déposer d'urgence un projet de loi portant ouverture de crédits en vue de venir en aide aux sinistrés;

A prendre les dispositions nécessaires afin que les fournitures d'engrais, de semences, de carburant leur soient attribuées;

A envisager des aménagements fiscaux en faveur des populations intéressées. »

# ANNEXE N° 451

(Session de 1949. — Séance du 9 juin 1949.)

RAPPORT fait au nom de la commission des finances sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif à diverses **dispositions d'ordre économique** et **financier**, par M. Jean Berthoin, sénateur, rapporteur général (1).

Mesdames, messieurs, le 20 mai dernier, le Gouvernement a déposé sur le bureau de l'Assemblée nationale un projet de loi relatif à diverses dispositions d'ordre économique et financier en demandant que ce texte vienne en discussion très rapidement.

La hâte dont témoignait le Gouvernement pour que ses propositions reçoivent la sanction législative dans les moindres délais, avait été interprétée dans certains milieux, comme l'indication que la situation économique et financière était grave au point d'exiger des mesures de redressement immédiates.

Il semble qu'il y ait eu un malentendu, qui d'ailleurs est aujourd'hui en partie dissipé, mais dont il y a intérêt, semble-t-il, à effacer les dernières traces.

Vous vous rappelez que l'article 16 de la loi du 31 décembre 1948, dite « loi des maxima » contient la disposition suivante:

« Au cours de l'exercice 1949, aucune mesure législative ou réglementaire susceptible d'entraîner, au delà des maxima prévus, une dépense nouvelle ou d'accroître une dépense déjà existante, ne pourra intervenir sans faire l'objet d'une ouverture de crédits préalable au chapitre budgétaire intéressé et sans qu'aient été dégagées, en contre-partie, soit des économies, soit des recettes nouvelles d'un montant correspondant. »

Il y a là pour le Gouvernement une obligation particulièrement précise qu'il ne saurait éluder sans enfreindre la loi.

Or, précisément, pour trois catégories de dépenses, l'ouverture de crédits supplémentaires s'avère nécessaire.

Dans ces conditions, en vertu même de la disposition que je viens de citer, le Gouvernement était tenu de procéder à des économies ou d'instituer des recettes à concurrence d'un montant égal à celui des dépenses nouvelles qu'il faut envisager.

C'est donc trop peu de dire que le projet était justifié, puisqu'étant donné les termes de la loi, il répondait à une prescription légale.

Aussi bien est-ce moins le dépôt même du projet que le souhait exprimé par le Gouvernement de voir le débat s'ouvrir sans retard, qui a été le plus commenté.

En réalité, le Gouvernement était préoccupé de voir entrer en vigueur à une date aussi rapprochée que possible le nouveau régime de vente de l'essence qu'il proposait et qui, je vous le rappelle, aurait consisté dans le rétablissement de la liberté sur la base d'un prix uniforme de 55 F le litre.

Le fait qu'il escomptait, de cette mesure, un supplément de recettes de quelque 3 milliards par mois en même temps que la liquidation de tout le système administratif que

(1) Voir les n°s: Assemblée nationale (1re législ.): 7220, 7215, 7269 et in-8° 1826; Conseil de la République: 444 (année 1949).

comporte le rationnement, explique assez le désir qu'il éprouvait de voir la discussion aboutir pour la fin du mois dernier.

La disjonction des dispositions relatives à l'essence qui ont fait l'objet d'un projet séparé, en vue précisément de hâter la mise en vigueur du nouveau régime, fournit la preuve que c'est cette partie du projet à laquelle le Gouvernement attachait un caractère d'urgence.

Le projet dont vous êtes saisis comporte, comme son intitulé l'indique, deux séries de dispositions: les unes financières visent à rétablir l'équilibre budgétaire rompu, les autres, d'ordre économique, répondent à la nécessité de développer nos exportations et d'accroître notre production.

Je crois que mon exposé gagnera en clarté si je traite successivement les dispositions budgétaires d'abord, les dispositions économiques ensuite, comme s'il s'agissait de deux projets distincts, sans qu'il soit question de prétendre, pour autant, que leur importance respective est comparable.

### I. — Dispositions budgétaires.

#### A. — Exposé

Ces dispositions tendent à rétablir, entre les charges et les ressources d'origine budgétaire, un équilibre dont la loi des maxima a fait, pour l'exercice en cours, un impératif absolu et que met en péril un alourdissement des dépenses autorisées en décembre dernier.

*a) Accroissement des charges.*

Les crédits dont le relèvement s'avère nécessaire se rapportent essentiellement à trois objets:

1° Les dépenses militaires, 53.300 millions.

Au lieu des 350 milliards prévus au début de l'exercice, les crédits définitifs s'élèveront au total à 385,3 millions.

D'autre part, le renforcement de notre dispositif militaire en Indochine nécessite des dépenses accrues qu'il n'est pas encore possible de chiffrer exactement puisqu'elles seront fonction du plan d'opérations qui sera arrêté ultérieurement, à la suite de l'inspection à laquelle a procédé le général Revers. Il est proposé pour le moment de constituer une provision de 17 milliards;

2° Les traitements de fonctionnaires, 7.500 millions.

Ces crédits supplémentaires correspondent en premier lieu à une erreur d'évaluation de 4 milliards de francs sur le montant des charges que la réalisation des deux premières tranches du reclassement a entraînées pour les finances publiques.

Par ailleurs, diverses mesures, notamment la décision de réduire les abattements entre zones de salaires, se sont traduites par une augmentation de 3,5 milliards du montant des dépenses de personnel;

3° La prise en charge du déficit de la S. N. C. F., 21.500 millions.

Au cours des premiers mois de l'année, d'importantes moins-values de recettes par rapport aux prévisions ont été enregistrées, de sorte que le déficit d'exploitation, évalué initialement à 2,5 milliards, serait de l'ordre de 47 milliards pour l'ensemble de l'année, si l'évolution actuellement observée se prolongeait.

Le Gouvernement, n'ayant pas cru devoir autoriser les augmentations de tarifs proposées par la S. N. C. F., le déficit doit être pris en charge par le budget de l'Etat, en vertu des dispositions de l'article 18 de la convention du 31 août 1937.

*b) Mesures destinées à rétablir l'équilibre.*

Pour compenser cet accroissement des charges, le projet de loi prévoit à la fois des mesures d'économie et des ressources supplémentaires.

1° Mesures d'économie.

Les compressions proposées portent sur tous les ministères. D'une part, en ce qui concerne les dépenses militaires, les crédits primitivement prévus seront réduits de 18.900 millions. Les cahiers dès à présent déposés seront rectifiés en conséquence.

D'autre part, selon le Gouvernement, de nouvelles réductions s'avèrent possibles sur les budgets civils. Elles pourraient s'élever à 16.700 millions.

Enfin une disposition vise la Société nationale des chemins de fer français. Afin de faire pression sur cet organisme pour qu'il ramène son déficit aux 21,5 milliards de francs auxquels est fixée la subvention de l'Etat, une somme de 15 milliards sera bloquée sur les autorisations de payements prévues au profit de la Société nationale des chemins de fer français par l'article 12 de la loi du 8 avril 1949, au titre des dépenses d'investissement.

Le montant des économies envisagées s'élève ainsi à 35 milliards 600 millions, alors que l'accroissement des dépenses est évalué à 82 milliards 300 millions.

Il subsiste donc un déficit de 46 milliards 700 millions pour la couverture duquel sont proposées des recettes nouvelles.

2° Ressources nouvelles.

La ressource principale est attendue du nouveau régime de vente de l'essence tel qu'il a été institué par l'Assemblée nationale.

D'après les prévisions, la formule du double secteur doit produire 19 milliards 100 millions pour les sept derniers mois de l'année en cours.

C'est ce chiffre qui est repris dans l'article relatif à l'évaluation des voies et moyens qui figure dans le projet.

Les autres ressources sont attendues:

Du rétablissement d'un certain nombre de droits de douane applicables à divers produits: 3 milliards;

D'une réduction temporaire des droits d'enregistrement qui frappent les augmentations de capital des sociétés réalisées par incorporation des réserves spéciales de réévaluation. On escompte que les sociétés voudront mettre à profit l'avantage qui leur est offert et qu'il en résultera pour le Trésor au cours des prochains mois des ressources accrues qui sont évaluées à 5,5 milliards;

D'une réduction de la taxe de légitimation dont sont passibles les avoirs à l'étranger non déclarés au moment où leurs propriétaires les rapatrient: 1 milliard.

Enfin deux mesures extra fiscales sont proposées:

D'une part, les administrations militaires seront mises en demeure d'aliéner, avant le 31 décembre prochain, des biens mobiliers et immobiliers pour un montant qui ne devra pas être inférieur à 10 milliards;

D'autre part, le reversement au budget général des fonds provenant de la dissolution des corps de troupe procurera une recette évaluée à 3 milliards.

Au total, les ressources escomptées atteindront 41 milliards 600 millions, alors que, déduction faite des économies, le déficit budgétaire à combler est estimé à 45 milliards 700 millions.

Le projet laisserait donc subsister un déficit de 4 milliards 100 millions.

Tel est, brièvement résumé, l'ensemble des dispositions relatives au rétablissement de l'équilibre budgétaire qui vous sont proposées par votre commission des finances.

J'en viens maintenant aux observations d'ordre général qu'il suggère.

#### B. — Commentaire

Il est, somme toute, normal que des prévisions budgétaires sérieusement établies, se trouvent déjouées en cours d'exercice et nul ne saurait faire grief au ministre des finances que ses dépenses budgétaires se révèlent supérieures de quelque 82 milliards à ses évaluations, ce qui représente à peine 5 p. 100 du montant des crédits ouverts au titre de la présente année.

Il faut cependant établir une distinction entre les mécomptes que nous sommes invités à réparer.

En ce qui concerne les crédits militaires, il faut reconnaître que le chiffre de 350 milliards avait un caractère forfaitaire, on peut même dire arbitraire, qui ne se fondait sur aucun élément vraiment précis. Que ce montant se révèle aujourd'hui insuffisant, nul ne saurait s'en étonner.

D'autre part, l'évolution de notre politique en Indochine, l'accord que nous avons conclu et les engagements qu'il comporte, nous font une obligation d'accroître notre effort.

Par conséquent, qu'il s'agisse des dépenses militaires normales ou des charges qui résultent de la situation en Indochine, l'insuffisance des crédits prévus peut être considérée comme difficilement prévisible et la demande du Gouvernement appelle d'autant moins d'observations que nous aurons prochainement l'occasion d'examiner dans leur détail les budgets militaires et que nous pourrons alors revenir sur les chiffres en quelque sorte provisionnels qui nous sont proposés.

La deuxième source de dépenses supplémentaires résulte, je vous le rappelle, des fonctionnaires.

Parmi les diverses causes qui sont invoquées, l'incidence de la réduction de l'abattement par zones est la seule valable. En ce qui concerne les deux autres qui, directement ou indirectement, proviennent du reclassement, il semble qu'on eût pu d'autant mieux les prévoir, que les dépenses dont il s'agit sont dues — c'est l'exposé des motifs qui le souligne — à la manière dont il a été procédé au reclassement.

De plus, on ne saurait oublier que dans la discussion du projet de loi majorant les pensions des anciens combattants et victimes de la guerre, il nous a été proposé de prélever une somme de 2 milliards sur le crédit de 90 milliards prévu pour faire face aux charges consécutives au reclassement de la fonction publique.

Il eut été plus normal de ne pas procéder à cette imputation, alors que le crédit en cause s'était déjà certainement révélé insuffisant.

Cependant, il ne saurait être question de faire supporter aux fonctionnaires les conséquences de cet état de choses et les propositions du Gouvernement ne peuvent qu'être retenues.

La question que pose le déficit de la Société nationale des chemins de fer français est d'une tout autre importance.

La première observation qui s'impose est que la situation actuelle avait été exactement prévue par le Conseil de la République, qui, sur l'initiative de notre éminent collègue, M. Pellenc, avait proposé, au moment où lui avait été soumis le projet de loi relatif aux dépenses d'investissement, de subordonner la mise à la disposition de la Société nationale des chemins de fer français des sommes prévues à son profit à la réalisation d'économies substantielles et à une réorganisation de son fonctionnement.

Or, le Gouvernement qui pourtant était mieux placé que quiconque pour connaître la situation de nos chemins de fer, non seulement n'a pas cru devoir se rallier à la formule qui lui était suggérée, mais il a demandé à l'Assemblée nationale de l'écarter.

Aujourd'hui où nos prévisions se trouvent confirmées par l'événement, le Gouvernement se décide à recourir au moyen même que lui avait proposé le Conseil de la République.

Si nous n'étions préoccupés que de considérations d'amour-propre, nous aurions donc lieu de nous déclarer satisfaits que le Gouvernement se soit rallié à notre manière de voir. Mais comme tel n'est pas le cas, votre commission des finances vous demande de manifester hautement nos regrets et, pour qu'ils dépassent les limites de cette enceinte, elle vous propose de voter un abattement indicatif d'un million au crédit figurant dans le projet dont nous sommes saisis.

Plusieurs de nos collègues auraient voulu que notre état d'esprit se traduise par une décision d'une portée moins platonique et votre commission des finances les aurait sans aucune doute suivis si, après en avoir longuement délibéré, elle n'avait dû convenir qu'au point où en sont arrivées les choses, il ne reste qu'à subir les conséquences des erreurs commises.

La convention du 31 août 1937, en effet, stipule que, dans l'hypothèse d'un déficit d'exploitation, le conseil d'administration de la Société nationale des chemins de fer français est tenu de proposer un relèvement de tarif au Gouvernement et que, si ce dernier se refuse à l'autoriser, la recette qui en était attendue doit être versée par l'Etat, à titre de subvention.

C'est cette disposition, qu'il n'est en pouvoir de personne d'éluder, qui joue ici et c'est pourquoi la couverture du déficit doit être assurée par une subvention et non par une avance remboursable. Cependant, il convient

de souligner que l'on risquerait d'aller loin s'il était fait une application inconsidérée de la convention qui lie l'Etat et la Société nationale des chemins de fer français. Il ne faudrait pas que cette dernière n'ait qu'à demander des augmentations de tarif pour que, le Gouvernement les lui ayant refusées, l'Etat doive prendre automatiquement en charge les déboires financiers de cette société.

Personne ne saurait contester que des réformes s'imposent.

M. Pineau nous a justement déclaré qu'il fallait posséder une connaissance approfondie de la Société nationale des chemins de fer français pour pouvoir préconiser des réformes vraiment efficaces.

Pour sa part, il envisage entre autres la suppression progressive du trafic sur 10.000 kilomètres de lignes. Cette mesure qui exigera de cinq à dix ans se traduira par une économie des dépenses d'exploitation de l'ordre de 6 milliards.

Votre commission vous engage à exprimer le désir de voir remédier à la situation actuelle par des mesures à la fois plus rapides et plus efficientes que celles qui sont envisagées actuellement

Ainsi que je vous l'ai exposé, les mesures proposées pour faire face à cet ensemble de charges comportent des économies et l'institution de nouvelles recettes.

En ce qui concerne les économies, le projet qui vous est soumis laissait au Gouvernement le soin de les dégager.

Il est vrai que, pour les crédits militaires qui n'ont pas encore été votés par le Parlement, nous aurons l'occasion de formuler nos observations. Mais pour les budgets des dépenses civiles, qui ont été définitivement arrêtés à la suite de la répartition des abattements, le projet prévoyait initialement que les nouvelles réductions de crédits seraient opérées par décrets.

Cette procédure a soulevé, de la part de votre commission, des objections d'autant plus vives qu'il était également prévu que les mêmes décrets pourraient ouvrir des crédits « en corrélation avec les économies correspondantes... ».

Ainsi, toute latitude était donnée au Gouvernement de modifier le budget sans qu'aucune limitation ne lui soit imposée.

Votre commission a estimé, dans sa majorité, qu'on demandait au Parlement de se dessaisir de ses attributions essentielles et qu'il lui était impossible de souscrire à de telles dispositions.

C'est en s'inspirant du même souci de défendre les prérogatives fondamentales du pouvoir législatif que votre commission vous propose de disjoindre les articles 6 et 7 du projet qui laisseraient au Gouvernement le soin de procéder également par décret à la coordination des transports et d'apporter à la convention du 31 août 1937, qui règle les rapports financiers de l'Etat et de la Société nationale des chemins de fer français, les aménagements nécessaires.

Les recettes proposées soulèvent beaucoup moins de remarques. Mises à part les ressources qui doivent provenir de l'institution du nouveau régime de vente de l'essence et qui sont désormais hors de discussion, nous nous trouvons en présence de deux séries de dispositions, les unes fiscales, les autres proprement financières.

Il est attendu 10 milliards des premières, 13 milliards des secondes.

En ce qui concerne les mesures fiscales, elles se traduisent comme j'ai eu l'honneur de vous l'exposer ci-dessus, soit à un rétablissement de droits en ce qui concerne les douanes, soit à une diminution des tarifs en matière d'enregistrement, qui fournira des recettes par suite de la multiplication du nombre des opérations enregistrées consécutive à cette même diminution.

En dehors des impôts, 13 autres milliards sont attendus d'une aliénation d'immeubles et de matériel militaires, à concurrence de 10 milliards et d'un reversement des fonds de corps de troupe dissous pour 3 milliards.

Sans doute, s'agit-il là de ressources de caractère exceptionnel mais, étant donné qu'elles serviront à couvrir des dépenses qui, elles-mêmes, ont un caractère inusité, il n'y a pas d'observations à formuler sur ce point.

Cependant, une réserve s'impose en ce qui concerne ces évaluations. Il est à craindre, notamment en ce qui concerne les 10 milliards attendus de l'aliénation de certains immeubles et matériel militaires, que ces prévisions ne se révèlent trop optimistes.

Néanmoins, étant donné que les éléments manquent pour avancer d'autres prévisions, nous ne pouvons que retenir les chiffres du Gouvernement.

J'en ai fini avec le commentaire relatif aux dispositions budgétaires du présent projet. Il me reste à présenter les dispositions d'ordre économique.

## II. — Dispositions d'ordre économique.

Les dispositions proposées se rattachent à deux ordres de préoccupations: d'une part, accroître le volume de nos exportations; d'autre part, favoriser l'investissement des capitaux. C'est en les regroupant autour de ces deux objectifs que je vais successivement vous exposer brièvement les mesures envisagées et les observations qu'elles suggèrent.

### A. — Exposé

En ce qui concerne le commerce extérieur, deux mesures sont proposées. Tout d'abord, une réorganisation de l'assurance crédit d'Etat. En réalité, il s'agit d'une simplification qui ne modifie en rien le système actuellement en vigueur. Je crois donc inutile d'entrer dans le détail des quatre articles relatifs à cet objet: vous trouverez sous le libellé des articles 19 et suivants toutes précisions utiles.

En second lieu, un certain nombre de modifications seraient apportées à la fiscalité, mais sur ce point les dispositions essentielles du projet du Gouvernement ont été disjointes par l'Assemblée nationale.

Le Gouvernement proposait, en effet, une réduction de la taxe proportionnelle, autrement dit de l'ancien impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux, en faveur des entreprises dont les ventes à l'extérieur se seraient développées cette année par rapport à 1948.

Le but poursuivi était louable, mais les mesures préconisées appelaient des réserves. D'une part, on a fait remarquer, à juste titre, qu'avant de songer à développer le volume actuel de nos exportations, il convenait de le maintenir. Or, bien que les conditions que connaissent nos industries exportatrices soient beaucoup plus difficiles cette année qu'en 1948, le système n'apportait aucun encouragement aux entreprises qui s'efforcent à grand peine de conserver les résultats acquis. D'autre part, la taxe proportionnelle est relativement légère puisqu'elle est fixée à 18 p. 100 des bénéfices réalisés et c'est beaucoup moins une réduction de cet impôt qu'un aménagement de la surtaxe progressive qui serait susceptible de constituer un encouragement efficace pour nos exportateurs.

Il est inutile que je m'étende davantage sur ce point, puisqu'il s'agit, encore une fois, de dispositions qui ont été disjointes.

Quant aux autres mesures fiscales également prévues par le projet qui nous est transmis, elles visent essentiellement à soulager la trésorerie des exportateurs en retardant le moment où ils devront verser le montant des taxes à la production afférentes à leurs ventes à l'étranger.

Etant donné l'importance de cet impôt et également les délais généralement assez longs qui sont nécessaires pour obtenir le règlement des marchandises exportées, les entreprises travaillant pour l'exportation sont obligées de faire l'avance du montant de la taxe à la production sur un chiffre d'affaires qui peut être élevé. Il en résulte qu'en ce qui les concerne, les difficultés de trésorerie qu'éprouvent actuellement la plupart des entreprises se trouvent accrues par le mode de recouvrement actuellement en vigueur.

J'en arrive à la deuxième série des dispositions, celles que je rattacherai au souci de favoriser le développement de notre production.

Ici encore, la principale disposition que contenait le projet a été disjointe par l'Assemblée nationale. Comme en matière d'exportation, il s'agissait d'instituer des dégrèvements fiscaux en faveur des entreprises qui auraient accru leur productivité. La formule paraissait assez imprécise et, de plus, d'application difficile.

Quant aux autres dispositions, elles ont un but exclusivement financier. Il s'agit de remettre en circulation des capitaux qui, à l'heure actuelle, se dissimulent, par crainte d'encourir les amendes rigoureuses que comporte la législation actuelle, et qui manquent cruellement aux entreprises.

La principale disposition a trait à l'impôt de solidarité. Vous savez que, dès à présent, la prescription de trois ans applicable en matière de droits de succession et étendue à l'impôt de solidarité, est acquise pour toutes les irrégularités susceptibles d'être décelées par l'examen même de la déclaration du contribuable. Au contraire, en ce qui concerne toutes les autres irrégularités et spécialement les omissions, la prescription de droit commun est de vingt ans. C'est ce délai qu'il est proposé de considérer comme expiré, sauf en ce qui concerne le défaut de déclaration, pour lequel la prescription de vingt ans continuera de s'appliquer.

Les deux autres dispositions du même ordre sont moins importantes.

La première tend à liquider tous les litiges actuellement en suspens devant les tribunaux et qui ont trait aux infractions à la législation des prix portant sur des produits placés hors taxation ou des infractions à la législation du ravitaillement portant sur des produits placés hors rationnement.

Pour tous ces litiges, la faculté d'une transaction sera rétablie et l'instance judiciaire ne reprendra son cours que si ce règlement à l'amiable vient à échouer.

D'autre part, la loi du 2 février 1948 avait offert aux propriétaires d'avoirs à l'étranger la possibilité de se mettre en règle au prix d'une taxe dite « taxe de légitimation », dont le taux avait été fixé à 25 p. 100.

Afin d'encourager les intéressés à user le plus rapidement possible de la faculté qui leur était ainsi offerte, le même texte prévoyait que le taux en question augmenterait de 1 p. 100 par mois, sans limitation de plafond, de telle sorte qu'à l'heure actuelle le taux en vigueur atteint 36 p. 100.

Il est proposé de ramener la taxe, sans limitation de durée, à son montant primitif de 25 p. 100.

Enfin, diverses mesures revêtent un caractère plus particulier.

Il s'agit d'autoriser les porteurs de titres de l'emprunt libératoire du prélèvement exceptionnel à apporter ces valeurs en souscription aux emprunts émis par la caisse nationale de crédit agricole ainsi qu'aux emprunts contractés dans certaines conditions par les collectivités locales et aux augmentations de capital décidées par des collectivités privées, en vue du financement de travaux d'équipement rural.

Quant au dernier article du projet qui vous est soumis, il tend à prolonger d'une année le délai imparti, par l'article 8 de l'acte dit loi du 8 mars 1943 relative aux sociétés par actions, aux sociétés possédant des participations réciproques pour la liquidation de la partie de leur portefeuille constituée par ces valeurs.

### B. — Commentaire

L'ensemble de ces dispositions n'a pas soulevé d'objections de la part de votre commission des finances.

Elle a cru, cependant, devoir disjoindre un article qui prévoyait une réduction des droits de patente en faveur de l'industrie hôtelière. Sa décision ne vise pas, bien entendu, le principe même de la proposition que la majorité de la commission a jugé excellent, mais les modalités envisagées lui ont paru manquer de précision.

D'autre part, votre commission a voté un amendement dû à l'initiative de notre éminent collègue M. Landry. Cet amendement est devenu l'article 33 *bis* nouveau. Il prévoit la mise en liquidation de la caisse de dépôt et virement de titres. Il est apparu à la majorité des commissaires que l'activité de cet organisme écartait les épargnants des placements en valeurs mobilières et que cette désaffection avait de fâcheuses conséquences sur l'ensemble de l'économie.

### Conclusion.

Mesdames et messieurs, des quelques considérations qui précèdent et où, je crois, avoir résumé l'essentiel du projet et les principales observations dont il a fait l'objet de la part de votre commission des finances, la conclusion, semble-t-il, se dégage d'elle-même.

Ce projet constitue une simple remise en ordre. Il prévoit un certain nombre de palliatifs destinés à rétablir provisoirement un équilibre toujours précaire.

Il ne saurait en être autrement de dispositions qui ne tendent qu'à combler dans l'immédiat un déficit budgétaire.

L'équilibre du budget, en effet, doit être considéré comme une résultante, et si l'on méconnaît cette vérité élémentaire, on court le risque d'aller sans cesse au-devant de nouveaux mécomptes.

Depuis treize ans, l'inflation a été utilisée comme le moyen facile de retarder les échéances. Aujourd'hui où le Gouvernement affirme la volonté du Parlement et de la majorité du pays de renoncer à cet expédient ruineux et détestable, il faut aviser aux moyens d'établir l'équilibre réel. C'est d'autant plus difficile que les activités de l'Etat s'étant étendues aux secteurs les plus importants de l'économie, celui-ci ne peut plus compter autant qu'autrefois sur l'épargne pour réparer le mal.

La signification profonde et la gravité d'un déficit budgétaire éventuel résultent, en effet, directement du fait que le pays n'a plus de réserves et qu'il lui faut s'accoutumer à vivre à la mesure de ses moyens.

Le problème financier, qui ne constitue que l'aspect technique des phénomènes économiques, apparaît ainsi comme singulièrement dépassé, et c'est seule une renaissance de l'économie qui peut mettre un terme aux difficultés dans lesquelles nous avons, par instant, l'impression que nous nous enlisons.

Ainsi reparaît périodiquement la nécessité de résoudre les problèmes essentiels que la technique réussit provisoirement à dissimuler, mais qu'elle est incapable de régler par ses seuls moyens.

L'intérêt d'un projet comme celui que nous avons sous les yeux n'est pas dans les dispositions, somme toute accessoires, qu'il renferme, mais dans les réflexions qu'il suggère.

Il faut espérer que le Gouvernement saura en tirer les conséquences nécessaires en soumettant bientôt à la sanction du Parlement les mesures que le pays attend.

## EXAMEN DES ARTICLES

### TITRE Ier. — Dispositions tendant à l'équilibre des finances publiques.

#### CHAPITRE Ier. — CHARGES NOUVELLES ET OUVERTURES DE CRÉDITS CORRESPONDANTS

##### Article 1er.

Texte proposé par le Gouvernement:

Il est ouvert aux ministres, sur l'exercice 1949, en addition aux crédits ouverts par la loi n° 48-1992 du 31 décembre 1948, portant fixation du budget général de l'exercice 1949 (dépenses ordinaires civiles) et par des textes spéciaux, des crédits s'élevant au total à 29.800 millions de francs et répartis comme suit:

FINANCES ET AFFAIRES ÉCONOMIQUES

I. — Finances.

Chap. 189. — Couverture de mesures diverses en faveur des personnels de l'Etat, 7 milliards 500 millions de francs.

Chap. 365. — Couverture des charges entraînées par l'augmentation du prix des carburants, 800 millions de francs.

Total pour les finances, 8.300 millions de francs.

TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET TOURISME

I. — *Travaux publics, transports et tourisme.*

Chap. 511. — Subvention exceptionnelle à la Société nationale des chemins de fer français pour la couverture du déficit d'exploitation de l'exercice 1949, 21.500 millions de francs.

Total égal, 29.800 millions de francs.

Texte voté par l'Assemblée nationale:

Il est ouvert aux ministres, sur l'exercice 1949, en addition aux crédits ouverts par la loi n° 48-1992 du 31 décembre 1948, portant fixation du budget général de l'exercice 1949 (dépenses ordinaires civiles) et par des textes spéciaux, s'élevant au total à 29 milliards de francs et répartis comme suit:

FINANCES ET AFFAIRES ÉCONOMIQUES

I. — *Finances.*

Chap. 189. — Couverture de mesures diverses en faveur des personnels de l'Etat, 7 milliards 500 millions de francs.

TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET TOURISME

I. — *Travaux publics, transports et tourisme.*

Chap. 511. — Subvention exceptionnelle à la Société nationale des chemins de fer français pour la couverture du déficit d'exploitation de l'exercice 1949, 21.500 millions de francs.

Total égal, 29 millions de francs.

Texte proposé par votre commission:

Il est ouvert aux ministres, sur l'exercice 1949, en addition aux crédits ouverts par la loi n° 48-1992 du 31 décembre 1948, portant fixation du budget général de l'exercice 1949 (dépenses ordinaires civiles) et par des textes spéciaux, des crédits s'élevant au total à 28.999 millions de francs...

TRAVAUX PUBLICS, TRANPORTS ET TOURISME

I. — *Travaux publics, transports et tourisme.*

Chap. 511. — Subvention exceptionnelle à la Société nationale des chemins de fer français pour la couverture du déficit d'exploitation de l'exercice 1949, 21.499 millions de francs.

Total égal, 28.999 millions de francs.

Exposé des motifs. — En ce qui concerne le budget civil, deux postes essentiels de dépenses apparaissent comme devant être dotés de crédits supplémentaires:

1° Chap. 189 (finances). — Couverture des mesures diverses en faveur des personnels de l'Etat: 7.500 millions.

A ce chapitre figure déjà un crédit de 90 milliards, dont 2 milliards ont été affectés à la revalorisation des pensions de guerre par l'article 4 de la loi du 21 avril 1949.

Sur les 88 milliards qui restent, 49 milliards étaient prévus pour la couverture des dépenses résultant des deux premières tranches de reclassement.

Ces crédits se sont avérés insuffisants du fait essentiellement que les indices adoptés en définitive, ainsi que les modalités de reclassement des fonctionnaires dans les divers échelons, ont, dans l'ensemble, été sensiblement plus avantageux qu'il n'était initialement prévu. Cette insuffisance peut être évaluée à 4 milliards.

Par ailleurs, l'application de l'arrêté du 28 février 1949 qui a fait passer dans la zone comportant un abattement de 20 p. 100 la totalité des communes antérieurement classées dans la zone d'abattement de 25 p. 100, entraîne, au titre de l'indemnité de résidence, une majoration de dépenses qui peut être évaluée annuellement à 1.750 millions.

Enfin, les corrections d'indices, adoptées par le conseil des ministres et matérialisées par le décret du 14 avril 1949 relatif à la revision du plan de reclassement hiérarchique des fonctionnaires, entraînent, au titre de l'année 1949, une augmentation de dépenses estimée également à 1.750 millions.

Les crédits supplémentaires demandés s'élèvent ainsi, au total, à 7.500 millions:;

2° Chap. 511 (travaux publics). — Subvention exceptionnelle à la Société nationale des chemins de fer français pour la couverture du déficit d'exploitation de l'exercice 1949: 21.500 millions.

Ainsi qu'il a été indiqué précédemment, il est apparu, au cinquième mois de l'exercice, un déficit d'exploitation important de la Société nationale des chemins de fer français. En raison de l'impossibilité d'espérer une amélioration des recettes d'une augmentation des tarifs, le Gouvernement a proposé, en application des dispositions de l'article 18 de la convention du 31 août 1937, d'inscrire au budget un crédit de 21.500 millions, couvrant une partie de ce déficit, le surplus devant être résorbé par des mesures d'économies et des aliénations d'actif.

Il est signalé enfin que le Gouvernement avait également demandé, dans son projet initial, un crédit de 800 millions destiné à la couverture des charges entraînées par l'augmentation du prix des carburants. Cette dotation n'a pas été maintenue par l'Assemblée nationale en raison de l'établissement du nouveau régime de vente de l'essence.

Commentaires. — La commission des finances a adopté, sans modifications, le crédit de 7.500 millions prévu au chapitre 189 du budget des finances.

Par contre, sur l'initiative de M. Pellenc, elle a effectué une réduction indicative d'un million sur la subvention qui doit être accordée à la Société nationale des chemins de fer français. Par cette réduction, la commission entend:

1° Exprimer son mécontentement d'être mise en présence d'une situation déficitaire grave, alors qu'elle l'avait signalée il y a six mois en prévoyant des mesures qui auraient pu en limiter l'importance et que le Gouvernement lui-même a fait écarter;

2° Exprimer son mécontentement de voir qu'on a procédé, au cours de l'année 1948 et des premiers mois de l'année 1949, période pendant laquelle le déficit était déjà très lourd, à une augmentation considérable des chargés dans tous les domaines, sans se préoccuper des économies équivalentes qui auraient pu être réalisées;

3° Exprimer son désir de voir rechercher les responsabilités de cette situation, en vue de l'application éventuelle de la loi n° 48-1484 du 25 septembre 1948 portant création d'une cour de discipline budgétaire;

4° Marquer son désir de voir adopter une politique d'assainissement plus large et plus rapide que celle qui a été proposée par le Gouvernement et visant tous les éléments qui grèvent actuellement le budget de la S. N. C. F.

#### CHAPITRE II. — ECONOMIES

##### Article 2.

*Economies sur les dépenses civiles.*

Texte proposé par le Gouvernement:

Des économies, pour un montant total de 16.700 millions, seront opérées sur l'ensemble des dotations du budget général pour l'exercice 1949 (dépenses ordinaires civiles et dépenses civiles de reconstruction et d'équipement) et des budgets annexes (dépenses civiles).

A cet effet, un total de crédits de 16 700 millions est immédiatement bloqué et ne pourra faire l'objet d'aucun engagement de dépenses. Dans un délai de dix jours à compter de la publication de la présente loi, un décret pris sur le rapport du ministre des finances et des affaires économiques répartira la somme globale visée ci-dessus entre les chapitres intéressés des différents budgets.

Les économies effectivement réalisées dans le budget de chaque département ministériel sur la proposition du ministre intéressé ou du ministre des finances et des affaires économiques seront traduites dans un délai de trois mois à compter de la publication de la présente loi par décrets pris en conseil des ministres sur le rapport du ministre des finances et des affaires économiques.

Ces décrets pourront, le cas échéant, procéder à des ouvertures de crédits en corrélation avec les économies correspondantes lorsque des transferts de services ou de compétences entre plusieurs départements ministériels le rendront nécessaire.

Dans la mesure où les économies seraient réalisées sur des chapitres autres que ceux atteints par les dispositions visées au deuxième alinéa du présent article, les ministres reprendront à due concurrence la libre disposition de ces crédits qui seront débloqués, en chaque cas, par arrêté du ministre des finances et des affaires économiques.

Les crédits bloqués qui n'auraient pu être libérés par la réalisation effective d'économies sur d'autres chapitres seront définitivement annulés avant l'expiration du délai de trois mois cité à l'alinéa précédent.

Des modifications d'ordre pourront être apportées dans la même forme aux évaluations de recettes du budget général ou des budgets annexes en vue de traduire les conséquences des réductions ainsi opérées.

Texte voté par l'Assemblée nationale:

Des économies, pour un montant total de 16.700 millions de francs, seront opérées sur l'ensemble des dotations du budget général pour l'exercice 1949 (dépenses ordinaires civiles et dépenses civiles de reconstruction et d'équipement) et des budgets annexes (dépenses civiles). Elles ne pourront porter sur les crédits prévus au projet de loi n° 6705 portant ouverture de crédits au titre du budget civil de reconstruction et d'équipement et destinés à subventionner les travaux d'électrification et d'équipement des communes rurales.

2e, 3e, 4e et 5e alinéa. — Conformes.

Les crédits bloqués qui n'auraient pu être libérés par la réalisation effective d'économies sur d'autres chapitres seront définitivement annulés avant l'expiration du délai de trois mois visé au 3e alinéa du présent article.

7e alinéa. — Conforme.

Texte proposé par votre commission:

1er alinéa. — Conforme.

2e alinéa. — Disjoint.

Les économies ainsi prescrites feront l'objet d'un projet de loi qui en opérera la répartition par chapitres et qui devra être déposé sur le bureau de l'Assemblée nationale avant le 31 juillet 1949.

A titre conservatoire, et jusqu'au vote de la loi visée à l'alinéa précédent, un total de crédits de 16.700 millions de francs sera bloqué par un décret, pris sur le rapport du ministre des finances et des affaires économiques, qui en fixera la répartition par départements ministériels et par chapitres.

Exposé des motifs. — Pour couvrir les charges supplémentaires indiquées précédemment, sans faire appel à de nouvelles recettes fiscales, d'importantes économies doivent être effectuées sur les budgets civils et militaires.

Dans le domaine des budgets civils, il est prévu que les économies porteront tant sur le budget des dépenses ordinaires que sur celui des dépenses de reconstruction et d'équipement, y compris éventuellement les crédits actuellement en instance devant le Parlement (projet de loi n° 6705 portant ouverture de crédits au titre du budget civil de reconstruction et d'équipement, opérations nouvelles) mais à l'exclusion toutefois, ainsi que l'a précisé l'Assemblée nationale, des crédits destinés à subventionner les travaux d'électrification et d'équipement des communes rurales.

Dès la publication de la loi, une somme de 16 milliards 700 millions de francs devrait être bloquée sur les dotations applicables aux dépenses des services civils. Des décrets auraient réparti cette somme par services et par chapitres entre tous les budgets — y compris les budgets annexes — dans un délai maximum de dix jours.

Trois mois au plus tard après l'intervention de la loi, des annulations de crédit devaient être prononcées pour un montant égal à celui des crédits bloqués.

Pour la réalisation de ces économies, le Gouvernement devait s'inspirer, notamment, des projets de réforme des services publics déjà étudiés et dont la réalisation n'est pas encore intervenue.

Dans l'hypothèse où les économies décidées n'auraient pas porté sur les sommes bloquées, les ministres pouvaient recouvrer, à due concurrence, la libre disposition des dotations immobilisées. Si, à l'expiration du délai de trois mois, les économies prescrites n'avaient pas été intégralement réalisées, les crédits demeurés bloqués tomberaient en annulation.

Commentaires. — Votre commission des finances, estimant que la réalisation des économies devait être contrôlée très étroitement par le Parlement, a, sur l'initiative de MM. Landry et Diethelm, adopté un amendement précisant que les économies dont il s'agit devront faire l'objet d'un projet de loi dont le dépôt, sur le bureau de l'Assemblée nationale, devrait intervenir avant le 31 juillet 1949.

Toutefois, pour faciliter la réalisation des mesures ainsi prescrites, elle a estimé qu'il convenait, à titre conservatoire, de permettre au Gouvernement, sur le rapport du ministre des finances et des affaires économiques, de bloquer après répartition par départements ministériels et par chapitres, un total de crédits égal au montant des économies envisagées.

Articles 3 et 4.

*Economies sur les dépenses militaires.*

Texte proposé par le Gouvernement:

Art. 3. — Des économies seront réalisées à concurrence de 18.900 millions sur les crédits du budget général pour l'exercice 1949 (dépenses militaires) dans les conditions fixées par la loi portant ouverture desdits crédits.

Art. 4. — Les services et établissements militaires feront procéder avant le 31 décembre 1949 pour un montant qui ne devra pas être inférieur à 10 milliards de francs, à l'aliénation des immeubles et des matériels qui ne seront pas indispensables.

La réalisation de ces aliénations sera suivie, sous l'autorité du ministre de la défense nationale, par un conseiller maître à la cour des comptes, assisté d'un fonctionnaire du service des domaines. Ce magistrat adressera au président du conseil, au ministre des finances et au ministre de la défense nationale, au moins une fois chaque mois, un compte rendu détaillé des remises faites à l'administration des domaines, accompagné de l'estimation des biens remis et du montant des aliénations réalisées.

Texte voté par l'Assemblée nationale:

Art. 3. — Des économies seront réalisées à concurrence de 18.900 millions de francs sur les crédits du budget général pour l'exercice 1949 (dépenses militaires) dans les conditions fixées par la loi portant ouverture desdits crédits.

Art. 4. — Conforme.

La réalisation de ces aliénations sera suivie, sous l'autorité du ministre de la défense nationale, par un conseiller maître à la cour des comptes, assisté d'un fonctionnaire du service des domaines. Ce magistrat adressera au président du conseil, au ministre des finances, au ministre de la défense nationale et aux sous-commissions de l'Assemblée nationale et du Conseil de la République chargés de suivre et de contrôler l'emploi des crédits militaires, au moins une fois chaque mois, un compte rendu détaillé des remises faites à l'administration des domaines, accompagné de l'estimation des biens remis et du montant des aliénations réalisées.

Texte proposé par votre commission:

Art. 3. — Conforme.

Art. 4. — Conforme.

Exposé des motifs et commentaires. — Par analogie avec les mesures prises en ce qui concerne les budgets civils, doivent être également effectuées sur les crédits militaires toutes les économies compatibles avec l'état actuel de notre défense nationale et les nécessités auxquelles l'armée doit faire face.

Ces économies, d'un montant de 18.900 millions, porteront non seulement sur les crédits actuellement demandés au Parlement au titre des fascicules déjà déposés devant lui, mais également sur la prévision supplémentaire de dépenses pour l'Indochine évaluée à ce jour à 17 milliards.

Les crédits affectés aux départements militaires n'ayant été ouverts jusqu'ici que par des lois de douzièmes provisoires, il ne pouvait être envisagé de réduire des dotations qui n'ont pas encore été définitivement adoptées. Il a donc paru suffisant de déterminer, dans l'immédiat, le contingent d'économies que les départements militaires devront s'imposer dans le cadre du programme de redressement, objet du présent projet de loi, et de renvoyer à la loi portant fixation du budget général pour l'exercice 1949 (dépenses militaires) les dispositions de procédure selon lesquelles seront opérés ces abattements.

Afin de compenser l'excédent des dépenses militaires par rapport au plafond fixé par la loi n° 48-1973 du 31 décembre 1948, le Gouvernement propose d'aliéner les matériels et les immeubles militaires qui ne sont pas indispensables à la vie des armées. Une telle opération doit permettre aux départements militaires d'abandonner des matériels ou immeubles qui ne répondent plus aux besoins actuels et d'entreprendre, au moyen des crédits demandés en contrepartie de cette recette nouvelle, des fabrications et des investissements mieux adaptés à la structure actuelle et aux nécessités nouvelles de la défense nationale.

L'Assemblée nationale a cru devoir compléter l'article 4 du texte du Gouvernement, par une disposition soumettant la réalisation des aliénations au contrôle du Parlement.

Votre commission des finances, tout en soulignant le caractère anormal d'une procédure qui consiste à prévoir des économies sur un budget qui n'est pas encore définitivement voté, a néanmoins adopté les articles 3 et 4 du projet.

Article 4 *bis* (nouveau).

*Contrôle des entreprises nationalisées et des sociétés d'économie mixte.*

Texte proposé par le Gouvernement:

Néant.

Texte voté par l'Assemblée nationale:

Néant.

Texte proposé par votre commission:

Les pouvoirs d'enquête parlementaire visés à l'article 70 de la loi du 21 mars 1947, modifiée par la loi du 3 juillet 1947, concernant le contrôle des entreprises nationalisées et des sociétés d'économie mixte comportent les pouvoirs d'investigations les plus étendus sur toutes les activités administratives, économiques et financières des entreprises en cause, ainsi que sur les filiales de ces entreprises.

Ils s'appliquent notamment à la communication de tous documents, rapports ou pièces quelconques afférents à l'activité ou au contrôle des entreprises intéressées.

Exposé des motifs et commentaires. — L'article 70 de la loi du 21 mars 1947, modifié par la loi du 3 juillet 1947, a créé deux sous-commissions parlementaires, l'une à l'Assemblée nationale, l'autre au Conseil de la République, pour suivre et apprécier la gestion des entreprises industrielles nationalisées et des sociétés d'économie mixte. Ces sous-commissions sont dotées des pouvoirs d'enquête parlementaire.

Votre commission des finances, sur la proposition de M. Pellenc, a estimé qu'il convenait, d'une part, en vue de préciser l'étendue des pouvoirs d'enquête dont il s'agit et, d'autre part, en vue de compléter les dispositions que votre assemblée a insérées dans la proposition de loi n° 6059 tendant à renforcer le contrôle parlementaire des dépenses publiques, d'étendre le contrôle des sous-commissions aux filiales des sociétés industrielles nationalisées et d'économie mixte dont le capital est en partie constitué par des fonds publics.

CHAPITRE III. — DISPOSITIONS RELATIVES A LA SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS ET AUX TRANSPORTS.

Article 5.

*Blocage des crédits.*

Texte proposé par le Gouvernement:

Il est bloqué, sur les autorisations de payement accordées à la Société nationale des chemins de fer français par l'article 12 de la loi n° 49-482 du 8 avril 1949, un montant de 15 milliards de francs réparti à raison de 5.400 millions pour les dépenses d'établissement et de 9.600 millions pour les dépenses de reconstitution. La répartition de ces sommes entre les différentes lignes du paragraphe 4 de l'état C annexé à la loi du 8 avril 1949 sera effectuée par arrêté conjoint du ministre des finances et du ministre des travaux publics et des transports après avis de la commission des investissements.

Ces autorisations de payement feront l'objet de déblocage par décret en conseil des ministres, compte tenu du produit des aliénations d'éléments d'actif que la Société nationale des chemins de fer français proposera d'affecter à la couverture des travaux neufs et des économies réalisées.

Les autorisations de prêts accordées par l'article 1er de la loi précitée et les autorisations de versement accordées par l'article 3 de la loi n° 48-1973 du 31 décembre 1948 seront, en ce qui concerne la Société nationale des che-

mins de fer français, bloquées respectivement à concurrence de 7.320 millions et 7.680 millions. Le déblocage en sera réalisé par décrets pris en conseil des ministres.

Texte voté par l'Assemblée nationale:

Il est bloqué, sur les autorisations de paye ment accordées à la Société nationale des chemins de fer français par l'article 12 de la loi n° 49-482 du 8 avril 1949, un montant de 15 milliards de francs réparti à raison de 5.400 millions pour les dépenses d'établissement et de 9.600 millions pour les dépenses de reconstitution. Ces blocages ne pourront porter sur des travaux en cours et dont l'achèvement contribuerait à réduire les frais de gestion de la Société nationale des chemins de fer français. La répartition de ces sommes entre les différentes lignes du paragraphe 4 de l'état C annexé à la loi du 8 avril 1949 sera effectuée par arrêté conjoint du ministre des finances et du ministre des travaux publics et des transports après avis de la commission des investissements.

Ces autorisations de payement feront l'objet de déblocage par décret en conseil des ministres, compte tenu du produit des aliénations d'éléments d'actif que la Société nationale des chemins de fer français proposera d'affecter à la couverture des travaux neufs et des économies de gestion réalisées.

Les autorisations de prêts accordées par l'article 1er de la loi précitée et les autorisations de versement accordées par l'article 3 de la loi n° 48-1973 du 31 décembre 1948 seront, en ce qui concerne la Société nationale des chemins de fer français, bloquées respectivement à concurrence de 7.320 millions de francs et 7.680 millions de francs. Le déblocage en sera réalisé par décrets pris en conseil des ministres.

Texte proposé par votre commission:

Conforme.

Exposé des motifs et commentaires. — Afin de limiter, au cours de l'exercice 1949, la charge résultant, pour l'Etat, du déficit de la Société nationale des chemins de fer français au montant indiqué ci-dessus, soit 21.500 millions de francs, des mesures spéciales sont édictées aux articles 5, 6 et 7 du présent projet de loi.

L'article 5 du texte gouvernemental prévoyait, pour inciter la Société nationale des chemins de fer français à réaliser des économies, le blocage, à concurrence de 15 milliards, de toutes les autorisations de payement accordées à cette société par l'article 12 de la loi du 8 avril 1949 portant autorisation des dépenses d'investissement pour l'exercice 1949. Mais l'Assemblée nationale a précisé que ce blocage de crédits ne devrait pas porter « sur des travaux en cours et dont l'achèvement contribuerait à réduire les frais de gestion de la Société nationale des chemins de fer français »

Corrélativement, il convient de bloquer les moyens de financement, c'est-à-dire les autorisations de prêts accordées à la Société nationale des chemins de fer français sur les ressources du fonds national de modernisation et d'équipement par l'article 1er de la loi précitée et les autorisations de versements prévues à l'article 3 de la loi du 31 décembre 1948 portant fixation pour l'exercice 1949 des maxima des dépenses publiques.

La limite des charges du Trésor doit résulter du fait que les déblocages n'interviendront que si la Société nationale des chemins de fer français procède à des aliénations d'actif ou réalise des économies « de gestion ».

Votre commission des finances a adopté, sans modifications, le texte proposé par l'Assemblée nationale.

Article 5 *bis*.

*Participations financières de la Société nationale des chemins de fer français.*

Texte proposé par le Gouvernement:

Néant.

Texte voté par l'Assemblée nationale:

Aussi longtemps que l'équilibre financier de la Société nationale des chemins de fer français exige une subvention budgétaire, la Société nationale des chemins de fer français n'est pas autorisée à prendre des participations financières ou à accroître ses participations dans des entreprises ayant un autre objet que le transport par chemin de fer et par route.

Texte proposé par votre commission:

La Société nationale des chemins de fer français ne pourra prendre ou maintenir une participation dans une entreprise quelconque qu'après y avoir été autorisée par une loi.

Cette loi devra, en ce qui concerne les participations existantes, intervenir avant le 31 décembre 1949.

Exposé des motifs. — Cet article, introduit par l'Assemblée nationale, tend à protéger la Société nationale des chemins de fer français contre la tentation d'étendre le champ de ses activités à des objets qui ne rentrent pas dans les limites de sa mission.

Afin de faciliter toutefois la réalisation de la coordination nécessaire du rail et de la route, l'interdiction n'a pas été étendue aux entreprises de transports routiers.

Commentaires. — Votre commission des finances a estimé que les dispositions proposées par l'Assemblée nationale ne constituaient pas des mesures suffisantes pour permettre un assainissement financier de la Société nationale des chemins de fer français.

Adoptant un amendement présenté par M. Diethelm, elle a été d'avis qu'il y avait lieu de procéder, par voie législative, à une revision générale des participations financières détenues par la Société nationale des chemins de fer français.

Article » (ancien 6).

*Coordination du rail et de la route.*

Texte proposé par le Gouvernement:

Néant.

Les mesures de coordination et d'harmonisation des activités de transports par chemin de fer, sur route, par voies de navigation intérieure, par mer et par air, dont la loi du 3 septembre 1947, modifiée par celle du 14 janvier 1949, a confié l'étude au conseil supérieur des transports, seront, sur le vu des propositions de ce conseil, réalisées par décrets pris sur le rapport du ministre des travaux publics, des transports et du tourisme, le conseil d'Etat entendu.

Ces décrets pourront comporter: la fermeture partielle ou totale au trafic des voyageurs et des marchandises de certaines lignes de chemin de fer, leur déclassement immédiat ou différé, la substitution de services routiers aux services ferroviaires, la réglementation des tarifs et des conditions d'exploitation technique et commerciale des divers modes de transport et l'égalisation de leurs charges.

Texte voté par l'Assemblée nationale:

Les transports par fer, par route, par navigation intérieure, par mer et par air devront être coordonnés et harmonisés de manière à assurer:

Le besoin des usagers;

La mise à la disposition de l'économie du pays, dans les conditions les plus avantageuses, de l'ensemble des moyens de transports dont elle peut avoir besoin, en quantité et en qualité;

L'utilisation du mode de transport qui, compte tenu de la valeur des services rendus aux usagers et des servitudes imposées par la condition de service public, entraîne pour la nation le coût de production réel minimum;

La coopération des modes de transports, lorsqu'un même service comporte l'utilisation successive de plusieurs d'entre eux.

Les mesures à prendre pour parvenir à ces fins devront toutefois tenir compte, le cas échéant, d'autres considérations d'intérêt national ou international.

La mise en œuvre des principes fixés par le présent article sera réalisée, sur le vu des propositions que le Conseil supérieur des tranports doit présenter en exécution de la loi du 3 septembre 1947, modifiée par celle du 14 janvier 1949, par décret pris en conseil des ministres sur le rapport du ministre des travaux publics, des transports et du tourisme, le conseil d'Etat entendu.

Ces décrets pourront comporter:

La fermeture partielle ou totale au trafic des voyageurs et des marchandises de certaines lignes de chemin de fer;

Leur déclassement immédiat ou différé;

La substitution, pour ces lignes, de services routiers aux services ferroviaires, cette substitution ne devant pas avoir pour effet de réduire systématiquement le trafic sur les lignes principales de chemin de fer;

La réglementation des conditions de sécurité et de transport des divers modes de transports pour les mettre en harmonie les uns avec les autres;

L'ouverture de voies nouvelles à écartement normal, par utilisation de matériel des lignes supprimées et de l'infrastructure de lignes à voie d'écartement réduit;

La réglementation des conditions de liaison, d'exploitation technique et commerciale des divers modes de transports en évitant, autant que possible, les doubles emplois et en tenant compte de la nécessité pour chacun d'eux d'assurer un équilibre réel de son exploitation.

En cas de recours devant le conseil d'Etat, la procédure d'urgence sera obligatoire.

Texte proposé par votre commission:

Disjoint.

Exposé des motifs et commentaires. — L'article 3 de la loi du 3 septembre 1947, modifiée par la loi du 14 janvier 1949, a stipulé qu'un projet de coordination des divers modes de transports, établi par le ministre des travaux publics et des transports, après avis du conseil supérieur des transports, devait être soumis au vote du Parlement.

L'article 6 du projet initial, par dérogation à ces dispositions, tendait, au contraire, à confier au Gouvernement le soin de réaliser la coordination par voie de décret en conseil d'Etat.

Cet article a été disjoint par la commission des finances de l'Assemblée nationale. Mais, en séance publique, l'Assemblée nationale a adopté un amendement qui, tout en reprenant le principe même de la réalisation de la coordination par décret, a précisé les buts et les modalités que devait s'assigner la coordination.

Votre commission des finances estimant qu'il n'y avait pas lieu, en cette matière, de dessaisir le Parlement des pouvoirs qui lui ont été conférés par la loi du 3 septembre 1947, a disjoint l'article 6 tel qu'il avait été voté par l'Assemblée nationale.

Article » (ancien 7).

*Modifications des clauses financières de la convention de 1937.*

Texte proposé par le Gouvernement:

Les dispositions financières de la convention du 31 août 1937 annexée au décret du même jour réorganisant le régime des chemins de fer français pourront faire l'objet, avant le 1er août 1949, d'avenants approuvés par décrets en conseil d'Etat, sur le rapport du ministre des travaux publics, des transports et du tourisme et du ministre des finances et des affaires économiques.

Texte voté par l'Assemblée nationale:

Conforme.

Texte proposé par votre commission:

Disjoint.

Exposé des motifs et commentaires. — L'article ci-dessus prévoyait l'approbation par décret en conseil d'Etat, au lieu de l'approbation législative, d'avenants à la convention du 31 août 1937 régissant les rapports de l'Etat avec la Société nationale des chemins de fer français.

Votre commission des finances a estimé que le Parlement devait exercer un contrôle particulièrement vigilant sur toutes les dispositions qui conduiraient à modifier le régime financier de la Société nationale des chemins de fer français. Aussi, sur la proposition de M. Diethelm, a-t-elle disjoint l'article 7, marquant ainsi sa volonté de voir soumettre à l'examen sur Parlement, selon la procédure normale, les avenants que le Gouvernement serait amené à apporter à la convention du 31 août 1937.

CHAPITRE IV. — DISPOSITIONS TENDANT A DÉGAGER DES RESSOURCES NOUVELLES

Articles » (anciens 8 à 11).

*Surtaxe additionnelle à la taxe intérieure de consommation sur les essences de pétrole et sur les gasoils.*

Ces articles, disjoints, ont fait l'objet d'un projet spécial qui est devenu la loi n° 49-728 du 2 juin 1949.

Article 12.

*Incorporation au capital des entreprises de la provision pour renouvellement des stocks.*

Texte proposé par le Gouvernement:

Les entreprises industrielles ou commerciales sont autorisées à incorporer à leur capital la provision pour renouvellement des stocks constituée en conformité du décret du 30 janvier 1941.

Cette opération ne donne pas lieu à l'application de l'impôt sur les sociétés ou de l'impôt sur le revenu des personnes physiques.

Le taux de la taxe additionnelle au droit d'apport perçu à cette occasion, en vertu de l'article 448 du code de l'enregistrement est fixé à 16 p. 100.

Lorsqu'elle ne donne pas lieu à la perception de la taxe additionnelle visée à l'alinéa précédent, l'incorporation au capital de la provision pour renouvellement des stocks est soumise à une taxe de 16 p. 100 établie comme en matière d'impôt sur les revenus et recouvrée conformément au titre IV du livre III du code général des impôts directs et à l'article 119 du décret n° 48-1986 du 9 décembre 1948.

Les taux fixés aux deux alinéas précédents seront réduits de moitié si l'incorporation est réalisée avant le 1er novembre 1949. Dans ce cas le montant de la taxe devra être versé en totalité avant le 1er janvier 1950.

Texte voté par l'Assemblée nationale:

1er alinéa. — Conforme.

Cette opération ne donne pas lieu à l'application de l'impôt sur les sociétés ou de l'impôt sur le revenu des personnes physiques, ni à l'application de la surtaxe progressive.

3e, 4e et 5e alinéas. — Conformes.

Texte proposé par votre commission:

Les entreprises industrielles ou commerciales sont autorisées à incorporer à leur capital la provision pour renouvellement des stocks constituée en conformité de l'acte dit « décret » du 30 janvier 1941.

2e, 3e et 4e alinéas. — Conformes.

Les taux fixés aux deux alinéas précédents seront réduits de moitié si l'incorporation est réalisée avant le 15 novembre 1949.

(Le reste sans changement.)

Exposé des motifs. — Dans le cadre d'une politique de stabilisation économique et monétaire, il était apparu possible au Gouvernement de faciliter, par l'octroi de réductions de tarif, l'incorporation au capital des entreprises de certaines réserves ou provisions, en vue de mettre les bilans en harmonie avec la situation économique actuelle.

En effet, les entreprises industrielles et commerciales ne peuvent actuellement incorporer à leur capital les provisions pour renouvellement des stocks qu'elles avaient été autorisées à constituer en vue de faire face aux conséquences de la hausse des prix sous le régime de l'acte dit décret du 30 janvier 1941 — qui a pris fin depuis 1946 — sans voir ces provisions réintégrées dans leur bénéfice imposable. Il convenait, au contraire, de permettre l'incorporation de ces provisions au capital sans application de l'impôt sur les sociétés ou de l'impôt sur le revenu des personnes physiques. Toutefois, l'opération devait être assortie de la perception d'un impôt, déterminé en fonction de l'avantage ainsi consenti aux entreprises intéressées.

Il a été proposé de réaliser cette imposition par une majoration des taux de la taxe additionnelle au droit d'apport perçue à l'occasion de l'opération d'augmentation du capital. Toutefois, lorsqu'il n'y aurait pas lieu normalement à perception de cette dernière taxe — notamment pour les entreprises individuelles — un impôt spécial de même montant devrait être établi et recouvré comme en matière d'impôts directs.

Un avantage supplémentaire était prévu sous la forme d'une réduction de taux de moitié, lorsque l'incorporation au capital aurait été réalisée avant le 1er novembre 1949, Aussi le Gouvernement, tout en conservant à cette opération un caractère entièrement facultatif, avait estimé que la majorité des entreprises utiliserait les possibilités ainsi offertes.

L'Assemblée nationale a accepté ce texte sous la seule réserve d'une précision de forme tendant à indiquer que l'opération d'incorporation serait exempte non seulement de la taxe proportionnelle, mais également de la surtaxe progressive.

Commentaires. — Cet article a fait l'objet d'une longue discussion de la part de votre commission des finances.

M. Boudet proposa en premier lieu sa disjonction. Il faisait valoir à cet égard que c'était accorder un avantage excessif à une catégorie de contribuables que d'exonérer une partie de leurs bénéfices des impôts sur le revenu, cette exonération devant, si elle procure une ressource relativement faible pour la présente année, entraîner des moins-values fiscales importantes pour les exercices ultérieurs.

M. Lieutaud, en revanche, démontra que, s'agissant des « stocks-outils », il n'était pas justifié de prétendre que l'augmentation de valeur de ces stocks par suite des dépréciations monétaires, pouvait, en l'absence de toute augmentation en volume, être considérée comme un bénéfice. La disjonction fut, dans ces conditions, écartée à la majorité.

Il en fut de même d'un amendement de M. Pauly tendant à réserver le bénéfice du texte aux entreprises qui s'engageraient à appliquer le plan comptable. On fit observer qu'en raison de la complexité de la question, une application obligatoire du plan ne pouvait être prescrite que par une disposition spéciale minutieusement étudiée, et non par le biais d'une disposition fiscale.

Un amendement de M. Saller tendant à supprimer la réduction de taux pour les incorporations réalisées en 1949 fut également repoussé.

En revanche, la commission admit sur l'initiative de M. Fléchet que, pour permettre la tenue des assemblées générales extraordinaires convoquées à l'effet d'augmenter le capital, et sans pour autant gêner le recouvrement des nouvelles impositions, il convenait de reporter du 1er au 15 novembre 1949 la date limite de l'incorporation; il demeure bien entendu que le payement effectif doit être réalisé avant le 1er janvier 1950.

Enfin, à la demande de M. Diethelm, la formule régulière d' « acte dit décret » du 30 janvier 1941 fut substituée à celle de « décret ».

Votre commisison vous propose en conséquence de voter le présent article sous le bénéfice des deux modifications ci-dessus indiquées.

Article » (ancien 13).

*Réduction exceptionnelle du taux de la taxe additionnelle au droit d'apport en société.*

Texte proposé par le Gouvernement:

Le taux de la taxe additionelle au droit d'apport en société, perçue en vertu de l'article 448 du code de l'enregistrement, est réduit à 3 p. 100 en ce qui concerne les incorporations de réserve de réévaluation, à la condition que l'opération soit réalisée avant le 1er janvier 1950 et que le montant du droit soit versé en totalité lors de l'enregistrement de l'acte nonobstant toutes dispositions contraires.

Texte voté par l'Assemblée nationale:

1er alinéa. — Conforme.

Les dispositions du présent article sont étendues sous les mêmes conditions, aux actes de fusion des sociétés visées par l'article 9 de la loi n° 48-978 du 16 juin 1948.

Texte proposé par votre commission:

Disjoint.

Exposé des motifs. — Pour des motifs analogues à ceux qui ont été exposés sous l'article précédent, le Gouvernement proposait l'institution, à titre temporaire, jusqu'au 1er janvier 1950, d'un taux réduit à 3 p. 100 du droit spécial d'enregistrement de 5 p. 100 sur les incorporations de réserves de réévaluation qui ont été dégagées lors des revisions de bilans auxquelles les entreprises ont pu procéder au cours des derniers exercices.

L'Assemblée nationale s'était ralliée à cette disposition, en en étendant toutefois le bénéfice à certains actes de fusion de sociétés.

Commentaires. — Le présent article a, comme le précédent, fait l'objet d'une discussion animée. Des objections analogues ont été soulevées à son encontre.

De plus, on fit observer que l'incorporation des réserves de réévaluation avait déjà, dans le cadre de la loi du 16 juin 1948, fait l'objet de mesures de faveur puisque le taux de l'imposition qui les frappe avait alors été réduit de 15 p. 100 à 5 p. 100. En outre, l'échelonnement en cinq annuités du versement de cette imposition étant prévu, on pouvait voir simultanément les cas de deux sociétés dont l'une, ayant opéré son incorporation au début de 1948, aurait actuellement trois annuités de 3 p. 100 chacune à régler, alors que l'autre, ayant attendu pour faire l'opération, la réaliserait moyennant un versement unique de 3 p 100

Il y aurait là une différence de traitement choquante que n'a pas cru devoir admettre votre commission. Elle vous propose en conséquence de disjoindre l'article.

Article 14.

*Assouplissement de la législation fiscale sur les alcools.*

Texte proposé par le Gouvernement:

Pendant une période qui prendra fin le dernier jour du troisième mois suivant celui de l'entrée en vigueur de la présente loi le droit de consommation visé aux alinéas 4° et 5° de l'article 25 du code des contributions indirectes est fixé, par hectolitre d'alcool pur à:

49.000 F pour les rhums;

59.000 F pour les autres produits, à l'exception des vins de liqueur d'origine française bénéficiant d'une appellation d'origine contrôlée, pour lesquels il demeure fixé à 33.600 F.

Texte voté par l'Assemblée nationale:

L'article 23 du code des contributions indirectes est modifié et rédigé comme suit:

Art. 23. — « En dehors de l'allocation en franchise de dix litres d'alcool pur prévue à l'article 42 ci-après, les alcools supportent un droit de consommation dont le tarif est fixé, par hectolitre d'alcool pur, à:

1° 16.600 F pour les quantités fabriquées par les producteurs récoltants et réservées à leur propre consommation;

2° 12.500 F pour les quantités utilisées à la préparation des vins mousseux et des vins doux naturels bénéficiant du régime fiscal des vins;

3° 5.600 F pour les produits de parfumerie et de toilette ainsi que pour les produits à base d'alcool ayant un caractère exclusivement médicamenteux et impropres à la consommation de bouche, figurant sur une liste établie par arrêté du ministre des finances;

4° 48.000 F pour les rhums;

5° 27.500 F pour les vins de liqueur d'origine française bénéficiant d'une appellation d'origine contrôlée ou réglementée et les crèmes de cassis;

6° 55.000 F pour tous les autres produits.

Les alcools libérés du droit de consommation...

(Le reste sans changement.)

Texte proposé par votre commission:

1er, 2e, 3e, 4e et 5e alinéas. — Conformes.

4° 55.200 F pour les rhums.

7e, 8e et 9e alinéas. — Conformes.

Exposé des motifs. — Le Gouvernement a estimé nécessaire de procéder, sans qu'il en résulte de moins-values dans les recettes de l'exercice, à certains assouplissements de la législation fiscale.

A la suite des diverses majorations de tarifs édictées au cours de l'année 1948, le droit de consommation sur l'alcool atteint un tarif très élevé qui a amené une restriction sensible de la consommation taxée et accru les dangers de fraude. Une telle situation présente de

graves inconvénients, tant pour le commerce régulier dont le volume des affaires diminue, que pour le budget dont les ressources accusent, sur ce point, un certain déclin.

En présence de cette situation, le Gouvernement s'est résolu à tenter une expérience. Il proposait pour les tarifs les plus élevés une réduction de l'ordre de 12 p. 100. Le droit de consommation aurait ainsi été ramené:

De 55.200 à 49.000 F pour les rhums;

De 66.400 ou 66.800 à 49.000 F pour les spiritueux en général.

Par contre, aucune modification n'était apportée en ce qui concerne les alcools destinés à certains usages privilégiés (pharmacie, parfumerie, fabrication de vins mousseux...), qui bénéficient actuellement d'un tarif très réduit (5.600 à 16.600 F), non plus qu'en ce qui concerne les vins de liqueur d'origine française d'appellation d'origine contrôlée (33.600 francs).

Compte tenu de l'incidence des taxes sur le chiffre d'affaires, les réductions de tarif ainsi proposées devaient constituer, pour les produits les plus lourdement taxés, un dégrèvement appréciable de nature à provoquer, avec un retour à une consommation normale, un recul des agissements frauduleux.

Quoi qu'il en soit, pour sauvegarder les intérêts du Trésor, le Gouvernement estimait qu'il convenait, dans l'attente des résultats de l'expérience de donner un caractère provisoire aux allègements proposés et de limiter la portée de la mesure à une période de trois mois.

Ce texte fit l'objet, à l'Assemblée nationale, de débats extrêmement animés.

Approuvant pleinement la décision du Gouvernement de prévoir une réduction de taux pour amener une reprise de la consommation, l'Assemblée a toutefois estimé que le pourcentage de cette réduction était insuffisant pour atteindre ce but et qu'on pouvait aller plus loin sans compromettre les rentrées fiscales. Après de longues discussions, l'accord se fit pour penser que le point *optimum* serait atteint en fixant à 55.000 F le tarif général et à 48.000 F celui des rhums; en outre, les vins de liqueur d'origine française bénéficiant d'une appellation d'origine contrôlée ou réglementée et les crèmes de cassis verraient leur tarif réduit de 33.600 à 27.500 F. Enfin, la limitation à trois mois du délai d'application était supprimée.

Quant à la forme, l'Assemblée a jugé préférable de reprendre intégralement le texte de l'article 23 du code des contributions directes, qui sans cela eût manqué de clarté en raison des deux modifications contradictoires opérées par la loi des maxima (augmentation générale de 1 décime 1/2) d'une part et par le présent texte d'autre part.

Commentaires. — Votre commission a estimé qu'il n'y avait pas lieu dans l'ensemble de modifier les taux arrêtés par l'autre Assemblée et en particulier qu'une réduction plus accentuée serait susceptible d'entraîner une diminution des recettes existantes et par là tomberait sous le coup de l'article 14 de la Constitution.

Cependant, M. Saller ayant indiqué que le niveau actuel du tarif des rhums n'était pas la cause principale de la mévente de ce produit et qu'il serait facile d'en rendre plus accessible la consommation par la réduction de marges bénéficiaires exagérées, votre commission a rétabli le droit à son montant actuel de 55.200 F.

Elle vous propose sous cette réserve d'adopter le texte qui nous est transmis par l'Assemblée nationale.

Articles » (ancien 15) à 17.

Texte proposé par le Gouvernement:

Art. 15. — L'article 57 (§ 3) du code des contributions indirectes est ainsi modifié:

« A défaut d'accomplissement des formalités édictées ou lorsque le distillateur ambulant a fait l'objet d'un procès-verbal pour production, détention ou mise en circulation irrégulière d'alcool, tous les permis de circulation délivrés audit distillateur cessent de produire leurs effets. Il ne peut lui en être délivré de nouveaux avant un délai d'un an, porté à deux ans en cas de récidive. »

Art. 16. — Indépendamment des pénalités applicables, les infractions concernant la production irrégulière, la fausse déclaration, la détention, la circulation ou la vente d'alcool présentant le caractère de spiritueux rectifiés au sens de la réglementation en matière de fraudes commerciales sont punies, à la requête de l'administration des contributions indirectes, d'une amende de 5.000 à 50.000 F et du payement du quintuple droit de consommation afférent à ces alcools.

Art. 17. — Il est interdit aux débitants de boissons de détenir des alcools ayant le caractère de spiritueux rectifiés au sens de la réglementation en matière de fraudes commerciales, à l'exception des eaux-de-vie de fantaisie et des genièvres artificiels ou de fantaisie ne titrant pas plus de 40° et reçus en bouteilles capsulées et sous étiquette mentionnant les noms et adresse du fabricant ou du préparateur.

Les infractions sont punies, à la requête de l'administration des contributions indirectes, d'une amende de 5.000 à 50.000 F, de la confiscation des alcools saisis et du payement du quintuple droit de consommation afférent à ces alcools. En cas de récidive, la licence attachée à l'établissement est supprimée.

*Lutte contre la fraude.*

Texte voté par l'Assemblée nationale:

Art. 15. — Disjoint.
Art. 16. — Disjoint.
Art. 17. — Conforme.

Texte proposé par votre commission:

Art. 15. — Disjonction maintenue.
Art. 16. — Disjonction maintenue.
Art. 17. — Conforme.

Exposé des motifs et commentaires. — En corrélation avec l'assouplissement de tarifs prévu à l'article 14, le Gouvernement demandait un renforcement des armes légales dont dispose l'administration fiscale pour contrôler l'assiette de l'impôt.

Il proposait la suppression temporaire du permis de circulation pour tous les alambics que les bouilleurs ambulants possédaient lors de la constatation des irrégularités ou des infractions ou qu'ils pourraient acquérir pendant le délai de suppression prévu. En outre, la durée de ce délai aurait été doublée.

Pour lutter plus efficacement contre la fraude, le Gouvernement indiquait également qu'il convenait d'interdire la détention d'alcools rectifiés dans les débits de boissons.

L'Assemblée nationale a disjoint les deux premiers de ces articles, estimant qu'ils posaient un problème d'ensemble demandant une étude particulière.

En revanche, elle a admis sans modification l'article 17 interdisant aux débitants la détention de spiritueux rectifiés.

Votre commission vous propose de vous rallier à l'ensemble de ces décisions.

Article 17 *bis*.

*Droit de licence des cercles privés.*

Texte proposé par le Gouvernement. — Néant.

Texte voté par l'Assemblée nationale:

Entre le deuxième et le troisième alinéa de l'article 31 de la loi n° 48-24 du 6 janvier 1948 est inséré un alinéa nouveau ainsi conçu:

« Toutefois, sur l'avis du maire de la commune et sur la proposition du préfet, il pourra être délivré une licence de plein exercice, attachée au cercle et incessible, aux cercles privés régulièrement déclarés à la date du 1er janvier 1948 et comptant, à cette date, quinze années ininterrompues de fonctionnement, les années 1939 à 1945 n'étant pas prises en considération dans ce décompte. Ces cercles bénéficieront des dispositions du deuxième alinéa du présent article. »

Texte proposé par votre commission:

Conforme.

Exposé des motifs et commentaires. — L'article 31 de la loi du 6 janvier 1948 soumet les gérants de cercles privés constitués sous la forme d'associations de la loi de 1901, et qui servent des repas ou vendent des boissons, aux obligations fiscales des débitants de boisson. En conséquence, les gérants intéressés ont acquis pour la plupart une licence d'un débitant cessant son exploitation.

Certains n'ayant pas eu cette possibilité, le présent article, ajouté par l'Assemblée nationale, a pour objet de permettre en leur faveur la délivrance de licences en excédent du contingent actuel.

Votre commission des finances vous propose d'adopter cette disposition.

CHAPITRE V. — VOIES ET MOYENS

Article 18.

Texte proposé par le Gouvernement:

L'évaluation des voies et moyens applicables au budget général de l'exercice 1949 fixée par la loi n° 48-1794 du 31 décembre 1948, est majorée d'une somme de 47.500 millions de francs répartie comme suit:

I. — *Produits recouvrables en France.*

§ 1er. — Impôts et monopoles:

Ligne n° 1, 2 milliards de francs.

§ 2. — Produits de l'enregistrement:

Ligne n° 15, 6.500 millions de francs.

§ 7. — Produits des douanes:

Ligne n° 7. — Droits à l'importation, 25 milliards de francs.

§ 3. — Produits et revenus du domaine de l'Etat:

Ligne n° 70. — Produits et revenus du domaine encaissés par les receveurs des domaines, 9.800 millions de francs.

§ 4. — Produits divers:

Défense nationale.

Ligne n° 13 *bis* (nouvelle). — Reversement au budget général des fonds provenant de la dissolution des corps de troupes et unités militaires assimilées, 3 milliards de francs.

Finances et affaires économiques (I. Finances).

Ligne n° 35. — Taxe spéciale sur les dépôts de devises et de valeurs mobilières étrangères et sur les conversions de devises à l'étranger, 1 milliard de francs.

II. — *Produits recouvrables en Algérie.*

§ 1er. — Produits et revenus du domaine de l'Etat:

Ligne n° 166. — Aliénations d'immeubles (provenant des services de la guerre, de la marine, des poudreries nationales et des manufactures de l'Etat), 200 millions de francs.

Total général, 47.500 millions de francs.

Texte voté par l'Assemblée nationale:

L'évaluation des voies et moyens applicables au budget général de l'exercice 1949 fixée par la loi n° 48-1974 du 31 décembre 1948 est majorée d'une somme de 44.600 millions de francs répartie comme suit:

I. — *Produits recouvrables en France.*

§ 1er. — Impôts et monopoles:

1° Produits des contributions directes:

Ligne n° 1. — Contributions directes, centimes d'Etat et taxes assimilées aux contributions directes, 2 milliards de francs.

2° Produits de l'enregistrement:

Ligne n° 15. — Recettes diverses, 6.500 millions de francs.

7° Produits des douanes:

Ligne n° 37. — Droits à l'importation, 11.200 millions de francs.

Ligne n° 40. — Autres droits et recettes accessoires, 100 millions de francs.

8° Produits des contributions indirectes:

Ligne n° 51 *bis*. — Redevance sur les essences de pétrole en vente libre, 10.500 millions de francs.

10° Produits de la taxe sur les transactions:

Ligne n° 54. — Taxe sur les transactions, 300 millions de francs.

§ 3. — Produits et revenus du domaine de l'Etat:

Ligne n° 70. — Produits et revenus du domaine encaissés par les receveurs des domaines, 9.800 millions de francs.

§ 4. — Produits divers:

Défense nationale.

Ligne n° 13 *bis*. — Reversement au budget général des fonds provenant de la dissolution des corps de troupe et unités militaires assimilées, 3 milliards de francs.

Finances et affaires économiques (I. Finances).

Ligne n° 35. — Taxe spéciale sur les dépôts de devises et de valeurs mobilières étrangères et sur les conversions d'avoirs à l'étranger, 1 milliard de francs.

II. — *Produits recouvrables en Algérie.*

§ 1er. — Produits et revenus du domaine de l'Etat:

Ligne n° 166. — Aliénations d'immeubles (provenant des services de la guerre, de la marine, des poudreries nationales et des manufactures de l'Etat), 200 millions de francs.

Total général, 44.600 millions de francs.

Texte proposé par votre commission:

L'évaluation des voies et moyens applicables au budget général de l'exercice 1949 fixée par la loi n° 48-1974 du 31 décembre 1948 est majorée d'une somme de 41.600 millions de francs.

1° Conforme.

2° Produits de l'enregistrement:

Ligne n° 15. — Recettes diverses, 3.500 millions de francs.

(Le reste sans changement.)

Total général, 41.600 millions de francs.

Exposé des motifs et commentaires. — Les augmentations de recettes proposées à l'article 18 correspondent, dans leur ensemble, aux mesures retracées aux articles portant aménagements fiscaux, y compris ceux qui, disjoints, ont fait l'objet de la loi du 2 juin 1949 sur la vente de l'essence.

*Contributions directes* (ligne n° 1) *et enregistrement* (ligne n° 15).

Les produits supplémentaires attendus au titre de ces deux lignes correspondaient globalement aux dispositions des articles 12 et 13.

La disjonction de ce dernier article a pour conséquence de réduire de 6.500 millions à 3.500 millions la recette à prévoir à la ligne n° 15.

*Douanes, contributions indirectes et taxe sur les transactions.*

A concurrence de 3 milliards, les recettes escomptées au titre des droits à l'importation résultent du rétablissement de droits de douane, auquel le Gouvernement a procédé par arrêtés du 3 juin 1949.

Pour le surplus, il s'agit des conséquences de l'institution du double secteur de l'essence.

*Produits et revenus du domaine.*

La somme de 9.800 millions inscrite à la ligne n° 70 « produits et revenus du domaine encaissés par les receveurs des domaines » correspond à la partie recouvrable dans la métropole des 10 milliards prévus à l'article 4 du présent projet.

Le complément, soit 200 millions, représente les aliénations réalisables en Algérie, et figure dans le titre II, à la ligne n° 166.

*Produits divers.*

Deux évaluations sont réunies sous ce titre. La première applicable pour 3 milliards à la ligne nouvelle n° 13 *bis* traduit le renversement au Trésor, avant le 1er janvier 1950, de la totalité des fonds détenus au 1er janvier 1949 par les départements militaires à la suite de la dissolution des corps de troupe ou d'unités militaires assimilées.

Elle vient en compensation de l'excédent des charges militaires par rapport au plafond fixé par la loi n° 48-1973 du 31 décembre 1948.

La seconde évaluation s'explique par l'impossibilité où se trouvait le Gouvernement lors de la préparation du tableau des voies et moyens pour 1949 de prévoir une évaluation précise au titre de la ligne n° 35. Dans un souci de sincérité, la ligne a donc été présentée avec la mention « mémoire ».

Mais, depuis cette époque, les recouvrements déjà constatés permettent de penser que les produits de la taxe ne sauraient être inférieurs, pour l'année, à 1 milliard. Il est donc proposé de modifier sur ce point la nomenclature des produits attendus en 1949.

Article 18 *bis* (nouveau).

*Allongement des délais de recouvrement des impôts.*

Texte proposé par le Gouvernement: Néant.

Texte voté par l'Assemblée nationale: Néant.

Texte proposé par votre commission:

La majoration de 10 p. 100 pour payement tardif d'impôt est applicable aux cotes et fractions de cotes non recouvrées dans les deux mois qui suivent la date d'exigibilité des rôles.

A titre exceptionnel, la majoration afférente aux cotes comprises dans les rôles mis en recouvrement durant les mois de janvier à juillet 1949 inclus sera appliquée le 15 novembre 1949.

Exposé des motifs et commentaires. — Sur l'initiative de notre collègue M. Pauly, votre commission vous propose cet article additionnel qui tend à assouplir les délais au terme desquels les impôts non recouvrés sont frappés d'une majoration de 10 p. 100.

En vertu de l'article 119 du décret de réforme fiscale, ce délai est de 15 jours après les dates d'exigibilité des rôles. La majoration est due en conséquence:

Le 15 juillet pour les rôles émis de janvier à avril inclus.

Le 15 novembre pour les rôles émis de mai à août.

Le 15 mars pour les rôles émis de septembre à décembre.

Le premier alinéa du présent texte porte le délai à deux mois, les majorations devenant donc exigibles respectivement le 1er septembre, et les 1er janvier et 1er mai de l'année suivante.

A titre transitoire, pour l'exercice 1949, le second alinéa fixe la date de la majoration au 15 novembre pour les rôles émis de janvier à juillet.

Article 18 *ter* (nouveau).

*Remises de majorations.*

Texte proposé par le Gouvernement: Néant.

Texte proposé par l'Assemblée nationale: Néant.

Texte proposé par votre commission:

Les percepteurs ont qualité pour accorder les remises de majoration n'excédant pas 5.000 F.

Exposé des motifs et commentaires. — Le présent article additionnel, dû également à M. Pauly, a pour objet d'étendre aux percepteurs une délégation d'attribution actuellement accordée aux receveurs-percepteurs de Paris. Il s'agit de leur donner qualité pour consentir au lieu et place des trésoriers-payeurs généraux, les remises de majoration n'excédant pas 5.000 F.

Votre commission vous propose d'accepter cette mesure de décentralisation, étant bien entendu qu'en cas de refus des percepteurs, le contribuable conserve un droit de recours près du trésorier payeur général.

TITRE II. — **Dispositions relatives à l'activité économique.**

CHAPITRE Ier. — DISPOSITIONS TENDANT AU DÉVELOPPEMENT DU COMMERCE EXTÉRIEUR

Articles 19 à 22.

*Crédits aux opérations de commerce extérieur.*

Texte proposé par le Gouvernement:

Art. 19. — Jusqu'au 31 décembre 1949, le ministre des finances et des affaires économiques est autorisé à accorder la garantie de l'Etat à des opérations de commerce extérieur qui présentent un caractère essentiel pour l'économie nationale.

La garantie de l'Etat est accordée après avis d'une commission consultative dite commission des garanties et du crédit au commerce extérieur, dont la composition et le fonctionnement seront fixés par décret.

Art. 20. — En dehors des risques politiques, monétaires, catastrophiques, ainsi que des risques commerciaux extraordinaires qui sont assurés par la Compagnie française d'assurances pour le commerce extérieur pour le compte de l'Etat, la garantie de l'Etat peut être accordée en totalité ou en partie:

1° Aux banques et établissements financiers en vue du financement de fabrications destinées principalement à l'exportation;

2° Aux exportateurs pour les opérations prévues à l'article 53 de la loi n° 48-1516 du 28 septembre 1948.

Art. 21. — La commission fixe les modalités de l'octroi de la garantie notamment les sûretés et les contrôles qui lui sont attachés.

Art. 22. — En vue de l'application des dispositions ci-dessus, le Gouvernement est autorisé, nonobstant l'expiration du délai de six mois prévu par l'article 17 de la loi n° 45-015 du 2 décembre 1945, de modifier par décret en forme de règlement d'administration publique, le décret n° 46-1332 du 1er juin 1946.

Texte voté par l'Assemblée nationale:

Art. 19. — Conforme.

Art. 20. — La garantie de l'Etat peut être accordée en totalité ou en partie:

1° A la Compagnie française d'assurances pour le commerce extérieur, pour ses opérations d'assurances des risques politiques, monétaires, catastrophiques ainsi que des risques commerciaux extraordinaires.

2° Aux banques et établissements financiers en vue du financement de fabrications destinées principalement à l'exportation;

3° Aux exportateurs pour les opérations prévues à l'article 53 de la loi n° 48-1516 du 26 septembre 1948.

Art. 21. — Conforme.

Art. 22. — Conforme.

Texte proposé par votre commission:

Art. 19. — Conforme.

Art. 20. — Conforme.

Art. 21. — Conforme.

Art. 22. — Conforme.

Exposé des motifs et commentaires. — Les articles 19 à 22 ont pour objet de perfectionner et de codifier les règles d'octroi de la garantie de l'Etat à la bonne fin des opérations d'exportations.

A l'heure actuelle, les textes en vigueur habilitent la Compagnie française d'assurances pour le commerce extérieur à garantir, pour le compte de l'Etat, les professionnels du commerce extérieur contre divers risques extraordinaires et la Banque française du commerce extérieur à l'occasion de certaines opérations de financement effectuées par cet établissement. En dépit de ses mérites incontestables, cette procédure a le défaut de créer au sein de la Compagnie française d'assurances une confusion des tâches qui apparaît peu conforme à la destination véritable de cet organisme. L'origine de ce système explique qu'il ait reçu un champ d'action limité aux opérations de crédit de la seule Banque française du commerce extérieur.

Au moment où le Gouvernement doit soutenir vigoureusement l'effort du pays en vue du rétablissement de l'équilibre de sa balance des comptes, il est apparu nécessaire d'apporter en ce domaine plus de clarté. Les articles 19 et 20 séparent ce qui est du domaine de l'assurance de ce qui relève de la garantie de l'Etat. Celle-ci sera dorénavant délivrée par le ministre des finances et des affaires économiques sur avis conforme d'une commission interministérielle spécialisée. Son bénéfice pourra être étendu à tous les établissements bancaires dès lors que leur intervention concernera une opération de commerce extérieur présentant un intérêt essentiel pour l'économie nationale.

L'institution d'une procédure spécialisée, quant à la délivrance de la garantie de l'Etat à des opérations de commerce extérieur, permettra, le cas échéant, de lui soumettre toute nouvelle mesure de cette nature qu'il paraîtrait nécessaire de prévoir pour soutenir et renforcer l'effort d'exportation. L'intervention d'une commission unique doit sauvegarder l'unité de doctrine indispensable et assurer une coordination des diverses formes d'aide de l'Etat.

Votre commission des finances vous propose l'adoption de ces articles.

Articles » (anciens 23 et 24).

*Allégement de l'impôt sur les bénéfices des entreprises qui développent leurs chiffres d'affaires à l'exportation.*

Texte proposé par le Gouvernement:

Art. 23. — Les entreprises industrielles ou commerciales pour lesquelles le chiffre d'affaires provenant d'exportation à destination de territoires autres que ceux faisant partie de l'Union française aura été, au cours de l'exercice clos en 1949, supérieur de plus de 25 p. 100 au montant du chiffre d'affaires de même nature réalisé au cours de l'exercice clos en 1948 bénéficieront, pour le calcul de l'impôt sur le revenu des personnes physiques (taxe proportionnelle) ou de l'impôt sur les sociétés dû au titre de 1949 (bénéfices de l'exercice 1949), d'une réduction égale:

A 25 p. 100 du montant de l'impôt afférent au bénéfice correspondant à la fraction dudit chiffre d'affaires de l'exercice 1949 comprise entre 125 p. 100 et 150 p. 100 de celui de l'exercice 1948;

A 50 p. 100 du montant de l'impôt afférent au bénéfice correspondant à la fraction dudit chiffre d'affaires de l'exercice 1949 comprise entre 150 p. 100 et 175 p. 100 de celui de l'exercice 1948;

A 75 p. 100 du montant de l'impôt afférent au bénéfice correspondant à la fraction dudit chiffre d'affaires de l'exercice 1949 dépassant 175 p. 100 de celui de 1948.

Art. 24. — Pour l'application des dispositions de l'article précédent le chiffre d'affaires de l'exercice 1948 provenant des exportations visées audit article sera, s'il y a lieu, augmenté ou diminué de manière à le ramener à la durée de l'exercice 1949.

Dans le cas où la moyenne des cours moyens mensuels du dollar pendant l'exercice clos en 1949 excéderait de plus de 15 p. cent la moyenne correspondante de l'exercice 1948, le chiffre des affaires d'exportation de ce dernier exercice, corrigé, s'il y a lieu, conformément au premier alinéa ci-dessus, sera augmenté suivant le rapport constaté entre ces deux moyennes.

Les bénéfices provenant des affaires d'exportation seront calculés en appliquant au bénéfice net total de l'exercice 1949 la proportion constatée entre le montant desdites affaires et le chiffre d'affaires total de l'entreprise pendant cet exercice.

Texte voté par l'Assemblée nationale:

Art. 23. — Disjoint.

Art. 24. — Disjoint.

Texte proposé par votre commission:

Art. 23. — Disjonction maintenue.

Art. 24. — Disjonction maintenue.

Exposé des motifs et commentaires. — Les articles 23 et 24 avaient pour objet d'accorder une réduction du taux de la taxe proportionnelle ou de l'impôt sur les sociétés aux entreprises industrielles ou commerciales qui, au cours de l'exercice clos en 1949, auraient augmenté de plus de 25 p. 100 par rapport à l'exercice précédent le montant des affaires d'exportation réalisées avec des pays autres que ceux faisant partie de l'Union française.

La réduction ainsi prévue devait être progressive suivant l'importance de l'augmentation du chiffre d'affaires d'exportation.

Ces articles ont été disjoints par l'Assemblée nationale et votre commission des finances vous propose de maintenir cette disjonction.

Article 25.

*Assouplissement du régime des payements fractionnés en matière de taxe à la production.*

Texte proposé par le Gouvernement:

Les producteurs et les commerçants ayant pris la position de producteurs sont autorisés à recevoir, en franchise de la taxe à la production, dans la limite du montant des ventes à l'exportation réalisées au cours de l'année précédente et portant sur les objets passibles de ladite taxe, les marchandises qu'ils destinent à l'exportation.

Pour bénéficier de cette mesure, les intéressés doivent adresser à leurs fournisseurs une attestation certifiant que les produits commandés par eux sont destinés à être exportés, en l'état ou après transformation, et comportant l'engagement d'acquitter la taxe à la production, au cas où ces produits ne recevraient pas la destination ayant motivé la franchise, sans préjudice des pénalités visées à l'article 59 du code des taxes sur le chiffre d'affaires.

Texte voté par l'Assemblée nationale:

Conforme.

Texte proposé par votre commission:

Conforme.

Exposé des motifs et commentaires. — Dans le système actuel des payements fractionnés de la taxe à la production, les producteurs doivent acquitter la taxe sur toutes leurs ventes et attendre un mois avant de pouvoir opérer la déduction ou réclamer le remboursement de celle qui a grevé leurs achats.

Ce remboursement joue uniquement, si les produits sont exportés, lorsque les exportateurs ne peuvent eux-mêmes opérer la déduction de l'impôt. Ce remboursement a soulevé des difficultés pratiques et les délais qu'il nécessite constituent une gêne sérieuse pour les intéressés.

Il est apparu que la réception en franchise de la taxe à la production des produits destinés à des clients étrangers était le seul moyen de favoriser réellement le commerce d'exportation. Tel est l'objet de l'article 25.

Toutefois, pour que cette tolérance, contraire à l'esprit du régime des payements fractionnés, ne profite effectivement qu'aux véritables exportateurs, les achats en franchise seront limités, pour une année déterminée, au montant des affaires d'exportation, réalisées au cours de l'année précédente, et portant sur des marchandises passibles de la taxe à la production.

Cet article a été adopté sans modifications par votre commission des finances.

Article 26.

*Exonération fiscale des opérations de façon portant sur des marchandises exportées.*

Texte proposé par le Gouvernement:

L'article 39-10° du code des taxes sur le chiffre d'affaires est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes:

« Les opérations de façon portant sur des marchandises destinées à l'exportation dans la mesure où ces marchandises sont exportées directement par le façonnier. »

Texte voté par l'Assemblée nationale:

Conforme.

Texte proposé par votre commission:

Conforme.

Exposé des motifs et commentaires. — Aux termes de l'article 39-10° du code des taxes sur le chiffre d'affaires, sont exonérées de la taxe sur les transactions et, par voie de conséquence, de la taxe locale additionnelle, les opérations de façon portant sur des marchandises introduites en France sous le régime de l'admission temporaire et destinées à être réexportées sous forme de produits finis ou semi-finis. Cette exonération est de portée assez limitée et ne vise que les marchandises d'origine étrangère effectivement réexportées dans leur pays d'origine avant l'expiration des délais prévus par la réglementation douanière.

Afin de favoriser le commerce d'exportation, le Gouvernement a estimé qu'il convenait d'étendre l'exonération susvisée à toutes les opérations de façon dès lors qu'elles portent sur des marchandises destinées à l'exportation.

Tel est l'objet de l'article 26 qui a été adopté sans modifications par votre commission des finances.

*Réductions des droits de patente en faveur du tourisme.*

Texte proposé par le Gouvernement:

Néant.

Texte voté par l'Assemblée nationale:

Lorsque les conseils municipaux en feront la demande au moment de l'établissement de leur budget et moyennant l'agrément des conseils généraux, les exploitants d'hôtels de tourisme saisonniers classés dans les conditions fixées par la loi du 4 avril 1942, les restaurants et établissements de spectacles ou de jeux, ne seront assujettis chaque année à la contribution des patentes que pour une période de six mois, à la condition toutefois que la durée d'exploitatin saisonnière soit égale ou inférieure à six mois par an.

La taxe sur la valeur locative des locaux professionnels visée à l'article 330 du code des contributions directes, établie au nom de ces exploitants est, par similitude, calculée dans les mêmes conditions.

Texte proposé par votre commission:

Disjoint.

Exposé des motifs et commentaires. — Cet article, introduit par l'Assemblée nationale sur l'initiative de MM. Pleven et Jean Médecin, avait pour objet de ne faire supporter aux exploitants de certains établissements saisonniers ouverts seulement pendant une période inférieure à six mois, qu'une contribution de patente calculée sur une durée de six mois.

Votre commission des finances a estimé que ces dispositions, en raison de leurs répercussions financières et des problèmes qu'elles soulèvent, devaient faire l'objet d'un examen très approfondi. Aussi a-t-elle jugé opportun de les disjoindre du présent projet.

Articles » (anciens 27 à 29).

*Financement du centre national du commerce extérieur.*

Texte proposé par le Gouvernement:

Art. 27. — Il est pourvu aux dépenses du centre national du commerce extérieur non couvertes par les ressources propres de cet établissement au moyen d'une imposition additionnelle à la contribution des patentes répartie proportionnellement au droit qui résulte du tarif légal entre les patentables des tableaux A, B et C, à l'exception de ceux qui exercent des professions ne participant pas aux contributions pour frais de chambres et bourses de commerce.

Art. 28. — Un arrêté du ministre des finances et des affaires économiques fixe, avant le 31 décembre de l'année précédant celle de l'imposition, le montant des sommes à imposer pour subvenir aux dépenses du centre national du commerce extérieur.

Les frais de confection des rôles de perception et de non valeurs sont fixés au même taux et recouvrés dans les mêmes conditions que les frais de même nature perçus en matière de contributions pour frais de chambre et bourse de commerce.

Art. 29. — L'imposition instituée au profit du centre national du commerce extérieur par les articles 27 et 28 ci-dessus, sera perçue pour la première fois au titre de l'anné 1950.

Texte voté par l'Assemblée nationale:

Art. 27. — Disjoint.

Art. 28. — Disjoint.

Art. 29. — Disjoint.

Texte proposé par votre commission:

Art. 27. — Disjonction maintenue.

Art. 28. — Disjonction maintenue.

Art. 29. — Disjonction maintenue.

Exposé des motifs et commentaires. — Les articles 27 à 29 tendaient, en vue d'assurer au centre national du commerce extérieur un financement régulier jusqu'à ce que ses ressources propres suffisent à la couverture de ses dépenses, à créer une imposition additionnelle à la contribution des patentes.

L'Assemblée nationale a disjoint ces dispositions qui lui paraissaient devoir imposer aux entreprises une charge supplémentaire injustifiée et votre commission des finances a maintenu cette disjonction.

CHAPITRE II. — DISPOSITION TENDANT A DEVELOPPER LA PRODUCTIVITÉ DES ENTREPRISES

Article » (ancien 30).

Texte proposé par le Gouvernement:

Les entreprises ayant pour objet principal la fabrication ou la vente après transformation de matières, produits ou marchandises bénéficient d'une réduction du taux de l'impôt sur le revenu des personnes physiques (taxe proportionnelle) ou de l'impôt sur les sociétés lorsqu'elles justifient que leur productivité a augmenté au cours de l'exercice.

La quotité de cette réduction sera fixée par décret dans la limite de la moitié du taux normal de l'impôt.

Le décret prévu à l'alinéa précédent fixera, après avis de la commission de la productivité siégeant auprès du commissaire général au plan, les conditions d'application du présent article et notamment les éléments auxquels sera comparée la valeur de la production de chaque exercice pour déterminer le coefficient de productivité de l'entreprise ainsi que le pourcentage minimum d'augmentation de ce coefficient qui donnera droit à la réduction d'impôt.

Texte voté par l'Assemblée nationale:

Disjoint.

Texte proposé par votre commission:

Disjonction maintenue.

Exposé des motifs et commentaires. — L'article 30 prévoyait une réduction du taux de la taxe proportionnelle ou de l'impôt sur les sociétés en faveur des entreprises ayant pour objet principal la fabrication ou la vente après transformation de produits ou marchandises qui, d'un exercice à l'autre, auraient accru leur productivité.

Les éléments de base et le mode de détermination du coefficient de productivité auraient été fixés par le Gouvernement, par voie de décret.

L'Assemblée nationale, estimant que ces dispositions conduisaient à introduire des inégalités de traitement entre les entreprises, en a prononcé la disjonction et votre commission des finances a confirmé cette décision.

### Chapitre III. — Dispositions tendant a faciliter l'investissement des capitaux

### Articles 31 à 33.

Texte voté par l'Assemblée nationale:

Art. 31. — Nonobstant toute disposition contraire, l'action dont dispose l'administration pour l'assiette de l'impôt de solidarité nationale cessera de pouvoir être exercé à compter de la date de promulgation de la présente loi à moins qu'elle ne soit déjà prescrite ou qu'une réclamation interruptive de prescription n'ait été notifiée au contribuable antérieurement à cette date.

Toutefois, l'alinéa qui précède n'est pas de nature à mettre obstacle à l'application de l'impôt de solidarité nationale après la date susvisée s'il a été sursis à cette application en vertu de dispositions légales ou en précision d'accords internationaux tendant à la suppression des doubles taxations en matière d'impôt sur la fortune.

Art. 32. — Toute procédure visant des infractions à la législation des prix portant sur des produits placés hors taxation ou des infractions à la législation du ravitaillement portant sur des produits placés hors rationnement qui font ou feront l'objet de poursuites judiciaires dans les conditions prévues aux articles 19 et suivants de l'ordonnance 45-1484 du 30 juin 1945 devront, à quelque stade qu'elles se trouvent et tant qu'il n'aura pas été statué au fond en première instance, être renvoyés au directeur du contrôle économique si le prévenu demande le bénéfice d'un règlement transactionnel. Après réalisation de la transaction, le magistrat ou le tribunal constate que l'action publique est éteinte. En cas d'échec, l'instance judiciaire reprend son cours.

Art. 33. — A compter du 1er juin 1949, le taux de la taxe spéciale instituée par l'article 1er de la loi du 2 février 1948 est fixé à 25 p. 100.

Texte voté par l'Assemblée nationale:

Art. 31. — Sauf en ce qui concerne le défaut de déclaration et nonobstant toute disposition contraire, l'action dont dispose l'administration pour l'assiette de l'impôt de solidarité nationale cessera de pouvoir être exercée à compter de la date de promulgation de la présente loi à moins qu'une réclamation interruptive de prescription n'ait été notifiée au contribuable antérieurement à cette date. Eu égard à cet impôt, il ne sera pas tenu compte des dispositions du paragraphe 4 de l'article 272 du décret n° 48-1986 du 9 décembre 1948 portant réforme fiscale.

2e alinéa. — Conforme.

Art. 32. — Conforme.

Art. 33. — Conforme.

Texte voté par l'Assemblée nationale:

Art. 31. — Conforme.

Toutefois l'alinéa qui précède n'est pas de nature à mettre obstacle à l'application ou au recouvrement de l'impôt de solidarité nationale après la date susvisée s'il a été sursis à cette application ou à ce recouvrement en vertu de dispositions légales ou en précision d'accords internationaux tendant à la suppression des doubles taxations en matière d'impôt sur la fortune.

De même, les dispositions du premier alinéa ne peuvent être invoquées à l'égard des sommes dont le redevable a reconnu l'exigibilité ou pour lesquelles il a obtenu des facilités de payement.

Art. 32. — Conforme.

Art. 33. — Conforme.

Exposé des motifs et commentaires. — Afin de rendre possible un fonctionnement normal du marché financier et de permettre aux capitaux privés de s'investir sans entrave dans les emplois les plus utiles pour l'économie générale du pays, il a paru nécessaire de mettre fin à l'application d'un certain nombre de dispositions exceptionnelles de la législation de la guerre et de l'après-guerre qui laissent peser une menace préjudiciable au développement de l'activité économique sans profit pour le Trésor.

Ces dispositions qui apportent au pays un apaisement particulièrement désirable dans la conjoncture actuelle doivent permettre, par ailleurs, à l'administration de diriger l'action des agents de contrôle vers les tâches réellement productives.

Les dispositions des articles 31 à 33 se réfèrent successivement à l'impôt de solidarité nationale, aux infractions à la législation économique et aux infractions à la législation des changes.

En matière d'impôt de solidarité nationale, l'administration fiscale dispose, pour le redressement des infractions et la révision des évaluations, de délais qui varient selon la nature de l'infraction et qui peuvent en certains cas avoir une durée de vingt ans.

L'article 31 limite à la date d'entrée en vigueur de la présente loi, sauf en ce qui concerne le défaut de déclaration, l'action de l'Etat pour la recherche des omissions ou insuffisances de toute nature, à moins qu'une réclamation interruptive de prescription n'ait été notifiée aux contribuables avant cette date. Cette disposition aura pour résultat de limiter le délai de prescription prévu en matière d'impôt de solidarité nationale à celui que comportent déjà les impôts sur les revenus.

En matière de législation économique, l'article 32, dans un esprit d'apaisement, autorise le règlement par voie transactionnelle des infractions à des dispositions légales aujourd'hui abrogées, quel que soit le stade de la procédure en cours.

Enfin, l'article 33 ramène à son taux originel de 25 p. 100 la taxe spéciale perçue en vertu de la loi du 2 février 1948 lors de la régularisation de la situation des biens dissimulés à l'étranger. Ce taux, qui a crû de 1 pour 100 par mois à partir du 1er juillet 1948, a atteint en mai 1949 le taux de 36 p. 100, taux si élevé qu'il compromet l'application de la loi. Aussi bien d'ailleurs, puisque le présent projet de loi comporte des dispositions raccourcissant les délais de prescription en matière d'impôt de solidarité nationale, et que la taxe spéciale s'analyse, en définitive, en un forfait sanctionnant un ensemble d'infractions à la législation des changes et à la législation fiscale, il paraît normal que le montant de ce forfait soit réduit.

Votre commission des finances a adopté ces dispositions, mais elle a toutefois cru devoir apporter quelques précisions à la rédaction de l'article 31 afin d'éviter certaines difficultés d'interprétation.

### Article 33 *bis* (nouveau).

*Mise en liquidation de la C.C.D.V.T.*

Texte proposé par le Gouvernement:

Néant.

Texte voté par l'Assemblée nationale:

Néant.

Texte proposé par votre commission:

La caisse centrale de dépôt et de virement de titres sera mise en liquidation le 1er juillet 1949. Un règlement d'administration publique fixera les modalités de cette liquidation.

Exposé des motifs et commentaires. — Notre éminent collègue, M. Landry s'est étonné qu'au nombre des mesures proposées par le Gouvernement en vue de faciliter les investissements financiers, ne figure aucune disposition en ce qui concerne la caisse centrale de dépôts et virements de titres. Cet organisme, en effet, a provoqué une véritable désaffection pour les valeurs mobilières. Les épargnants, notamment dans les milieux ruraux, répugnent à des placements qui se traduisent par de simples mentions scripturales, rarement à jour, de telle sorte que le propriétaire de valeurs mobilières ne connaît pas exactement la consistance de son portefeuille.

De plus, il résulte de ce système compliqué des retards considérables dans l'encaissement des dividendes mis en distribution, lesquels sont d'ailleurs en partie absorbés par les droits de garde.

Il n'y a aucune raison pour que subsiste un système établi sous l'occupation, essentiellement pour des raisons de circonstances, et aujourd'hui à peu près universellement condamné.

Sans doute sa suppression pure et simple n'est-elle pas immédiatement possible, ne serait-ce qu'en raison du fait que pour beaucoup de sociétés qui ont procédé à des augmentations de capital depuis que le dépôt a été rendu obligatoire, les titres correspondants n'ont pas été créés.

Mais pour le moment l'essentiel est que, sans plus tarder, la C.C.D.V.T. d'une part cesse d'élargir le champ de ses attributions, d'autre part se dessaisisse de la masse des valeurs des entreprises nationalisées qui sont devenues aujourd'hui de véritables obligations.

En outre, votre commission a estimé qu'il fallait que s'affirmât, par un texte de loi la volonté du Parlement de voir disparaître dans un proche avenir l'organisme lui-même.

En conséquence, M. Landry a proposé un article additionnel que votre commission des finances a voté à une large majorité.

### Chapitre IV. — Dispositions diverses

### Article 34.

*Extension aux emprunts de la caisse nationale de crédit agricole de la faculté de souscription en titres de l'emprunt libératoire.*

Texte proposé par le Gouvernement:

Les titres de l'emprunt dont l'émission a été autorisée par la loi n° 48-31 du 7 janvier 1948 pourront être admis en souscription aux emprunts émis par la caisse nationale de crédit agricole pour une valeur égale à leur valeur nominale et dans des limites et conditions qui seront fixées par arrêté du ministre des finances.

Texte voté par l'Assemblée nationale:

Les titres de l'emprunt dont l'émission a été autorisée par la loi n° 48-31 du 7 janvier 1948 pourront être admis en souscription aux emprunts émis par la caisse nationale de crédit agricole pour une valeur égale à leur valeur nominale et dans des limites et conditions qui seront fixées par arrêté du ministre des finances et du ministre de l'agriculture.

Texte proposé par votre commission:

Conforme.

Exposé des motifs et commentaires. — L'article 34 tend à faire bénéficier les emprunts de la caisse nationale de crédit agricole, et notamment les bons à cinq ans émis pour les besoins de l'équipement rural, de la faculté de souscription en titres de l'emprunt libératoire que la loi du 7 janvier 1948 avait réservée aux emprunts émis par l'Etat ou garantis par lui.

Cette extension a pour objet de permettre à la caisse nationale de crédit agricole de recueillir elle-même, grâce à des émissions dont l'attrait sera grandement accru, les ressources en argent frais nécessaires à la couverture des opérations de prêt que cet établissement est autorisé à effectuer par la loi n° 49-310 du 8 mars 1949 relative aux comptes spéciaux du Trésor.

Le projet de loi qui doit être prochainement déposé pour compléter cette loi contiendra des dispositions tendant à modifier en conséquence les autorisations données à la caisse

nationale de crédit agricole et à approuver un avenant à la convention conclue entre l'Etat et la caisse au sujet de l'émission des bons à cinq ans.

Votre commission des finances a adopté cet article sans modifications.

Article 34 *bis*.

*Admission des titres de l'emprunt libératoire aux emprunts émis par certaines communes rurales.*

Texte proposé par le Gouvernement:

Néant.

Texte voté par l'Assemblée nationale:

L'article 3 de la loi n° 48-31 du 7 janvier 1948, modifié par l'article 5 de la loi n° 49-482 du 8 avril 1949 est complété par l'alinéa suivant qui prend place après l'article 2:

Dans les conditions et limites qui seront fixées par un arrêté du ministre des finances et du ministre de l'agriculture, les titres de l'emprunt libératoire du prélèvement exceptionnel pourront également être admis pour une valeur au moins égale à leur valeur nominale en libération des emprunts d'un maximum de deux millions contractés par les collectivités locales de moins de 2.000 habitants au titre de financement des travaux d'équipement rural pour la part subventionnée par l'Etat en annuités.

Texte proposé par votre commission:

1er alinéa. — Conforme.

Dans les conditions et limites qui seront fixées par un arrêté du ministre des finances et du ministre de l'agriculture, les titres de l'emprunt libératoire du prélèvement exceptionnel pourront également être admis pour une valeur au moins égale à leur valeur nominale en libération des emprunts d'un maximum de cinq millions contractés par les collectivités locales de moins de 2.000 habitants au titre de financement des travaux d'équipement rural pour la part subventionnée par l'Etat en annuités.

Exposé des motifs et commentaires. — Cet article introduit par l'Assemblée nationale sur proposition de M. Pleven a pour objet de permettre à certaines collectivités locales de se libérer au moyen des titres de l'emprunt libératoire du prélèvement exceptionnel des emprunts qu'elles ont contractés au titre de financement des travaux d'équipement rural pour la part subventionnée par l'Etat en annuités.

Votre commission des finances l'a adopté, mais elle a toutefois, sur amendement de M. Debû-Bridel, porté de deux à cinq millions le montant des emprunts pour lesquels cette facilité serait reconnue.

Article 35.

*Admission des titres de l'emprunt libératoire dans les augmentations de capital auxquelles procéderont les collectivités privées au titre du financement des travaux d'équipement rural.*

Texte proposé par le Gouvernement:

L'article 3 de la loi n° 48-31 du 7 janvier 1948 modifié par l'article 5 de la loi n° 49-482 du 8 avril 1949 est complété par l'alinéa suivant qui prend place après l'alinéa 2:

« Dans les conditions et limites qui seront fixées par un arrêté du ministre des finances, les titres de l'emprunt libératoire pourront également être admis, pour une valeur au moins égale à leur valeur nominale, en libération des augmentations de capital auxquelles procéderont les collectivités privées au titre du financement des travaux d'équipement rural subventionnés par l'Etat en annuités. »

Texte voté par l'Assemblée nationale:

1er alinéa. — Conforme.

« Dans les conditions et limites qui seront fixées par un arrêté du ministre des finances et du ministre de l'agriculture, les titres de l'emprunt libératoire pourront également être admis, pour une valeur au moins égale à leur valeur nominale, en libération des augmentations de capital auxquelles procéderont les collectivités privées au titre du financement des travaux d'équipement rural subventionnés par l'Etat en annuités. »

Texte proposé par votre commission:

L'article 3 de la loi n° 48-31 du 7 janvier 1948 modifié par l'article 5 de la loi n° 49-482 du 8 avril 1949 et par l'article 34 *bis* qui précède est complétée par l'alinéa suivant qui prend place après l'alinéa ajouté par l'article 34 *bis* susvisé.

2e alinéa. — Conforme.

Exposé des motifs et commentaires. — L'article 35 vise les travaux d'équipement rural entrepris par des collectivités publiques ou privées et subventionnés par l'Etat.

Conformément aux dispositions de l'article 1er de la loi n° 47-1501 du 14 août 1947 modifié par l'article 19 de la loi n° 49-482 du 8 avril 1949, ces subventions sont accordées désormais, moitié en capital, moitié en annuités, sous réserve que les collectivités bénéficiaires mobilisent cette seconde partie de la subvention par voie d'emprunt local.

Il est toutefois rappelé, pour mémoire, que les communes sinistrées ou économiquement faibles sont appelées à bénéficier en capital d'une fraction de la subvention supérieure à la moitié.

Pour faciliter le placement des emprunts locaux, le Gouvernement avait été conduit à faire bénéficier les souscripteurs de la reprise des certificats du prélèvement, à concurrence de 50 p. 100 du montant de chaque souscription, dans le cadre de l'article 3, alinéa 2 de la loi n° 48-31 du 7 janvier 1948.

Les nouvelles dispositions de cet article 3 telles qu'elles résultent de l'article 5 de la loi n° 49-482 du 8 avril 1949 ont d'ailleurs donné un caractère légal à cette mesure.

Or, les collectivités privées (sociétés, coopératives agricoles, notamment), compte tenu de leur nature juridique, ont le choix pour mobiliser la subvention en annuités de l'Etat entre l'emprunt local et l'augmentation de capital, cette assimilation résultant d'un arrêté interministériel du 27 avril 1948 (*Journal officiel* du 13 mai).

Toutefois, comme seul l'emprunt se trouve assorti de l'avantage que représente la reprise des certificats du prélèvement, les collectivités privées tentent rarement de mobiliser la subvention de l'Etat par voie d'augmentation de capital.

Pour remédier à cette situation et faciliter les opérations de financement local, il a paru opportun de prévoir que les souscriptions aux augmentations de capital intervenant dans le cadre de la loi n° 47-1501 du 14 août 1947 pourront également être libérées par remise de certificats du prélèvement.

Votre commission des finances a adopté cet article sans modifications.

Article 36.

*Statut financier de Gaz de France. Prolongation de délais.*

Texte proposé par le Gouvernement:

Les délais de six mois et de trois mois figurant respectivement aux articles 3 et 4 de la loi du 1er janvier 1949 portant ouverture de crédits au ministre de l'industrie et du commerce au titre du budget général pour l'exercice 1948 sont portés à un an.

Texte voté par l'Assemblée nationale:

Les délais de six mois et de trois mois figurant respectivement aux articles 3 et 4 de la loi du 1er janvier 1949 portant ouverture de crédits au ministre de l'industrie et du commerce au titre du budget général pour l'exercice 1948 sont prolongés de trois mois, à l'exception du délai prescrit pour la réalisation des conditions imposées à l'alinéa *a*) de l'article 3, qui reste maintenu.

Texte proposé par votre commission:

Conforme.

Exposé des motifs et commentaires. — L'article 36 est relatif au statut financier de Gaz de France.

La loi n° 49-1 du 1er janvier 1949 portant ouverture de crédits au ministre de l'industrie et du commerce au titre du budget général pour l'exercice 1948 (participation au déficit d'exploitation de Gaz de France), impose au Gouvernement de réaliser, dans un délai de trois mois, une réduction graduelle du déficit de Gaz de France (art. 4) et, dans un délai de six mois, d'assurer l'autonomie effective de la gestion financière de Gaz de France et sa séparation de la gestion d'Electricité de France, de prescrire la mise en place définitive des services de production et de distribution, enfin de publier le règlement d'administration publique établissant le nouveau cahier des charges-types (art. 3).

La résorption totale du déficit de Gaz de France exigerait une hausse très importante des tarifs qui aurait, en tout temps, des incidences sociales regrettables et qui, dans la conjoncture économique actuelle, serait particulièrement inopportune. Aussi a-t-il paru indispensable, dans ces conditions, de reporter la date primitivement fixée pour la réalisation de l'équilibre financier propre de Gaz de France et de maintenir temporairement les conventions financières qui unissent Electricité de France et Gaz de France.

Toutefois devront être réalisées dans le délai imparti les mesures préalables à la séparation de la gestion de Gaz de France de celle d'Electricité de France, c'est-à-dire la différenciation des bilans et des comptes de résultats.

Votre commission n'a pas d'objection à formuler à l'encontre de ces dispositions.

Article 37.

*Cessions de constructions provisoires.*

Texte proposé par le Gouvernement:

Néant.

Texte voté par l'Assemblée nationale:

L'administration des domaines est autorisée à procéder à l'amiable ou par voie d'adjudication, et quelle qu'en soit la valeur, à la vente des constructions provisoires, individuelles ou collectives, édifiées pour le relogement de la population ou usage professionnel, commercial, industriel ou agricole qui lui seront remises à cet effet par les services intéressés; la cession sera faite par préférence aux sinistrés qui en feront la demande par imputation sur les indemnités qui leur sont dues.

Les modalités d'application du présent article seront fixées par un arrêté du ministre de la reconstruction et de l'urbanisme, du ministre des anciens combattants et victimes de la guerre et du ministre des finances et des affaires économiques.

Texte proposé par votre commission:

Conforme.

Exposé des motifs et commentaires. — Cet article, résultant de l'adoption, par l'Assemblée nationale, d'un amendement de M. Siefridt, a pour objet d'autoriser la liquidation des constructions provisoires édifiées par le ministère de la reconstruction et de l'urbanisme en vue soit d'assurer le relogement des sinistrés auxquels une priorité est accordée, soit de donner aux commerçants, industriels ou agriculteurs la possibilité de reprendre leur activité économique.

Votre commission des finances vous propose d'adopter également ces dispositions.

Article 38.

*Aliénations de participations. — Prorogation de délai.*

Texte proposé par le Gouvernement:

Néant.

Texte voté par l'Assemblée nationale:

Le cinquième alinéa de l'article 8 de l'acte dit loi du 8 mars 1943 relatif aux sociétés par actions est modifié ainsi qu'il suit:

« Les aliénations d'actions effectuées en application de la prohibition édictée par le premier alinéa du présent article devront être réalisées avant le 1er juin 1950. »

Texte proposé par votre commission:

Conforme.

Exposé des motifs et commentaires. — Aux termes de l'alinéa 1er de l'article 8 de la loi du 8 mars 1943, « toute société dont une fraction du capital social égale ou supérieure à 10 p. 100 est propriété d'une autre société, ne peut posséder d'actions de cette dernière société ».

Pour ramener à une proportion de 10 p. 100 les participations existant à la date de promulgation de la loi du 4 mars 1943, les sociétés disposaient d'un délai qui devait venir à expiration trois ans après la date légale de cessation des hostilités, soit le 1er juin 1949.

L'Assemblée nationale a estimé qu'il convenait, pour éviter la réalisation massive de titres qui risquait de perturber gravement le marché boursier, de proroger ce délai d'un an.

Votre commission des finances s'est ralliée à cette solution.

## PROJET DE LOI

### TITRE Ier. — Dispositions tendant à l'équilibre des finances publiques.

#### CHAPITRE Ier. — CHARGES ET OUVERTURE DE CRÉDITS CORRESPONDANTS

Art. 1er. — Il est ouvert aux ministres, sur l'exercice 1949, en addition aux crédits ouverts par la loi n° 48-1992 du 31 décembre 1948 portant fixation du budget général de l'exercice 1949 (dépenses ordinaires civiles) et par des textes spéciaux, des crédits s'élevant au total à 28.999 millions de francs et répartis comme suit:

FINANCES ET AFFAIRES ÉCONOMIQUES

I. — *Finances.*

Chap. 189. — Couverture de mesurs diverses en faveur des personnels de l'Etat, 7.500 millions de francs.

TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET TOURISME

I. — *Travaux publics, transports et tourisme.*

Chap. 511. — Subvention exceptionnelle à la Société nationale des chemins de fer français pour la couverture du déficit d'exploitation de l'exercice 1949, 21.499 millions de francs.

Total égal, 28.999 millions de francs.

#### CHAPITRE II. — ECONOMIES

Art. 2. — Des économies, pour un montant total de 16.700 millions de francs, seront opérées sur l'ensemble des dotations du budget général pour l'exercice 1949 (dépenses ordinaires civiles et dépenses civiles de reconstruction et d'équipement) et des budgets annexes (dépenses civiles). Elles ne pourront porter sur les crédits prévus au projet de loi n° 6705 portant ouverture de crédits au titre du budget civil de reconstruction et d'équipement et destinés à subventionner les travaux d'électrification et d'équipement des communes rurales.

Les économies ainsi prescrites feront l'objet d'un projet de loi qui en opérera la répartition par chapitres et qui devra être déposé sur le bureau de l'Assemblée nationale avant le 31 juillet 1949.

A titre conservatoire et jusqu'au vote de la loi visée à l'alinéa précédent, un total de crédits de 16.700 millions de francs sera bloqué par un décret pris sur le rapport du ministre des finances et des affaires économiques et qui en fixera la répartition par départements ministériels et par chapitres.

Art. 3. — Des économies seront réalisées à concurrence de 18.900 millions de francs sur les crédits du budget général pour l'exercice 1949 (dépenses militaires) dans les conditions fixées par la loi portant ouverture desdits crédits.

Art. 4. — Les services et établissements militaires feront procéder avant le 31 décembre 1949, pour un montant qui ne devra pas être inférieur à 10 milliards de francs, à l'aliénation des immeubles et des matériels qui ne seront pas indispensables.

La réalisation de ces aliénations sera suivie, sous l'autorité du ministre de la défense nationale, par un conseiller maître à la cour des comptes assisté d'un fonctionnaire du service des domaines. Ce magistrat adressera au président du conseil, au ministre des finances, au ministre de la défense nationale et aux sous-commissions de l'Assemblée nationale et du Conseil de la République chargées de suivre et de contrôler l'emploi des crédits militaires, au moins une fois chaque mois, un compte rendu détaillé des remises faites à l'administration des domaines, accompagné de l'estimation des biens remis et du montant des aliénations réalisées.

Art. 4 *bis* (nouveau). — Les pouvoirs d'enquête parlementaire visés à l'article 70 de la loi du 21 mars 1947, modifiée par la loi du 3 juillet 1947, concernant le contrôle des entreprises nationalisées et des sociétés d'économie mixte, comportent les pouvoirs d'investigation les plus étendus sur toutes les activités administratives, économiques et financières des entreprises en cause, ainsi que sur les filiales de ces entreprises.

Ils s'appliquent notamment à la communication de tous documents, rapports ou pièces quelconques afférents à l'activité ou au contrôle des entreprises intéressées.

#### CHAPITRE III. — DISPOSITIONS RELATIVES A LA S. N. C. F. ET AUX TRANSPORTS

Art. 5. — Il est bloqué, sur les autorisations de payement accordées à la Société nationale des chemins de fer français par l'article 12 de la loi n° 49-482 du 8 avril 1949, un montant de 15 milliards de francs réparti à raison de 5.400 millions de francs pour les dépenses d'établissement et de 9.600 millions de francs pour les dépenses de reconstitution. Ces blocages ne pourront porter sur des travaux en cours et dont l'achèvement contribuerait à réduire les frais de gestion de la Société nationale des chemins de fer français. La répartition de ces sommes entre les différentes lignes du paragraphe 4 de l'état C annexé à la loi du 8 avril 1949 sera effectuée par arrêté conjoint du ministre des finances et du ministre des travaux publics et des transports après avis de la commission des investissements.

Ces autorisations de payement feront l'objet de déblocage par décret en conseil des ministres, compte tenu du produit des aliénations d'éléments d'actif que la Société nationale des chemins de fer français proposera d'affecter à la couverture des travaux neufs et des économies de gestion réalisées.

Les autorisations de prêts accordées par l'article 1er de la loi précitée et les autorisations de versement accordées par l'article 3 de la loi n° 48-1973 du 31 décembre 1948 seront, en ce qui concerne la Société nationale des chemins de fer français, bloquées respectivement à concurrence de 7.320 millions de francs et 7.680 millions de francs. Le déblocage en sera réalisé par décrets pris en conseil des ministres.

Art. 5 *bis*. — La Société nationale des chemins de fer français ne pourra prendre ou maintenir une participation dans une entreprise quelconque qu'après y avoir été autorisée par une loi.

Cette loi devra, en ce qui concerne les participations existantes, intervenir avant le 31 décembre 1949.

Art. » (anciens 6 et 7). — . . . . . .

#### CHAPITRE IV. — DISPOSITIONS TENDANT A DÉGAGER DES RESSOURCES NOUVELLES

Art. » (anciens 8 à 11). — . . . . . .

Art. 12. — Les entreprises industrielles ou commerciales sont autorisées à incorporer à leur capital la provision pour renouvellement des stocks constituée en conformité de l'acte dit « décret » du 30 janvier 1941.

Cette opération ne donne pas lieu à l'application de l'impôt sur les sociétés ou de l'impôt sur le revenu des personnes physiques, ni à l'application de la surtaxe progressive.

Le taux de la taxe additionnelle au droit d'apport perçue à cette occasion, en vertu de l'article 448 du code de l'enregistrement, est fixé à 16 p. 100.

Lorsqu'elle ne donne pas lieu à la perception de la taxe additionnelle visée à l'alinéa précédent, l'incorporation au capital de la provision pour renouvellement des stocks est soumise à une taxe de 16 p. 100 établie comme en matière d'impôt sur les revenus et recouvrée conformément au titre IV du livre III du code général des impôts directs et à l'article 119 du décret n° 48-1986 du 9 décembre 1948.

Les taux fixés aux deux alinéas précédents seront réduits de moitié si l'incorporation est réalisée avant le 15 novembre 1949. Dans ce cas, le montant de la taxe devra être versé en totalité avant le 1er janvier 1950.

Art. » (ancien 13.) — . . . . . .

Art. 14. — L'article 23 du code des contributions indirectes est modifié et rédigé comme suit:

« *Art.* 23. — En dehors de l'allocation en franchise de dix litres d'alcool pur prévu à l'article 42 ci-après, les alcools supportent un droit de consommation dont le tarif est fixé par hectolitre d'alcool pur à:

1° 16.600 F pour les quantités fabriquées par les producteurs récoltant et réservées à leur propre consommation;

2° 12.500 F pour les quantités utilisées à la préparation des vins mousseux et des vins doux naturels bénéficiant du régime fiscal des vins;

3° 5.600 F pour les produits de parfumerie et de toilette ainsi que pour les produits à base d'alcool ayant un caractère exclusivement médicamenteux et impropres à la consommation de bouche, figurant sur une liste établie par arrêté du ministre des finances;

4° 55.200 F pour les rhums;

5° 27.500 F pour les vins d'origine française bénéficiant d'une appellation d'origine contrôlée ou réglementée et les crèmes de cassis;

6° 55.000 F pour tous les autres produits.

« Les alcools libérés du droit de consommation...

(Le reste sans changement.)

Art. » (anciens 15 et 16). — . . . . . .

Art. 17. — Il est interdit aux débitants de boissons de détenir des alcools ayant le caractère de spiritueux rectifiés au sens de la réglementation en matière de fraude commerciale, à l'exception des eaux-de-vie de fantaisie et des genièvres artificiels ou de fantaisie ne titrant pas plus de 40° et reçus en bouteilles capsulées et sous étiquette mentionnant les nom et adresse du fabricant ou du préparateur.

Les infractions sont punies, à la requête de l'administration des contributions indirectes, d'une amende de 5.000 à 50.000 F, de la confiscation des alcools saisis et du payement du quintuple droit de consommation afférent à ces alcools. En cas de récidive, la licence attachée à l'établissement est supprimée.

Art. 17 *bis*. — Entre le deuxième et le troisième alinéa de l'article 31 de la loi n° 48-24 du 6 janvier 1948 est inséré un alinéa nouveau ainsi conçu:

« Toutefois, sur l'avis du maire de la commune et sur la proposition du préfet, il pourra être délivré une licence de plein exercice, attachée au cercle et incessible, aux cercles privés régulièrement déclarés à la date du 1er janvier 1948 et comptant, à cette date, quinze années ininterrompues de fonctionnement, les années 1939 à 1945 n'étant pas prises en considération dans ce décompte. Ces cercles bénéficieront des dispositions du deuxième alinéa du présent article. »

#### CHAPITRE V. — VOIES ET MOYENS

Art. 18. — L'évaluation des voies et moyens applicables au budget général de l'exercice 1949 fixée par la loi n° 48-1974 du 31 décembre 1948 est majorée d'une somme de 41 milliards 600 millions de francs répartie comme suit :

I. — *Produits recouvrables en France.*

§ 1er. — Impôts et monopoles.

1° Produits des contributions directes:

Ligne n° 1. — Contributions directes, centimes d'Etat et taxes assimilées aux contributions directes, 2 milliards de francs.

2° Produits de l'enregistrement:

Ligne n° 15. — Recettes diverses, 3.500 millions de francs.

7° Produits des douanes :

Ligne n° 37. — Droits à l'importation, 11 milliards 200 millions de francs.

Ligne n° 40. — Autres droits et recettes accessoires, 100 millions de francs.

8° Produits des contributions indirectes:

Ligne n° 51 *bis*. — Redevance sur les essences de pétrole en vente libre, 10.500 millions de francs.

10° Produits de la taxe sur les transactions:

Ligne n° 54. — Taxe sur les transactions, 300 millions de francs.

§ 3. — Produits et revenus du domaine de l'Etat.

Ligne n° 70. — Produits et revenus du domaine encaissés par les receveurs des domaines. 9.800 millions de francs.

§ 4. — Produits divers.

DÉFENSE NATIONALE

Ligne n° 13 *bis*. — Reversement au budget général des fonds provenant de la dissolution des corps de troupe et unités militaires assimilées, 3 milliards de francs.

FINANCES ET AFFAIRES ÉCONOMIQUES

I. — *Finances.*

Ligne n° 35. — Taxe spéciale sur les dépôts de devises et de valeurs mobilières étrangères et sur les conversions d'avoirs à l'étranger, 1 milliard de francs.

II. — *Produits recouvrables en Algérie.*

§ 1er. — Produits et revenus du domaine de l'Etat.

Ligne n° 166. — Aliénation d'immeubles (provenant des services de la guerre, de la marine, des poudreries nationales et des manufactures de l'Etat), 200 millions de francs.

Total général, 41.600 millions de francs.

Art. 18 *bis* (nouveau). — La majoration de 10 p. 100 pour payement tardif d'impôts est applicable aux cotes et fractions de cotes non recouvrées dans les deux mois qui suivent la date d'exigibilité des rôles.

A titre exceptionnel, la majoration afférente aux cotes comprises dans les rôles mis en recouvrement durant les mois de janvier à juillet 1949 inclus sera appliquée le 15 novembre 1949.

Art. 18 *ter* (nouveau). — Les percepteurs ont qualité pour accorder les remises de majorations n'excédant pas 5.000 F.

TITRE II. — **Dispositions relatives à l'activité économique.**

CHAPITRE Ier. — DISPOSITIONS TENDANT AU DÉVELOPPEMENT DU COMMERCE EXTÉRIEUR

Art. 19. — Jusqu'au 31 décembre 1949, le ministre des finances et des affaires économiques est autorisé à accorder la garantie de l'Etat à des opérations de commerce extérieur qui présentent un caractère essentiel pour l'économie nationale.

La garantie de l'Etat est accordée après avis d'une commission consultative dite commission des garanties et du crédit au commerce extérieur, dont la composition et le fonctionnement seront fixés par décret.

Art. 20 — La garantie de l'Etat peut être accordée en totalité ou en partie :

1° A la Compagnie française d'assurances pour le commerce extérieur, pour ses opérations d'assurances des risques politiques, monétaires, catastrophiques ainsi que des risques commerciaux extraordinaires;

2° Aux banques et établissements financiers en vue du financement de fabrications destinées principalement à l'exportation;

3° Aux exportateurs pour les opérations prévues à l'article 53 de la loi n° 48-1516 du 26 septembre 1948.

Art. 21. — La commission fixe les modalités de l'octroi de la garantie, notamment les sûretés et les contrôles qui lui sont attachés.

Art. 22. — En vue de l'application des dispositions ci-dessus, le Gouvernement est autorisé, nonobstant l'expiration du délai de six mois prévu par l'article 17 de la loi n° 45-015 du 2 décembre 1945, à modifier par décret en forme de règlement d'administration publique, le décret n° 46-1332 du 1er juin 1946.

Art. » (anciens 23 et 24). — . . . . . .

Art. 25. — Les producteurs et les commerçants ayant pris la position de producteurs sont autorisés à recevoir, en franchise de la taxe à la production, dans la limite du montant des ventes à l'exportation réalisées au cours de l'année précédente et portant sur les objets passibles de ladite taxe, les marchandises qu'ils destinent à l'exportation.

Pour bénéficier de cette mesure, les intéressés doivent adresser à leurs fournisseurs une attestation certifiant que les produits commandés par eux sont destinés à être exportés, en l'état ou après transformation, et comportant l'engagement d'acquitter la taxe à la production, au cas où ces produits ne recevraient pas la destination ayant motivé la franchise, sans préjudice des pénalités visées à l'article 59 du code des taxes sur le chiffre d'affaires.

Art. 26. — L'article 39-10° du code des taxes sur le chiffre d'affaires est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

« Les opérations de façon portant sur des marchandises destinées à l'exportation dans la mesure où ces marchandises sont exportées directement par le façonnier. »

Art. » (anciens 26 *bis* à 29). — . . . . . .

CHAPITRE II. — DISPOSITIONS TENDANT A DÉVELOPPER LA PRODUCTIVITÉ DES ENTREPRISES

Art. » (ancien 30). — . . . . . .

CHAPITRE III. — DISPOSITIONS TENDANT A FACILITER L'INVESTISSEMENT DES CAPITAUX

Art. 31. — Sauf en ce qui concerne le défaut de déclaration et nonobstant toute disposition contraire, l'action dont dispose l'administration pour l'assiette de l'impôt de solidarité nationale cessera de pouvoir être exercée à compter de la date de promulgation de la présente loi à moins qu'une réclamation interruptive de prescription n'ait été notifiée au contribuable antérieurement à cette date. Eu égard à cet impôt, il ne sera pas tenu compte des dispositions du paragraphe 4 de l'article 272 du décret n° 48-1986 du 9 décembre 1948 portant réforme fiscale.

Toutefois, l'alinéa qui précède n'est pas de nature à mettre obstacle à l'application ou au recouvrement de l'impôt de solidarité nationale après la date susvisée s'il a été sursis à cette application ou à ce recouvrement en vertu de dispositions légales ou en prévision d'accords internationaux tendant à la suppression des doubles taxations en matière d'impôt sur la fortune.

De même, les dispositions du premier alinéa ne peuvent être invoquées à l'égard des sommes dont le redevable a reconnu l'exigibilité ou pour lesquelles il a obtenu des facilités de payement.

Art. 32. — Toutes procédures visant des infractions à la législation des prix portant sur des produits placés hors taxation ou des infractions à la législation du ravitaillement portant sur des produits placés hors rationnement qui font ou feront l'objet de poursuites judiciaires dans les conditions prévues aux articles 19 et suivants de l'ordonnance 45-1484 du 30 juin 1945 devront, à quelque stade qu'elles se trouvent et tant qu'il n'aura pas été statué au fond en première instance, être renvoyées au directeur du contrôle économique si le prévenu demande le bénéfice d'un règlement transactionnel. Après réalisation de la transaction, le magistrat ou le tribunal constate que l'action publique est éteinte. En cas d'échec, l'instance judiciaire reprend son cours.

Art. 33. — A compter du 1er juin 1949, le taux de la taxe spéciale instituée par l'article premier de la loi du 2 février 1948 est fixé à 25 p. 100.

Art. 33 *bis* (nouveau). — La caisse centrale de dépôt et de virement de titres sera mise en liquidation le 1er juillet 1949. Un règlement d'administration publique fixera les modalités de cette liquidation.

CHAPITRE IV. — DISPOSITIONS DIVERSES

Art. 34. — Les titres de l'emprunt dont l'émission a été autorisée par la loi n° 48-31 du 7 janvier 1948 pourront être admis en souscription aux emprunts émis par la Caisse nationale de crédit agricole pour une valeur égale à leur valeur nominale et dans des limites et conditions qui seront fixées par arrêté du ministre des finances et du ministre de l'agriculture.

Art. 34 *bis*. — L'article 3 de la loi n° 48-31 du 7 janvier 1948, modifié par l'article 5 de la loi n° 49-482 du 8 avril 1949 est complété par l'alinéa suivant qui prend place après l'article 2:

« Dans les conditions et limites qui seront fixées par un arrêté du ministre des finances et du ministre de l'agriculture, les titres de l'emprunt libératoire du prélèvement exceptionnel pourront également être admis pour une valeur au moins égale à leur valeur nominale en libération des emprunts d'un maximum de cinq millions contractés par les collectivités locales de moins de 2.000 habitants au titre du financement des travaux d'équipement rural pour la part subventionnée par l'Etat en annuités. »

Art. 35. — L'article 3 de la loi n° 48-31 du 7 janvier 1948 modifié par l'article 5 de la loi n° 49-482 du 8 avril 1949 et par l'article 34 *bis* qui précède est complété par l'alinéa suivant qui prend place après l'alinéa ajouté par l'article 34 *bis* susvisé :

« Dans les conditions et limites qui seront fixées par un arrêté du ministre des finances et du ministre de l'agriculture, les titres de l'emprunt libératoire pourront également être admis, pour une valeur au moins égale à leur valeur nominale, en libération des augmentations de capital auxquelles procéderont les collectivités privées au titre du financement des travaux d'équipement rural subventionnés par l'Etat en annuités. »

Art. 36. — Les délais de six mois et de trois mois figurant respectivement aux articles 3 et 4 de la loi du 1er janvier 1949 portant ouverture de crédits au ministre de l'industrie et du commerce au titre du budget général pour l'exercice 1948 sont prolongés de trois mois, à l'exception du délai prescrit pour la réalisation des conditions imposées à l'alinéa *a*) de l'article 3, qui reste maintenu.

Art. 37 — L'administration des domaines est autorisée à procéder à l'amiable ou par voie d'adjudication, et qu'elle qu'en soit la valeur, à la vente des constructions provisoires, individuelles ou collectives, édifiées pour le relogement de la population ou usage professionnel, commercial, industriel ou agricole qui lui seront remises à cet effet par les services intéressés; la cession sera faite par préférence aux sinistrés qui en feront la demande par imputation sur les indemnités qui leur sont dues.

Les modalités d'application du présent article seront fixées par un arrêté du ministre de la reconstruction et de l'urbanisme, du ministre des anciens combattants et victimes de la guerre et du ministre des finances et des affaires économiques.

Art. 38. — Le cinquième alinéa de l'article 8 de l'acte dit loi du 8 mars 1943 relatif aux sociétés par actions est modifié ainsi qu'il suit:

« Les aliénations d'actions effectuées en application de la prohibition édictée par le premier alinéa du présent article devront être réalisées avant le 1er juin 1950. »

# ANNEXE N° 452

(Session de 1949. — Séance du 9 juin 1949.)

RAPPORT fait au nom de la commission de l'agriculture sur la proposition de résolution de MM. Marcel Lemaire, Charles Brune, Dulin et des membres de la commission de l'agriculture, tendant à inviter le Gouvernement à limiter le nombre des **ovins** et **caprins andorrans** admis en **transhumance** en France, par M. Charles Brune, sénateur (1).

Mesdames, messieurs, la proposition de résolution déposée par la commission de l'agriculture correspond aux besoins de protection de l'élevage ovin dans les départements voisins de la frontière espagnole, notamment dans l'Ariège, l'Aude, l'Hérault, les Pyrénées-Orientales.

Elle pose toutefois une question assez délicate: celle des rapports de la France avec la principauté d'Andorre. Il n'est pas inutile, pour comprendre la portée de celle-ci, d'exposer brièvement notre situation vis-à-vis de l'Andorre.

Le régime de la Principauté d'Andorre remonte à une sentence arbitrale de 1278 qui associa les comtes de Foix et les évêques d'Urgel, en un paréage, pour l'administration seigneuriale de ce petit pays, attribuant au comte et à l'évêque des revenus et des pouvoirs mal définis.

La situation ainsi créée fut transformée par la suite, mais la France (aujourd'hui en la personne de monsieur le Président de la République, représenté par le préfet des Pyrénées-Orientales) et l'évêque d'Urgel ont con-

(1) Voir le n°: Conseil de la République, 342 (année 1949).

servé leur coseigneurie, concourant tous deux à l'exercice de l'autorité administrative et judiciaire dans les vallées.

Il arrive que les coseigneurs légiférent indépendamment l'un de l'autre; certaines dispositions législatives cependant sont arrêtées en commun, telle la réforme (loi électorale) qui fut soumise par les Andorrans au Gouvernement français le 24 avril 1866 et approuvée par le ministre des affaires étrangères, le 10 août 1868.

Les privilèges dont jouissent les Andorrans ont été garantis à diverses époques par les souverains de France et d'Andorre. Du côté français, en différentes occasions, la permission s'est renouvelée, en faveur des habitants de la principauté, d'exporter de France, sans payer de droits, différents produits (seigle, minerais de fer, etc.) et particulièrement « 1.200 têtes de bêtes à laine, 30 paires de bœufs ». Au sujet des importations en franchise du bétail d'origine andorrane en France, la convention des 22, 23 décembre 1867 fixe au tiers des existences constatées dans le val, après recensement, le nombre des animaux pouvant bénéficier de l'exonération des droits. Tels sont les seuls textes fixant les rapports de l'Andorre et de la France sur le plan des échanges d'animaux.

Nous voyons donc que si les exportations et les importations entre Andorre et France sont réglementées, aucun traité, aucune convention ne fixe les conditions de la transhumance du bétail andorran vers la France. Seul un arrêté, annuel, du préfet des Pyrénées-Orientales prescrit les mesures sanitaires indispensables aux relations pastorales entre les deux pays.

En fait, la transhumance est libre entre l'Andorre et la France. Elle s'effectue en fin d'automne. La plupart des troupeaux andorrans hivernent dans le département de l'Aude et de l'Hérault; ils s'y trouvent en concurrence avec les troupeaux locaux et aussi avec ceux venant de l'Ariège et des Pyrénées-Orientales. Les propriétaires andorrans, vendant, en raison du taux de la peseta, les produits de leur élevage à un prix très nettement supérieur à celui obtenu par les éleveurs français, s'emparent des meilleurs pâturages qu'ils peuvent payer à un prix élevé; ils entraînent ainsi une hausse que doivent subir les éleveurs français et qui les place dans une quasi impossibilité de se livrer à la spéculation zootechnique qui, de tout temps a été la leur.

Rien ne limite le nombre des ovins venant des vallées pacager sur notre sol et le mouvement de transhumance n'a d'autres règles, comme le signale la proposition de résolution, que les conditions économiques. Il est mesuré par les chiffres suivants:

1934, 5.173; 1935, 6.010; 1936, 6.435; 1937, 7.394; 1938, 9.099; 1939, 7.900; 1940, 9.399; 1941, 1.435; 1942, 16.228; 1943, 8.323; 1944, 17.020; 1945, 17.423; 1946, 17.454; 1947, 19.922.

Il est évident dès lors qu'une réglementation s'impose mais elle doit tenir compte, dans toute la mesure du possible, des susceptibilités et des intérêts des habitants des vallées ainsi que des besoins de leurs élevages. Il ne faut pas oublier, en effet, que durant l'hiver les troupeaux andorrans ne peuvent pas être entretenus dans ce pays: leur transhumance, vers des régions plus hospitalières pendant cette époque de l'année, est une nécessité.

Pour remédier aux inconvénients actuels, la solution consisterait à diriger, en nombre sensiblement égal, les ovins andorrans vers l'Espagne et vers la France. A cet effet, on pourrait envisager dès maintenant:

*a*) Un recensement rigoureux des existences constatées en Andorre pour prévenir que des ovins espagnols viennent grossir les effectifs des troupeaux véritablement andorrans admis au pacage sur notre territoire;

*b*) La vente, durant l'hivernage, pour la consommation française, d'une partie du croit (agneaux mâles) né sur notre sol;

*c*) L'exportation, en France, d'une certaine quantité de laine, la tonte étant pratiquée en juin, après le retour des troupeaux, en Andorre, pour l'estivage.

Ces dernières exigences gêneraient peu les éleveurs andorrans.

Des pourparlers sont engagés, à l'heure actuelle, pour résoudre la question posée. Elle ne saurait toutefois l'être par une décision française, arbitraire et unilatérale, susceptible de nous aliéner irrévocablement les sentiments des populations andorranes, au profit de l'Espagne qui, sans doute verrait, sans déplaisir, se creuser un fossé profond entre la Principauté et nous. Le ministre des affaires étrangères et le ministre de l'agriculture sont intéressés à cette affaire, l'adoption de la proposition de résolution qui est soumise au Conseil de la République les aidera dans la défense des intérêts de l'élevage français.

Nous vous demandons donc de donner votre agrément au texte de la commission de l'agriculture, en faisant confiance au Gouvernement sur le choix des moyens à employer pour aboutir au résultat visé.

PROPOSITION DE RESOLUTION

Le Conseil de la République invite le Gouvernement:

1° A fixer à 5.500 têtes le nombre des ovins et caprins andorrans, admis en hivernage en territoire français, en application de l'arrêté du 11 août 1948 réglementant l'importation, le pacage et le transport du bétail en provenance de la République d'Andorre;

2° A réserver, par priorité, l'autorisation de transhumance aux éleveurs andorrans qui faisaient hiverner leurs troupeaux en France avant 1939.

# ANNEXE N° 453

(Session de 1949. — Séance du 9 juin 1949.)

RAPPORT fait au nom de la commission de comptabilité sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à l'abrogation de l'acte dit loi du 14 décembre 1942, relative aux **droits à pension des fonctionnaires de l'Etat** ayant appartenu aux **services du Sénat et de la Chambre des députés,** par M. Gadoin, sénateur (1).

Mesdames, messieurs, l'Assemblée nationale a adopté, le 11 mars 1949, une proposition de loi tendant à constater la nullité de l'acte dit « loi du 14 décembre 1942 » qui faisait obligation aux caisses des retraites du personnel du Parlement de supporter la part de pension correspondant aux cotisation versées par d'anciens fonctionnaires des assemblées parlementaires devenus fonctionnaires de l'Etat.

*Régime de la loi du 14 décembre 1942.*

Les dispositions prévues par l'acte dit « loi du 14 décembre 1942 » avaient été prises pour garantir les droits à pension des fonctionnaires des assemblées qui, aux termes de l'article 4 de l'acte dit « loi du 25 août 1942 », devaient être reclassés avant le 31 décembre 1942 dans les administrations publiques. La loi du 14 décembre 1942 rendait applicable au personnel des assemblées les dispositions de l'article 72 de la loi du 14 avril 1924 concernant les fonctionnaires des services locaux (collectivités locales ayant une caisse des retraites particulière): lorsqu'un fonctionnaire provenant d'un service local passe au service de l'Etat, sa pension est liquidée sur l'ensemble des services accomplis, mais la charge en est répartie, au prorata de la durée des services accomplis, entre la caisse locale et le Trésor public. L'article 72 de la loi du 14 avril 1924 a été repris par la loi du 20 septembre 1948 (art. 43) et par le décret d'application du 17 mars 1949 (art. 16).

Avant la loi du 14 décembre 1942, il n'existait aucune disposition semblable et le régime des retraites du personnel des assemblées était entièrement indépendant de celui des fonctionnaires de l'Etat.

*Régime proposé par l'Assemblée nationale.*

La proposition de loi adoptée par l'Assemblée nationale fait état de l'autonomie administrative des assemblées parlementaires pour abroger, par son article 1er, l'acte dit loi du 14 décembre 1942 « qui consacre la confusion du pouvoir réglementaire des bureaux des assemblées et du pouvoir exécutif ».

Dans son article 2, la proposition de loi maintient toutefois le principe de la validation des services effectués dans les assemblées par les fonctionnaires passant au service de l'Etat: cette validation s'effectuerait à l'avenir non plus suivant les modalités exposées ci-dessus, prévues pour les fonctionnaires des services locaux par l'article 72 de la loi du 14 avril 1924, mais dans les conditions définies par les articles 10 de la loi du 14 avril 1924 et 8 de la loi du 20 septembre 1948 qui concernent la validation des services auxiliaires; de plus, au principe des versements rétroactifs effectués par le fonctionnaire lors de sa titularisation dans son nouvel emploi, serait substitué un reversement direct au Trésor par les caisses des retraites parlementaires, des retenues correspondant aux services effectués, majorées des intérêts composés, au taux légal.

Le bureau de l'Assemblée nationale, en déposant cette proposition de loi signée de tous ses membres, a jugé utile de permettre aux fonctionnaires et agents passant des services d'une assemblée parlementaire à ceux de l'Etat de valider dans leur nouvelle situation, pour la constitution de leur droit à pension et pour la liquidation de leur retraite, les services antérieurement accomplis dans ces assemblées. Il s'agit, comme le constate l'exposé des motifs, d'une mesure d'équité tout à fait compatible avec le principe d'autonomie des caisses de retraites.

Cette proposition ne déroge d'ailleurs en rien aux principes généraux de la réglementation des retraites de l'Etat et revient purement et simplement dans son article 1er au régime ancien de l'indépendance absolue des régimes de retraites du personnel des assemblées et du personnel de l'Etat. C'est pourquoi elle édicte l'annulation de l'acte dit « loi du 14 décembre 1942 » qui est incompatible avec les règlements des caisses des retraites parlementaires dont l'administration est confiée exclusivement aux questeurs des assemblées, sous contrôle du bureau et de la commission de comptabilité.

L'article 10 de la loi de 1924 et l'article 8 de la loi du 20 septembre 1948 auxquels se réfère la proposition en cause permettent de valider les services accomplis exclusivement pour l'Etat ou dans une collectivité dont le régime des pensions est sensiblement identique à celui des lois de 1924 et de 1948.

Il faut observer sur ce point que si les personnels des assemblées parlementaires doivent leur statut particulier à l'autonomie administrative desdites assemblées, leur régime de retraites s'inspire très largement des principes énoncés dans la loi du 20 septembre 1948, de même que les règlements antérieurs se rapprochaient très sensiblement des dispositions de la loi du 9 juin 1853 puis de celle du 14 avril 1924.

En outre, si l'activité de ces fonctionnaires et agents ne s'exerce pas au sens strict du terme « dans un établissement ou une administration de l'Etat » on doit reconnaître qu'elle a pour cadre l'administration des pouvoirs publics sans lesquels l'Etat républicain n'existerait pas; elle s'exerce donc pour l'Etat.

Dans ces conditions, il est équitable de permettre à ces personnels, dont nous pouvons apprécier chaque jour les qualités profesionnelles et le dévouement aux institutions républicaines, la validation de services que l'on reconnaît à tous les fonctionnaires appartenant aux différents établissements de l'Etat.

Cette solution nous semble d'autant plus logique que dans leurs règlements respectifs des retraites du personnel, les deux chambres du Parlement reconnaissent aux fonctionnaires venant de l'Etat le droit de faire valider pour la retraite leurs services antérieurs, à condition de verser à la caisse des retraites la retenue calculée sur la base de leur traitement de début dans l'administration. Il y aura donc, à ce point de vue, réciprocité absolue.

Toutefois, il convient de signaler que le système de reversement direct au Trésor des retenues correspondant aux services effectués, prévu par le deuxième alinéa de l'article 2

(1) Voir les nos: Assemblée nationale (1re législ.), 5854, 6408 et in-8° 1667; Conseil de la République, 258 (année 1949).

de la proposition de loi adoptée par l'Assemblée nationale, est entièrement original, n'ayant jamais été prévu par un texte relatif à la validation des services pour pension, et qu'il risquerait de créer une certaine charge pour le Trésor.

En effet, bien que le nombre des fonctionnaires des Assemblées passés au service de l'Etat soit infime et en tous cas nettement inférieur à celui des personnels de l'Etat passés dans l'administration des assemblées, il ne fait pas de doute que ce versement global, correspondant à des retenues opérées sur des rémunérations très inférieures aux barèmes actuels, ne constituerait qu'une très faible partie des ressources nécessaires pour assurer le service des pensions.

Il a semblé possible à votre commission de résoudre cette difficulté en envisageant, non pas le remboursement au Trésor public des retenues versées par l'intéressé, mais l'application pure et simple de l'article 8 (paragraphe 1er, 3°) de la loi du 20 septembre 1948, aux termes duquel les services à valider font l'objet, de la part du fonctionnaire, « du versement rétroactif lors de l'admission dans les cadres, de la retenue légale calculée sur les émoluements attachés au premier emploi de fonctionnaire titulaire ».

Si cette solution est approuvée, l'indépendance des caisses des retraites sera sauvegardée, celles-ci n'ayant conformément à leur règlement, qu'à rembourser aux intéressés les retenues encaissées par elles.

C'est dans ces conditions que votre commission vous propose d'adopter, sous un titre modifié, le texte suivant:

PROPOSITION DE LOI

RELATIVE AUX DROITS A PENSION DES FONCTIONNAIRES DE L'ÉTAT AYANT APPARTENU AUX SERVICES DES ASSEMBLÉES PARLEMENTAIRES

Art. 1er. — Est expressément constatée la nullité de l'acte dit loi du 14 décembre 1942. Toutefois, la constatation de cette nullité ne porte pas atteinte aux effets découlant de son application antérieure à la date de la présente loi.

Art. 2. — Les services accomplis dans les cadres des administrations des Assemblées parlementaires, dûment validées dans les conditions prévues pour les services civils par l'article 10 de la loi du 14 avril 1924 et l'article 8 (paragraphe 1er, 3°) de la loi du 20 septembre 1948, sont pris en compte dans la constitution du droit à pension et dans la liquidation de la pension des fonctionnaires de l'Etat.

# ANNEXE N° 454

(Session de 1949. — Séance du 9 juin 1949.)

RAPPORT fait au nom de la commission de la France d'outre-mer sur la proposition de résolution de M. Durand-Réville tendant à inviter le Gouvernement à élaborer d'urgence un programme de **conversion** de la **forêt gabonaise** en **forêt** pure d'**okoumés**, par M. Lagarrosse, sénateur (1).

Mesdames, messieurs, la proposition de résolution n° 252 est la reprise d'une proposition de même nature, déposée sur le bureau du Conseil de la République par notre honorable collègue, M. Durand-Réville, à la fin de la précédente législature.

L'encombrement de l'ordre du jour n'avait pas permis votre commission d'en poursuivre l'étude, et, par conséquent, au Conseil de la République d'en délibérer.

L'intérêt qu'elle présente pour la mise en valeur de l'Union française est tel qu'elle ne doit plus être différée.

Parmi les richesses que contiennent les territoires de l'Union française, l'okoumé du Gabon tient une place de choix.

La production annuelle, pendant les années 1935 à 1938, a varié de 288.000 à 407.000 t.

Il est intéressant de savoir que l'okoumé, dont le Gabon a le quasi monopole, est une des essences les plus appréciées par l'industrie du déroulage et du tranchage, ce qui lui assure des débouchés considérables pour la fabrication des panneaux contreplaqués de choix.

En dehors de cette utilisation pour les arbres de qualité, le reste de la production trouve un débouché facile pour l'approvisionnement des scieries et des usines de panneaux de fibre.

L'industrie de la cellulose, qui apprécie beaucoup l'okoumé, pourrait également absorber les déchets pour ses fabrications.

Il est donc incontestable que du point de vue technique, il y a tout intérêt à développer au maximum la production de ce bois, qui nous paraît le seul capable (après aménagement convenable de la forêt) de concurrencer les résineux que nous importons aujourd'hui des pays nordiques en quantités considérables, au détriment de notre balance commerciale.

D'autre part, les réserves d'okoumé ne représenteraient, d'après certains techniciens qualifiés, que 5 à 6 millions de tonnes de bois exploitables; il y a donc urgence à mettre ce plan d'aménagement en route.

Les résultats des recherches de la direction des forêts du ministère de la France d'outre-mer, ainsi que du service forestier du Gabon permettent de conclure que ce travail serait non seulement souhaitable, mais particulièrement rentable.

Il ressort des études qui ont été faites que les frais d'aménagement, largement calculés, seraient remboursés très rapidement par la production qui de 300.000 tonnes passerait ainsi annuellement à environ 8 millions de mètres cubes.

Sans doute ceci représente un gros effort, et ce, pendant 50 ans, puisque l'aménagement de 40.000 hectares annuellement reviendrait à environ 300 millions sur les prix d'aujourd'hui, mais procurerait un rendement annuel de 20 milliards calculés sur les mêmes bases.

Nous ne pensons pas qu'il existe beaucoup d'investissements dans l'Union française qui soient plus rentables que ceux-ci.

Il ne faut pas oublier que jusqu'à ce jour l'A. E. F., et spécialement le Gabon, ont été beaucoup trop négligés et que la richesse de ce territoire réside essentiellement dans la mise en valeur de sa production forestière.

Nous ne rappellerons que pour mémoire, qu'avec une production réduite à une moyenne de 300.000 tonnes, les recettes des diverses taxes forestières du Gabon alimentaient, en 1937 et 1938, le budget de l'A. E. F. à concurrence de 12 p. 100, et il est incontestable que les recettes diverses prélevées sur une production de 8 millions de mètres cubes donneraient à ce territoire les moyens nécessaires à sa prospérité.

L'avenir des populations indigènes est conditionné par cette mise en valeur, qui permettrait une sérieuse augmentation de leur standard de vie.

Les motifs exposés paraissent suffisants à votre commission de la France d'outre-mer, pour demander au Conseil de la République d'adopter la proposition de résolution suivante:

PROPOSITION DE RESOLUTION

Le Conseil de la République invite le Gouvernement à s'inspirer des résultats des observations et des expériences du service forestier de l'Afrique équatoriale française démontrant que grâce aux qualités sylvicoles remarquables de l'okoumé, il serait préférable de transformer, en quelques dizaines d'années, le Gabon maritime, en l'un des pays forestiers les plus riches des régions tropicales, et à prendre, avec le concours des assemblées locales intéressées et du F.I.D.E.S., toutes dispositions utiles, techniques et financières pour élaborer d'urgence un vaste programme de conversion de la forêt gabonaise en une forêt d'okoumé et pour exécuter ce programme par tranches quinquennales.

(1) Voir le n°: Conseil de la République: 252 (année 1949).

# ANNEXE N° 455

(Session de 1949. — Séance du 9 juin 1949.)

RAPPORT fait au nom de la commission des pensions (pensions civiles et militaires et victimes de la guerre et de l'oppression) sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif à la **réparation des dommages physiques subis par les jeunes travailleurs** provenant de l'organisation dite **« chantiers de jeunesse »** par le fait ou à l'occasion de leur service dans les formations encadrées du **ministère de la production industrielle,** par M. Radius, sénateur (1).

Mesdames, messieurs, le projet de loi qui nous est soumis aujourd'hui et qui a été adopté par l'Assemblée nationale dans sa séance du 1er avril 1949, tend à étendre les dispositions de la loi du 31 mars 1919 (appliquées aux jeunes gens des chantiers de jeunesse par la loi validée n° 850 du 9 septembre 1942) sur les pensions militaires, aux formations encadrées du ministère de la production industrielle.

En effet, lorsqu'en 1943 les Allemands demandèrent la réduction massive des chantiers de la jeunesse pour envoyer nos jeunes gens en Allemagne, les chantiers créèrent un « secteur bleu » en convertissant une partie de leurs formations en compagnie d'ouvriers encadrées. Ces formations, comprenant environ 20.000 jeunes gens, furent prises en charge par le ministère de la production industrielle.

La loi validée n° 850 du 9 septembre 1942 ayant omis parmi les bénéficiaires les jeunes gens du « secteur bleu » dont le mode d'existence était le même que celui des chantiers et qui étaient exposés aux mêmes risques, la présente loi a pour but de mettre fin à cette injustice.

Pour ces raisons, votre commission des pensions vous demande d'adopter le projet de loi suivant:

PROJET DE LOI

Art. 1er. — Le bénéfice de l'acte dit loi n° 850 du 9 septembre 1942, rendant applicables aux jeunes des chantiers de jeunesse les dispositions de la loi du 31 mars 1919 sur les pensions militaires d'invalidité, est maintenu:

*a*) Aux jeunes gens provenant de l'organisation dissoute dite « chantiers de la jeunesse » et affectés aux formations encadrées du ministère de la production industrielle, pour les infirmités contractées ou aggravées antérieurement au 15 juin 1944 par le fait ou à l'occasion du service.

*b*) A leurs veuves ou ascendants à raison des décès survenus à la suite des infirmités contractées ou aggravées antérieurement au 15 juin 1944 par le fait ou à l'occasion du service.

Art. 2. — Les pensions accordées par application de la présente loi ne sont pas cumulables avec les rentes, indemnités ou autres prestations qui pourraient être allouées au titre des mêmes infirmités ou du décès par application d'une autre loi et notamment de la législation des accidents du travail ou de celle des assurances sociales.

# ANNEXE N° 456

(Session de 1949. — Séance du 9 juin 1949.)

RAPPORT fait au nom de la commission des pensions (pensions civiles et militaires et victimes de la guerre et de l'oppression) sur la proposition de résolution de MM. Ferrant, Auberger, Dassaud, Amadou Doucouré, Pierre Marty, Patient et des membres du groupe socialiste tendant à inviter le Gouvernement à modifier l'article 1er du décret du 20 janvier 1940 relatif aux **pensions mili-**

(1) Voir les n°s: Assemblée nationale (1re législ.), 6455, 6808 et in-8° 1707; Conseil de la République, 326 (année 1949).

**taires** et à **abroger les dispositions frappant de forclusion** toute **demande en revision** d'une pension d'invalidité concédée à titre définitif pour infirmité résultant d'une maladie lorsque cette demande, **motivée par l'aggravation** de l'invalidité, est faite plus de cinq ans après la concession de la pension définitive, par M. Auberger, sénateur (1).

Mesdames, messieurs, les textes relatifs au droit à réparation des victimes de la guerre sont divers et nombreux. Mais la loi qui reconnait solennellement le droit à pension des invalides de guerre et constitue en quelque sorte leur charte, est la loi du 31 mars 1919. Cette loi, votée en faveur de ceux qui, au service de la nation, ont perdu tout ou partie de leurs forces physiques ou intellectuelles, est une loi de réparation et non une loi d'assistance.

Aussi, le législateur de 1919 a-t-il tenu à inscrire, en son article liminaire, la formule bien connue:

« La République, reconnaissante envers ceux qui ont assuré le salut de la patrie... »

Ladite loi fut l'objet, de la part du Parlement, d'une étude particulièrement approfondie et bienveillante et il semble bien qu'à l'origine, son application n'ait donné lieu à aucune critique importante.

L'article 68 de la loi prévoyait d'ailleurs la possibilité et les conditions de revision des pensions d'invalidité. En voici le texte:

« Les pensions d'infirmité définitives peuvent être revisées si le taux de l'invalidité s'est accru de 10 p. 100 au moins depuis l'époque de la concession de la pension, à condition:

« 1° Que le supplément d'invalidité soit exclusivement applicable à la blessure ou à la maladie constitutive de l'infirmité pour laquelle la pension a été accordée;

« 2° Que l'intéressé demande la revision dans les cinq années qui suivent la concession de la pension définitive. »

La première condition fixée par la loi, celle qui se rapportait à l'origine de l'invalidité, apparut comme parfaitement justifiée et ne donna lieu à aucune observation.

La seconde, en revanche, qui fixait le délai de revision, si elle ne fut l'objet d'aucune contestation pendant les cinq années qui suivirent la fin de la guerre 1914 1918, provoqua un nombre accru de réclamations à partir du moment où le délai de forclusion quinquennale vint à expiration, supprimant automatiquement le droit à obtention de pension ou à simple revision.

C'est dans ces conditions que le Parlement fut appelé à voter la loi du 9 janvier 1926 qui, d'une part, fixait au 31 décembre 1928 le délai limite pour solliciter le droit à pension pour invalidité de guerre et, d'autre part, supprimait totalement le délai de cinq années prévu par la loi du 31 mars 1919 pour être autorisé à solliciter la revision d'une pension.

En voici, d'ailleurs, le texte en son article premier:

« Il est ouvert un délai supplémentaire jusqu'au 31 décembre 1928, pour la présentation, au titre de la loi du 31 mars 1919, des demandes de pensions d'invalidité, lorsque les infirmités invoquées sont imputables au service accompli pendant la guerre 1914-1918, à charge pour les intéressés de faire, par tous les moyens, la preuve de cette imputabilité.

« En cas d'aggravation d'infirmités imputables à la guerre 1914-1918, aucune limitation de délai n'est composée pour les demandes en revision de pensions formulées au titre de l'article 68 de la loi du 31 mars 1919. »

En application de cette législation nouvelle, les anciens combattants et victimes de la guerre qui avaient omis jusque là de faire constater une infirmité ancienne ou récente imputable à la guerre étaient admis à faire valoir leur droit à pension pour laquelle le délai de forclusion quinquennal pour revision de pension était supprimé.

Ces deux mesures équitables furent maintenues jusqu'en 1940.

Mais il n'est point d'œuvre humaine, si étudiée soit-elle, que l'on puisse admettre comme parfaite et définitive.

L'expérience consécutive à l'application des dispositions réglementaires fit ressortir quelques erreurs et aussi parfois des interprétations abusives.

C'est pour remédier aux erreurs et mettre fin aux abus qu'intervint le décret du 20 janvier 1940 dont l'exposé des motifs s'exprimait ainsi:

« Le droit reconnu aux invalides de demander la revision pour aggravation des pensions définitives doit être maintenu, mais l'expérience montre qu'il faut l'entourer de certaines garanties.

« Celles-ci seront trouvées dans l'établissement d'un délai de cinq ans à l'expiration duquel les demandes ne seront plus recevables pour les infirmités résultant de maladies. »

L'article 5 apportait d'ailleurs les précisions suivantes:

« Les demandes de pensions au titre de la loi du 31 mars 1919 et des lois subséquentes doivent être présentées dans le délai de cinq ans qui suit, soit la constatation de l'infirmité, soit la cessation des services, soit le décès.

« Toutefois, lorsque l'infirmité ou le décès résulte de blessures provenant d'événements de guerre ou d'accidents éprouvés par le fait ou à l'occasion du service, les demandes de pension sont recevables sans limitation de délai.

« Les demandes de pension d'ascendants sont, dans tous les cas, recevables sans limitation de délai.

« Les anciens titulaires d'une pension temporaire d'au moins 25 p. 100 pour maladie, dont la pension a cessé d'être servie en raison de l'abaissement du degré d'invalidité au-dessous du taux indemnisable, peuvent, en cas d'aggravation de l'infirmité pour laquelle ils avaient été pensionnés, remettre à nouveau en instance une demande de pension, pendant un délai de cinq ans à dater de l'expiration de leur dernière pension temporaire. »

Ainsi, le décret du 20 janvier 1940, pris avec l'intention louable de fixer des garanties afin d'éviter des erreurs et de supprimer des abus, créait en définitive parmi les invalides de guerre deux catégories:

Celle des invalides par blessure ou mutilation qui conservait tous ses droits;

Celle des invalides pour cause de maladie qui, sous prétexte de quelques cas isolés d'irrégularités constatées ou non, se voyait durement pénalisée par une sanction injuste et inhumaine.

En effet, si l'invalide qui sollicite régulièrement une demande d'augmentation de son taux d'invalidité, justifiée ou non, conserve tous ses droits, en revanche, l'invalide négligent, parce qu'il lui répugne de toujours réclamer, ou de bonne foi, parce qu'il se croit en bonne santé, perd ses droits s'il omet de faire un appel de revision dans un délai de cinq ans après la constatation du taux d'invalidité et de la concession de pension.

Cette disposition frappe particulièrement ceux des invalides de guerre dont la maladie évolue brusquement, sans que la médecine même ait pu prévenir cette évolution, et entraîne une aggravation de l'invalidité.

Chacun d'entre nous connaît la douloureuse situation de ces nombreux bronchiteux du front qui sont devenus tuberculeux et n'ont que des pensions aux pourcentages dérisoires: de ces combattants perclus de rhumatismes, de paludéens devenus totalement infirmes, à qui l'ingrate Patrie qu'ils ont défendue et au service de laquelle ils ont contracté leur maladie, refuse le droit sacré de reviser leur pension initiale.

La proposition de résolution qui fait l'objet de ce rapport citait quelques exemples typiques. En voici quelques autres, plus éloquents que toute argumentation pour dépeindre la grande détresse des victimes de la forclusion quinquennale:

« F.... à P.... est pensionné à 40 p. 100 pour rhumatismes, il a maintenant une ankylose complète des membres inférieurs et des hanches, une raideur de la colonne vertébrale. C'est un invalide complet qui doit se contenter d'une pension de 17.560 F par an.

« R.... à T.... pensionné pour tuberculose pulmonaire; par infiltration, un rein est devenu tuberculeux. Une opération est nécessaire, il ne peut pas être pensionné malgré la relation médicale incontestable: délai de cinq ans. Une opération est jugée indispensable; comme il ne peut y avoir droit à pension, il n'y aura pas droit aux soins hospitaliers et chirurgicaux.

« M.... de P. de B.... qui fut pensionné pour troubles pulmonaires. A l'occasion d'une visite de renouvellement, la pension fut supprimée. M...., ne demanda plus rien; son état s'aggravant, pendant plusieurs années, il se soigna à ses frais. Il est aujourd'hui tuberculeux. Rien à faire: délai de cinq ans. »

Voici maintenant la situation des victimes de la guerre de 1939-1945:

« B.... à C.... fut hospitalisé pour pleurite après les opérations de 1940. La commission de réforme de Bergerac, le 3 septembre 1940, prononça la réforme mais sans pension. Pendant les années qui suivirent, la santé fut de plus en plus médiocre; actuellement, l'état de santé s'est aggravé. La demande n'est pas recevable parce que présentée plus de cinq ans après le retour dans les foyers.

« L.... à U.... est atteint de troubles pulmonaires, suite de pleurésie dont l'imputabilité au service fut admise par une commission de réforme, mais laquelle estima l'invalidité à moins de 10 p. 100. L'état s'est depuis très aggravé, une commission ayant estimé les troubles à 60 p. 100. Présentée plus de cinq ans après le retour dans les foyers, cette demande n'est pas recevable. Pas droit à pension, ni aux soins gratuits, bien que l'origine ne soit pas discutée. »

A plusieurs reprises le Parlement s'est préoccupé de ces cas lamentables et de nombreuses propositions de loi ou de résolution ont été déposés sur le bureau des assemblées.

Mais le décret du 20 janvier 1940 subsiste et avec lui les iniquités, les souffrances physiques et morales, les misères, les deuils qu'il entraîne.

Votre commission des pensions regrette que cette législation néfaste pour une catégorie de victimes de la guerre et indigne de la générosité traditionnelle de la France ait pu subsister si longtemps.

Elle rappelle que, si l'invalidité de guerre pour blessure est souvent plus glorieuse, l'invalidité de guerre par maladie contractée au combat, en captivité, dans les prisons et les camps de mort, est souvent plus sournoise et plus pernicieuse dans ses conséquences.

Elle demande pour toutes les victimes de la guerre, quelle que soit la cause de leur invalidité, les mêmes droits à réparation, droits sacrés et imprescriptibles.

Elle insiste afin que disparaisse définitivement l'immense injustice qui a frappé des combattants authentiques et souvent héroïques en les empêchant de se soigner, en les privant de leur droit à la subsistance et à la vie. A l'unanimité, elle demande au Conseil de la République d'adopter la proposition de résolution suivante:

PROPOSITION DE RESOLUTION

Le Conseil de la République invite le Gouvernement à modifier l'article 1er du décret du 20 janvier 1940 relatif aux pensions militaires et à abroger les dispositions frappant de forclusion toute demande en revision d'une pension d'invalidité concédée à titre définitif pour infirmité résultant d'une maladie lorsque cette demande, motivée par l'aggravation de l'invalidité, est faite plus de cinq ans après la concession de la pension définitive.

(1) Voir le n°: Conseil de la République, 125 (année 1949).

## ANNEXE N° 457

(Session de 1949. — Séance du 9 juin 1949.)

RAPPORT fait au nom de la commission de la France d'outre-mer sur la proposition de résolution de MM. Serrure, Liotard, Zafimahova, Randria et Totolehibe, tendant à inviter le Gouvernement à déposer d'urgence un projet de loi portant ouverture

de **crédits** en vue de venir en **aide** aux **victimes** du **cyclone** survenu le 7 mars 1949 sur la **côte Est de Madagascar,** et notamment dans la région de **Tamatave,** et d'assurer la **reconstruction des ouvrages détruits** par cet ouragan, par M. Serrure, sénateur (1).

Mesdames, messieurs, votre commission de la France d'outre-mer m'a confié le soin de rapporter la proposition de résolution que j'avais déposée sur le bureau du Conseil de la République le 8 avril dernier avec mes collègues de Madagascar.

Elle demande au Conseil d'inviter le Gouvernement à déposer d'urgence un projet de loi portant ouverture de crédits en vue de venir en aide aux victimes et d'assurer la reconstruction des ouvrages détruits par le cyclone du 7 mars.

Le texte en ayant été publié, je ne vois pas l'utilité d'insister sur l'exposé des motifs, si ce n'est pour rectifier une erreur matérielle qui s'est glissée dans le texte imprimé. L'assemblée représentative de Madagascar a en effet voté d'urgence un crédit de 20 millions pour parer aux premières nécessités et non la somme de 200 millions qui avait été indiquée. J'ajoute que ce crédit ne rentre pas dans le cadre des possibilités budgétaires locales.

Ce cataclysme dont Madagascar a dû subir les redoutables effets date bientôt de quatre mois et, suivant les derniers renseignements que j'ai recueillis, la liaison détruite n'est toujours pas rétablie, même par des ouvrages provisoires, entre les hauts plateaux et la côte Est de la région de Tamatave, notre grand port d'approvisionnement et d'exportation. Je soupçonne un manque de coordination entre les services locaux des travaux publics des chemins de fer et du génie. C'est pourquoi mes collègues et moi-même demandons instamment au Gouvernement de faire d'extrême urgence le nécessaire pour l'édification d'un ouvrage moderne définitif susceptible de résister aux plus fortes crues et capable d'assurer le ravitaillement des régions intéressées dont l'économie générale ne doit pas être menacée à chaque saison des pluies par la montée des eaux.

Me référant au vote unanime du précédent Conseil de la République à la suite du cyclone de la Réunion du premier semestre 1948, je vous demande, au nom de votre commission, un vote unanime sur le texte suivant:

PROPOSITION DE RESOLUTION

Le Conseil de la République, ému des conséquences du cyclone survenu le 7 mars à Madagascar, invite le Gouvernement à déposer d'urgence un projet de loi portant ouverture de crédits en vue de venir en aide aux victimes et d'assurer la reconstruction des ouvrages détruits par cet ouragan.

## ANNEXE N° 458

(Session de 1949 — Séance du 9 juin 1949.)

RAPPORT fait au nom de la commission de la famille, de la population et de la santé publique sur la proposition de loi, déposée au Conseil de la République, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à permettre la pratique de la **greffe de la cornée** grâce à l'aide de **donneurs d'yeux volontaires,** par M. Bernard Lafay, sénateur (2).

Mesdames, messieurs, la proposition de loi qui est aujourd'hui soumise à votre examen, va demander de ma part un rappel de quelques explications techniques, rappel dont je m'excuse par avance.

La greffe de la cornée, dont il est question dans cette proposition est aujourd'hui bien connue de tous, et spécialement des membres du Conseil de la République, qui ont déjà été amenés à consacrer à cette question un examen attentif.

Je rappellerai qu'il s'agit là d'une des opérations les plus extraordinaires de la chirurgie moderne, et qui a permis dans nombre de cas la guérison d'une affection aux conséquences particulièrement redoutables: la cécité.

A cause minime, effets terribles. Cette formule est, hélas, trop bien adaptée à la question qui nous intéresse. Le cas est en effet plus fréquent qu'on ne pense où la perte de la vue est due à une lésion pourtant minime de l'œil: l'opacification de la cornée.

Comment se produit ce phénomène? On sait que la cornée est cette fine membrane, transparente comme cristal, qui recouvre le devant de l'œil et qu'on pourrait fort bien comparer à une enveloppe de cellophane. Devant la pupille, ce trou de l'œil par où pénètrent les rayons lumineux, pour aller impressionner la rétine, la cornée forme une véritable vitre. Qu'il survienne à cet endroit un accident, même minime (petite blessure, brûlure, ou encore maladie attaquant la cornée) et la membrane détruite va être remplacée par une cicatrice opaque ou « taie ». Le passage des rayons lumineux est obstrué: l'œil est devenu aveugle.

Contre les redoutables conséquences de cet accident, la médecine était demeurée jusqu'à présent désarmée. C'est que la cornée présente la propriété de ne jamais se renouveler d'un bout de la vie à l'autre, contrairement à la peau qui se cicatrise facilement — une cornée détruite est donc perdue irrémédiablement.

Il a fallu les audaces de la chirurgie moderne pour que l'on ose s'attaquer au problème de la guérison de la taie pupillaire, et à la restauration de la vue dans le cas de cécité par l'opacification de la cornée. Grâce, en particulier, à l'important concours scientifique apporté par un ophtalmologiste français, une méthode a été trouvée qui permet de remplacer la fraction de cornée par une cornée saine et transparente, recouvrant l'orifice pupillaire. Ainsi à une vitre dépolie, on substitue une vitre transparente. C'est la « greffe de la cornée » et son merveilleux résultat: la restauration de la vue chez les aveugles.

L'opération, on le conçoit, est délicate. Elle consiste à découper, en avant de la pupille, un petit carré ou un petit cercle de la cornée malade, de façon à dégager l'orifice pupillaire, et à le remplacer par un « greffon » identique de cornée saine. L'expérience montre que ce greffon, une fois appliqué, ne tarde pas à se souder de lui-même au reste de la cornée avec laquelle il fait corps. Doté d'une transparence, l'œil reçoit à nouveau la lumière. L'aveugle est redevenu « voyant ».

La difficulté technique résultant de l'opération une fois résolue, il fallait trouver des « greffons » de cornée saine. Or, l'on ne pouvait compter sur des prélèvement d'animaux, qui ne peuvent être transplantés sur l'homme. La seule source possible de « greffons » était donc le cadavre humain, le tissu cornée ne « mourant » que quelques heures après la mort de l'individu. Si l'on prélève donc la cornée deux ou trois heures après la mort, on est sûr de disposer d'un greffon vivant qui pourra rendre la vue à un aveugle.

C'est ici que s'élève la grande difficulté rencontrée par les ophtalmologistes français dans la pratique de l'opération: j'ai nommé la réglementation, spécialement celle qui régissait la pratique des autopsies et des prélèvements sur le cadavre. Cette réglementation très stricte interdisait en effet tout prélèvement sur un cadavre moins de vingt-quatre heures après la mort. Or, nous avons vu plus haut que le prélèvement de cornée doit être effectué dans les quelques heures suivant celle-ci.

Passant outre la réglementation, plusieurs ophtalmologistes français — et non des moindres — n'hésitèrent pas à effectuer malgré tout, les prélèvements nécessaires, après avoir pris, bien entendu, toutes précautions utiles pour vérifier la réalité du décès. C'est ainsi que furent pratiquées des opérations « clandestines » qui ne manquèrent pas de mettre le chirurgien dans une bien délicate situation.

C'est ainsi que, sur notre proposition, le Conseil de la République crut devoir se saisir de la question et vota, le 5 juin 1947, une résolution invitant le Gouvernement à modifier sur ce point la réglementation en vigueur.

Cette initiative de notre Assemblée devait être bientôt suivie d'effets, puisque, le 20 octobre 1947, un décret venait autoriser les prélèvements utiles à la science dans un délai inférieur aux vingt-quatre heures anciennement prévues. Afin d'apporter toutes garanties quant à la réalité du décès et de donner tous apaisements à ceux qui craignaient que des prélèvements fussent effectués sur des sujets en état de mort apparente, comme la léthargie par exemple, il était prévu que le décès devait être constaté par deux médecins employant « tous procédés reconnus valables par le ministre de la santé publique et de la population ». En outre, cette disposition était soumise à une restriction importante: le prélèvement ne pouvait être effectué que dans des hôpitaux agréés par le même ministre de la santé publique.

La première restriction était évidemment sage: il existe aujourd'hui des procédés permettant de reconnaître à coup sûr la réalité de la mort, et de la distinguer par suite d'un simple état de léthargie, tel, par exemple, le procédé qui consiste à injecter 20 cc. d'une solution de fluorescéine: en cas de mort apparente les tissus se colorent au bout d'une demi-heure (teinte jaune sur la peau, verte sur les conjonctives; en cas de mort réelle, rien ne se produit). Il était donc légitime de les appliquer dans le cas présent.

Par contre, la seconde restriction — celle qui imposait de n'effectuer les prélèvements que dans les hôpitaux agréés — s'est avérée particulièrement gênante en matière de donneurs volontaires, notamment lorsqu'il s'agit d'effectuer un prélèvement chez une personne ayant légué ses yeux par testament en vue de permettre la greffe chez un aveugle. Dans ce cas, en effet, il devient nécessaire — pour respecter le texte du décret — de faire transporter le corps du défunt dans un hôpital agréé, où sera effectué le prélèvement, le tout dans un délai de quelques heures au plus, si l'on veut que le greffon soit encore vivant et nullement altéré. On conçoit que ce sont là des conditions irréalisables dans la pratique et qui arrêtèrent le magnifique mouvement de volontariat qui se manifeste dès maintenant.

Car de nombreuses personnes, déjà, offrent leurs yeux pour les aveugles. Des offres nous sont parvenues ici même. Par ailleurs, une œuvre philantropique qui se consacre au développement de la greffe de cornée, la Banque française des yeux, recueille, elle aussi, sans cesse des offres de personnes généreuses désireuses de donner leurs yeux pour les aveugles.

Il est donc devenu nécessaire, et la Banque française des yeux le réclame impérieusement, d'assouplir la réglementation, afin de permettre d'effectuer sur le lieu même du décès, dans les quelques heures suivant celui-ci; le prélèvement des cornées léguées par les volontaires. Car, bien entendu, et je tiens ici à le réaffirmer de façon nette: il ne s'agit que des personnes ayant effectivement légué leurs yeux, par testament, en vue de la pratique de la « greffe de cornée ». La proposition de loi qui vous est soumise aujourd'hui, va justement permettre d'apporter à la législation toute la souplesse nécessaire. Désormais, le prélèvement pourra être effectué sur les lieux même du décès. Par ailleurs, il est évident que toutes les précautions ont été conservées, en vue de s'assurer de la réalité du décès. Comme dans le cas des hôpitaux agréés, la mort devra être certifiée par deux médecins. Ceux-ci signeront un procès-verbal mentionnant la date et l'heure du décès et devront, en outre, employer l'un des procédés reconnus valables par le ministre de la santé publique et de la population. On le voit, toutes garanties sont ainsi données aux donneurs d'yeux volontaires, et en particulier à ceux qui appréhendaient encore un hypothétique état de mort apparente ou de léthargie.

Ainsi, grâce au nouveau texte, le prélèvement des cornées chez les donneurs volontaires, après leur décès, va pouvoir devenir une heureuse réalité. Le vaste mouvement de volontariat qui se dessine va permettre de

(1) Voir le n°: Conseil de la République: 324 (année 1949).

(2) Voir les n°s: Conseil de la République, 735 (année 1948) et 419 (année 1949); Assemblée nationale (1re législ.), 5076, 6915 et in-8° 1784.

trouver des cornées pour tous les aveugles chez qui l'opération est médicalement possible.

Aucune objection d'ordre moral ne pouvant être soulevée, puisqu'il s'agit de volontariat, et toutes garanties techniques étant par ailleurs données, en ce qui concerne la vérification de la réalité du décès, nous vous demandons d'adopter la proposition de loi suivante:

PROPOSITION DE LOI

*Article unique.* — Les prélèvements anatomiques effectués sur l'homme en vue de la pratique de la kératoplastie (greffe de la cornée), peuvent être effectués sans délai et sur les lieux mêmes du décès chaque fois que le *de cujus* a, par disposition testamentaire, légué ses yeux à un établissement public ou à une œuvre privée pratiquant ou facilitant la pratique de cette opération.

Dans ce cas, la réalité du décès devra avoir été préalablement constatée par deux médecins qui devront employer tous procédés reconnus valables par le ministre de la santé publique et de la population. Ils devront signer un procès-verbal de constat de décès relatant notamment la date et l'heure du décès, ainsi que les procédés utilisés pour s'assurer de sa réalité.

# ANNEXE N° 459

(Session de 1949. — Séance du 9 juin 1949.)

RAPPORT fait au nom de la commission de la défense nationale sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif à la **reconstitution** des **listes d'ancienneté** des différents corps et cadres de l'**armée de l'air**, par M. le général Corniglion-Molinier, sénateur (1).

Mesdames, messieurs, avant d'aborder au fond l'examen du texte que vous propose votre commission de la défense nationale pour le projet de loi relatif à la reconstitution des listes d'ancienneté des officiers de l'armée de l'air, il semble nécessaire de prendre au moins un rapide aperçu chronologique du problème.

Par un décret du 4 octobre 1944, le Gouvernement a annulé purement et simplement toutes les nominations et promotions d'officiers de l'armée de l'air prononcées par le gouvernement dit de l'Etat français; le ministre responsable gardait cependant la faculté d'examiner individuellement le cas de chacun des ces officiers et de les rétablir éventuellement dans le grade qu'ils avaient perdu ainsi que de leur rendre tout ou partie de leur ancienneté. Cette mesure prise par décret ne semble pas, dès l'origine, avoir été considérée comme parfaitement valable puisque, le 1er août 1947, le Gouvernement déposait un projet de loi « en vue de rendre aux différents corps et cadres d'officiers de l'armée de l'air l'unité et la cohésion indispensables » en reconstituant leurs listes d'ancienneté. Ce projet, en fait, légalisait, sans le citer explicitement, le décret du 4 octobre 1944. C'est ce texte qui a fait l'objet du rapport du général Joinville déposé le 24 février 1948. Sur ces entrefaites, un arrêt du conseil d'Etat annulait, le 28 mai 1948, le décret du 4 octobre 1944, « considérant que, d'après la loi du 19 mai 1834 sur l'état des officiers, l'officier ne peut perdre son grade que pour des causes limitativement énumérées, parmi lesquelles ne figure pas celle qui a motivé le décret précité du 4 octobre 1944 » et « que seule une disposition législative pouvait dicter une mesure générale de cette nature, qui ne trouve pas de fondement dans l'ordonnance du 9 août 1944, relative au rétablissement de la légalité républicaine ». D'où un rapport supplémentaire présenté par le général Joinville proposant une nouvelle rédaction de l'article 1er qui contenait les mots : « compte tenu du maintien des mesures prévues par le décret du 4 octobre 1944 », mesures qui ainsi seraient rendues légales.

C'est ce dernier texte qui est soumis à votre examen.

(1) Voir les nos : Assemblée nationale (1re légis.): 2212, 3523, 5510 et in-8° 1663; Conseil de la République: 259 (année 1949).

Le problème qui se pose donc à vous est, brièvement résumé, le suivant: de toutes les nominations ou promotions d'officiers qui ont été faites depuis le 25 juin 1940, toutes d'ailleurs en application de la loi de 1834 sur l'état des officiers, seules celles prononcées depuis le 8 novembre 1942 par le gouvernement dit de l'Etat français ont été annulées, et ce par un décret, alors qu'une telle mesure devait être prise par voie législative.

Trois des officiers touchés par ces dispositions ont été rétablis dans leur ancienne situation à la suite de l'arrêt du conseil d'Etat annulant le décret en question. D'autres ont fait les démarches nécessaires pour être réintégrés dans leur ancien grade. Le projet de loi qui vous est soumis a pour but de légaliser les dispositions annulées pour vice de forme. La situation pourrait donc paraître parfaitement claire et il ne s'agirait en quelque sorte que d'une validation.

Mais, s'estimant — à juste titre du point de vue des formes — lésés dans leur carrière, les officiers touchés par le décret du 4 octobre 1944 ont élevé des protestations portant sur un double point de vue; ils considèrent comme inadmissible le procédé consistant à modifier par décret la loi sur l'état des officiers et ils voient là une grave menace pour la stabilité de cet état; ils voient, d'autre part, dans la mesure qu'ils ont subie, la source d'un grave préjudice de carrière et tout au moins d'un grave préjudice financier. Plusieurs solutions se présentaient alors à notre esprit: soit constater un état de fait et adopter sans modification le texte qui nous a été transmis par l'Assemblée nationale — et qui, du point de vue des formes, donnait à peu près satisfaction aux principes du droit — soit tenir compte de la seule annulation par le conseil d'Etat du décret de 1944 et confirmer toutes les nominations et promotions d'officiers faites depuis 1942; soit enfin tenir compte de la situation créée par l'application qui a été faite du décret et tenter cependant dans une certaine mesure de donner une réparation aux officiers qui, ramenés au grade inférieur, n'ont jamais reçu ou n'auront pas reçu d'avancement entre celle rétrogradation et leur départ de l'armée active (par dégagement des cadres ou par mise à la retraite).

Tel est le principe qui nous a amenés à ajouter deux alinéas à l'article 3 du projet; ce nouveau texte a deux buts: tout d'abord, il prévoit que les officiers visés ci-dessus sont, au jour de leur départ de l'armée active, nommés ou promus au grade qu'ils avaient perdu — c'est là une réparation d'ordre moral — votre commission a d'ailleurs prévu que cette nomination ou promotion, bien que faite au titre de l'armée active, ne modifiera cependant pas la limite d'âge que les officiers en question auraient atteints autrement et qu'elle ne risquera pas ainsi de perturber l'avancement dans l'armée de l'air ni les rappels à l'activité qui pourraient se faire au titre de la loi du 21 mars 1949. D'autre part, votre commission a également prévu que la solde de congé du personnel navigant, la solde de réforme ou la retraite des officiers intéressés seraient c a l c u l é s comme s'ils avaient perçu pendant leurs six derniers mois d'activité la solde afférente au grade qu'ils avaient perdu et qui leur est rendu au jour de leur départ de l'armée active. — Telle est la réparation d'ordre matériel qu'il semble équitable de donner à des serviteurs de l'Etat qui ont été nommés ou promus dans des conditions parfaitement légales, et qui, rappelons-le, avaient déjà effectué des versements pour retraite sur la solde de leur grade perdu.

Quant aux modifications apportées à l'article 1er, elles ont pour seul but de compléter une énumération de gouvernements.

En manière de conclusion, l'examen de ce projet de loi nous amène à présenter quelques remarques: il nous sera objecté que la formule que nous suggérons présente plusieurs défauts: la mesure proposée semble avoir un effet rétroactif, elle se trouve en contradiction avec le statut des officiers, elle ne suit pas les principes constants en matière de retraite. C'est un fait et ce sont là les principaux points à retenir, car il ne semble pas que ni l'argument administratif tiré des difficultés de liquidation de retraite ou de calcul de soldes de congé et de réforme sur de nouvelles bases, ni l'argument financier, aient une grande valeur quand il s'agit en fait d'une cinquantaine de personnes. Nous répondrons que notre rôle était difficile à remplir et que nous avons cherché une solution efficace essayant de concilier deux inconciliables. Nous dirons aussi combien le législateur se trouve mal à l'aise dans sa fonction quand celle-ci consiste à rendre légales après coup des dispositions annulées, ne fût-ce que pour la forme, par la plus haute juridiction de ce pays. Nous exprimons la crainte que pareil procédé, facile certes, mais combien dangereux, ne soit employé de nouveau. Nous insisterons enfin sur ce rôle de réflexion que nous a assigné la Constitution et dans le cadre duquel nous vous soumettons ces remarques.

C'est dans cet esprit que votre commission de la défense nationale unanime vous demande d'adopter le projet de loi suivant:

PROJET DE LOI

Art. 1er. — Les listes générales d'ancienneté d'officiers de l'armée de l'air des différents corps ou cadres, telles qu'elles résultent des nominations et promotions faites depuis le 25 juin 1940 par les autorités des forces françaises libres, le comité français de libération nationale, le gouvernement provisoire de la République française l'autorité de fait se disant gouvernement de l'Etat français — compte tenu du maintien des mesures prévues par le décret du 4 octobre 1944 et l'ordonnance du 30 octobre 1945 — et le gouvernement de la IVe République seront constituées et rendues publiques dans un délai de deux mois après la promulgation de la présente loi pour les officiers d'active et dans un délai d'un an après la promulgation de la présente loi pour les officiers de réserve.

Art. 2. — Dans l'établissement de ces listes, les dates de prises de rang qui ont pu être fixées, soit lors de leur intégration dans l'armée active aux officiers ayant pris part aux combats contre les puissances de l'axe dans des unités constituées en France (F. F. I. F. F. C.) ou hors de France, soit lors de la régularisation de leur situation aux officiers déportés, prisonniers de guerre ou en service en Extrême-Orient, soit enfin comme suite à l'épuration de l'armée, seront maintenues aux intéressés.

Art. 3. — Les modifications du rang d'ancienneté auxquelles pourra donner lieu la reconstitution prévue à l'article 1er n'entraîneront aucun rappel de solde et les trop-perçus ne seront pas repris.

Néanmoins, les officiers replacés dans un grade inférieur en application du décret du 4 octobre 1944 n'ayant reçu aucun avancement entre la date d'application de ce décret et la date de leur départ de l'armée active sont, à cette dernière date, nommés ou promus, au titre de l'armée active, au grade qu'ils avaient perdu; cette nomination ou promotion ne leur confère pas le bénéfice de la limite d'âge de ce grade; leurs droits à la solde de congé du personnel navigant et leurs droits à pension ou à solde de réforme sont calculés comme s'ils avaient perçu pendant leurs six derniers mois d'activité la solde afférente au grade perdu.

Les dispositions prévues à l'alinéa ci-dessus ne visent pas les officiers ayant fait l'objet d'une sanction non rapportée prise en application de l'ordonnance du 27 juin 1944 sur l'épuration administrative.

# ANNEXE N° 460

(Session de 1949. — Séance du 9 juin 1949.)

PROPOSITION DE RESOLUTION tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence les mesures nécessaires: 1° pour ramener, dans un délai restreint, les **effectifs de fonctionnaires** et **agents des administrations**, ainsi que le **nombre des voitures automobiles** mises à la disposition des différents services, au chiffre existant au 1er janvier 1939; 2° pour libérer sans délai les

**hôtels particuliers** et les **appartements à usage d'habitation** encore occupés par les administrations et organismes nés des circonstances, présentée par M. Cornu, sénateur. — [Renvoyée à la commission de l'intérieur (administration générale, départementale et communale, Algérie).]

EXPOSE DES MOTIFS

Mesdames, messieurs, depuis 1940, l'administration française a subi de nombreuses réformes de structure qui en ont profondément modifié la physionomie. Jusqu'à cette date, conformément à sa définition classique, l'Etat s'était borné à rendre la justice, organiser la défense nationale, donner l'instruction, gérer son domaine, administrer les finances publiques. En raison des circonstances nées de la guerre et de l'occupation, l'Etat s'est chargé d'assurer le ravitaillement de la Nation, de réglementer et de contrôler la production et la circulation des objets de consommation, de reconstruire les régions sinistrées et d'assurer le relogement d'innombrables personnes sans abri. En outre, dès le lendemain de la Libération, une doctrine nouvelle du rôle de l'Etat a prévalu. Il est apparu que des entreprises industrielles soumises jusqu'ici au régime de la propriété privée, devaient être exploitées et dirigées par l'Etat considéré comme seul capable de les gérer dans le seul intérêt général. Telle est la pensée qui a inspiré la politique dite des nationalisations, appliquée au gaz, à l'électricité, aux exploitations minières et aux usines d'aviation. De plus, l'institution de la sécurité sociale a pratiquement mis à la charge de l'Etat tous les risques découlant pour les particuliers de la maladie, de la vieillesse et des risques professionnels de tout genre.

Cette extension des attributions de l'Etat a entraîné la prolifération des services administratifs et la multiplication du nombre des fonctionnaires et agents de toute catégorie. Aux fonctionnaires des administrations classiques (intérieur, finances, défense nationale, etc...) sont venus s'ajouter les employés et ouvriers des entreprises nationalisées dont le statut s'apparente très étroitement à celui des agents des services administratifs et dont les avantages de carrière et de retraite sont parfois supérieurs à ceux de ces derniers. En outre, aux fonctionnaires de l'Etat, des collectivités publiques et des administrations annexes, recrutés par la voie du concours ou en vertu de la législation sur les emplois réservés, sont venus s'ajouter, à titre temporaire et pour faire face aux nouveaux besoins nés des circonstances, de nombreux agents dont le statut obéissait à des modalités différentes, selon qu'ils étaient recrutés à titre contractuel ou à titre auxiliaire. Enfin, il y a lieu de constater que, sous prétexte de préoccupation doctrinale, mais, en réalité, pour des motifs de surenchère politique, les grands partis au pouvoir depuis la Libération ont créé de nombreux services dont les emplois étaient réservés à des militants, étrangers à l'administration, mais qui venaient concurrencer dans leur carrière, avec des avantages parfois supérieurs aux leurs, les fonctionnaires des cadres permanents.

A la multiplication des fonctionnaires, s'est ajoutée une augmentation considérable des véhicules automobiles mis à la disposition des différentes administrations. Avant 1939, tous les ministères, toutes les grandes administrations publiques étaient dotés d'un parc dont l'importance était fonction de leurs besoins les plus indispensables. En outre, à titre tout à fait exceptionnel, et pour des raisons de service, les ministres, les hauts fonctionnaires, certains chefs de service en nombre strictement limité pouvaient disposer d'une voiture. Par contre, depuis la Libération, la dotation en véhicules automobiles des services administratifs a atteint des chiffres exagérés qui dépassent leurs besoins réels. On a même connu des agents peu scrupuleux qui utilisaient pour leurs besoins personnels les véhicules affectés à leur administration alors que la circulation automobile faisait l'objet des restrictions les plus draconiennes.

On conçoit que de tels abus n'aient pas manqué d'avoir les répercussions les plus graves sur les finances publiques. Les budgets de l'Etat, des collectivités publiques et même des administrations annexes sont lourdement obérés du fait de la prolifération des services, de la multiplication des emplois et de la mise en circulation d'un nombre trop considérable de moyens de transport. Le souci de rétablir un équilibre réel dans les finances publiques et d'alléger le poids d'une fiscalité qui pèse de plus en plus lourdement sur les contribuables exige impérieusement que l'on réalise dans les délais les plus brefs, des suppressions de nombreux services, des compressions rigoureuses de personnel, la réduction du nombre d'automobiles en circulation au minimum strictement indispensable aux besoins réels des administrations.

Le salut des finances publiques, la stabilité de la monnaie nationale exigent impérieusement que l'on revienne progressivement, pour les fonctionnaires et assimilés de toutes catégories, aux effectifs en vigueur au 1er janvier 1939 et, pour les voitures automobiles, aux chiffres prévus par les états établis à la même date. Une telle mesure aura pour effet de ranimer l'économie nationale, en remettant à la disposition de l'industrie privée le personnel licencié des administrations publiques. Pour être réellement efficace, elle devra être suivie du retour à l'exploitation privée des entreprises de caractère industriel dont la gestion par l'Etat s'est avérée déficitaire et ruineuse pour les fonds publics.

Toutefois, avant de procéder aux compressions, il est indispensable de connaître d'une manière rigoureusement exacte pour l'Etat, les collectivités publiques, administrations annexes, entreprises nationalisées, l'effectif réel des fonctionnaires et agents de toutes catégories en exercice, ainsi que le nombre de voitures automobiles au 1er janvier 1939 et au 1er janvier 1949.

Nous vous demandons, en conséquence, d'adopter la proposition de résolution suivante:

PROPOSITION DE RESOUTION

Le Conseil de la République, afin de procéder à l'examen des mesures de compressions exigées par la situation des finances publiques, invite le Gouvernement à faire prendre d'urgence les mesures nécessaires:

1° Pour ramener l'effectif des fonctionnaires et agents de toutes catégories et de tous services pour l'Etat, les départements, les communes, les différentes administrations annexes, ainsi que pour toutes les entreprises commerciales et industrielles du secteur public, à l'exception des agents jugés nécessaires pour l'application des lois sociales, au chiffre existant au 1er janvier 1939;

2° Pour ramener le nombre des voitures automobiles qui ont été mises à la disposition des différentes administrations et entreprises publiques à un chiffre voisin de celui existant au 1er janvier 1939;

3° Pour rendre dans le délai d'un an tous les hôtels particuliers et appartements occupés par les administrations à leur destination normale.

# ANNEXE N° 461

(Session de 1949. — Séance du 9 juin 1949.)

AVIS présenté au nom de la commission des moyens de communication, des transports et du tourisme sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif à diverses **dispositions d'ordre économique** et **financier,** par M. Lodéon, sénateur (1).

EXPOSE DES MOTIFS

Mesdames, messieurs, votre commission des moyens de communication, qui avait demandé à être saisie pour avis du projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif à diverses dispositions d'ordre économique et financier, a examiné, dans sa séance du 9 juin 1949, les modifications apportées par votre commission des finances au chapitre III, articles 5, 5 *bis*, 6 et 7 de ce projet, concernant les dispositions relatives à la S.N.C.F. et aux transports, lesquelles étaient du domaine de sa compétence.

Elle a, tout d'abord, suivi votre commission des finances en adoptant tel quel le texte de l'article 5, relatif au blocage d'une somme de 15 milliards de francs sur les autorisations de payement accordées à la S.N.C.F. par l'article 12 de la loi n° 49-482 du 8 avril 1949, en insistant sur le fait que ces blocages ne pourraient, en aucun cas, « porter sur les travaux en cours et dont l'achèvement contribuerait à réduire les frais de gestion de la S.N.C.F. ».

Il en a été de même pour l'article 5 *bis*, ayant trait à l'obligation faite à la S.N.C.F. de ne « prendre ou maintenir une participation dans une entreprise quelconque qu'après y avoir été autorisée par une loi ». Le nouveau texte de la commission des finances du Conseil de la République lui a semblé respecter davantage les droits du Parlement en cette matière que le texte adopté par l'Assemblée nationale.

L'article 6, posant le problème de la coordination des transports et prévoyant la mise en œuvre des principes généraux de cette coordination, grâce à un décret pris en conseil des ministres, sur le rapport du ministre des travaux publics, des transports et du tourisme, le conseil d'Etat entendu et le conseil supérieur des transports auparavant consulté, avait été disjoint par votre commission des finances soucieuse de sauvegarder, ici encore, les prérogatives des assemblées parlementaires et pensant que le vote prochain de la loi portant coordination des transports n'autorisait pas ces mesures dans l'immédiat.

Cette argumentation a été reprise par la minorité de votre commission des moyens de communication, arguant de la difficulté qui existe à réaliser immédiatement et cette coordination, dont M. le ministre des travaux publics lui-même a dit qu'elle était une œuvre de longue haleine, et le déclassement de certaines lignes ferroviaires reconnues déficitaires.

La majorité, au contraire, en marquant la réalité des garanties présentées par le texte du présent projet de loi: propositions du conseil supérieur des transports, consultation du conseil d'Etat, décret pris en conseil des ministres sur le rapport du ministre compétent, obligation de la procédure d'urgence en cas de recours devant le conseil d'Etat..., a pensé qu'il fallait revenir, dans son ensemble, au texte de l'Assemblée nationale, en s'écartant de toute défense des intérêts particuliers, ce qui n'empêchait pas — par ailleurs — de légères modifications susceptibles d'amodier le texte primitif pour le rendre plus cohérent et pour éviter, dans ce domaine, toute précipitation regrettable.

Elle a donc rédigé ainsi le texte de l'article 6:

« Les transports par fer, par route, par navigation intérieure, par mer et par air devront être coordonnés et harmonisés de manière à assurer:

Les besoins des usagers;

La mise à la disposition de l'économie du pays, dans les conditions les plus avantageuses, de l'ensemble des moyens de transports dont elle peut avoir besoin, en quantité et en qualité, à l'exclusion de toutes dispositions pouvant entraver le développement du progrès technique;

L'utilisation du mode de transport qui, compte tenu de la valeur des services rendus aux usagers et des servitudes imposées par la condition de service public, entraîne pour la nation le coût de production réel minimum;

La coopération des modes de transports, lorsqu'un même service comporte l'utilisation successive de plusieurs d'entre eux.

Les mesures à prendre pour parvenir à ces fins devront toutefois tenir compte, le cas échéant, d'autres considérations d'intérêt national ou international.

La mise en œuvre des principes fixés par le présent article sera réalisée, sur le vu des propositions que le conseil supérieur des transports doit présenter en exécution de la loi du 3 septembre 1947, modifiée par celle du 14 janvier 1949, par décret pris en conseil des ministres sur le rapport du ministre des travaux publics, des transports et du tourisme, le conseil d'Etat entendu.

(1) Voir les nos: Assemblée nationale (1re législ.): 7220, 7245, 7269 et in-8° 1826; Conseil de la République: 414 et 451 (année 1949).

Ces décrets pourront comporter:

La fermeture partielle ou totale au trafic des voyageurs et des marchandises de certaines lignes de chemins de fer;

Leur déclassement différé;

La substitution, pour ces lignes, de services routiers aux services ferroviaires, cette substitution ne devant pas avoir pour effet de réduire systématiquement le trafic sur les lignes principales du chemin de fer;

La réglementation des conditions de sécurité et de commodité des divers modes de transports pour les mettre en harmonie les uns avec les autres;

L'ouverture de voies nouvelles à écartement normal, par utilisation de matériel des lignes supprimées et de l'infrastructure de lignes à voie d'écartement réduit;

La réglementation des conditions de liaison, d'exploitation technique et commerciale des divers modes de transports en tenant compte de la nécessité pour chacun d'eux d'assurer un équilibre réel de son exploitation.

En cas de recours devant le conseil d'Etat, la procédure d'urgence sera obligatoire ».

Pour les mêmes raisons, elle a maintenu le texte de l'article 7, voté par l'Assemblée nationale et qui avait été disjoint par votre commission des finances, article relatif aux dispositions financières de la convention du 31 août 1937 qui pourront, avant le 1er août 1949, faire l'objet d'avenants approuvés par décrets en conseil d'Etat.

En conclusion, votre commission des moyens de communication vous demande d'adopter les modifications qu'elle a cru devoir apporter au texte de votre commission des finances, modifications dont elle a expliqué la raison d'être et qu'elle soutiendra sous forme d'amendements, lors du vote des articles du projet de loi relatifs à la Société nationale des chemins de fer français et aux transports.

## ANNEXE N° 462

(Session de 1949. — Séance du 9 juin 1949.)

PROJET DE LOI adopté par l'Assemblée nationale relatif à la **réparation des dommages de guerre** intéressant les **betteraves** industrielles, **sucres** et **alcools** de betteraves, transmis par M. le président de l'Assemblée nationale à M. le président du Conseil de la République (1). — (Renvoyé à la commission de la reconstruction et des dommages de guerre.)

Paris, le 9 juin 1949.

Monsieur le président,

Dans sa séance du 3 juin 1949, l'Assemblée nationale a adopté un projet de loi relatif à la réparation des dommages de guerre intéressant les betteraves industrielles, sucres et alcools de betteraves.

Conformément aux dispositions de l'article 20 de la Constitution, j'ai l'honneur de vous adresser une expédition authentique de ce projet de loi, dont je vous prie de vouloir bien saisir, pour avis, le Conseil de la République.

Je vous prie de vouloir bien m'accuser réception de cet envoi.

Agréez, monsieur le président, l'assurance de ma haute considération.

*Le président de l'Assemblée nationale,*
Signé: EDOUARD HERRIOT.

L'Assemblée nationale a adopté le projet de loi dont la teneur suit:

PROJET DE LOI

*Article unique.* — Par dérogation à la loi n° 46-2389 du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre, la caisse de garantie des betteraves, des sucres et des alcools contre les risques de guerre, a seule qualité pour indemniser, dans les conditions fixées par la réglementation qui lui est propre, tous les dommages de guerre intéressant les betteraves industrielles, sucres et alcools de betteraves, survenus depuis la campagne 1939-1940 jusqu'à la campagne 1945-1946 incluse.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 3 juin 1949.

*Le président,*
Signé: EDOUARD HERRIOT.

(1) Voir les nos: Assemblée nationale (1re législ.): 5756, 6591 et in-8° 1825.

## ANNEXE N° 463

(Session de 1949. — Séance du 14 juin 1949.)

PROJET DE LOI, adopté par l'Assemblée nationale, portant ouverture de **crédits provisoires** et autorisation d'engagement de dépenses au titre des **dépenses militaires** pour le mois de **juin 1949**, transmis par M. le président de l'Assemblée nationale à M. le président du Conseil de la République (1). — (Renvoyé à la commission des finances.)

Paris, le 10 juin 1949.

Monsieur le président,

Dans sa séance du 10 juin 1949, l'Assemblée nationale a adopté un projet de loi portant ouverture de crédits provisoires et autorisation d'engagement de dépenses au titre des dépenses militaires pour le mois de juin 1949.

Conformément aux dispositions de l'article 20 de la Constitution, j'ai l'honneur de vous adresser une expédition authentique de ce projet de loi, dont je vous prie de vouloir bien saisir, pour avis, le Conseil de la République.

Je vous prie de vouloir bien m'accuser réception de cet envoi.

Agréez, monsieur le président, l'assurance de ma haute considération.

*Le président de l'Assemblée nationale,*
Signé: EDOUARD HERRIOT.

L'Assemblée nationale a adopté le projet de loi dont la teneur suit:

PROJET DE LOI

TITRE Ier. — **Budget général.**

Art. 1er. — Il est ouvert aux ministres, au titre des dépenses militaires ordinaires et des dépenses militaires de reconstruction et d'équipement pour le mois de juin 1949, des crédits provisoires s'élevant à la somme totale de 41 milliards 610.715.000 F, ainsi répartie:

Défense nationale:
Section commune, 3.635.691.000 F.
Section air, 7.066.845.000 F.
Section guerre, 8.244.405.000 F.
Section marine, 5.480.876.000 F.
France d'outre-mer, 17.182.898.000 F.
Total égal, 41.610.715.000 F.

Art. 2. — Les ministres sont autorisés à engager, au titre du budget général, pour les dépenses militaires de reconstruction et d'équipement, des dépenses s'élevant à la somme totale de 3.974.000.000 F et réparties par services et par chapitres conformément à l'état A annexé à la présente loi.

Ces autorisations de programme seront couvertes tant par les crédits ouverts par la présente loi que par de nouveaux crédits à ouvrir ultérieurement.

TITRE II. — **Budgets annexes.**

Art. 3. — Les crédits provisoires applicables aux dépenses d'exploitation, d'études et de prototypes et aux dépenses de reconstruction et d'équipement imputables sur les budgets annexes rattachés pour ordre au budget de la défense nationale sont fixés pour le mois de juin 1949 à la somme totale de 9.863.058.000 F, ainsi répartie:

Constructions aéronautiques, 4.361.600.000 F.
Constructions et armes navales, 2.032.921.000 francs.
Fabrication d'armement, 2.304.750.000 F.
Service des essences, 608.499.000 F.
Service des poudres, 555.288.000 F.
Total égal, 9.863.058.000 F.

(1) Voir les nos: Assemblée nationale (1re législ.), 7304, 7386, 7416 et in-8° 1838.

Art. 4. — Le ministre de la défense nationale est autorisé à engager, au titre des dépenses de reconstruction et d'équipement imputables sur les budgets annexes rattachés pour ordre au budget de la défense nationale, des dépenses s'élevant à la somme totale de 2.520 millions de francs et réparties par services et par chapitres conformément à l'état B annexé à la présente loi.

Ces autorisations de programme seront couvertes tant par les crédits ouverts par la présente loi que par de nouveaux crédits à ouvrir ultérieurement.

TITRE III. — **Dispositions spéciales.**

Art. 5. — Les crédits ouverts par les articles 1er et 3 de la présente loi seront répartis par chapitres au moyen de décrets pris sur le rapport du ministre des finances et des affaires économiques.

Art. 6. — Sur les crédits provisoires accordés par la loi n° 48-1995 du 31 décembre 1948 et par la loi n° 49-323 du 10 mars 1949, une somme globale de 419.792.000 F est définitivement annulée au titre des chapitres ci-après, savoir:

**Défense nationale.**

SECTION COMMUNE

TITRE II. — DÉPENSES DE RECONSTRUCTION ET D'ÉQUIPEMENT

Chap. 9020. — Subvention au service des essences pour travaux de premier établissement, 59.792.000 F.

SECTION GUERRE

TITRE Ier. — DÉPENSES ORDINAIRES

*5e partie. — Matériel, fonctionnement des services et travaux d'entretien.*

Chap. 318. — Habillement et campement. — Programme, 360 millions de francs.

Total égal, 419.792.000 F.

Art. 7. — Pour assurer la continuité du fonctionnement des services, les ministres sont autorisés, jusqu'au 30 juin 1949, à engager sur les chapitres ci-après, en excédent des crédits ouverts pour les six premiers mois de l'année 1949, des dépenses limitées à la moitié de ces crédits:

**Défense nationale.**

SECTION GUERRE

Chap. 319. — Service de santé.
Chap. 327. — Matériel automobile blindé et chenillé. — Entretien.
Chap. 328. — Matériel d'armement. — Entretien.
Chap. 329. — Munitions. — Entretien.
Chap. 331. — Services annexes gérés par la direction du matériel. — Fonctionnement.
Chap. 332. — Matériel du génie. — Entretien.
Chap. 333. — Matériel des transmissions. — Entretien.
Chap. 341. — Etudes et expérimentations techniques.
Chap. 342. — Service du génie. — Entretien des immeubles et du domaine militaire.

En outre, les ministres sont autorisés, jusqu'au 15 décembre 1949, à engager des dépenses en excédent des crédits ouverts pour les six premiers mois de l'année dans les limites ci-après fixées:

**Défense nationale.**

SECTION AIR

Chap. 318. — Habillement et campement, 700 millions de francs.
Chap. 3182. — Couchage et ameublement, 50 millions de francs.
Chap. 325. — Entretien et réparation des matériels aéronautiques assurés par le service du matériel de l'armée de l'air, 2.983 millions de francs.
Chap. 326. — Entretien du matériel des télécommunications, 49 millions de francs.
Chap. 327. — Entretien des matériels roulants et matériels divers, 310 millions de francs.
Chap. 332. — Munitions de l'armée de l'air, 100 millions de francs.
Chap. 333. — Matériel roulant, 310 millions de francs.
Chap. 334. — Matériel d'équipement des bases, 250 millions de francs.

SECTION GUERRE

Chap. 336. — Matériel automobile. — Fabrication de reconditionnement, 412 millions de francs.

Chap. 337. — Armement léger. — Réalisation, 1.600 millions de francs.

Chap. 338. — Munitions. — Réalisation, 6.500 millions de francs.

Chap. 339. — Matériel du génie. — Réalisation, 220 millions de francs.

Chap. 340. — Matériel des transmissions. — Réalisation, 500 millions de francs.

SECTION MARINE

Chap. 318. — Habillement, campement, couchage et ameublement, 900 millions de francs.

Chap. 327. — Approvisionnements de la marine, 850 millions de francs.

Chap. 330. — Entretien du matériel de série de l'aéronautique navale, 530 millions de francs.

Chap. 332. — Entretien des bâtiments de la flotte (y compris les dragueurs) et des matériels militaires, 1.970 millions de francs.

Chap. 338. — Combustibles et carburants, 1.500 millions de francs.

**France d'outre-mer.**

II. — *Dépenses militaires.*

Chap. 352. — Alimentation de la troupe, 3.000 millions de francs.

Chap. 353. — Habillement, campement, couchage et ameublement, 2.862 millions de francs.

Chap. 354. — Remonte et fourrages, 70 millions de francs.

Chap. 356. — Fonctionnement du service de santé, 550 millions de francs.

Chap. 357. — Fonctionnement du service de l'artillerie, 2.460 millions de francs.

Chap. 358. — Fonctionnement du service des transmissions, 240 millions de francs.

Chap. 359. — Fonctionnement du service automobile, 1.750 millions de francs.

Chap. 360. — Fonctionnement du service des constructions. — Loyers. — Travaux du génie en campagne, 700 millions de francs.

**Budget annexe des fabrications d'armement.**

Chap. 362. — Fabrications d'armements. — Fonctionnement. — Matières et marchés à l'industrie, 2.750 millions de francs.

Les autorisations prévues au présent article se substituent à celles accordées par l'article 6 de la loi n° 49-323 du 10 mars 1949.

Art. 8. — Il est interdit aux ministres de prendre des mesures nouvelles entraînant des augmentations de dépenses imputables sur les crédits, les autorisations d'engagement de dépenses et les autorisations de programme accordés par les articles 1er, 2, 3, 4 et 7 de la présente loi et qui ne résulteraient pas de l'application des lois et ordonnances antérieures ou de dispositions de la présente loi.

Les ministres ordonnateurs ainsi que le ministre des finances et des affaires économiques seront personnellement responsables des décisions prises à l'encontre des dispositions ci-dessus.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 10 juin 1949.

*Le président,*

Signé: EDOUARD HERRIOT.

**Etat A.** — *Tableau, par service et par chapitre, des autorisations de programme accordées au titre du budget général.*

**Défense nationale.**

SECTION COMMUNE

*Equipement.*

Chap. 9010. — Construction de logements militaires, 170 millions de francs.

SECTION AIR

*Equipement.*

Chap. 900. — Bases. — Travaux et installations, 117 millions de francs.

Chap. 912. — Matériel de série de l'armée de l'air, 2.540 millions de francs.

Total pour la section air, 2.657 millions de francs.

SECTION GUERRE

*Equipement.*

Chap. 912. — Matériel lourd, 611 millions de francs.

SECTION MARINE

*Equipement.*

Chap. 903. — Service technique des transmissions. — Equipement, 87.600.000 F.

RÉCAPITULATION

Section commune, 170 millions de francs.
Section air, 2.657 millions de francs.
Section guerre, 611 millions de francs.
Section marine, 87.600.000 F.
Total pour la défense nationale, 3.525 millions 600.000 F.

**France d'outre-mer.**

II. — DÉPENSES MILITAIRES

*Equipement.*

Chap. 952. — Equipement industriel des directions du service du matériel et des bâtiments, 77 millions de francs.

Chap. 953. — Motorisation et mécanisation des unités, 372 millions de francs.

Total pour la France d'outre-mer, 449 millions de francs.

Total pour l'état A, 3.974.600.000 F.

**Etat B.** — *Tableau, par service et par chapitre, des autorisations de programme accordées au titre des budgets annexes.*

**Constructions aéronautiques.**

Chap. 336. — Etudes et prototypes, 2.100 millions de francs.

**Service des essences.**

TITRE Ier. — DÉPENSES DE CARACTÈRE INDUSTRIEL

Chap. 900. — Renouvellement, grosses réparations et création de bâtiments, machines, outillages et emballages en service, 80 millions de francs.

TITRE II. — DÉPENSES DE CARACTÈRE EXTRA-INDUSTRIEL

Chap. 891. — Reconstructions et grosses réparations d'installations immobilières extra-industrielles (installations réservées), 20 millions de francs.

Chap. 991. — Equipement et création d'installations immobilières extra-industrielles (installations réservées), 20 millions de francs.

Total pour le service des essences, 120 millions de francs.

**Service des poudres.**

*Matériel.*

Chap. 3703. — Equipement. — Matériel et matières d'œuvres, 300 millions de francs.

RÉCAPITULATION

Constructions aéronautiques, 2.100 millions de francs.
Service des essences, 120 millions de francs.
Service des poudres, 300 millions de francs.
Total pour l'état B, 2.520 millions de francs.

# ANNEXE N° 464

(Session de 1949. — Séance du 14 juin 1949.)

RAPPORT fait au nom de la commission de la production industrielle sur la proposition de loi, déposée au Conseil de la République, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à modifier les **articles 8** et **47** de la loi du 8 avril 1946 portant **nationalisation** de **l'électricité** et du **gaz**, par M. Aubert, sénateur (1).

Mesdames, messieurs, la loi du 8 avril 1946 portant nationalisation de l'électricité et du gaz, qui fut saluée par le monde des travailleurs comme une conquête sociale de première importance, n'a pas prévu, ou n'a indiqué qu'avec d'insuffisantes précisions, un certain nombre d'éventualités intéressant les installations d'énergie électrique de faible ou de moyenne importance, et celles permettant la récupération d'énergie résiduaire. Les mêmes imprécisions sont à regretter en ce qui concerne les conventions à passer entre les industriels désireux d'aménager et d'exploiter de nouvelles installations dont la production est essentiellement destinée à leur propre fabrication et le service public bénéficiaire de la nationalisation.

C'est pourquoi, le 18 mars de l'année dernière, le Conseil de la République adoptait la proposition de résolution n° 309 invitant le Gouvernement à prendre toutes mesures utiles pour permettre un meilleur équipement énergétique de l'industrie française.

Nos collègues, MM. Armengaud, Longchambon, Gaultier, Brizard et Rochereau pour la commission des affaires économiques, et MM. Delfortrie, Pairault, Paumelle et Alric pour la commission de la production industrielle, ont alors déposé une proposition de loi transmise à l'Assemblée nationale qui n'en a pas très sensiblement modifié le texte et qui nous revient aujourd'hui.

Votre commission de la production industrielle, saisie au fond, et qui m'a chargé de rapporter devant vous, s'est inspirée dans son étude de deux idées dominantes:

1° Le principe même du retour à la nation des grandes sources d'énergie électrique et gazière et du transport de cette énergie ne saurait être mis en cause;

2° La vie industrielle de la France dépend essentiellement de ses ressources énergétiques et celles-ci doivent être développées au maximum.

Ces deux principes sont restés pour nous règle absolue et quand ils semblaient s'opposer nous avons toujours cédé à ce qui a paru être l'intérêt supérieur du pays.

Sur le but poursuivi tout le monde est d'accord.

Il est évidemment illogique et fâcheux pour la communauté de ne pas utiliser des quantités de chaleur inutilement perdues aux condenseurs ou dispersées par des chaufferies « anachroniques ». Mais rien ne décidera les industriels à moderniser leur équipement par l'emploi de groupes évaporatoires à haute pression et de turbines à contre-pression, ou à construire pour leurs propres besoins de nouvelles centrales hydrauliques ou thermiques s'ils ne sont pas assurés de conserver l'essentiel de l'énergie ainsi produite à bon compte.

On peut d'ailleurs regretter que le service national d'Electricité de France n'ait pu être orienté vers une politique d'emprunts gagés par de nouvelles installations et rémunérés en kilowattheures qui aurait servi d'exutoire aux capitaux disponibles de l'industrie et donné les moyens de construire les installations qui nous font défaut.

Il est également évident que le législateur n'a jamais voulu inclure dans le service national les petites installations d'intérêt local et secondaire car, affirmait le rapporteur de l'Assemblée constituante, « on ne peut trouver dans leur existence aucune de ces influences dangereuses qui accompagnent les trusts ». Encore était-il bon, à la lumière de trois ans d'expérience, d'en délimiter l'importance et d'en préciser la définition.

(1) Voir les nos: Conseil de la République, 386 (année 1948) et 465 (année 1949); Assemblée nationale (1re législ.), 4223, 6874 et in-8° 1788.

Mais comment atteindre à ce résultat sans troubler des principes voulus par la nation tout entière, sans laisser place à la spéculation ou à la création de nouveaux privilèges injustifiés, sans laisser s'instaurer l'incohérence ou le désordre ?

C'est ici que les difficultés commencent. Votre commission de la production industrielle s'est efforcée de les résoudre et vous prie de bien vouloir en trouver les raisons dans l'examen suivant des articles:

## EXAMEN DES ARTICLES

### Article 1er.

L'article 1er précise que l'électricité et le gaz produits par les entreprises qui n'ont pas pour activité principale la production, le transport ou la distribution d'électricité ou de gaz, peuvent, en cas de nécessité, être réquisitionnés au profit du service public.

Il y a là l'indication d'un devoir de solidarité, naturel en période de pénurie. Cependant, on ne peut logiquement accorder à des industriels n'ayant fait aucun effort les mêmes avantages qu'à ceux-là mêmes qui ont dépensé argent et ingéniosité à se mieux équiper.

En conséquence, votre commission a entendu limiter la réquisition éventuelle à la seule partie de la production non consommée dans l'entreprise pour les besoins de son industrie. Elle a décidé la suppression des derniers termes du dispositif adopté, pour cet article, par l'Assemblée nationale, qui lui semblaient susceptibles d'entraîner, du fait même de leur imprécision, des difficultés d'application.

### Article 2.

Votre commission a cru devoir scinder en deux articles différents les dispositions adoptées par l'Assemblée nationale dans l'article 2, l'article 2 restant consacré au gaz naturel et l'article 2 *bis* (nouveau) traitant des exceptions à la loi de nationalisation en matière d'électricité.

En ce qui concerne les dispositions relatives au gaz naturel, il a semblé impossible à votre commission de ne pas tenir compte des très remarquables résultats obtenus par la régie autonome des pétroles et de ne pas lui laisser le bénéfice exclusif des installations qu'elle a déjà réalisées. Par contre, votre commission a estimé que, pour conserver à l'avenir une indispensable unité à la politique gazière, il était souhaitable que fût créé un organisme commun à Gaz de France et à la régie autonome des pétroles par le moyen duquel pourront être résolues dans le souci de l'intérêt général toutes les difficultés susceptibles de survenir dans le transport et la distribution du gaz naturel. Il eût été imprudent de ne pas prévoir la participation à cet organisme des sociétés dans lesquelles la majorité du capital serait détenue par l'Etat ou par des établissements publics. Ce régime aura pour point de départ la date de la promulgation de la présente proposition de loi (date laissée en blanc dans le texte). Ainsi se trouvent conciliées les exigences de l'intérêt national avec les légitimes intérêts des prospecteurs qui, d'ailleurs, restent sous le contrôle des pouvoirs publics.

En outre, il a semblé utile d'étendre aux installations de traitement le bénéfice accordé par le texte de l'Assemblée nationale relatif à l'application de l'article 35 de la loi du 8 avril 1946 (déclaration d'utilité publique, et emploi de la procédure d'urgence).

Les dispositions groupées sous l'article 2 *bis* nouveau reprennent sans changement important le texte de l'Assemblée nationale.

Il ne fait aucun doute que les deux paragraphes (4° et 5°) complétant le troisième alinéa de l'article 8 de la loi du 8 avril 1946 constituent l'objet même de la proposition initiale de MM. Armengaud et Delfortrie et plusieurs de leurs collègues. Leur rédaction nous a paru excellente, sous réserve de deux légères modifications de forme qui y ont été apportées.

Votre commission a adopté un paragraphe 6° qui accorde aux collectivités locales et à certains groupements d'intérêt public le droit d'utiliser, pour produire du courant électrique, les barrages construits ou à construire par ces personnes morales en vue de l'alimentation en eau des populations ou de l'irrigation des terres.

Ces mêmes dispositions s'appliquent aux sources d'énergie thermique provenant de l'utilisation des résidus et déchets des centres urbains.

Cette addition assure la rentabilité des grands travaux d'assainissement ou d'irrigation.

### Article 3.

Le texte proposé par l'Assemblée nationale donne une heureuse précision sur les entreprises tenues de conclure des conventions avec Electricité de France.

Votre commission a toutefois voulu indiquer que la conclusion de ces conventions devrait être « préalable » à l'octroi des concessions ou permissions prévues par les lois en vigueur. En effet, le conseil d'Etat, dans son avis 243783 du 8 juin 1948, avait estimé, à propos de l'alinéa 4 de l'article 8 de la loi du 8 avril 1946, qui ne comportait pas cette précision, que la conclusion préalable de ces conventions n'était pas nécessaire à l'octroi des « concessions » ou « permissions ». Cette interprétation, sans gravité pour les productions inférieures à 12 millions de kwh, serait la source de désordres, de contestations, voire de néfastes spéculations si elle s'appliquait aux installations de toutes puissances. Il a paru utile de renforcer ainsi les garanties apportées par la loi du 16 octobre 1919. Cependant, pour garantir l'application de la loi, des dispositions additionnelles ont prévu l'arbitrage du ministre chargé de l'électricité qui devra intervenir dans un délai de deux mois à dater de la demande d'arbitrage.

### Article 4.

Sous réserve d'une modification de forme, votre commission a repris le texte de l'Assemblée nationale. Il était de toute logique, en effet, d'exclure de l'obligation de ne pas dépasser la production annuelle de 15 millions de kwh, les entreprises utilisant l'énergie résiduaire pour les besoins de leur propre exploitation, ainsi que les installations d'extraction du gaz naturel et les installations de production des collectivités publiques, puisqu'aussi bien ces restrictions n'ont pas été prévues aux paragraphes 1° et 4° du troisième alinéa qui les concernent. La même exclusion s'applique de plein droit au paragraphe 6° du troisième alinéa ainsi qu'au quatrième alinéa du même article 8 modifié.

### Article 4 *bis* (nouveau).

Enfin le huitième alinéa de l'article 8 de la loi du 8 avril 1946 prévoyait que les services de production d'électricité et de gaz appartenant à la Société nationale des chemins de fer français et aux houillères nationales restaient leur propriété. Les considérations techniques qui ont conduit le législateur à insérer cette clause valent pour les services d'électricité de la Société nationale des chemins de fer français et des houillères.

Pour éviter des contestations inutiles, il a paru nécessaire de le préciser.

Le but essentiel de cette disposition est d'assurer la priorité d'alimentation et la sécurité qui en découle, réclamées par ces deux services publics. Ce sont les mêmes raisons de priorité et de sécurité qui nous ont conduits à abroger partiellement les dispositions de l'acte dit loi du 14 septembre 1941 sur les installations de transport à haut voltage de la Société nationale des chemins de fer français. Par un souci d'unité, nous avons étendu le bénéfice de ces dispositions aux installations à venir. Bien entendu, l'autorité des comités mixtes de gestion reste inchangée et Electricité de France conserve le contrôle de l'ensemble par son service central du mouvement.

Telles sont les considérations qui ont présidé à la rédaction que vous propose votre commission pour remplacer celle du huitième alinéa de l'article 8 de la loi du 8 avril 1946.

### Article 5.

Le troisième alinéa de l'article 47 de la loi du 8 avril 1946 applique le statut du personnel d'Electricité et de Gaz de France à tout le personnel des industries nationalisées à l'exception de celui de la Société nationale des chemins de fer français et des houillères qui conserve, sauf demande de sa part, son statut professionnel. Il apparaît cependant que, pour les centrales autonomes de récupération d'énergie résiduaire ou pour le personnel des petites installations de moins de 12 millions de kwh, il n'y ait pas lieu d'appliquer le statut qui créerait, à l'égard d'un personnel inséparable de celui de l'établissement auquel il appartient, une différenciation fâcheuse pour l'efficacité du commandement et pour l'unité de l'entreprise.

Votre commission a exclu de cette dérogation le personnel des installations des collectivités publiques et, comme l'Assemblée nationale, celui des installations prévues à l'article 3. En effet, nous tomberions là dans un excès contraire. Le personnel des collectivités publiques qui pourront, d'ailleurs, rétrocéder l'exploitation et l'entretien de leurs centrales à Electricité de France, doit pouvoir bénéficier du statut. Quant aux installations prévues à l'article 3, elles seront presque toujours de très grande importance et fréquemment réalisées par les industries de l'électro-chimie et de l'électro-métallurgie dont les centrales actuelles ont été nationalisées et sont gérées par un comité mixte. Il serait anormal que le personnel de ces nouvelles installations ne bénéficie pas des mêmes avantages que celui des précédentes, puisque placé en tous points dans des conditions identiques.

Compte tenu des modifications qui vous ont été signalées et qui apparaissent dans le tableau comparatif suivant, votre commission de la production industrielle vous demande d'adopter la proposition de loi soumise à vos délibérations:

### Tableau comparatif.

Texte initial de la proposition de loi:

Art. 1er. — La deuxième phrase du deuxième alinéa de l'article 8 de la loi du 8 avril 1946, sur la nationalisation de l'électricité et du gaz est rédigée comme suit:

« Mais l'électricité ou le gaz produit par ces installations peuvent, en cas de nécessité, être réquisitionnés au profit du service public pour la partie de la production non consommée dans l'entreprise pour les besoins de son industrie. »

Art. 2. — Il est inséré après le paragraphe troisième du troisième alinéa de l'article 8 de la loi du 8 avril 1946, deux paragraphes ainsi rédigés:

« 4° Les installations de production d'électricité construites par des entreprises sur leurs propres terrains, ou des terrains qui leur sont concédés, pour l'alimentation en courant de leurs ateliers, à condition, d'une part, qu'elles fonctionnent par récupération de vapeur ou de gaz de combustion perdus, notamment avec des turbines à contre-pression, d'autre part, que le surplus de courant ainsi produit et non consommé dans lesdits ateliers, soit rétrocédé à l'Electricité de France, au prix de revient maximum, départ usine thermique d'Electricité de France dans la région parisienne et à la période considérée. »

« 5° Les aménagements de production d'énergie de tout établissement, entreprise ou de tout particulier, lorsque la capacité de production annuelle de ces aménagements n'excède pas douze millions de kwh, comptés en hydraulicité moyenne, pour les aménagements hydrauliques, et estimés forfaitairement à trois mille cinq cents heures d'utilisation de la puissance maximum des machines tournantes susceptibles de marcher simultanément pour les aménagements thermiques.

Le comité consultatif de l'utilisation de l'énergie, fondé par la loi du 10 mars 1948, sera chargé de délivrer, sous le contrôle du ministre de l'industrie et du commerce, les autorisations d'installations visées en 5°.

Art. 3. — Le quatrième alinéa de l'article 8 de la loi du 8 avril 1946 est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes:

L'aménagement et l'exploitation de nouvelles installations de production d'électricité par les entreprises désirant l'utiliser pour leurs propres fabrications et dans la mesure où elles ne sont pas exclues de la nationalisation, en vertu des alinéas 4° et 5° du paragraphe ci-dessus, feront l'objet de conventions entre Electricité de France et lesdites entreprises.

Art. 4. — Le cinquième alinéa de l'article 8 de la loi du 8 avril 1946, est complété par les mots:

« ... sauf s'il s'agit d'entreprises visées au paragraphe 4° du troisième alinéa de la présente loi ».

Art. 5. — Le dernier alinéa de l'article 8 de la loi du 8 avril 1946 est complété par les dispositions suivantes:

« Mais, dans ce cas, le statut du personnel de l'Electricité et Gaz de France n'est applicable en aucun cas au personnel des services concédés. »

Texte du rapport de la commission de la production industrielle de l'Assemblée nationale :

Art. 1er. — La deuxième phrase du deuxième alinéa de l'article 8 de la loi du 8 avril 1946 portant nationalisation de l'électricité et du gaz est rédigée comme suit:

« Mais l'électricité ou le gaz produit par ces installations peuvent, en cas de nécessité, être réquisitionnés au profit du service public, pour la partie de la production non consommée dans l'entreprise pour les besoins de son industrie et supérieure au contingent nécessaire au fonctionnement de cette entreprise. »

Art. 2. — Le paragraphe 1° du troisième alinéa de l'article 8 de la loi du 8 avril 1946 est modifié comme suit:

« 1° La production et le transport du gaz naturel jusqu'au compteur d'entrée de l'usine de distribution. »

Le troisième alinéa est en outre complété par les deux paragraphes suivants:

« 4° Les installations de production d'électricité construites ou à construire par des entreprises pour les besoins de leur exploitation, à condition qu'elles fonctionnent comme accessoire de la fabrication principale par récupération d'énergie résiduaire, notamment par l'utilisation subsidiaire, avec des turbines à contre-pression et à sous-tirage de la vapeur produite pour les besoins de fabrication ou par utilisation subsidiaire de la chaleur des fumées sortant des appareils de fabrication.

« Le surplus éventuel de courant non consommé par lesdites entreprises sera rétrocédé à l'Electricité de France (service national ou établissements publics). En cas de désaccord sur le prix, celui-ci sera fixé par le ministre chargé de l'électricité dans le délai d'un mois après réception de la demande formulée par l'une ou l'autre des parties.

« 5° Les aménagements de production d'énergie de tout établissement, entreprise ou de tout particulier, lorsque la capacité de production annuelle de ces aménagements n'excède pas 12 millions de kwh, comptés en hydraulicité moyenne pour les aménagements hydrauliques et estimés forfaitairement à trois mille cinq cents heures d'utilisation de la puissance maximum des machines tournantes susceptibles de marcher simultanément pour les aménagements thermiques. »

Art. 3. — Le quatrième alinéa de l'article 8 de la loi du 8 avril 1946 est abrogé et remplacé par le suivant:

« L'aménagement et l'exploitation de nouvelles installations de production d'électricité par des entreprises désirant l'utiliser pour leur propre fabrication et dans la mesure où elles ne sont pas exclues de la nationalisation en vertu des paragraphes 4 et 5 de l'alinéa précédent feront l'objet de conventions entre Electricité de France et lesdites entreprises. » ses. »

Art. 4. — Le cinquième alinéa de l'article 8 de la loi du 8 avril 1946 est abrogé et remplacé par le suivant:

« Les entreprises de production de gaz et d'électricité qui n'auraient pas été nationalisées parce qu'elles entraient dans les exceptions prévues au deuxième alinéa et aux paragraphes 2, 3 et 5 du troisième alinéa précédent sont nationalisées par décret pris sur le rapport des ministres chargés de l'électricité et des finances, si le volume annuel de leur production vient à dépasser 7 millions de mètres cubes ou 15 millions de kwh pendant deux années consécutives, sauf s'il s'agit d'entreprises visées au paragraphe 4 du troisième alinéa du présent article. »

Art. 5. — Le troisième alinéa de l'article 47 de la loi du 8 avril 1946 est complété par la phrase suivante:

« Il ne s'appliquera ni au personnel des services visés au dernier alinéa de l'article 8, ni au personnel des centrales autonomes visées au 4° du troisième alinéa de l'article 8 de la présente loi. »

Texte adopté par l'Assemblée nationale:

Art. 1er. — La deuxième phrase du deuxième alinéa de l'article 8 de la loi du 8 avril 1946, portant nationalisation de l'électricité et du gaz est rédigée comme suit :

« Mais l'électricité et le gaz produit par ces installations peuvent, en cas de nécessité, être réquisitionnés au profit du service public, pour la partie de la production non consommée dans l'entreprise pour les besoins de son industrie et supérieure au contingent nécessaire au fonctionnement de cette entreprise. »

Art. 2. — Le paragraphe 1° du troisième alinéa de l'article 8 de la loi du 8 avril 1946 est modifié comme suit:

« 1° La production et le transport du gaz naturel jusqu'au compteur d'entrée de l'usine de distribution; le transport de gaz naturel ne pouvant être assuré que par une entreprise nationale ou par un établissement public dans lequel l'Etat détiendra la majorité.

« Les dispositions de l'article 35 ci-après s'appliqueront aux ouvrages de transport de gaz naturel. »

Le troisième alinéa est en outre complété par les deux paragraphes suivants:

« 4° Les installations de production d'électricité construites ou à construire par des entreprises pour les besoins de leur exploitation, à condition qu'elles fonctionnent comme accessoire de la fabrication principale par récupération d'énergie résiduaire, notamment par l'utilisation subsidiaire, avec des turbines à contre-pression et à sous-tirage de la vapeur produite pour les besoins de fabrication ou par utilisation subsidiaire de la chaleur des fumées sortant des appareils de fabrication.

« Le surplus éventuel de courant non consommé par lesdites entreprises sera rétrocédé à Electricité de France (service national ou établissements publics). En cas de désaccord sur le prix, celui-ci sera fixé par le ministre chargé de l'électricité dans le délai d'un mois après réception de la demande formulée par l'une ou l'autre des parties.

« 5° Les aménagements de production d'énergie de tout établissement, entreprise ou de tout particulier, lorsque la capacité de production annuelle de ces aménagements n'excède pas douze millions de kWh, comptés en hydraulicité moyenne pour les aménagements hydrauliques et estimés forfaitairement à trois mille cinq cents heures d'utilisation de la puissance maximum des machines tournantes susceptibles de marcher simultanément pour les aménagements thermiques. »

Art. 3. — Le quatrième alinéa de l'article 8 de la loi du 8 avril 1946 est abrogé et remplacé par le suivant:

« L'aménagement et l'exploitation de nouvelles installations de production d'électricité par des entreprises désirant l'utiliser pour leur propre fabrication et dans la mesure où elles ne sont pas exclues de la nationalisation en vertu des paragraphes 4 et 5 de l'alinéa précédent feront l'objet de conventions entre l'Electricité de France et lesdites entreprises. »

Art. 4. — Le cinquième alinéa de l'article 8 de la loi du 8 avril 1946 est abrogé et remplacé par le suivant:

« Les entreprises de production de gaz et d'électricité qui n'auraient pas été nationalisées parce qu'elles entraient dans les exceptions prévues au deuxième alinéa et aux paragraphes 2, 3 et 5 du troisième alinéa précédent, sont nationalisées par décret pris sur le rapport des ministres chargés de l'électricité et des finances, si le volume annuel de leur production vient à dépasser 7 millions de mètres cubes ou 15 millions de kwh pendant deux années consécutives, sauf s'il s'agit d'entreprises visées au paragraphe 4 du troisième alinéa du présent article. »

Art. 5. — Le troisième alinéa de l'article 47 de la loi du 8 avril 1946 est complété par la phrase suivante:

« Il ne s'appliquera ni au personnel des services visés au dernier alinéa de l'article 8, ni au personnel des centrales autonomes visées au 4° du troisième alinéa de l'article 8 de la présente loi. »

Texte proposé par votre commission de la production industrielle:

Art. 1er. — La deuxième phrase du deuxième alinéa de l'article 8 de la loi du 8 avril 1946, portant nationalisation de l'électricité et du gaz est rédigée comme suit:

« Mais l'électricité et le gaz produits par ces installations peuvent, en cas de nécessité, être réquisitionnés au profit du service public, pour la partie de la production non consommée dans l'entreprise pour les besoins de son industrie ».

Art. 2. — Le paragraphe 1° du troisième alinéa de l'article 8 de la loi du 8 avril 1946 est modifié comme suit:

« 1° La production, le traitement et le transport du gaz naturel. Le transport de gaz naturel aux fins de distributions ne pourra être assuré que par « Gaz de France » ou par la « Régie autonome des pétroles » ou conjointement par ces deux organismes pour ce qui concerne les installations existant ou en cours d'exécution; pour ce qui concerne les installations à créer après la date du , le transport sera assuré par un organisme commun à « Gaz de France » et à la « Régie autonome des pétroles », et, le cas échéant, aux sociétés dans lesquelles la majorité du capital sera détenue par l'Etat ou des établissements publics.

« Les dispositions de l'article 35 ci-après s'appliqueront aux ouvrages de traitement et de transport du gaz naturel ».

Art. 2 *bis* (nouveau). — Le troisième alinéa de l'article 8 de la loi du 8 avril 1946 est complété par les trois paragraphes suivants:

« 4° Les installations de production d'électricité construites ou à construire par des entreprises pour les besoins de leur exploitation, à condition qu'elles fonctionnent comme accessoire de la fabrication principale par récupération d'énergie résiduaire, notamment par l'utilisation subsidiaire, avec des turbines à contre-pression ou à soutirage, de la vapeur produite pour les besoins de fabrication ou par utilisation subsidiaire du pouvoir calorifique des fumées sortant des appareils de fabrication.

« Le surplus éventuel de courant non consommé par lesdites entreprises sera rétrocédé à « Electricité de France » (service national ou établissements publics). En cas de désaccord sur le prix, celui-ci sera fixé par le ministre chargé de l'électricité dans le délai d'un mois après réception de la demande formulée par l'une ou l'autre des parties.

« 5° Les aménagements de production d'énergie de tout établissement, entreprise ou de tout particulier, lorsque la capacité de production annuelle de ces aménagements n'excède pas 12 millions de kwh, comptés en hydraulicité moyenne pour les aménagements hydrauliques et estimés forfaitairement à trois mille cinq cents heures d'utilisation de la puissance maximum des machines tournantes susceptibles de marcher simultanément pour les aménagements thermiques. »

6° *a*) Les installations de production d'électricité construites ou à construire par des collectivités locales ou des établissements publics; ou par leurs groupements qui, ayant réalisé ou voulant réaliser des barrages essentiellement destinés à l'alimentation en eau ou à l'irrigation, désirent utiliser l'énergie produite par ces barrages tant pour assurer la distribution d'eau que pour amortir le capital engagé dans la construction de l'ensemble de ces installations;

*b*) Les installations réalisées ou à réaliser sous l'autorité des mêmes collectivités ou groupements, en vue d'utiliser le pouvoir calorifique des résidus et déchets collectés dans les centres urbains.

« Le courant non consommé par lesdites collectivités sera rétrocédé à « Electricité de France » dans les mêmes conditions que celles prévues au 2e alinéa du 4° paragraphe du présent article.

Art. 3. — Le quatrième alinéa de l'article 8 de la loi du 8 avril 1946 est abrogé et remplacé par le suivant:

« L'aménagement et l'exploitation de nouvelles installations de production d'électricité par des entreprises désirant l'utiliser pour leur propre fabrication et dans la mesure où

elles ne sont pas exclues de la nationalisation en vertu des paragraphes 4°, 5° et 6° de l'alinéa précédent feront l'objet de conventions préalables entre « Electricité de France » et lesdites entreprises. Il appartiendra au ministre chargé de l'électricité d'arbitrer, dans un délai de deux mois, les conflits qui pourront s'élever à l'occasion de la conclusion des conventions ci-dessus. »

Art. 4. — Le cinquième alinéa de l'article 8 de la loi du 8 avril 1946 est abrogé et remplacé par le suivant:

« Les entreprises de production de gaz et d'électricité qui n'auraient pas été nationalisées parce qu'elles entraient dans les exceptions prévues au présent article sont nationalisées par décret pris sur le rapport des ministres chargés de l'électricité et des finances, si le volume annuel de leur production vient à dépasser 7 millions de mètres cubes ou 15 millions de kwh pendant deux années consécutives, sauf s'il s'agit d'entreprises visées aux paragraphes 1°, 4° et 6° du troisième alinéa ainsi qu'au quatrième alinéa du présent article. »

Art. 4 *bis* (nouveau). — Le huitième alinéa de l'article 8 est abrogé et remplacé par les suivants:

« Les services de production et de transport d'électricité appartenant à la Société nationale des chemins de fer français et les services de production de gaz et d'électricité, ainsi que les services de transport d'électricité appartenant aux houillères nationales restent leur propriété mais seront gérés sous l'autorité du service national compétent par un comité mixte dont la composition et les attributions seront fixées par un décret pris sur le rapport du ministre des travaux publics et du ministre chargé de la production industrielle, en ce qui concerne la Société nationale des chemins de fer français, et du ministre chargé de la production industrielle en ce qui concerne les houillères nationales.

« Ces dispositions s'appliqueront également aux ouvrages nouveaux que les services de production de gaz et d'électricité, et ceux de transport d'électricité de la Société nationale des chemins de fer français et des houillères nationales viendraient à créer, après approbation du ministre des travaux publics et du ministre chargé de la production industrielle, en ce qui concerne la Société nationale des chemins de fer français et du ministre chargé de la production industrielle en ce qui concerne les houillères nationales.

« L'acte dit loi du 14 septembre 1941 sur les installations de transport d'énergie électrique à très haute tension est abrogé en ce qui concerne les installations de transport de la Société nationale des chemins de fer français ».

Art. 5. — Le troisième alinéa de l'article 47 de la loi du 8 avril 1946 est complété par la phrase suivante:

« Il ne s'appliquera ni au personnel des services visés au onzième et dernier alinéa de l'article 8, ni au personnel des centrales autonomes visées aux paragraphes 4° et 5° du troisième alinéa de l'article 8 de la présente loi ».

### PROPOSITION DE LOI

Art. 1er. — La deuxième phrase du deuxième alinéa de l'article 8 de la loi du 8 avril 1946, portant nationalisation de l'électricité et du gaz est rédigée comme suit:

« Mais l'électricité et le gaz produits par ces installations peuvent, en cas de nécessité, être réquisitionnés au profit du service public, pour la partie de la production non consommée dans l'entreprise pour les besoins de son industrie. »

Art. 2. — Le paragraphe 1° du troisième alinéa de l'article 8 de la loi du 8 avril 1946 est modifié comme suit:

« 1° La production, le traitement et le transport du gaz naturel. Le transport de gaz naturel aux fins de distribution ne pourra être assuré que par « Gaz de France » ou par la « Régie autonome des pétroles » ou conjointement par ces deux organismes pour ce qui concerne les installations existant ou en cours d'exécution; pour ce qui concerne les installations à créer après la date du , le transport sera assuré par un organisme commun à « Gaz de France » et à la « Régie autonome des pétroles », et le cas échéant, aux sociétés dans lesquelles la majorité du capital sera détenu par l'Etat ou ces établissements publics.

« Les dispositions de l'article 35 ci-après s'appliqueront aux ouvrages de traitement et de transport du gaz naturel. »

Art. 2 *bis* (nouveau). — Le troisième alinéa de l'article 8 de la loi du 8 avril 1946 est complété par les trois paragraphes suivants:

« 4° Les installations de production d'électricité construites ou à construire par des entreprises pour les besoins de leur exploitation, à condition qu'elles fonctionnent comme accessoire de la fabrication principale par récupération d'énergie résiduaire, notamment par l'utilisation subsidiaire, avec des turbines à contre-pression ou à soutirage de la vapeur produite pour les besoins de fabrication ou par utilisation subsidiaire du pouvoir calorifique des fumées sortant des appareils de fabrication.

« Le surplus éventuel de courant non consommé par lesdites entreprises sera rétrocédé à « Electricité de France » (service national ou établissements publics). En cas de désaccord sur le prix, celui-ci sera fixé par le ministre chargé de l'électricité dans le délai d'un mois après réception de la demande formulée par l'une ou l'autre des parties;

« 5° Les aménagements de production d'énergie de tout établissement, entreprise ou de tout particulier, lorsque la capacité de production annuelle de ces aménagements n'excède pas 12 millions de kilowattheures, comptés en hydraulicité moyenne pour les aménagements hydrauliques et estimés forfaitairement à trois mille cinq cents heures d'utilisation de la puissance maxima des machines tournantes susceptibles de marcher simultanément pour les aménagements thermiques;

« 6° *a*) Les installations de production d'électricité construites ou à construire par des collectivités locales ou des établissements publics, ou par leurs groupements qui, ayant réalisé ou voulant réaliser des barrages essentiellement destinés à l'alimentation en eau ou à l'irrigation, désirent utiliser l'énergie produite par ces barrages tant pour assurer la distribution d'eau que pour amortir le capital engagé dans la construction de l'ensemble de ces installations;

« *b*) Les installations réalisées ou à réaliser sous l'autorité des mêmes collectivités ou groupement, en vue d'utiliser le pouvoir calorifique des résidus et déchets collectés dans les centres urbains.

« Le courant non consommé par lesdites collectivités sera rétrocédé à « Electricité de France » dans les mêmes conditions que celles prévues au deuxième alinéa du quatrième paragraphe du présent article. »

Art. 3. — Le quatrième alinéa de l'article 8 de la loi du 8 avril 1946 est abrogé et remplacé par le suivant:

« L'aménagement et l'exploitation de nouvelles installations de production d'électricité par des entreprises désirant l'utiliser pour leur propre fabrication et dans la mesure où elles ne sont pas exclues de la nationalisation en vertu des paragraphes 4°, 5° et 6° de l'alinéa précédent feront l'objet de conventions préalables entre Electricité de France et lesdites entreprises. Il appartiendra au ministre chargé de l'électricité d'arbitrer, dans un délai de deux mois, les conflits qui pourront s'élever à l'occasion de la conclusion des conventions ci-dessus. »

Art. 4. — Le cinquième alinéa de l'article 8 de la loi du 8 avril 1946 est abrogé et remplacé par le suivant:

« Les entreprises de production de gaz et d'électricité qui n'auraient pas été nationalisées parce qu'elles entraient dans les exceptions prévues au présent article sont nationalisées par décret pris sur le rapport des ministres chargés de l'électricité et des finances, si le volume annuel de leur production vient à dépasser 7 millions de mètres cubes ou 15 millions de kwh pendant deux années consécutives, sauf s'il s'agit d'entreprises visées aux paragraphes 1°, 4° et 6° du troisième alinéa ainsi qu'au quatrième alinéa du présent article. »

Art. 4 *bis* (nouveau). — Le huitième alinéa de l'article 8 est abrogé et remplacé par les suivants:

« Les services de production et de transport d'électricité appartenant à la Société nationale des chemins de fer français et les services de production de gaz et d'électricité, ainsi que les services de transport d'électricité appartenant aux houillères nationales restent leur propriété mais seront gérés sous l'autorité du service national compétent par un comité mixte dont la composition et les attributions seront fixées par un décret pris sur le rapport du ministre des travaux publics et du ministre chargé de la production industrielle, en ce qui concerne la Société nationale des chemins de fer français, et du ministre chargé de la production industrielle en ce qui concerne les houillères nationales.

« Ces dispositions s'appliqueront également aux ouvrages nouveaux que les services de production de gaz et d'électricité et ceux de transport d'électricité, de la Société nationale des chemins de fer français et des houillères nationales viendraient à créer, après approbation du ministre des travaux publics et du ministre chargé de la production industrielle en ce qui concerne la Société nationale des chemins de fer français et du ministre chargé de la production industrielle en ce qui concerne les houillères nationales.

« L'acte dit loi du 14 septembre 1941 sur les installations de transport d'énergie électrique à très haute tension est abrogé en ce qui concerne les installations de transport de la Société nationale des chemins de fer français. »

Art. 5. — Le troisième alinéa de l'article 47 de la loi du 8 avril 1946 est complété par la phrase suivante:

« Il ne s'appliquera ni au personnel des services visés au onzième et dernier alinéa de l'article 8, ni au personnel des centrales autonomes visées aux paragraphes 4° et 5° du troisième alinéa de l'article 8 de la présente loi. »

## ANNEXE N° 465

(Session de 1949. — Séance du 14 juin 1949.)

RAPPORT ANNUEL fait au nom de la sous-commission chargée de suivre et d'apprécier la **gestion des entreprises industrielles nationalisées** et des **sociétés d'économie mixte** (article 70 de la loi du 21 mars 1947, modifié par la loi du 3 juillet 1947), année 1949. Première partie: La S. N. C. F., par M. Pellenc, sénateur.

Mesdames, messieurs, le présent rapport, dont la rédaction a été rapide pour permettre, à la demande de plusieurs de nos collègues, de mettre à leur disposition à l'occasion du débat sur la S. N. C. F. un document de travail, n'est évidemment pas le rapport général qui devra être fait ultérieurement sur cette société, et qui mettra en lumière à la fois la valeur, la qualité de ses réalisations ou des services qu'elle rend, en parallèle avec les défauts ou les vices de fonctionnement à corriger.

Il ne comporte qu'une partie critique telle qu'elle résulte essentiellement de l'examen de documents officiels, rapports d'enquêtes, comptes rendus, publications, etc..., que la presse a d'ailleurs parfois divulgués.

Votre sous-commission des entreprises nationalisées n'a pas eu la possibilité, en raison des courts délais dont elle a disposé, de prendre elle-même une part aussi importante qu'elle l'eût souhaité, dans ces investigations. Elle considère ce document comme l'un des éléments provisoires de son rapport définitif.

### *Vue d'ensemble sur la S. N. C. F.*

Voilà une entreprise qui avec ses 476.000 agents, représentant le trentième de la population active du pays, est la plus puissante et l'une des plus anciennes entreprises nationalisées.

Son budget annuel est voisin de 360 milliards, — en gros un milliard par jour, — non compris ce qui correspond ou devrait correspondre aux travaux d'investissement.

Ce budget se répartit à raison de 60 p. 100 à 71 p. 100, selon les années, en dépenses de personnel (soit 600 millions par jour au moins), et pour le restant en dépenses diverses d'exploitation.

Cette exploitation porte sur 6.000 gares, 42.000 kilomètres de voies ferrées.

Mais ce qui est moins connu, c'est que là ne se borne pas l'activité de la société. Elle pousse profondément ses tentacules dans les secteurs les plus divers et parfois les plus inattendus de notre économie.

Elle participe, de façon importante, dans presque toutes les entreprises de production et de distribution d'énergie électrique, groupées maintenant dans « Electricité de France ». On la retrouve dans la Compagnie nationale du Rhône et même dans la Société d'études pour l'utilisation des marées.

Elle est l'un des plus puissants armateurs français, avec un tonnage global de 158.600 tonnes, soit le quinzième de la flotte française reconstituée. Mais elle s'intéresse aussi à la navigation fluviale et participe au capital de la Compagnie générale pour la navigation sur le Rhin.

Bien entendu Air France ne la laisse pas indifférente; elle possède 20.450 actions, ce qui lui assure une influence de premier plan au sein de cette société.

Ce n'est pas tout, les transports frigorifiques ont retenu son attention. La S. T. E. F. (Société de transports et entrepôts frigorifiques), appartient à la S. N. C. F. pour 98 p. 100 qui, par le canal de cette filiale, peut s'intéresser ainsi non seulement aux transports proprement dits, mais à l'exploitation de docks au Maroc, au Havre, à la fabrication de la glace, même la glace, des pâtissiers...

En ce qui concerne les transports routiers, les participations multiples de la S. N. C. F. sont couronnées par la S. C. E. T. A. (Société de contrôle et d'exploitation de transports auxiliaires), dont elle est le banquier, lui consentant des avances considérables pour l'achat de véhicules, — avances dont évidemment le Trésor fait indirectement les frais.

La S. N. C. F. s'intéresse également à l'hôtellerie et au tourisme; elle a des intérêts dans la Compagnie française du tourisme, la Société immobilière hôtelière, la Société thermale du Quercy. Elle a même participé à la Compagnie des eaux de Maisons-Laffitte.

Enfin, on la retrouve, ce qui est assez inattendu, dans le Groupement d'importation des produits sidérurgiques, la Société de recherches et de perfectionnement industriel, les Docks de Marseille. Elle exploite même une forêt au Gabon.

En 1948 les investissements de la S.N.C.F. dans ces diverses entreprises dépassaient de beaucoup le milliard.

Et nous n'avons donné là qu'une vue panoramique des diverses activités de cette société, car elle a 102 filiales et nous ne pouvons évidemment pas toutes les énumérer.

### *Le mal chronique de la S. N. C. F.*

Pourquoi la situation financière terriblement obérée de cet ensemble économique gigantesque est-elle si brutalement évoquée devant nous ?

On savait bien que la S. N. C. F. était en déficit permanent et que pour masquer ce dernier, il fallait recourir soit à des camouflages, soit aux pratiques que, lors de l'examen de la loi des maxima, nous avons justement condamnés: la contribution aux dépenses normales d'exploitation, — à concurrence de plus de 30 milliards cette année — des fonds d'investissement ou de reconstruction.

On savait bien que nous avions par ailleurs consolidé pour 32 milliards de crédits avancés en 1948, et que la société ne pouvait pas rembourser.

On savait bien qu'au total et à des titres divers l'effort des finances publiques s'élevait pour 1949 à plus de 130 milliards, comme je l'avais démontré.

Et l'on pouvait légitimement penser que cela suffirait à « l'ogre insatiable » dont je parlais lors de la discussion du plan d'investissement.

Il n'en a rien été.

A la maladie chronique, ravageant d'année en année nos budgets, mais à laquelle on était accoutumé, s'est superposée une crise aiguë, brutale, exigeant une nouvelle saignée dans les finances publiques.

### *La configuration du réseau.*

Tout le monde est d'accord pour reconnaître que la configuration, la consistance et les méthodes d'exploitation de notre réseau ferroviaire ne sont plus adaptées aux moyens et aux besoins de notre économie moderne.

J'ai eu l'occasion, après bien d'autres, de le signaler dans mon rapport sur les investissements — le ministre des travaux publics et des transports l'a longuement signalé, à son tour, à l'Assemblée nationale et au cours de son audition devant votre commission des finances. Il y a là, notamment dans le maintien en exploitation, selon les méthodes modernes, d'une bonne part des lignes du plan Freycinet, la source de dépenses qui pèsent très lourdement sur le budget d'exploitation de la société.

Mais ce serait ignorer systématiquement plus de la moitié du problème que de s'en tenir là, — car au nombre des facteurs qui conjuguent dans le même sens leurs effets, s'en trouvent certains autres aussi importants, qu'il est impossible de ne pas aborder.

Ces derniers sont, tout d'abord, en relation étroite avec la façon dont la société est dirigée et administrée.

### *Les défauts d'organisation et de direction.*

Comment fonctionne donc cette société ? Comment est-elle dirigée ?

En 1937, au moment de sa constitution, sous l'autorité d'un conseil d'administration, la S. N. C. F. avait à sa tête: un directeur général, un directeur général adjoint et un secrétaire général.

Mais depuis ces effectifs ont beaucoup proliféré.

Et l'on trouve maintenant pour se partager le commandement — toujours sous l'autorité théorique du conseil d'administration — un directeur général, deux directeurs généraux adjoints, deux secrétaires généraux, deux secrétaires généraux adjoints et un inspecteur général.

Cet état-major s'assortit d'ailleurs de onze autres directeurs et de nombreux adjoints et chefs de service.

Comment peut, dans ces conditions, s'exercer efficacement le commandement ? Et comment imputer les responsabilités ? On ne le sait pas très bien — surtout si l'on ajoute que les attributions se partagent, se mélangent, s'enchevêtrent. Et comme si ce n'était pas assez dans cette belle constellation d'étoiles, que représentent tous ces généraux, vient interférer parfois un météore — le ministre lui-même — qui ordonne, décide, tranche d'autorité et s'en va... ce qui vient encore tout compliquer

Et en matière financière en particulier le désordre a été un peu « organisé », par la nomination, irrégulière d'ailleurs, mais avec l'approbation du ministère, au mois de septembre dernier, d'un secrétaire général adjoint supplémentaire centralisant toutes les questions budgétaires, mais chargé en outre des fonctions de chef de cabinet du président Si bien que, concernant la gestion financière, qui tient un rôle essentiel dans la conduite de l'entreprise, un subordonné du directeur général en devenait simultanément le chef, par délégation du président du conseil d'administration. Que pouvait-il en résulter de bon ?

D'ailleurs cette belle organisation s'est superposée à l'organisation des anciennes directions de réseaux, devenues des directions régionales de la nouvelle société nationalisée.

Les trois branches traditionnelles: voie, exploitation, traction, étaient placées autrefois, du temps des réseaux, sous l'autorité d'un seul chef qui pouvait tempérer leur imperméabilité respective, effectuer la synthèse de leur activité. Ces trois branches se trouvent désormais dépendre de trois directions centrales. Ces dernières court-circuitent le directeur régional, à longueur de journée, dans leurs rapports avec les services d'exécution, et comme elles ne peuvent exercer par ailleurs une action ou une surveillance suffisamment profondes et permanentes sur l'activité de leurs subordonnés, ceux-ci en tirent parti pour se libérer en fait de toute autorité et ne plus dépendre pratiquement de personne.

Et l'on voit cette forteresse découpée en petits territoires — les arrondissements — où une multitude de petits seigneurs, irresponsables et sans surveillance, poursuivent isolément leur action, selon leur inspiration.

Quant au directeur régional, comme il fallait lui trouver de l'ouvrage, c'est dans la gestion des œuvres sociales qu'on l'a relégué.

Ce tableau, toutes les missions officielles l'ont, pour leur compte, brossé.

Comment s'étonner alors que cette entreprise ne se préoccupe pas suffisamment des contingences économiques et financières ?

Il ne se trouve personne pour discuter la légitimité des dépenses, leur degré d'utilité; personne pour imposer une coordination financière entre les diverses activités, pour limiter le montant des crédits dont chacun pourra disposer. Partant d'une hypothèse de trafic, issue de graphiques, de calculs, d'extrapolations savantes, on demande aux intéressés: « Fixez vous-même les moyens d'action qui vous sont nécessaires pour exécuter ». On centralise leurs réponses, on totalise les chiffres et le budget est prêt et arrêté. Le Parlement lui-même n'en connaît rien, si ce n'est longtemps après, lorsqu'on vient faire appel à lui pour l'équilibrer.

Où sont donc la recherche des économies, la chasse aux abus, aux gaspillages; quel cas fait-on de l'obligation impérieuse pour tous de restreindre au maximum le train de vie, dans les circonstances actuelles ?

Et l'on assiste à ce paradoxe de voir arrêter un budget de 360 milliards, pratiquement sans restrictions et sans contrôle — alors que pour les 750 milliards de quinze ou vingt ministères on a procédé à des épluchages, des réductions, des compressions héroïques, nécessitant des semaines de travaux et de discussions parlementaires, et portant parfois à peine sur quelques millions de francs.

N'est-ce pas là un des points essentiels sur lesquels, d'urgence, les réformes devront porter ?

Après avoir examiné cette organisation — ou plutôt cette inorganisation — qui explique les abus et l'exagération des dépenses, portons les yeux sur ces abus et ces grandes catégories de dépenses.

### *La politique de somptuosité.*

Il est traditionnel de dire que la S.N.C.F. a toujours fait une politique de magnificence et de somptuosité

C'est traditionnel et c'est vrai.

Elle a, pour ainsi dire, ce travers de façon congénitale; elle l'a, si l'on peut dire, dans le sang.

C'est qu'elle le doit à l'exagération même des qualités de ses techniciens, hommes d'élite certes, mais qui, parce qu'ils appartiennent à l'élite de la technique, ne savent voir que grand, trop grand pour les temps de misère, et sans proportionner suffisamment les réalisations auxquelles ils s'attachent aux besoins économiques ou aux contingences financières de l'heure.

Le caractère permanent de ce reproche que l'on peut faire à la S.N.C.F. ne saurait être mieux démontré qu'en rappelant, à dix ans de distance, les déclarations faites avant la guerre, par un spécialiste éminent, M. Truchy, membre de l'institut, président de l'institut scientifique des communications et des transports, déclarations qui sont encore d'une brûlante actualité.

M. Truchy signalait déjà que la disproportion entre les dépenses de matériel et travaux et les besoins réels de l'exploitation avait, de tout temps, été constatée, et particulièrement marquée de 1930 à 1937, années qui étaient pourtant des années de crise et de dépression.

Et il disait:

« La création en 1937 de la Société nationale des chemins de fer français a été célébrée comme l'aurore de temps nouveaux où le spectre allait s'évanouir; s'il a reculé, c'est de bien peu

« La question du déficit des chemins de fer se pose dans les mêmes termes que celle du déficit du budget de l'Etat.

« Pour le budget de l'Etat, des impôts ? Oui, s'il est absolument impossible de faire autrement: mais aussi et d'abord des économies,

une restriction draconienne du coût des services publics, une purge vigoureuse des chapitres de dépenses.

« Pour le budget des chemins de fer, une nouvelle hausse des tarifs ? Oui, s'il le faut; mais d'abord une gestion qui s'attache avec une ténacité méthodique à moins dépenser et qui cherche les moyens de faire bien avec peu d'argent.

« Ne craignons pas de réhabiliter Harpagon. Dans les temps durs où nous sommes, la hache est le symbole du devoir budgétaire. »

Voilà des vérités qu'il était bon de rappeler et qu'à la S.N.C.F. dans tous les bureaux on devrait voir gravées.

Les exemples fourmillent de ces dépenses à caractère somptuaire ou dont le degré d'utilité peut être discuté.

En voici quelques-uns, — qui s'adressent à des dépenses d'investissement et n'ont évidemment pas de répercussion directe sur l'équilibre du budget d'exploitation, — mais qu'il n'est pas inutile de signaler pour montrer l'air de la maison.

A Villeneuve-Saint-Georges, le dépôt a été bombardé.

Certains éléments sont encore utilisables. On peut reconstruire, réparer.

Mais on a « jugé que toute modernisation y était impossible » (comme le déclare la *Revue générale des chemins de fer* du mois de juin dernier).

Alors on supprime le dépôt existant, on en construit un nouveau, aux proportions gigantesques: rotonde de 133 mètres de diamètre, 7.000 mètres carrés de surface couverte, pont tournant de 27 mètres, hangar de 105 mètres de long, atelier de 6.000 mètres carrés.

Comme le sol était un fond de vase, on bat 1.500 pieux métalliques, on fait 600.000 mètres cubes de terrassement. Et cela se traduit par plusieurs centaines de millions dépensés, dont beaucoup auraient pu être économisés.

A Achères, on crée, au lieu de reconstruire, une gare de toute pièce, aux proportions énormes. La *Revue générale des chemins de fer* signale que cette gare est conçue pour le triage de 2.000 wagons, mais quelle pourra absorber un trafic bien plus important, — trafic qui ne se présentera d'ailleurs jamais.

Même chose à Châlons-sur-Marne, à Tergnier dont les gares de triage ont été doublées, et dont indique encore la *Revue des chemins de fer:* « L'architecture a été particulièrement soignée ».

A Lyon-la Guillotière, on est allé plus loin encore, et même si loin que la Société nationale des chemins de fer français percevant les critiques qui poindront, croit nécessaire, par avance, de s'en justifier.

« On peut se demander, déclare toujours la même revue, si le réseau n'a pas là péché par excès, et s'il n'eût pas été opportun de se contenter d'installations plus modestes. A cela, nous répondrons en rappelant la place tout à fait exceptionnelle que la région lyonnaise occupe dans l'organisation des transports. »

Et nous pourrions multiplier les exemples, chacun d'entre nous en connaît chez lui.

Je vais pour ma part en signaler un de chez moi.

A Avignon, les bombardements ont détruit tout un quartier: habitations et ouvrages de la Société nationale des chemins de fer français qui étaient à côté...

On répare, on construit une immense rotonde, inaugurée en grande pompe, qui permet d'abriter plus de machines qu'il n'y en avait jamais eu et qu'il n'en faudra sans doute jamais. Mais aucune des habitations voisines n'est relevée.

On a dépensé plusieurs dizaines de millions pour abriter les locomotives, mais les sinistrés eux ne sont toujours pas abrités.

En voici un autre que je vous livre encore: c'est notre collègue Breton, qui me l'a communiqué. Il apparaît particulièrement choquant et démonstratif de la création de nouvelles catégories sociales privilégiées, que l'on aide à se reconstituer.

La poudrerie de Bergerac a mis à la disposition de la commune de Bergerac un lot de 25 baraquements, tout installés pour remédier à la crise du logement.

La ville a dépensé entre 100 et 150.000 F supplémentaires pour aménager chacun d'eux, — ce qui les rend parfaitement habitables sinon luxueux.

Il aurait été d'ailleurs déraisonnable de dépenser davantage, ces baraquements étant sur un terrain militaire que l'on peut être obligé de quitter.

La Société nationale des chemins de fer français a demandé à la municipalité de lui laisser quelques-uns de ces logements pour ses employés.

La municipalité a accepté, et la Société nationale des chemins de fer français a mis alors en adjudication des aménagements supplémentaires se montant à un million par logement.

Il y aura donc sur un terrain, d'utilisation précaire, des habitations luxueuses, construites pour une catégorie privilégiée, et côte à côte des habitations plus modestes, et ce sont ces contribuables modestes qui feront, en partie, les frais, — puisque la Société nationale des chemins de fer français est en déficit, — du luxe de ceux qui habiteront à côté.

Nous revenons insensiblement à l'ancien régime, n'est-il pas vrai ?

Et je n'insisterai pas sur l'histoire du stade des cheminots de Limoges et des 150 millions qu'on allait y engager, dans le moment même où l'on refusait à la municipalité les 15 millions nécessaires pour achever le stade commun à toute la population qu'elle avait commencé. Notre collègue Charlet pourrait vous en parler.

Et je ne m'étendrai pas sur les centaines de locomotives commandées et non utilisées, sur l'électrification de la ligne Paris-Lyon qui absorbe plus de 50 milliards et qu'on aurait pu différer.

Mais si l'on voulait parler aussi des conditions dans lesquelles les commandes sont passées et des abus auxquelles elles peuvent prêter, on aurait encore beaucoup à dire.

Je me contenterai de signaler que les commandes jusqu'à 20 millions sont pratiquement laissées à la discrétion des chefs de service locaux, et qu'en ce qui concerne la procédure employée, l'inspecteur général Lemoine, chef de la commission d'enquête sur la société déclare que « les relations avec les fournisseurs ont un caractère beaucoup plus commercial qu'administratif, et que dans le désir d'aboutir vite, on est plus large et moins regardant sur les prix ».

Voilà qui en dit long sur une nouvelle source de gaspillages possibles, et même peut-être sur des choses plus graves, qui peuvent venir à l'esprit, lorsqu'on entend évoquer, comme l'a fait notre collègue Boudet en commission des finances, le cas de tel chef d'arrondissement dont les dépenses et le train de vie procurent une pénible impression, lorsqu'on les rapporte aux fonctions qu'il détient dans la société.

On se demande comment une telle situation a pu durer sans réaction des années et des années. Peut-on tolérer qu'elle dure une minute de plus, à une époque où tant de Français souffrent encore, n'ayant souvent même pas de quoi se loger.

### *Les dépenses de personnel.*

Examinons maintenant la catégorie de dépenses la plus importante, — les dépenses de personnel, — puisque nous l'avons vu, elles représentent par jour environ 600 millions.

Et je sais combien je touche là à un sujet délicat. Je sais combien — et c'est humain, — il faut s'attendre à des réactions nombreuses et violentes de la part du personnel, lorsque doté d'un certain statut et jouissant de certains avantages, il croit que ceux-ci vont être menacés.

Mais cependant si le poids de ces derniers, que supportent non plus des capitalistes, mais les autres catégories de Français, est trop lourd, faut-il les abandonner et les laisser succomber ?

Et faut-il alors que les nationalisations, perdant leur noblesse et leur visage, ne deviennent plus que des machines à créer une nouvelle forme d'exploitation des masses, plus odieuse encore que toute autre: l'exploitation du peuple par une collectivité privilégiée de ce même peuple ?

J'aborderai donc ce sujet objectivement, et je vous prie de croire, sans aucune arrière pensée, ni aucune passion.

On peut bien dire tout d'abord, que le personnel de la Société nationale des chemins de fer français est trop nombreux, puisque cela n'est plus contesté par personne. Tous les rapports des enquêteurs officiels concluent à la nécessité de procéder, sans tarder à une diminution de l'ordre de 50.000 unités, et le ministre des travaux publics, au cours de son audition par la commission des finances, l'a lui-même spontanément déclaré.

Remarquons alors en passant que tant qu'il y aura ces 50.000 unités de trop — chaque unité coûtant en moyenne 450.000 F par an à la Société — c'est 22 milliards et demi de dépenses inutiles qui grèveront son budget.

Ensuite ce personnel a été reclassé, c'est-à-dire surclassé par rapport à ce qu'il était avant la guerre.

Je ne veux pas discuter ici la légitimité de la mesure. Je constate seulement qu'il n'y a plus personne à l'échelle inférieure, l'échelle 1.

De plus de 100.000 agents, soit le quart du personnel avant la guerre, ce nombre est passé à 1.600 actuellement.

Par contre, les échelles supérieures ont été largement pourvues. La dernière, l'échelle 18, a vu ses bénéficiaires augmenter dans la proportion de 72 p. 100. On a même créé des échelles supplémentaires, les échelles A à M, pour les hauts fonctionnaires — échelles qui menaçaient d'être si encombrées, qu'il a fallu à un certain moment, limiter par décision ministérielle, le nombre des bénéficiaires à un millier.

Quoi qu'il en soit, ce glissement de l'ensemble du personnel vers les échelons supérieurs correspond, en moyenne, à l'attribution à tout le personnel d'une échelle de traitement supplémentaire, c'est-à-dire à une augmentation moyenne de 15 à 20.000 F par an. Comme il y a 450.000 unités titulaires environ, les dépenses supplémentaires s'établissent à 8 milliards par an pour le budget de la société.

A côté du traitement il y encore les avantages annexes attribués en argent.

Une étude effectuée pendant plus d'une année, dans le cadre des enquêtes sur les entreprises nationalisées, par une commission constituée d'un conseiller d'Etat, d'un inspecteur général des ponts et chaussées, d'un inspecteur des finances et d'un expert économique, a mis en lumière la situation exceptionnelle dont bénéficient du point de vue de leurs avantages, les agents de la Société nationale des chemins de fer français et la façon dont ils les avaient fort habilement obtenus.

Selon les circonstances, réclamant le maintien de leur statut ancien d'employés des compagnies privées, revendiquant sur certains points l'alignement avec les sociétés nouvellement nationalisées, et invoquant enfin l'analogie de leur situation avec celle des fonctionnaires, ils en sont arrivés, disent les enquêteurs, à cumuler la totalité des avantages consentis aux uns et aux autres — sans cumuler pour autant les sujétions ou les obligations.

C'est ainsi qu'ils ont considéré comme avantages acquis: les facilités de circulation, les économats, le treizième mois — et parfois le quatorzième pour certaines catégories et même les quinzième, seizième, dix-septième et dix huitième pour les plus hauts fonctionnaires.

Puis, invoquant le statut particulièrement avantageux d'Electricité de France, ils ont revendiqué et obtenu l'augmentation de la durée du congé et l'augmentation des traitements de base; tandis que l'analogie de leur situation avec celle des fonctionnaires leur permettait d'obtenir le complément d'allocations familiales, l'intégration de la durée de service militaire dans le temps de service comptant pour la retraite, enfin le taux de majoration des retraites, sans que l'âge soit cependant unifié.

Ainsi, lorsqu'on examine la rémunération de base, elle ne semble pas sensiblement plus élevée que celle du personnel des autres administrations publiques ou des autres entreprises nationalisées.

La différence n'apparaît que lorsqu'on examine les avantages qui viennent s'y ajouter.

Ce sont évidemment les supplément et complément temporaires de traitement dont jouissent tous les fonctionnaires; mais, en outre, tout un ensemble d'indemnités, de primes, d'allocations, de gratifications dont l'énumération tient cinq pages dans le rapport de la commission d'enquête, et qui vont d'après ce même rapport de la « prime pour l'entretien d'un chat, donnée aux gardes-barrière » jusqu'à la prime pour « l'allumage

des lanternes », en passant par l'indemnité « aux gardes-barrière dont le passage à niveau est déclassé ».

Les plus importantes de ces primes sont les primes de fin d'année, qui ne correspondent pas seulement au treizième mois, elles sont au minimum de 10 p. 100, ce qui équivaut au treizième mois et presque le quart du quatorzième. Mais, en général, et pour 30 p. 100 du personnel exécutant, elles correspondent au treizième mois et aux deux tiers du quatorzième, tandis que pour le personnel élevé, celui des échelles A à M, elles correspondent, comme on l'a vu, à deux à six mois de traitement supplémentaire.

Cette prime de fin d'année est d'ailleurs, à l'heure présente, versée d'avance et mensuellement.

Par décision du 9 octobre 1948 du ministre des travaux publics, son montant a été revisé. On tient compte désormais dans son calcul du complément forfaitaire de traitement et de l'indemnité mensuelle — ce qui l'élève en moyenne de 3.500 F par agent. Et cela entraîne encore près de 2 milliards de charges supplémentaires pour la société.

D'ailleurs, à l'occasion de ces primes, la commission d'enquête signale l'existence d'un texte étrange, un arrêté du 13 mai 1948, contre lequel elle s'élève, car cet arrêté — je reprends les expressions du rapport — « prévoyant que la prime du personnel ne peut être diminuée, mais seulement augmentée à la suite de l'examen des comptes, achève de rendre caduc tout l'appareil répressif ».

Les allocations familiales sont servies au personnel à un taux majoré par rapport à ceux dont bénéficient toutes les autres catégories de travailleurs. Et il en est de même en ce qui concerne les prestations de la sécurité sociale, la Société nationale des chemins de fer français faisant là encore les frais du complément.

Ces divers avantages financiers sont d'ailleurs ouvertement reconnus par les organes de la profession.

Et la *Revue générale des chemins de fer* de novembre 1948 signale que ces diverses mesures ont eu pour effet de majorer « en moyenne le salaire d'un agent du cadre permanent de 83 p. 100 environ et de 60 p. 100 pour les allocations familiales ».

A ces avantages divers s'ajoutent encore des avantages en nature: une bonne partie du personnel est logée ou reçoit des indemnités de logement. Le service médical est gratuit; il coûte à la société un demi-milliard.

Le personnel bénéficie en outre pour son approvisionnement des économats, qui sont gérés et financés par la société.

Les rapports d'enquête qui concluent à la transformation de ces économats en coopératives, signalent que leur existence constitue un privilège pour les agents d'une société nationale, un précédent et un risque pour l'Etat.

Dans le cas présent, la S. N. C. F. fait partiellement les frais du transport des marchandises, fait les frais des immeubles où ils sont installés, des stocks qu'ils ont réalisés, d'une bonne partie du personnel qui leur est affecté.

Or ,le nombre des magasins de détail est passé depuis la guerre de 87 à 137, les effectifs ont augmentés de 70 p. 100, le total des ventes annuelles dépasse 10 milliards.

Si la S. N. C. F. n'intervenait pas, rien que pour la réalisation des stocks par les intéressés, il faudrait faire subir une majoration de prix de 18 p. 100 à toutes les marchandises vendues.

C'est donc au minimum de la somme correspondante, soit de près de 2 milliards, que la S. N. C. F. fait encore les frais.

Elle a consenti d'ailleurs à ces économats des avances dont le total est compris entre 4 et 5 milliards, qui sont évidemment prélevés sur ceux que le Trésor met à sa disposition pour assurer les besoins de son exploitation.

Les facilités de circulation données au personnel en activité et au personnel retraité ne sont pas non plus à négliger.

Le régime d'attribution de ces facilités extrêmement libéral, dont jouissent: l'agent, son conjoint, ses enfants, ses ascendants, — régime qui s'applique non plus seulement au réseau d'origine, ou à la région correspondante, mais à la totalité du territoire français, conduit actuellement dans le trafic voyageurs à atteindre, certains moments, le total de plus de 20 p. 100 de voyageurs non payants.

Cela représente plus de 12 milliards de francs.

Evidemment la suppression de ces facilités ne permettrait pas à la société de récupérer le prix des voyages correspondants. Les voyages seraient, en effet, plus limités.

Mais elle réduirait en tout cas sensiblement les charges supportées qu'une étude très poussée a permis d'évaluer à 4 milliards pour l'année.

Examinons enfin le régime des retraites, dont on a beaucoup parlé.

Le régime des retraites du personnel est exceptionnellement avantageux, puisqu'il comporte la cessation de service à cinquante ans pour certaines catégories d'agents, dont les mécaniciens, les conducteurs d'autorail, etc., et cinquante-cinq ans pour les autres. Il n'a son équivalent dans aucune autre administration, dans aucun autre établissement public ou privé.

Ce régime est-il justifié par un travail particulièrement intensif, obligeant à un repos prématuré? D'une manière générale il ne semble pas, puisque les calculs montrent que le nombre moyen d'heures de travail effectif est à la S. N. C. F. encore exceptionnellement bas.

En effet, le nombre d'heures réglementaires moyen de travail par agent, qui était de 2.373 par an en 1945 est passé à 2.248 en 1948. Cela est dû à l'augmentation de la durée des congés annuels intervenue à cette époque et à la fixation d'une durée de travail identique pour tout le personnel, — qu'il s'agisse d'un travail actif ou d'un travail de surveillance, de contrôle, nécessitant seulement la présence du personnel intéressé.

Par ailleurs, le nombre moyen des journées de repos pour maladies s'est élevé au cours des dernières années à quinze jours et trois heures en moyenne par agent.

Il en résulte donc que si l'on prend l'année 1948, l'agent de la S. N. C. F. a travaillé au total 265 journées de huit heures, soit un peu moins de neuf mois dans l'année.

Si l'on ajoute que son travail a certainement été allégé par la présence de 10 p. 100 au moins d'effectifs excédentaires, on voit qu'il n'a pas été spécialement surmené.

Or, ce régime des retraites aboutit à avoir à l'heure actuelle 325.000 retraités pour 476.000 agents en activité, dont 430.000 cotisants à peine, — puisque les auxiliaires ne sont pas affiliés à la caisse de retraite de la société. Cela fait plus de 3 agents retraités pour 4 en activité.

A titre indicatif, en 1929, la proportion était d'un peu moins de 3 retraités pour 8 en activité. On voit que la proportion des retraités a doublé.

Outre que dans les circonstances actuelles, un effort collectif du pays étant nécessaire pour redresser notre économie, cette activité partiellement inemployée est préjudiciable à l'œuvre commune, il en résulte pour la S. N. C. F. en particulier des charges très lourdes.

En effet, la caisse de retraites étant autonome et la S. N. C. F. étant obligée par l'article 39 de la convention, de parfaire les sommes nécessaires à la caisse pour effectuer ses payements, la société effectue des versements qui sont trois à quatre fois plus élevés que les retenues effectuées sur les traitements des agents en activité.

Son versement est ainsi voisin de 27 milliards chaque année.

Et si, comme l'indique le rapport de l'inspecteur général des finances, qui assure le contrôle financier de la S. N. C. F. l'accroissement prochain, avec le régime actuel, des mises à la retraite aboutit à donner bientôt un chiffre égal de retraités et d'agents en activité — 1 agent qui travaille pour 1 retraité — la S. N. C. F. aura à supporter une charge effroyable, à laquelle aucune entreprise, quelle qu'elle soit, ne saurait résister.

Et tous ces milliards s'ajoutent et se retrouvent au passif du budget.

Et tandis que dans l'industrie — où d'ailleurs les employés n'ont pas des traitements aussi élevés — on considère à bon droit comme écrasantes pour les entreprises les charges connexes aux salaires, qui atteignent 40 à 50 p. 100 de ces derniers — à la S. N. C. F. qui tient, et de loin, la tête de toutes les entreprises publiques ou privées, c'est à 83 p. 100 que ces charges connexes doivent être chiffrées.

Comment veut-on dans ces conditions que dans les circonstances actuelles cette société puisse normalement fonctionner?

Si déjà et simplement on la ramenait au niveau de toutes les autres industries privées, en admettant même le taux de 50 p. 100 — le plus élevé — ce serait un soulagement de 26 milliards pour les finances de la société et pour le contribuable français et nous n'aurions pas besoin de discuter aujourd'hui ce projet.

La sous-commission des entreprises nationalisées a estimé que les renseignements qui précèdent devaient être portés à la connaissance de nos collègues à l'occasion de l'examen des projets financiers.

Ils ne comportent qu'une relation succincte objective et sans commentaire des éléments essentiels qu'il peut être utile de connaître avant le débat.

D'autres renseignements touchant l'aggravation de la situation de la société au cours de ces derniers mois leurs causes et la portée des projets gouvernementaux seront fournis au moment de la discussion.

Comme ils sont susceptibles de s'accompagner d'appréciations ou de commentaires, qui n'entrent pas directement dans la compétence de la sous-commission chargée d'apprécier et de suivre la gestion des entreprises nationalisées, ces renseignements seront fournis par le président, à titre personnel, au cours de ladite discussion.

# ANNEXE N° 466

(Session de 1949. — Séance du 14 juin 1949.)

PROPOSITION DE RESOLUTION tendant à inviter le Gouvernement à proposer, sans plus attendre, au vote du Parlement, un projet de loi accordant une **large amnistie, à certaines catégories de personnes,** à l'exception de celles qui auront trahi ou provoqué par leurs agissements, l'arrestation, la torture, la déportation ou la mort de patriotes, ou apporté à l'ennemi une collaboration économique spontanée, présentée par MM. Bernard Lafay, Avinin, Charles Brune, Dulin, Laurent-Thouverey, Marc Rucart, Varlot, et les membres du groupe du rassemblement des gauches républicaines et de la gauche démocratique et apparentés, sénateurs. — (Renvoyée à la commission de la justice et de législation civile, criminelle et commerciale.)

EXPOSE DES MOTIFS

« Vous ne voulez pas accorder l'aministie. Ce serait aujourd'hui une preuve de force.

« Vous l'accorderez plus tard et quand vous l'accorderez ce sera une preuve de faiblesse. »

G. Clemenceau, janvier 1879.

Mesdames, messieurs, répondant au desir profond du pays, le Gouvernement, dans le but de recréer la nécessaire unité nationale, s'est préoccupé de faire adopter par le Parlement certaines mesures d'amnistie dans lesquelles il voit un geste de clémence et de sagesse politique, qui fut toujours l'accompagnement indispensable des grands recommencements de notre histoire.

L'annonce de cette mesure a rencontré, sans aucun doute, dans les couches profondes du pays un accueil favorable interprétée qu'elle a été, non point, certes, comme une réhabilitation de la collaboration, mais bien comme une marque d'apaisement et d'équité.

La résistance authentique a été la première à accueillir ce projet avec sympathie.

Forts de leur sacrifice, les patriotes résistants sont certains de ne pas trahir la mémoire de leurs morts en plaçant au premier rang de leurs soucis, la reconstitution de l'unité française.

Celle-ci exige qu'un nombre important de Français ne demeure pas plus longtemps en dehors de la communauté. En effet, plusieurs millions d'entre eux, soit touchés directement, soit en raison de leurs alliances ou de leurs amitiés pour ceux qui ont été frap-

gés, se considèrent à l'heure actuelle comme placés à l'écart de la vie nationale. Il est urgent de les réintégrer au sein de la nation.

Certes, il n'est pas question de réhabiliter, de gracier, ou même d'oublier les crimes des pourvoyeurs de la Gestapo! Que ceux qui ont du sang français sur les mains, que ceux qui ont apporté à l'ennemi une collaboration économique spontanée subissent le juste châtiment d'un forfait inexpiable!

Mais, face à cette « poignée de traîtres », il y a la foule des autres; de ceux dont le seul crime est le plus souvent d'avoir été trompés. Pour beaucoup d'entre eux, les peines qui furent prononcées, alors, s'avèrent, avec le recul du temps, souvent disproportionnées par rapport aux erreurs perpétrées.

Tout le monde est d'accord pour reconnaître que des inégalités flagrantes furent commises dans la distribution de la justice par les cours d'exception. Selon les régions, selon l'époque, selon le climat politique, pour des délits d'ordre identique, des sanctions très différentes furent infligées; à Grenoble la mort, à Orléans deux ans de prison pour un même crime accompli à la même époque.

Nous savons très bien que le Conseil de la magistrature à l'œuvre duquel nous tenons à rendre le plus grand hommage, s'est efforcé de rétablir une justice d'équité, en rectifiant, par des grâces, les excès de certaines condamnations. Mais cette œuvre d'assainissement judiciaire risque de durer de longues années encore. Cette situation trouble profondément la vie nationale par les ferments de division qu'elle entretient, dont le retentissement se répercute sur toutes les manifestations de l'existence du pays.

Un fossé existe qui tend à se creuser de plus en plus, compromettant ainsi l'unité nationale, sur laquelle ont toujours été fondés la grandeur et le rayonnement de la République.

Le Gouvernement a posé le problème:

Il a suscité des espoirs dans toutes les couches du pays, et surtout chez tous ceux qui sentaient douloureusement s'accroître les fissures. Décevoir ces espoirs serait une grave faute, car ce serait rendre plus réelle encore la division des Français. Bien plus, la solution de ce problème crucial doit être rapide afin d'éviter qu'une fermentation ne vienne aggraver encore le mal dont nous souffrons.

Nous sommes à l'heure grave où il faut reconstruire la France. On ne la reconstruira pas sur des prisons.

La grandeur des tâches qui s'imposent aujourd'hui est telle qu'elle exige impérieusement de tous le travail en commun, donc l'union.

C'est sur la résistance authentique que repose le souci moral et la responsabilité de la reconstruction du pays, qu'elle a une première fois sauvé et dont elle doit aujourd'hui assurer définitivement le salut. Elle doit à son passé de pousser son esprit d'abnégation patriotique jusqu'au pardon de tout ce qui peut être pardonné.

N'est-ce pas Victor Hugo qui, dans cette même enceinte, le 28 février 1879, s'écriait dans un généreux élan:

« En politique, oublier c'est la grande loi. Un vent fatal a soufflé; il s'est mêlé aux âmes; des malheureux ont été entraînés par lui. Vous les avez saisis, vous les avez punis... On vous demande pour eux non la grâce, mais plus que la grâce, l'amnistie. Sur une vaste faute, il faut un vaste oubli. »

L'histoire se répète.

Les grandes périodes de division nationale ont été toujours suivies de périodes de grande réconciliation. Les raisons invoquées par l'illustre poète retrouvent aujourd'hui toute leur actualité et toute leur valeur.

Pour ces raisons, mesdames et messieurs, nous vous demandons de bien vouloir adopter la proposition de résolution suivante.

### PROPOSITION DE RESOLUTION

Le Conseil de la République invite le Gouvernement à proposer sans plus attendre au vote du Parlement un projet de loi accordant une large amnistie, à certaines catégories de personnes, à l'exception de celles qui auront par leurs agissements provoqué l'arrestation, la torture, la déportation ou la mort de patriotes, ou apporté à l'ennemi une collaboration économique spontanée.

## ANNEXE N° 467

(Session de 1949. — Séance du 14 juin 1949.)

AVIS présenté au nom de la commission de la production industrielle sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif à diverses **dispositions d'ordre économique et financier,** par M. de Villoutreys, sénateur (1).

NOTA. — Ce document a été publié au *Journal officiel* du 15 juin 1949. (Compte rendu *in extenso* de la séance du Conseil de la République du 14 juin 1949, page 1397, 3e colonne.)

## ANNEXE N° 468

(Session de 1949. — Séance du 14 juin 1949.)

RAPPORT fait au nom de la commission de la famille, de la population et de la santé publique sur la proposition de résolution de M. Bernard Lafay, tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures utiles en vue d'instituer d'urgence un **insigne national** réservé aux **voitures des médecins,** aux **ambulances** et aux **pharmacies,** et comportant trois variantes correspondant à chacune de ces utilisations, par M. Bernard Lafay, sénateur (2).

Mesdames, messieurs, la proposition de résolution qui vous est soumise tend à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures utiles pour instituer d'urgence un insigne national réservé aux voitures des médecins, aux ambulances et aux pharmacies, cet insigne devant comporter trois variantes correspondant respectivement à chacune de ces trois utilisations, et le modèle de cet insigne et de ses variantes devant être fixé après consultation des organismes professionnels intéressés. Votre commission de la famille, de la population et de la santé publique a décidé, sur la proposition de M. Leccia, de compléter le projet primitif en ajoutant à ces trois catégories et utilisations, une quatrième, réservée aux sages-femmes dont les obligations présentent sur un plan différent des caractéristiques identiques d'urgence et d'importance au regard des nécessités de la santé publique.

Depuis le dépôt de cette proposition de résolution, de très nombreuses correspondances sont venues souligner encore auprès de votre commission l'indiscutable intérêt social qui s'attache à son adoption.

Depuis de nombreuses années, les membres du corps médical ont pris l'habitude de signaler à l'attention générale leur présence ou plus exactement celle de leur voiture — par le port d'un insigne distinctif. Parmi ces derniers, la Croix-Rouge sur fond blanc, qui — dans l'esprit du public — est intimement associée à l'idée des secours et des soins médicaux, était et est encore la plus employée. De même, les ambulances ont également été signalées à l'attention générale par un emblème, généralement le même: Croix-Rouge sur fond blanc.

Est-il besoin d'insister longuement sur l'utilité sociale d'une telle pratique qui attire l'attention du public ou de l'autorité sur la présence d'un médecin, d'une sage-femme, d'une pharmacie ou d'une ambulance ?

Dans les campagnes, où la distance empêche souvent de consulter l'homme de l'art aussi rapidement qu'il serait nécessaire, le passage et l'arrêt du médecin ou de la sage-femme dans un village permettent aux malades qui attendent « l'occasion » de consulter, la possibilité de l'arrêter et d'obtenir des soins sans plus attendre. Il est ainsi fréquent que le médecin ou la sage-femme appelés par un cas urgent dans un village éloigné, soient invités à voir du même coup deux ou trois autres malades — simplement parce que l'on a vu la voiture stationnée sur la place. Sur la route l'insigne distinctif permet de faire signe au médecin ou à la sage-femme et de l'arrêter, en cas d'accident par exemple.

Dans les villes, le port d'un insigne distinctif présente également quelque savantages pour le médecin ou la sage-femme automobiliste, comme pour l'ambulance. Il permet souvent à la voiture de franchir plus rapidement un barrage, ou d'éviter d'être coupé dans une file, car les services d'ordre — avec beaucoup d'opportunité — savent que le médecin, la sage-femme et l'ambulance ne doivent pas être retardés dans leur mission.

Un autre cas est celui des pharmacies. Il ne fait également aucun doute que celles-ci doivent être largement signalées à l'attention du public, tant en raison de leur participation à la lutte contre la maladie, qu'en raison du rôle de « poste de secours d'urgence » qu'elles jouent constamment en cas d'accident sur la voie publique. Or, c'est un fait que nombre de pharmacies avaient également pris pour emblème la Croix Rouge sur fond blanc.

Depuis un certain temps déjà, l'usage de l'insigne « Croix Rouge sur fond blanc » par les médecins, les ambulances et les pharmacies, avait donné lieu à certaines difficultés. On sait, en effet, qu'en vertu de la convention de Genève, ratifiée par le Gouvernement français, cet insigne est celui de la Croix-Rouge internationale, et que le seul organisme autorisé à l'arborer, en France, est la Croix-Rouge française. Médecins, sages-femmes, ambulances et pharmacies se trouvaient ainsi arborer un insigne qui était légalement réservé à un organisme dont ils ne dépendent pas.

L'utilisation de cet insigne ayant tendance à s'étendre, la Croix-Rouge française avait demandé à plusieurs reprises que l'usage en fût interdit à d'autres personnes qu'elle-même. Cette réclamation vient d'être appuyée tout dernièrement par une démarche du gouvernement helvétique. On sait en effet que l'emblème de la Croix-Rouge n'est autre que le drapeau helvétique inversé dans ses couleurs (Croix blanche sur fond rouge), et que l'usage n'en a pu être fait que grâce à une autorisation spéciale accordée par le Gouvernement helvétique à la Croix-Rouge internationale. Ce gouvernement se trouve donc être, en quelque sorte, le garant moral de l'insigne de la Croix-Rouge.

L'initiative du gouvernement suisse, appuyant les réclamations — d'ailleurs légitimes — de la Croix-Rouge française, va apporter une gêne indiscutable au fonctionnement des services médicaux et pharmaceutiques. Il existe bien d'autres insignes établis par les groupements professionnels: mais ceux-ci n'ont pas le caractère « officiel » que semblait conférer la Croix-Rouge, et le public les connaît mal. De plus, la multiplicité des réalisations de ces insignes risque de conduire à de fâcheuses erreurs.

Il n'est pas dans l'intention de votre commission de discuter la légitimité des réclamations introduites par la Croix-Rouge française et le gouvernement suisse, respectivement propriétaire et garant de l'emblème « Croix-Rouge », non plus que les mesures prises par le Gouvernement français pour faire droit à ces réclamations.

Par contre, votre commission pense que le meilleur moyen d'éviter les difficultés pratiques qui vont naître de cette situation consiste à remplacer aussitôt que possible la Croix-Rouge sur fond blanc par un autre insigne, auquel une consécration officielle conférera l'autorité nécessaire.

C'est d'ailleurs dans cette voie que semblent l'orienter le Gouvernement helvétique et la Croix-Rouge internationale.

Votre commission de la famille, de la population et de la santé publique unanime, a estimé qu'un intérêt social s'attachait à ce que les pouvoirs publics instituent d'urgence un insigne national réservé aux voitures des médecins et sages-femmes, aux ambulances et aux pharmacies.

(1) Voir les nos: Assemblée nationale (1re législ.), 7220, 7245, 7269 et in-8° 1826; Conseil de la République: 444, 451 et 461 (année 1948).

(2) Voir le n°: Conseil de la République: 396 (année 1949).

C'est pourquoi, elle vous propose, à l'unanimité de ses membres, d'adopter la proposition de résolution suivante avec un titre nouveau:

PROPOSITION DE RESOLUTION

TENDANT A INVITER LE GOUVERNEMENT A PRENDRE TOUTES MESURES UTILES POUR INSTITUER D'URGENCE, UN INSIGNE NATIONAL RÉSERVÉ AUX VOITURES DES MÉDECINS ET SAGES-FEMMES, AUX AMBULANCES ET AUX PHARMACIES

Le Conseil de la République invite le Gouvernement à prendre toutes mesures utiles pour instituer, d'urgence, un insigne national réservé aux voitures des médecins et sages-femmes, aux ambulances et aux pharmacies.

Cet insigne comportera quatre variantes correspondant respectivement à chacune de ces quatre utilisations.

Le modèle de cet insigne et de ses variantes sera fixé après consultation des organismes professionnels intéressés.

# ANNEXE N° 469

(Session de 1949. — Séance du 14 juin 1949.)

AVIS présenté au nom de la commission des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif à diverses **dispositions d'ordre économique** et **financier**, par M. Rochereau, sénateur (1).

NOTA. — Ce document a été publié au *Journal officiel* du 15 juin 1949. (Compte rendu *in extenso* de la séance du Conseil de la République du 14 juin 1949, page 1398, 2e colonne).

# ANNEXE N° 470

(Session de 1949. — Séance du 14 juin 1949.)

PROPOSITION DE RESOLUTION tendant à inviter le Gouvernement à faire connaître dans le plus bref délai les mesures envisagées et réalisées en vue d'assurer sur les **marchés étrangers** l'**écoulement** de nos **produits agricoles** et plus spécialement des **pommes de terre**, présentée par MM. Jézéquel, Cornu et Henri Cordier, sénateurs. — (Renvoyée à la commission de l'agriculture.)

EXPOSE DES MOTIFS

Mesdames, messieurs, la proposition de résolution qui vous est présentée a pour but de donner l'alarme et d'appeler, de manière pressante, l'attention du Gouvernement sur la situation critique dans laquelle se trouvent les producteurs de primeurs, et plus spécialement de pommes de terre en face de l'effondrement catastrophique de ce marché.

Un certain nombre de petits producteurs, notamment dans nos départements bretons, vivent à peu près exclusivement du produit de leur récolte de pommes de terre.

Or, au cours de ces derniers jours, les prix à la production se sont effondrés de telle façon qu'ils couvrent à peine les frais d'arrachage et de livraison au marché voisin. Cette situation, si elle se prolongeait, risque de les conduire à la ruine et à la misère.

Au cours de la semaine du 6 au 12 juin, le prix du quintal de pommes de terre est descendu jusqu'à 280 F. Il tend actuellement à se stabiliser un peu au-dessous de 400 F.

Le marché de la pomme de terre, profondément déréglé depuis la libération, ne pourra retrouver son équilibre que dans la recherche d'importants débouchés extérieurs. M. Pflimlin, ministre de l'agriculture, a annoncé, à diverses reprises, son intention arrêtée de s'engager dans cette voie.

Ces déclarations ont eu pour effet d'apaiser les producteurs et de les encourager dans leur effort de production. Aujourd'hui, en face de l'effondrement des cours de la pomme de terre, nous lui demandons de bien vouloir préciser ce qui a été fait, les résultats obtenus dans la recherche de débouchés extérieurs.

Il importe de savoir au plus tôt si l'agriculture française peut tabler sur l'équilibre et la stabilité ou si elle doit se résigner à vivre dans l'insécurité et la misère.

Tel est le but de la proposition de résolution que nous vous demandons d'adopter:

PROPOSITION DE RESOLUTION

Le Conseil de la République invite le Gouvernement à faire connaître, dans le plus bref délai, les mesures envisagées et réalisées en vue d'assurer sur les marchés étrangers l'écoulement de nos produits agricoles et plus spécialement des pommes de terre, ceci conformément aux déclarations faites devant l'Assemblée nationale et le Conseil de la République, annonçant que l'agriculture française devait être la première industrie d'exportation.

(1) Voir les nos: Assemblée nationale (1re législ.): 7220, 7245, 7269 et in-8° 1826; Conseil de la République: 444, 451, 461 et 467 (année 1949).

# ANNEXE N° 471

(Session de 1949. — Séance du 15 juin 1949.)

PROPOSITION DE LOI tendant à réparer le préjudice subi par les **fonctionnaires** et **employés** des **préfectures de police et de la Seine relevés** de leurs **fonctions** en application de l'acte dit « loi du 17 juillet 1940 », présentée par M. Jacques Debû-Bridel, sénateur. — (Renvoyée à la commission de l'intérieur [administration générale, départementale et communale, Algérie].) (Article 29 du règlement.)

EXPOSE DES MOTIFS

Mesdames, messieurs, un assez grand nombre de fonctionnaires et employés des préfectures de police et de la Seine furent relevés de leurs fonctions en application de l'acte dit « loi du 17 juillet 1940 », motif pris de leur insuffisance professionnelle, mais en réalité en raison de leur opposition au régime instauré par l'autorité de fait se disant « gouvernement de l'Etat français ».

Une ordonnance en date du 19 octobre 1945 prévoyait en faveur de ces fonctionnaires et employés la possibilité de demander leur passage devant un conseil de discipline régulièrement constitué, devant lequel l'intéressé pouvait se défendre lui-même ou se faire représenter, et qui était chargé de constater si le motif de leur mise à la retraite était ou non valable.

Or, un certain nombre de fonctionnaires et d'employés se trouvant dans cette situation ne put bénéficier des dispositions de l'ordonnance du 19 octobre 1945, en raison du délai qui leur était imparti pour se pourvoir. Il reste en conséquence des cas qui n'ont jamais pu être tranchés et sur lesquels il serait juste qu'un conseil de discipline puisse se prononcer.

PROPOSITION DE LOI

Art. 1er. — Les fonctionnaires et employés des préfectures de police et de la Seine relevés de leurs fonctions en application de l'acte dit « loi du 17 juillet 1940 » et n'ayant pas bénéficié de l'ordonnance du 19 octobre 1945 peuvent, dans un délai d'un an à dater de la promulgation de la présente loi, sous la seule condition qu'ils jouissent de leurs droits politiques, demander leur réintégration dans le poste qu'ils occupaient au jour où ils furent relevés de leurs fonctions.

Art. 2. — Un conseil de discipline, régulièrement constitué, sera chargé d'examiner les demandes de réintégration afin de constater si les intéressés répondent aux conditions requises par l'ordonnance du 19 octobre 1945.

Art. 3. — Au cas où les intéressés ne désireraient pas réintégrer le poste qu'ils occupaient au jour où ils furent relevés de leurs fonctions, le temps qui s'est écoulé entre cette date et le jour de la promulgation de la présente loi leur sera compté pour l'établissement de leur retraite.

# ANNEXE N° 472

(Session de 1949. — Séance du 15 juin 1949.)

RAPPORT fait au nom de la commission des finances sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant ouverture de **crédits provisoires** et autorisation d'engagement de dépenses au titre des **dépenses militaires** pour le mois de **juin 1949**, par M. Pierre Boudet, sénateur (1).

Mesdames, messieurs, le projet de douzième qui vous est soumis vise à accorder au Gouvernement une somme totale de: 41.610.715.000 francs de crédits de payement et 3.974.600.000 francs d'autorisations de programme au titre des dépenses militaires du mois de juin 1949.

Ces chiffres ont été fixés dans le cadre du projet de budget définitif actuellement en discussion devant le Parlement, de telle sorte qu'à la fin du sixième mois de cette année, une somme un peu inférieure à la moitié mathématique du total annuel aura été accordée.

En plus de l'octroi des crédits et des autorisations de programme dont il vient d'être parlé, le projet gouvernemental contient les articles habituels destinés à assurer la continuité du fonctionnement des budgets annexes et des services chargés des réalisations matérielles (articles 3, 4, 7).

Une seule disposition particulière (article 6) prévoit l'annulation d'une somme de:

419.792.000 francs de crédits de payement accordés au titre du service des essences, d'une part (59.792.000 francs), et, d'autre part, au titre de l'habillement et du campement de la section guerre (360 millions de francs) par les deux dernières lois de douzièmes.

Cette annulation a pour objet de mettre les crédits provisoires des six premiers mois de l'année 1949 en harmonie avec les dotations demandées pour l'année entière dans le projet définitif.

Enfin, le projet se termine par l'article 8 habituel portant interdiction de mesures nouvelles et par lequel se trouve interdit au ministre de prendre aucune mesure entraînant des augmentations de dépenses.

L'Assemblée nationale n'a apporté qu'une modification de détail de pure forme au projet présenté par le Gouvernement. Cette modification porte sur le dernier paragraphe de l'article 7 duquel elle a retiré la référence à l'article 6 de la loi n° 48-1995 du 31 décembre 1948, jugée inutile.

Les modifications apportées par votre commission des finances concernent uniquement les opérations nouvelles, dont elle a pensé qu'il n'était pas utile de prévoir le lancement quelques jours avant la discussion du budget définitif.

C'est ainsi que:

*a*) 2.089 millions de francs ont été abattus sur les 3.974.600.000 francs demandés au titre de l'article 2 (autorisations de programme du budget général);

*b*) 120 millions de francs ont été abattus sur les 2.520 millions de francs demandés au titre de l'article 4 (autorisations de programme pour les budgets annexes).

Nous appellerons enfin votre attention sur une nouvelle provision de 2.100 millions d'autorisations de programme accordée au chapitre 336 des constructions aéronautiques (études et prototypes). Cette somme est destinée à permettre la poursuite, pendant le mois de juin 1949, des marchés en régie avec les sociétés S. N. E. C. M. A., Hispano, Voisin, Turbomeca, O. N. E. R. A., etc. Tout en accordant ce crédit qu'elle considère actuellement comme inévitable, la commission des finances souhaite que la situation de ces diverses sociétés soit rapidement clarifiée et leurs activités contrôlées.

Sous réserve de ces remarques et compte tenu des deux abattements signalés, le projet gouvernemental a fait l'objet d'un avis

(1) Voir les nos: Assemblée nationale (1re législ.), 7304, 7386, 7416 et in-8° 1838; Conseil de la République, 463 (année 1949).

favorable de la part de la majorité de votre commission des finances qui vous propose, en conséquence, l'adoption du texte ci-après:

PROJET DE LOI

TITRE Ier. — **Budget général.**

Art. 1er. — Il est ouvert aux ministres, au titre des dépenses militaires ordinaires et des dépenses militaires de reconstruction et d'équipement pour le mois de juin 1949, des crédits provisoires s'élevant à la somme totale de 41 milliards 610.715.000 F, ainsi répartie:

Défense nationale:

Section commune, 3.635.691.000 F.

Section air, 7.066.845.000 F.

Section guerre, 8.244.405.000 F.

Section marine, 5.480.876.000 F.

France d'outre-mer, 17.182.898.000 F.

Total égal, 41.610.715.000 F.

Art. 2. — Les ministres sont autorisés à engager, au titre du budget général, pour les dépenses militaires de reconstruction et d'équipement, des dépenses s'élevant à la somme totale de 1.885.600.000 F et réparties par services et par chapitres conformément à l'état A annexé à la présente loi.

Ces autorisations de programme seront couvertes tant par les crédits ouverts par la présente loi que par de nouveaux crédits à ouvrir ultérieurement.

TITRE II. — **Budgets annexes.**

Art. 3. — Les crédits provisoires applicables aux dépenses d'exploitation d'études et de prototypes et aux dépenses de reconstruction et d'équipement imputables sur les budgets annexes rattachés pour ordre au budget de la défense nationale sont fixés pour le mois de juin 1949 à la somme totale de 9 milliards 863.058.000 F, ainsi répartie:

Constructions aéronautiques, 4.361.600.000 F.

Constructions et armes navales, 2.032 millions 921.000 F.

Fabrications d'armement, 2.304.750.000 F.

Services des essences, 608.499.000 F.

Services des poudres, 555.288.000 F.

Total égal, 9.863.058.000 F.

Art. 4. — Le ministre de la défense nationale est autorisé à engager, au titre des dépenses de reconstruction et d'équipement imputables sur les budgets annexes rattachés pour ordre au budget de la défense nationale, des dépenses s'élevant à la somme totale de 2.400 millions de francs et réparties par services et par chapitres conformément à l'état B annexé à la présente loi.

Ces autorisations de programme seront couvertes tant par les crédits ouverts par la présente loi que par de nouveaux crédits à ouvrir ultérieurement.

TITRE III. — **Dispositions spéciales.**

Art. 5. — Les crédits ouverts par les articles 1er et 3 de la présente loi seront répartis par chapitres au moyen de décrets pris sur le rapport du ministre des finances et des affaires économiques.

Art. 6. — Sur les crédits provisoires accordés par la loi n° 48-1995 du 31 décembre 1948 et par la loi n° 49-323 du 10 mars 1949, une somme globale de 419.792.000 F est définitivement annulée au titre des chapitres ci-après, savoir:

**Défense nationale.**

SECTION COMMUNE

TITRE II. — DÉPENSES DE RECONSTRUCTION ET D'ÉQUIPEMENT

Chap. 9020. — Subvention au service des essences pour travaux de premier établissement, 59.792.000 F.

SECTION GUERRE

TITRE Ier. — DÉPENSES ORDINAIRES

*5e partie. — Matériel, fonctionnement des services et travaux d'entretien.*

Chap. 318. — Habillement et campement. — Programmes, 360 millions de francs.

Total égal, 419.792.000 F.

Art. 7. — Pour assurer la continuité du fonctionnement des services, les ministres sont autorisés, jusqu'au 30 juin 1949, à engager sur les chapitres ci-après, en excédent des crédits ouverts pour les six premiers mois de l'année 1949, des dépenses limitées à la moitié de ces crédits:

**Défense nationale.**

SECTION GUERRE

Chap. 319. — Service de santé.

Chap. 327. — Matériel automobile blindé et chenillé. — Entretien.

Chap. 328. — Matériel d'armement. — Entretien.

Chap. 329. — Munitions. — Entretien.

Chap. 331. — Services annexes gérés par la direction du matériel. — Fonctionnement.

Chap. 332. — Matériel du génie. — Entretien.

Chap. 333. — Matériel des transmissions. — Entretien.

Chap. 341. — Etudes et expérimentations techniques.

Chap. 342. — Service du génie. — Entretien des immeubles et du domaine militaire.

En outre, les ministres sont autorisés, jusqu'au 15 décembre 1949, à engager des dépenses en excédent des crédits ouverts pour les six premiers mois de l'année dans les limites ci-après fixées:

**Défense nationale.**

SECTION AIR

Chap. 318. — Habillement et campement, 700 millions de francs.

Chap. 3182. — Couchage et ameublement, 50 millions de francs.

Chap. 325. — Entretien et réparation des matériels aéronautiques assurés par le service du matériel de l'armée de l'air, 2.983 millions de francs.

Chap. 326. — Entretien du matériel des télécommunications, 49 millions de francs.

Chap. 327. — Entretien des matériels roulants et matériels divers, 310 millions de francs.

Chap. 332. — Munitions de l'armée de l'air, 100 millions de francs.

Chap. 333. — Matériel roulant, 310 millions de francs.

Chap. 334. — Matériel d'équipement des bases, 250 millions de francs.

SECTION GUERRE

Chap. 336. — Matériel automobile. — Fabrication et reconditionnement, 412 millions de francs.

Chap. 337. — Armement léger. — Réalisation, 1.600 millions de francs.

Chap. 338. — Munitions. — Réalisation, 6.500 millions de francs.

Chap. 339. — Matériel du génie. — Réalisation, 220 millions de francs.

Chap. 340. — Matériel des transmissions. — Réalisation, 500 millions de francs.

SECTION MARINE

Chap. 318. — Habillement, campement, couchage et ameublement, 900 millions de francs.

Chap. 327. — Approvisionnements de la marine, 850 millions de francs.

Chap. 330. — Entretien du matériel de série de l'aéronautique navale, 530 millions de francs.

Chap. 332. — Entretien des bâtiments de la flotte (y compris les dragueurs) et des matériels militaires, 1.970 millions de francs.

Chap. 338. — Combustibles et carburants, 1.500 millions de francs.

**France d'outre-mer.**

II. — DÉPENSES MILITAIRES

Chap. 352. — Alimentation de la troupe, 3 milliards de francs.

Chap. 353. — Habillement, campement, couchage et ameublement, 2.862 millions de francs.

Chap. 354. — Remonte et fourrages, 70 millions de francs.

Chap. 356. — Fonctionnement du service de santé, 550 millions de francs.

Chap. 357. — Fonctionnement du service de l'artillerie, 2.460 millions de francs.

Chap. 358. — Fonctionnement du service des transmissions, 240 millions de francs.

Chap. 359. — Fonctionnement du service automobile, 1.750 millions de francs.

Chap. 360. — Fonctionnement du service des constructions. — Loyers. — Travaux du génie en campagne, 700 millions de francs.

**Budget annexe des fabrications d'armement.**

Chap. 362. — Fabrications d'armements. — Fonctionnement. — Matières et marchés à l'industrie, 2.750 millions de francs.

Les autorisations prévues au présent article se substituent à celles accordées par l'article 6 de la loi n° 49-323 du 10 mars 1949.

Art. 8. — Il est interdit aux ministres de prendre des mesures nouvelles entraînant des augmentations de dépenses imputables sur les crédits, les autorisations d'engagement de dépenses et les autorisations de programme accordées par les articles 1er, 2, 3, 4 et 7 de la présente loi et qui ne résulteraient pas de l'application des lois et ordonnances antérieures ou de dispositions de la présente loi.

Les ministres ordonnateurs ainsi que le ministre des finances et des affaires économiques seront personnellement responsables des décisions prises à l'encontre des dispositions ci-dessus.

**Etat A.** — *Tableau, par service et par chapitre, des autorisations de programme accordées au titre du budget général.*

**Défense nationale.**

SECTION COMMUNE

*Equipement.*

Chap. 9040. — Construction de logements militaires, 170 millions de francs.

SECTION AIR

*Equipement.*

Chap. 900. — Bases. — Travaux et installations, néant.

Chap. 912. — Matériel de série de l'armée de l'air, 1 milliard de francs.

Total pour la section air, 1 milliard de francs.

SECTION GUERRE

*Equipement.*

Chap. 912. — Matériel lourd, 611 millions de francs.

SECTION MARINE

*Equipement.*

Chap. 903. — Service technique des transmissions. — Equipement, 27.600.000 F.

RÉCAPITULATION

Section commune, 170 millions de francs.

Section air, 1 milliard de francs.

Section guerre, 611 millions de francs.

Section marine, 27.600.000 F.

Total pour la défense nationale, 1.808 millions 600.000 F.

**France d'outre-mer.**

II. — DÉPENSES MILITAIRES

*Equipement.*

Chap. 952 — Equipement industriel des directions du service du matériel et des bâtiments, 77 millions de francs.

Chap. 953. — Motorisation et mécanisation des unités, néant.

Total pour la France d'outre-mer, 77 millions de francs.

Total pour l'état A, 1.885.000.000 F.

**Etat B.** — *Tableau, par service et par chapitre, des autorisations de programme accordées au titre des budgets annexes.*

**Constructions aéronautiques.**

Chap. 336. — Etudes et prototypes, 2.100 millions de francs.

**Service des essences.**

TITRE Ier. — DÉPENSES DE CARACTÈRE INDUSTRIEL

Chap. 990. — Renouvellement, grosses réparations et création de bâtiments, machines, outillages et emballages en service, néant.

TITRE II. — DÉPENSES DE CARACTÈRE EXTRA-INDUSTRIEL

Chap. 891. — Reconstructions et grosses réparations d'installations immobilières extra-industrielles (installations réservées), néant.

Chap. 991. — Equipement et création d'installations immobilières extra-industrielles (installations réservées), néant.

Total pour le service des essences, néant.

**Service des poudres.**

*Matériel.*

Chap. 3703. — Equipement. Matériel et matières d'œuvres, 300 millions de francs.

RÉCAPITULATION

Constructions aéronautiques, 2.100 millions de francs.

Service des essences, néant.

Service des poudres, 300 millions de francs.

Total pour l'état B, 2.400 millions de francs.

# ANNEXE N° 473

(Session de 1949. — Séance du 15 juin 1949.)

RAPPORT fait au nom de la commission de la justice et de législation civile, criminelle et commerciale sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, modifiant les **articles 9, 16 et 50 du code d'instruction criminelle** relatifs aux **officiers de police judiciaire,** par M. Gaston Charlet, Sénateur (1).

Mesdames, messieurs, le projet de loi adopté par l'Assemblée nationale dans sa séance du 17 mai 1949 et qui fait l'objet du présent rapport a pour but essentiel de faciliter dans un sens à la fois de précision et de logique, l'interprétation à laquelle pouvait donner lieu la rédaction de l'article 9 du code d'instruction criminelle, tel que l'avait modifié l'ordonnance du 11 septembre 1945.

Dans sa rédaction dernière, en effet, l'article 9 susvisé attribue la qualité d'officiers de police judiciaire notamment aux sous-officiers de gendarmerie. Or, tous les gendarmes sont sous-officiers. Est-ce à dire qu'on pourrait considérer tous les gendarmes, même les nouvellement incorporés dans l'arme, comme officiers de police judiciaire ?

Une telle interprétation présenterait de graves inconvénients.

C'est pourquoi la modification proposée par le Gouvernement et adoptée par l'Assemblée nationale, restreint cette prérogative aux seuls officiers et gradés de la gendarmerie (maréchaux des logis-chefs, adjudants-chefs et adjudants) qui commandent généralement une brigade et aussi, par exception, aux simples gendarmes, mais, en ce qui concerne ces derniers, sous la double condition qu'ils aient trois ans de service dans l'arme et qu'ils aient été désignés nominativement par les minsitres de la justice et de la défense nationale.

Cette première modification a déterminé, par voie de conséquence, celle de l'article 50 du code d'instruction criminelle (article 3 de la loi proposée).

Enfin, le nouvel article 2 rectifie une erreur matérielle qui avait fait écrire dans le texte antérieur « commandant de gendarmerie » au lieu de « commandant de la brigade de gendarmerie ».

Le texte proposé dont la teneur suit apparaît à la fois pertinent et nécessaire.

C'est pourquoi votre commission de la justice et de législation vous propose de l'adopter sans modifications ni réserves.

PROJET DE LOI

Art. 1er. — L'article 9, 4°, du code d'instruction criminelle, est modifié comme suit:

« 4° Les officiers et gradés de gendarmerie, ainsi que les gendarmes comptant au moins trois ans de service dans la gendarmerie sont nominativement désignés par arrêté du ministre de la défense nationale et du garde des sceaux, ministre de la justice. »

Art. 2. — Dans les alinéas 4 et 5 de l'article 16 du code d'instruction criminelle, les mots: « commandant de la gendarmerie » sont remplacés par les mots: « commandant de la brigade de gendarmerie ».

Art. 3. — L'article 50 du code d'instruction criminelle est modifié comme suit:

« Les maires, les adjoints au maire, les commissaires de police, les gradés de gendarmerie, les gendarmes désignés conformément à l'article 9, § 4°, et les secrétaires ou inspecteurs de police désignés conformément à l'article 9, § 7°, du présent code, recevront également les dénonciations et feront les actes énoncés à l'article précédent en se conformant aux mêmes règles. »

(1) Voir les nos: Assemblée nationale (1re législ.): 2591, 6877 et in-8° 1781; Conseil de la République: 402 (année 1949).

# ANNEXE N° 474

(Session de 1949. — Séance du 15 juin 1949.)

PROPOSITION DE RESOLUTION tendant à inviter le Gouvernement à venir d'urgence en **aide** aux **populations** du département de l'**Hérault** sinistrées par la **grêle,** présentée par MM. Edouard Barthe et Claparède, sénateurs. — [Renvoyée à la commission de l'intérieur (administration générale, départementale et communale, Algérie).]

EXPOSE DES MOTIFS

Mesdames, messieurs, le 9 juin dernier, un ouragan d'une violence inouïe, accompagné d'un orage de grêle, a dévasté les communes de Saint-Bauzille-de-Putois, Agones, Brissac, Montoulieu, Saint-Jean-de-Bueges, Saint-André-de-Bueges et Pegairolles-de-Bueges, dévastant les récoltes de vignes, fruits, légumes, etc.

Les cultures de ces communes sont gravement atteintes, certaines sont totalement perdues, les sarments de vignes sont hachés. La récolte est anéantie pour l'année en cours et très compromise pour l'année 1950.

Après ce désastre, les habitants de ces régions et, en particulier, les jeunes exploitants, ruinés, se sont remis courageusement au travail, donnant ainsi un magnifique exemple de persévérance et d'attachement à la terre.

C'est en considération de l'importance des dégâts causés et de l'état d'esprit des populations éprouvées que nous attirons l'attention du Conseil de la République sur la nécessité d'apporter une aide efficace aux sinistrés et que nous sollicitons l'adoption de la proposition de résolution suivante:

PROPOSITION DE RESOLUTION

Le Conseil de la République, ému par les conséquences de l'ouragan survenu dans le département de l'Hérault le 9 juin 1949, invite le Gouvernement:

1° A déposer d'urgence un projet de loi portant ouverture de crédits en vue de venir en aide aux sinistrés;

2° A envisager des aménagements fiscaux (bénéfices agricoles 1948, impôts, allocations familiales, etc.), en faveur des populations intéressées;

3° L'octroi de crédits pour chantiers de chômage et toutes les mesures de secours.

# ANNEXE N° 475

(Session de 1949. — Séance du 15 juin 1949.)

RAPPORT fait au nom de la commission des pensions (pensions civiles et militaires et victimes de la guerre et de l'oppression) sur la proposition de résolution de M. Héline et des membres du groupe du rassemblement des gauches républicaines et de la gauche démocratique et apparentés, tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures utiles afin d'assurer le **payement,** sur de **nouvelles bases,** de la **retraite du combattant,** par M. Héline, sénateur (1).

Mesdames, messieurs, la commission des pensions du Conseil de la République, après avoir délibéré sur la proposition de résolution n° 311 (année 1949) présentée par M. Héline et les membres du groupe du rassemblement des gauches républicaines et de la gauche démocratique, en a modifié la rédaction et elle a substitué un nouveau texte qui prévoit quatre échelons dans le taux de la retraite du combattant, au lieu de trois, comme le prévoyait la proposition susvisée.

Le retraite du combattant existe, il est donc inutile de la justifier. Permettez-moi cependant de vous rappeler que les anciens combattants — qui ont tous souffert des conditions pénibles que supposent le combat et les privations inhérentes — n'ont pas tous contracté des infirmités apparentes entraînant une invalidité indemnisable au titre de la loi du 31 mars 1919. Il n'en est pas moins vrai qu'ils ont supporté des fatigues et que les effets de celles-ci — pour n'est pas très apparents — n'en sont pas moins réels; ils se manifestent indiscutablement à l'âge où la retraite du combattant est allouée.

D'autre part, les anciens combattants souhaitent que ceux qui ont dû abandonner leurs familles et leurs occupations professionnelles puissent retrouver dans l'allocation de la retraite du combattant une légère compensation au « manque à gagner » résultant de leur mobilisation. Ceux qui sont restés dans leurs foyers ont pu continuer l'exercice de leur profession, n'ont subi aucun préjudice et ont, au contraire, profité d'une concurrence réduite facilitant leurs affaires.

Si donc la retraite du combattant se justifie, comme il apparaît de toute évidence, je demande au Conseil de la République, au nom de la commission des pensions, de vouloir bien adopter la proposition de résolution suivante:

PROPOSITION DE RESOLUTION

Le Conseil de la République, constatant que la retraite du combattant n'a bénéficié d'aucune revalorisation réelle depuis sa création, ému par les justes revendications des anciens combattants, invite le Gouvernement à prendre toutes mesures pour assurer, à partir du 1er janvier 1949, le payement de la retraite du combattant sur les bases suivantes:

De 50 à 55 ans: retraite non modifiée:

De 55 à 60 ans: retraite actuelle doublée;

De 60 à 65 ans: retraite actuelle triplée;

Au delà de 65 ans: retraite actuelle quadruplée.

L'ancien combattant âgé de plus de 50 ans et dont l'inaptitude au travail sera constatée par une double expertise médicale aura droit au taux maximum de la retraite tel qu'il est prévu ci-dessus.

(1) Voir le n°: Conseil de la République, 311 (année 1949).

# ANNEXE N° 476

(Session de 1949. — Séance du 15 juin 1949.)

RAPPORT fait au nom de la commission des finances sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, autorisant la **cession** à l'office national industriel de l'azote de **l'usine sulfurique de Borde-Longue,** dépendant de la poudrerie nationale à Toulouse, par M. Alric, sénateur (1).

Mesdames, messieurs, depuis la fin de la guerre 1914-1918, l'office national industriel de l'azote utilise une usine de fabrication d'acide sulfurique appartenant à la poudrerie nationale de Toulouse. La cession définitive en était déjà prévue à l'article 2 de la loi du 11 avril 1924. Elle porterait sur les installations suivantes:

1° Bâtiments n°s 801, 802, 803 (chambre de plomb);

2° Bâtiments n° 807 (concentration);

3° Bâtiments non numérotés, servant de fours à pyrites, tonnes relais, acides, bureaux, conciergerie, atelier de réparations, magasins, réfectoire et restaurant, blanchisserie, dortoir;

4° Le matériel de voie ferrée en place, y compris le tronçon de voie ferrée situé à l'extérieur de l'usine d'acide sulfurique, entre la clôture de cette usine et le branchement de voie ferrée donnant accès à l'usine de Bracqueville de l'O. N. I. A.

Le tout sous réserve d'un certain nombre de machines et matériels divers dont la liste a été d'ores et déjà arrêtée, et qui seront conservés par la poudrerie nationale.

La valeur des éléments compris dans la cession a été déterminée de la manière suivante.

Terrains non bâtis, y compris la valeur des voies ferrées:

21.000 mètres carrés à 100 F le mètre carré, 2.100.000 F.

15.700 mètres carrés à 60 F le mètre carré, 942.000 F.

113.250 mètres carrés à 20 F le mètre carré, 2.265.000 F.

Ensemble, 5.307.000 F.

Pour les bâtiments et compte tenu des divers éléments en jeu, les représentants de la poudrerie nationale, de l'O. N. I. A. et de l'administration des domaines se sont mis d'accord sur une estimation de 10.188.400 F, qui, ajoutée à celle donnée aux terrains non bâtis, fournit une évaluation globale de 15.500.000 F, en chiffre rond.

L'O. N. I. A. ayant accepté de verser le prix ci-dessus et la cession ayant recueilli l'accord de tous les services intéressés, votre commission des finances, après l'Assemblée nationale, vous demande d'adopter le texte ci-après:

PROJET DE LOI

*Article unique.* — Est autorisée la cession à l'office national industriel de l'azote de l'usine d'acide sulfurique de Borde-Longue, dépendant de la poudrerie nationale à Toulouse.

Cette cession aura lieu moyennant le prix de 15.500.000 F. Elle sera constatée par un acte administratif établi dans les formes ordinaires.

# ANNEXE N° 477

(Session de 1949. — Séance du 16 juin 1949.)

RAPPORT fait au nom de la commission de l'agriculture sur la proposition de résolution de MM. Jézéquel, Cornu et Henri Cordier, tendant à inviter le Gouvernement à faire connaître dans le plus bref délai les mesures envisagées et réalisées en vue d'assurer sur les **marchés étrangers** l'**écoulement** de nos **produits agricoles** et plus spécialement des **pommes de terre,** par M. Brettes, sénateur (1).

NOTA. — Ce document a été publié au *Journal officiel* du 22 juin 1949. (Compte rendu *in extenso* de la séance du Conseil de la République du 21 juin 1949, page 1538, 3e colonne.)

(1) Voir les n°s: Assemblée nationale (1re législ.), 2269, 7013 et in-8° 1777; Conseil de la République, 400 (année 1949).

# ANNEXE N° 478

(Session de 1949. — Séance du 16 juin 1949.)

PROPOSITION DE LOI portant **aliénation** de la **zone** des **cinquante pas géométriques** dans les départements de la **Martinique,** de la **Guadeloupe** et de la **Guyane,** présentée par MM. Symphor et Lodéon, sénateurs. — [Renvoyée à la commission de l'intérieur (administration générale, départementale et communale, Algérie).] (Art. 20 du règlement.)

EXPOSE DES MOTIFS

Mesdames, messieurs, l'existence, dans les départements d'outre-mer, d'un immense domaine rattaché à celui de l'Etat, mais tenant de son origine un caractère particulier et dénommé « zone des cinquante pas géométriques », a été la cause d'une série de contestations juridiques et de complications politiques qui, tout le long de ces dernières années, ont provoqué de multiples et parfois violents incidents et souvent fait peser de graves menaces sur l'ordre social.

Les pouvoirs publics se sont cependant toujours appliqués, par différents actes (ordonnances, décrets, arrêtés), à régler ces conflits sans cesse renaissants.

Il en est résulté une législation confuse, imprécise, permettant les interprétations les plus opposées et les jugements les plus contradictoires.

La transformation de ces colonies en départements, par l'application de la loi du 19 mars 1946, a introduit un élément nouveau de trouble dans des débats qui ont pris naissance au début même de la colonisation et qui se poursuivent encore, avec la même âpreté, autour de problèmes qui n'ont changé ni d'aspect ni de données.

Le moment nous semble venu d'apporter de toute urgence une solution définitive à cette irritante question.

Il conviendra, pour cela, de préciser d'abord de quoi il s'agit, d'en suivre ensuite l'évolution dans le passé pour essayer, en dernière analyse, de justifier la proposition que nous soumettons à vos délibérations.

En quoi consiste cette zone?

Sa définition, à notre connaissance, apparaît pour la première fois, à la fin du XVIIe siècle, dans un arrêt par lequel le conseil souverain consacrait la réserve que s'était faite la compagnie des Indes occidentales qui exploitait alors les « Isles » d'Amérique récemment découvertes. Elle est constituée par une bande de terre « large de 50 pas de 3 pieds et 1/2 tout autour de l'île, à compter du bord de la terre franche où le jet de la mer et le flot ne montent pas ». D'autres documents la situent à partir des premières herbes. « Les cinquante pas doivent commencer où finissent les rivages, lais et relais de la mer, et où les herbes et arbrisseaux commencent à croître. »

Elle était alors dénommée « zone des cinquante pas des seigneurs ». Elle s'appela, par la suite, « zone des cinquante pas du roi » quand, par l'édit royal de 1674, ces colonies furent réunies au domaine royal.

Le pas mesurant 1 m 625, elle s'étend donc sur une profondeur de 81 m 20 entre le domaine public maritime du côté du rivage, d'une part, et le domaine privé du côté de l'intérieur, d'autre part.

Sa superficie exacte n'a pas été officiellement déterminée à la Martinique. On l'évalue à 3.000 hectares environ.

(1) Voir le n°: Conseil de la République, 470 (année 1949).

Si l'on s'en tient uniquement aux dimensions de l'île (80 km de long sur 30 km de large en moyenne) et à sa superficie (1.080 km² environ), ce chiffre peut surprendre à première vue. Mais, si l'on considère par contre l'extrême développement de ses côtes et surtout leurs nombreuses et profondes indentations, on comprendra aisément que cette approximation, acceptée d'ailleurs par tous les auteurs, n'est nullement exagérée.

Il existait donc, « dans le circuit des îles », un immense domaine d'un caractère spécial et qui fut soumis, dès le début de la colonisation, à des règles particulièrement rigoureuses.

Les raisons de cette réserve se trouvent longuement et clairement exposées dans une lettre en date du 6 février 1671 du gouverneur Baas à Colbert:

« Je ne sais pas, monseigneur, si quelqu'un vous a jamais expliqué pourquoi les cinquante pas du roi ont été réservés dans les îles françaises d'Amérique, c'est-à-dire pourquoi les concessions des premiers étages n'ont été accordées qu'à condition qu'elles commenceront à cinquante pas du bord de la mer et que cette ceinture extérieure, qui fait le contour de l'île, ne peut être donnée en propre à aucun habitant pour plusieurs raisons avantageuses pour le bien de la colonie.

« La première a été pour rendre plus difficile l'abord des îles ailleurs que dans les rades où les bourgs sont bâtis, car cinquante pas de terre en bois debout, très épais et très difficile à percer, sont un grand empêchement pour les descentes de l'ennemi.

« La seconde, les cinquante pas du roi sont réservés pour y faire des fortifications s'il était nécessaire, afin de s'opposer aux descentes des ennemis, et l'on a réservé cette terre pour ne rien prendre sur celles des habitants qui, autrement, auraient pu demander des dédommagements.

« En troisième lieu, cette réserve est faite afin que chacun ait un passage libre le long de la mer, car, sans cela, les habitants l'auraient empêché par des clôtures et par des oppositions qui, tous les jours, auraient causé des procès parmi eux.

« Quatrièmement, pour donner aux capitaines des navires qui viennent aux îles la faculté d'aller couper des bois dans les cinquante pas du roi pour leurs nécessités, car, sans cela, les habitants ne leur permettraient d'en prendre qu'en payant.

« La cinquième est celle de donner moyen aux artisans de se loger car ils n'ont aucun fonds pour acheter des habitations et ils n'ont pour tous biens que leurs outils pour gagner leur vie. On leur donne aux uns plus, aux autres moins de terres pour y bâtir des maisons, mais c'est toujours à condition que si le roi a besoin du fonds sur lequel ils doivent bâtir, ils transportent ailleurs leur bâtiment. Or, sur ces cinquante pas, sont logés les pêcheurs, les maçons, les charpentiers et autres personnes nécessaires au maintien des colonies. »

Il apparaît, à la lecture de ce texte, qu'un double souci animait l'administration royale quant à la mise en exploitation des terres ainsi rattachées à la couronne: assurer d'abord la défense des îles en ménageant les possibilités d'édifier librement et à tout instant des fortifications, de prendre telle mesure de protection que nécessiteraient les circonstances; favoriser ensuite les conditions d'existence des colons en leur permettant d'utiliser, pour leur logement et leur entretien, des portions de terre dont ils seraient les maîtres sous la seule réserve « des besoins du roi », pour son service et celui du bien public.

Ce programme fut exécuté dans toute la mesure où il était possible de le faire. Les îles furent entourées de fortifications. Il fut prescrit de planter dans les cinquante pas géométriques et d'y « entretenir sur douze pieds d'épaisseur et à dix-huit pouces les unes des autres, des « raquettes », sorte de cactus à longues épines qui provoquent de dangereuses blessures et qui forment des massifs épais, rendant l'accès particulièrement difficile à des assaillants insuffisamment armés et protégés.

Le libre passage fut assuré.

Des travailleurs, ouvriers, marins et paysans purent construire des logements le long des côtes et, en certains points, leurs habitations

formèrent des agglomérations qui constituent aujourd'hui les chefs-lieux de 21 communes sur les 33 que compte la Martinique.

Mais, pour sauvegarder « le droit du roi », une réglementation d'une extrême sévérité intervint pour fixer les conditions dans lesquelles les concessions de terrains seraient consenties. Elle posait comme principes essentiels: l'inaliénabilité et l'imprescriptibilité de la zone des cinquante pas. L'exploitation des terres ne devait commencer qu'à partir du bord externe de ladite zone. Aucun établissement ne pouvait y être construit sans une autorisation spéciale du roi et à titre absolument précaire. Une ordonnance de 1673 avait interdit « aux arpenteurs d'y délivrer aucun certificat de terrain s'il ne leur apparaît d'une permission expresse du roi ».

Dès 1704, le roi avait rappelé « que s'étant réservé les 50 pas du bord de la mer dont la propriété ne peut être accordée, Sa Majesté peut en donner la jouissance à qui elle juge à propos ».

Quelques années plus tard, en 1757, à l'occasion d'un pourvoi formulé par un sieur Novarro, M. de Moras précisa, par une dépêche du 3 décembre, la doctrine royale en matière d'occupation des 50 pas:

« Sa Majesté peut, quand il lui plaira, reprendre tous les habités ou non habités, pour les donner à qui Elle voudra et au titre de redevance ou libéralité gratuite qu'Elle jugera à propos. Les ventes, les partages, les baux à rentes que peuvent en avoir fait les particuliers à qui l'usage en avait été accordé ne peuvent faire aucun tort au droit du Souverain.

« On pourrait même aller plus loin: c'est que, si Sa Majesté voulait user de ce droit à la rigueur, Elle pourrait répéter et faire tourner à son profit et les prix principaux et le produit des rentes ».

Il est évident que les prescriptions royales ne furent pas toujours respectées et que des empiètements irréguliers et abusifs se produisirent contre lesquels les représentants de la couronne ne cessèrent de réagir.

Telle était la situation quand éclata la grande révolution. Dès 1790, la Constitution intégra les îles d'Amérique dans le domaine de l'Etat, et la « zone des 50 pas du roi » qui, sous cette appellation, constituait « un vestige de la monarchie », changea pour la troisième fois de nom et s'appela désormais « zone des 50 pas géométriques ».

Les gouvernements qui se succédèrent alors en France, se trouvant aux prises avec tant de convulsions intérieures et de crises extérieures, ne s'intéressèrent pas d'une manière particulière à la zone. Et ce n'est qu'en 1825 que la législation domaniale fut introduite dans les vieilles colonies, ainsi qu'étaient à cette époque désignées: la Guyane, la Guadeloupe, la Martinique et la Réunion. En vertu des ordonnances qui furent alors édictées, les biens qui y constituaient le domaine privé de l'Etat furent dévolus à ces colonies, à l'exclusion, dit l'article 3 de l'acte du 17 août 1825 « des fortifications, du rivage de la mer et des cinquante pas géométriques ».

Et l'ordonnance organique du 9 février 1827 précisa, en son article 24, « qu'aucune portion des cinquante pas géométriques réservée sur sur le littoral ne peut être échangée ni aliénée ».

La première restauration lui conservait donc le double caractère originel que la monarchie lui avait donné: l'inaliénabilité et l'imprescriptibilité ». Il fut cependant accordé de nombreuses autorisations, toujours à titre précaire et révocables, d'y édifier des constructions, d'y bâtir des établissements de peu d'importance. On put y créer des salines. Peu à peu, on étendit ces permissions, d'abord aux communes pour s'agrandir, pour transférer leur cimetière, ensuite aux habitants eux-mêmes, notamment dans les communes de Sainte-Marien-de-Trinité, de Case-Navire, du Diamant, des Anses-d'Arlets, du Marin, etc., pour bâtir « dans les alentours de l'église et du presbytère ». Des concessions à titre définitif furent même accordées. Aux bénéficiaires de ces libéralités, il était imposé l'obligation de clore et de bâtir les terrains qui leur étaient ainsi concédés.

L'ordonnance de 1827, pas plus que les ordonnances antérieures, ne fut pas strictement observée, et même, de nombreuses dérogations y furent faites, comme nous venons de l'indiquer, soit du fait du pouvoir central, soit de celui de l'administration locale, sans compter les occupations sans titre qui se produisirent.

« Ainsi, dit le professeur Revert, dans son récent ouvrage sur la Martinique, s'effritait peu à peu la vieille législation » qui apparaissait alors comme une sorte d'anachronisme. Les raisons qui, à l'origine et dans le passé, pouvaient justifier l'inaliénabilité de la zone ne se soutenaient plus.

La nécessité s'imposait donc de lui donner une nouvelle affectation qui répondit davantage, tant aux nécessités des collectivités publiques et privées qu'aux besoins de la classe ouvrière et paysanne.

Il fallait pour cela que le droit consacrât d'abord le fait en donnant une sanction juridique aux situations existantes et qu'ensuite on réglementât, sur des bases différentes, les modalités suivant lesquelles de nouvelles concessions seraient accordées. Tel fut l'objet du décret du 21 mars 1882, immédiatement appliqué à la Guadeloupe, mais qui ne fut promulgué à la Martinique que cinq ans plus tard, le 8 juillet 1887.

Ce décret de 1882 range « les terrains bâtis » en quatre groupes différents:

1° Ceux qui sont situés dans les villes, bourgs et villages, sur la zone des 50 pas géométriques et qui sont occupés antérieurement au 9 février 1827 (date de l'ordonnance du décret sur l'inaliénabilité de la zone) et détenus publiquement et paisiblement depuis cette époque;

2° Ceux qui sont situés dans les mêmes limites et qui sont occupés depuis le 9 février 1827 en vertu des permissions administratives dont les conditions auront été remplies;

3° Ceux qui sont également situés dans l'intérieur des villes, bourgs et villages, mais qui ne remplissent pas les conditions des numéros 1 et 2;

4° Ceux qui sont situés en dehors de ces limites.

Les détenteurs des deux premières catégories recevront des titres de propriétés définitifs et incommutables délivrés par le préfet en conseil privé (art. 2).

Les détenteurs des terrains bâtis compris sous les numéros 3 et 4 pourront recevoir les mêmes titres de propriété, mais après l'instruction prévue à l'article 9 (art. 3).

En ce qui concerne les terrains non bâtis, le décret de 1882 n'a envisagé que la situation de ceux qui sont « à l'intérieur des villes, villages et bourgs ». Des concessions irrévocables pourront y être accordées à titre gratuit ou onéreux par décret délibéré en conseil d'Etat (art. 7). Mais il est resté muet sur les terrains non bâtis, situés en dehors de ces agglomérations, c'est-à-dire sur la plus grande partie des terres formant la zone réservée.

Il faut reconnaître que la question de la zone des 50 pas n'avait pas jusqu'ici suscité un bien vif intérêt dans la population qui, au contraire, continua, malgré l'intervention de ce texte, à manifester à son égard une certaine indifférence.

Cependant, les abus s'étaient aggravés en se multipliant. Peu de titres avaient été réclamés ou distribués. Les propriétaires des terrains attenant à la zone et dits « fonds dominants » ou « étages supérieurs » finirent par considérer les terres qu'ils exploitaient sans titre comme des biens personnels qu'ils pouvaient aliéner à leur convenance.

L'opinion publique avait donc mis du temps à s'en apercevoir et à s'en émouvoir. Mais la réaction fut violente.

Il a fallu, pour la provoquer et l'entretenir, le rapide et prodigieux développement que prit la ville de Fort-de-France au cours de ces trente dernières années.

A la suite de la tragique disparition de Saint-Pierre sous le feu du volcan en 1902, Fort-de-France devint à la fois le siège de l'administration, de la justice, de la marine et de l'armée, le point d'appui de la flotte, la tête de ligne des compagnies de navigation maritime et aérienne, l'unique port équipé de l'île, le centre du mouvement intellectuel, artistique, politique et social, un ardent foyer de rayonnement et de diffusion de la pensée française dans la mer Caraïbe.

Toute l'activité économique et commerciale dont la cité martyre avait eu jusqu'ici le monopole incontesté et à laquelle la première guerre mondiale avait donné une vive et féconde impulsion s'y trouva concentrée, attirant dans ses étroites limites un afflux considérable de gens à la recherche de l'embauche ou en quête d'aventures, sans compter les milliers de réfugiés, évacués de la région volcanique qui s'y étaient installés.

C'est ainsi que sa population augmenta rapidement dans des proportions considérables et passa de 15.000 habitants environ en 1902 à 27.000 en 1910, à 50.000 en 1936 et à 66.000 au dernier recensement de 1946. Elle avait quadruplé en une quarantaine d'années.

On éprouva des difficultés à loger ces nouveaux venus. La nécessité s'imposa donc de bâtir vite, de construire rapidement, d'augmenter dans le minimum de temps le nombre des logis disponibles.

Il n'y avait d'espaces vides que dans les régions basses et marécageuses du littoral, c'est-à-dire dans la zone réservée des 50 pas géométriques.

Des propriétaires de l'étage supérieur n'hésitèrent pas à procéder au lotissement de certaines parties de la zone. De véritables contrats ou baux de location furent passés et même des ventes notariées effectuées. D'autres y construisirent des sortes de camps d'hébergement formés de maisonnettes légères en planches ou bois de caisses, plantées ici et là, les unes sur les autres, sans ordre et sans alignement, dans des marais à peine asséchés, au mépris total de l'hygiène et de la salubrité publiques. Ainsi surgirent, en peu de temps, ces banlieues surpeuplées de Sainte-Thérèse, du Morne-Pichevin, de la rive droite du Levassor, de Reguillet où vivent actuellement plus de 30.000 habitants entassés dans un lamentable pêle-mêle.

Ainsi se trouva également posée la question des « 50 pas géométriques » dont une opinion publique enfiévrée allait se saisir dans une atmosphère d'ardente passion.

Les exigences de ces propriétaires, autant que les conditions d'habitat, indignes d'un pays civilisé, ne tardèrent pas à provoquer les réclamations les plus vives. Des syndicats de locataires furent constitués qui, tout en demandant l'application de la législation sur l'urbanisme, contestèrent sur le ton le plus véhément les titres de propriété de ceux qui avaient ainsi vendu ou loué de vastes terrains incontestablement situés dans la zone réservée

La municipalité de Fort-de-France prit position dans le même sens. Et elle déféra devant le tribunal du contentieux administratif un arrêté gubernatorial accordant une concession à titre définitif.

La résistance des locataires se trouva, de ce fait, encouragée et s'accrut. Ils refusèrent de payer les termes échus. Des procès furent intentés qui donnèrent lieu à des jugements contradictoires.

Les locataires se posaient au surplus en défenseurs des biens de la collectivité et sommaient les représentants du Gouvernement dans la colonie d'intervenir pour garantir les droits de l'Etat, comme autrefois les gouverneurs et les intendants avaient défendu les « droits du roi »

Une campagne extrêmement violente de presse et de « meetings » fut entreprise contre les « vautours du faubourg ». Des ordonnances d'expulsion ne purent être exécutées, la foule s'opposant à l'expulsion des occupants. La protestation populaire prit souvent les allures de véritables émeutes dans les quartiers. L'administration eut la sagesse de refuser l'intervention de la police. Autrement, le sang eût coulé à flots dans les rues. Mais force ne restait plus à la loi: une grave crise sociale était donc latente.

A la suite d'une intervention du député-maire, M. Victor Sévère, une enquête fut confiée à l'inspecteur des finances Moretti qui préconisa des mesures d'apaisement (achats, échanges, expropriations), mais dont aucune n'avait le mérite d'une solution radicale.

Il calma, pour un temps, le conflit sans le régler. La situation resta, au contraire, toujours très tendue. Les plaintes n'ont encore rien perdu de leur vivacité ainsi que le révèlent les doléances que nous avons récemment reçues tant du syndicat des locataires des banlieues de Fort-de-France que des communes côtières du Prêcheur, de Saint-Pierre, du Carbot, du Lorrain, etc.

Puis, ce fut la guerre, Mais la trêve qui en était naturellement sortie fut rompue dès la libération de l'île. Et la question rebondit avec la même irritation et la même violence.

Le gouverneur d'alors, M. Parisot, à la demande du conseil général, avait proposé au ministère de la France d'outre-mer un texte qu'il jugeait, lui-même, en ces termes: « Ce texte, une fois promulgué, aura pour conséquence immédiate de soustraire les terrains situés à l'intérieur des nouvelles limites au droit du propriétaire supérieur, permettant alors à l'administration de leur donner toute affectation qu'elle jugera convenable, soit dans l'intérêt des occupants, soit dans celui de la collectivité.

« Hors des centres urbains, la jouissance laissée au propriétaire du fonds dominant des terrains non bâtis de la zone constitue un privilège excessif qu'il convient également de limiter, sinon de faire disparaître. »

C'est alors qu'intervint le décret du 23 avril 1946 abrogeant celui du 21 mars 1882. Mais il contient des dispositions qui ne peuvent être appliquées que par un gouverneur, de sorte qu'il maintient une formule coloniale dans un régime départemental métropolitain, bien qu'ayant été rendu postérieurement à la loi de l'assimilation. Il est donc devenu de ce fait inapplicable et nous sommes ramenés à la situation créée par le décret de 1827 qui stipule d'une manière formelle l'inaliénabilité et l'imprescriptibilité de la zone réservée des 50 pas géométriques. C'est donc toute la question de la zone qui est remise en cause, et il est évident qu'une nouvelle mesure d'ordre général doit être prise sans délai pour en fixer le statut.

Entre temps, une réglementation beaucoup plus libérale avait été adoptée pour l'île de la Réunion où la zone fut purement et simplement supprimée par le décret du 13 janvier 1922 qui prescrit que les détenteurs de terrains bâtis recevront des titres de propriété et que les terrains non occupés seront vendus aux enchères.

C'est bien cette solution que le conseil général unanime a toujours préconisée.

Nous nous contenterons de rappeler les circonstances les plus récentes où, sous une forme qu'il a revêtue d'une certaine solennité, le conseil général a renouvelé ce vœu. Le 31 octobre 1946, il recevait, en son sein, la commission interministérielle présidée par M. le conseiller d'Etat Mottin venue aux Antilles pour étudier sur place les conditions d'application de la loi de l'assimilation.

Il lui remettait une adresse où il demandait expressément l'abrogation de la législation actuelle des 50 pas géométriques avec suppression, sans indemnité, du droit de jouissance du propriétaire du fonds et transfert du domaine privé du département de la zone désaffectée.

Un an plus tard, à la séance du 12 décembre 1947 où il eut à procéder à la dévolution des biens, il formulait à nouveau ce vœu par l'organe de son rapporteur général qui s'exprimait dans les termes suivants:

« ...Notre assimilation à la métropole doit faire disparaître la vieille rengaine du terme colonial et les vestiges des organisations désuètes et surannées qui se rangeaient sous son appellation.

« Aussi nous marquons notre vive insistance auprès de vous pour qu'en un vœu ferme votre Assemblée demande la solution immédiate de la question des 50 pas géométriques par la dévolution de ce domaine à ceux au profit desquels l'Etat l'avait réservé. »

Enfin, à la première séance qu'il tenait, en la forme départementale le 20 mai 1948, il insistait par la motion suivante:

« Considérant l'urgente nécessité d'apporter une solution équitable à l'épineuse question des 50 pas géométriques;

« Considérant la grande pénurie du logement qui sévit dans le département et les besoins qu'elle crée pour les humbles de ce pays,

« Emet le vœu:

« Que, conformément aux avis antérieurs de l'assemblée locale, la zone des 50 pas tombe le plus vite possible dans le domaine privé du département;

« Et, qu'en outre, des dispositions légales permettent à l'administration préfectorale, en accord avec le conseil général, d'attribuer des concessions à ceux dont le cas le rend nécessaire »

Sur ce point, l'opinion de la première assemblée de notre département n'a donc jamais varié. Notre proposition est d'ailleurs la seule qui puisse régler la question en équité et dans un sens largement démocratique.

Elle répond, au surplus, à une impérieuse nécessité, pour les besoins vitaux de la Martinique. L'agriculture de ce pays est caractérisée par son orientation vers la double culture de la canne et de la banane. La culture vivrière, qui est généralement pratiquée par de petits propriétaires, est notoirement insuffisante; la grande concentration des terres entre un petit nombre de mains ne laisse pas suffisamment de terrains libres et de bonne qualité pour l'entreprendre sur une plus importante échelle.

Il en résulte que ce pays dont la démographie est très élevée (220 habitants par kilomètre carré de superficie, mais près de 500 par kilomètre carré de terre en culture) se trouve obligé d'acheter à l'extérieur des produits nécessaires à son alimentation qu'il aurait dû tirer de son sol.

Les dangers de cette quasi-monoculture ont été mis en évidence avec une dramatique brutalité au cours de la dernière guerre quand subissant les rigueurs d'un implacable blocus, l'île connut une terrible disette voisine de la famine.

Aujourd'hui encore les effets s'en font sentir: des restrictions sont toujours imposées à la population par suite de la pénurie de devises qui limite ses achats sur les marchés américains. Le pouvoir central s'est vivement ému de cet état de choses. Dans ses instructions du 27 janvier 1946, le gouverneur Saller actuellement sénateur, alors directeur du plan d'équipement public et du développement économique et social de la Martinique au ministère de la France d'outre-mer, que dirigeait notre collègue Marius Moutet, constatait que:

« La démographie est très forte dans l'île, ce qui ajoute aux difficultés qui naissent inévitablement d'un équipement rudimentaire et d'une concentration traditionnelle entre quelques mains des moyens de production », et que « la période de guerre, avec le blocus, est venue, en créant le chômage, accroître la misère et développer les maladies dues à la déficience physique, tuberculose et lèpre notamment. »

Et il invitait le chef du gouvernement local à étudier et à proposer les mesures à prendre « en ce qui concerne les terres appartenant actuellement au domaine public et les terres récupérées », ainsi que celles « à imposer aux propriétaires des domaines privés inexploités ». Et, au nombre de celles-là indiquait « le morcellement et la répartition sous la forme de location-vente en faveur de la population rurale ».

En réponse, le directeur du service de l'agriculture, en plein accord avec le chef de la colonie, la chambre d'agriculture et le conseil général, préconisait:

« ...Le morcellement

« *a*) des terres de la mangrove à valoriser, soit 2.500 hectares environ qui pourront être divisés en parcelles d'une superficie variant d'une fraction d'hectare à cinq hectares, suivant leur vocation agricole;

« *b*) des terres de la zone des 50 pas géométriques, soit 2.400 hectares environ, dont la récupération a été déjà demandée au département et qui seraient vendues suivant le cas, soit aux propriétaires de l'étage dominant, soit à de petits agriculteurs ».

Notre proposition de loi répond donc aux conceptions déjà exprimées par le Gouvernement lui-même.

Nous tenons, en outre, à souligner qu'elle ne porte aucune atteinte aux intérêts du Trésor, l'Etat ayant déjà effectivement fait abandon de la zone au profit du budget local par les décrets de 1882, de 1922 et de 1946. Elle se borne à régulariser une situation de fait que l'absence d'un texte formel rendait confuse et chaotique.

Notons enfin, pour conclure, que les auteurs du décret de 1922 pensaient introduire à la Réunion une réforme déjà réalisée aux Antilles et en Guyane. « Il a été jugé opportun, écrivaient-ils dans le rapport de présentation au Président de la République, d'étendre à la Réunion une mesure déjà appliquée dans nos colonies des Antilles et de la Guyane... »

Ils voulaient donc mettre la Réunion sur le même pied que les autres vieilles colonies. Au fait, ils lui ont assuré un régime nettement plus favorable que celui qui était en vigueur dans ces territoires et c'est cette égalité de traitement qu'ils désiraient instituer que nous vous demandons de vouloir bien consacrer.

Notre proposition vise donc à étendre aux autres départements d'outre-mer les dispositions appliquées à la colonie de la Réunion par le décret du 13 janvier 1922.

A cet effet, les articles 1er, 2, 6, 7, 8, reproduisent respectivement dans leur esprit et presque dans leur forme les articles 2, 3, 8, 5 et 6 (ce dernier modifié par l'article 2 du décret du 23 février 1936) du décret susvisé du 18 janvier 1922.

La commission prévue à l'article 5 déterminera ceux des titres qui doivent être délivrés gratuitement et ceux qui doivent l'être moyennant redevances. Le règlement d'administration publique tiendra compte, à cet effet, des dispositions des décrets de 1882 et de 1946.

Il est évident qu'on ne saurait considérer avec la même bienveillance la maisonnette construite par un modeste travailleur pour le logement de sa famille et la villa de vacances des gens aisés et riches ou les maisons de rapport constituant des revenus à leurs propriétaires.

Trois articles nouveaux y ont été introduits qui cependant n'en modifient pas l'économie générale. Ce sont:

1° L'article 3 qui se justifie par la situation exceptionnelle créée par l'existence du décret, devenu inapplicable, du 23 avril 1946.

A la suite de sa promulgation, des demandes de concessions ont été en effet déposées et instruites, conformément à la procédure qu'il a prévue. Les pétitionnaires auraient dû être déjà installés, depuis deux et même trois ans, si les autorités habilitées par ce texte avaient pu remplir leur mission.

Il a donc semblé équitable de régler ces cas particuliers, par priorité, en les assimilant aux demandes formulées par les détenteurs sans titres;

2° L'article 4 qui prévoit la possibilité d'accorder avant le morcellement des concessions d'un caractère particulier pour les besoins des communes, des entreprises industrielles, commerciales ou agricoles (constructions de quais, usines, hangars, salines, installations frigorifiques...);

3° Enfin, l'article 5 qui substitue au conseil privé, disparu du fait de l'assimilation, une commission qui avait été d'ailleurs prévue par le décret du 23 avril 1946 pour la délivrance des titres de propriété et l'attribution des concessions.

Les terres qui resteraient libres après ces affectations seront dévolues à ces deux départements pour être morcelées en vue de la constitution de la petite propriété ouvrière et paysanne par les conseils généraux selon des principes démocratiques pour empêcher l'accaparement et le remembrement des terres par les favorisés de la fortune.

Ainsi sera définitivement réalisé, après trois siècles, ce vœu que formulait, en 1674, le gouverneur M. de Baas, et que le conseil général unanime a repris à son compte, « donner les moyens aux artisans de se loger car ils n'ont aucun fonds pour acheter des habitations et ils n'ont pour tout bien que leurs outils pour gagner leur vie ».

## PROPOSITION DE LOI

Art. 1er. — Les détenteurs de terrains bâtis situés sur la zone des cinquante pas géométriques, dans les départements de la Guadeloupe, de la Martinique et de la Guyane recevront des titres de propriétés définitifs qui, pendant vingt ans, seront incessibles et incommutables, soit gratuitement, soit moyennant redevance à l'appréciation de la commission prévue à l'article 5.

Art. 2. — Sont considérés comme terrains bâtis pour l'application de l'article précédent les terrains clos attenant aux bâtiments et en dépendant.

Art. 3. — Des concessions de terrains non bâtis sur la zone des cinquante pas pourront être accordées à titre gratuit ou onéreux aux auteurs des demandes déposées et instruites à la date du 1er juin 1949, conformément aux dispositions des décrets des 21 mars 1882 pour la Guadeloupe et 23 avril 1946 pour la Martinique. Il sera fait recette au profit du budget local.

Art. 4. — Des concessions pourront être également accordées à titre gratuit ou onéreux aux communes ou aux entreprises commerciales, agricoles et industrielles pour les besoins de leurs établissements et exploitations.

Art. 5. — Les titres de propriété prévus à l'article premier et les concessions prévues aux articles 3 et 4 seront délivrés par le préfet sur avis d'une commission composée:

Du directeur du service des domaines, président;

De quatre conseillers généraux, désignés par la commission départementale;

Du maire de la commune sur le territoire de laquelle sont situés les terrains qui ont fait l'objet de ces demandes de délivrance de titres ou d'attribution de concession;

De trois représentants des intérêts privés en cause (groupements professionnels, associations ou syndicats).

Les travaux de la commission devront être achevés dans un délai de six mois après la promulgation de la présente loi.

Art. 6. — Les propriétés constituées et les concessions octroyées en vertu des articles premier, 3 et 4 supporteront les diverses servitudes dont l'établissement est nécessaire, tant dans l'intérêt des services publics que dans celui des intérêts privés.

Art. 7. — Les terrains non concédés seront dévolus aux départements de la Guadeloupe et de la Martinique pour être affectés et morcelés dans les conditions qui seront fixées par les conseils généraux de ces départements.

Art. 8. — Sont et demeurent abrogées toutes autres dispositions relatives à l'inaliénabilité des terrains situés dans la zone des cinquante pas géométriques à la Guadeloupe et à la Martinique.

Art. 9 — Un décret rendu dans les six mois de la promulgation fixera les modalités d'application de la présente loi.

# ANNEXE N° 479

(Session de 1949. — Séance du 16 juin 1949.)

RAPPORT fait au nom de la commission du suffrage universel, du contrôle constitutionnel, du règlement et des pétitions sur la proposition de loi adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à abroger l'article 8 de la loi n° 47-1732 du 5 septembre 1947 fixant le **régime général** des **élections municipales**, par M. Debré, sénateur (1).

NOTA. — Ce document a été publié au *Journal officiel* du 24 juin 1949. (Compte rendu *in extenso* de la séance du Conseil de la République du 23 juin 1949, page 1561, 2e colonne).

# ANNEXE N° 480

(Session de 1949. — Séance du 16 juin 1949.)

PROPOSITION DE LOI adoptée par l'Assemblée nationale, après déclaration d'urgence, tendant à modifier et à compléter la loi n° 48-1360 du 1er septembre 1948 portant **modification** et **codification** de la **législation relative aux rapports des bailleurs et locataires** ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel et instituant des allocations de logement, transmise par M. le président de l'Assemblée nationale et M. le président du Conseil de la République (1). — (Renvoyée à la commission de la justice et de législation civile, criminelle et commerciale.)

Paris, le 16 juin 1949

Monsieur le président.

Dans sa séance du 16 juin 1949, l'Assemblée nationale a adopté, après déclaration d'urgence, une proposition de loi tendant à modifier et à compléter la loi n° 48-1360 du 1er septembre 1948 portant modification et codification de la législation relative aux rapports des bailleurs et locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel et instituant des allocations de logement.

Conformément aux dispositions de l'article 20 de la Constitution, j'ai l'honneur de vous adresser une expédition authentique de cette proposition de loi, dont je vous prie de vouloir bien saisir, pour avis, le Conseil de la République.

Je vous prie de vouloir bien m'accuser réception de cet envoi.

Agréez, monsieur le président, l'assurance de ma haute considération.

*Le président de l'Assemblée nationale,*
Signé: EDOUARD HERRIOT.

L'Assemblée nationale a adopté la proposition de loi dont la teneur suit:

PROPOSITION DE LOI

Art. A (nouveau). — Le début du 7e alinéa de l'article 1er de la loi du 1er septembre 1948 est ainsi rédigé:

« Des décrets pris sur le rapport du ministre chargé de la reconstruction et de l'urbanisme détermineront... »

(Le reste sans changement).

Art. 1er. — Le paragraphe 1° de l'article 10 de la loi n° 48-1360 du 1er septembre 1948 est ainsi modifié:

« 1° Qui ont fait ou feront l'objet d'une décision judiciaire devenue définitive ayant prononcé leur expulsion par application du droit commun ou de dispositions antérieures permettant l'exercice du droit de reprise ou qui feront l'objet d'une semblable décision prononçant leur expulsion pour l'une des causes et aux conditions admises par la présente loi; toutefois, lorsque la décision n'aura ordonné l'expulsion qu'en raison de l'expiration du bail ou d'un précédent maintien dans les lieux accordé par les lois antérieures, l'occupant ne sera pas privé du droit au maintien dans les lieux. »

Art. 2. — Les alinéas 1er et 2 du paragraphe 7° de l'article 10 de la loi n° 48-1360 du 1er septembre 1948 sont ainsi modifiés:

« Qui, dans les communes visées aux articles 2 et 18 de l'ordonnance du 11 octobre 1945, ne remplissent pas à l'expiration d'un délai de six mois à compter de la signification du congé les conditions d'occupation suffisante fixées en application de l'article 3 de ladite ordonnance.

« Cependant, si l'occupant sous-loue régulièrement une seule pièce depuis au moins quatre mois... »

(Le reste de l'alinéa sans changement).

Art. 3. — Il est ajouté à la fin du paragraphe 7° de l'article 10 de la loi n° 48-1360 du 1er septembre 1948, un nouvel alinéa ainsi conçu:

« Les dispositions du présent paragraphe ainsi que celles de l'article 79 de la présente loi devront être reproduites, à peine de nullité, dans tout congé donné en application du présent paragraphe. »

Art. 4. — Le paragraphe 10° de l'article 10 de la loi n° 48-1360 du 1er septembre 1948 est ainsi complété:

« Toutefois, les dispositions du présent paragraphe ne sont pas applicables aux sinistrés et réfugiés privés de leur habitation, jusqu'au moment où ils pourront réintégrer leur local réparé ou le local reconstruit en remplacement de leur habitation primitive ou occuper le local correspondant à leurs besoins mis provisoirement à leur disposition par l'administration.

« Ces dispositions ne s'appliquent pas non plus aux autres bénéficiaires de réquisitions prises par application de l'ordonnance du 11 octobre 1945 ou dont la réquisition a été convertie en location amiable. »

Art. 4 *bis* (nouveau). — L'article 6 de la loi n° 48-1360 du 1er septembre 1948 est ainsi complété:

« ...ou occuper le local correspondant à leurs besoins mis provisoirement à leur disposition par l'administration. »

Art. 5. — Le 1er alinéa de l'article 79 de la loi n° 48-1360 du 1er septembre 1948 est ainsi modifié:

« Tout occupant bénéficiaire d'un maintien dans les lieux et tout locataire est autorisé à échanger les locaux qu'il occupe, en vue d'une meilleure utilisation familiale, sauf le droit pour le propriétaire de s'y opposer pour des motifs sérieux et légitimes. »

Art. 6. — Les dispositions des articles 1er, 2, 4, 4 *bis* et 5 sont, nonobstant toute décision judiciaire antérieurement rendue, même passée en force de chose jugée, exceptionnellement applicables à tous ceux qui occupent encore matériellement les lieux.

En outre, le droit au maintien dans les lieux est accordé aux locataires ou occupants qui, ayant reçu congé, en application des dispositions du paragraphe 7° de l'article 10 de la loi du 1er septembre 1948, antérieurement à la promulgation de la présente loi, auront dans un délai de six mois à compter de ladite promulgation rempli les conditions d'occupation suffisante.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 16 juin 1949.

*Le président,*
Signé: EDOUARD HERRIOT.

# ANNEXE N° 481

(Session de 1949. — Séance du 16 juin 1949.)

PROPOSITION DE LOI adoptée par l'Assemblée nationale, après déclaration d'urgence, tendant à **modifier la loi** n° 48-30 du 7 janvier 1948 autorisation un **prélèvement exceptionnel** de lutte contre l'inflation, transmis par M. le président de l'Assemblée nationale à M. le président du Conseil de la République (1). — (Renvoyée à la commission des finances.)

Paris, le 16 juin 1949.

Monsieur le président,

Dans sa séance du 16 juin 1949, l'Assemblée nationale a adopté, après déclaration d'urgence, une proposition de loi tendant à modifier la loi n° 48-30 du 7 janvier 1948 autorisant un prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation.

Conformément aux dispositions de l'article 20 de la Constitution, j'ai l'honneur de vous adresser une expédition authentique de cette proposition de loi, dont je vous prie de vouloir bien saisir, pour avis, le Conseil de la République.

Je vous prie de vouloir bien m'accuser réception de cet envoi.

Agréez monsieur le président, l'assurance de ma haute considération.

*Le président de l'Assemblée nationale,*
Signé: EDOUARD HERRIOT.

L'Assemblée nationale a adopté la proposition de loi dont la teneur suit:

PROPOSITION DE LOI

*Article unique.* — Le premier alinéa de l'article 9 *bis* de la loi n° 48-30 du 7 janvier 1948, modifié par la loi n° 48-424 du 12 mars 1948 et par la loi n° 49-520 du 15 avril 1949, est complété par la disposition suivante:

« Les redevables qui ont produit une réclamation en décharge ou réduction de leur imposition jouiront de la même faculté dans le

(1) Voir les nos: Assemblée nationale (1re législ.): 2688, 3417, 6389 et in-8° 1731; Conseil de la République: 386 (année 1949).

(1) Voir les nos: Assemblée nationale (1re législ.): 5651, 5850 (rectifié), 6215, 6400, 6415, 6460, 6542, 7456 et in-8° 1811.

(1) Voir les nos: Assemblée nationale (1re législ.). 7366 et in-8° 1813.

cas où cette demande aura été rejetée par le directeur des contributions directes, jusqu'à la fin du mois suivant celui de la notification de ce rejet. »

Délibéré en séance publique, à Paris, le 16 juin 1949.

*Le président,*
Signé : EDOUARD HERRIOT.

# ANNEXE N° 482

(Session de 1949. — Séance du 16 juin 1949.)

AVIS présenté au nom de la commission du ravitaillement et des boissons sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif à diverses **dispositions d'ordre économique** et **financier**, par M. Georges Bernard, sénateur (1).

NOTA. — Ce document a été publié au *Journal officiel* du 17 juin 1949. (Compte rendu *in extenso* de la séance du Conseil de la République du 16 juin 1949, p. 1488, 3e colonne.)

# ANNEXE N° 483

(Session de 1949. — Séance du 16 juin 1949.)

AVIS présenté au nom de la commission de la justice et de législation civile, criminelle et commerciale sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif à diverses **dispositions d'ordre économique** et **financier**, par M. Bardon-Damarzid, sénateur (2).

NOTA. — Ce document a été publié au *Journal officiel* du 17 juin 1949. (Compte rendu *in extenso* de la séance du Conseil de la République du 16 juin 1949, p. 1511, 2e colonne.)

# ANNEXE N° 484

(Session de 1949. — Séance du 16 juin 1949.)

RAPPORT fait au nom de la commission des finances sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, après déclaration d'urgence, tendant à **modifier la loi** n° 48-30 du 7 janvier 1948, autorisant un **prélèvement exceptionnel** de lutte contre l'inflation, par M. Courrière, sénateur (3).

NOTA. — Ce document a été publié au *Journal officiel* du 17 juin 1949. (Compte rendu *in extenso* de la séance du Conseil de la République du 16 juin 1949, p. 1521, 2e colonne.)

# ANNEXE N° 485

(Session de 1949. — Séance du 16 juin 1949.)

RAPPORT fait au nom de la commission des finances sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, autorisant le **ministère** de l'**éducation nationale** à participer aux **frais** d'organisation d'une **exposition de la résistance**, par M. Courrière, sénateur (4).

NOTA. — Ce document a été publié au *Journal officiel* du 17 juin 1949. (Compte rendu *in extenso* de la séance du Conseil de la République du 16 juin 1949. p. 1521, 3e colonne.)

(1) Voir les nos : Assemblée nationale (1re législ.), 7220, 7245, 7269 et in-8° 1826; Conseil de la République, 444, 451, 461, 467 et 469 (année 1949).

(2) Voir les nos : Assemblée nationale (1re législ.), 7220, 7247, 7269 et in-8° 1826; Conseil de la République, 444, 451, 461, 467, 469 et 482 (année 1949).

(3) Voir les nos : Assemblée nationale (1re législ.), 7366 et in-8° 1843; Conseil de la République, 481 (année 1949).

(4) Voir les nos : Assemblée nationale (1re législ.), 6795, 7232 et in-8° 1829; Conseil de la République, 445 (année 1949).

# ANNEXE N° 486

(Session de 1949. — Séance du 21 juin 1949.)

RAPPORT SUPPLEMENTAIRE fait au nom de la commission de la production industrielle sur la proposition de loi, déposée au Conseil de la République, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à modifier les **articles 8** et **47** de la loi du 8 avril 1946 portant **nationalisation** de l'**électricité** et du **gaz**, par M. Aubert, sénateur (1).

Mesdames, messieurs, votre commission m'a chargé d'établir un rapport supplémentaire sur la proposition de loi qui vous a été soumise sous le n° 405, et qui a fait l'objet du rapport n° 464.

Il lui a paru en effet nécessaire d'examiner, avant toute discussion en séance publique, les projets d'amendements dont elle a eu connaissance. La complexité et le caractère technique de la matière traitée interdit ici, en effet, toute improvisation et impose une étude délicate des modifications proposées.

Avant de vous soumettre le texte définitif issu des délibérations de la commission, son rapporteur vous expose brièvement les raisons qui ont entraîné des rectifications ou des additions au texte qui vous était présenté dans le rapport n° 464.

## EXAMEN DES ARTICLES

### Articles 1er et 2.

Aucun changement n'a été apporté dans la rédaction de ces articles.

### Article 2 *bis* (nouveau).

La commission a adopté un amendement de M. Grimal, modifiant le paragraphe 5° du troisième alinéa de l'article 8 de la loi du 8 avril 1946. Cette rédaction nouvelle a été inspirée par le double souci d'apporter plus de précision au texte et de rendre plus efficace le contrôle de son application : la limite prévue au présent paragraphe est plus judicieusement définie par le chiffre de la puissance installée que par celui de la capacité de production dont le maximum autorisé reste du même ordre.

### Article 3.

Une addition a été apportée au texte précédent en vue d'assortir les dispositions prévues de certaines garanties pour les intéressés : les entreprises désirant aménager ou exploiter de nouvelles installations, dans le cadre de l'article 3, obtiendront, par décision ministérielle, la certitude que ces installations seront ou non à l'abri du transfert prévu au premier alinéa de l'article 8. Les industriels intéressés pourront donc décider d'entreprendre ces installations ou y renoncer en parfaite connaissance de cause.

Par ailleurs, le délai prévu pour l'arbitrage du ministre (*in fine*) a semblé pouvoir être réduit à un mois; son point de départ a été déterminé de façon plus précise.

### Article 4.

Une nouvelle rédaction de l'article découle de la modification apportée à l'article 2 *bis* (5°). En outre, des erreurs matérielles dans le texte transmis par l'Assemblée nationale ont été corrigées (lignes 3 et 10 du dispositif ancien).

### Article 4 *bis* (nouveau).

Pour donner plus de précision au texte, on a indiqué que ses dispositions s'appliquaient également aux services de transformation, ce qui était d'ailleurs sous-entendu.

### Article 4 *ter* (nouveau).

La commission a adopté ce nouvel article qui a pour but de rendre effective la volonté du Parlement, déjà marquée lors du vote de la loi du 8 avril 1946, d'interdire à « Electricité de France » et « Gaz de France » la vente ou la location des appareils ménagers. Il sera mis fin ainsi à la regrettable concurrence qui est faite aux commerçants et artisans spécialisés.

(1) Voir les nos : Conseil de la République, 386 (année 1948), 405 et 464 (année 1949); Assemblée nationale (1re législ.), 4223, 6874 et in-8° 1788.

D'une façon générale, sont interdites aux services nationaux toutes activités en dehors de celles définies à l'article 1er de la loi du 8 avril 1946.

### Article 5.

Les mots « ni au personnel des services visés au onzième et dernier alinéa de l'article 8 » ont été retranchés des dispositions de cet article qui concernent l'application du statut national du personnel.

C'est, en effet, à la suite d'une erreur matérielle que ces mots figuraient dans le rapport précédent. Les explications fournies à la page 7 du rapport n° 464 ne laissent d'ailleurs aucun doute sur les intentions de la commission qui excluent de toute dérogation le personnel des exploitations nouvelles dont la puissance n'est pas limitée par la loi.

M. Grimal a fait adopter un amendement permettant aux membres du personnel des services visés au paragraphe 6° du troisième alinéa de l'article 8 (collectivités et groupements publics) de conserver, sur leur demande, leur statut professionnel.

Compte tenu de l'ensemble des modifications qui vous sont proposées, votre commission vous demande d'adopter les dispositions contenues dans le texte suivant :

## PROPOSITION DE LOI

TENDANT A MODIFIER LES ARTICLES 8, 46 ET 47 DE LA LOI DU 8 AVRIL 1946 PORTANT NATIONALISATION DE L'ÉLECTRICITÉ ET DU GAZ

Art. 1er. — La deuxième phrase du deuxième alinéa de l'article 8 de la loi du 8 avril 1946, portant nationalisation de l'électricité et du gaz, est rédigée comme suit :

« Mais l'électricité et le gaz produits par ces installations peuvent, en cas de nécessité, être réquisitionnés au profit du service public, pour la partie de la production non consommée dans l'entreprise pour les besoins de son industrie. »

Art. 2. — Le paragraphe 1° du troisième alinéa de l'article 8 de la loi du 8 avril 1946 est modifié comme suit :

« 1° La production, le traitement et le transport du gaz naturel. Le transport de gaz naturel aux fins de distribution ne pourra être assuré que par « Gaz de France » ou par la « Régie autonome des pétroles », ou conjointement par ces deux organismes, pour ce qui concerne les installations existant ou en cours d'exécution; pour ce qui concerne les installations à créer après la date du , le transport sera assuré par un organisme commun à « Gaz de France » et à la « Régie autonome des pétroles », et, le cas échéant, aux sociétés dans lesquelles la majorité du capital sera détenue par l'Etat ou des établissements publics.

Les dispositions de l'article 35 ci-après s'appliqueront aux ouvrages de traitement et de transport du gaz naturel. »

Art. 2 *bis* (nouveau). — Le troisième alinéa de l'article 8 de la loi du 8 avril 1946 est complété par les trois paragraphes suivants :

« 4° Les installations de production d'électricité construites ou à construire par des entreprises pour les besoins de leur exploitation, à condition qu'elles fonctionnent comme accessoire de la fabrication principale par récupération d'énergie résiduaire, notamment par l'utilisation subsidiaire, avec des turbines à contre-pression ou à soutirage, de la vapeur produite pour les besoins de fabrication ou par utilisation subsidiaire du pouvoir calorifique des fumées sortant des appareils de fabrication.

« Le surplus éventuel de courant non consommé par lesdites entreprises sera rétrocédé à « Electricité de France » (service national ou établissements publics). En cas de désaccord sur le prix, celui-ci sera fixé par le ministre chargé de l'électricité dans le délai d'un mois après réception de la demande formulée par l'une des parties.

« 5° Les aménagements de production d'énergie de tout établissement, entreprise ou de tout particulier, lorsque la puissance installée n'excède pas 8.000 KVA. Il ne sera pas tenu compte, pour le calcul de la puissance installée, des installations de récupération d'énergie résiduaire visées au paragraphe 4° précédent.

« 6° *a*) Les installations de production d'électricité construites ou à construire par des collectivités locales ou des établissements

publics, ou par leurs groupements, qui, ayant réalisé ou voulant réaliser des barrages essentiellement destinés à l'alimentation en eau ou à l'irrigation, désirent utiliser l'énergie produite par ces barrages tant pour assurer la distribution d'eau que pour amortir le capital engagé dans la construction de l'ensemble de ces installations;

« *b*) Les installations réalisées ou à réaliser sous l'autorité des mêmes collectivités ou groupements, en vue d'utiliser le pouvoir calorifique des résidus et déchets collectés dans les centres urbains.

« Le courant non consommé par lesdites collectivités sera rétrocédé à « Electricité de France » dans les mêmes conditions que celles prévues au deuxième alinéa du quatrième paragraphe du présent article. »

Art. 3. — Le quatrième alinéa de l'article 8 de la loi du 8 avril 1946 est abrogé et remplacé par le suivant:

« L'aménagement et l'exploitation de nouvelles installations de production d'électricité par des entreprises désirant l'utiliser pour leur propre fabrication et dans la mesure où elles ne sont pas exclues de la nationalisation en vertu des paragraphes 4°, 5° et 6° de l'alinéa précédent feront l'objet:

« *a*) D'une décision ministérielle constatant que ces installations entrent bien dans la catégorie prévue au deuxième alinéa du présent article;

« *b*) De conventions préalables entre « Electricité de France » et lesdites entreprises. En cas de désaccord, à l'occasion de la conclusion des conventions ci-dessus, le ministre chargé de l'électricité arbitrera dans le délai d'un mois après réception de la demande formulée par l'une des parties. »

Art. 4. — Le cinquième alinéa de l'article 8 de la loi du 8 avril 1946 est abrogé et remplacé par le suivant:

« Les entreprises de production de gaz et d'électricité qui n'auraient pas été nationalisées parce qu'elles entraient dans les exceptions prévues au troisième alinéa du présent article sont nationalisées par décret pris sur le rapport des ministres chargés de l'électricité et des finances, si le volume annuel de leur production vient à dépasser 7 millions de mètres cubes ou si la puissance installée devient supérieure à 8.000 KVA, sauf s'il s'agit d'entreprises visées aux paragraphes 1°, 4° et 6°.»

Art. 4 *bis* (nouveau). — Le huitième alinéa de l'article 8 est abrogé et remplacé par les suivants:

« Les services de production, de transformation et de transport d'électricité appartenant à la Société nationale des chemins de fer français, et les services de production de gaz et d'électricité, ainsi que les services de transport d'électricité appartenant aux Houillères nationales restent leur propriété, mais seront gérés, sous l'autorité du service national compétent, par un comité mixte dont la composition et les attributions seront fixées par un décret pris sur le rapport du ministre des travaux publics et du ministre chargé de la production industrielle, en ce qui concerne la Société nationale des chemins de fer français, et du ministre chargé de la production industrielle, en ce qui concerne les Houillères nationales.

« Ces dispositions s'appliqueront également aux ouvrages nouveaux que les services de production, de transformation et de transport visés au précédent alinéa viendraient à créer, après approbation du ministre des travaux publics et du ministre chargé de la production industrielle en ce qui concerne la Société nationale des chemins de fer français, et du ministre chargé de la production industrielle en ce qui concerne les Houillères nationales.

« L'acte dit loi du 14 septembre 1941 sur les installations de transport d'énergie électrique à très haute tension est abrogé en ce qui concerne les installations de transport de la Société nationale des chemins de fer français. »

Art. 4 *ter* (nouveau). — Le paragraphe 4° de l'article 46 de la loi du 8 avril 1946 est abrogé et remplacé par le suivant:

« 4° Les conditions dans lesquelles les services de distribution devront cesser toutes activités industrielles et commerciales relatives à la réparation, à l'entretien des installations intérieures, la vente et la location des appareils ménagers, tous travaux et fournitures donnant lieu normalement à des appels d'offres ou des adjudications et, d'une façon générale, toutes activités en dehors de celles définies à l'article 1er de la présente loi. »

Art. 5. — Le troisième alinéa de l'article 47 de la loi du 8 avril 1946 est complété par la phrase suivante:

« Il ne s'appliquera ni au personnel des centrales autonomes visées aux paragraphe 4° et 5° du troisième alinéa de l'article 8 de la présente loi, ni aux membres du personnel des services visés au paragraphe 6° du troisième alinéa de l'article 8 ci-dessus qui auront demandé à conserver leur statut professionnel. »

# ANNEXE N° 487

(Session de 1949. — Séance du 21 juin 1949.)

RAPPORT fait au nom de la commission de la justice et de législation civile, criminelle et commerciale sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, après déclaration d'urgence, tendant à modifier et à compléter la loi n° 48-1360 du 1er septembre 1948 portant **modification** et **codification** de la **législation relative aux rapports des bailleurs et locataires** ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel et instituant des allocations de logement, par M. de Félice, sénateur (1).

Mesdames, messieurs, les règles tracées par la loi du 1er septembre 1948 touchant le droit au maintien dans les lieux — règles qui sont seules en cause dans la proposition de loi qui vous est soumise — ont, malgré les retouches déjà apportées par la loi du 14 avril 1949, motivé des aménagements nouveaux.

On a voulu étendre le bénéfice de ce droit.

On a voulu permettre de parer aux conséquences immédiates de son inexistence.

La volonté d'extension du droit au maintien dans les lieux se manifeste, tant en ce qui concerne les communes de moins de quatre mille habitants et qui ne rentrent pas parmi celles où ce droit existe en vertu de l'article 1er de la loi du 1er septembre 1948, qu'en ce qui touche les communes ayant le caractère de stations balnéaires, climatiques ou thermales obéissant à des règles spéciales posées par l'article 10, paragraphe 10° de cette loi.

Aux premières, l'article A nouveau de la proposition facilite la faculté qui leur est donnée de s'assurer, sur demande des autorités locales, la protection de la loi. Les décrets — qui peuvent, aux termes de l'article 1er, alinéa 7, assimiler ces petites communes aux communes plus importantes où existe le droit au maintien dans les lieux — n'auront plus à recueillir la signature du ministre chargé des affaires économiques. La seule approbation du ministre chargé de la reconstruction et de l'urbanisme suffira et ainsi la protection sollicitée sera plus rapidement obtenue.

Dans les secondes, le sort des sinistrés et réfugiés, d'une part, celui des locataires devenus tels par la transformation des réquisitions dont ils bénéficiaient jusque-là est fortifié par une garantie plus réelle du droit au maintien dans les lieux.

En ce qui concerne les sinistrés et réfugiés, une contradiction qui rendrait discutable le droit au maintien dans les lieux de ceux-ci dans les stations balnéaires, climatiques et thermales est effacée. Jusqu'ici, alors que l'article 6 de la loi du 1er septembre 1948 posait le principe que réfugiés et sinistrés bénéficiaient partout du droit au maintien dans les lieux, l'article 10, paragraphe 10°, refusait globalement — c'est-à-dire même aux sinistrés et réfugiés — ce droit à ceux qui, dans les stations balnéaires, climatiques et thermales, occupent des locaux habituellement affectés avant le 2 septembre 1939 à la location saisonnière ou occupés pendant la saison par leurs propriétaires. Cette contradiction mettait les sinistrés et réfugiés habitant dans ces stations dans une situation incertaine: l'article 4 de la proposition confirme leur droit au maintien dans les lieux, même dans lesdites stations.

Cependant, si réfugiés et sinistrés bénéficient désormais incontestablement partout de ce droit, un terme nouveau est mis à l'exercice de ce droit. Alors que, selon l'article 6 de la loi du 1er septembre 1948 le droit au maintien dans les lieux expirait seulement lorsque réfugiés et sinistrés pouvaient réintégrer leur local réparé ou le local reconstruit en remplacement de leur habitation primitive, il expirera désormais aussi bien dans les communes ordinaires (article 4 *bis* de la proposition de loi) que dans les stations balnéaires (article 4) lorsque ces sinistrés et réfugiés pourront occuper un local correspondant à leurs besoins mis provisoirement à leur disposition par l'administration.

Dans les stations balnéaires, thermales et climatiques seulement — et l'on ne comprend guère cette limitation d'application qui résulte de l'article 4 ne visant que l'article 10, paragraphe 10°, de la loi du 1er septembre 1948 — sont protégés par ce même droit au maintien dans les lieux les titulaires d'une location amiable née de la transformation de leur titre antérieur de réquisition. Adoptant l'idée du texte de l'Assemblée nationale, tout en modifiant la rédaction de l'alinéa 2 de cet article 4, afin de ne pas inclure dans la loi sur les locations la notion toute différente de réquisition, votre commission a accepté que les bénéficiaires de réquisitions — sinistrés ou non — qui ont quitté le droit précaire de réquisition, pour rentrer, grâce à une location amiable, dans le cadre de la loi du 1er septembre 1948, reçoivent le droit au maintien dans les lieux dans ces stations balnéaires lorsque ladite location arrivera à expiration.

La volonté de permettre de parer aux conséquences immédiates de l'absence de droit au maintien dans les lieux se reflète dans une facilité nouvelle de régularisation de situation offerte à ceux qui se trouvent devant un refus de maintien dans les lieux par suite d'une insuffisante occupation des locaux qu'ils détiennent actuellement.

L'article 10, paragraphe 7°, de la loi du 1er septembre 1948 permettait l'expulsion immédiate dès que, à la date de la promulgation de la loi, il était constaté qu'il y avait occupation insuffisante selon les termes de l'ordonnance du 11 octobre 1945. Désormais, en vertu de l'article 2 de la proposition actuelle, un délai est laissé aux menacés d'expulsion de ce chef, soit pour réaliser l'occupation suffisante ou bien grâce aux personnes énumérées à l'article 10, paragraphe 10°, ou bien à l'aide de la sous-location d'une seule pièce qui est seule permise, soit pour procéder à l'échange dans les conditions prévues à l'article 79. Ce délai est de six mois à compter de la signification du congé pour insuffisante occupation, lequel congé devra, à peine de nullité, mentionner (article 3 de la proposition) la faculté d'échange qu'ouvre l'article 79. Ainsi, soit familialement, soit à l'aide de la sous-location d'une seule pièce — pourvu que celle-ci ait quatre mois de durée à l'expiration des six mois suivant le congé — le locataire ou l'occupant pourra, par une régularisation postérieure au congé, éviter le refus de maintien dans les lieux pour insuffisance d'occupation, tandis qu'il pourra aussi, grâce à ce sursis à l'expulsion, procéder, dans le délai nouveau imparti, à l'échange selon les termes de l'article 79 de la loi.

Ces dispositions contenues dans l'article 2 de la proposition ont reçu l'approbation de votre commission, mais celle-ci s'est inquiétée de savoir comment le temps supplémentaire donné pour l'échange pouvait se concilier avec les dispositions de l'article 5 de la proposition qui vous est soumise.

S'il est vrai, en effet, que selon cet article 5, qui améliore la rédaction de l'article 79, le locataire détenteur d'un bail est désormais habilité à faire l'échange, même s'il ne bénéficie pas du maintien dans les lieux, il n'en reste pas moins — aux termes de l'article 5 — que l'occupant doit toujours bénéficier du maintien dans les lieux pour avoir la possibilité de l'échange. Dès lors, donner un délai supplémentaire par un article 2 pour effectuer l'échange à un occupant que l'occupation insuffisante prive du droit au maintien dans les lieux, donc du droit d'échanger apparaît comme une clémence sans utilisation possible de ses bienfaits et, par suite, sans portée. Votre commission, pour cette raison, a marqué beaucoup d'hésitation pour ac-

(1) Voir les nos: Assemblée nationale (1re législ.), 5651, 5850 (rectifié), 6245, 6400, 6415, 6460, 6542, 7456 et in-8° 1841; Conseil de la République, 480 (année 1949).

cepter cet article 5. Elle s'y est ralliée, cependant, jugeant que pour que l'échange puisse avoir lieu il fallait qu'il y eût quelque chose à échanger et qu'une telle situation n'était pas réalisée par un occupant qui, privé du droit au maintien dans les lieux par son insuffisante occupation, n'avait, en réalité, rien à donner à son coéchangiste.

Telles sont les modifications essentielles apportées par la nouvelle proposition qui vous est soumise.

Elles sont complétées par deux dispositions tendant à clarifier le passé et à sauvegarder l'état présent des choses dans les rapports entre bailleurs et locataires ou occupants:

D'une part, l'article 1er de la proposition refuse le maintien dans les lieux à ceux qui, du fait d'une décision judiciaire devenue définitive et obtenue sur la base des lois antérieures des 28 mars, 30 juillet et 31 décembre 1947, ont été condamnés à l'expulsion. Ainsi, toute expulsion, consacrée par un jugement définitif pris en vertu d'une loi antérieure à la loi du 1er septembre 1948, ne pourra être remise en cause sur la base de cette dernière loi.

D'autre part, l'article 6 déclare que les dispositions des articles 1er, 2, 4, 4 *bis* et 5 de la nouvelle proposition seront applicables à tous ceux qui — nonobstant toute décision judiciaire antérieure, même passée en force de chose jugée, prise sur la base de la loi du 1er septembre 1948 — occupent encore matériellement les lieux.

Votre commission, qui a aussi accepté ces dernières prescriptions, approuve, en définitive, le texte qui lui est soumis, sauf les modifications de forme qu'elle a apportées à l'article 4, alinéa 2, et vous demande, en conséquence, d'adopter le texte suivant:

PROPOSITION DE LOI

Art. A (nouveau). — Le début du 7e alinéa de l'article 1er de la loi du 1er septembre 1948 est ainsi rédigé:

« Des décrets pris sur le rapport du ministre chargé de la reconstruction et de l'urbanisme détermineront... »

(Le reste sans changement).

Art. 1er. — Le paragraphe 1° de l'article 10 de la loi n° 48-1360 du 1er septembre 1948 est ainsi modifié:

« 1° Qui ont fait ou feront l'objet d'une décision judiciaire devenue définitive ayant prononcé leur expulsion par application du droit commun ou de dispositions antérieures permettant l'exercice du droit de reprise ou qui feront l'objet d'une semblable décision prononçant leur expulsion pour l'une des causes et aux conditions admises par la présente loi; toutefois, lorsque la décision n'aura ordonné l'expulsion qu'en raison de l'expiration du bail ou d'un précédent maintien dans les lieux accordé par les lois antérieures, l'occupant ne sera pas privé du droit au maintien dans les lieux. »

Art. 2. — Les alinéas 1er et 2 du paragraphe 7° de l'article 10 de la loi n° 48-1360 du 1er septembre 1948 sont ainsi modifiés:

« Qui, dans les communes visées aux articles 2 et 18 de l'ordonnance du 11 octobre 1945, ne remplissent pas à l'expiration d'un délai de six mois à compter de la signification du congé les conditions d'occupation suffisante fixées en application de l'article 3 de ladite ordonnance.

« Cependant, si l'occupant sous-loue régulièrement une seule pièce depuis au moins quatre mois... (le reste de l'alinéa sans changement). »

Art. 3. — Il est ajouté à la fin du paragraphe 7° de l'article 10 de la loi n° 48-1360 du 1er septembre 1948, un nouvel alinéa ainsi conçu:

« Les dispositions du présent paragraphe ainsi que celles de l'article 79 de la présente loi devront être reproduites, à peine de nullité, dans tout congé donné en application du présent paragraphe. »

Art. 4. — Le paragraphe 10° de l'article 10 de la loi n° 48-1360 du 1er septembre 1948 est ainsi complété:

« Toutefois, les dispositions du présent paragraphe ne sont pas applicables aux sinistrés et réfugiés privés de leur habitation, jusqu'au moment où ils pourront réintégrer leur local réparé ou le local reconstruit en remplacement de leur habitation primitive ou occuper le local correspondant à leurs besoins mis provisoirement à leur disposition par l'administration.

« Ces dispositions ne s'appliquent pas non plus aux titulaires d'une location amiable résultant de la transformation de leur titre antérieur de réquisition. »

Art. 4 *bis* (nouveau). — L'article 6 de la loi n° 48-1360 du 1er septembre 1948 est ainsi complété:

« ...ou occuper le local correspondant à leurs besoins mis provisoirement à leur disposition par l'administration. »

Art. 5. — Le premier alinéa de l'article 79 de la loi n° 48-1360 du 1er septembre 1948 est ainsi modifié:

« Tout occupant bénéficiaire d'un maintien dans les lieux et tout locataire est autorisé à échanger les locaux qu'il occupe, en vue d'une meilleure utilisation familiale, sauf le droit pour le propriétaire de s'y opposer pour des motifs reconnus sérieux et légitimes. »

Art. 6. — Les dispositions des articles 1er, 2, 4, 4 bis et 5 sont, nonobstant toute décision judiciaire antérieurement rendue, même passée en force de chose jugée, exceptionnellement applicables à tous ceux qui occupent encore matériellement les lieux.

En outre, le droit au maintien dans les lieux est accordé aux locataires ou occupants qui, ayant reçu congé, en application des dispositions du paragraphe 7° de l'article 10 de la loi du 1er septembre 1948, antérieurement à la promulgation de la présente loi, auront dans un délai de six mois à compter de ladite promulgation rempli les conditions d'occupation suffisante.

# ANNEXE N° 488

(Session de 1949. — Séance du 21 juin 1949.)

PROJET DE LOI, adopté par l'Assemblée nationale, tendant à modifier la loi validée du 29 mars 1942 relative à la **prescription** de l'**action publique** et des **peines,** transmis par M. le président de l'Assemblée nationale à M. le président du Conseil de la République (1). — (Renvoyé à la commission de la justice et de législation civile, criminelle et commerciale.)

Paris, le 18 juin 1949.

Monsieur le président,

Dans sa séance du 14 juin 1949, l'Assemblée nationale a adopté un projet de loi tendant à modifier la loi validée du 29 mars 1942 relative à la prescription de l'action publique et des peines.

Conformément aux dispositions de l'article 20 de la Constitution, j'ai l'honneur de vous adresser une expédition authentique de ce projet de loi, dont je vous prie de vouloir bien saisir, pour avis, le Conseil de la République.

Je vous prie de vouloir bien m'accuser réception de cet envoi.

Agréez, monsieur le président, l'assurance de ma haute considération.

*Le président de l'Assemblée nationale,*
Signé: EDOUARD HERRIOT.

L'Assemblée nationale a adopté le projet de loi dont la teneur suit:

PROJET DE LOI

Art. 1er. — La loi validée du 29 mars 1942, relative à la prescription de l'action publique et des peines, est modifiée comme il suit:

« Pour toute infraction non couverte par la prescription lors de la publication de la présente loi, les délais de prescription de l'action publique et des peines, ainsi que de l'action civile résultant d'une infraction pénale, sont suspendus jusqu'à la date de la cessation des hostilités. »

Art. 2. — La présente loi entrera en vigueur, en matière correctionnelle, trois mois après sa publication et, en matière criminelle, un an après sa publication.

Elle ne portera pas atteinte à la validité des actes interruptifs antérieurs à cette entrée en vigueur.

Art. 3. — La présente loi sera applicable dans tous les territoires où la loi validée du 29 mars 1942 est en vigueur.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 14 juin 1949.

*Le président,*
Signé: EDOUARD HERRIOT.

(1) Voir les nos: Assemblée nationale (1re législ.), 5726, 6702, 7309 et in-8° 1839.

# ANNEXE N° 489

(Session de 1949. — Séance du 21 juin 1949.)

RAPPORT fait au nom de la commission de l'intérieur (administration générale, départementale et communale, Algérie) sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à **refuser l'homologation** de la **décision** votée par l'**assemblée algérienne** au cours de sa session extraordinaire de juin-juillet 1948, relative au contingentement des **moulins** et à l'organisation professionnelle de l'**industrie meunière en Algérie,** par M. Delorme, sénateur (1).

Mesdames, messieurs, l'article 72, section 3 de la Constitution de la République française précise que « le régime législatif des départements d'outre-mer est le même que celui des départements métropolitains, sauf les exceptions déterminées par la loi. »

La loi du 20 septembre 1947 portant statut organique de l'Algérie précise dans son article 8 que le Gouvernement de la République assure en Algérie l'exécution des lois de la République française qui y sont applicables et dispose à cet effet des pouvoirs accordés par la Constitution.

Les articles 14, 15 et 16 de la loi du 20 septembre 1947, titre 2, stipulent que les décisions prises par l'assemblée algérienne doivent, pour devenir exécutoires, être homologuées par décret du Gouvernement.

Le dernier alinéa de l'article 6 précise qu'en cas de refus d'homologation par le Gouvernement la décision de l'assemblée algérienne est déférée au Parlement qui statue.

C'est en vertu de ces dispositions que le Conseil de la République est appelé à se prononcer, après l'Assemblée qui a statué en première lecture.

Les dispositions réglant l'organisation du marché du blé sont régies par le décret du 30 octobre 1935 et pour l'Algérie par le décret d'application du 23 mars 1936. Ces dispositions prévoient, sous réserve de modalités d'application spéciales à l'Algérie, la même législation en cette matière que pour la métropole. Dans ces conditions, l'assemblée algérienne s'est donc mise en dehors de la règle constitutionnelle et législative en prenant une décision contraire aux lois et décrets en vigueur réglant les dispositions du marché du blé.

Pour ces raisons, votre commission de l'intérieur vous propose de confirmer le refus d'homologation de la décision qui vous est déférée et d'adopter la proposition de loi dans la teneur suivante:

PROPOSITION DE LOI

*Article unique.* — La décision votée par l'assemblée algérienne au cours de sa session extraordinaire de juin-juillet 1948, relative au contingentement des moulins et à l'organisation professionnelle de l'industrie meunière en Algérie, n'est pas homologuée.

(1) Voir les nos: Assemblée nationale (1re législ.): 5579, 6728 et in-8° 1703; Conseil de la République: 328 (année 1949).

# ANNEXE N° 490

(Session de 1949. — Séance du 21 juin 1949.)

PROPOSITION DE LOI tendant à accorder le bénéfice de l'**amnistie** et de la **revision** à **certaines catégories de personnes** à l'exception de celles qui auront, par leurs agissements, provoqué l'arrestation, la torture, la déportation ou la mort de patriotes, ou apporté à l'ennemi une collaboration économique spontanée, présentée par M. Bernard Lafay, sénateur et transmise au bureau de l'Assemblée nationale conformément à l'article 14 de la Constitution.

EXPOSE DES MOTIFS

« L'amnistie plénière seule contient assez de pacification pour l'effacement. En politique, oublier c'est la grande loi. Un vent fatal a soufflé; il s'est mêlé aux âmes, des malheureux ont été entraînés par lui. Vous les avez saisis, vous les avez punis... on vous demande pour eux la grâce, mais plus que la grâce l'amnistie. Sur une vaste faute, il faut un vaste oubli ».

Victor Hugo.

(Séance du Sénat du 28 février 1879).

Mesdames, messieurs, répondant au désir profond du pays, le Gouvernement, dans le but de recréer la nécessaire unité nationale, a marqué, il y a quelque temps, son intention de faire adopter par le Parlement certaines mesures d'amnistie dans lesquelles il a vu un geste de clémence et de sagesse politique, qui fut toujours l'accompagnement indispensable des grands recommencements de notre histoire.

L'annonce de cette mesure a rencontré, sans aucun doute, dans les couches profondes du pays un accueil favorable, interprétée qu'elle a été, non point, certes, comme une réhabilitation de la collaboration mais bien comme une marque d'apaisement et d'équité.

La résistance authentique a été la première à accueillir ce projet avec sympathie.

Forts de leur sacrifice, les patriotes résistants sont certains, en effet, de ne pas trahir la mémoire de leurs morts en plaçant au premier rang de leurs soucis la reconstitution de l'unité française.

L'annonce du projet gouvernemental a suscité des espoirs dans toutes les couches du pays et particulièrement chez ceux qui voient avec douleur s'accroître et s'aggraver les fissures dans notre unité nationale. C'est parce que nous avons pensé que décevoir ces espoirs serait une grave faute que, le 14 juin 1949, nous avons déposé, en notre nom et en celui de plusieurs de nos éminents collègues, une proposition de résolution invitant le Gouvernement à proposer, sans plus attendre, au vote du Parlement un projet de loi accordant une large amnistie dans les conditions définies ci-dessus.

Le retard apporté par le Gouvernement à présenter ce projet nous fait aujourd'hui une obligation de soumettre à votre examen une proposition de loi concrétisant les conditions d'amnistie que le pays, à notre avis, souhaite et attend.

Pour souligner toute l'importance de cette question, il nous paraît utile de préciser, tout d'abord, que le but à atteindre est de ne pas laisser plus longtemps en dehors de la communauté nationale un nombre important de Français qui, touchés soit directement, soit en raison de leurs alliances ou de leurs amitiés pour ceux qui ont été frappés, se trouvent aujourd'hui placés ou se considèrent comme placés à l'écart de la vie de la Nation. Il est permis d'en évaluer le nombre à plusieurs millions.

Dans le domaine de la répression judiciaire, nous possédons, en effet, à l'heure actuelle, des données exactes, avec des statistiques à jour au 31 décembre 1948, publiées par le Gouvernement.

Les chiffres globaux indiqués par ces statistiques s'établissent ainsi:

*Cours de justice.*

Affaires classées, 45.017.
Affaires jugées, 50.095.

Les jugements se répartissent ainsi:

Relaxes, 8.603.
Peines de mort, 7.037.

Soit:

Par contumace, 4.397.
Après jugement contradictoire, 2.640.
Exécutions, 791.
Travaux forcés, 13.211.

Soit:

A perpétuité, 2.777.
A temps, 10.434.
Réclusions, 2.173.
Emprisonnements, 23.816.
Dégradations (à titre de peine principale), 692.

*Chambres civiques.*

Affaires jugées, 67.965.
Relaxes, 19.881.
Dégradations, 48.496.
Dégradations avec relèvement immédiat, 8.929.

Le nombre total des affaires examinées s'établit ainsi aux environs de 160.000, ce qui donne, *grosso modo*, un nombre de Français inquiétés par la justice voisin de 200.000.

A ce chiffre, nous devons ajouter le nombre des Français qui furent arrêtés et incarcérés dans des camps, en 1944 et 1945, et qui, par la suite, ne furent l'objet d'aucune information judiciaire. Bien qu'aucune statistique exacte n'ait été dressée en cette matière, on estime en général leur nombre aux environs de 100.000 à 150.000.

Ce total doit être majoré de celui des fonctionnaires civils et militaires qui furent frappés par les commissions d'épuration, ainsi que ceux appartenant à divers professions ou organismes privés. Là, encore, aucune statistique officielle n'a été donnée du total de ces épurations. Il est, en général, admis qu'il ne fut pas inférieur à 100.000.

Il faut enfin considérer le nombre très important des exécutions sommaires qui furent malheureusement pratiquées, surtout dans le midi de la France, au moment de la Libération.

Si l'on fait le total général de ces diverses catégories, on arrive à plus d'un demi-million de personnes directement atteintes par la répression. Si, d'autre part, on estime que chacune de ces mesures a touché indirectement au moins cinq à six personnes se trouvant dans l'entourage des personnes frappées (père, mère, femme, enfants, frères, sœurs, amis, associés), nous arrivons à un total certainement supérieur à 3 millions de Français atteints dans leurs affections ou leurs intérêts, et qui ont été plus ou moins placés en dehors de la communauté nationale, soit de fait, soit par sentiment.

Ces chiffres portent en eux-mêmes la leçon de la conduite à tenir. Ces Français, il est urgent de les réintégrer dans la communauté française. Certes — et nous tenons tout de suite à le dire — il n'est pas question de réhabiliter, de gracier et encore plus d'oublier les crimes des pourvoyeurs de la Gestapo. Que ceux qui ont du sang français sur les mains, que ceux qui ont apporté à l'ennemi une collaboration économique spontanée subissent le juste châtiment de leur forfait inexpiable!

Mais, face à cette « poignée de traîtres, il y a la foule des autres, de ceux dont le seul crime est le plus souvent d'avoir été trompés. Pour ceux-là, le moment du pardon semble être venu ». « Il vient toujours une heure où la politique de l'oubli s'impose — s'écriait Louis Blanc à la tribune de la Chambre des Députés, en 1879 — Il n'est pas de nation inexorable. »

L'amnistie des crimes et délits politiques, commis à l'occasion des graves crises nationales, la revision des jugements inspirés par la passion, sont en effet un trait permanent de notre histoire et du passé de tous les peuples.

De toute antiquité, l'amnistie apparaît comme une œuvre salutaire de Gouvernement. Rappellerons-nous ici que le premier exemple nous en est donné par la République athénienne qui, en l'an 403 (avant J. C.), à l'initiative de Thrasybule, vainqueur des trente tyrans, sut pardonner à leurs malheureux partisans égarés.

Dans notre patrie, la naissance d'une tradition de pardon est aussi ancienne que celle de la conscience nationale. Dès la guerre de cent ans, on en trouve le frappant témoignage. Les « lettres de rémission », prises par Charles V aussitôt acquise la reconquête du Poitou, de l'Angoumois et de la Saintonge (15 décembre 1372), paraissent avoir couvert mêmes les délits de droit commun. Plus caractéristique encore est l'œuvre de Charles VII, recouvrant Paris après dix-huit ans d'occupation anglaise: les mesures législatives prévoyant la restitution des biens dont les fidèles sujets avaient été spoliés (« Lettres » du 2 août 1436), la confirmation des actes judiciaires accomplis sous l'autorité de fait (15 mars 1435) et la reconstruction (21 avril 1438) ne viennent, en effet, qu'après les « Lettres d'abolition » de février 1435, publiées solennellement à Notre-Dame le 14 avril 1436 et comportant en droit les effets, sinon le terme même, de l'amnistie.

Elles méritent d'être citées dans leur intégrité:

*Lettres d'abolition en faveur des habitants de Paris.*

(Poitiers, pénultième février 1435, lues solennellement à Paris, le 14 avril 1436.)

« Charles... Comme nous ayons entendu que nos bien aimez les gens d'église, nobles, bourgeois et habitants de notre ville et cité de Paris, ayant volonté et intention, en nous reconnaissant comme doivent faire, leur seigneur souverain et naturel de nous rendre et faire pleine obéissance, et à cause des divisions qui ont été longuement et encore sont en nostre royaume, par le moyen desquelles et pour la saluation de leurs corps, il leur a convenu par force et contrainte adhérer et faire obéyssance aux Anglais nos ennemis, il nous ont requis qu'il nous pleut mettre en oubli et tout pardonner et tout oublier et abollir en les recevant et recueillant en notre bonne grâce et bienveillance comme nos vrais et loyaux subjects.

« Pour ce est-il que nous, eue considération aux choses dessus-dites, voulons et désirons toujours retraire et réunir à nous et à notre bonne obéissance nos vassaux et subjects, et les ôter hors de la servitude de nos dits ennemis: aux dites gens d'église, nobles, bourgeois et habitants de notre dite ville et cité de Paris, pour les considérations que dessus avons par grande et meure délibération de conseil de nostre certaine science et autorité royale, et grâce spéciale quitté, pardonné et aboly, quittons, pardonnons et abolissons par ces présentes et à chacun d'eux qui nous fera le serment de nous être désormais vray subject et obéissant, tous cas, crimes, délits et offenses en quoi l'on pourrait dire aux ou aucun d'eux aurait offensé et délinqué envers nous, notre majesté et notre couronne aux causes que dessus et leurs dépendances tant en matière de guerre que autrement en quelque matière que ce soit.

« Toutes lesquelles choses nous avons annulées, abolies, annulons et abolissons et voulons estre dites et réputées comme non advenues; et que les dessudits jouyssent des honneurs, franchises, libertéz et prérogatives dont auparavant ces choses ils avaient coutume de jouyr, et aussi de leurs biens, héritages, possessions, meubles et immeubles étant en nature de choses, nonobstant quelconques dons que nous pourrions avoir faits et les exploits qui s'en seraient suivis que nous révoquons et annulons par ces dites présentes, et sur tout imposons silence perpétuel à nostre procureur et tous autres officiers et ne voulons pas qu'à l'occasion des choses devant dites aucune chose leur soit ou à leurs successeurs au temps avenir, reprochés ou imputée contre l'honneur, mais nous voulons que ceux qui se feroient être contraints à le réparer et amender par voie de justice.

« Si donnons en mandement par ces dites présentes à nos aimez et féaux conseillers les gens de notre parlement, au prévôt de notre dite ville et à tous autres justiciers et officiers ou à leurs lieutenants présents et à venir, et à chacun d'eux comme à lui appartiendra, que de nos presens grâce, quittance,

pardon et abolition de toutes les choses dites, ils fassent et souffrent lesdits gens d'église, nobles, bourgeois et habitants de notre dite ville et cité de Paris, et chacun d'eux jouyr et user paisiblement et pleinement par la manière que dit est, sans les travailler et les empêcher ores, ni au temps à venir, ni souffrir être travaillés ou empêchés en aucune manière au contraire. »

A la fin du siècle suivant, c'est Henri IV qui, après avoir éliminé de la ville de Paris toute influence étrangère, amnistia par un édit de mars 1594 « tout ce qui s'est passé en ladite ville de Paris et ès environs ». Une mesure analogue est prise en janvier 1596 en faveur du duc de Mayenne et de ses adhérents. Enfin, l'œuvre de réconciliation nationale est couronnée par la promulgation de l'Edit de Nantes. Ce grand acte politique manifeste avant tout la volonté d'éteindre les passions et d'effacer autant qu'il était possible les souvenirs sanglants des guerres de religions.

On en citera les deux premiers articles:

*Edit de Nantes.*

(Deux premiers articles.)

« 1° Que la mémoire de toutes choses passées d'une part et d'autre, depuis le commencement du mois de mars 1585 jusques à notre avènement à la couronne, et durant les autres troubles précédents et à l'occasion d'iceux, demeurera esteinte et assoupie, comme de chose non advenue; et ne sera loisible ni permis à nos procureurs généraux ny autres personnes quelconques, publiques ny privées, en quelque temps ni pour quelque occasion que ce soit, en faire mention, procès ou poursuite en aucunes cours et juridictions que ce soit. »

« 2° Défendons à tous nos subjects, de quelque état et qualité qu'il soient, d'en renouveler la mémoire, s'attaquer, injurier ni provoquer l'un et l'autre par reproche de ce qui s'est passé (durant l'occupation étrangère), pour quelque cause et prétexte que ce soit, en disputer, contester, quereller n'y s'outrager ou s'offenser de faict ou de parole; mais se contenir et vivre paisiblement ensemble comme frères, amis et conciloyens, sous peine aux contrevenants d'être punis comme infracteurs de paix et perturbateurs du repos public. »

La Révolution prit de nombreuses mesures d'amnistie. En particulier, toute une suite de textes concernent les soulèvements de Vendée et marquent la volonté d'apaisement du législateur après des faits aussi graves, accompagnés et suivis d'une répression dont le caractère rigoureux est également connu: décrets des 12 frimaire et 29 nivôse an III, loi du 7 frimaire an IV, arrêtés des 7 nivôse et 14 ventôse an VIII, jusqu'au texte, rédigé dans les termes les plus généraux, du 25 thermidor an VIII. De même, une amnistie suivit la libération de la Corse après l'occupation anglaise, expressément étendue aux habitants « qui ont pris part à la rebellion de laquelle est résulté l'envahissement de l'île Corse par les Anglais et ceux qui ont soutenu ou favorisé dans cette île le parti d'Angleterre » (arrêté du 25 pluviôse an VI).

Pendant tout le XIX^e siècle, nous voyons les amnisties se succéder, au rythme du flux et du reflux des régimes. C'est Bonaparte qui amnistie les émigrés lors de son premier consulat, mais en réservant un millier de noms. C'est Louis XVIII, qui pardonne aux « Français égarés » mais en exceptant nombre de ceux qui avaient constitué la gloire de l'époque napoléonienne.

Puis vient la grande tragédie de la guerre de 1871, où nous voyons s'affronter, sous les yeux de l'ennemi, deux catégories de Français: d'une part, une masse populaire, animée d'un idéal patriotique belliqueux, à laquelle s'agglomère une poignée d'aventuriers, de bohèmes sadiques, de pétroleuses et de criminels de droit commun et, d'autre part, les éléments majoritaires du pays partisans de l'armistice et de la paix de compromis. Le vainqueur de cette lutte ouvrit aussi une ère de proscriptions qui se termina quelques années après par deux lois d'amnistie.

L'œuvre amnistiante de la III^e République fut d'ailleurs facilitée par le fait que son gouvernement eut, en 1871, la sagesse de ne pas créer des crimes et des délits nouveaux et des juridictions d'exception. Les conseils de guerre furent saisis, la procédure étant seulement simplifiée par une loi du 17 août 1871. Les principes traditionnels du droit, tels que la rétroactivité des lois ne subirent pas d'atteinte. L'épuration de 1871 eut aussi le mérite d'être rapide. Les conseils de guerre cessèrent leur activité le 31 décembre 1875.

L'amnistie déjà s'imposait. La nation, comme aujourd'hui, avait soif d'apaisement. Les lois, qui la concrétisèrent en 1879 et en 1880 sont politiquement et techniquement riches d'enseignement.

Sans rien renier des principes de la répression ni approuver en quoi que ce soit l'attitude des condamnés, la République, consolidée à la suite des élections de 1877 et 1879, et de la démission de Mac Mahon, pouvait accomplir cette œuvre d'apaisement. Le premier gouvernement de Jules Grévy dont c'était le premier acte se rencontrait sur ce point avec des propositions déposées de divers côtés. L'exposé des motifs du projet gouvernemental, présenté par M. Le Royer, garde des sceaux, et M. de Marcère, ministre de l'intérieur, s'exprimait en ces termes:

« La République est assez forte pour être clémente même à l'égard de ceux qui, dès ses débuts, avaient compromis son existence. Elle peut, sans trembler pour elle, renoncer aux garanties qu'elle avait trouvées dans la loi à l'égard du plus grand nombre de ceux qui ont participé à l'insurrection du 18 mars 1871, insurrection que son nom, ses moyens d'action, les actes accomplis sous les yeux de l'étranger, son but, tout enfin dénonce comme un des crimes les plus grands qui aient été tentés contre la souveraineté nationale.

« Cette révolte, que l'histoire n'amnistiera jamais, la génération qui en a été le témoin ne saurait, sans faiblesse et sans danger, lui accorder la faveur du pardon. Mais, après avoir fait la part de ce que réclament la justice et les intérêts de l'ordre le plus élevé, nous pensons qu'on peut faire aussi la part de la clémence et de l'oubli pour ceux de nos concitoyens qui, plutôt égarés que criminels, cédant à des entraînements que les circonstances expliquent sans les justifier, ont prêté les mains, sans en avoir entièrement conscience, à ce crime de lèse patrie. »

Cette dernière distinction entre les citoyens qu'il paraissait désirable de faire rentrer dans la communauté nationale et ceux qu'il fallait écarter du bénéfice de la loi, distinction commune d'ailleurs à la plupart des amnisties politiques, rencontrait une difficulté de réalisation qui se traduisait par des différences techniques entre les textes proposés aux Chambres. Cette recherche était en l'espèce rendue plus difficile, d'après l'exposé des motifs cité plus haut, par « la complexité des faits auxquels les insurgés ont pris part, le sens compréhensif des qualifications employées dans les poursuites... » Si l'on fait abstraction de la solution d'amnistie pleine et entière, proposée notamment par Louis Blanc, et soutenue, presque depuis le lendemain de la Commune, par Victor Hugo, deux systèmes se présentaient: ou bien le texte édictait une amnistie de plein droit, en prévoyant qu'elle était réservée aux infractions « politiques », ou en précisant qu'en étaient exclus les assassins et les incendiaires, ou bien, et c'était l'économie du projet gouvernemental, le texte attachait les effets de l'amnistie à ces mesures individuelles de grâce prises par le pouvoir exécutif. C'est ce dernier procédé qui prévalut, faisant ainsi entrer dans notre droit moderne ce que les théoriciens du droit appellent « grâce amnistiante ». Cette innovation en entraînait une seconde, celle de la faculté de gracier les contumax.

Le Gouvernement n'ayant fait cependant qu'un usage restreint du droit de grâce dans le délai de trois mois prévu par l'article 1^er de la loi du 3 mars 1871, il apparut rapidement que cette solution partielle n'était qu'une demi-mesure et qu'une véritable politique d'apaisement appelait autre chose.

Le gouvernement Freycinet, devançant, cette fois, les propositions d'amnistie les plus pressées, dut donc présenter le 19 juin 1880, un projet prévoyant l'amnistie de plein droit « à tous les condamnés pour crimes et délits se rattachant aux insurrections de 1870 et 1871 ». Malgré l'appui nouveau de Gambetta qui, descendu de son fauteuil présidentiel pour prononcer un discours dont l'affichage fut ordonné dans toutes les communes, emporta le vote de la Chambre, ce texte rencontra l'opposition du Sénat, désireux de maintenir dans le texte une distinction entre crimes politiques et crimes de droit commun. Le rapporteur de la commission de la Chambre remarqua « que cette distinction, très difficile à l'origine, est devenue pratiquement impossible ». Finalement, les Chambres se mirent d'accord sur le texte de grâce amnistiante suivant (loi du 11 juillet 1880), étant évident que le gouvernement était décidé à faire cette fois l'usage maximum de ses pouvoirs: « Tous les individus condamnés pour avoir pris part aux événements insurrectionnels de 1870 et 1871 et aux événements insurrectionnels postérieurs, qui ont été ou seront, avant le 14 juillet 1880, l'objet d'un décret de grâce, seront considérés comme amnistiés, à l'exception des individus condamnés par jugements contradictoires, à la peine de mort et aux travaux forcés pour crimes d'incendie et d'assassinat.

« Cette exception, toutefois, ne sera pas applicable aux condamnés ci-dessus qui auront été jusqu'à la date du 9 juillet 1880 l'objet d'une commutation de leur peine en une peine de détention ou de bannissement. »

Le deuxième alinéa et la rédaction de l'exception figurant à la fin du précédent, et qu'il vient de limiter, présentent un particulier intérêt du point de vue technique, sur lequel des explications paraissent utiles.

Les travaux préparatoires montrent que l'exception, issue d'un amendement destiné à tenir compte des intentions du Sénat, repose sur l'idée que les personnes condamnées à la peine de mort ou des travaux forcés pour incendie et assassinat devaient seules être exclues de l'amnistie car « dans ce cas-là personne ne peut imaginer que la démonstration de crime ne fût absolument complète et que ce qu'on veut bien appeler circonstances atténuantes ne fût absolument absent »; la rédaction même de l'exception marquait donc déjà une conception extensive de l'amnistie, puisque les personnes condamnées pour crimes de droit commun pouvaient être amnistiées si elles avaient bénéficié des circonstances atténuantes.

Quant à l'exception, elle procédait d'une idée différente: c'est celle que les commutations de peines intervenues antérieurement avaient pu avoir pour objet de tempérer des erreurs judiciaires possibles. « Je n'hésite pas à dire », déclara l'auteur de cet amendement, « devant une assemblée comme le Sénat, que les conditions dans lesquelles ont été rendus les arrêts de condamnation qui ont frappé une foule de gens qui ont comparu devant les conseils de guerre peuvent laisser place à une sorte de revision par l'examen nouveau des dossiers ».

La première guerre mondiale fut aussi l'occasion de nombreuses mesures d'oubli et de pardon. Dès 1916 et 1917, des propositions de loi d'amnistie sont déposées à la Chambre des députés par des parlementaires tels que MM. Meunier, Aristide Jaubert, Dumel et Jambon.

Le 18 juillet 1924, six ans à peine après la fin de la terrible hécatombe de 1914-1918, le Parlement français vote une loi d'amnistie générale concernant, avant tout, des faits d'ordre militaire, et particulièrement large puisque le délit de correspondance vers l'ennemi s'y trouvait compris. Les marins de la mer Noire en bénéficièrent dont MM. Marty et Badina. Entre les deux guerres intervinrent, en faveur surtout d'anciens combattants, au total onze lois différentes d'amnistie, dont celle de 1933 à propos de laquelle MM. Maurice Thorez, Ramette, Ramadier et Marius Moutet réclamèrent l'amnistie pour le crime d' « intelligence avec l'ennemi ».

Depuis la libération de la France, l'œuvre amnistiante n'a pas cessé.

Le 30 octobre 1944, le chef du Gouvernement provisoire publie une ordonnance prévoyant, dans certain cas, une grâce amnistiante dont profitèrent notamment, par décret du 6 novembre 1944, M. Maurice Thorez et quatre autres personnes.

Précédées par l'ordonnance du 19 février 1945, les grandes lois portant amnistie furent celles du 16 avril 1946 et des 16 et 28 août 1947. Elles se proposèrent un triple but: tout d'abord, le rétablissement d'institutions républicaines normales, définir ensuite une nouvelle appréciation des délits, récupérer enfin pour la société des énergies dont elle se trouvait frustrée par certaines condamnations.

Elles profitèrent, avant tout, à ceux qui « avaient pris part aux souffrances du pays », donc aux résistants et à leur famille.

D'autres lois s'ajoutent à ces textes, notamment la loi du 9 mars 1946, modifiée le 4 juillet 1947, qui porta amnistie pour l'Algérie concernant les faits qui s'étaient déroulés les 1er et 8 mai 1945.

Enfin, tout récemment, la loi du 9 février 1949 a admis au bénéfice de l'amnistie les mineurs âgés de moins de vingt et un ans au moment des faits, poursuivis ou condamnés, en vertu des ordonnances des 20 décembre et 28 novembre 1944, à condition qu'ils ne se soient pas rendus coupables de dénonciations ou n'aient pas, par leurs agissements, sciemment exposé ou tenté d'exposer des personnes à des tortures, à la déportation ou à la mort et qu'ils n'aient pas été les agents bénévoles ou rétribués d'une organisation ennemie.

Ainsi s'est trouvée amorcée la grande mesure d'amnistie et de revision que des circonstances nouvelles ont lentement mûrie.

Dans les pays étrangers, les crises nationales s'apaisent aussi par des mesures d'oubli et de pardon.

Nous considérons seulement ici la période actuelle qui a suivi la deuxième guerre mondiale et qui a déclenché, dans presque tous les pays d'Europe, une répression exceptionnelle d'ordre politique.

Que constatons-nous ?

En Pologne, en Tchécoslovaquie, en Roumanie, en Belgique, en Hollande, en zones d'Allemagne occupée, des amnisties très larges sont intervenues.

En Pologne soviétisée, l'amnistie a bénéficié à deux cent mille personnes. En Tchécoslovaquie, le président Clément Gottwald a décidé d'amnistier de larges catégories de délits politiques, de droit commun et militaires, et tous les délits ayant donné lieu à une condamnation égale ou inférieure à une année de peines privatives de liberté. En zone allemande sous occupation russe, « les petits nazis » ont été amnistiés. De même, en zone d'occupation française, les jeunes « nazis » et S.S. ont été pardonnés en 1947.

En Italie, la loi d'amnistie de 1946, dénommée « Loi d'exceptionnelle clémence », a été particulièrement large. C'est en application de cette loi qu'un décret du 25 juin 1946 amnistia 74 personnalités importantes du régime fasciste: officiers généraux, hauts fonctionnaires du ministère de l'intérieur de Mussolini, hauts magistrats, etc...

Il n'est pas indifférent de souligner que l'auteur de cette loi fut M. Palmiro Togliatti, secrétaire général du parti communiste italien.

L'enseignement de l'Histoire, l'exemple donné par les pays voisins aussi bien que notre propre tradition républicaine nous montrent que l'amnistie, qui va intervenir maintenant, doit, pour remplir son but de reconstitution de notre unité nationale, créer un apaisement profond et définitif dans l'équité et la réconciliation.

Nous avons dit plus haut que devaient être exclus de tout pardon « la poignée de traîtres » ayant commis des crimes inexpiables.

« Qui peut se vanter de ne s'être jamais trompé dans cette guerre de trente ans? » a dit le général de Gaulle. Ceux qui se sont trompés appellent au contraire la clémence.

En juin 1947, M. A. Mutter s'exprimait ainsi à ce sujet: « Pour ceux qui ne se sont rendus coupables que de délit d'opinion, qui, en conscience, et avec désintéressement absolu, ont cherché la vérité nationale et, ayant entendu des voix autorisées défendre le régime légal, ont suivi ce qu'ils croyaient être le bon chemin, n'y a-t-il pas lieu de considérer qu'ils sont restés dignes de la nation française »?

Nous ne voulons point mettre en cause l'œuvre de nécessaire répression accomplie par les juridictions d'exception. Tout le monde est d'accord, cependant, pour reconnaître que les peines qui furent prononcées alors s'avèrent, avec le recul du temps, souvent disproportionnées par rapport aux erreurs perpétrées et que des inégalités flagrantes furent commises dans la distribution de la justice par les cours d'exception. Selon les régions, selon l'époque, selon le climat politique, pour des délits d'ordre identique, des sanctions très différentes furent infligées: à Grenoble, la mort; à Orléans, deux ans de prison, pour un même crime accompli à la même époque. En février: indignité nationale; en juillet: les travaux forcés pour des délits entièrement comparables.

Je rappellerai à ce propos les paroles prononcées par M. le garde des sceaux, P.-H. Teitgen, le 6 août 1946, à l'Assemblée nationale constituante:

« Il est bien facile quand un concurrent vous gêne, quand une femme vous trompe, lorsqu'on est brouillé avec son beau-père, lorsqu'on a un adversaire politique, il est facile d'essayer de s'en débarrasser en se plaignant à la justice de son attitude pendant l'occupation et en tentant de la faire poursuivre devant une cour de justice. Cela s'est vu fréquemment en France comme dans tous les pays du monde. Ces 150.000 collaborateurs auxquels il fallait demander des comptes ne sont pas 150.000 traîtres méritant la mort. »

Une amnistie efficace doit donc se proposer, tout d'abord, de faire disparaître ces inégalités dans la distribution de la justice.

Nous savons très bien que le Conseil de la magistrature, à l'œuvre duquel nous tenons à rendre le plus grand hommage, s'est efforcé de rétablir une justice d'équité, en rectifiant par des grâces les excès de certaines condamnations. Mais cette œuvre d'assainissement judiciaire risque de durer de longues années encore. Or le désir du pays est d'aboutir rapidement.

La IVe République possède maintenant des institutions suffisamment assises, pour mener à bien cette grande tâche et se placer ainsi dans la perspective de la politique traditionnelle d'apaisement et de réconciliation nationale.

L'œuvre de nécessaire répression est pratiquement accomplie. Le geste de générosité le plus large ne risque d'être interprété ni comme une concession dans les principes, ni comme un signe de faiblesse puisqu'il ne se propose qu'un but: rétablir dans sa pureté l'unité républicaine.

L'Histoire ne démontre-t-elle pas que le pardon et l'oubli sont l'apanage des gouvernements forts?

Clemenceau l'avait compris en janvier 1879 lorsqu'il déclarait à la Chambre des Députés, au moment de la discussion de la loi d'amnistie:

« Dans tous les pays et de tous temps, toutes les guerres civiles se sont liquidées par une amnistie pleine et entière. Cette amnistie définitive est venue plus ou moins tôt suivant que les hommes qui étaient au Gouvernement ont eu plus ou moins de confiance dans leur propre force.

« Vous êtes forts. Vous nous l'avez dit. Alors agissez comme un gouvernement fort.

« Vous dites: Oui, le Gouvernement est fort mais nous avons peur d'effrayer le pays. — Eh bien, j'affirme que ce pays n'a pas peur et, s'il avait peur, vous ne seriez pas sur ces bancs.

« Vous ne voulez pas accorder l'amnistie. Ce serait aujourd'hui une preuve de force. Vous l'accorderez plus tard et quand vous l'accorderez, ce sera une preuve de faiblesse. »

Plus récemment, M. Jean-Louis Tinaud ne déclarait-il pas à l'Assemblée nationale, le 26 novembre 1918:

« Le droit d'amnistie est le privilège le plus étendu de la victoire et de la puissance et son exercice, en proclamant l'oubli, l'effacement du passé, prétend à la réconciliation. »

C'est qu'en effet l'amnistie, pour atteindre son but, doit être suffisamment large et complète. L'œuvre de reconstruction du pays doit passer avant tout et nous devons, dans un esprit d'abnégation patriotique, pardonner tout ce qui peut être pardonné.

L'histoire semble se répéter. Les mêmes arguments qui sont aujourd'hui invoqués en faveur ou à l'encontre d'une large amnistie furent présentés, il y a plus de soixante-dix années, lorsque l'amnistie en faveur des condamnés de la Commune fut présentée en 1879 et 1880 à la sanction du Parlement. Les faits exigèrent alors en 1880, l'amnistie complète qui avait été refusée en 1879.

Gambetta sut imposer à un Parlement et à un gouvernement hésitants la seule solution que commandait l'impérieuse nécessité de rétablir, dans son intégrité, l'union des Français. Descendant de son fauteuil de président de la Chambre pour occuper la tribune, il sut trouver des accents qui ont gardé aujourd'hui toute leur force convaincante:

« Il faut que vous mettiez la pierre tumulaire de l'oubli sur tous les crimes et tous les vestiges et que vous disiez à tous, à ceux-ci dont on déplore l'absence et à ceux-là dont on regrette quelquefois les contradictions et les désaccords qu'il n'y a qu'une France et qu'une République. »

Seule une large amnistie accompagnée d'une revision peut mettre un terme au trouble profond de la vie nationale, entretenu par les ferments de division qui subsistent et se répercutent sur toutes les manifestations de l'existence du pays.

Un fossé existe qui tend à se creuser de plus en plus, compromettant ainsi l'unité nationale, sur laquelle ont toujours été fondés la grandeur et le rayonnement de la République.

Le Gouvernement a posé le problème, il doit être résolu.

Bien plus, la solution de ce problème crucial doit être rapide afin d'éviter qu'une fermentation ne vienne aggraver encore le mal dont nous souffrons.

Nous sentons profondément que le pays désire, presque unanimement, l'apaisement, le pardon et la fin des querelles qui le déchirent.

Nous voudrions reproduire ici l'opinion de personnalités appartenant aux familles spirituelles les plus différentes de la nation française.

Le 30 juin 1947, M. le député Gau déclarait à la tribune de l'Assemblée nationale:

« Il faudrait penser à réconcilier les Français. Je vois bien que vous hésitez à pardonner, que vous avez peur de vous tromper en pardonnant mais dites-vous bien que ce n'est qu'en pardonnant qu'on ne se trompe jamais. »

Le 8 mai 1949, c'est M. Devinat, secrétaire d'Etat, qui déclare à Orléans:

« Pour mener à bien cette tâche de construction permanente de la paix, la France a besoin de l'union de tous ses fils. Cette union commande des sacrifices individuels et l'oubli des erreurs commises aux heures de trouble, quand ces erreurs ne furent pas criminelles. »

Et M. Georges Bidault, en février 1949:

« Que faut-il pardonner? Tout ce qui peut l'être. Mieux vaut peut-être indiquer ce qui ne peut être pardonné: le crime de droit commun, l'abjecte dénonciation, la torture, la mort, la collaboration directe avec l'ennemi sous toutes ses formes, le travail payé par l'Allemand, quel qu'il soit, quand il a nui à des compatriotes, à la patrie. »

M. P.-H. Teitgen, qui, à la séance de l'Assemblée nationale constituante du 6 août 1946, avait naguère déclaré:

« Vous pensez, sans doute, que, par rapport à Robespierre, Danton et d'autres, le garde des sceaux qui est devant vous est un enfant. Eh bien! ce sont eux qui sont des enfants si l'on juge par les chiffres », s'est, lui aussi, rendu aux raisons de clémence:

« Le temps est venu de se montrer plus indulgent, non pour les fautes mais pour les coupables... La justice des hommes subit la loi du temps. Elle s'use à la durée et l'heure vient où elle doit renoncer à des rigueurs même justifiées. »

Ainsi donc, de tous côtés, les voix les plus autorisées se sont fait entendre en faveur de l'amnistie et de la revision.

Il nous faut revenir à une justice sereine.

Pour la répression des crimes inexpiables, notre justice de droit commun est suffisamment armée: l'article 75 du code pénal qui punit la trahison y suffit largement.

Nous n'avons nul besoin d'improviser une justice ou d'étendre les dispositions de l'article 75 pour punir les criminels de la collaboration.

Nous voulons l'apaisement et l'union.

Toute amnistie qui n'atteint pas ce résultat n'est pas une vraie amnistie.

Toute amnistie qui ne rétablit pas la justice en permettant la revision des jugements erronés et des erreurs judiciaires ne réalise pas l'apaisement.

Toute amnistie qui laisse subsister de multiples « affaires Dreyfus » n'est pas une vraie amnistie.

Nous sommes maintenant à cinq ans de la libération. Pendant ce court espace de temps, les événements ont marché très vite. L'Allemagne, qui nous a occupés, rançonnés, dévas-

tés, qui a tué nos enfants, massacré les patriotes et les otages, est à terre. Le crime de collaboration, si odieux dans son actualité, a perdu quelque peu de sa force explosive. Le peuple français est sollicité par d'autres problèmes plus urgents. Il lui faut se vêtir, se nourrir. « Le pays a des besognes plus pressantes à accomplir que de remplir des prisons. » Il lui faut assurer sa reconstruction et, pour l'assurer, il lui faut rétablir l'unité entre les Français.

« Pour reconstruire la France, j'ai besoin de tous les Français », disait déjà Henri IV.

La grandeur des tâches qui s'imposent aujourd'hui est telle qu'elle exige impérieusement de tous le travail en commun, donc l'union.

C'est sur la résistance authentique que repose le souci et la responsabilité de la reconstruction du pays qu'elle a une première fois sauvée et dont elle doit aujourd'hui assurer définitivement le salut. C'est à elle seule qu'il appartient de pardonner largement.

Traduire dans un texte les idées directrices que nous venons d'exposer ne laisse pas d'être singulièrement difficile.

En effet, l'amnistie pure et simple de toutes les condamnations prononcées pour des faits autres que l'assassinat, la torture, la délation, la collaboration économique spontanée avec l'ennemi, etc., est impraticable, du fait que des accusés, poursuivis en raison des agissements les plus variés, ont pu être déclarés convaincus des mêmes crimes, notamment de ceux définis par les articles 75 et suivants du code pénal, combinés avec les artiles 1er et 2 de l'ordonnance du 28 novembre 1944.

Une procédure de grâce amnistiante ne correspond pas exactement au but de la loi: l'octroi de la grâce repose sur un ensemble complexe de considérations, tenant compte notamment de la personnalité du condamné, de sa situation de famille, etc. Or, il s'agit aujourd'hui de faire procéder à un examen des dossiers restreint à la nature des faits ayant entraîné la condamnation, afin que l'amnistie résulte nécessairement de cet examen lorsque les faits ne figureront pas au nombre des crimes dont l'opinion est unanime à exclure l'oubli. C'est pourquoi on a été amené à emprunter à l'ordonnance d'amnistie du 19 février 1945 et aux lois des 16 avril 1946, 16 et 28 août 1947, et 9 février 1949, la procédure de l'amnistie par décret, avec cette particularité que la mission du pouvoir exécutif sera, dans l'application de ces dispositions, dépourvue de tout pouvoir d'appréciation: l'amnistie est l'œuvre du législateur. A celui-ci, contrairement à ce qu'on a parfois affirmé, il appartient de pardonner car la loi est l'expression non des conceptions de la majorité, mais de la volonté générale. Aussi bien, l'article 19 de la Constitution prévoit-il que l'amnistie ne peut être accordée que par une loi.

Ce n'est pas à dire que l'œuvre de grâce que le conseil supérieur de la magistrature est en train d'accomplir ne puisse rencontrer à certains égards les désirs du législateur et ne soit de nature à faciliter l'application de la présente loi. C'est pourquoi les mesures de grâce qui sont intervenues ou sont susceptibles d'intervenir selon la procédure de droit commun entraîneront octroi de l'amnistie lorsqu'elles auront eu pour effet d'abaisser la peine au-dessous d'un certain taux, ainsi qu'on va le voir immédiatement.

Si en effet, l'amnistie ne peut, pour la raison de technique judiciaire qui vient d'être indiquée, résulter d'un texte général, son bénéfice peut du moins être attribué de plein droit à toute une catégorie de ceux qui ont été frappés des peines les plus faibles, et ce, quelle qu'ait été l'infraction relevée; la peine étant faible, ayant eu souvent pour seul but de justifier la détention préventive, il est à présumer qu'elle n'a sanctionné que des faits de faible gravité, susceptibles d'oubli: le premier article de la proposition comporte donc amnistie pure et simple des condamnations à une peine privative de liberté inférieure ou égale à cinq ans. Le rôle du Président de la République en conseil supérieur de la magistrature ayant, d'autre part, à certains égards, tendu à égaliser, compte tenu du caractère des infractions, les écarts d'appréciation inhérents à une répression si étendue dans l'espace et dans le temps, il nous a paru judicieux de rendre hommage à cette haute autorité et de donner effet pour l'application de la présente loi à son œuvre de clémence: c'est pourquoi l'amnistie de plein droit s'étend aux peines ramenées par lui à un maximum de trois ans, qu'il s'agisse des réductions prononcées jusqu'à présent ou de celles qui viendraient à l'être.

L'article 2 de la proposition est relatif à l'amnistie par décret dont on a exposé plus haut qu'elle était le seul moyen pratique de traduire dans les faits la volonté du législateur de faire tomber les chaînes chaque fois que les condamnés n'auront pas commis de crime de droit commun comme auteurs ou comme complices et ne se seront pas associés à l'œuvre de propagande ou de déportation de l'envahisseur.

Mais il est nécessaire qu'il soit procédé à cet examen pour toutes les condamnations, car des sentiments discutables, mais ne paraissant pas devoir exclure l'amnistie, peuvent inciter les condamnés à ne pas solliciter le bénéfice de celle-ci. En revanche, il a été prévu que cet examen des cas individuels, s'il constitue une obligation politique pour le ministre de la justice, est insusceptible d'ouvrir aux intéressés un recours quelconque. Il a paru apportun de resteindre ces dispositions aux condamnés vivants; mais, d'autre part, et comme l'avait pensé le législateur de 1879, il a semblé équitable de les étendre aux personnes condamnées par contumace ou par défaut (article 3).

L'article suivant tire la conséquence logique des dispositions de l'article 2 en prescrivant la discontinuation des poursuites actuellement en cours et qui seraient susceptibles d'entraîner des condamnations de même nature que celles bénéficiant de l'amnistie: dans un but de simplification, ce sont alors les parquets, les juridictions d'instruction ou les juridictions de jugement, et non le pouvoir exécutif, qui apprécieront si les faits servant de base à la poursuite entrent ou non dans les prévisions du législateur; il va de soi que si les faits relevés figuraient dans les exceptions de l'article 2 les poursuites continueraient mais que les accusés ou prévenus seraient susceptibles, selon la gravité de la peine prononcée, de bénéficier ou non de l'amnistie de plein droit édictée par l'article 1er.

L'importance de la tâche répressive a entraîné certains inconvénients. L'irrégularité dans l'application de l'échelle des peines était, on l'a déjà indiqué, impossible à éviter, et n'est réparable que dans le domaine traditionnel de la grâce auquel la présente proposition entend demeurer étrangère.

Mais des condamnations ont parfois été prononcées sur des éléments de preuves restreintes, sur des témoignages insuffisants ou passionnés, créant l'impression, fondée ou non, que des erreurs de fait ont été commises. Il est nécessaire que les condamnés qui croient disposer d'éléments nouveaux de nature à asseoir la conviction des juges dans un sens favorable, ou d'entraîner une modification dans la qualification des faits, puissent provoquer une procédure de revision plus accessible que celle instituée par les articles 443 et suivants du code d'instruction criminelle, et ce à un double point de vue: que l'opportunité de la procédure de revision ne soit pas subordonnée à l'appréciation discrétionnaire du ministre, qu'elle soit confiée aux cours d'appel, plus proches des justiciables que la cour de cassation; aussi bien l'article 75 de l'ordonnance du 28 novembre 1944, prévoyait-il déjà que les chambres des mises en accusation saisies des pourvois contre les décisions des cours de justice pouvaient estimer que le condamné se trouvait dans un cas de revision. Tel est l'objet du titre II de la proposition; l'article 5 concerne les décisions des cours de justice et tribunaux militaires, l'article 6 celles de la Haute Cour.

Dans le même ordre d'idées, il a paru désirable de revenir au droit commun de la contumace partiellement écarté par l'ordonnance du 20 novembre 1944 sur la Haute Cour.

Les dispositions suivantes ont pour objet d'anéantir les conséquences d'agissements, de faible gravité, puisqu'ils n'ont entraîné l'application d'aucune peine proprement dite.

Le moment est venu de faire disparaître de notre législation l'indignité nationale. Cette résurrection partielle de la mort civile, peine archaïque dont la suppression au milieu du dix-neuvième siècle accomplissait un vœu général, est contraire aux tendances générales de notre droit. D'après le texte même qui l'institue, elle est destinée à frapper les faits ne constituant pas des infractions caractérisées. Sa rétroactivité est à peine déguisée. Elle frappe très inégalement ceux qui en sont atteints selon la profession qu'ils exerçaient. C'est donc à tous égards une anomalie, et sa suppression est à peine à sa place dans une loi d'amnistie. Ici encore, toute demi-mesure manquerait son but. Il est sans inconvénient de la supprimer, même à l'égard des condamnés pour qui elle ne serait que l'accessoire ou le complément d'une peine criminelle non amnistiée: dans cette hypothèse, en effet, la condamnation emporte de plein droit, en vertu de l'article 28 du code pénal, la peine accessoire de la dégradation civique, dont les effets, définis par l'article 34 du même code, sont suffisamment énergiques.

De même, l'amnistie doit s'étendre aux agissements ayant entraîné uniquement des poursuites disciplinaires par application des textes qui constituent l'épuration proprement dite, qu'il s'agisse des fonctionnaires ou des personnes appartenant à des professions réglementées (médecine, presse, experts comptables, etc.). Toutefois, pour éviter qu'une politique de réintégration obligatoire ne vienne de nouveau jeter le trouble dans les cadres de l'administration ou de l'industrie privée, la réintégration du fonctionnaire exclu ou de la personne ayant perdu son office ministériel, son emploi privé ou sa place dans un organisme non public (conseil d'administration des organismes d'assurances sociales, des caisses de compensation, etc.), la réintégration demeurera facultative.

Enfin, une loi d'amnistie de si large portée ne peut négliger de rendre la plénitude de leurs droits civiques à ceux qui en ont été privés sans condamnation, et en raison seulement de l'attitude par eux adoptée dans certaines circonstances (appartenance au conseil national de Vichy, nomination par Vichy au conseil départemental de la Seine ou au conseil municipal de Paris, vote de la loi du 10 juillet 1940, etc.). L'abrogation pure et simple des dispositions prévoyant cette forme particulière d'incapacité paraît être la seule véritable solution d'apaisement, en même temps qu'un hommage rendu à la sagesse du corps électoral, qui, dans une véritable démocratie, doit être le seul juge de la dignité de ses élus.

Nous avons enfin mentionné, dans un titre IV, des dispositions générales destinées à résoudre certaines questions de détail qui sont de style dans toute loi d'amnistie.

Nous avons tenu — et nous nous en excusons — à exposer longuement les raisons qui nous ont amené à présenter un projet qui nous paraît propre à ramener la paix, au terme de la crise la plus douloureuse de son histoire nationale que vient de vivre notre pays.

C'est pourquoi, mesdames et messieurs, nous vous demandons d'adopter la proposition de loi suivante:

## PROPOSITION DE LOI

### TITRE Ier

### *De l'amnistie.*

Art. 1er. — Sont amnistiés de plein droit les faits prévus par l'ordonnance du 28 novembre 1944 portant modification et codification des textes relatifs au faits dits « de collaboration » et celle du 29 mars 1945, relative à la répression du commerce avec l'ennemi, quelle que soit la juridiction qui ait statué, lorsque ces faits n'ont entraîné ou n'entraîneront qu'une condamnation à l'amende, ou à une peine privative de liberté d'une durée inférieure ou égale à cinq années.

Sont amnistiés les mêmes faits lorsque la condamnation à une peine privative de liberté même supérieure à cinq années a donné lieu par voie de grâce à une remise de peine l'abaissant à trois ans au plus.

Art. 2. — Seront admises par décret au bénéfice de l'amnistie: les personnes ayant été condamnées à des peines privatives de liberté d'une durée supérieure à cinq années, en raison des faits prévus par l'ordonnance du 28 novembre 1944 portant modification et codification des textes relatifs aux faits dits « de collaboration » et celle du 29 mars 1945 rela-

tive à la répression du commerce avec l'ennemi, quelle que soit la juridiction qui ait statué, sous réserve que parmi les faits retenus à leur charge ne se soient pas trouvés les suivants: meurtres non excusés par les lois de la guerre, tortures, coups et blessures volontaires, viols, attentats à la pudeur et autres infractions de droit commun, complicité de ces infractions, dénonciations directes ou indirectes aux autorités ennemies, provocation par voie de presse aux actes précédents, mise au service de l'ennemi associant à ses entreprises, collaboration économique spontanée avec l'ennemi.

Dans le délai d'un an de la présente loi, auront été examinées en vue de l'application du présent article les dossiers de toutes les personnes visées à l'alinéa précédent, à l'exception de celles ayant bénéficié par voie de grâce d'une remise de peine entrant dans les prévisions du deuxième alinéa de l'article précédent.

Aucun recours amiable ou contentieux devant les autorités ou tribunaux administratifs ou judiciaires n'est ouvert aux condamnés en raison des dispositions du présent article.

Art. 3. — Les articles 1er et 2 ci-dessus sont applicables aux condamnations prononcées par contumace et par défaut.

Art. 4. — Les poursuites en cours lors de la promulgation de la présente loi seront discontinuées lorsqu'elles seront fondées sur les faits prévus par les ordonnances du 28 novembre 1944 et du 29 mars 1945 qui n'entreront pas dans les exceptions prévues par l'article 2 ci-dessus.

TITRE II

*De la révision.*

Art. 5. — Les personnes qui auront été condamnés par une cour de justice ou un tribunal militaire en application de l'ordonnance du 28 novembre 1944 à une peine autre que la dégradation nationale, pourront dans le délai de six mois suivant la promulgation de la présente loi, demander la révision de la condamnation, lorsque, postérieurement à celle-ci, un fait sera venu à se produire ou à se révéler, ou que des pièces inconnues lors des débats seront représentées ou que de nouveaux témoins se seront fait connaître susceptibles d'établir l'innocence du condamné ou une erreur dans la qualification des faits. Cette demande sera recevable même au cas où les faits seraient couverts par l'amnistie.

Dans un délai de trois mois, les dossiers seront examinés par les chambres des mises en accusation des cours d'appel qui procéderont, directement ou par un magistrat délégué, à toutes les mesures d'instruction nécessaires, et ne pourront que confirmer ou annuler la décision examinée.

Si la chambre des mises en accusation annule l'arrêt qui lui est déféré, elle prononcera le renvoi du procès devant la juridiction compétente.

Si l'annulation de l'arrêt ne laisse rien subsister qui puisse être qualifié crime ou délit, aucun renvoi ne sera prononcé.

Les bénéficiaires de la revision seront remis dans l'entière propriété de leurs biens immobiliers, nets et libres de toutes charges postérieures à leur mise sous séquestre ou à leur confiscation. Leurs biens meubles leur seront restitués ou, à défaut, la valeur de remplacement de ces biens.

La décision de revision d'où il résultera l'innocence d'un condamné pourra, sur sa demande, lui allouer des dommages-intérêts à raison du préjudice que lui aura causé la condamnation.

Les décisions des chambres des mises en accusation rendues sous l'empire des présentes dispositions ne seront pas susceptibles de pourvoi en cassation.

L'application des articles 443 à 447 du code d'instruction criminelle et du dernier alinéa de l'article 75 de l'ordonnance du 28 novembre 1944 aux condamnations faisant l'objet du présent article est suspendue pendant le délai de six mois indiqué ci-dessus.

Art. 6. — Les dispositions de l'article précédent sont applicables aux personnes condamnées par la Haute Cour. Les dossiers seront examinés par la chambre criminelle de la cour de cassation.

Art. 7. — Les personnes jugées par la Haute Cour de justice instituée par l'ordonnance du 20 novembre 1944 et condamnées par contumace seront jugées, lorsqu'elles se présenteront, sans avoir à démontrer au préalable qu'elles auront été dans l'impossibilité de comparaître par suite d'un cas de force majeure. L'alinéa 6 de l'article 10 de l'ordonnance du 20 novembre 1944, modifié par celle du 5 avril 1945, est abrogé.

. . . . . .

TITRE III

*Des incapacités.*

Art. 8. — L'ordonnance du 26 décembre 1944, modifiée, relative à l'indignité nationale est abrogée. Les faits ayant entraîné condamnation à la peine de la dégradation nationale sont couverts par l'amnistie, que la condamnation ait été prononcée à titre principal, à titre complémentaire ou à titre accessoire; sont abrogées les dispositions des articles 51, 61 et 79 de l'ordonnance du 28 novembre 1944 relatives à l'indignité nationale.

Art. 9. — Amnistie est accordée à tous les faits ayant donné lieu contre les fonctionnaires, personnels de l'Etat, des collectivités publiques, des services concédés ou assimilés, à des sanctions judiciaires amnistiées.

Sont également amnistiés les faits ayant donné lieu à des sanctions disciplinaires en l'absence de condamnation judiciaire, par application de l'ordonnance du 27 juin 1944 modifiée, sur l'épuration administrative.

L'amnistie ne comportera aucun droit à réintégration pour les fonctionnaires qui auraient été exclus de la position d'activité. Cette réintégration demeurera facultative.

Un décret en forme de règlement d'administration publique fixera les conditions dans lesquelles sera examinée la situation administrative des fonctionnaires amnistiés. Ce décret permettra notamment aux ministres de déléguer leurs pouvoirs aux préfets lorsqu'il s'agira d'examiner l'opportunité de la réintégration des fonctionnaires et agents des collectivités locales et personnes assimilées à ceux-ci par l'article 4 de l'ordonnance du 27 juin 1944 modifiée.

Art. 10. — Amnistie est accordée à tous les faits ayant donné lieu à des sanctions par application de l'ordonnance du 16 octobre 1944 sur l'épuration dans les entreprises ainsi que des ordonnances relatives à l'épuration dans diverses professions et divers organismes, de même qu'à tous les faits ayant donné lieu à des sanctions qui sont la conséquence de condamnations judiciaires amnistiées.

Lorsque la mesure d'épuration aura entraîné perte de l'emploi, perte du droit de présentation du titulaire d'un office ministériel, ou exclusion d'un organisme, l'amnistie ne comportera aucun droit à la réintégration qui demeurera facultative.

Art. 11. — L'article 18 modifié, les articles 18 *bis*, *ter* et *quater* de l'ordonnance du 21 avril 1944 portant organisation des pouvoirs publics en France, et les lois des 4 et 8 octobre 1946 sur l'inéligibilité, sont abrogés.

TITRE IV

*Dispositions générales.*

Art. 12. — L'amnistie de l'infraction entraîne la remise de toutes les peines principales, accessoires et complémentaires, notamment de la relégation, comme aussi elle rétablit son auteur dans le bénéfice du sursis qui a pu lui être accordé lors de la condamnation antérieure.

Elle est applicable aux sanctions administratives prises en conséquence de l'infraction amnistiée. Elle n'est pas applicable aux frais de poursuite et d'instance avancés par l'Etat.

La contrainte par corps ne pourra être exercée contre les condamnés ayant bénéficié de l'amnistie.

Art. 13. — L'amnistie ne met pas obstacle à la confiscation des profits illicites dans les termes de l'ordonnance du 18 octobre 1944 modifiée. L'interdiction prévue à l'article 17 n'est pas applicable aux procédures administratives engagées en vertu desdites ordonnances.

Art. 14. — L'amnistie ne confère pas la réintégration dans l'ordre de la Légion d'honneur, ni dans le droit au port de la médaille militaire.

Il sera statué à cet égard, et pour chaque cas, individuellement, par la grande chancellerie, soit sur demande de l'intéressé, soit sur la proposition du garde des sceaux, en ce qui concerne la Légion d'honneur, ou des ministres de la guerre, de la marine ou de l'air, en ce qui concerne la médaille militaire.

Art. 15. — Les contestations sur le bénéfice de l'amnistie instituée par les articles 1er et 8 sont soumises aux règles de compétence et de procédure prévues par les articles 590 et suivants du code d'instruction criminelle.

Art. 16. — Toute personne ayant bénéficié de l'amnistie relativement à des faits ayant entraîné sa radiation des listes électorales pourra, dans les trois mois de la promulgation de la présente loi ou de la décision individuelle d'amnistie, réclamer son inscription sur les listes.

Art. 17. — Il est interdit à tout fonctionnaire de l'ordre judiciaire de rappeler ou de laisser subsister, sous quelque forme que ce soit, dans un dossier judiciaire, les condamnations, les peines disciplinaires et déchéances effacées par l'amnistie, sous réserve des dispositions de l'article 13.

Seules les minutes des jugements ou arrêts déposés dans les greffes échappent à cette interdiction.

Il est interdit de rappeler ou de laisser subsister les sanctions disciplinaires effacées par l'amnistie, sous quelque forme que ce soit, dans tout dossier administratif ou autre document, quelconque, concernant les fonctionnaires, agents et assimilés, dans tout dossier d'entreprise privée ou d'organisme disciplinaire professionnel concernant les personnes appartenant à l'industrie, au commerce et aux professions libérales.

Art. 18. — La présente loi est applicable aux départements d'outre-mer. Le Gouvernement proposera toutes mesures législatives et prendra toutes mesures réglementaires pour rendre ces dispositions applicables dans les territoires et Etats associés de l'Union française et les territoires ressortissant au ministère des affaires étrangères.

# ANNEXE N° 491

(Session de 1949. — Séance du 23 juin 1949.)

PROPOSITION DE LOI portant modifications aux **articles 592** et **593** du **code de procédure civile,** présentée par M. Jacques Debû-Bridel, sénateur. — (Renvoyée à la commission de la justice et de législation civile, criminelle et commerciale.) (Art. 20 du règlement.)

EXPOSE DES MOTIFS

Mesdames, messieurs, l'article 592 du code de procédure civile, titre huitième, des saisies-exécutions, énumère certains objets qui ne peuvent faire la base d'une saisie-exécution et la limite pécuniaire maxima dans laquelle joue cette exonération.

Déjà la loi du 13 avril 1932 avait modifié ces maxima pour les mettre en harmonie avec la valeur de la monnaie à l'époque.

Depuis 1932, le franc a perdu une valeur considérable, qui, d'après les indications les plus optimistes, le rend au maximum égal à un dixième du franc de cette époque. Les mêmes raisons, qui ont fait édicter la loi du 13 avril 1932, nous incitent à proposer la modification ci-dessous de cet article.

Il nous a paru normal également que les objets non saisissables généralement ne subissent pas l'exception de l'article 593, qui vient contredire l'article précédent et le rendre illusoire dans beaucoup de cas particu

lièrement intéressants. C'est pourquoi nous avons également proposé la suppression de la dernière disposition de cet article relative aux loyers des locaux d'habitation personnelle du débiteur.

En vue de ces motifs, nous vous soumettons la proposition de loi ci-après portant certaines modifications aux articles 592 et 593 du code de procédure civile:

PROPOSITION DE LOI

Art. 1er. — L'article 592 du code de procédure civile est modifié comme suit:

TITRE HUITIÈME

*Des saisies-exécutions.*

. . . . . .

« *Art.* 592. — Ne pourront être saisis:

« 1° Les objets que la loi déclare immeubles par destination;

« 2° Le coucher nécessaire des saisis, ceux de leurs enfants, vivant avec eux, les habits dont les saisis sont vêtus et couverts; tous les vêtements et lingeries de leurs enfants, deux paires de draps, deux couvertures par lit, un vêtement de rechange et le linge strictement nécessaire pour en pouvoir changer;

« 3° Les livres relatifs à la profession du saisi jusqu'à la somme de 100.000 F, à son choix;

« Le mobilier de bureau et au moins une machine à écrire ainsi que les sièges nécessaires pour l'exercice de la profession du saisi, et ce jusqu'à concurrence de la somme de 500.000 francs, à son choix. »

4° (ajouter *in fine*): « ...ainsi que tout instrument ou machine (machine à coudre, à couper, etc.) servant à l'usage de la profession artisanale du saisi. »

(§§ 5°, 6°, 7°, 8°, sans changement.)

Art. 2. — La dernière disposition de l'article 593 du code de procédure civile, ainsi conçue: « ...et loyers des lieux servant à l'habitation personnelle du débiteur. » est supprimée.

# ANNEXE N° 491 (*Rectifiée*)

(Session de 1949. — Séance du 23 juin 1949.)

PROPOSITION DE LOI portant modifications aux **articles 592 et 593 du code de procédure** civile, présentée par M. Jacques Debû-Bridel, sénateur et transmise au bureau de l'Assemblée nationale, conformément à l'article 14 de la Constitution.

EXPOSE DES MOTIFS

Mesdames, messieurs, l'article 592 du code de procédure civile, titre huitième, des saisies-exécutions, énumère certains objets qui ne peuvent faire la base d'une saisie-exécution et la limite pécuniaire maxima dans laquelle joue cette exonération.

Déjà la loi du 13 avril 1932 avait modifié ces maxima pour les mettre en harmonie avec la valeur de la monnaie à l'époque.

Depuis 1932, le franc a perdu une valeur considérable qui, d'après les indications les plus optimistes, le rend au maximum égal à un dixième du franc de cette époque. Les mêmes raisons, qui ont fait édicter la loi du 13 avril 1932, nous incitent à proposer la modification ci-dessous de cet article.

Il nous a paru normal également que les objets non saisissables généralement ne subissent pas l'exception de l'article 593, qui vient contredire l'article précédent et le rendre illusoire dans beaucoup de cas particulièrement intéressants. C'est pourquoi nous avons également proposé la suppression de la dernière disposition de cet article relative aux loyers des locaux d'habitation personnelle du débiteur.

En vue de ces motifs, nous vous demandons d'adopter la proposition de loi ci-après portant certaines modifications aux articles 592 et 593 du code de procédure civile:

PROPOSITION DE LOI

Art. 1er. — L'article 592 du code de procédure civile est modifié comme suit:

TITRE HUITIÈME

*Des saisies-exécutions.*

. . . . . .

« *Art.* 592. — Ne pourront être saisis:

« 1° Les objets que la loi déclare immeubles par destination;

« 2° Le coucher nécessaire des saisis, ceux de leurs enfants, vivant avec eux, les habits dont les saisis sont vêtus et couverts; tous les vêtements et lingeries de leurs enfants, deux paires de draps, deux couvertures par lit, un vêtement de rechange et le linge strictement nécessaire pour en pouvoir changer;

« 3° Les livres relatifs à la profession du saisi jusqu'à la somme de 100.000 F, à son choix;

« Le mobilier de bureau et au moins une machine à écrire ainsi que les sièges nécessaires pour l'exercice de la profession du saisi, et ce, jusqu'à concurrence de la somme de 500.000 F, à son choix. »

4° (ajouter *in fine*): « ...ainsi que tout instrument ou machine (machine à coudre, à couper, etc...), servant à l'usage de la profession artisanale du saisi. »

(§§ 5°, 6°, 7°, 8°, sans changement.)

Art. 2. — La dernière disposition de l'article 593 du code de procédure civile, ainsi conçue: « ...et loyers des lieux servant à l'habitation personnelle du débiteur. »

# ANNEXE N° 492

(Session de 1949. — Séance du 23 juin 1949.)

PROPOSITION DE LOI portant extension à toutes les **condamnations civiles et commerciales** de la disposition du décret-loi du 17 juin 1938 relative au **recouvrement des droits d'enregistrement,** présentée par M. Jacques Debû-Bridel, sénateur. — (Renvoyée à la commission de la justice et de législation criminelle et commerciale.) (Art. 20 du règlement.)

EXPOSE DES MOTIFS

Mesdames, messieurs, le décret-loi du 17 juin 1938 a décidé qu'en matière de divorce, les droits d'enregistrement seraient recouvrés exclusivement de la manière suivante: le droit fixe contre la partie gagnante, le droit proportionnel contre la partie perdante au procès.

Il est incontestable que la mesure empêche les personnes de mauvaise foi de spéculer sur la difficulté et parfois l'impossibilité par le gagnant de pouvoir payer la totalité des frais d'enregistrement de plus en plus lourds pour ponvoir exécuter le jugement dont il est bénéficiaire. Ces difficultés peuvent permettre à des plaideurs peu scrupuleux d'avoir le temps de se rendre insolvables, de telle sorte que, lorsque la partie gagnante parvient à payer les droits et voudra exécuter le jugement, elle ne trouvera rien pour ce faire et aura par contre augmenté sa créance du montant des frais déboursés, qu'elle ne pourra pas davantage récupérer.

Ce qui valait en 1938 pour éviter des délais abusifs en matière de divorce, vaut à l'heure actuelle encore plus, non seulement pour ce cas particulier, mais pour tous les cas en matière civile et commerciale. Il est courant, dans la vie actuelle, que des personnes, qui ont trop de revenu pour obtenir le bénéfice de l'assistance judiciaire, n'en aient pas assez cependant pour payer en une seule fois les droits d'enregistrement, parfois extrêmement lourds, afférents au jugement qu'elles ont obtenu. L'exécution est reculée du délai nécessaire pour acquitter ces droits.

C'est un des aspects et le plus révoltant, d'une injustice trop lente, trop procédurière et beaucoup trop chère.

En attendant la réforme de structure qui s'impose pour adapter notre appareil judiciaire aux nécessités de la société du XXe siècle, il ne nous paraît pas suffisant que toutes garanties soient données aux plaideurs devant les tribunaux, mais aussi que toute facilité soit accordée à la partie gagnante pour exécuter sans délai, ni difficulté, le jugement qu'elle aura obtenu.

C'est pourquoi nous vous soumettons la proposition de loi dont la teneur suit:

PROPOSITION DE LOI

*Article unique.* — Le décret-loi du 17 juin 1938 en ce qui concerne la perception des droits d'enregistrement de tous jugements contenant une condamnation civile ou commerciale est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes:

« *Article unique.* — En matière de jugements portant une condamnation civile ou commerciale à des dommages-intérêts, indemnités de toute nature, pensions alimentaires et autres, dissolution de société, rentes viagères, mise en licitation d'immeubles ou de fonds de commerce, ventes sur adjudication... que la condamnation émane d'un tribunal civil, commercial ou répressif, jugeant sur la demande de la partie civile, les droits d'enregistrement sont dus par les personnes suivantes et le recouvrement n'en pourra être poursuivi que contre la personne désignée exclusivement: le droit fixe par le gagnant, les droits proportionnels sur la partie perdante.

« Aussitôt qu'elle aura payé le droit fixe, la partie gagnante pourra lever la grosse du jugement et poursuivre l'exécution de celui-ci par toutes les voies de droit. »

# ANNEXE N° 492 (*Rectifiée*)

(Session de 1949. — Séance du 23 juin 1949.)

PROPOSITION DE LOI portant extension à toutes les **condamnations civiles et commerciales** de la disposition du décret-loi du 17 juin 1938 relative au **recouvrement des droits d'enregistrement,** présentée par M. Jacques Debû-Bridel, sénateur, et transmise au bureau de l'Assemblée nationale conformément à l'article 14 de la Constitution.

EXPOSE DES MOTIFS

Mesdames, messieurs, le décret-loi du 17 juin 1938 a décidé qu'en matière de divorce les droits d'enregistrement seraient recouvrés exclusivement de la manière suivante: le droit fixe contre la partie gagnante, le droit proportionnel contre la partie perdante au procès.

Il est incontestable que la mesure prise empêche les personnes de mauvaise foi de spéculer sur la difficulté et parfois l'impossibilité par le gagnant de pouvoir payer la totalité des frais d'enregistrement de plus en plus lourds pour pouvoir exécuter le jugement dont il est bénéficiaire. Ces difficultés peuvent permettre à des plaideurs peu scrupuleux d'avoir le temps de se rendre insolvables, de telle sorte que, lorsque la partie gagnante parvient à payer les droits et voudra exécuter le jugement, elle ne trouvera rien pour ce faire et aura par contre augmenté sa créance du montant des frais déboursés, qu'elle ne pourra pas davantage récupérer.

Ce qui valait en 1938 pour éviter des délais abusifs en matière de divorce vaut à l'heure actuelle encore plus, non seulement pour ce cas particulier, mais pour tous les cas en matière civile et commerciale. Il est courant, dans la vie actuelle, que des personnes, qui ont trop de revenu pour obtenir le bénéfice de l'assistance judiciaire, n'en aient pas assez cependant pour payer en une seule fois les droits d'enregistrement, parfois extrêmement lourds, afférents au jugement qu'elles ont obtenu. L'exécution est reculée du délai nécessaire pour acquitter ces droits.

C'est un des aspects, et le plus révoltant, d'une justice trop lente, trop procédurière et beaucoup trop chère.

En attendant la réforme de structure qui s'impose pour adapter notre appareil judiciaire aux nécessités de la société du vingtième siècle, il ne nous paraît pas suffisant que toutes garanties soient données aux plaideurs devant les tribunaux, mais aussi que toute facilité soit accordée à la partie gagnante pour exécuter sans délai, ni difficulté le jugement qu'elle aura obtenu.

C'est pourquoi nous vous demandons d'adopter la proposition de loi dont la teneur suit:

PROPOSITION DE LOI

*Article unique.* — Le décret-loi du 17 juin 1938 en ce qui concerne la perception des droits d'enregistrement de tous jugements contenant une condamnation civile ou commerciale est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes:

« *Article unique.* — En matière de jugements portant une condamnation civile ou commerciale à des dommages-intérêts, indemnités de toute nature, pensions alimentaires et autres, dissolution de société, rentes viagères, mise en licitation d'immeubles ou de fonds de commerce, ventes sur adjudication..., que la condamnation émane d'un tribunal civil, commercial ou répressif, jugeant sur la demande de la partie civile, les droits d'enregistrement sont dus par les personnes suivantes et le recouvrement n'en pourra être poursuivi que contre la personne désignée exclusivement: le droit fixe par le gagnant, les droits proportionnels par la partie perdante.

« Aussitôt qu'elle aura payé le droit fixe, la partie gagnante pourra lever la grosse du jugement et poursuivre l'exécution de celui-ci par toutes les voies de droit. »

# ANNEXE N° 493

(Session de 1949. — Séance du 23 juin 1949.)

PROPOSITION DE LOI portant modification de la loi du 22 juillet 1867, articles 6 et 9 (modification du **taux** d'**échelonnement** et de la **durée** de la **contrainte par corps**), présentée par M. Jacques Debû-Bridel, sénateur. — (Renvoyée à la commission de la justice et de législation civile, criminelle et commerciale.) (Art. 20 du règlement.)

EXPOSE DES MOTIFS

Mesdames, messieurs, l'article 6 de la loi du 22 juillet 1867, loi organique traitant de la contrainte par corps, autorise les parties civiles à en user pour obtenir le payement des dommages ou indemnités qu'elles ont obtenus à l'encontre de la partie reconnue coupable d'un délit ou d'un crime. Cet article est reproduit au code de procédure civile au chapitre des exécutions forcées.

Il dispose que la partie qui en voudra faire usage devra demander au procureur près le tribunal qui a prononcé la condamnation l'autorisation de l'exercer; la partie sera autorisée à ce faire, mais devra, au préalable, consigner entre les mains du gardien chef de la maison d'arrêt la somme nécessaire à l'entretien pendant une durée de trente jours, faute de quoi le débiteur sera remis en liberté immédiate.

Il nous a paru bon que, pour qu'il n'y ait pas d'ambiguité et qu'on ne puisse parler d'arbitraire, le taux actuel de la journée soit déterminé par un texte législatif.

D'un autre côté, l'article 9 de la même loi fixe les durées minima et maxima de la contrainte par corps d'après le montant des condamnations; l'échelle que nous avons relevée au taux dévalué du franc risquerait d'amener très fréquemment la condamnation au taux maximum le plus élevé; il y a donc lieu de reviser ces taux et de les mettre en harmonie avec le coût actuel de l'existence, tout en sauvegardant les mêmes proportions que dans l'échelle que nous trouvons au commentaire de cet article de loi en 1930.

A cette époque les taux étaient les suivants:

2 à 20 jours pour une condamnation jusqu'à 50 F;

20 à 40 jours pour une condamnation de 100 et 200 F;

2 à 4 mois pour une condamnation de 200 et 500 F;

4 à 8 mois pour une condamnation de 500 et 2.000 F;

1 à 2 ans pour une condamnation au-dessus de 2.000 F.

En matière de simple police de 2 à 5 jours.

C'est pourquoi nous vous soumettons la proposition de loi dont la teneur suit:

PROPOSITION DE LOI

Art. 1er. — L'article 6 de la loi du 22 juillet 1867 est remplacé par la disposition suivante en ce qui concerne la consignation pour aliment:

« *Art.* 6. — Le particulier, qui voudra user de la contrainte par corps contre son débiteur devra, pour obtenir l'autorisation du procureur de la République compétent, justifier avoir consigné entre les mains du gardien-chef de la maison d'arrêt où la contrainte doit s'exécuter une provision égale à la somme nécessaire à l'entretien de l'incarcéré pendant trente jours; nulle consignation ne peut être faite pour une période moindre de trente jours; la provision doit être renouvelée avant l'ouverture de chaque nouvelle période de trente jours. Le taux de la journée est fixé à 1.500 F à Paris, 1.200 F dans les villes de 100.000 habitants et plus, 1.000 F dans les autres. »

Art. 2. — L'article 9 de la loi du 22 juillet 1867 est remplacé par le texte suivant en ce qui concerne la durée de la contrainte par corps:

« *Art.* 9. — La durée de la contrainte par corps est ainsi fixée:

« 1° En matière de simple police de 1 à 5 jours;

« 2° Pour les condamnations résultant d'un jugement correctionnel ou criminel:

« De 2 à 20 jours pour une condamnation jusqu'à 10.000 F;

« De 20 à 40 jours pour une condamnation de 10.000 F à 30.000 F;

« De 40 jours à 4 mois pour une condamnation de 30.000 F à 60.000 F;

« De 4 à 8 mois pour une condamnation de 60.000 F à 300.000 F;

« De 1 à 2 ans pour une condamnation au-dessus de 300.000 F. »

# ANNEXE N° 493 (*Rectifié*)

(Session de 1949. — Séance du 23 juin 1949.)

PROPOSITION DE LOI portant modification de la loi du 22 juillet 1867, articles 6 et 9 (modification du **taux** d'**échelonnement** et de la **durée** de la **contrainte par corps**), présentée par M. Jacques Debu-Bridel, sénateur, et transmise au bureau de l'Assemblée nationale conformément à l'article 14 de la Constitution.

EXPOSE DES MOTIFS

Mesdames, messieurs, l'article 6 de la loi du 22 juillet 1867, loi organique traitant de la contrainte par corps, autorise les parties civiles à en user pour obtenir payement des dommages ou indemnités qu'elles ont obtenues à l'encontre de la partie reconnue coupable d'un délit ou d'un crime. Cet article est reproduit au code de procédure civile au chapitre des exécutions forcées.

Il dispose que la partie qui en voudra faire usage devra demander au procureur près le tribunal qui a prononcé la condamnation l'autorisation de l'exercer; la partie sera autorisée à ce faire, mais devra, au préalable, consigner entre les mains du gardien-chef de la maison d'arrêt la somme nécessaire à l'entretien pendant une durée de trente jours, faute de quoi le débiteur sera mis en liberté immédiate.

Il nous a paru bon que, pour qu'il n'y ait pas d'ambiguité et qu'on ne puisse parler d'arbitraire, le taux actuel de la journée soit déterminé par un texte législatif.

D'un autre côté, l'article 9 de la même loi fixe les durées minima et maxima de la contrainte par corps d'après le montant des condamnations; l'échelle que nous avons relevée au taux actuel dévalué du franc risquerait d'amener très fréquemment la condamnation au taux maximum le plus élevé; il y a donc lieu de reviser ces taux et de les mettre en harmonie avec le coût actuel de l'existence, tant en sauvegardant les mêmes proportions que dans l'échelle que nous trouvons au commentaire de cet article de loi en 1930.

A cette époque les taux étaient les suivants:

2 à 20 jours pour une condamnation jusqu'à 50 F;

20 à 40 jours pour une condamnation de 100 et 200 F;

2 à 4 mois pour une condamnation de 200 et 500 F;

4 à 8 mois pour une condamnation de 500 et 2.000 F;

1 à 2 ans pour une condamnation au-dessus de 2.000 F.

En matière de simple police de 2 à 5 jours.

C'est pourquoi nous vous demandons d'adopter la proposition de loi dont la teneur suit:

PROPOSITION DE LOI

Art. 1er. — L'article 6 de la loi du 22 juillet 1867 est remplacé par la disposition suivante en ce qui concerne la consignation pour aliment:

« *Art.* 6. — Le particulier, qui voudra user de la contrainte par corps contre son débiteur devra, pour obtenir l'autorisation du procureur de la République compétent, justifier avoir consigné entre les mains du gardien-chef de la maison d'arrêt où la contrainte doit s'exécuter une provision égale à la somme nécessaire à l'entretien de l'incarcéré pendant trente jours; nulle consignation ne peut être faite pour une période moindre de trente jours; la provision doit être renouvelée avant l'ouverture de chaque nouvelle période de trente jours. — Le taux de la journée est fixé à 1.500 F à Paris, 1.200 F dans les villes de 100.000 âmes et plus, 1.000 F dans les autres. »

Art. 2. — L'article 9 de la loi du 22 juillet 1867 est remplacé par le texte suivant en ce qui concerne la durée de la contrainte par corps:

« *Art.* 9. — La durée de la contrainte par corps est ainsi fixée:

« 1° En matière de simple police de 1 à 5 jours;

« 2° Pour les condamnations résultant d'un jugement correctionnel ou criminel:

« De 2 à 20 jours pour une condamnation jusqu'à 10.000 F;

« De 20 à 40 jours pour une condamnation de 10.000 F. à 30.000 F;

« De 40 jours à 4 mois pour une condamnation de 30.000 F à 60.000 F;

« De 4 à 8 mois pour une condamnation de 60.000 F à 300.000 F;

« De 1 à 2 ans pour une condamnation au-dessus de 300.000 F. »

# ANNEXE N° 494

(Session de 1949. — Séance du 23 juin 1949.)

PROPOSITION DE RESOLUTION tendant à inviter le Gouvernement à modifier le premier alinéa de l'**article 410** du **code de l'enregistrement**, présentée par MM. Pauly et Chazette, sénateurs. — (Renvoyée à la commission des finances.)

EXPOSE DES MOTIFS

Mesdames, messieurs, l'article 410 du code de l'enregistrement est ainsi libellé dans son premier alinéa: « Lorsqu'un héritier, donataire ou légataire, a trois enfants ou plus, vivants ou représentés au moment de l'ouverture de ses droits à la succession, il bénéficie sur l'impôt à sa charge liquidé conformément aux dispositions des articles 403 et 408 d'une réduction de 100 p. 100 qui ne peut toutefois excéder 100.000 F par enfant en sus du deuxième. »

Cette disposition résulte de la loi du 24 octobre 1942 qui avait, par ailleurs, fixé à 500.000 F (art. 408 du code de l'enregistrement) l'abattement à la base accordé, à raison de la situation de famille du donateur ou du défunt, sur la part de chaque enfant vivant ou représenté lorsque le défunt laissait au moins trois enfants vivants ou représentés.

Tenant compte, dans une très faible mesure, de la dépréciation de la monnaie, le décret n° 48-1986 du 9 décembre 1948, portant réforme fiscale, a, dans son article 187, modifié ainsi qu'il suit l'article 408 du code de l'enregistrement:

« Droits de mutation à titre gratuit. — Majoration de l'abattement à la base accordé à raison de la situation de famille du donateur ou du défunt.

« *Art.* 187. — L'abattement prévu par l'article 408 (alinéa 1er) du code de l'enregistrement est porté de 500.000 F à 1 million de francs. »

Nous pensons que c'est par suite d'un oubli que l'article 410 du code de l'enregistrement n'a pas été modifié dans le même sens, et, pour les mêmes raisons qui ont amené les services du ministère des finances à doubler l'abattement prévu par l'article 408, nous vous proposons de modifier ainsi qu'il suit le premier alinéa de l'article 410:

« Lorsqu'un héritier, donataire ou légataire a trois enfants ou plus, vivants ou représentés au moment de l'ouverture de ses droits à la succession, il bénéficie sur l'impôt à sa charge liquidé conformément aux dispositions des articles 405 et 408, d'une réduction de 100 p. 100 qui ne peut toutefois excéder 200.000 F par enfant en sus du deuxième. »

En conséquence, nous prions le Conseil de la République d'adopter la proposition de résolution suivante:

PROPOSITION DE RESOLUTION

Le Conseil de la République invite le Gouvernement à modifier le premier alinéa de l'article 410 du code de l'enregistrement.

# ANNEXE N° 495

(Session de 1949. — Séance du 23 juin 1949.)

RAPPORT fait au nom de la commission de l'intérieur (administration générale, départementale et communale, Algérie) sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à modifier l'article 3 de l'acte dit loi du 5 mars 1943, relatif à la réglementation de l'**activité des entreprises privées** participant au service extérieur des **pompes funèbres,** par Mme Devaud, sénateur (1).

Mesdames, messieurs, l'objet du texte soumis au Conseil de la République est de modifier l'article 3 de la loi du 5 mars 1943, relative à la réglementation des entreprises privées participant au service extérieur des pompes funèbres.

Selon cet article, « sont interdites les offres de services faites à l'occasion d'un décès en vue d'obtenir, soit directement, soit à titre d'intermédiaire, la commande de fournitures funéraires ou le règlement de convois. Sont également interdites les démarches quelconques sur la voie publique ou dans un lieu ou édifice public ou ouvert au public ».

L'Assemblée nationale, sur la proposition de M. J.-P. David, a décidé de maintenir la seconde partie de ce texte, mais de substituer le principe d'une réglementation administrative et d'un contrôle, dans le cadre du syndicalisme professionnel, du « démarchage », à l'occasion d'un décès, à son interdiction absolue.

Selon le rapporteur devant l'Assemblée nationale, la rédaction de 1943 serait contraire au principe de liberté du commerce, à l'intérêt du public et à la justice, et bouleverserait sans profit pour les commerçants et les particuliers le statut des pompes funèbres établi par la loi de 1904. Paralysant de façon à peu près totale l'activité des entreprises sous l'apparence de la réglementation légitime d'une profession, l'article 3 de la loi se traduirait en fait par son interdiction pure et simple, et équivaudrait à une spoliation des entreprises privées, à une dépossession sans contrepartie au profit des services municipaux ou des entreprises concessionnaires de ces services.

Selon ses auteurs et défenseurs, la loi de 1943 est, au contraire, une loi moralisatrice permettant de lutter efficacement contre de regrettables abus dont sont victimes les familles endeuillées, et qui troublent le fonctionnement normal d'un service dont les communes ont pour une grande part la responsabilité. Aussi s'inscrirait-elle dans une évolution législative normale.

Le législateur de 1904 s'est attaché à concilier le souci de l'hygiène, de la décence et de l'ordre public dans le respect nécessaire des libertés individuelles: liberté de conscience, droit à l'intimité, c'est-à-dire essentiellement inviolabilité du domicile et libre choix par les familles du règlement des funérailles. Transférant aux communes à titre de service public le monopole — mais restreint — du service des inhumations, il ménageait cependant à l'entreprise privée un domaine important d'activité.

La loi de 1943, en interdisant les offres de service à l'occasion d'un décès, tendait essentiellement à limiter les possibilités d'action des entreprises privées dans un régime de liberté où la visite à domicile constitue un mode de recrutement habituel de la clientèle, à supprimer un démarchage susceptible de donner naissance à des abus moins tolérables ici qu'ailleurs, à protéger les familles contre des sollicitations déplacées ou insistantes.

Votre commission de l'intérieur, émue par ces dernières considérations et décidée aussi à limiter les atteintes portées aux droits actuellement reconnus par le législateur au commerce libre, a recherché une solution transactionnelle, qui n'est ni l'interdiction absolue, ni l'affirmation de la nécessité d'une réglementation administrative plus ou moins vague.

Les offres de service ne pourront être faites que par l'envoi de prospectus ou autres imprimés — le terme envoi ne qualifiant pas le seul envoi par la poste en raison des impérieuses nécessités d'aller vite. Cette disposition, en effet, a pour seul objet d'éviter tout contact direct entre les familles et des démarcheurs ou intermédiaires quels qu'ils soient.

*A fortiori* le démarchage dans un lieux ou édifice public ou ouvert au public est strictement interdit. A cet égard, il semble que certaines pratiques des services municipaux d'inhumation et surtout d'agents plus ou moins irresponsables de ces services devraient faire l'objet d'une enquête et d'une réglementation plus sévère.

Nous soulignons enfin qu'il ne saurait y avoir d'équivoque sur l'interprétation à donner à l'expression « intermédiaire bénévole ou rétribué », toute personne dûment mandatée par la famille étant naturellement exclue de la pensée du législateur.

En conséquence, votre commission de l'intérieur vous propose d'adopter le texte suivant:

PROPOSITION DE LOI

*Article unique.* — Les offres de service, à l'occasion d'un décès, en vue d'obtenir, la commande de fournitures funéraires ou le règlement de convois ne pourront être faites que par l'envoi de prospectus ou autres imprimés rédigés en conformité avec les dispositions des articles 1er et 2 de la présente loi. Sont donc interdites toutes démarches ayant cet objet, qu'elles soient faites directement ou par des intermédiaires bénévoles ou rétribués aussi bien au domicile que sur la voie publique ou dans un lieu public ou ouvert au public.

(1) Voir les nos: Assemblée nationale (1re législ.), 3969, 6193 et in-8° 1596; Conseil de la République, 195 (année 1949).

# ANNEXE N° 496

(Session de 1949. — Séance du 23 juin 1949.)

RAPPORT fait au nom de la commission de l'intérieur (administration générale, départementale et communale, Algérie) sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, constatant la nullité de l'acte dit loi du 14 février 1941, complétant la loi du 15 mars 1928 facilitant l'**aménagement des lotissements défectueux,** par Mme Devaud, sénateur (1).

Mesdames, messieurs, la proposition de loi adoptée par l'Assemblée nationale constate la nullité de l'acte dit loi du 14 février 1941 complétant la loi du 15 mars 1928 qui facilitait l'aménagement des lotissements défectueux. Ce texte libérait les terrains de culture des sujétions qui leur étaient imposées du fait de leur inclusion dans le périmètre d'une association syndicale.

Il dégageait leurs propriétaires de toute responsabilité envers l'association alors que leurs terres bénéficiaient au titre de la loi du 15 mars 1928 de notables plus-values (viabilité, adductions d'eau, etc...).

Participant indirectement ou ayant participé directement aux avantages dus à l'application de cette loi, il est juste que, dans un régime normal, les propriétaires des terres de culture supportent les charges qui en découlent. Leur assujettissement aux taxes syndicales, élargissant leur assiette permettra d'en diminuer et d'en aménager plus équitablement l'incidence. Elle rendra sans objet la revendication des propriétaires qui, assez logiquement, réclament que leur soient remboursées les taxes versées antérieurement au 14 février 1941. Mais il reste entendu, par ailleurs, que ce texte n'aura pas davantage d'effet rétroactif et qu'aucun remboursement ne pourra être réclamé au propriétaire du fait de l'abrogation de l'acte dit loi du 14 février 1941.

En conséquence, votre commission de l'intérieur vous propose d'adopter sans modification le texte voté par l'Assemblée nationale:

PROPOSITION DE LOI

*Article unique.* — Est expressément constatée la nullité de l'acte dit loi du 14 février 1941 complétant l'article 12 de la loi du 15 mars 1928 facilitant l'aménagement des lotissements défectueux.

# ANNEXE N° 497

(Session de 1949. — Séance du 23 juin 1949.)

RAPPORT fait au nom de la commission de l'intérieur (administration générale, départementale et communale, Algérie) sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, portant ouverture de **crédits** pour la participation de l'Etat aux dépenses de **réfection** du **réseau routier de l'Algérie,** par M. Muscatelli, sénateur (2).

Mesdames, messieurs, dans sa séance du 14 avril 1949, l'Assemblée nationale a adopté une proposition de loi, faisant suite à une résolution de l'Assemblée de l'Union française et qui a pour objet d'accorder l'aide financière de la métropole pour la réfection du réseau routier de l'Algérie, gravement éprouvé du fait des opérations de guerre en Tunisie et en Italie.

Les débarquements anglo-américains, en novembre 1942, se sont échelonnés, à l'origine, tout le long de la côte nord-africaine, de Casablanca jusqu'à Alger. Par la suite, des troupes, du matériel, du ravitaillement et des munitions ont été amenés dans les ports constantinois. Mais, en raison des attaques aéro-

(1) Voir les nos: Assemblée nationale (1re législ.), 4876, 5392 et in-8° 1597; Conseil de la République, 196 (année 1949).

(2) Voir les nos: Assemblée nationale (1re législ.), 6319, 6933 et in-8° 1715; Conseil de la République, 379 (année 1949).

navales, en provenance de la Sicile et de l'Italie méridionale, ce sont surtout les ports d'Oran et d'Alger qui ont été utilisés par les convois amenant les renforts et les approvisionnements de toute sorte destinés au front.

L'Algérie ne disposait, pour l'acheminement des troupes et du matériel, que d'une seule ligne de chemin de fer, à voie unique, à débit assez médiocre, de sorte que les transports ont dû se faire surtout par voie de terre.

Il en est résulté un trafic intense qui s'est prolongé jusqu'à la fin de la campagne d'Italie; les routes d'Algérie ont donc été soumises à un service exceptionnel qui a entraîné une dégradation profonde du réseau dont la remise en état représente une dépense extrêmement élevée.

Les évaluations faites par le service des ponts et chaussées montrent que la réfection de l'ensemble du réseau routier de l'Algérie entraînera une dépense de l'ordre de 6 milliards environ, dont un peu plus de la moitié à la charge des seuls départements. Malgré l'effort financier considérable que se sont imposés les départements une telle charge reste hors de proportion avec leurs facultés.

L'Assemblée de l'Union française et, après elle, l'Assemblée nationale ont estimé que la métropole se devait de venir en aide à l'Algérie.

La ruine du réseau routier algérien résulte, en effet, d'opérations militaires engagées pour la libération et au bénéfice du pays tout entier.

La métropole manifeste, en cette circonstance, sa solidarité à l'égard de l'Algérie.

C'est pourquoi votre commission de l'intérieur, unanime, vous propose d'adopter sans modification la proposition de loi votée par l'Assemblée nationale.

Votre commission précise, cependant, que les sommes mises ainsi à la disposition des départements algériens devront servir uniquement à la réfection du réseau routier des collectivités locales à l'exclusion des routes nationales dont la remise en état continuera d'être assurée par les seules ressources du budget de l'Algérie.

Sous le bénéfice de cette observation elle vous demande d'adopter le texte suivant:

PROPOSITION DE LOI

Art. 1er. — Il est ouvert au ministre de l'intérieur, au titre du budget de reconstruction et d'équipement pour l'exercice 1949, en addition aux crédits alloués par la loi n° 48-1994 du 31 décembre 1948 portant fixation du budget général de l'exercice 1949 (dépenses civiles de reconstruction et d'équipement), une autorisation d'engagement et un crédit de payement s'élevant respectivement à 1.600 millions de francs et 400 millions de francs au titre de l'équipement, chapitre 903: Plan d'équipement national — Tranche de démarrage — Subventions aux départements et aux communes pour travaux de remise en état de viabilité et travaux d'équipement urgents du réseau routier départemental, vicinal et rural.

Art. 2. — Les crédits ouverts à l'article précédent représentent la part de l'Etat dans les dépenses de réfection du réseau routier de l'Algérie.

Ils seront répartis entre les trois départements dans les proportions suivantes:

Département de Constantine, 50 p. 100.
Département d'Alger, 25 p. 100.
Département d'Oran, 25 p. 100.

## ANNEXE N° 498

(Session de 1949. — Séance du 23 juin 1949.)

RAPPORT fait au nom de la commission de l'intérieur (administration générale, départementale et communale, Algérie) sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à faire bénéficier les **fonctionnaires originaires de l'Afrique du Nord** ou des **territoires d'outre-mer,** exerçant dans la métropole, des mêmes avantages en matière de **congé** et de **délais de route** que les fonctionnaires métropolitains exerçant en Afrique du Nord ou dans les territoires d'outre-mer, par M. Muscatelli, sénateur (1).

Mesdames, messieurs, la proposition de loi n° 384, adoptée par l'Assemblée nationale, dans sa séance du 8 avril 1949, tend à faire bénéficier les fonctionnaires originaires de l'Afrique du Nord et des territoires d'outre-mer exerçant dans la métropole, des mêmes avantages en matière de congé et de délais de route, que les fonctionnaires d'origine métropolitaine exerçant en Afrique du Nord ou dans les territoires d'outre-mer.

Cette dernière catégorie de fonctionnaires a:

1° La faculté de cumuler les congés annuels afin de bénéficier, tous les deux ans, d'un congé d'une durée double du congé normal;

2° Le droit à des délais de route qui, tant à l'aller qu'au retour, ne sont pas compris dans la durée normale du congé;

3° Le bénéfice de la gratuité du transport.

La commission de l'intérieur de l'Assemblée nationale avait à l'unanimité, proposé une parité totale d'avantages entre les fonctionnaires de l'une ou l'autre origine. Mais le Gouvernement ayant fait opposition à l'adoption de la proposition de loi, en raison des charges financières supplémentaires qu'elle devait entraîner, l'Assemblée nationale a laissé provisoirement de côté la question de la gratuité des transports, mais a décidé d'attribuer aux fonctionnaires originaires de l'Afrique du Nord ou des territoires d'outre-mer le bénéfice normal des congés et délais de route.

Toutefois, elle a exprimé le désir que la question de la gratuité des transports soit examinée par le Gouvernement dans le plus bref délai possible afin que satisfaction complète soit donnée au vœu des fonctionnaires servant dans la métropole.

Votre commission de l'intérieur vous demande d'adopter sans changement le texte voté par l'Assemblée nationale et qui est ainsi conçu:

PROPOSITION DE LOI

*Article unique.* — Les fonctionnaires originaires de l'Afrique du Nord ou des territoires d'outre-mer, exerçant dans la métropole, peuvent cumuler leur congé dans les mêmes conditions que les fonctionnaires métropolitains exerçant dans ces territoires.

Ils bénéficient des mêmes délais de route que les fonctionnaires susvisés.

(1) Voir les n°s: Assemblée nationale (1re législ.): 5143, 5191, 6683 et in-8° 1729; Conseil de la République: 384 (année 1949).

## ANNEXE N° 499

(Session de 1949. — Séance du 23 juin 1949.)

RAPPORT fait au nom de la commission de l'intérieur (administration générale, départementale et communale, Algérie) sur la proposition de résolution de MM. Charles Brune, Baratgin, Dulin, Gadoin, et Bernard Lafay tendant à inviter le Gouvernement à reconsidérer les conditions dans lesquelles la **réforme administrative** a été appliquée aux **administrations centrales** et assimilées, à supprimer le **cadre des agents supérieurs** et à intégrer ceux-ci dans le corps des **administrateurs civils,** par M. Cornu, sénateur (2).

Mesdames, messieurs, la proposition de résolution présentée par nos collègues, MM. Charles Brune, Baratgin, Dulin, Gadoin et Bernard Lafay tend à supprimer dans les administrations centrales des ministères, dans les administrations du département de la Seine et de la ville de Paris et autres administrations assimilées, le cadre provisoire des agents supérieurs et à intégrer ces derniers dans le corps des administrateurs civils. Elle fait état de l'arrêt Trèbe, par lequel le conseil d'Etat a prononcé le 4 mars 1949, en raison de la partialité qui a présidé aux opérations, l'annulation du classement des fonctionnaires supérieurs du ministère de la guerre dans ces deux cadres. Nos collègues ajoutent que les manquements relevés dans ce ministère se sont produits dans toutes les administrations, qui connaissent de ce fait un malaise nuisible à la bonne marche des services. Des décisions de justice analogues à l'arrêt Trèbes sont à prévoir, qui ne manqueront pas d'aggraver le trouble actuel. Il faudrait donc reviser l'ensemble des intégrations; mais comme cette revision est pratiquement impossible, il convient que, dans un but d'apaisement général, le Gouvernement prenne l'initiative de prononcer la suppression du cadre provisoire des agents supérieurs et l'intégration de ces derniers dans le corps des administrateurs.

Il est apparu à votre commission que l'examen de cette proposition est inséparable de celui des principes de la réforme des cadres supérieurs de nos administrations centrales; des critiques dirigées contre l'application faite de ces principes; des diverses rectifications, enfin, que ces critiques appellent et justifient.

### I. — La réforme des cadres supérieurs des administrations centrales et ses principes.

Cette réforme a été décidée par l'ordonnance n° 45-2283 du 9 octobre 1945, dont le principe est la séparation des fonctions de direction et des fonctions d'exécution, ces dernières confiées par l'article 11, à un corps de secrétaires d'administration. Ceux-ci « techniciens » des services administratifs, dit l'exposé des motifs de l'ordonnance, sont spécialement recrutés et formés pour l'accomplissement des tâches d'exécution et des travaux courants.

Les fonctions de direction qui sont, naturellement, de beaucoup les plus importantes, incomberont, d'après l'article 13, remplacé par l'article 118 de la loi n° 46-2151 du 7 octobre 1946, au « corps des administrateurs civils recrutés exclusivement parmi les élèves de l'école d'administration ».

Les administrateurs civils, poursuit notre texte, constituent, dans les départements ministériels auxquels ils peuvent être affectés, les cadres supérieurs des administrations centrales et de certains services qui sont assimilables aux administrations centrales par la nature de leurs attributions ou le caractère des fonctions exercées par leur personnel supérieur. Ces services sont déterminés par des règlements d'administration publique, pris sur le rapport du ou des ministres intéressés, du ministre de la fonction publique et du ministre des finances.

L'exposé des motifs décrit à grands traits la mission des administrateurs civils: « adapter la conduite des affaires administratives à la politique générale du Gouvernement, préparer les projets de loi ou de règlement et les décisions ministérielles, tracer les directives nécessaires à leur exécution, coordonner et améliorer la marche des services publics ».

Le recrutement des hommes à qui incombent ces tâches essentielles est étudié avec le plus grand soin par nos réformateurs. Ils proclament qu'une « priorité absolue est due à ce problème », parce que les administrations centrales se trouvent avec le conseil d'Etat, les corps diplomatiques et préfectoral, et les divers corps d'inspection et de contrôle — « au cœur même des services publics ». Leur formation et leur recrutement appartiendra à l'école d'administration créée par la même ordonnance. Il s'agit, en somme, de réagir vigoureusement contre cet « abâtardissement du corps des fonctionnaires de direction que notre collègue, M. Michel Debré, a dénoncé devant votre commission dans un de ces raccourcis pittoresques qui sont la caractéristique de son grand talent et, à cet effet, leur donner une formation semblable à celle qui a valu à nos corps les plus illustres un prestige mérité. « En fait, disait M. Jeanneney, à la séance de l'Assemblée consultative du 21 juin 1945, dans le passé trois corps ou service ont acquis dans l'administration française une place privilégiée: le conseil d'Etat, la cour des comptes, l'inspection des finances, qui sont par nature destinés à conseiller, juger, inspecter.

« Un prestige particulier est nécessaire à l'accomplissement de leur mission. Il leur est venu, moins des textes qui les régissent que

(2) Voir le n°: Conseil de la République: 246 (année 1949).

du mérite certain, dont pendant plus d'un siècle, leurs membres ont témoigné. Ils ont compté parmi eux de très grands serviteurs de l'Etat. »

« ... La réforme institue un corps d'administrateurs civils doté de toutes les garanties de savoir, d'indépendance, de prestige et de carrière dont les corps privilégiés ont seuls joui jusqu'à présent. »

En effet, la fonction d'administrateur exige, dit encore l'exposé des motifs de l'ordonnance du 9 octobre 1945, « des hommes qui allient à une culture générale, des connaissances économiques et politiques précises, une connaissance précise des grands problèmes de notre époque, un caractère et un sens civique élevés ». Cet ensemble de qualités caractérisent ce que l'instruction n° 1 de la présidence du conseil pour l'application de la loi n° 46-2294 du 19 octobre 1946, portant statut général des fonctionnaires appelle « la formation professionnelle de base du niveau le plus élevé. Les concours qui assurent le recrutement de début des carrières conduisant à l'exercice de ces diverses fonctions doivent faire appel à des connaissances générales et techniques étendues et permettre de vérifier chez les candidats l'existence d'aptitudes intellectuelles et des qualités de caractère correspondantes. Sauf exception dûment justifiée, ces concours devront exiger une formation intellectuelle du niveau de l'enseignement supérieur. La possession effective des diplômes universitaires correspondants pourra n'être pas requise quand il s'agit de candidats fonctionnaires ayant accompli un certain nombre d'années de service. Mais les épreuves devront faire appel à une formation générale d'un degré équivalent ». C'est pourquoi le concours d'entrée à l'école d'administration, spécial aux candidats ne justifiant pas de diplômes d'enseignement supérieur, comporte des épreuves analogues à celles du concours spécial aux diplômés.

En somme, le but de la réforme est de doter nos administrations centrales d'un état-major de fonctionnaires de valeur identique à celle des membres du conseil d'Etat et des autres grands corps. Il est évident qu'un tel état-major, comme tous les états-majors, ne peut être qu'assez peu nombreux.

Qui pourrait refuser son adhésion à une réforme aussi solidement justifiée? Il suffira de rappeler que les dispositions qui sont à sa base ont reçu de l'expérience d'éclatantes consécrations. La Grande-Bretagne les applique dans ses services administratifs avec le succès que l'on sait. Ce sont les mêmes que, dans l'industrie, notre compatriote, Henri Fayol, et l'Américain Taylor ont pratiquées avec tant de brio avant de les formuler avec tant d'autorité (1). C'est pourquoi elle paraissent de nature à donner enfin à la France cette administration efficiente et progressive que tant de bons esprits ont appelée si longtemps de leurs vœux.

Pourquoi faut-il que cette contruction d'une architecture impeccable se soit effritée au contact des réalités. Si l'on rapproche le résultat du but visé, l'entreprise apparaît décevante en raison même de l'excellence des principes qui l'ont inspirée. Il semble qu'on ait voulu brûler les étapes, quand la profondeur même de la réforme eût exigé leur échelonnement. La mise en vigueur immédiate et totale semble avoir tout compromis: les mesures de transition ont faussé le système dont elles eussent dû préparer le plein succès.

### II. — Que faut-il penser du procès de l'intégration ?

Ces mesures de transition sont prévues par l'article 13 de l'ordonnance de 1945, remplacé par l'article 118 de la loi du 7 octobre 1946 qui tendait à rendre la réforme applicable sans attendre le plein fonctionnement de l'école d'administration. « Pour contribuer à la formation initiale du corps des administrateurs civils, dit le paragraphe final, il pourra être fait appel, dans des conditions fixées par un règlement d'administration publique, aux fonctionnaires supérieurs appartenant avant le 31 décembre 1945 aux cadres supérieurs des administrations et services visés à l'alinéa précédent ». Le décret du 18 octobre 1945 décida, à cet effet, que cette intégration pourrait aller jusqu'à 80 p. 100 de l'effectif des anciens cadres supérieurs, exigeant toutefois des candidats, dans son article 7, qu'ils aient « fait la preuve de leur mérite ».

Il ne semble pas que ces dernières prescriptions — capitales pour le recrutement d'un corps d'élite — aient été exactement observées. A cet égard, deux critiques très graves ont été formulées, qui visent la partialité des discriminations et même leur fondement qualitatif.

#### a) *Critiques de partialité.*

Ces critiques ont été concrétisées dans l'arrêt Trèbes et dans les nombreux recours déposés tant au conseil d'Etat qu'au conseil de préfecture de la Seine, qui est juge de première instance pour les opérations intéressant les administrations du département de la Seine et de la Ville de Paris.

Pour fixer la portée de l'arrêt Trèbes, dont il faut rappeler qu'elle a été précisée et limitée par un récent avis du conseil d'Etat, donné à la demande du secrétaire d'Etat à la fonction publique, nous ne pouvons mieux faire que de reproduire ici le considérant qui motive l'annulation, ainsi que le passage des conclusions de M. le commissaire du Gouvernement qui en éclaire le sens.

. . . . . .

« Considérant, dit le conseil d'Etat, qu'il est soutenu par les sieurs Ducasse et Trèbes et qu'il n'est contesté ni par le ministre des forces armées (guerre), ni par le vice-président du conseil, chargé de la fonction publique, qu'au nombre des membres de la commission... qui est chargée, par application des dispositions du décret du 18 octobre 1945, de préparer les mesures d'intégration des fonctionnaires du ministère des armées (guerre) dans le corps des administrateurs civils et dans le cadre provisoire des agents supérieurs, figuraient quatre chefs de bureau qui, par leur ancienneté légèrement supérieure ou inférieure à celle des requérants, se trouvaient en concurrence directe dans leur carrière avec eux; que la présence de ces fonctionnaires était inconciliable avec les garanties que le décret du 18 octobre 1945, modifié par celui du 22 mai 1946, a entendu donner au personnel lorsqu'il a prescrit la présence de représentants des intéressés dans les commissions chargées de préparer l'intégration des fonctionnaires appartenant aux administrations centrales des ministères dans le corps des administrateurs civils et dans le cadre provisoire des agents supérieurs; que les avis émis dans ces conditions ne pouvaient présenter les caractères de liberté et d'impartialité que comportent lesdites garanties: qu'ainsi ils sont irrégulièrement intervenus; que dès lors les requérants sont fondés à demander l'annulation des arrêtés... etc..., etc.

Avant le prononcé de l'arrêt, M. le commissaire du Gouvernement Chardeau avait souligné que l'administration avait toute latitude pour organiser la composition des commissions, sous réserve seulement d'observer les principes généraux du droit assurant l'égalité de traitement entre tous les intéressés » et il avait écarté diverses critiques selon lui mal fondées, pour conclure: « Quant au vice propre à la commission du ministère de la guerre, il nous paraît infiniment plus sérieux.

« Le requérant soutient, sans être contredit par l'administration, qu'à cette commission siégeaient quatre fonctionnaires de son grade, à peu près de même ancienneté que lui, soit légèrement supérieure, soit légèrement inférieure qui, par conséquent, avaient un intérêt direct à l'évincer du corps des administrateurs civils. »

« Dans une matière analogue, celle de l'avancement, vous avez décidé (Varenne, 11 janvier 1935, p. 41) que la présence d'un fonctionnaire d. même grade que les agents à inscrire au tableau viciait toute la procédure. Mais une objection vient immédiatement à l'esprit: la présence de ces chefs de bureau était indispensable, puisque le décret du 18 octobre 1945 avait lui-même prévu que la commission devait comprendre des représentants des intéressés. On peut se demander si une telle présence, contrairement à toutes les prescriptions, à tous les précédents admis en matière de reclassement, n'était pas de nature à nuire à l'équité des propositions de la commission; mais là n'est pas la question précise; il nous semble qu'il n'était pas impossible de concilier les termes du décret du 18 octobre 1945, quelle que soit l'opinion qu'on ait sur cette procédure, avec le souci de l'équité. En effet, les chefs de bureau au ministère de la guerre sont divisés en plusieurs classes. Le ministère aurait pu respecter les prescriptions, un peu contradictoires, du décret du 18 octobre 1945 et de l'équité, en désignant comme représentant de l'intéressé, dans chaque commission, des agents situés à l'extrémité opposée à celle du candidat, c'est-à-dire n'étant pas un concurrent direct pour lui. »

Bref, par l'arrêt Trèbes, le conseil d'Etat a jugé que la disposition du décret de 1945 prévoyant que des fonctionnaires du même grade que les candidats à l'intégration pourront se faire juges de la valeur de leurs concurrents est légale, mais contraire à l'équité. Elle appartient au *summum jus, summa injuria*. Mais, légale et inéquitable, cette disposition n'en est que plus dangereuse, dans une matière aussi délicate que l'intégration, puisqu'elle peut inciter l'administration à porter atteinte aux garanties de liberté et d'impartialité dues à tous, en vertu de ces « principes généraux du droit assurant l'égalité de traitement entre tous les intéressés ».

L'intégration, dans le cadre des administrateurs civils est, de toute évidence, viciée à la base, parce que l'un des textes qui la gouvernent est contraire à l'équité, et qu'il rend possible des choix qui ne seront ni libres, ni impartiaux, mais porteront atteinte à l'égalité des candidats. Votre commission pense que l'essence de la légalité républicaine réside dans l'accord de la loi et de l'équité. La méconnaissance de cette règle lui paraît extrêmement regrettable dans une circonstance où l'intérêt public ne l'exigeait pas.

Or, l'enquête qu'elle a été amenée à conduire a permis de constater que, si des manquements à l'équité et à l'impartialité analogues à ceux qui ont été condamnés par l'arrêt Trèbes s'étaient produits dans la plupart des administrations, ces manquements comptaient parmi les plus bénins. En effet, dans les recours en instance de jugement devant le conseil d'Etat ou devant le conseil de préfecture de la Seine, les agents ne se plaignent pas seulement d'avoir été jugés, comme leurs collègues du ministère de la guerre, par des concurrents directs; ils soutiennent, de plus, que certains de ces concurrents directs ont délibéré, qui sur sa propre candidature, qui sur celle de son épouse, qui sur celle de sa fiancée, etc. Ils ajoutent que nombre d'intégrations dans le corps des administrateurs sont inadmissibles et ils citent des exemples assez troublants. Tel ce fonctionnaire du département de la Seine qui, irrégulièrement absent depuis des années, n'en touchait pas moins son traitement comme s'il eût été présent, à la faveur d'attestations de présence qui ressemblent à des faux en écritures publiques (art. 146 et 147 du code pénal) et n'en faisait pas moins l'objet de notes fort élogieuses qui ont contribué à son intégration; tel le fonctionnaire auteur de ces attestations et de ces notes; tel aussi ce fonctionnaire qui a eu l'habileté de prendre, par interposition de son épouse, des intérêts dans les entreprises de son service (art. 175 du code pénal); tel encore ce fonctionnaire qui, chargé d'un service uniquement administratif, s'est vu confier, en vertu de décisions de supérieurs, au moins imprudents, des sommes considérables qu'il a détournées à son profit... Tous ces faits, antérieurs à l'intégration et révélés depuis, démontrent avec quelle légèreté la sélection a été faite et que l'on connaissait assez mal les candidats. La faiblesse des réponses faites ou l'absence de contestations ne laissent pas d'être, elles aussi, fort troublantes. Il est extrêmement regrettable que de telles allégations aient pu être formulées, sans qu'un démenti catégorique leur soit opposé par les administrations intéressées. Mais que penser du travail des commissions d'intégration qui ont cautionné de tels candidats ?

Votre commission estime cependant qu'il faut aller plus loin, car ces erreurs — si graves soient-elles — ne sont que la conséquence d'une insuffisance d'information qui paralysait pratiquement la sélection.

(1) Fayol *Administration industrielle et générale, l'Eveil de l'Esprit public, l'Incapacité industrielle de l'Etat*, les P. T. T., etc...
Taylor, *Direction des Ateliers, Principes d'organisation scientifique*, etc...

b) *Critique du fondement qualitatif des discriminations.*

Les principes directeurs de la réforme des cadres supérieurs des administrations centrales et, notamment, ceux qui touchent à la formation et au recrutement des administrateurs civils, dominent manifestement les opérations d'intégration. D'ailleurs, l'article 29 de la loi du 19 octobre 1946 sur le statut général des fonctionnaires rappelle que les fonctionnaires nommés directement dans les nouveaux cadres devront répondre à des conditions d'âge et de capacité équivalentes à celles qui sont exigées des fonctionnaires du même grade dans des cadres comparables. Et ceci éclaire le sens de l'article 7, déjà rappelé, du décret du 18 octobre 1945, qui exige des fonctionnaires intégrés dans le corps des administrateurs civils qu'ils aient « fait la preuve de leurs mérites ».

Ces fonctionnaires auraient donc dû remplir des conditions professionnelles assez proches de celles que présenteront les administrateurs issus de l'école d'administration. Culture générale, connaissances politiques et économiques précises, connaissance également précise des grands problèmes de notre époque, caractère et sens civique élevés, les fonctionnaires nommés directement dans le corps des administrateurs civils doivent posséder tout cela et justifier ainsi de cette « formation professionnelle de base du niveau le plus élevé » que l'on attend des anciens élèves de l'école. Or, en l'absence de stage à l'école, une telle formation ne peut résulter que d'études prolongées et approfondies, c'est-à-dire de « diplômes et titres » mentionnés à l'article 11 du décret du 18 octobre 1945. Sur ce point, l'institution même de l'école d'administration, ouverte aux non-diplômés, laisse clairement entendre que cette formation ne saurait résulter du seul exercice de fonctions, même élevées, car si la possession de diplômes ne confère pas elle-même aptitude aux fonctions d'administrateur, l'absence de diplômes — lorsqu'elle n'est pas compensée par des études réglementées — laisse au contraire supposer une inaptitude à ces fonctions, parce qu'elle n'implique pas nécessairement un génie pouvant suppléer à tout.

A cet égard, les explications présentées à votre commission par M. le directeur de la fonction publique ne paraissent pas pleinement satisfaisantes. On a exigé des candidats, a-t-il dit, des conditions objectives: entrée dans l'administration par concours ou possession des diplômes exigés des candidats à l'école d'administration. Il a été également tenu compte de l'âge, des notes de service et de l'attitude pendant l'occupation. Une garantie supplémentaire a même été accordée, en ce sens que le travail des commissions locales aurait été coordonné par une commission spéciale dite « commission interministérielle ou supérieure ».

Votre commission pense que ces explications n'éclairent que l'extérieur du problème.

Tout d'abord, la coordination de la commission supérieure n'a pas empêché des différences considérables d'appréciation entre des candidats assez semblables, appartenant à des administrations différentes. C'est ainsi que les fonctionnaires recrutés par l'examen d'aptitude aux emplois réservés — donc autrement que par concours ou sur diplômes — ont été, ici, frappés d'une sorte d'ostracisme, là, traités comme leurs concurrents issus du concours ou diplômés. Pourquoi avoir accueilli massivement les candidats de cette catégorie présentés par la préfecture de police ou par le ministère des anciens combattants, alors qu'on les repoussait systématiquement lorsqu'ils étaient présentés par d'autres ministères ?

Parmi les fonctionnaires issus du concours, une préférence a joué en faveur des diplômés dans de nombreux ministères. Par contre, un système tout autre semble avoir prévalu dans les administrations du département de la Seine et à l'assistance publique, où la proportion des administrateurs dépourvus de diplômes est presqu'aussi élevée qu'au ministère des anciens combattants: 17 p. 100 des sous-directeurs, 49 p. 100 des chefs de bureau et 45 p. 100 des sous-chefs à la préfecture de la Seine: 50 p. 100 ou davantage des sous-directeurs, chefs et sous-chefs de bureau à l'assistance publique. Au regard des conditions professionnelles exigées par les textes, de telles proportions sont indéfendables, car les anciens concours de rédacteurs dont ces administrateurs proviennent n'exigeaient vraiment, de l'avis des promoteurs de la réforme, aucune culture générale et prouvaient — sans plus — quelques connaissances spéciales (1).

Que dire du critère de l' « attitude pendant l'occupation » ? Il est, en principe, justifié, mais a parfois servi de prétexte, soit pour pénaliser des candidats d'un patriotisme et d'une valeur indiscutables et qui s'étaient surtout rendus coupables de non-conformisme syndical ou politique, soit pour en récompenser d'autres, dont les capacités étaient moins évidentes. On semble avoir trop oublié que la Révolution française avait mis le délit d'opinion hors la loi.

Que dire aussi de l'âge considéré comme preuve du mérite ou du démérite ? Ici encore, l'examen de la qualité des services semble s'être inspiré de considérations étrangères à son objet. La délégation des administrateurs et agents supérieurs des P. T. T. notamment, s'est élevée contre le procédé de sélection, en signalant que les fonctionnaires les plus jeunes et les plus anciens ont été éliminés systématiquement.

La fonction publique, enfin, fait état des notes de service, qui ne peuvent être que celles des années antérieures à l'intégration et ici, une grosse question se pose. Quelle était donc la valeur de ces notes comme critère du mérite ?

Il est bien évident que, dans le cas général, ces notes n'exprimaient pas exactement la valeur réelle du fonctionnaire. On y usait surtout — et on continue malheureusement à y user — du jugement par épithètes ou stéréotypés. Un tel système n'a jamais permis d'apprécier, à l'aide des dossiers individuels, la véritable nature, l'importance et donc la difficulté des travaux incombant à chacun. Il permettait, par contre, d'attribuer toute sorte de talents à n'importe qui, par exemple, une autorité « forte », voire « exceptionnelle » à des fonctionnaires dépourvus de subordonnés ou n'en ayant qu'un petit nombre, parce qu'il n'imposait pas à l'annotateur de préciser, à l'appui de son appréciation, l'effectif de ces fonctionnaires. C'est cependant au vu de telles notes de service que les « mérites » ont été appréciés et les candidats discriminés.

La preuve que l'intégration basée sur une notation aussi empirique et aussi arbitraire ne pouvait être que défectueuse est fournie, d'ailleurs, par les articles 38 et 39 de la loi n° 46-2294 du 19 octobre 1946. A quoi tendent ces articles, en effet, sinon à abroger ce système de notation ? « Il est attribué, disent-ils, chaque année à tout fonctionnaire une note chiffrée suivie d'une appréciation générale exprimant sa valeur professionnelle », mais — innovation considérable — les éléments de base en sont précisés; ils sont, en effet:

Généraux et valables pour l'ensemble des services;

Particuliers, pour tenir compte de la nature spéciale de certaines attributions.

« Chaque élément de notation donnera lieu à l'attribution d'une note partielle affectée d'un coefficient destiné à tenir compte de son importance relative. Ce coefficient peut varier selon l'administration ou le service, le grade et l'emploi ».

Bref, au lieu de procéder comme autrefois de jugements par épithètes ou stéréotypés, les notes de service résulteront de constatations objectives, elles-mêmes déduites de l'analyse des tâches, et dégageront l'aptitude réelle du fonctionnaire à les remplir. La notation ne sera plus donnée « à l'estime » mais au rendement et à la productivité.

Grâce à ces critères dégagés de l'expérience économique, cette notation sera au premier chef expérimentale. Elle jugera l'homme d'après son œuvre, car la constatation et la comparaison seront ses procédés. Elle confrontera le but à atteindre et les résultats obtenus par l'agent à juger ainsi que par tous autres qui ont rempli ou remplissent des fonctions analogues. C'est assez dire qu'elle s'opposera radicalement à l'ancienne notation — à celle qui a déterminé les intégrations dans le corps des administrateurs civils — qui consistait essentiellement en appréciations toujours empiriques, souvent conventionnelles ou de complaisance.

N'est-il pas remarquable d'ailleurs — alors que la mission des administrateurs est, notamment, de « coordonner et d'améliorer la marche des services » — ce silence des notes sur les perfectionnements apportés par le fonctionnaire, dans la marche du sien ? On peut en conclure que ces perfectionnements n'ont pas été motifs d'intégration, et même que le fonctionnaire intégré l'a été, précisément, parce que, peu soucieux d'améliorer son service, il s'en est suffisamment désintéressé pour ne s'être jamais créé d'ennemis en bousculant des routines sacro-saintes.

Cependant, l'article 35 de la loi du 19 octobre 1946 a envisagé ces perfectionnements, puisqu'il a posé les bases de leur rémunération. « Des primes de rendement, dit-il, peuvent être attribuées, périodiquement, à tout fonctionnaire ou groupe de fonctionnaires formant équipe dans l'un des trois cas suivants:

*a*) Avoir dépassé, au cours de l'année considérée, les normes de production ou de rendement fixées...

*b*) Avoir accompli avec succès une tâche présentant un caractère particulier d'urgence ou de difficulté.

*c*) Avoir permis, grâce à son initiative, la réalisation d'économies ou l'augmentation du travail individuel ou commun ».

Votre commission pense que, pour s'être fondée sur une notation aussi éloignée du réel, la sélection des administrateurs n'a pas été — et ne pouvait pas être — la sélection sur « preuve du mérite » exigée par les textes. La pensée des promoteurs de la réforme, qui visait à nous doter immédiatement d'un corps d'élite avant que l'école d'administration ait pu y pourvoir, a été mutilée et trahie au cours des opérations d'intégration. Aussi n'est-il pas surprenant que, même abstraction faite de la partialité qui y a présidé, ces opérations aient suscité tant de critiques, et qui ne viennent pas toutes des agents supérieurs.

Elle pense même que, dans une administration encore ignorante du contrôle des résultats — cette règle d'or des entreprises bien conduites — (1) toute tentative de sélection était assez chimérique, le Gouvernement ne disposant pas, pour classer ses agents, des éléments d'appréciation que ces entreprises possèdent pour juger leurs collaborateurs.

M. Yves Fagon, qui est, à l'Assemblée nationale, un des meilleurs spécialistes des questions administratives, ne pense pas différemment, lorsqu'il déclare: « Trop d'administrations ont profité de cette intégration et de nombreux agents qui ne présentaient pas toutes les garanties administratives et la valeur professionnelle désirables en ont profité.

. . . . . .

« Je connais des administrations où l'on a intégré 95 p. 100 et même 96 p. 100 du personnel des anciens cadres supérieurs. Il est évident qu'avec un tel pourcentage des agents de qualité inférieure ont passé à travers les mailles ». (Assemblée nationale, 3e séance du 31 décembre 1948, p. 8258).

En janvier 1949, donc avant l'arrêt Trèbes, le même M. Fagon écrivait dans sa note sur les agents supérieurs: « Il faut reconnaître en toute bonne foi que les mesures d'intégra-

(1) « Les concours les plus réputés prenaient un tour de plus en plus spécialisé; manifestement, les administrations françaises préféraient chez leurs recrues des connaissances immédiatement utilisables à une culture profonde, en définitive, plus efficace » (Gilbert Tixier, *La Formation des cadres supérieurs de l'Etat en Grande-Bretagne et en France*, p. 50).

M. Michel Debré écrit de « la plupart des concours particuliers » qu'ils « étaient à la fois l'une des faiblesses et l'une des hontes de notre administration civile ». (*La mort de l'Etat républicain*, p. 130).

Ces idées sont développées dans la brochure *Réforme de la fonction publique*, éditée en 1945 par la présidence du Gouvernement (P. 13-16).

(1) Fayol, *l'Eveil de l'esprit public*, pages 13-15: l'Administration expérimentale et la valeur administrative, facteur de rendement collectif.

Dubois-Richard, *l'Organisation technique de l'Etat moderne*, pages 195 et suivantes.

tion n'ont pas été prises avec toutes les garanties et toute l'impartialité qu'il convenait en une matière aussi délicate.

« Certaines administrations particulièrement appréciées ont pu faire intégrer leurs fonctionnaires dans des proportions qui ont parfois été de 95 p. 100 des effectifs; d'autres n'ont pu faire intégrer que 70, 75 p. 100. Les commissions ministérielles ne se sont pas toujours appuyées sur la valeur professionnelle des candidats. Certains ont été intégrés grâce à un certain favoritisme; ils sont aujourd'hui des poids morts dans ce corps des administrateurs civils qui devait être un corps de sélection.

« Des fonctionnaires méritants ont été laissés dans le cadre des agents supérieurs, alors qu'ils auraient dû bénéficier de l'intégration.

« Dans certaines administrations, l'appartenance syndicale a joué; dans d'autres on a pris en considération l'âge du candidat et on a estimé qu'il ne fallait pas alourdir le corps des administrateurs par des fonctionnaires parvenus à cinq ou huit ans de la retraite.

« Tant et si bien qu'à l'heure actuelle certains administrateurs civils ne sont pas à leur place et que des agents supérieurs exercent dans des ministères des fonctions de direction et de conception qui devaient être dévolues à des administrateurs civils.

« Des agents supérieurs occupent des postes importants, difficiles et ont sous leurs ordres des administrateurs dont la valeur professionnelle laisse à désirer ».

Sans prendre à notre compte l'intégralité de ces observations et en reconnaissant qu'elles portent plutôt sur l'excès des intégrations que sur leur insuffisance, il faut noter les injustices individuelles qui ont été les conséquences des mesures prises.

Le mécontentement des agents supérieurs trouve, du reste, un aliment supplémentaire et non négligeable dans les mesures discriminatoires consécutives à l'intégration. Dans l'esprit des promoteurs de la réforme et selon les déclarations faites à l'époque par les représentants de la fonction publique, les échelles de traitement et la durée des stages dans les classes correspondantes d'administrateurs et d'agents supérieurs devaient être identiques. Néanmoins, les articles 2 et 14 du décret du 18 octobre 1945 ont imposé, dans chaque classe, des stages plus longs aux agents supérieurs, qui se trouvent ainsi pénalisés. Or, ces dispositions ont été aggravées par le décret du 22 mai 1946 qui a supprimé la classe exceptionnelle des agents supérieurs, les privant ainsi de toute possibilité d'obtenir jamais — quels que soient leurs services — un traitement équivalent à celui des administrateurs de 1re classe.

La comparaison ci-après des échelles de traitement attribuées respectivement aux deux cadres accuse la différence de situation pécuniaire (décret n° 48-1108 du 20 juillet 1948, *J. O.* 11 juillet, p. 6740; arrêté du 21 août 1948, *J. O.* 22 août, p. 7827):

Administrateurs (indices 225-630):
Classe exceptionnelle (630), 768.000 F.
1re classe (525-600), 624.000 à 721.000 F.
2e classe (440-500), 477.000 à 574.000 F — 586.000 F après 3 ans, indice 525.
3e classe (335-410), 325.000 à 423.000 F — 429.000 F après 3 ans, indice 425.
Adjoints (300), 297.000 F.
Assistants administrateurs (225-290), 197.000 à 277.000 F.

Agents supérieurs (indices 225-500):
1re classe (420-500), 469.000 à 574.000 F.
2e classe (330-410), 333.000 à 423.000 F.
3e classe (235-300), 201.000 à 297.000 F.
Stagiaires (225), 189.000 F.

Les chiffres ci-dessus expriment la situation résultant de la première tranche du reclassement (1948) mais les différences qu'ils traduisent demeurent valables après application de la deuxième tranche (1949) si toutefois elles ne sont pas aggravées.

On conçoit donc que la méconnaissance des engagements pris ait causé aux agents supérieurs une amertume que n'a pas diminuée le vote émis le 4 juillet 1948 par le conseil supérieur de la fonction publique — qui comprend les directeurs de personnel des ministères — en faveur du rétablissement de la classe exceptionnelle et des parités supprimées, et qui a été confirmé à la presque unanimité le 3 mars 1949.

Ainsi, la réforme des cadres supérieurs, entachée de tant de malfaçons, a-t-elle abouti à frapper matériellement les agents supérieurs déjà diminués moralement.

III. — *Les remèdes à la situation actuelle.*

Votre commission estime qu'une intégration aussi discutée n'est pas viable et que le Gouvernement se doit de mettre fin à un malaise qui ne peut que s'aggraver.

Les principes de la réforme étant hors de discussion, le problème à résoudre est celui de l'aménagement entre l'ancienne formule et la nouvelle.

Ce fut une erreur d'édicter un pourcentage maximum d'intégration équivalent aux quatre cinquièmes de l'effectif. Les élites sont, par définition, minoritaires et il en va des élites administratives comme des autres. A s'en tenir aux conditions de valeur professionnelle exigée des administrateurs recrutés par l'école d'administration, qui pourrait prétendre que 20 p. 100 des fonctionnaires des anciens cadres supérieurs remplissent de telles conditions et justifient d'une valeur identique à celle des membres du conseil d'Etat et des autres grands corps pris comme étalons par les promoteurs de la réforme?

Alors, revision totale des intégrations en vue d'une sélection plus exacte, et limitée aux seuls fonctionnaires véritablement dignes du grade d'administrateur, parce qu'ils justifient d'aptitudes assez semblables à celles des administrateurs issus de l'école d'administration? Cette solution, qui n'est pas celle des auteurs de la proposition de résolution sur laquelle vous avez à vous prononcer, a retenu l'attention de M. le directeur de la fonction publique. Ce dernier, qui n'a pu manquer d'être frappé par la pertinence de certaines critiques adressées aux travaux d'intégration, a indiqué, au cours de son audition, qu'à son avis le recommencement des travaux serait sans doute délicat, puisqu'il mettrait en question les situations acquises, mais qu'il ne serait nullement impossible.

Il vous appartiendra, mesdames et messieurs, de vous prononcer sur cette suggestion, étant bien entendu que, pour éviter la répétition des erreurs commises, les nouvelles opérations seraient entourées de garanties précises en vue de sauvegarder l'esprit de la réforme des cadres.

Dans cette hypothèse, les fonctionnaires exclus du corps des administrateurs civils, c'est-à-dire la très grande majorité des ex-agents supérieurs, pourraient former un cadre latéral d'administrateurs qui seraient exclusivement réservé aux fonctionnaire des cadres supérieurs titulaires ou stagiaires au 31 décembre 1945. Ce cadre serait un véritable cadre d'extinction, et aucune intégration ne pourrait plus y être prononcée qu'en vertu d'une loi, conformément à la règle posée par l'article 10 de la loi n° 48-1992 du 31 décembre 1946 concernant le corps des administrateurs.

Notre collègue, M. Michel Debré, se sépare de la fonction publique en ce que, comme les auteurs de la proposition de résolution, il juge pratiquement impossible et non désirable la revision des intégrations. Tout en affirmant l'intangibilité de la réforme des cadres supérieurs, il se déclare pourtant, partisan d'un nouvel examen de la situation des agents supérieurs, portant à la fois sur les échelles de traitement et sur les candidatures à un titre individuel de ceux d'entre eux qui remplissent les conditions objectives d'intégration, pour avoir été recrutés soit au concours, soit sur titres.

Il est apparu à votre commission que ses suggestions tenaient compte des critiques formulées et ouvraient la voie aux apaisements nécessaires.

Elle a estimé que la proposition de MM. Charles Brune, Baratgin, Dulin, Gadoin et Bernard Lafay posait, en réalité, deux problèmes à résoudre séparément.

Le premier de ces problèmes est celui de la rémunération des agents supérieurs. Votre commission le juge susceptible d'une solution directe et d'ensemble. Vous savez que le conseil supérieur de la fonction publique s'est, à deux reprises, le 4 juillet 1948 et le 3 mars 1949, et à des majorités croissantes, déclaré favorable à des aménagements.

De leur côté, l'association des anciens élèves de l'école nationale d'administration et l'association des administrateurs civils, ont recommandé cette solution. Votre commission, d'accord avec les signataires de la proposition, vous propose d'inviter le Gouvernement à rétablir les agents supérieurs dans les droits dont ils ont été privés et de leur accorder notamment, la possibilité d'obtenir, en fin de carrière, des traitements égaux à ceux des administrateurs de 1re classe, après accomplissement de stages identiques. Toutefois, afin de limiter l'incidence financière de la mesure, elle pense qu'il doit être mis fin aux nominations dans le cadre des agents supérieurs, qui doit conserver son caractère de cadre provisoire d'extinction.

Cette réparation pécuniaire est certainement de nature à créer, dans les administrations centrales, ce climat détendu qui facilitera la solution de l'irritant problème de l'intégration.

Ce second problème a donné lieu à des avis plus partagés. La position de l'union générale des agents supérieurs vous est connue: elle demande l'intégration de tous les agents supérieurs dans le corps des administrateurs. Dans le même sens, la délégation des administrateurs et des agents supérieurs du ministère des P. T. T. qui représentaient les fonctionnaires des deux corps, demande l'intégration totale des agents supérieurs de ce ministère, en se fondant sur l'identité du recrutement des cadres supérieurs.

De leur côté, la délégation des fonctionnaires retardés dans leur carrière par suite des événements de guerre (une quarantaine) et la délégation des agents supérieurs du ministère de l'intérieur (43 fonctionnaires) qui représentent les fonctionnaires exclus du corps des administrateurs parce qu'ils n'y avaient pas vocation à la date choisie, demandent que cette vocation soit reconnue à leurs mandants, dont les titres seraient soumis à examen.

Autre cas particulier: celui de certains fonctionnaires du ministère de la santé publique.

Ce ministère a été constitué, sous sa forme actuelle en 1946, c'est-à-dire après la date (31-12-1945) à laquelle la situation des fonctionnaires devait être appréciée pour l'intégration.

Les cadres de cette nouvelle administration, titularisés pour la plupart en mars 1946, demandent à être intégrés car ils ne sont responsables en rien de cet état de choses.

Tous ces groupements demandent, en somme, une revision des décisions, mais limitée aux refus d'intégration dans le corps des administrateurs.

En sens contraire, l'association des anciens élèves de l'école nationale d'administration et l'association des administrateurs civils se déclarent hostiles à toute intégration supplémentaire, mais avec des nuances qu'il importe de préciser. L'association des anciens élèves admet, pour les fonctionnaires qui n'ont pas été intégrés, quoique intégrables, la possibilité d'un examen, notamment pour ceux qui se sont vus opposer des motifs extra-professionnels. Pour ceux qui n'avaient pas vocation à l'intégration, elle suggère que des possibilités d'accès à l'école d'administration leur soient offertes.

Plus intransigeante, l'association des administrateurs civils maintient son hostilité, parce que « dans l'ensemble, le travail d'intégration a été très impartial » et parce que le pourcentage d'intégration, fondé en principe sur l'effectif budgétaire très supérieur à l'effectif réel, a été suffisamment large pour permettre la désignation de tous les candidats méritants.

Il vous appartiendra, mesdames et messieurs, d'arbitrer le débat et de conclure par les transactions nécessaires. Votre commission ne peut suivre l'association des administrateurs civils dans son intransigeance, car elle estime qu'aucun des deux arguments produits n'est véritablement fondé.

L'impartialité des intégrations? L'arrêt Trébès établit que dans le ministère qu'il concerne, cette impartialité n'a pas existé. Quant aux autres administrations, il n'appartient certainement pas à votre Assemblée de se substituer à la juridiction administrative pour dire le bien ou le mal fondé d'un très grand

nombre de recours en annulation, qui invoquent le grief admis par le conseil d'Etat et d'autres plus graves encore. La question, que l'on dit résolue, demeurera posée tant que la justice n'aura pas prononcé.

Quant au pourcentage d'intégration, l'argument n'est valable que pour une minorité de ministères (affaires étrangères, finances, intérieur). Ce pourcentage de 80 p. 100 s'y est trouvé bonifié jusqu'à 90 à 95 p. 100, en raison de la marge existant entre l'effectif budgétaire théorique et l'effectif réel.

Dans les autres ministères, le pourcentage a été beaucoup moins élevé. Dans les administrations du département de la Seine et de la ville de Paris, où il n'était pas question d'effectif budgétaire, mais seulement d'effectif réel, le pourcentage a été au plus de 70 p. 100. Aussi de nombreux fonctionnaires pourvus de diplômes ont-ils été écartés, qui auraient été intégrés si l'on avait appliqué le système admis à l'Etat. Ont été écartés également un certain nombre de fonctionnaires sans vocation, dont le cas est semblable à celui des fonctionnaires de l'Etat retardés par les événements de guerre ou victimes de diverses circonstances.

C'est pourquoi, en ce qui concerne les candidats intégrables qui n'ont pas été intégrés, votre commission, tenant compte des critiques très sérieuses dirigées contre les opérations, pense qu'un nouvel examen s'impose. On devra tenir compte de l'ensemble des capacités des candidats, notamment des titres et diplômes, des mérites réels et des services rendus. En ce qui concerne les candidats qui n'avaient pas vocation à la date prise comme référence, la proposition de loi déposée à l'Assemblée nationale par M. Barrot et plusieurs de ses collègues (n° 2124, 1948), qui a fait l'objet d'un rapport favorable de M. Yves Fagon (n° 5175, 1948), tend à leur donner satisfaction. Votre commission se rallie aux solutions de M. Fagon.

Ces conclusions apparaissent d'autant plus raisonnables que le Gouvernement, dans le projet de loi (n° 7527) déposé à l'Assemblée nationale le 23 mai 1949 et relatif à la suppression du haut commissariat au ravitaillement, prévoit la titularisation dans les cadres permanents de fonctionnaires des administrations centrales d'un certain nombre d'agents contractuels ou auxiliaires (dont deux en qualité de directeur, deux en qualité de chef de service et soixante-quatre en qualité d'administrateur civil).

Votre commission vous propose, en conséquence, d'adopter la proposition de résolution suivante:

PROPOSITION DE RESOLUTION

Le Conseil de la République invite le Gouvernement:

1° A reconsidérer les conditions dans lesquelles ont été décidés les classements, indices et échelles de traitement des agents supérieurs; à rétablir les équivalences existant, avant la réforme des cadres supérieurs des administrations centrales et assimilées, entre les fonctionnaires composant ces cadres et, en conséquence, la classe exceptionnelle des agents supérieurs prévue par le décret du 18 octobre 1945;

2° A reconsidérer une nouvelle et dernière fois les conditions dans lesquelles ont été réalisées dans les administrations centrales et assimilées les intégrations dans le corps des administrateurs civils et à faire procéder, sans attendre les décisions de la juridiction administrative sur les recours dont elle est saisie, à un nouvel examen impartial des candidatures écartées, quoique remplissant les conditions légales, qui tiendra compte des titres et diplômes, des mérites réels et des services rendus;

3° A reconsidérer, notamment, la situation des fonctionnaires n'ayant pas eu vocation à l'intégration par suite des événements de guerre ou de toutes autres circonstances indépendantes de leur volonté, et à faire réexaminer leur candidature en vue de leur intégration dans les conditions fixées par le décret du 18 octobre 1945;

4° A réserver l'accès au cadre provisoire des agents supérieurs aux fonctionnaires qui, ayant vocation à l'intégration dans le corps des administrateurs, n'ont pas bénéficié de cette mesure.

# ANNEXE N° 500

(Session de 1949. — Séance du 23 juin 1949.)

PROJET DE LOI adopté par l'Assemblée nationale tendant à accorder une **pension nationale** à la **veuve du docteur Charcot,** capitaine au long cours, explorateur, transmis par M. le président de l'Assemblée nationale à M. le président du Conseil de la République (1). — (Renvoyé à la commission des pensions (pensions civiles et militaires et victimes de la guerre et de l'oppression.)

Paris, le 22 juin 1949.

Monsieur le président,

Dans sa séance du 16 juin 1949, l'Assemblée nationale a adopté un projet de loi tendant à faire accorder une pension nationale à la veuve du docteur Charcot, capitaine au long cours, explorateur.

Conformément aux dispositions de l'article 20 de la Constitution, j'ai l'honneur de vous adresser une expédition authentique de ce projet de loi, dont je vous prie de vouloir bien saisir, pour avis, le Conseil de la République.

Je vous prie de vouloir bien m'accuser réception de cet envoi.

Agréez, monsieur le président, l'assurance de ma haute considération.

*Le président de l'Assemblée nationale,*
Signé: EDOUARD HERRIOT.

L'Assemblée nationale a adopté le projet de loi dont la teneur suit:

PROJET DE LOI

Art. 1er. — A titre de reconnaissance nationale, il est attribué à la veuve du docteur Charcot, explorateur, capitaine au long cours, une pension exceptionnelle d'un montant annuel de 100.000 F exclusive de toute autre pension.

Art. 2. — La date d'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er janvier 1948.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 16 juin 1949.

*Le président,*
Signé: EDOUARD HERRIOT.

# ANNEXE N° 501

(Session de 1949. — Séance du 23 juin 1949.)

PROPOSITION DE RESOLUTION tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes les mesures utiles pour venir en **aide** aux **populations** du département de la **Gironde** sinistrées par la **tornade** du 15 juin 1949, présentée par MM. Bretties, Jean Durand et Monichon, sénateurs. — (Renvoyée à la commission de l'intérieur [administration générale, départementale et communale, Algérie].)

EXPOSE DES MOTIFS

Mesdames, messieurs, dans la soirée du 15 juin dernier, une tornade d'une rare violence s'est abattue sur la région bordelaise causant de graves dégâts aux biens des habitants des communes de Langoiran, Capian, Paillet, Vorelade, Targon, Lestiac, Bazas, Captieux, Camblanes (dans la vallée de la Garonne), de Saint-Laurent-des-Combes (vallée de la Dordogne) et, enfin, dans différentes parties du Saint-Emilion et du Blayais.

Les dégâts s'étendent non seulement aux vignobles dont la récolte de 1949 est entièrement détruite et celle de 1950 d'ores et déjà compromise, mais encore aux plantations d'arbres fruitiers en pleine production, aux cultures maraîchères et aux céréales. D'autre part, des dommages importants ont été causés aux immeubles d'habitation et d'exploitation.

Ces dommages coïncidant avec la baisse des produits agricoles, des vins et des fruits en particulier, mettent les agriculteurs sinistrés dans une situation financière très difficile et c'est pourquoi nous avons l'honneur d'attirer l'attention du Conseil de la République sur l'urgente nécessité qu'il y a à apporter une aide efficace à nos malheureux compatriotes.

Devant de telles calamités naturelles, la solidarité nationale nous paraît devoir se manifester et un maximum d'aide et d'appui doit être apporté aux populations éprouvées par l'octroi d'indemnités et de crédits à long terme et à faible intérêt ainsi que par des exonérations d'impôts.

En conséquence, nous vous demandons d'adopter la proposition de résolution suivante:

PROPOSITION DE RESOLUTION

Le Conseil de la République invite le Gouvernement à prendre toutes mesures utiles propres à venir en aide aux populations du département de la Gironde, victimes de la tornade du 15 juin 1949, notamment, par la remise de certains impôts, l'octroi d'indemnités en rapport avec les dommages subis et de crédits à long terme et à faible intérêt par les organismes habilités à cet effet.

(1) Voir les nos: Assemblée nationale (1re législ.): 6083, 6372, 6168, 6178 et in-8° 1844.

# ANNEXE N° 502

(Session de 1949. — Séance du 23 juin 1949.)

RAPPORT SUPPLEMENTAIRE fait au nom de la commission de la famille, de la population et de la santé publique sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, après déclaration d'urgence, tendant à instituer une carte nationale dite **« carte sociale des économiquement faibles »,** par M. Reveillaud, sénateur (1).

Mesdames, messieurs, grâce au délai accordé par l'Assemblée nationale au Conseil de la République, votre commission de la famille a eu le loisir de procéder à une étude plus approfondie du texte de la proposition de loi tendant à instituer une carte sociale des économiquement faibles. Elle n'a pu cependant entrer dans tous les détails de la question et s'en remet, comme l'avait fait cette assemblée, à un décret pour la détermination des conditions d'application de la loi.

Convaincue qu'il s'agit d'une cause particulièrement intéressante, parce que ceux que l'on appelle les économiquement faibles sont les victimes innocentes d'une crise économique qui, en moins de dix ans, a bouleversé les conditions de la vie, sans qu'il leur soit possible, au déclin de l'âge, de s'engager sur une voie nouvelle, votre commission a tenu à ce que soient attachés à la carte, dès son attribution, certains avantages réels, conformément aux désirs exprimés dans son premier rapport.

Ces avantages énoncés à l'article 3 de la proposition qui vous est soumise sont au nombre de trois:

La première réaction de certains sera peut-être que la liste n'en est pas assez longue, mais il ne faut pas oublier que ces avantages s'ajoutent à l'allocation temporaire en argent servie à nombre d'entre eux par l'Etat depuis le 13 septembre 1946, qui a fait l'objet d'un relèvement substantiel le 1er octobre dernier et qui représente un poids extrêmement lourd pour les finances nationales.

Votre commission, dans son unanimité, a manifesté la crainte qu'en demandant davantage, une fin de non-recevoir, soit opposée à ses propositions pour le plus grand dommage des intéressés.

Sous l'empire des mêmes préoccupations, la commission, tout en reconnaissant que le bénéfice des avantages attachés à la carte doit être accordé aux économiquement faibles de l'ensemble du pays, vous propose de charger les mairies de procédr à la confection matérielle de celle-ci, sur le vu des décisions des commissions d'assistance. Il n'en résultera ainsi que des frais bien inférieurs au chiffre

(1) Voir les nos: Assemblée nationale (1re législ.): 5858, 6776 et in-8° 1817; Conseil de la République: 433 et 438 (année 1949)

qui avait été énoncé par le ministre des finances devant notre Assemblée, lorsqu'il pensait devoir faire établir ce titre par les fonctionnaires de l'Etat.

De même, afin de limiter au strict minimum le poids de la charge nouvelle que la proposition implique, votre commission a cru devoir n'admettre au bénéfice de la carte que les économiquement faibles ayant atteint l'âge de soixante-cinq ans, exception faite avant cet âge pour ceux dont l'inaptitude au travail a été dûment constatée par la commission médicale, prévue par l'ordonnance du 2 février 1945.

D'autres barrages, visant à des fins morales autant que financières, sont instituées dans les alinéas 2 et 3 de l'article 1er.

Tels sont, brièvement résumés, les motifs sur lesquels votre commission s'est appuyée pour proposer au Conseil de la République, de substituer au texte voté par l'Assemblée nationale la proposition de loi suivante:

PROPOSITION DE LOI

Art. 1er. — Il est institué une carte nationale dite « carte sociale des économiquement faibles ». Cette carte est attribuée aux personnes âgées de plus de soixante-cinq ans ou déclarées inaptes au travail par la commission régionale prévue à l'article 2 (§ 2) de l'ordonnance du 2 février 1945, dont le total des ressources n'excède pas les chiffres maxima fixés à l'article 2, alinéa 3, de la loi n° 46-1990 du 13 septembre 1946 modifiée.

Dans l'appréciation de ces ressources, il sera tenu compte, à titre indicatif, de la valeur des biens mobiliers et immobiliers de l'intéressé ainsi que des donations qu'il aurait pu faire.

Les intéressés devront justifier qu'aucune des personnes tenues vis-à-vis d'eux de l'obligation alimentaire prévue par les articles 205 et suivants du code civil, n'est en mesure de participer substantiellement à leur entretien.

Art. 2. — La carte sociale des économiquement faibles est délivrée par les soins du maire après décision des « commissions d'admission au bénéfice des lois d'assistance » instituées par l'article 6 du décret-loi du 30 octobre 1935 et selon la procédure indiquée dans ledit décret-loi.

Art. 3. — Les droit attachés à la possession de la carte sociale des économiquement faibles sont les suivants:

1° Inscription d'office sur les listes d'assistance médicale gratuite;

2° Droit à l'assistance judiciaire, sous réserve de l'avis, par ailleurs favorable, du bureau d'assistance judiciaire;

3° Un voyage aller et retour par an sur les réseaux de la Société nationale des chemins de fer français quelle que soit la distance parcourue au tarif des congés payés.

Lorsqu'un texte législatif ou réglementaire instituera des mesures spéciales en faveur des économiquement faibles, celles-ci bénéficieront *ipso facto* au titulaire de la carte.

Art. 4. — Un décret qui devra être publié dans les deux mois de la promulgation de la présente loi déterminera les conditions d'application des articles 1er, 2 et 3.

## ANNEXE N° 503

(Session de 1949. — Séance du 23 juin 1949.)

PROJET DE LOI adopté par l'Assemblée nationale, après déclaration d'urgence, **prorogeant la législation en vigueur** dans les départements du **Bas-Rhin**, du **Haut-Rhin** et de la **Moselle**, transmis par M. le président de l'Assemblée nationale à M. le président du Conseil de la République (1). — (Renvoyé à la commission de la justice et de législation civile, criminelle et commerciale.)

Paris, le 23 juin 1949.

Monsieur le président,

Dans sa séance du 23 juin 1949, l'Assemblée nationale a adopté, après déclaration d'urgence, un projet de loi prorogeant la législation en vigueur dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle.

Conformément aux dispositions de l'article 20 de la Constitution, j'ai l'honneur de vous adresser une expédition authentique de ce projet de loi, dont je vous prie de vouloir bien saisir, pour avis, le Conseil de la République.

Je vous prie de vouloir bien m'accuser réception de cet envoi.

Agréez, monsieur le président, l'assurance de ma haute considération.

*Le président de l'Assemblée nationale,*
Signé: EDOUARD HERRIOT.

L'Assemblée nationale a adopté le projet de loi dont la teneur suit:

PROJET DE LOI

*Article unique.* — Le délai prévu par l'article 14 de la loi du 1er juin 1924, mettant en vigueur la législation civile française dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, prorogé par l'article 1er de la loi du 23 décembre 1934, l'article 6 de l'ordonnance du 15 septembre 1944, la loi du 22 décembre 1946 et la loi du 30 décembre 1947, est à nouveau prorogé jusqu'au 1er juillet 1951.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 23 juin 1949.

*Le président,*
Signé: EDOUARD HERRIOT.

(1) Voir les nos: Assemblée nationale (1re législature): 7259, 7459 et in-8° 1856.

## ANNEXE N° 504

(Session de 1949. — Séance du 23 juin 1949.)

RAPPORT fait au nom de la commission de la famille, de la population et de la santé publique sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à modifier l'article 20 de la loi validée du 11 septembre 1941 relative à l'**exercice de la pharmacie**, en vue d'autoriser sous certaines conditions, le **cumul** de la profession de **pharmacien** avec celle de **médecin, vétérinaire, dentiste** ou de **sage-femme**, par M. Alfred Paget, sénateur (1).

Mesdames, messieurs, le Parlement a déjà eu, en 1948, l'occasion d'amender l'acte dit loi du 11 septembre 1941, relatif à l'exercice de la pharmacie.

L'article 20 de cet acte (*Journal officiel* du 20 septembre 1941, p. 4020) stipule:

« L'exploitation d'une officine est incompatible avec l'exercice d'une autre profession, notamment celle de médecin, sage-femme, dentiste, même si l'intéressé est pourvu des diplômes correspondants. »

L'application de ce texte n'avait fait aucune exception, n'avant tenu aucun compte, ni des situations acquises, ni du grand principe de la non-rétroactivité des lois.

C'est pour cette raison que l'Assemblée nationale et le Conseil de la République ont, l'an passé, élaboré et voté la loi du 21 mars 1948, qui stipule dans son article unique:

« Le premier alinéa de l'article 20 de la loi validée du 11 septembre 1941 est complété comme suit:

« Toutefois, les médecins et dentistes qui, lors de la promulgation de la présente loi, exerçaient leur art concurremment avec la pharmacie, sont admis à continuer l'exercice de leurs deux professions leur vie durant. »

Malheureusement, dans l'énumération des bénéficiaires de cette loi, nous avions omis de mentionner:

Les pharmaciens-vétérinaires;

Les étudiants qui, lors de la parution de l'acte dit loi du 11 septembre 1941, préparaient le diplôme de pharmacien et concurremment celui de médecin, ou vétérinaire, ou sage-femme, ou de dentiste.

Ces étudiants avaient entrepris leurs études avec une garantie de l'Etat: celle de pouvoir exercer les deux professions, après obtention des diplômes. L'Etat se doit de tenir ses engagements.

Et c'est pour cette raison que votre commission, bien qu'elle soit opposée au cumul des professions, vous propose de voter la proposition de loi ci-dessous:

PROPOSITION DE LOI

*Article unique.* — Le premier alinéa de l'article 20 de la loi validée du 11 septembre 1941, modifié par la loi du 21 mars 1948, est de nouveau modifié ainsi qu'il suit:

« L'exploitation d'une officine est incompatible avec l'exercice d'une autre profession, notamment avec celle de médecin, sage-femme, dentiste, même si l'intéressé est pourvu des diplômes correspondants. Toutefois, les médecins diplômés avant le 1er janvier 1948, les vétérinaires et les dentistes diplômés avant le 1er janvier 1946, les sages-femmes diplômées avant le 1er janvier 1944 sont admis à exercer leur art, concurremment avec la pharmacie, s'ils ont obtenu le diplôme de pharmacien avant le 1er janvier 1946. »

(1) Voir les nos: Assemblée nationale (1re législature): 5244, 6907 et in-8° 1779; Conseil de la République: 401 (année 1949).

## ANNEXE N° 505

(Session de 1949. — Séance du 23 juin 1949.)

RAPPORT ANNUEL fait au nom de la sous-commission chargée de suivre et d'apprécier **la gestion des entreprises industrielles nationalisées** et des **sociétés d'économie mixte** (article 70 de la loi du 21 mars 1947, modifié par la loi du 3 juillet 1947), année 1949, seconde partie: la S. N. C. A. C., par M. Pellenc, sénateur (1).

Mesdames, messieurs, au cours des dernières semaines, l'attention du Parlement et de l'opinion a été appelée d'une manière spéciale sur la situation de la Société nationale de constructions aéronautiques du Centre (S. N. C. A. C.), en raison de certaines difficultés financières, qui pourraient légitimement laisser croire au mauvais fonctionnement de cette société et à la responsabilité de ses dirigeants actuels.

Votre commission des entreprises nationalisées s'en est préoccupée. Elle a estimé que, au moment où va être examiné, à l'occasion des crédits militaires de l'exercice 1949, le problème des constructions aéronautiques et où va être amplement posé à l'occasion de la discussion du projet déposé par le Gouvernement, le problème de la réorganisation de l'industrie aéronautique, elle devait enquêter sur cette société et vous faire part du résultat de ses investigations, afin de vous documenter pour les débats prochains.

### I. — La gestion de la Société nationale de constructions aéronautiques du Centre, au cours de l'année 1948.

Comme suite à une décision gouvernementale, applicable à toutes les sociétés aéronautiques, la composition du conseil d'administration de la S. N. C. A. C. est modifiée en mai 1948.

Le nouveau conseil prend ses fonctions le 12 mai 1948. Il est constitué comme suit: M. Jannès (président) et MM. Bonnet, Bordaz, Charlet, Dupont, Durand-Audias, Huck, Joux, Lepeut, Nivet, Sainte-Marie (de), Tranchant, Villemain, Vecchi, Wetzel.

A ce moment, la situation de la société se présente de la façon suivante:

Usines: Billancourt, Bourges, Châteauroux, Colombes, Fourchambault, Issy-les-Moulineaux;

Effectifs globaux (usines et siège social): 8.764.

Ces effectifs apparaissent manifestement pléthoriques. Par ailleurs, il n'existe pas un équilibre rationnel entre la catégorie productive et la catégorie improductive.

Le rapport $\frac{\text{improductif}}{\text{productif}}$ est, dans l'ensemble, de 80 p. 100 alors que régulièrement, d'après les normes admises par les techniciens du ministère de l'air, il ne devrait pas dépasser 70 p. 100.

(1) Voir le n°: Conseil de la République: 465 (année 1949).

La conséquence c'est que, en juin 1948, l'estimation approximative de la situation mensuelle conduit aux constatations suivantes:

Dépenses, 433,2 millions.

Droits à payement, 375,6 millions.

Déficit, 57,6 millions par mois.

Ces chiffres caractérisent les conditions dans lesquelles était assurée l'exploitation de la société à l'entrée en fonction du nouveau conseil (rapport au conseil en date du 20 septembre 1948) et la situation critique dans laquelle cette dernière se trouverait placée à brève échéance, si des mesures urgentes n'intervenaient pas.

Ces mesures furent prises immédiatement. Un rapport au conseil d'administration en date du 20 septembre 1948, dont nous donnons en annexe (annexe 1), un extrait, en montre l'importance et la nature.

Dans les grandes lignes, ce sont les suivantes:

1° Compression des emplois supérieurs du siège social:

De neuf directeurs ou assimilés, le nombre a été ramené à quatre:

Un directeur administratif,

Un directeur commercial,

Un directeur technique,

Un directeur de la production.

soit une diminution de 55 p. 100;

2° Compression des effectifs, portant essentiellement sur les effectifs improductifs.

En septembre 1948, soit quatre mois après la prise de fonctions du conseil, une première compression de 11 p. 100 des effectifs était déjà réalisée — cette compression portant à raison de 20,7 p. 100 sur les improductifs;

3° Economie de personnel par simplification des méthodes de gestion, portant sur certains services administratifs du siège social et des usines (comptabilité, achats, etc.) et conduisant à une réduction de personnel de 32 p. 100;

4° Concentration des moyens industriels et fermeture de l'usine d'Issy-les-Moulineaux.

Le chiffre des premières économies mensuelles réalisées grâce à ces mesures, à la date du 20 septembre 1948, correspondait au décompte suivant:

*a*) Réduction des effectifs improductifs des usines (y compris les services comptables), 24.000.000 F.

*b*) Compression du service des achats, 2 millions 230.000 F.

*c*) Suppression d'emplois supérieurs du siège social, 610.000 F.

*d*) Compressions diverses au siège social en dehors de B et C, 155.000 F.

*e*) Application de l'horaire de quarante heures aux services improductifs, 8 millions de francs.

*f*) Réforme de l'enseignement professionnel, 900.000 F.

*g*) Abandon de locaux, 430.000 F.

*h*) Licenciement de productifs en surnombre, 2 millions de francs.

Soit, au total, une économie mensuelle de 38 millions de francs.

Il résulte donc des documents contrôlés par les services du contrôle de l'Etat qu'à quatre mois de son entrée en fonction, les premières mesures prises par le nouveau conseil avaient permis de résorber le déficit mensuel dans la proportion de 67 p. 100.

Parallèlement, il résulte des comptes rendus du conseil qu'un effort était poursuivi dans le sens de la restauration de l'autorité, de la suppression des abus, de la sélection des cadres, points sur lesquels nous ne nous étendrons pas, car ils relèvent d'un facteur appréciatif et traduisent en définitive leurs effets dans les résultats d'ensemble, qu'expriment les chiffres auxquels nous voulons seulement nous tenir.

### *La situation de trésorerie de la société en 1948.*

Au moment de l'entrée en fonction du nouveau conseil, en mai 1948, la situation de trésorerie de la société était déjà très difficile. Elle ne pouvait certes pas s'améliorer au cours des mois suivants, les déficits mensuels n'étant pas entièrement résorbés et, par surcroît, les licenciements d'effectifs donnant lieu à payement d'indemnités importantes.

Comme mesure immédiate d'assainissement financier, l'augmentation du capital, manifestement insuffisant, et qu'une assemblée générale avait déjà décidée deux ans auparavant, est préconisée en ces termes (1):

« Notre société dispose d'un capital de 250.037.500 F. Un simple examen de ce chiffre permet de voir qu'il est absolument infime vis-à-vis des besoins qu'une saine gestion financière exigerait pour le fonctionnement de notre société.

« En effet, au bilan figure en immobilisations un montant de 326 millions; le simple rapprochement de ces deux chiffre prouve qu'aucun capital n'a été prévu pour assurer le fonds de roulement.

« Par ailleurs, notre chiffre d'affaires annuel est de l'ordre de 4 milliards et demi; or on estime couramment dans l'industrie qu'une gestion habile permet de faire tourner le capital trois fois dans l'année, quel que soit le caractère un peu simpliste de cette règle, on voit que les moyens dont nous disposons sont très inférieurs à ceux qu'il eût été logique d'assembler pour une entreprise de cette importance.

« Une assemblée générale extraordinaire du 21 juillet 1946 a autorisé le conseil à augmenter le capital pour le porter à 700 millions de francs et cela jusqu'au 24 juillet 1951.

« Le conseil est donc autorisé à procéder à une augmentation maximum de 449.962.500 F; pour une augmentation supérieure, il faudrait recourir à la convocation d'une nouvelle assemblée générale extraordinaire.

« Nous pensons donc qu'il est conforme à une saine gestion financière, que notre conseil émette le vœu que notre principal actionnaire, l'Etat français représenté par le ministre de l'économie nationale, consente à souscrire à cette augmentation de capital. »

Mais ce vœu n'est suivi d'aucun effet, l'Etat se refusant à cette souscription, et le capital reste établi à 250 millions, malgré un chiffre d'affaires annuel dépassant 4 milliards.

### *La situation de la société à la fin de l'année 1948.*

Les documents et rapports élaborés par le conseil ou à l'intention du conseil de la société, et notamment d'un rapport en date du 27 janvier 1949, il résulte que, malgré les difficultés premières, les efforts du conseil d'administration ne se sont pas relâchés et se sont même développés sans arrêt.

La compression des effectifs s'est poursuivie, et l'amélioration du rendement dans les usines — dont le facteur essentiel, d'après les normes du ministère de l'air, est fourni comme on l'a vu par la valeur du rapport

$$\frac{\text{improductif}}{\text{productif}}$$

qui ne doit pas excéder 70 p. 100

— se caractérise dès la fin de 1948 par les chiffres suivants:

Taux de productivité pour l'ensemble de la société: au moment de l'entrée en fonction du nouveau conseil, 82 p. 100; fin décembre 1948, 66 p. 100.

Taux de productivité pour l'usine de Bourges (la plus importante usine de série): au moment de l'entrée en fonction du nouveau conseil, 93 p. 100; fin décembre 1948, 64 p. 100.

Il y a donc, dans ce domaine, une amélioration très sérieuse, qui peut donner lieu pour l'avenir à des prévisions optimistes sur la marche de l'affaire.

C'est ce que traduit le rapport de fin d'année, dont nous donnons ci-après un extrait:

« Notre compte d'exploitation est tenu mois par mois dans les conditions prévues au plan comptable et sous le contrôle de M. le contrôleur d'Etat.

« Le graphique ci-joint (pièce jointe n° 17) montre son allure depuis le début de cette année jusqu'au 30 septembre; il est rigoureusement conforme à notre comptabilité, réserve faite bien entendu des factures en cours dont les résultats positifs ou négatifs ne pourront être connus qu'après la clôture de l'exercice en cours. Ce graphique n'a pas été figuré mois par mois, parce que la période d'un mois étant trop faible, il aurait présenté des oscillations sans signification réelle; il a paru plus judicieux de grouper les résultats par trimestre. Il fait apparaître au premier trimestre, c'est-à-dire sous l'ancienne gestion, une perte de 20 millions; au deuxième trimestre, la perte s'atténue et tombe à 10 millions, et dès letroisième trimestre, apparaît un bénéfice de 15 millions.

« Cependant, il résulte des renseignements donnés ci-dessus, que ce sont précisément ces derniers mois connus, qui ont été lourdement grevés par les indemnités de licenciements (plus de 10 millions au mois d'août pour le seul personnel mensuel), mais aussi il est certain que la compression énergique des frais généraux, en particulier des improductifs (figurés dans le graphique n° 1) sera, pour le dernier trimestre 1948, dont les résultats ne sont pas encore connus, génératrice d'une amélioration inévitable. Dès maintenant, le mois d'octobre présente un bénéfice de 10 millions, ce qui démontre que les résultats favorables représentés par le graphique, non seulement se maintiennent, mais même s'améliorent.

« D'ailleurs, le total des économies dues aux réformes diverses dont l'essentiel a été exposé ci-dessus, est en effet de l'ordre de 40 millions par mois; il est aisé de constater qu'il dépasse très sensiblement la perte des mois les plus déficitaires.

« Nous sommes donc en mesure d'affirmer que, à condition de rester normalement vigilants et de suivre la conjecture des affaires, ce qui est le devoir élémentaire de tout directeur général, l'exercice 1949 s'annonce comme bénéficiaire dès le premier mois ».

Il apparaît donc, qu'au début de l'année 1949, les conditions de fonctionnement industrielles de l'entreprise sont désormais saines.

Bien entendu, cela ne permet pas de préjuger des conditions dans lesquelles son bilan de 1948 va se présenter, car ce dernier traduira tout un ensemble d'opérations imputables encore à la gestion ancienne. Ce sera un bilan d'apurement, de liquidation du passé.

Mais une fois liquidé, l'entreprise doit normalement fonctionner dans des conditions satisfaisantes.

### *La situation de trésorerie au début de 1949.*

La situation de trésorerie continue cependant à être très grave.

Malgré le renouvellement de la demande d'augmentation de capital adressée avec l'assentiment du contrôleur du ministère de l'air et du contrôleur financier, le 28 septembre 1948, au ministre des finances et de l'économie nationale, ce dernier se refuse encore à cette opération, ce qui met la société en situation de plus en plus difficile.

Voici comment cette dernière présente la situation:

« La situation de trésorerie, par contre, est très grave; ainsi que nous avons eu l'honneur de l'exposer à M. le ministre de l'économie nationale, par lettre DA 6069 du 28 septembre 1948, la S. N. C. A. C. est constituée seulement au capital de 250.037.500 F. Un capital aussi faible ne permet pas une gestion normale, nous devons, en effet:

« Disposer, pour la construction de matériels encombrants, de vastes surfaces couvertes, d'où d'importantes immobilisations. Actuellement, en dehors des immeubles appartenant à l'Etat, nos immobilisations sont évaluées à 326 millions;

« Avoir des stocks importants du fait de la diversité de nos constructions, du peu d'importance des séries de fabrication et de la multiplicité des matières et matériels incorporés et des difficultés d'approvisionnement;

Supporter au delà des délais normaux la charge des travaux en cours dont la facturation est généralement retardée par l'absence de prix définitifs approuvés, et par l'impossibilité de livrer en temps opportun des avions complets en raison du manque d'équipements, souvent fournis par l'Etat;

Subir les retards dans la passation des marchés de l'Etat, pratiquement seul client aéronautique, et subir la lenteur des payements ».

Et pour chiffrer le montant de l'augmentation nécessaire, la société donne le décompte suivant, qui résulte d'une étude dont, dit-elle: « L'inspecteur des finances, contrôleur d'Etat d'une part et le service du contrôle du ministère de l'air, d'autre part, ont approuvé l'objectivité ».

Voici ce décompte:

Capital et réserves, 370 millions de francs.

Report à nouveau de l'exercice 1947, 7 millions de francs,

(1) Rapport au conseil d'administration pour la séance de septembre 1948.

Avance du Trésor, 160 millions de francs.
Total, 537 millions de francs.
En regard, nos besoins sont:
Immobilisations (chiffre figurant au bilan), 326 millions de francs.
Portefeuille (chiffre du bilan), 32 millions de francs.
Magasin général, 200 millions de francs.
Fonds de roulement (deux mois), 650 millions de francs.
Financement des dommages de guerre, 100 millions de francs.
Total, 1.308 millions de francs.
Soit une insuffisance de capital de 771 millions de francs.

Les perspectives financières pour 1949 sont d'ailleurs analysées, de manière précise, dans un document de fin d'année dont un extrait figure en annexe (annexe II).

### II. — La situation de la société au cours du deuxième trimestre de 1949.

Le nouveau conseil d'administration achève au cours de ce trimestre sa première année de fonction.

La politique d'économie, qu'il a engagée dès son arrivée et qu'il a poursuivie et développée, aboutit en juin 1949 à une contraction des effectifs qui ramène le chiffre de ces derniers à 5.600 unités.

Au moment de sa prise de fonction le nombre des unités s'élevait à 8.764, soit 55 p. 100 de plus environ.

L'effort de compression et de réorganisation a donc été important.

Les perspectives favorables que laissait entrevoir l'extrait précédent du rapport de fin d'année semblent se confirmer, car les résultats du compte sur vente, en ce qui concerne la branche aéronautique, montrent une plus-value des recettes sur les dépenses de plus de 20 millions de francs au cours du premier trimestre 1949.

En ce qui concerne la branche extra-aéronautique (tracteurs Le Percheron) (1), dont la mise au point et le lancement de la série avaient été effectués au cours de l'année précédente, la fabrication devient également en 1949 rentable pour la société, puisque la commission de réorganisation de l'industrie aéronautique, présidée par M. Surleau, déclare, d'une part:

« Le tracteur de puissance moyenne de l'ordre de puissance du Percheron est le tracteur dont le marché est le plus étendu ».

Et, d'autre part:

« Par la réorganisation entreprise depuis plusieurs mois, la direction est parvenue à réduire très sensiblement les temps de fabrication et à faire passer le prix de revient au-dessous du prix de vente ».

Au début de l'année, en raison de la crise agricole, l'écoulement de ce matériel a marqué un temps d'arrêt. Mais un accord avec les représentants, dans la région du Centre, de Ford-Ferguson, garantit à la société l'achat de 1.200 tracteurs d'ici la fin de l'année. Comme la société en construit 130 environ par mois, l'écoulement de sa production est désormais assuré.

On peut donc dire qu'en 1949, du point de vue industriel, le nouveau conseil d'administration de la Société du Centre a rétabli la situation.

Mais ce tableau a été assombri, — pour des esprits non avertis — par deux faits survenus au cours du mois de mai dernier:

1° Les difficultés de trésorerie qui, devenues beaucoup plus aiguës, ont mis la société dans l'impossibilité d'effectuer ses payements pendant quelques jours, en attendant une avance de la caisse des marchés de l'Etat.

2° L'annonce d'un bilan d'apurement, déficitaire pour l'exercice 1948.

Et l'on en a parfois un peu hâtivement conclu au mauvais fonctionnement de cette société, alors qu'effectivement, prise en mains dans les conditions les plus défavorables en mai 1948, elle a été l'objet de l'effort de redressement le plus complet et le plus important.

(1) Ce tracteur est l'ancien tracteur Lanz, répandu en France avant la guerre à des milliers d'exemplaires.

C'est un bon tracteur, dont la mise au point de fabrication a été totalement achevée en 1948. La société doit en fabriquer 8.000 sur lettre d'agrément.

Le Gouvernement lui-même, tirant argument de ces difficultés, a essayé par la persuasion d'abord, puis par une intervention interne, à l'assemblée générale de la société, de mettre un terme à son activité.

Ce sont ces divers points que, dans un but d'information, et selon les prescriptions de la loi qui a constitué la sous-commission chargée de suivre et d'apprécier la gestion des entreprises nationalisées, nous allons examiner.

Nous le ferons à la lueur des documents que nous avons réunis et dont les éléments essentiels ont été vérifiés, soit par un expert, soit par les commissaires aux comptes de la société.

Nous donnons, en annexe, les deux principaux:

*a*) Un rapport sur les comptes de l'exercice 1948 et sur la situation financière de la société (annexe III);

*b*) Les propositions du conseil tendant au redressement de cette situation (annexe IV).

#### *La suspension des payements de la Société du Centre.*

On a vu que la Société du Centre a toujours été dans une situation critique du point de vue de sa trésorerie et que, toujours, le Gouvernement s'est refusé à l'augmenter.

Cette situation n'est pas particulière à cette société. C'est la situation des trois autres société aéronautiques, mais à un degré un peu moindre.

Le capital des diverses sociétés est, en effet:

Sociétés de constructions aéronautiques: du Centre, 250 millions; du Nord, 425 millions; du Sud-Ouest, 569 millions; du Sud-Est, 552 millions.

La Société du Centre a été la première à se trouver en difficulté parce que son capital était le plus faible: la moitié du capital des autres sociétés.

Mais la Société du Nord est maintenant exactement dans la même situation. Une lettre du président de cette société au président de la sous-commission des entreprises nationalisées fait connaître cette situation critique. La société, depuis des mois, paye seulement les salaires de ses ouvriers, à l'exclusion des fournisseurs — et le moment arrive où elle ne va même pas pouvoir payer ce salaire. Et, dans quelques semaines, les autres sociétés vont se trouver à leur tour dans cette situation.

Il est vraiment inadmissible d'en arriver au point où l'on voit l'Etat étrangler ses propres affaires.

L'Etat est inexcusable, car, depuis plusieurs années, il est averti de cette situation.

Lorsque j'ai présenté mon rapport sur les sociétés nationales, il y a deux ans, je l'ai signalé.

La commission de réorganisation de l'aéronautique constituée par le gouvernement Schuman en 1948, sous la présidence du conseiller d'Etat Fouan, l'a également rappelé.

La commission de réorganisation, présidée par M. Surleau, en a une fois de plus indiqué l'impérieuse nécessité, fixant même au voisinage d'un milliard le capital dont on devait doter ces sociétés.

Et l'expert commercial, à qui l'examen de cette question a été demandé, fait connaître ainsi son avis:

« C'est devenu une chose banale que de dire que les sociétés nationales aéronautiques ont un capital social et des fonds propres insuffisants.

« Les discussions qui ont eu lieu devant l'Assemblée nationale et le Conseil de la République, l'an dernier, à propos de la S. N. E. C. M. A., ont rappelé ces faits et M. René Pleven, notamment, en parle dans son rapport n° 4629, page 27.

« Cette insuffisance de fonds propres sur laquelle tout le monde est d'accord et qui n'est pas particulière à la Société du Centre entraîne pour les sociétés nationales aéronautiques l'obligation d'emprunter des sommes élevées: d'où les intérêts et agios très importants qui sont payés annuellement et qui grèvent leurs budgets respectifs.

« La démonstration faite, une fois de plus, par la conseil d'administration de la S. N. C. A. C. doit être prise en considération ».

Outre qu'une telle carence des pouvoirs publics compromet gravement le fonctionnement de ces sociétés, elle leur impose des charges financières considérables.

Et c'est ainsi que la Société du Centre, — dans l'obligation, par l'insuffisance de fonds propres, de se faire consentir des crédits bancaires —, a été obligée de payer, au titre de 1948: 197 millions d'agios, sans compter 92 millions d'amendes fiscales, pour retard dans le payement des impôts.

Son insuffisance de trésorerie l'a conduite, en 1948, à charger le passif de son compte d'exploitation de près de 200 millions, c'est-à-dire plus que son capital nominal.

Au surplus, il convient d'ajouter que le ministère de l'air est débiteur vis-à-vis de la société (comme de toutes les autres, d'ailleurs), de la valeur de tout un ensemble de travaux nouveaux exécutés sur les marchés en cours, dont le prix, nécessitant contrôle et discussions, n'est pas encore arrêté (transformation d'appareils, travaux supplémentaires effectués sur des marchés antérieurement lancés, etc.).

Le volume global de cette dette est fixé par la société à 1 milliard 516 millions.

Evidemment, ce chiffre, qui doit être sujet à discussion et à revision éventuelle, ne saurait être considéré comme définitif et certain. Mais la nature de la créance de la société, elle, est certaine; seul le chiffre reste à arrêter et, par l'évaluation de la société, on voit au moins l'ordre de grandeur de son montant.

Si bien qu'on peut dire que, ces travaux étant effectués depuis des mois, la société est en quelque sorte, en ce qui la concerne, le banquier de l'Etat.

On peut donc dire en la circonstance que, si la Société du Centre a été mise en situation de suspendre ses payements, — situation qui menace, à brève échéance, les autres —, c'est en raison de l'attitude inadmissible de l'Etat, qui porte seul toute la responsabilité et qui ne saurait, à cette occasion, formuler aucun grief à l'encontre de la société.

#### *Le bilan d'apurement de l'exercice 1948.*

Ce bilan d'apurement ne peut pas être considéré comme arrêté, car l'assemblée générale des actionnaires ne l'a pas encore approuvé.

Le projet, dans la forme actuelle, fait apparaître une perte de 876 millions.

Mais sa présentation a donné lieu à contestation en ce qui concerne deux postes.

Le comité d'entreprise et les commissaires aux comptes pensent que ce bilan est un peu pessimiste et que le passif a été trop chargé.

Pour départager les opinions, deux experts ont été demandés au tribunal de commerce.

Quoi qu'il en soit, le chiffre sera vraisemblablement moins élevé que celui qui a été annoncé, mais il y a lieu de croire qu'il s'élèvera néanmoins à plusieurs centaines de millions.

Faut-il déduire de ce bilan une opinion désavantageuse en ce qui concerne la société telle qu'elle se présente à l'heure actuelle ?

Ce serait, et tout l'exposé précédent le démontre, profondément anormal et injuste.

Ce bilan est un bilan de liquidation d'une gestion ancienne et un bilan de redressement de la société par un nouveau conseil installé à la fin du premier semestre de l'année.

Il comporte donc au passif tout un ensemble de dépenses qui sont imputables à l'ancienne gestion ou qui sont la conséquence d'engagements pris par l'ancienne gestion.

C'est ce qu'explique, d'ailleurs, le rapport du conseil d'administration du 23 mai 1949, qui figure en annexe (annexe IV), lorsqu'il examine « l'incidence financière des faits qui étaient de la compétence de l'ancien conseil ».

On y voit notamment figurer, pour plusieurs centaines de millions, le redressement du compte des stocks ou du compte des travaux en cours, qui avaient été surestimés dans les exercices précédents, des pertes sur ventes non comptabilisées à l'ouverture de l'exercice 1948, des indemnités de licenciement, des amortissements d'études antérieures, etc.

Et là aussi figurent les agios et pénalités dus par la société en raison de son insuffisance de capital.

S'il est difficile de chiffrer exactement la part de ces sommes, — de l'ordre de 600 millions, selon le décompte de la société —, imputables à l'ancienne gestion, on peut dire qu'il n'est pas douteux que des sommes très importantes se réfèrent à l'activité du conseil précédent.

C'est d'ailleurs ce qui résulte des déclarations de l'expert commercial chargé d'examiner cette question, qui s'exprime ainsi:

« Ce n'est qu'au mois de mai 1948 que le conseil d'administration actuel de la S. N. C. A. C. est entré en fonctions.

« Il n'est pas douteux que le nouveau conseil a été animé d'un désir manifeste de réorganisation de la société se concrétisant, notamment, par une compression de personnel improductif et une diminution des prix de revient.

« Il n'est pas douteux non plus que le nouveau conseil s'est trouvé dans l'obligation juridique de prendre en charge les contrats passés antérieurement, même si leur exécution devait entraîner des pertes pour la société.

« La détermination exacte des responsabilités dans le déficit actuel entraînerait une étude approfondie et très minutieuse de toute l'activité de la société sur plusieurs exercices et plus particulièrement en 1947 et 1948.

« La documentation fournie dans la note P. R. 1702 du 23 mai 1949 se trouve, sur certains points, confirmée par le rapport des commissaires aux comptes de la S.N.C.A.C., MM. Bureau et Rétail, pour l'exercice 1948 ».

Donc, sur le bilan d'apurement de 1948, — qui n'est, nous le répétons, pas encore arrêté —, il ne semble pas que l'on puisse faire encore le moindre reproche au conseil d'administration actuel de la société.

*L'assemblée générale du 15 juin 1949 et la pseudo-dissolution de la société.*

Il est définitivement admis, à l'heure actuelle, que la réduction du volume des crédits que le pays peut consacrer à la défense nationale doit, comme conséquence, entraîner la réduction du volume de l'industrie aéronautique.

Cette industrie était déjà pléthorique en 1947, je l'ai signalé à l'époque dans mon rapport.

La commission Fouan l'a en tous points confirmé et a préconisé à son tour la réduction du nombre des usines exploitées par les sociétés nationales de l'aviation.

La commission Surleau est arrivée aux mêmes conclusions.

Il y a donc nécesairement un certain nombre d'usines à fermer; mais il ne s'agit pas de les fermer sans discernement.

Tous les enquêteurs, toutes les commissions se sont rejoints dans leurs conclusions sur la liste des usines à conserver et en particulier, en ce qui concerne la Société du Centre, sur les usines de Bourges et Châteauroux, qui sont au nombre des mieux installées, des mieux équipées et des plus économiquement gérées.

Par suite de quelle aberration, alors, ou de quel calcul, a-t-on pu envisager, malgré ces avis unanimes, de dégonfler l'industrie aéronautique en l'amputant de ce qu'elle avait de meilleur et non de plus mauvais ?

Il n'entre pas dans les attributions de la sous-commission de formuler une opinion à ce sujet.

Mais, à l'occasion de la discussion prochaine du projet de loi sur la réorganisation des industries aéronautiques, votre rapporteur aura la possibilité de s'en expliquer.

Quoi qu'il en soit, pour s'en tenir simplement aux faits, retenant un chiffre probable de perte au bilan de 1948 — chiffre qui, à l'heure actuelle, n'est même pas encore arrêté, — et le rapprochant du chiffre du capital social de 250 millions, maintenu à ce niveau anormalement bas par sa seule volonté, le Gouvernement intervint pour qu'on réunisse d'urgence une assemblée générale extraordinaire, afin de décider la liquidation de la société, sous prétexte que la perte de l'exercice dépassait les trois quarts du capital social.

Et il faisait cela au moment même où le Parlement, saisi de la question, avait inscrit à son ordre du jour la réorganisation des sociétés aéronautiques!

Avisé de la question, par lettre du 11 juin 1949, le président de la sous-commission de contrôle des entreprises nationalisées adresse au nom de cette dernière à M. le ministre des finances et de l'économie nationale une lettre ci-annexée (annexe V), lettre qui constituait une mesure conservatoire, et par laquelle il le priait de vouloir bien, dans l'attente des décisions parlementaires, donner des instructions à ses représentants pour ne pas préjuger, par un vote prématuré, du sort qui devrait être fait à cette société.

M. le président de la commission des finances ne crut pas pouvoir s'associer à cette démarche conservatoire sans en avoir référé à la commission elle-même. C'est ce qui explique, peut-être, que l'intervention du président de la sous-commission de contrôle des entreprises nationalisées auprès du ministre des finances et des affaires économiques resta à la fois sans réponse et sans effet.

L'assemblée se tint et les représentants de l'Etat, qui disposent de 98 p. 100 des voix, décidèrent la cessation d'activité de la société. Un liquidateur fut aussitôt désigné.

Cependant, le président de la sous-commission des entreprises nationalisées se renseigna sur ce qui s'était passé. Il apprit ainsi, par la lettre du président directeur général ci-annexée (annexe VI), que cette réunion d'assemblée générale avait eu lieu sur l'insistance de M. le ministre de la défense nationale et du contrôleur d'Etat, que cette assemblée ne s'était pas réunie valablemeent, que sa régularité était d'ailleurs contestée par certains actionnaires, et que se rendant compte sans doute de l'irrégularité de leurs decisions, les représentants de l'Etat demandaient qu'une nouvelle assemblée générale soit convoquée pour le 4 juillet, afin de confirmer éventuellement les décisions contestables prises le 15 juin.

Mais il est encore une autre raison pour laquelle les décisions prises, lors de la réunion du 15 juillet, sont contestables et ces raisons sont données par l'expert juridique et commercial, commis pour examiner la situation de la société, qui déclare:

« L'on s'est borné pour le calcul de la perte des trois quarts du capital social à comparer cette perte et le montant dudit capital: 250 037.500 F.

« Ce raisonnement me semble erroné et non conforme à la doctrine et à la jurisprudence en la matière.

« Certes, une majorité d'actionnaires peut toujours, si elle est suffisante et sans avoir à donner de motifs, prononcer la dissolution anticipée d'une société anonyme.

« Mais si cette majorité se base, pour prononcer cette dissolution, sur une perte des trois quarts du capital social, encore faut-il que cette perte soit réelle. Or, en la circonstance, le fait n'est pas certain et il n'est pas acquis d'une manière indiscutable que la différence entre l'actif et le passif fasse ressortir cette perte. En effet, la perte au bilan de 876.459.416, 51 F a, en contre-partie, des réserves qui ne constituent pas un passif social bien que figurant au passif du bilan. Elles s'élèvent à: 637,695.783,52 F.

« Par ailleurs, sont critiquées des provisions faites au bilan pour « dépréciation des magasins », d'une part, et « dépréciation des travaux en cours », d'autre part. Ces critiques portent sur le quantum considéré comme trop important.

« Il suffirait donc que certaines de ces provisions soient réduites par l'assemblée générale ordinaire des actionnaires pour que, compte tenu des réserves, la perte des trois quarts du capital social ne soit pas consommée. »

On voit donc que, de toute façon, la réunion et les décisions de l'assemblée du 15 juin ne peuvent être considérées comme valables et que, juridiquement, tous les actes qui s'y rattachent sont sujets à contestation.

*Les actes du liquidateur.*

On aurait pu croire que tout resterait en l'état jusqu'au vote du Parlement ou tout au moins jusqu'à une nouvelle assemblée générale délibérant valablement cette fois.

Il n'en a rien été et le liquidateur ainsi désigné commença aussitôt à opérer

Recevant de M. le ministre de la défense nationale des instructions précises, il convoqua les présidents de la Société de constructions aéronautiques du Nord et de la Société du Sud-Ouest pour leur proposer la cession des usines de Châetauroux et de Bourges.

Le ministre de la défense nationale intervint également auprès d'eux pour vaincre leur hésitation.

Votre président de la sous-commission des entreprises nationalisées les reçut également l'un et l'autre et apprit que leur position très ferme était la suivante: « Ils ne feraient connaître leurs décisions qu'après en avoir référé à leurs conseils respectifs, et à la condition expresse que ces usines fussent pourvues dans l'avenir d'un carnet de commande suffisant, afin que leur reprise ne constitue pas une charge supplémentaire pour la société ».

Cela revenait en conséquence à subordonner leur attitude à la réalisation des recommandations de la commission Surleau: l'établissement par le Gouvernement d'un programme de constructions aéronautiques à longue échéance et la répartition des travaux entre les usines destinées à le réaliser.

Ne pouvant effectuer le transfert des usines, personne n'acceptant de les annexer, et bien qu'elles eussent, comme on l'a vu, des travaux pour quelques mois encore, le liquidateur décida purement et simplement de les fermer à la date du mercredi 22 juin 1949.

On sait ce qui en résulta: l'occupation de certaines usines, l'envoi de délégations auprès des pouvoirs publics et des parlementaires, l'examen de la question par la commission des finances du Conseil de la République et l'adoption, à l'unanimité, d'un ordre du jour demandant qu'on ne ferme aucune usine avant que le Parlement, saisi de la question de la réorganisation de l'industrie aéronautique, ne se soit prononcé.

Pour l'instant, un sursis de huit jours a été accordé.

### III. — Les conséquences pour le pays d'une liquidation éventuelle de la S.N.C.A.C.

Ces conséquences doivent être examinées sur le plan financier, sur le plan industriel et sur le plan de l'évolution de la technique aéronautique, qui conditionne l'avenir.

*1° Conséquences sur le plan financier.*

Un décompte, qui apparaît tout à fait raisonnable, de ce qu'il en coûterait à l'Etat si la société était liquidée et ses usines fermées a été effectué par cette dernière.

D'après ce décompte, qui figure en annexe (annexe VII), on arriverait à un total de 3 milliards 700 millions. Et encore dans ce décompte on part de l'hypothèse que les usines principales de la société à Bourges et à Châteauroux pourraient être reprises par d'autres sociétés nationales et que, de ce fait, il n'en résulterait aucune dépréciation.

Si ces usines devaient être fermées, ce serait encore plusieurs centaines de millions à ajouter.

*2° Conséquences sur le plan industriel et sur le plan de la production.*

Les usines de la société sont dotées de bâtiments neufs, d'installations modernes, à proximité de terrains d'aviation de premier ordre.

Les méthodes de travail y ont été rénovées, les effectifs sélectionnés et exactement adaptés aux besoins de la production.

La main-d'œuvre est donc experte dans les travaux délicats qu'impliquent les constructions aéronautiques; elle y est meilleur marché dans les autres régions.

C'est ce qui explique qu'à l'heure actuelle le taux horaire de ces usines est plus bas que dans la plupart des autres usines aéronautiques, même les usines privées. Ces usines peuvent donc produire bon marché.

Au surplus, depuis la libération, la Société du Centre est la société qui a produit le plus grand nombre d'avions.

Dissoudre la société, fermer ses usines, que tous les experts, tous les techniciens, tous les enquêteurs, toutes les commissions d'organisation ou de réorganisation sans exception rangent au nombre des meilleures et considèrent comme nécessaire de conserver dans l'organisation future de l'industrie aéronautique, serait détruire purement et simplement un élément de notre richesse nationale et affaiblir un potentiel technique essentiel pour notre défense militaire.

Mais là n'est pas la seule considération à retenir du point de vue industriel.

Il en est une beaucoup plus importante encore: si les sociétés aéronautiques ont d'une manière générale, les unes et les autres, vocation pour concevoir, mettre au point et réaliser des avions, les nécessités de la technique moderne les conduisent pour la fabrication de certains éléments délicats à une certaines spécialisation.

C'est ainsi que la Société du Centre fabrique des trains d'atterrissage, non seulement pour ses appareils, mais pour les appareils des autres sociétés.

Par ailleurs, les matériels aériens en construction, selon leur volume ou leur importance, nécessitent un nombre d'heures de travail très variable, pouvant aller du simple au quadruple.

La nécessité d'équilibrer les charges de travail entre les usines, pour les alimenter de façon rationnelle, conduit les services techniques à fractionner les commandes entre les diverses usines.

C'est ainsi que la Société du Centre fait tous les empennages du S. O. 2010 « Armagnac » de la Société du Sud-Est.

Elle fait les atterrisseurs du Nord 1601, avion expérimental à deux réacteurs, du Nord 2200, chasseur embarqué, tous deux construits par la Société aéronautique du Nord.

Elle fait également les atterrisseurs du SO. 6020 *Espadon*, avion à réaction d'interception de la Société du Sud-Ouest.

Dans un autre domaine, la Société du Centre fait tous les compresseurs de cabine pour les appareils des sociétés du Sud-Est et du Sud-Ouest: SO. 30 P (avion transatlantique), SE. 1010, SE. 2010 (Armagnac).

Et cette activité est tellement nécessaire à maintenir que le directeur des services techniques de l'aéronautique, au moment où la fermeture de la Société du Centre était décidée, écrivait: (lettre 36.037 S. T. A. du 21 juin 1949):

« Un arrêt, même momentané, dans la réalisation ou dans les essais en cours sur ces matériels, peut entrainer de graves conséquences dans la réalisation, les essais ou la production en série des avions visés ».

Fermer cette société causerait donc un désordre effroyable dans toute la construction aéronautique, arrêterait la sortie de presque tout le matériel, mettrait toutes les autres sociétés dans des difficultés non seulement techniques, mais financières énormes, car elles devraient continuer à couvrir des frais et payer du personnel qui serait arrêté dans le déroulement normal de son travail.

Il faut bien comprendre que l'industrie aéronautique forme un tout dont les éléments s'imbriquent, se complètent, réagissent les uns sur les autres, un tout qu'il faut « amaigrir », certes, dans son ensemble, mais dont on ne peut amputer inconsidérément une partie sans risquer de saccager l'ensemble et d'entraîner des désordres graves dont on ne pourrait se relever qu'au prix de dépenses énormes et de délais considérables.

### 3° *Conséquences pour la technique aéronautique.*

Quant aux conséquences de la fermeture de la société, dans le domaine de la technique aéronautique, ce serait l'arrêt immédiat de ses fabrications de prototypes, de la mise au point de ses appareils sortis ou dont la sortie est imminente, des études pour les appareils de demain.

Elles seraient plus graves encore peut-être que les conséquences financières, qui ont été précédemment exposées. Personne ne semble jusqu'à présent, à aucun moment, avoir mis l'accent comme il convenait sur ces conséquences, faute, sans doute, d'une documentation suffisante.

Le président de la sous-commission de contrôle des entreprises nationalisées a eu la bonne fortune, au cours d'une enquête antérieure sur l'industrie aéronautique, puis, ensuite, en participant comme collaborateur du ministre de l'air, à la vie technique de ce département, de se rendre compte par le détail de l'importance des études et des réalisations en cours, de la place qu'elles tiennent dans le développement et l'avenir de l'aviation française.

Pour s'en tenir aux travaux et études en cours, dont l'aboutissement n'est parfois qu'une question de semaines, il est bon d'indiquer les réalisations auxquelles se consacre à l'heure actuelle la Société du Centre, et dont certaines marqueront peut-être une étape dans le développement du progrès technique et la satisfaction de nos besoins de demain.

Outre le *Cormoran*, au sujet duquel votre rapporteur montrera, dans son rapport sur le budget de l'air, que la plupart des allégations répandues sur son compte sont erronées, voici les réalisations ou études en cours à l'heure actuelle, et ce qu'on peut en escompter d'après des indications que l'on trouvera en annexe (annexe VIII) qui figurent dans un document émanant de la société, mais qui est un rapport technique sérieux:

1° Le chasseur à réaction NC. 1080, qui doit effectuer ses premiers essais d'ici peu de jours, et qui les aura peut-être même effectués à la parution du présent rapport;

2° Les chasseurs bombardiers à réaction NC. 1071 et NC. 1072, avions à deux réacteurs Nene, utilisables comme torpilleurs aériens, pour lancer des engins volants téléguidés — ce qui correspond à la technique militaire de demain;

3° Le bombardier de moyen tonnage NC. 270, qui doit faire son premier vol au mois de septembre 1949.

Cet avion à deux réacteurs, qui peut emporter sept tonnes de bombes, doit approcher la vitesse de 1.000 km à l'heure, et il est destiné au bombardement défensif de colonnes blindées ennemies. Il peut également servir de torpilleur aérien pour envoi d'engins teleguidés;

4° L'hélicoptère NC 2071, un des plus gros hélicoptères français, qui va effectuer son premier vol les jours prochains;

5° Les avions légers NC. 851, NC. 853, classés premiers au concours de l'aviation légère et sportive, qui servent essentiellement à la formation prémilitaire;

6° Des appareils en cours d'étude sur lesquels toutes précisions sont données dans l'annexe susvisée (annexe VIII).

En ce qui concerne la valeur même du bureau d'études de la Société du Centre, la sévérité de jugement dont on a parfois accusé votre rapporteur, lors de la publication de son rapport sur l'aéronautique, ne le rendra pas suspect de complaisance lorsqu'il signalera qu'il se situe au premier plan, comme détenteur et héritier de la technique, des traditions et de l'expérience de Farman, Nieuport et Henriot.

Il comprend dans ses cadres:

Cinq ingénieurs de l'école centrale des arts et manufactures;

Quinze ingénieurs de l'école supérieure de l'aéronautique;

Quatorze ingénieurs de l'école des arts et métiers,

Plus d'une vingtaine de spécialistes d'autres écoles ou instituts nationaux et même étrangers.

Cette équipe est dirigée par Riffard, devant l'autorité de qui chacun s'incline en matière de technique aéronautique, car il a dirigé, avant guerre, les plus importants bureaux d'études; il a réalisé des appareils qui, dans la proportion de 80 p. 100, se sont adjugés les records internationaux pour appareils légers et se sont vu attribuer définitivement la coupe Deutsch de la Meurthe, avec trois victoires annuelles consécutives; il est le réalisateur du Caudron 690, dont la licence vendue aux Japonais et aux Russes a permis entre autres à ces derniers d'en faire dériver le « Yak », le célèbre chasseur soviétique.

Nous avons à l'heure actuelle assez de retard à rattraper, pour qu'au moment où les perspectives d'avenir s'avèrent moins sombres, nous ne nous privions pas des cerveaux les plus qualifiés.

Et là encore, si la seule voie raisonnable consiste à ne pas disperser les recherches, à nous concentrer dans chaque bureau d'études sur quelques problèmes limités, il faut prendre garde de nous amputer d'une partie de nos moyens intellectuels les plus éprouvés: ce serait une perte inconsidérée dont on ne peut mesurer exactement toutes les répercussions et toute la portée.

Si l'on résume toutes les constatations objectives effectuées tout au long du présent rapport, on peut dire que:

1° La Société du Centre a actuellement des moyens de production assainis, et sa gestion elle-même serait saine si des difficultés financières, qui lui sont créées par l'Etat lui-même, seul actionnaire et seul client, ne venaient compromettre ses conditions de fonctionnement;

2° Les usines de la Société du Centre doivent subsister de l'avis unanime de tous les enquêteurs, l'usine reconvertie de Colombes (tracteurs) devant en être détachée;

3° La Société du Centre doit subsister également de l'avis de tous les enquêteurs et de toutes les commissions de réorganisation de l'aéronautique, que cette société continue à s'occuper d'aéronautique ou qu'elle soit localisée dans le secteur reconversion (rapport Surleau), et séparée du secteur aviation;

4° La liquidation de cette société entraînerait des dépenses énormes, bouleverserait le fonctionnement de toute l'industrie aéronautique, compromettrait des études très importantes en cours et nous priverait d'un élément de première valeur dans la poursuite et le développement du progrès technique.

Si l'expérience que votre rapporteur a pu acquérir dans ce domaine au cours des dernières années pouvait l'autoriser à émettre un avis, il dirait, qu'à son sentiment, il serait sage de ne rien faire de précipité.

Il serait sage d'attendre que les prototypes essentiels soient sortis, qu'on puisse les expérimenter et les comparer.

Il serait sage d'attendre que les charges de travail pour les diverses usines soient réparties.

Il serait sage d'étudier quelles sont les usines les mieux gérées et, puisque nécessairement on doit élaguer, éliminer celles d'entre elles qui donnent les résultats les moins favorables.

La chose la plus urgente à l'heure actuelle est de supprimer les mauvaises usines, non pas de supprimer la personne morale d'une ou deux sociétés, — en modifiant la structure de l'industrie aéronautique au moment où on lui demande un gros effort pour s'assainir, se dégonfler, sans cesser de poursuivre ses fabrications et les recherches auxquelles elle est attelée.

Malgré toutes les difficultés à travers lesquelles cette industrie est passée, comme tous les élément s'imbriquent, se soutiennent, s'apportent un appui mutuel, l'ensemble a tenu debout, — il va reprendre la vie parce que le squelette était bon. Mais il faut bien prendre garde de toucher au squelette pendant la convalescence, avant que l'organisme ait marqué à nouveau sa vitalité; on risquerait sans cela sinon de tout faire écrouler, en tout cas de tout retarder, et l'aéronautique française n'aurait rien à y gagner.

Cette attitude de prudence a été celle de la commission des finances du Conseil de la République.

Elle a été, également, celle de votre sous-commission des entreprises nationalisées, qui l'a marqué par la mesure conservatoire qui s'imposait ces jours derniers, à l'annonce que les usines de la société du Centre allaient être brusquement fermées.

C'est pourquoi elle a adopté, à l'unanimité, l'ordre du jour suivant:

« La sous-commission du Conseil de la République, chargée de suivre et d'apprécier la gestion des entreprises nationalisées, réunie le 22 juin 1949, considère qu'à la veille d'une réorganisation d'ensemble de l'industrie aéronautique, il serait regrettable de procéder à une fermeture prématurée des usines de la société nationale de constructions aéronautiques du Centre, — dont certaines doivent être intégrées dans ce plan de réorganisation —, tant en raison des conséquences financières graves d'une telle mesure, qu'en raison des perturbations qu'elle apporterait au fonctionnement de toute l'industrie aéronautique, — la société du Centre participant à la fabrication de pièces essentielles au montage du matériel des autres sociétés.

Elle partage en conséquence l'avis formulé, le 21 juin 1949, par la commission des finances, dans l'ordre du jour suivant:

« La commission des finances, considérant que le Parlement est actuellement saisi d'un projet de réorganisation de l'industrie aéronautique, demande au Gouvernement de surseoir à toute fermeture d'établissement jusqu'au vote de la loi à intervenir et l'invite à prendre toutes mesures utiles pour assurer le payement du personnel ».